



# DÉBATS

de

**l'Assemblée législative**

---

**20e Législature — 2e session**

**Vol. 3 — Séances du 3 mai au 27 mai 1937**

**1937**

**Texte établi par Christian Blais et Martine Plante**

---

**Orateur : l'honorable Joseph-Mignault-Paul Sauvé**



**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**20e Législature - 2e session**

**Vol. 3 - Séances du 3 mai au 27 mai 1937**

**1937**





## Première séance du lundi 3 mai 1937

## Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Loi 24 George V,  
chapitre 101

**M. Barrette (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), la permission de présenter le bill 161 modifiant la loi 24 George V, chapitre 101.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quel est le but de cette loi?

**M. Barrette (Terrebonne):** C'est une loi ayant pour objet d'améliorer le système de taxation des cultivateurs de Laval-des-Rapides et pour aider les cultivateurs en général dans les environs.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La loi ne concerne que Laval-des-Rapides?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est pour faire disparaître une disposition qui est désavantageuse pour les cultivateurs.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** En ce cas, si ce bill s'applique seulement à ces cultivateurs, ça devrait être un bill privé, et non un bill public.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On taxait indifféremment les cultivateurs d'une paroisse ou d'une autre; nous apportons un correctif. Cette loi est présentée pour redresser une exception à la loi générale. On avait fait exception pour quelques cas, alors que tous les cultivateurs étaient appelés à payer des taxes. C'est de nature publique.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ce bill n'amende pas un bill public. C'est clair; il amende un bill privé.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je soulève un point d'ordre, car on devrait présenter ce bill comme bill privé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est au gouvernement à décider cela.

**M. l'Orateur:** Je ferai observer à l'honorable député de Rivière-du-Loup qu'il n'est pas appelé à rendre les décisions. Il s'agit bien d'un bill public et je renvoie le point d'ordre du chef de l'opposition.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Territoire de Saint-Jean l'Évangéliste  
rattaché à Notre-Dame Auxiliatrice

**M. Marier (Drummond)** demande, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), la permission de présenter le bill 162 détachant certain territoire de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Jean l'Évangéliste, dans le district électoral de Saint-Jean, pour l'annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Notre-Dame Auxiliatrice, dans le même district.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Territoire de Saint-Édouard-de-Frampton  
rattaché à Saint-Joseph-de-Beauce

**M. Perron (Beauce)** demande, appuyé par le représentant de Matapédia (M. Paradis), la permission de présenter le bill 163 détachant certain territoire de la municipalité de Saint-Édouard-de-Frampton, pour l'annexer à la municipalité de Saint-Joseph-de-Beauce.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## La grève de Montréal

**M. Drouin (Québec-Est):** Avant de passer à l'ordre du jour, M. l'Orateur, je voudrais être renseigné par l'honorable procureur général (l'honorable M. Duplessis) sur une question qui semble émouvoir beaucoup l'opinion publique.

Je proposerai une motion pour production de documents, afin de la discuter plus à fond. Je veux parler de l'arrestation ou supposées arrestations de M. Raoul Trépanier et de M. Bernard Shane, président et organisateur du mouvement gréviste de Montréal. J'avais l'intention de présenter une motion à ce sujet, mais je ne sais si j'en produirai une. Mais, d'après une entrevue qu'il a donnée aux journaux, vendredi dernier, le premier ministre aurait dit qu'il y avait des mandats d'émis pour une arrestation

immédiate de ces hommes, mandats qui ne comportaient pas de cautionnement. L'honorable procureur général (l'honorable M. Duplessis), dit-il, s'opposerait à la mise en liberté provisoire des détenus! Ces mandats n'ont pas encore été exécutés, apparemment. Je veux naturellement savoir si les mandats ont été émis ou s'ils n'ont pas été émis, et je désire demander simplement au gouvernement pourquoi ces mandats n'ont pas encore été exécutés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'honorable député de Québec-Est veut discuter cette affaire, qu'il présente une motion à cet effet comme il en a manifesté l'intention. Je ne vois pas la nécessité de discuter cette question deux fois et j'attendrai sa motion. Nous sommes prêts en aucun temps; nous n'avons aucune objection.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je ne veux pas soulever de discussion sur l'affaire qui passionne l'opinion publique à Montréal surtout; mais je veux simplement savoir, répète-t-il, si les mandats d'arrestation contre ces deux hommes ont été émis?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, le député de Québec-Est pourra s'adresser à l'autorité compétente, car ce n'est pas le procureur général qui émet les mandats.

#### Questions et réponses:

**Jules Simard**

**M. Bastien (Berthier):** 1. M. Jules Simard a-t-il fait au cours des derniers six mois un travail quelconque pour le compte du ministère de l'Agriculture?

2. Dans l'affirmative:
  - a. Depuis quand?
  - b. Quel est son salaire journalier?
3. Ce même M. Simard remplit-il une autre fonction officielle?
4. Dans l'affirmative?
  - a. Laquelle?
  - b. Quel est son salaire?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** 1. 2. 3. et 4. L'honorable J.-G. Gardiner, ministre fédéral de l'Agriculture, a bien voulu nous prêter, depuis décembre 1936, les services de M. Jules Simard, chef de la division fédérale des semences dans la province, et ce, pour la distribution de nos grains de semence. M. Simard ne

reçoit aucun salaire du gouvernement provincial; ses dépenses sont payées par le gouvernement fédéral; il ne remplit aucune autre fonction officielle pour le ministère de l'Agriculture provincial.

**Pierre Dorion**

**M. Bastien (Berthier):** 1. Depuis quand M. Pierre Dorion est-il à l'emploi du ministère de l'Agriculture?

2. Quelles sont ses attributions?
3. Quel est son salaire?
4. Quels sont les états de service qui lui ont valu cette importante position?
5. Quelles fonctions a-t-il occupées avant d'entrer au service du ministère de l'Agriculture?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** 1. M. Pierre Dorion est à l'emploi du ministère de l'Agriculture depuis le 25 septembre 1936.

2. Agronome régional.
3. \$2,200 par an.
4. Il a une expérience de six ans comme technicien agricole officiel dans la province d'Ontario.
5. Agronome officiel en Ontario. Avant d'entrer au service du gouvernement de Québec, il était employé par celui d'Ontario.

#### Demandes de documents:

**Travaux à Louiseville<sup>1</sup>**

**M. Bastien (Berthier)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant:

1. Depuis le 26 août 1936, le conseil de Louiseville a-t-il demandé au gouvernement que des travaux soient faits dans cette ville avec les argents que le gouvernement a dépensés conjointement avec le gouvernement fédéral pour remédier au chômage?

2. Dans l'affirmative:
 

- a. Quelles sommes ont été octroyées à Louiseville?

b. Quelles sommes ont été dépensées?  
 c. À qui ces argents ont-ils été payés pour salaires, matériaux, marchandises, terrains, terres servant à faire des travaux de nivellement et de remplissage ainsi que pour toutes fournitures nécessaires à ces travaux?

3. Ces travaux ont-ils été interrompus?

4. Dans l'affirmative:
 

- a. Quelles sont les raisons pour lesquelles les travaux déjà mentionnés ont été interrompus?

Adopté.

**Travaux de la Chambre:****Horaire des séances**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), qu'à partir de lundi, le 3 mai prochain, la Chambre tienne deux séances tous les jours, excepté le dimanche: la première, de trois heures à six heures de l'après-midi; et la deuxième depuis huit heures et demie du soir jusqu'à ce que la Chambre décide de s'ajourner; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mardi.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas d'objections à ce que nous tenions deux séances par jour pour activer les délibérations de la Législature mais j'ai des objections, par exemple, à siéger après 11 heures le soir. Nous avons aboli cette habitude par le règlement de 11 heures.

On ne devrait pas le rétablir; personne ne peut nous accuser d'avoir voulu faire de l'obstruction ici au cours de cette session. Avec le travail que nous avons à y faire, les séances de nuit sont une chose indésirable, et nous, les membres de l'opposition, avons le droit de nous coucher comme le commun des mortels, quand nous travaillons de 9 heures du matin à 11 heures du soir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si nous présentons cette motion, c'est parce que nous la croyons nécessaire dans les circonstances. Si nous constatons le travail fait et le temps que nous avons mis à adopter toutes les législations à date, nous constatons qu'il y a eu de la mauvaise volonté de la part de l'opposition depuis le début.

Je n'ai aucune objection à ce que l'opposition parle, qu'elle se renseigne et qu'elle demande deux ou trois fois la même question dans certains débats. Nous comprenons la situation difficile dans laquelle elle se trouve mais, par ailleurs, il faut se rendre compte que la session et que chaque séance coûtent des milliers de piastres à la province.

Nous voulons procéder avec diligence, mais en prenant le temps voulu. Nous avons des problèmes importants à régler. Nous ne sommes pas ici pour entendre l'opposition rabâcher plusieurs fois la même chose, et toujours exposer les mêmes arguments; nous voulons entendre autre chose. Nous réalisons que les membres de l'opposition doivent comprendre et apprendre. Je suis de l'avis de l'honorable chef de l'opposition qu'en principe il ne

faut pas siéger après 11 heures, mais il faut toujours faire quelque chose.

Nous avons été élus avec un mandat clair et précis qui ne peut être aucunement contesté par les gens, et nous voulons donner suite à notre programme. Pourquoi essayer de retarder le temps de la Chambre et l'adoption des lois? Quand le gouvernement présente des législations, il veut et sollicite même de la critique et des suggestions constructives, mais il n'a que faire de la pure perte de temps et des critiques personnelles.

Si c'est nécessaire de siéger après 11 heures, nous siégerons, et sinon, nous ajournerons à 11 heures. Les ministériels travaillent plus que l'opposition. Nous travaillons l'avant-midi, l'après-midi et le soir; cela devrait suffire en effet. Nous travaillons ici et à nos bureaux, et il nous faut assister aux séances du comité des bills privés, où l'opposition ne vient pas.

Il faut qu'il fasse quelque chose et, pour cela, nous devons procéder sans perdre inutilement le temps de la Chambre. Nous voulons travailler sans être obligés d'entendre un déluge de mots sur un désert d'idées.

Sans vouloir critiquer, le seul but de cette motion, je le répète, c'est de hâter raisonnablement le travail de la Chambre. Nous avons beaucoup de travail. Le travail en Chambre doit continuer. J'espère qu'il ne sera pas nécessaire de siéger après 11 heures du soir.

Si l'opposition veut parler sans faire du travail pratique jusqu'à 5 heures du matin, libre à elle, c'est son affaire; elle en aura loisir. Mais elle en portera la responsabilité et nous siégerons alors après 11 heures. Nous voulons agir!

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre vient de faire un grand discours pour exhorter la Chambre à ne pas perdre de temps: c'est bien là sa manière.

Le premier ministre a dit que nous essayons de rabâcher toujours la même chose. Il dit de plus que nous faisons des critiques personnelles. L'opposition ne fait pas d'obstruction! S'il y a un homme dans cette Chambre qui a abusé de son droit de parler, c'est bien le premier ministre. Il est surprenant d'entendre le premier ministre dire que l'opposition y a mis de la mauvaise volonté. Il vient de faire son portrait moral et intellectuel, comme s'il s'était miré. Mais il ne le sait pas, parce que lorsqu'il se mire, il se dit en lui-même: "Je viens de voir la perfection humaine."

(Rires)

Mais lorsque nous, de l'opposition, avons voulu émettre nos idées, le premier ministre et sa députation étaient les premiers à nous interrompre constamment en faisant des discours chaque fois. L'opposition n'a pas été capable de parler. Ma réplique aux adresses en réponse au discours du trône a été littéralement hachée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Le député n'a pas le droit de référer à un débat antérieur.

**M. Bastien (Berthier):** Le même sort a été réservé à tous les députés de l'opposition. Il y en a même un que l'on a empêché de parler: le député de Bagot (M. Dumaine). Nous n'avons pas toujours manifesté de mauvaise volonté sur l'étude des crédits, car nous en avons voté les trois-quarts en cinq ou six séances<sup>2</sup>. Malgré cela, malgré cette bonne volonté, vendredi de la semaine dernière, l'honorable premier ministre a dit au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) et au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) de ne pas répondre à nos demandes de renseignements sur le budget de ces deux départements.

Si nous n'avons pas fait plus de travail, c'est de la faute du premier ministre, qui passe son temps, en comité, à s'obstiner avec le député de Montmagny (M. Grégoire) ou à faire des discours. Les échos des querelles du comité des bills privés retardent le travail de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis obligé de soulever de nouveau un point d'ordre; le député de Berthier n'a pas le droit de référer à un débat dans un comité qui n'a pas encore fait rapport à la Chambre...  
(Applaudissements)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Un député a le droit de dire quels sont ceux qui sont responsables de la durée des débats et qui font perdre le temps de la Chambre, surtout lorsqu'on l'a accusé avec d'autres d'être ce responsable.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** murmure.

**M. l'Orateur:** À l'ordre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je me plais à reconnaître votre impartialité, M. l'Orateur. Je trouve cependant étrange que lorsqu'on dit quelque chose de ce côté-ci de la Chambre qui ne plaise pas

au premier ministre, celui-ci se lève pour soulever un point d'ordre, lui si soucieux de voir la Chambre se hâter. Je voudrais bien savoir ce que c'est que ces points d'ordre-là.

**M. Tardif (Frontenac):** L'Orateur a déjà décidé qu'on ne doit pas référer aux délibérations d'un comité sans avoir devant la Chambre un rapport de ce comité. Le point d'ordre est bien fondé. Le député de Berthier fait allusion à des débats antérieurs.

**M. l'Orateur:** Je dois déclarer d'abord au député de Berthier que je maintiens le point d'ordre du premier ministre. Le député de Berthier a le droit de discuter les actes des membres de la Chambre au cours de la session, mais il n'a pas le droit, à ce stage de la procédure, de faire allusion à un débat au comité.

Quant à la demande du député de Rivière-du-Loup sur la définition d'un point d'ordre, qu'il consulte les articles du Règlement de la Chambre. Il (M. Sauvé) énumère les numéros de ces articles.

**M. Bastien (Berthier):** Je dis que le premier ministre accuse l'opposition de faire perdre le temps de la Chambre et que cela n'est pas. Je soumets que ce sont le premier ministre et les ministériels qui font perdre le temps de la Chambre, et que c'est injuste d'accuser l'opposition de ces retards. S'il met tout à feu et à sang aux comités, les députés reviennent en Chambre et parlent sur le même temps. Il s'ensuit une perte de temps considérable. C'est le premier ministre qui en est responsable.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce furent des points d'ordre. Chaque fois il y eut décision de l'Orateur, et un député n'a pas le droit de discuter par la suite une décision de l'Orateur, c'est élémentaire.

**M. Bastien (Berthier):** Le record détenu dans le domaine des discours interrompus par la droite fut atteint au cours du discours de l'honorable député de Québec-Centre (M. Hamel). C'est lui qui en a le plus souffert. Vient en deuxième lieu l'honorable député de Québec-Est (M. Drouin), et j'arrive moi-même bon troisième.

(Rires)

J'ai établi une statistique des interruptions dont nous avons été victimes dans nos discours. Dans le discours que j'ai eu le plaisir de prononcer dans le débat de l'adresse, 10 ou 15 petits discours ministériels ont été intercalés dans le mien, dont 5 ou 6 prononcés

par l'honorable premier ministre tout seul. Est-ce raisonnable? On discute d'événements qui se sont produits au cours des élections, et ensuite on nous accuse de retarder les débats. Il est souverainement injuste de dire que nous faisons perdre le temps de la Chambre.

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est ce que vous faites en ce moment.

**M. Bastien (Berthier):** Nous avons manifesté notre bonne foi en approuvant le bill de Montréal dans 15 minutes, alors que nous aurions pu prendre une semaine.

**M. Béique (Chambly):** L'opposition a tellement eu le temps de parler qu'elle a pu prendre des vacances au début de la session.

**M. Bastien (Berthier):** Jeudi dernier, encore, on était à discuter paisiblement la loi du salaire des bûcherons. Une séance a pratiquement été perdue: le premier ministre a allongé le débat considérablement lorsqu'il accusa le député de Kamouraska (M. Chalout) d'avoir forgé un télégramme et d'avoir été cité au Conseil du Barreau.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Le député réfère à un débat antérieur et il n'a pas le droit.

**M. Bastien (Berthier):** Dans les comités, c'est la même chose.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous n'y étiez pas dans les comités.

**M. Bastien (Berthier):** Je pense bien! L'honorable premier ministre dit que nous n'allons pas au comité des bills privés. J'ai assisté à une séance. D'après ce que j'ai vu, le premier ministre a attaqué, au cours de l'étude du bill de Montréal, quatre ou cinq<sup>3</sup> employés de l'administration de Montréal. Il rejetait sur eux les fautes de l'administration de Montréal. Pour moi, se porter à la défense de ces employés, c'est signer ni plus ni moins leur fiche de destitution. Je me suis retiré pour ne pas avoir l'air d'approuver cette injustice.

**Des députés ministériels murmurent.**

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Berthier ne doit pas outrepasser les droits que je lui ai reconnus et je le rappelle à l'ordre.

**M. Béique (Chambly):** Tout à l'heure, l'honorable premier ministre a fait le portrait de l'opposition, qui déclare par la voix du député de Berthier qu'elle ne se reconnaît pas. Ce n'est pas surprenant, car l'opposition a une physionomie si étrange qu'elle est difficile à poser.  
(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre est injuste pour l'opposition. Ce nouveau règlement est un bâillon déguisé. On nous dit: "Vous pourrez parler toute la nuit si vous voulez." Mais on sait qu'avec tout le travail que nous avons - nous sommes peu nombreux dans l'opposition - nous ne pourrions le faire. Le premier ministre me fait penser à cet empereur romain qui, ayant un ennemi passionné pour les fleurs, lui en jeta assez pour l'écraser et le faire mourir.

C'est une espèce de Caligula qui veut tout mener. Est-ce juste de nous dire que nous parlerons toute la nuit? Est-ce justice de l'ordre nouveau? Est-ce juste de voir deux bâtonniers nous traiter ainsi? L'honorable premier ministre est bâtonnier de Trois-Rivières et l'honorable ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) est bâtonnier de Québec; je les félicite tous deux en passant, mais ils devraient nous traiter autrement. Ils devraient comprendre que ce n'est pas de notre faute.

Pourtant, ceux qui ont siégé en face du premier ministre au cours des sessions antérieures, dans le temps où il était chef de l'opposition, savent que le temps pris par l'opposition d'alors n'était pas raisonnable. Le premier ministre parlait tout le temps. Nous avons laissé parler le premier ministre actuel pendant 10 ans, et maintenant on nous informe que si nous osons parler, on nous fera siéger jour et nuit. Rester au Parlement de 9 heures du matin à 11 heures du soir, c'est assez.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je m'accorde avec l'honorable député de Rivière-du-Loup pour dire que rester au Parlement de 9 heures du matin à 11 heures du soir, c'est assez. Il y a un moyen bien simple de ne pas siéger après 11 heures du soir: c'est de faire l'ouvrage dans le temps mentionné. Pendant ce temps; il faut travailler sérieusement.

Lorsque j'étais chez de l'opposition, dit-il, il y a eu de longues séances de nuit. Dans le temps où nous étions dans l'opposition, et que j'avais beaucoup de travail, nous n'avions pas besoin qu'on nous explique les lois trois ou quatre fois pour les comprendre. Mais cela prenait à l'ancien régime deux ou trois mois avant de commencer.

Sous l'ancien régime, nous avons accordé notre coopération au gouvernement. L'adresse a été votée, la dernière année de l'ancienne administration, après un seul discours. Mais le gouvernement dut ajourner la Chambre pendant deux jours, car il n'était pas prêt à procéder. Aujourd'hui, toute la législation est prête. Nous l'avons présentée en grande partie à l'ouverture de la session.

Autrefois, quand un homme qui vous touche de près, M. l'Orateur, était à la tête de l'opposition, presque seul pour faire face à la situation et que le gouvernement le forçait à parler la nuit, de siéger 24 heures par jour, il n'y avait pas de règlement de 11 heures du soir. Quand nous étions de l'autre côté, peu nombreux, les séances se prolongeaient après 11 heures.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si l'ancien gouvernement a mal fait parfois, est-ce une raison pour le nouveau gouvernement de faire mal à son tour?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable député ne se gêne pas pour défendre l'ancienne administration. La position n'est pas la même. Nous avons alors une opposition qui comprenait et qui discutait la législation. Aujourd'hui, la nouvelle opposition ne comprend pas ou feint de ne pas comprendre. De plus, il y a trois chefs de l'opposition qui se remplacent les uns les autres pour détruire l'effet de celui qui l'a précédé. Cela prend plus de temps. J'espère cependant qu'il ne sera pas nécessaire de siéger après 11 heures du soir.

**M. Bastien (Berthier) et M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** discutent encore quelques minutes de la motion.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

#### Colons de Lambton

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quand le débat sera-t-il continué sur ma motion au sujet des colons de Lambton?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La motion a donné lieu à un long débat.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si l'honorable député de Frontenac (M. Tardif) me promet que les colons auront justice, je n'ai pas objection à adopter la motion.

**M. Tardif (Frontenac):** Les colons auront certainement justice.

Adopté.

#### Subsides

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité<sup>4</sup>:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des établissements industriels et commerciaux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**M. Bastien (Berthier):** Il y a augmentation de ce crédit sur l'an dernier. Pourquoi?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Nous avons dû augmenter ce crédit parce que les inspecteurs chargés d'enquêter sur l'observance de la loi du dimanche seront à l'avenir dépendants du ministère du Travail. Nous voulons faire surveiller les établissements pour assurer l'observance de la loi du dimanche.

**M. Bastien (Berthier):** Combien aurez-vous d'inspecteurs chargés de voir à l'observance des lois et combien y en a-t-il en ce moment?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Je ne puis dire le nombre exact. Je n'ai pas fait de changements dans le service jusqu'ici, dit-il, car je n'ai pas eu le temps de le faire encore. Si l'on estime qu'il y a des changements à faire, on les fera après la session.

**M. Bastien (Berthier):** Rien de changé! Est-ce que ça veut dire qu'il n'y a pas eu de destitutions, ni de nouveaux inspecteurs engagés?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Non. Nous n'avons pas destitué des employés, mais nous en avons cependant remercié de leurs services à cause d'incompétence.

(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Et combien ont été remerciés de leurs services?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Environ sept ou huit.

**M. Bastien (Berthier):** Y a-t-il eu enquête dans chaque cas?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Leur incompétence était si notoire que l'enquête se trouvait toute faite.

**M. Bastien (Berthier):** Je comprends que le ministre est une grande lumière, si flamboyante que lorsque les employés paraissent devant lui, ils fondent comme la cire molle et qu'il les pénètre de son regard, mais c'est tout de même un système un peu radical.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi relative à l'extension des conventions collectives de travail pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**M. Drouin (Québec-Est):** Les amendements suggérés par le comité d'étude formé par le gouvernement seront-ils convertis en loi?

Le comité qui a été chargé de d'enquêter sur la loi des conventions collectives et ses modalités d'application a-t-il terminé son rapport?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Nous avons chargé des personnes compétentes de faire enquête sur le fonctionnement de la loi des contrats collectifs dans la province. Le rapport du comité de révision est terminé et sera soumis à la Chambre d'ici peu. Le gouvernement le communiquera bientôt.

**M. Bastien (Berthier):** Combien y avait-il d'avocats sur le comité d'étude du contrat collectif?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Il y en avait trois ou quatre.

**M. Bastien (Berthier):** Combien étaient-ils payés, ces avocats?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Ils recevaient de \$8 à \$12 par jour.

**M. Bastien (Berthier):** Mais est-ce que le ministre n'avait pas annoncé que ces enquêteurs devaient travailler à titre gracieux? Je n'ai pas d'objection à ce qu'ils soient payés, mais ils devaient travailler à titre gracieux!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les journaux nous ont appris que, sous le nouveau gouvernement, les gens travaillaient pour rien. Je constate maintenant qu'on donne à ces patriotes \$12 par jour, \$84 par semaine.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Nous ne leur payons pas de salaire. Je voulais que tout soit gratuit. Mais il fallait tout de même payer tant par jour pour les dépenses de ces gens-là. Or, les sommes qu'ils ont reçues, ça paie à peine leurs dépenses.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Douze dollars par jour, ça paie plus que les dépenses pour ces enquêteurs.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Ça paierait très cher le chef de l'opposition.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Combien y a-t-il de membres dans ce comité?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Le comité est composé en tout de 10 membres.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Comment recevaient les autres membres de ce comité?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Tous recevaient \$12 par jour.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** À \$12 par jour, ça payait plus que leurs dépenses.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** (Ton ironique) Oui, ils se nourrissaient avec des langues de perroquets.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne sais pas ce qu'ils mangeaient, mais à \$12 par jour, c'est plus cher que dans les meilleurs hôtels. Les avocats recevront \$12 par jour, mais les autres, combien vont-ils recevoir?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Les autres membres recevaient aussi la même allocation. Tout le monde est sur le même pied. J'ai

dit que je demanderais les services bénévoles des enquêteurs, mais on m'a représenté qu'il fallait tout de même payer les dépenses et le temps de ces gens.

**M. Bastien (Berthier):** Le gouvernement a laissé croire au public que ces gens travaillaient gratuitement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous commencez par dire dans les journaux que ça ne coûtera rien. Ça faisait bien dans le paysage.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Je n'ai jamais dit ça dans les journaux.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, vous l'avez dit.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Peut-être *"En avant"*<sup>6</sup>, pour être ici en arrière.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Comme ça, à \$12 par jour, ces gens-là travaillaient pour rien?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Au début, dit-il, c'était mon intention d'obtenir leurs services gratuitement mais, à la suite de certaines représentations, on décida de leur donner cette allocation de \$12 pour les dépenses.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lorsque nous avons pris le pouvoir, les représentants ouvriers des syndicats catholiques sont venus nous voir et nous ont fait des représentations au sujet de la loi des conventions collectives. Ils nous ont demandé des amendements. Nous avons dit qu'il nous était impossible d'apporter les changements à la loi immédiatement, dès la session d'urgence, à cause du travail considérable qui nous incombait.

Mais le ministère du Travail a suggéré par la suite au gouvernement de constituer un organisme qui aurait pour mission de recueillir des renseignements de tous les intéressés à travers la province, en plus d'enquêter sur les conditions locales dans les diverses régions et de faire rapport sur la loi des contrats collectifs, et les conséquences des changements proposés.

L'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), qui est particulièrement qualifié, a nommé pour cet organisme des personnes compétentes pour faire cette enquête. Ça a coûté \$10,000 en tout pour aider la classe ouvrière dans l'un des problèmes les plus importants. Ce n'est pas

cher pour renseigner la population sur une question de cette importance qui intéresse la classe ouvrière. Si les lois de l'ancien régime n'avaient coûté que \$10,000 au lieu de coûter des millions, l'administration aurait été un peu meilleure.

L'opposition a bien mauvaise grâce de critiquer cette dépense; elle devrait critiquer autre chose que cela. Du moment qu'il s'agit des ouvriers, l'opposition lance feu et flammes pour une dépense de \$10,000. Mais elle n'a pas eu un mot de critique pour les gaspillages de Charles Lanctôt; on n'a pas protesté quand il s'est agi de payer \$300 par jour pour les dépenses de M. Lanctôt, en plus de son salaire et de ses honoraires. Pourquoi veut-on mesquiner avec des ouvriers?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je soulève, dit-il, un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de référer à des débats antérieurs qui se sont produits à un comité qui n'a pas encore fait rapport.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne réfère aucunement, dit-il, à ce qui s'est passé à un comité, mais à des choses qui sont de ma connaissance personnelle.

Je ne comprends pas que l'opposition critique quand on sait ce que firent des ministres de l'ancien régime. D'anciens ministres du gouvernement faisaient payer leur pension à Québec, leurs frais de taxi du Château au parlement. Ils trouvaient ça fort bien, mais quand il s'agit de \$10,000 pour l'un des plus importants ouvriers, ils protestent. Un montant de \$10,000 pour les ouvriers, ce n'est pas cher! L'opposition ne devrait pas critiquer cette dépense. Elle va se faire dommage.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On ne critique pas le prix. On aime à se faire dommage. Je ne blâme pas le ministre d'avoir dépensé \$10,000; je suis d'avis que l'on doit payer ceux qui travaillent, mais je le blâme de faire du camouflage. Ce que nous n'aimons pas, c'est que vous dites que ça ne coûte rien sous votre administration, que les dépenses diminuent quand elles augmentent.

Les avocats devaient travailler pour rien sous le nouveau gouvernement. On disait sans cesse dans les journaux que le comité d'enquête faisait son travail gratuitement, et aujourd'hui, en réalité ça coûte \$10,000. Les avocats ne se contenteront peut-être pas de \$12 par jour.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Attendez les comptes.



**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On veut vous prévenir. On ne veut pas vous prendre en traître. Nous ne vous blâmons pas d'avoir dépensé \$10,000 pour les ouvriers. Ce que je blâme, c'est cette campagne de bluff à travers toute la province qui consiste à affirmer que l'on économise \$4,000,000 en trois<sup>7</sup> semaines puis, au contraire, présenter un budget avec une augmentation de dépenses au taux de plus de \$1,000,000 par semaine durant le même temps. Votre administration coûte plus cher que jamais.

Nous ne blâmons pas le gouvernement d'avoir dépensé \$10,000, mais nous lui demandons de ne pas faire de bluff. Si ça avait été l'ancien régime libéral qui avait payé, l'opposition aurait dit que c'était pour acheter ces gens-là.

Je ne suis pas contre le fait de payer les gens. Car ce dévouement des gens prêts à travailler gratuitement pour le gouvernement, ça ne prend plus; je n'y crois pas beaucoup. Il n'y a jamais eu de gens assez patriotes pour venir travailler pour rien. Maintenant si \$12 par jour, c'est travailler pour rien, il y en a beaucoup qui seraient prêts à venir travailler pour rien.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** L'honorable chef de l'opposition regrettera certainement son attitude à l'égard des ouvriers, dans cette affaire.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre a publié dans les journaux que ça ne coûterait rien. Il demandait du travail gratuit, il voulait faire croire à la population que les gens aimaient tant le ministre qu'ils travailleraient pour rien. C'est ce camouflage que nous blâmons.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Je n'ai, dit-il, jamais fait de déclaration aux journaux sur la gratuité des services des membres du comité d'étude. Le comité a travaillé durant trois mois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, ils n'ont pas arrêté du tout?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** fait quelques remarques.

**M. Bastien (Berthier):** Je lui conseille, dit-il, de laisser son collègue s'arranger tout seul. Il fait beau aujourd'hui. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) pourrait conduire à Montréal un autre cargo chargé de mélasse.

Est-ce que l'honorable ministre n'a pas convoqué un avocat très compétent pour lui demander de s'occuper des contrats collectifs comme membre de la commission, et ne lui a-t-il pas dit ensuite que ses services n'étaient plus requis pour on ne sait pour quelle raison? Le ministre ne s'est-il pas ravisé en apprenant que l'avocat était un libéral?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **l'honorable M. Tremblay (Maisonnette)** parlent ensemble pendant quelques minutes, dans le dos de leurs collègues.

**M. Bastien (Berthier):** Il vous faudrait un petit téléphone.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** L'opposition recommence à faire de la basse politique.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre n'a pas le droit de dire cela.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Est-ce que le député de Berthier a reçu des plaintes d'organisations ouvrières? C'est surtout ce qui m'intéresse.

**M. Bastien (Berthier):** C'est au ministre à dire cela. Le premier ministre va lui-même admettre que j'ai raison sur ce point.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** fait une réflexion à haute voix.

**M. Boyer (Châteauguay)** fait également une réflexion à haute voix.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je serais bien heureux si je pouvais donner de la raison au député de Berthier.

**M. Bastien (Berthier):** L'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), qui a tant crié contre l'ancien régime, a convoqué cet avocat, expert en contrats collectifs, puis plus tard, il se ravisa: il lui a dit qu'il n'avait plus besoin de lui. Je présume que son sous-ministre, qui est une compétence lui-même, lui a recommandé cet avocat et que le ministre, ayant appris que l'avocat était associé à des rouges, l'a rayé de sa liste.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** De qui veut-il parler?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est au ministre à répondre.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**  
On veut faire de la petite politique.

**M. Bastien (Berthier):** Voici où je veux en venir. Le ministre du Travail a crié contre ceux qui font de la politique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Quel avocat? Donnez donc son nom à la Chambre!

**M. Bastien (Berthier):** C'est au ministre à répondre. S'il a besoin que je donne la réponse, qu'il m'engage comme sous-ministre. Je suis doux, calme, et je ferais un bon sous-ministre pour lui. J'affirme que le ministre a convoqué un avocat qui s'occupait de contrats collectifs depuis le début, et que tout à coup, il lui a écrit de ne pas s'en occuper. Pourquoi cela? Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) est si bon d'habitude.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**  
Je voudrais que vous mentionniez le nom.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre est gêné. Il a fait une petite colère de fanatisme, et dans le "salon de la race" il s'en repent. Il regrette cette colère. C'est beau, le "salon de la race". Pourtant, l'avocat dont je parle est un bleu. Seulement, il est l'associé de rouges.

Cela ne l'empêche pas d'être intelligent parce qu'il est bleu, cela ne l'empêche pas d'être intelligent parce qu'il est en société avec des rouges. Mais on ne peut être intelligent même si on est rouge, même si on est associé à des rouges.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
De qui s'agit-il?

**M. Bastien (Berthier):** Demandez au ministre. Ce n'est pas un ignorant votre ministre. Il a eu un petit moment de fanatisme comme le premier ministre n'en a jamais. Il est trop doux. A-t-il fait ça oui ou non?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**  
Je voudrais faire plaisir au député de Berthier, mais qu'il donne donc le nom à la Chambre.

**M. Bastien (Berthier):** Ce n'est pas nécessaire.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Quand le ministre du Travail amendera sa loi relative aux contrats collectifs, je voudrais savoir s'il ajoutera une clause qui autorisera les ouvriers à se syndiquer et qui obligera les patrons à transiger avec ces syndicats.

Il faut vulgariser les contrats collectifs. Le droit d'association est un droit naturel. Il me semble que le gouvernement devrait favoriser l'organisation professionnelle. En Nouvelle-Écosse, on vient de passer une loi dans ce sens-là. Elle obligera les patrons à reconnaître les syndicats et à transiger avec les ouvriers.

Il faut que les ouvriers aient la liberté de s'organiser et que les unions aient la liberté d'action et les avantages qui en découlent. Les ouvriers ont le droit naturel de se plaindre quand ils sont molestés.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**  
Nous avons des représentations dans ce sens des syndicats catholiques et des unions internationales. Nous avons étudié ces demandes et nous allons donner justice. Mais je crois que le député de Québec-Centre fait erreur en disant que la Nouvelle-Écosse vient d'adopter une loi comme celle-là. La loi de la Nouvelle-Écosse n'oblige pas à reconnaître les syndicats, mais accorde une certaine liberté d'action aux unions, avec le pouvoir d'adresser leurs griefs aux autorités compétentes.

Nous sommes en faveur de la liberté des unions et la loi que l'on a adoptée, c'est la liberté pour les ouvriers de s'organiser et qui leur donnera l'avantage de se plaindre s'ils sont molestés pour leurs activités unionistes. C'est notre désir de remédier aux maux dont parle le député de Québec-Centre et qui existaient dans le passé. Nous passerons bientôt une loi en conséquence!

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je ne sais pas si le ministre est bien renseigné, mais j'ai ici un numéro de *L'Évangéline* de Moncton du 22 avril. L'article en question confirme qu'une loi assurant aux ouvriers le droit de se syndiquer vient d'être également passée au Nouveau-Brunswick. La nouvelle loi oblige les patrons à reconnaître les unions!

Cette loi a été présentée par le chef de l'opposition, et le chef du gouvernement y a apporté certains amendements. Je crois que le gouvernement devrait protéger les ouvriers; les patrons et les ouvriers devront traiter collectivement. Quoi qu'il en soit, le plus vite les conventions collectives seront établies, le plus vite il sera possible d'en venir à une entente pour éviter les grèves que l'on déplore.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Le ministre a-t-il l'intention de modifier la loi des contrats collectifs entre ouvriers et patrons conformément aux nécessités actuelles et au désir des ouvriers?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Je viens de répondre à cette question.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je comprends qu'il y avait un contrat collectif qui existait à Montréal lors de la grève.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** C'est une question de grande envergure, cette grève de Montréal. Je ne crois pas juste de commencer la discussion là-dessus sur les crédits. Je puis dire qu'au début de la grève, il y avait une partie contractante qui s'est mise en grève parce qu'une des deux parties ne s'en tenait pas au contrat. On ne s'est pas mis en grève sur une rupture d'engagement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il est très important de voir deux braves chefs ouvriers en tête de cette grève. Pourquoi a-t-on émis des mandats d'arrestation contre MM. Raoul Trépanier et Shane de Montréal, sans s'en servir?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** À ma connaissance, il n'y a pas eu de mandats d'émis.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Alors les journaux ont inventé ça? Voici deux chefs ouvriers importants, respectés; les journaux publient qu'un mandat a été émis contre eux, tous les journaux publient ça, et ce n'est pas vrai? C'est impossible. C'est le premier ministre même qui les a renseignés là-dessus. Entendez-vous au moins avant de parler? Je comprends que les journaux ont confiance au gouvernement comme cette bonne vieille *Gazette*. Moi j'aurais dit: "Montrez-moi les mandats". Même la *Gazette* a dit ça.

Mais les amis de ces deux chefs sont dans l'angoisse; des mandats sont émis contre eux et le ministre nous dit que ce n'est pas le temps de discuter leurs cas? Pourquoi le gouvernement a-t-il voulu sévir ainsi? Il est temps de connaître les raisons pour lesquelles on a émis des mandats contre des citoyens respectés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est le procureur général qui a émis ces mandats et je ne crains pas de prendre mes responsabilités. Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) a été

avisé l'autre jour qu'il y avait une situation pour le moins extraordinaire dans la grève de Montréal. Moi-même j'ai reçu des avis qu'il y avait toutes sortes d'abus considérables qui se commettaient. J'ai reçu un télégramme, trois télégrammes, 10 peut-être. Je les ai transmis au ministre du Travail. Celui-ci a commencé une enquête. Il y a eu des pourparlers, des démarches.

Le ministre du Travail a rédigé un télégramme qu'il m'a montré. Je l'ai accepté. Le désordre menaçait de grandir. Puis on a télégraphié la semaine dernière aux grévistes qu'on ne pourrait tolérer la situation intolérable qui existait à Montréal. Le ministre du Travail a approuvé cela.

On est venu me trouver. Puis on nous a dit, et ça venait de personnes dignes de foi, qu'il y avait des abus et des désordres qui menaçaient de s'aggraver. Nous avons été mis au courant des faits. Je n'ai donné instructions qu'après avoir étudié la question et avoir pris des renseignements suffisants et après m'être rendu compte que les déclarations faites et les informations fournies étaient exactes, d'être sans pitié et d'arrêter ceux qui troublaient l'ordre, ceux qui voulaient opprimer la classe ouvrière et se constituaient dictateurs. On ferait arrêter n'importe qui, sans crainte, si c'était nécessaire!

Alors que le gouvernement est désireux et prêt à protéger l'intérêt de la classe ouvrière de la province, le gouvernement ne permettra pas aux dirigeants de syndicats de franchir les limites de la loi pour répondre aux demandes qui leur sont faites. Le gouvernement reconnaîtra toujours les droits des syndicats de s'organiser et de négocier avec l'industrie, mais les dirigeants de syndicats doivent apprendre une fois pour toutes que le gouvernement actuel ne tolérera pas les abus ou les discours prônant des idées subversives. Certaines personnes ferment leurs yeux sur la situation actuelle, mais que nous aimions l'admettre ou non, il y a des communistes dans plusieurs organisations syndicales de la province de Québec. Nous ne voulons pas de certaines tactiques, nous ne tolérerons pas de dictature de la classe ouvrière par de prétendus chefs ouvriers.

Nous voulons des unions conformes à la loi; nous voulons le respect de notre mentalité, de nos traditions et de nos besoins. Nous reconnaissons aux ouvriers le droit de se syndiquer dans les organisations de leur choix. Mais, les chefs ouvriers ne doivent pas paralyser l'industrie, les affaires et jeter les allumettes de la démagogie sur le brasier de la dépression.

(Rires à gauche)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Très bien!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ceux qui constituent le désordre, sans le vouloir ou non, sont des fauteurs de communisme et il n'appartient pas aux chefs ouvriers de se constituer fauteurs de communisme.

Il s'est faulilé des communistes dans plusieurs organisations ouvrières, et la province de Québec ne tolérera pas le communisme dans les usines. C'est moi-même qui ai fait une déclaration aux journaux. Je le répète, les informations que l'on nous avait données nous semblaient justifiables. J'ai déclaré que si la situation intolérable ne cessait pas, les mandats seraient émis et exécutés suivant la loi.

Nous avons le droit de prier les juges, si les renseignements sont exacts, de ne pas accorder de cautionnement. La preuve démontrera notre attitude s'il faut faire exécuter les mandats. Les coupables seront arrêtés. Les fauteurs de discorde ne seront pas tolérés! Jusqu'à ce que nous ayons tous les renseignements nécessaires, et j'ai reçu plusieurs dépêches, j'ai donné instructions de procéder énergiquement, et cela, en dépit de l'apathie d'Ottawa. C'est le devoir du gouvernement!

Il nous faut tenir compte de certaines circonstances et de la situation occasionnées par l'indifférence du pouvoir fédéral. S'il y a des troubles ici, ainsi que les autres provinces du dominion, c'est grâce, dans une large mesure, à l'apathie du gouvernement fédéral qui laisse entrer ici au pays 15 ou 20 étrangers indésirables. Le pouvoir fédéral ne veut pas prendre les mesures nécessaires pour nous aider. Nous n'avons de contrôle ni sur l'immigration ni sur la déportation de ces personnes. Je ne jette pas de blâme sur celui-ci ou celui-là. Je ne fais pas autre chose que de la politique provinciale. Je dis cela en passant. Si ça peut intéresser ceux qui répandent le canard que je m'en vais à Ottawa... Ceux qui colportent que je vais à Ottawa se trompent!

Mais nous n'avons pas la coopération nécessaire du gouvernement fédéral que nous devrions avoir en matière de législation ouvrière et au sujet du communisme. Et puis, il est temps que je le dise, il faut autre chose qu'un ministre de la Justice qui veut combattre les communistes avec des mots et des idées quand les communistes usent de pistolets et de canons. Nous allons faire pression sur Ottawa encore une fois.

J'espère qu'on montrera le courage et l'énergie de M. Hepburn<sup>8</sup>. Je félicite, dit-il, le premier ministre ontarien de sa lutte contre le

communisme. C'est l'attitude courageuse et énergique du chef du gouvernement d'Ontario, l'honorable Mitchell Hepburn, qui a réglé un différend plus grave dans l'industrie de l'automobile à Oshawa, grève soulevée par le Committee for Industrial Organisation (C.I.O.)<sup>9</sup> qui a essayé de contrôler la grève des travailleurs de l'automobile à Oshawa. Le premier ministre Mitchell Hepburn a refusé de négocier avec les dirigeants des syndicats.

Je ne suis pas particulièrement familier avec la situation en Ontario. Toutefois, j'aimerais que les autorités fédérales fassent preuve du même courage et de la même détermination que le premier ministre Hepburn. Nous avons passé une loi contre le communisme. Le gouvernement fédéral n'a pas pris la même position pour empêcher que ces agitateurs syndicalistes entrent dans notre province ou au Canada. Au lieu de nous aider, à Ottawa, on a passé son temps à critiquer notre loi.

Nous sommes déterminés à combattre le désordre et les abus non seulement des communistes et des meneurs, mais aussi des employeurs injustes ou des ouvriers. On a relevé, dans l'industrie du textile, un cartel d'employeurs qui ne voulaient pas que leurs employés se syndiquent. Les compagnies ne reconnaissent pas d'organisation ouvrière.

Nous avons obtenu de la Wabasso Cotton, à Trois-Rivières, une augmentation de salaire d'au-delà de \$125,000 par année et la reconnaissance officielle de l'Union catholique des ouvriers dans l'industrie du textile et pour plusieurs autres compagnies.

Je rappelle, dit-il, les décisions prises par le gouvernement pour obtenir des augmentations de salaires aux ouvriers engagés dans l'industrie de l'amiante.

L'ancien gouvernement n'a jamais eu le courage de faire quoi que ce soit dans ce domaine. Nous voulons que soit reconnu le droit pour l'ouvrier de se syndiquer et nous allons prendre les mesures pour que les patrons reconnaissent ce droit. Mais nous allons faire en sorte aussi que, si le patron a le devoir de permettre à ses employés de s'organiser, il faut aussi que les prétendus chefs ouvriers fassent ce qu'ils doivent et respectent les lois. Tous doivent respecter les lois!

Afin d'étudier le problème, nous avons décidé de suspendre les procédures à Montréal, et nous les avons suspendues. Si les renseignements dignes de foi que nous avons des corroborés, nous verrons. Nous avons demandé de ne pas émettre de mandats actuellement, de crainte que les conditions actuelles puissent empêcher un règlement qui

pourrait se faire autrement et que nous espérons voir réaliser bientôt. Et j'espère que le règlement s'opérera sans avoir recours à une semblable<sup>10</sup> procédure. Le gouvernement, toutefois, montrera l'énergie nécessaire pour faire respecter l'ordre et la justice en notre province.

**M. Drouin (Québec-Est):** S'il s'agit de combattre le communisme, le gouvernement peut être assuré de nous trouver à ses côtés pour collaborer avec lui. Nous nous accordons avec le premier ministre lorsqu'il s'agit de combattre les idées subversives. L'une des raisons de notre mouvement, c'est justement de combattre les idées subversives et d'établir un ordre social nouveau. Nous avons commencé à prêcher certains principes dont les uns sont reconnus socialement et religieusement; les autres ne le sont pas.

Parmi ces principes que nous avons prêchés figurent la reconnaissance du droit qu'ont les ouvriers de se regrouper en unions, et la reconnaissance de l'union par les patrons. Les ouvriers ont même le droit de faire la grève quand on ne les traite pas justement. C'est la raison d'être de notre mouvement. Ce n'est pas faire du communisme que de combattre pour ces principes-là. Ce n'est pas combattre le communisme lorsque l'on veut s'attaquer à des principes dont on réclame la mise en pratique! Notre groupe a combattu pour la répression du communisme pour y substituer l'ordre social. Si le gouvernement veut enlever aux ouvriers le droit de se syndiquer, nous lutterons contre lui.

Ce sont des principes reconnus par les plus hautes autorités religieuses de toutes les religions et par tout homme qui combat pour des idées saines. Je suis informé qu'il y a eu, à un moment donné, à Montréal une grève dans l'industrie du vêtement qui, apparemment, n'est pas réglée encore. Il y a deux unions intéressées dans cette grève, et les principes, pour moi, sont les mêmes dans chaque cas.

Deux unions, malheureusement, y sont intéressées et il s'est élevé des difficultés entre les unions nationales et internationales. Je regrette que les ouvriers ne soient pas groupés en une seule union, mais enfin. C'est regrettable, mais je n'ai pas à faire là-dessus des considérations qui, pour être complètes, demanderaient trop de temps. Mais pendant que les ouvriers en grève étaient à régler les difficultés créées par la dualité des unions et tâchaient de se faire reconnaître par les patrons, j'ai compris, de plus, que le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) est intervenu et qu'il a, m'informe-t-on, lancé un ultimatum aux grévistes de

Montréal, leur enjoignant l'ordre de retourner à l'ouvrage dans moins de 24 heures après la réception du télégramme.

Je suis informé que la principale difficulté soulevée autour de cette grève, c'est parce que les patrons ne veulent pas reconnaître le droit d'union des travailleurs de l'industrie du vêtement. Ce fait n'est pas du communisme. Je constate, de plus, que personne n'a obéi à cet ultimatum, et j'ai vu dans *l'Action catholique* de samedi une déclaration du premier ministre à l'effet que des instructions avaient été données subséquemment pour l'arrestation de MM. Raoul Trépanier et Bernard Shane, et que des dispositions seraient prises pour que les ouvriers ne fussent pas molestés. Mais on nous dit que ces mandats n'ont pas encore été mis à exécution. Ces mandats émis mais non servis, voilà la belle menace contre le droit d'union, le droit de grève; vous n'avez pas le droit de vous servir d'une arme pareille, si vous n'arrêtez personne.

Je ne connais pas MM. Trépanier et Shane. Je sais cependant que M. Raoul Trépanier est un citoyen de Montréal. Il fait partie de son union depuis 20 ans, il en est le président et il est considéré comme un citoyen respectable. M. Raoul Trépanier n'a pas été arrêté. M. Shane, je crois, est également de Montréal. Un mandat, à l'heure actuelle plane sur deux têtes, et les deux chefs ne sont pas sous arrêt. Ceci veut dire que ceux qui n'ont pas obéi à l'ultimatum du ministère du Travail sont donc dans une situation très grave.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**

Les journaux ont fait erreur et ils ont publié une mise au point à ce sujet. Vous vous servez depuis tout à l'heure d'un terme erroné. Le député de Québec-Est ne devrait pas se servir du mot "ultimatum". Je n'en ai pas envoyé aux ouvriers. Il n'y a jamais eu d'ultimatum de la part du ministère du Travail, et le député de Québec-Est, involontairement peut-être, sert bien mal la cause en question en se servant de ce qualificatif au sujet de nos instructions.

**M. Bastien (Berthier):** Donnez donc le texte du télégramme que vous avez envoyé. Nous allons voir si ce n'est pas un ultimatum.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On disait aux ouvriers de regagner l'ouvrage dans les 24 heures.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je retire ces mots. Je suis prêt à ne pas employer le mot "ultimatum",

mais j'ai compris qu'il s'agissait d'un ordre obligeant les ouvriers à retourner au travail dans un délai de 24 heures. En tout cas, deux ouvriers ont aujourd'hui un mandat suspendu sur leurs têtes. La situation est celle-ci: on a dit, en somme, aux chefs de la grève: "Réglez ou bien on va vous faire arrêter."

Je ne puis juger pour le moment si les accusations du département du procureur général (l'honorable M. Duplessis) sont fondées ou non, mais si j'ai bien compris, on accusait ces deux personnages de conspiration contre l'ordre public. Prenant en considération la question du communisme, si on me prouve que ces deux hommes sont des communistes, ou qu'ils sont affiliés à des communistes, très bien, nous sommes prêts à coopérer avec le gouvernement.

Mais ce sera au département du procureur général à le prouver. Pour ma part, ce que je ne veux pas cependant pour aucune considération, c'est que, dans une grève, sous prétexte de communisme, on moleste un chef ou des ouvriers qui veulent seulement que leur union soit reconnue par les patrons.

C'est là son droit strict, et ce n'est pas du communisme. Si cet homme n'a pas professé le communisme, qu'il n'est pas communiste, et qu'il a agi dans les limites de la légalité, le cas est différent. On me répondra peut-être qu'ils ont pu être des fauteurs de discorde. S'ils ne sont pas communistes et s'ils ont agi dans la légalité, on ne convaincra pas la Chambre que ces hommes sont des fauteurs de désordre. Ce qualificatif de "fauteurs de désordre" a été appliqué à bien des hommes appartenant à bien des mouvements dans la province de Québec; et il commence à être temps que l'on fasse la distinction entre les véritables communistes et ceux qui veulent se battre pour obtenir des réformes salutaires dans les limites de la légalité, qui revendique des droits et qui veulent le triomphe d'un sain principe d'intérêt public. Sans quoi, on s'expose à des décisions et à des mesures arbitraires. Il y a une différence bien importante entre le communisme et des principes en jeu. Le droit de grève est un droit sacré.

Mais, jusqu'ici on a vu le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) dire que le procureur général y était allé trop vite dans cette affaire. Il s'est prononcé publiquement contre cette manière d'agir. D'après mes informations, M. Raoul Trépanier serait un vrai, un brave et respectable citoyen, et non un communiste. Ses attributions se résument à être président de son union et d'en revendiquer les droits.

Il y a actuellement des divergences d'opinion entre les deux unions, il est vrai, mais les principes

restent les mêmes. Dans une lutte contre le communisme, vous allez nous trouver à vos côtés, mais cela ne veut pas dire que l'on doit abandonner des libertés sacrées, consacrées religieusement, socialement et civilement dans la province de Québec. Que l'on prenne garde de ne pas toucher à la liberté des hommes. Cela entraînerait des répercussions terribles.

**M. Robinson (Brome):** Avant de réprouver leurs actions, le grand public devrait être mis au courant du travail accompli par le procureur général et le ministre du Travail dans la solution de la grève survenue à Asbestos parmi les 200 ouvriers de la mine d'amiante. L'on devrait donner confiance au ministre du Travail et au procureur général, après les heureuses démarches qu'ils ont faites dans l'affaire d'Asbestos.

Le premier ministre et le ministre du Travail ont manœuvré si heureusement que les industriels qui avaient menacé de quitter la province, qui avaient décidé de fermer leurs mines et de mettre au compte des pertes les \$3,000,000 ou \$4,000,000 en gages, ont été tellement impressionnés, à la suite d'une entrevue avec le premier ministre et le ministre du Travail, qu'ils décidèrent de continuer leurs opérations et la grève fut solutionnée avec le résultat qu'une dépense additionnelle de \$1,000,000 fut consentie par les propriétaires et à la satisfaction des ouvriers. Ceci est dû au tact du ministre et à la gentillesse sans réserve du premier ministre.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre a fait un discours formidable, mais s'est tant écarté du sujet. Il a dit qu'il avait reçu des téléphones, des télégrammes, des rapports, puis d'autres télégrammes, d'aller et retour, disant que la situation était devenue intolérable, qu'il avait fait étudier la question, qu'il avait reçu des informations exactes, puis qu'il avait donné des instructions d'émettre des mandats, puis qu'il avait donné ordre d'en suspendre l'exécution.

C'est donc ainsi que vendredi il a ordonné l'arrestation de deux citoyens honorables. Puis il a été forcé de faire machine arrière, et dans ses explications, il mêle le fédéral, le communisme et l'industrie du coton.

Il parle du fédéral et de la Wabasso quand il s'agit d'une grève qui a éclaté à Montréal dans l'industrie de la robe. La Wabasso, dit-il, c'est l'industrie du coton, et non pas l'industrie de la robe. Toutes les femmes vont maintenant porter des robes de coton...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y a des robes de coton comme des politiciens de coton.

**M. Bastien (Berthier):** Il y a des politiciens qui sont encore moins bons que le coton et qui sont en papier mâché.

Puis le premier ministre en est arrivé à parler des indésirables, et il a accusé le gouvernement fédéral de laisser entrer des indésirables dans la province de Québec; il se plaint qu'il n'a pas la coopération du fédéral. Mais, M. Trépanier, il a été élevé à Montréal! Ce n'est pas le fédéral qui l'a placé dans la province de Québec, mais le Créateur.

Le premier ministre oublie que M. Trépanier est dans le mouvement ouvrier depuis 20 ans. Il n'est pas seulement le président de la section des employés de tramways, mais il est aussi président du Conseil des métiers et du travail, à Montréal, qui compte 60,000 membres. C'est plus que le premier ministre peut faire. Et ce dernier a au moins deux fois l'âge du premier ministre. Et le premier ministre, après avoir reçu les télégrammes, les téléphones, les rapports et les informations dont il a parlé, a fait émettre des mandats contre MM. Trépanier et Shane, mandats qu'il n'a pas fait exécuter. Pourquoi? Cela montre son incohérence.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai laissé parler le député de Berthier pendant un certain temps...

**M. Bastien (Berthier):** Est-ce un point d'ordre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est une rectification. Je soulève un point d'ordre. Les attaques du député me laissent assez froid...

**M. Bastien (Berthier):** C'est parce que ça chauffe!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La température s'est en effet réchauffée, ce qui explique les piqures de maringouins. J'avais pensé parler clairement. Mais je tiens à rappeler de nouveau qu'il n'a jamais été question de communisme, en parlant de MM. Trépanier et Shane. Je ne le sais pas. Mais j'ai dit que le gouvernement fédéral laisse entrer ici...

**M. Bastien (Berthier):** Ça n'est pas un point d'ordre. C'est le premier ministre qui veut faire son

discours avant le mien. Je proteste. C'est comme ça qu'on fait perdre le temps de la Chambre.

**M. Boyer (Châteauguay):** Parlant sur le point d'ordre...

**M. Bastien (Berthier):** Le député n'a pas le droit de parler. Il n'y a pas de point d'ordre.

**M. Boyer (Châteauguay):** Le premier ministre a soulevé un point d'ordre et j'ai droit de parler.

**M. le président (M. Trudel):** Le premier ministre admet lui-même qu'il ne s'agit pas d'un point d'ordre, mais d'une rectification.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Berthier a affirmé des choses inexactes et j'ai le droit de faire tout de suite une déclaration pour rectifier ses paroles. Dans mes paroles, il n'a jamais été question de communisme à l'endroit de MM. Trépanier et Shane, mais j'ai dit et je répète que le gouvernement fédéral laissait entrer au Canada et y laisse séjourner des communistes reconnus comme tels, qui se faufilaient ensuite dans les organisations ouvrières et entraînaient les gens dans des mouvements regrettables. Et j'ai dit que le gouvernement allait sévir contre cela, afin que la bonne foi des gens ne soit pas surprise.

**M. Bastien (Berthier):** (Frappant son pupitre à coups redoublés) Je proteste avec toute l'indignation dont je suis capable contre le discours du premier ministre. Je proteste contre le manque de justice! On fait des discours qui n'ont rien à faire avec ce que nous discutons.

**Des députés cognent sur leurs pupitres.**

**M. Boyer (Châteauguay):** On a fini de dénaturer les paroles des gens, ici dans cette Chambre.

**M. Bastien (Berthier):** Ce ne serait rien dénaturer que de dire que le député de Châteauguay interrompt continuellement depuis le commencement de la session.

**Des députés font du tapage.**

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre nous enlève la parole quand il le veut. Il fait perdre le temps de la Chambre. Il vient nous dire: "J'ai fait émettre des mandats d'arrestation."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je soulève un point d'ordre. Je n'ai jamais dit ça. Je regrette d'intervenir de nouveau. J'ai dit que j'avais autorisé le département du procureur général, sur les renseignements que j'avais reçus, à retenir les services d'un avocat pour étudier la cause, et si cet avocat constatait que les renseignements reçus étaient exacts, de faire émettre des mandats voulus et même à punir les coupables.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre est en train de dire que tous les journalistes sont des imbéciles. Tous les journaux ont publié la même nouvelle qui leur a été communiquée: les titres des journaux de samedi<sup>11</sup> rapportent que le procureur général intervient dans la grève et avait émis des mandats avec ordre de faire arrêter MM. Trépanier et Shane. Et les journaux ajoutent qu'il n'y aurait même pas de cautionnement pour les prévenus.

Mais le premier ministre a été trop vite et, comme toujours, il est obligé de faire marche arrière. Il ferait mieux de ne pas trop se laisser emporter. Si dans l'affaire du chômage, à Montréal, il n'est pas allé plus loin, c'est que la police du ministre du Travail était allée surveiller sa police. Il y a eu un moment d'humeur et il a agi trop vite et, après ça, il est obligé de faire machine arrière une fois de plus.

M. Trépanier est un brave citoyen, un brave ouvrier et un brave catholique. Dans une union où il y a 3,000 personnes, M. Trépanier peut-il savoir si des gens sont communistes? Si le député de Berthier eût été à la place de M. Trépanier, il serait allé en prison.

M. Candide Rochefort, député de l'Union nationale et organisateur de l'union dans l'industrie du vêtement, a condamné les actes du premier ministre comme prématurés et trop hâtifs. La cause du malaise, c'est que les deux unions intéressées se chicanent. C'est le gros point de la lutte! Qu'on les laisse s'entendre! Les ouvriers ont tort d'avoir deux groupes, et le député de Québec-Est (M. Drouin) a raison. Il y a l'union nationale et l'union internationale. Le groupe de l'Union nationale et l'autre s'étaient presque entendus. Mais le groupe de l'union nationale disait: "Nous allons accepter les conditions pourvu que tout le monde fasse partie de l'union nationale. Les internationaux n'ont pas voulu et ont dit qu'il fallait prendre le vote au scrutin secret. Mais le premier ministre est arrivé et a tout bouleversé. Aujourd'hui, il s'est aperçu qu'il était allé trop vite et il est obligé de faire marche arrière.

Quant à la Ladies Garment, elle s'est mise en grève par sympathie à l'égard de la nouvelle union.

Mais qu'est-ce que le premier ministre avait à voir là-dedans? Qu'on ne tyrannise personne. Le premier ministre mêle le communisme aux unions ouvrières.

Les ouvriers étaient en train de régler leurs difficultés quand est parvenue la nouvelle des mandats contre MM. Shane et Trépanier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je n'ai jamais dit cela. Je demande au député de Berthier de retirer ses paroles. Ça fait quatre fois que je dis qu'il n'a jamais été question de M. Trépanier ou de M. Shane. Et je n'ai jamais dit, ni directement ni indirectement, que M. Trépanier était mu par des sentiments communistes. Mais j'ai dit que nous faisons enquête. M. Trépanier a même correspondu avec le gouvernement pour obtenir des salaires raisonnables aux employés de tramways.

**M. Bastien (Berthier):** Voilà qu'il n'a pas été question de ces deux hommes! M. Trépanier est venu à Québec pour donner des explications au ministre du Travail. On ne les voit jamais ces lettres-là!

Qu'est-ce donc que le premier ministre a communiqué aux journalistes, vendredi soir? Mais le premier ministre a passé une fin de semaine agitée, et ce sont les ouvriers qui ont eu le contrecoup.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je soulève un point d'ordre. On n'a pas le droit de faire d'aussi malveillantes insinuations comme celles-là. Ces paroles de l'honorable député de Berthier sont injustifiables. Il est à ma connaissance personnelle que l'honorable premier ministre ait quitté le parlement à 6 heures, samedi soir, après une séance du conseil des ministres qui avait pris une partie de la longue journée de travail. Je l'ai, dit-il, accompagné au train. Le premier ministre, renchérit-il, a présidé le conseil des ministres de 11 heures jusqu'à 2 heures et il est allé dîner alors que le député de Berthier avait dîné déjà depuis longtemps sans doute...

Et l'on n'a pas le droit de laisser entendre n'importe quoi en disant que le premier ministre a passé une fin de semaine agitée. Je demande à l'honorable député de retirer ses paroles.

**M. Bastien (Berthier):** M. le président.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je remercie mon distingué collègue des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) et je tiens à ajouter ceci. D'ailleurs, je ne suis pas sans savoir qu'il y a, depuis six mois, une campagne



d'insinuations et de mensonges menée contre moi personnellement, à tous les points de vue; une campagne indigne, méprisante, insidieuse et fielleuse dont le député de Berthier vient de s'en faire l'un des échos lorsqu'il dit que j'ai passé une fin de semaine orageuse. On procède par insinuations parce qu'on est trop lâche pour attaquer ouvertement.

Je suis prêt à participer aux affaires de la province et je demande à mes amis d'ignorer les attaques de l'opposition. Mes amis en savent assez pour pouvoir traiter ces attaques avec le mépris qu'elles méritent. Je suis personnellement satisfait de participer aux affaires d'intérêt public.

Je demande à mes collègues de suivre mon exemple et je leur demande de n'avoir pour ces gens qui colportent cela que le mépris que tout honnête homme donne aux vipères et aux lâches de cette espèce.

**M. Bastien (Berthier):** M. le président, j'ai toujours été loyal et le premier ministre me connaît. On aurait dû même demander d'expliquer à la Chambre ce que je voulais dire. Je ne voulais rien insinuer. Le premier ministre n'a pas droit de parler comme il le fait. Ce n'est pas ainsi que j'entends combattre.

Quand j'ai dit qu'il était agité en fin de semaine, j'ai tout simplement voulu faire allusion aux deux séances mouvementées que nous avons eues, jeudi soir à la Chambre et vendredi matin au comité des bills privés. Je n'ai pas voulu salir la réputation du premier ministre. Plutôt que de me demander de quoi je parlais, puisqu'on croyait être attaqué, on préfère se servir de mots tels que "vipère" et "lâche".

C'est lui qui salit ma réputation en me traitant de vipère et de lâche, et c'est lui qui est la cause du désordre dans cette Chambre. Je ne permettrai pas ici que l'on traite les députés de la Chambre de vipères. Voilà comment se conduit le leader de cette Chambre. On connaît son langage! Et après ça, il viendra demander la coopération de l'opposition. Qu'il me demande donc des explications et on lui répondra! Il n'est pas obligé de nous injurier.

Eh! bien, je lui dirai que la boue qu'il vient de me lancer en me traitant de vipère et de lâche n'atteint pas même la semelle de mes souliers. Je regrette qu'on se soit servi de termes semblables. La lutte déloyale et personnelle n'a jamais été mon fait.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si ça ne va rien qu'à la semelle de vos bottes, ça a dû attaquer le cœur...

**M. Bastien (Berthier):** Voilà comment le chef du gouvernement nous considère. C'est vous qui êtes une cause de désordre à la Chambre. Tous les journaux, même les journaux amis du premier ministre comme *Le Devoir*, les journaux rouges, les journaux bleus, ont dit que jamais un gouvernement n'a fait une enquête aussi serrée que celle dirigée par le gouvernement contre les textiles. C'est après cette enquête fédérale sur les textiles que les ouvriers de la Wabasso ont obtenu des salaires plus élevés, tout comme d'ailleurs ceux des autres ateliers dans cette industrie. Ce n'est pas dû seulement aux démarches du premier ministre actuel et du ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay). C'est également le fédéral qui a réglé la question du charbon.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Le député de Berthier a affirmé que c'est le fédéral qui a fait hausser les salaires dans les textiles. Sait-il que son affirmation est contraire aux faits? Sait-il que la Wabasso a relevé ses salaires parce que nous l'avons exigé? Seule la Wabasso Cotton a accordé une augmentation substantielle au point de donner satisfaction à ses employés. Après cela, les compagnies ont commencé à publier des annonces dans les journaux.

**M. Bastien (Berthier):** C'est assez. Pas de discours. J'ai la parole; pardon. Le ministre du Travail joue sur les mots, car il spécifie bien "augmentations substantielles". Il y a eu des augmentations de salaires dans l'industrie qui ont été accordées à la suite de l'enquête du fédéral. On a accordé des augmentations, ici, tout près de Québec et ailleurs; on en a accordé à Sherbrooke et à Saint-Hyacinthe. Jamais une enquête aussi serrée n'a été faite, et je signale à la province que notre jeune premier ministre en veut tout le mérite.

**M. Boyer (Châteauguay):** Le meilleur premier ministre que nous n'ayons jamais eu.  
(Applaudissements dans les galeries)

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre fait machine arrière assez souvent. La population va finir par ne plus avoir confiance en lui. Si le premier ministre va trop loin dans cette affaire, le ministre du Travail, qui a sa police, va envoyer cette police après celle du premier ministre, tout comme dans l'affaire Panet.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas la première fois qu'on voit des déclarations de ce

genre dans les journaux. Le premier ministre, qui fait machine arrière voulait faire arrêter deux citoyens contre lesquels aucune accusation n'était portée, et il a dit aux tribunaux de refuser tout cautionnement.

Le temps est arrivé dans la province de Québec pour le gouvernement de changer d'attitude. On ne peut procéder ainsi sans causer un tort considérable à des personnes comme M. Trépanier. L'injustice de ces accusations est prouvée par le fait que le premier ministre vient de déclarer, cet après-midi en Chambre, qu'en somme ces mandats n'ont peut-être même pas été émis. La publication de cette nouvelle dans les journaux a peut-être fait tort à ces personnes ainsi qu'à ceux qu'ils représentent. On vient d'admettre qu'il n'y a rien contre elles.

Donc, le premier ministre voulait faire arrêter ces gens comme des criminels parce qu'ils auraient pu être induits à conduire la grève par des communistes. Dans cette affaire de grève, on a procédé trop rapidement et un peu trop brutalement. On ne devrait pas molester les ouvriers dans l'exercice d'un droit légitime. Faire arrêter des gens ou vouloir les faire arrêter parce qu'ils pourraient peut-être être inspirés par des communistes, c'est aller un peu loin. Il ne faut pas que chaque fois que le premier ministre fera une erreur, il se serve du communisme pour abriter toutes les erreurs qu'il commet. Le premier ministre est trop facile sur cette accusation.

Il doit nous prouver les raisons qu'il avait de donner ces ordres et non seulement faire des affirmations. On a donc changé le système de domination par la peur. Il faut changer ce système de despotisme. Il ne faut pas ici de succursale de la Tcheka russe. Nous n'avons pas besoin de ces méthodes et ce n'est pas parce qu'un homme est président d'une association en grève qu'il faut l'arrêter. Il y a une grève à Montréal et les grèves sont permises et légales dans tout le pays.

Le procureur général (l'honorable M. Duplessis) n'a pas le droit de déclarer qu'il fait émettre des mandats pour intimider les gens. Tant que la grève et le piquetage seront légaux, le premier ministre n'a pas le droit d'agir ainsi. Les ouvriers ont droit à leurs privilèges, qui sont garantis par les lois, et cela, sans que le gouvernement n'intervienne pour les terroriser comme on l'a fait la fin de semaine dernière.

Les deux chefs de la grève sont aussi honorables que n'importe qui. Je suis maintenant convaincu, après avoir entendu le premier ministre, que les mandats n'ont jamais été émis contre Shane et Trépanier. Alors pourquoi, pendant trois jours,

laisser les journaux à la recherche de ces hommes comme s'ils étaient des fugitifs, quand le premier ministre n'a pas l'intention de les faire arrêter?

Je dis que ce genre de gouvernement doit cesser, sans quoi les ouvriers finiront par se révolter dans la province. Il ne faut pas laisser le peuple sous l'impression qu'ils sont des criminels. Au lieu de décourager les communistes, le gouvernement l'encourage en agissant comme il le fait. Car le communisme prend prise quand les gens sont privés de leur liberté individuelle.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** L'opposition ne parle que pour faire de la démagogie. Le premier ministre a expliqué de façon bien précise ce qu'il a fait dans cette affaire. (Parlant de la cause des Témoins de Jéhovah) L'ancien procureur général<sup>12</sup>, dit-il, avait préparé un acte d'accusation évidemment défectueux qui a été cassé par la Cour suprême après avoir été admis à la Cour d'appel.

**M. Drouin (Québec-Est):** Les Témoins de Jéhovah avaient été accusés de sédition. Ils faisaient plutôt de la propagande contre la religion. Dans le cas actuel, il s'agit du droit de grève et du droit d'union seulement. L'affaire des témoins de Jéhovah ne regardait pas le droit de grève et d'union!

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Je soulève un point d'ordre. Le député de Québec-Est sait fort bien que la sédition ne porte pas atteinte à la religion seulement.

**M. Drouin (Québec-Est):** C'était contre les pouvoirs établis et la religion.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous auriez dû le soulever avant.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Les témoins de Jéhovah n'étaient pas accusés de sédition au sens où on l'entend généralement.

**M. Drouin (Québec-Est):** Ils étaient accusés de sédition contre l'autorité religieuse et civile. Mais, à tout événement, cela n'a rien à voir avec le droit de grève et d'union.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Le député de Québec-Est comprend-il bien de quoi il s'agit? Je ne voudrais pas que l'on continue à dire des choses contraires aux faits. Il n'est pas question dans cette grève du droit d'union, ni du droit de grève. La

grève dans l'industrie de la robe a cependant donné occasion à l'élément communiste des unions internationales de faire sa propagande communiste et de se développer dans la province de Québec. De plus et malheureusement, des politiciens intéressés ont introduit de la basse politique dans cette affaire.

Ce n'est pas tout. On se sert de la grève pour augmenter l'influence de l'élément communiste qui fait partie des unions internationales. Shane n'est pas un Canadien français. C'est un étranger qui nous vient de Chicago. Trépanier en est un; c'est un Montréalais. Ce que veulent les organisateurs de la grève, c'est la fermeture des ateliers. Eh bien! Je dis qu'ils ne l'auront jamais dans cette province.

L'ouvrier de chez nous veut l'union. Le gouvernement provincial de l'Union nationale et son chef, M. Duplessis, l'honorable premier ministre, veulent certainement aider les ouvriers à s'organiser, donner aux ouvriers l'union et la protection dont ils ont besoin. Ils ne permettront pas que des étrangers s'introduisent ici pour implanter des unions étrangères et faire des menées révolutionnaires pour faire de nos travailleurs des prisonniers dans des ateliers fermés.

Or, on a introduit la politique dans cette affaire et on voit le résultat. Samedi dernier, la grève était pratiquement réglée, mais on y introduisit la politique de parti et elle ne fut pas réglée. Ce fut la même chose mercredi soir dernier: elle était pratiquement réglée et des petits politiciens sont intervenus.

**M. Bastien (Berthier):** Je veux, dit-il, poser une question.

**Des députés crient.**

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Le débat en cours est souvent contraire aux faits. On nuit à la cause des grévistes en voulant ainsi introduire de la petite politique dans une question de cette nature. On constate que certains éléments communistes ont leurs coudées assez franches dans les unions internationales. Et l'on a fait de la petite politique. Nous avons déjà assez à faire pour combattre les fauteurs de désordre et les éléments mauvais sans que nos amis de la gauche n'empirent les choses en mêlant à cela de la politique! Quand on est ici pour faire de la législation, pour étudier des questions sociales, qu'on mette au moins la petite politique de côté.

Si on veut critiquer, que l'on rencontre le gouvernement ailleurs que sur ce terrain, et l'Union nationale triomphera encore. La petite politique, on

la fera en dehors. L'opposition se plaint qu'on la menace de travailler la nuit. C'est tout ce que les députés de la gauche méritent parce qu'elle travaille toujours dans l'ombre.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Avant d'émettre des mandats, il faut faire une enquête et obtenir des informations. Le procureur général a annoncé son intention de porter plainte, mais il a voulu d'abord faire enquête.

**M. Grégoire (Montmagny):** J'ai, dit-il, écouté avec grand intérêt le député de Maisonneuve. Quel dommage que le ministre n'ait pas fait son discours ce matin au comité des bills privés, lors de l'étude du bill de Québec; j'aurais aimé en entendre une partie. Alors, j'aurais pu prier le premier ministre de mettre de côté la petite politique pour discuter de législation. Le premier ministre nous a attaqués...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Il est défendu de parler ici des délibérations des comités. Depuis l'assermentation et depuis le début de la session, j'ai enduré et subi bien des injures...

**M. Grégoire (Montmagny):** Le premier ministre ne parle pas sur le point d'ordre ni sur un article du Règlement. Il a parlé tout l'après-midi, ce devrait être suffisant. Il cherche à m'empêcher de parler!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis l'assermentation, j'ai été l'objet de bien des injures et de bien des insultes de gens qui parlent de moi, dit-il, la plupart du temps de loin, mais jamais en face. Cela me laisse froid. Je passe par-dessus, même si cela me peine parfois lorsqu'on a la conscience de faire son devoir. Qu'on poursuive, si on le désire, la lutte de haine que l'on a entreprise. Je ne m'occuperai pas des insultes et je demande à mes amis de ne pas même répondre aux insulteurs et aux injurieux.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je demande que les règlements de cette Chambre soient observés. Le premier ministre n'a pas soulevé de point d'ordre et il parle. Quel exemple! On ne devrait pas, sous prétexte de soulever des points d'ordre, employer ce procédé pour empêcher des orateurs de parler et de dire ce qu'ils pensent. Le premier ministre accuse tous ceux qui ne pensent pas comme lui.

Quand j'entends le premier ministre se plaindre d'une politique de haine, c'est qu'il pense à lui-même. Je puis lui dire que si nous avons jamais

eu une administration haineuse, c'est bien la sienne. Nous l'avons constaté par plusieurs incidents et l'incident que l'on discute le montre bien. Shane et Trépanier ont dû subir les pires accusations sans qu'un mandat ne soit réellement émis contre eux. Le premier ministre a tort d'appliquer à d'autres ses sentiments. Le premier ministre, je crois, vient de dire que les mandats émis avaient été suspendus.

**M. Grégoire (Montmagny):** Il n'y a pas d'injures dans mes paroles. Tout le monde le sait. Tout ce que j'ai dit, c'est que le discours du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) aurait été à sa place ce matin au comité des bills privés. Le premier ministre se plaint. C'est sa façon de croire à la haine. Je m'étonne, dit-il, d'entendre le premier ministre parler d'injures et d'insultes après ses discours au comité des bills privés, quand le premier ministre dit toutes sortes de choses, lance toutes sortes d'accusations que les journaux colporteront.

Nous avons entendu parler d'une grève qui existe à Montréal. Tout l'après-midi, nous avons espéré que le premier ministre nous donnerait des renseignements complets sur la grève. Rien. J'espérais que les renseignements du premier ministre éclaireraient la Chambre, mais il nous a parlé de la Wabasso durant un quart d'heure et de l'Asbestos Corporation. Et, suivant son habitude, lorsqu'il est mal pris, il a parlé d'autres questions étrangères au débat. Cela ne regarde pas la grève de Montréal. Il parle de Shane et de Trépanier et fait une sortie contre les communistes. Je croyais avoir compris qu'il s'adressait à MM. Trépanier et Shane, ainsi qu'aux grévistes<sup>13</sup>.

**M. Boyer (Châteauguay):** Je soulève un point d'ordre. Le député de Montmagny n'a pas le droit de se servir de ces termes: "Je croyais, j'ai compris." Personne n'a compris cela. Le député de Montmagny doit accepter la déclaration du premier ministre qui fut comprise par tous les députés, voire même par le député de Berthier.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le point d'ordre et la prétention du député de Châteauguay ne sont pas fondés du tout. Il y a toujours un bout! Le premier ministre a donné des explications. Tous ont compris que le premier ministre visait Trépanier et Shane puisqu'il était question d'eux. Du moment que le député de Montmagny se lève et parle, on lui fait de l'obstruction: tout le monde se lève et crie. Qu'on observe les règlements!

**Des députés ministériels:** À l'ordre! À l'ordre!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Parlant sur le point d'ordre. J'ai déclaré au début de façon bien claire et bien précise, pour les oreilles de bonne foi, que les organisations ouvrières même les meilleures voyaient, sans le savoir, s'infiltrer des communistes dans leurs rangs, grâce à l'incurie du gouvernement fédéral. Il n'y a pas de doute qu'elles subissent des infiltrations communistes parce que les lois d'immigration n'empêchent pas l'entrée des communistes au pays et parce que l'incurie du fédéral ne fait rien pour les combattre. Le gouvernement avait l'intention de prendre les mesures nécessaires pour arrêter la croissance de telles pratiques et la dispersion de telles idées. Par le débat que l'on a provoqué, on montre clairement qu'on n'a pas d'abord en vue l'intérêt général.

La Chambre est à étudier un crédit de \$10,000 pour les ouvriers et les deux oppositions retardent le vote de ce crédit.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je proteste de nouveau, dit-il. L'honorable premier ministre en est rendu à son cinquième discours.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je proteste également.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande à mes ennemis qu'on regarde donc au-dessus de moi et des individus pour voir l'intérêt de la province avant tout, l'image de la patrie qui a besoin que tout le monde collabore pour combattre le désordre et empêcher que les troubles ouvriers ne dégénèrent en émeutes. C'est le devoir de tous les hommes politiques de mettre de côté tous les avantages politiques. Le capital et le travail doivent vivre en paix dans l'harmonie et la justice. Qu'on ne fasse donc pas de démagogie avec cette question. Je suis heureux cependant de voir que ceux-là qui me traitent d'autocrate et de têtard aient évolué et qu'ils m'accusent maintenant de changer d'idée.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je veux, dit-il, continuer mon discours.

**M. Boyer (Châteauguay):** Laissez-le donc tranquille, le premier ministre. Qu'est-ce qu'il vous a fait?

**M. Grégoire (Montmagny):** Vous, M. le député de Châteauguay, je suis prêt à vous donner deux minutes pour parler, si vous voulez bien vous

lever pour le faire, et vous me laisserez parler par la suite. Cessez ensuite de m'interrompre!

**M. Boyer (Châteauguay):** Je veux tout simplement demander au député de Montmagny de parler et d'oublier toutes ces personnalités dont il émaille son discours. Maintenant, Monsieur, faites votre bijou de discours. S'il écoutait, il comprendrait.

**M. Drouin (Québec-Est):** À l'ordre, vous n'avez pas la parole.

**M. le président:** Le député de Montmagny a la parole.

**M. Grégoire (Montmagny):** J'espère maintenant que le député de Châteauguay (M. Boyer) va me laisser parler cinq minutes. Je disais donc que le premier ministre a dû faire quatre discours pour expliquer son premier et pour nous parler de quoi? Dans son premier discours, le premier ministre a parlé de la Wabasso et, ensuite, il en a profité pour faire des sorties contre le communisme. Il s'est un peu mêlé en dénonçant les communistes. Tout de suite après, il mentionne les noms de MM. Shane et Trépanier. Puis, se sentant mêlé, il entreprend un deuxième discours pour expliquer le premier. Au cours de ces discours, il a été question d'ultimatum, d'industrie de la robe, etc.

(Interruptions)

**M. Boyer (Châteauguay):** Vous n'êtes pas éloquent.

Plusieurs députés parlent.

**M. Drouin (Québec-Est):** Tous les députés ont la parole...

**M. Grégoire (Montmagny):** Le premier ministre s'exprime drôlement. On dit que les grévistes n'ont pas reçu d'ultimatum, mais ils ont eu l'ordre de faire quelque chose, de cesser quelque chose dans 24 heures. Et le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) dit qu'il ne faut pas employer l'expression ultimatum. Mais émettre des mandats sans consulter personne, des mandats qu'on tient comme une menace, cela s'appelle bien ultimatum en français. On devait prendre un mandat d'arrestation...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande à la population de s'occuper de choses sérieuses.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je n'ai pas encore compris le premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le maire de Québec et député de Montmagny est mieux pour prendre que pour comprendre.

**M. Grégoire (Montmagny):** Asseyez-vous, j'ai la parole.

Le premier ministre a toujours dit qu'il faut être sûr avant de pratiquer une arrestation ou d'accuser ouvertement quelqu'un. Je sais qu'il a été question de mandats d'arrestation, et que le premier ministre a déclaré ensuite qu'il avait voulu confirmer les faits dans la suite. J'en ai conclu que ces mandats avaient été émis avant la connaissance des faits que j'ai compris...

**M. Béïque (Chambly):** Avez-vous compris quelque chose là-dedans, vous...?

**M. Grégoire (Montmagny):** Le procureur général (l'honorable M. Duplessis) a émis des mandats contre des gens qui veulent améliorer leur sort, et il a eu recours à des mesures d'intimidation. Mais, nous a-t-il vraiment expliqué pourquoi les mandats d'arrestation ont été émis sans que le gouvernement ait des renseignements suffisants dans cette affaire? Tout ce dont il a été question ici fut de mesures de répression, d'intimidation et de menaces contre les ouvriers en général. Je me suis demandé alors si le gouvernement a essayé de rencontrer ces gens et de discuter leur situation avec eux avant de procéder de cette manière.

Le gouvernement les a-t-il approchés, ces ouvriers en grève à Montréal, pour savoir ce qu'ils veulent? Non, de cela on ne nous a pas dit mot. Dans cette Chambre, on n'a rien dit contre les patrons et les employeurs qui ont peut-être raison, mais nous ne le savons pas. Les craint-on? Ces procédures comportaient des menaces contre les mêmes groupes, mais le gouvernement n'a pas proféré de menaces contre les patrons et les employeurs de ces grévistes.

(Ici, un député laisse échapper un son guttural qui indique visiblement son intention de cracher).

Nous ne connaissons par le fond de l'histoire, on ne nous l'a pas dit. Après avoir pris connaissance des attaques dirigées contre le député de Kamouraska (M. Chaloult) par le premier ministre et après avoir vu le premier ministre agir au comité des bills privés, pour le bill de Montréal et pour celui de Québec...

Des députés: À l'ordre!

**M. Boyer (Châteauguay):** À l'ordre<sup>14</sup>!

**M. le président:** Le représentant de Montmagny a la parole, mais il s'éloigne trop de la question en discussion.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je parle sur le point d'ordre, car je comprends qu'il y en a un.

**M. le président:** Non, c'est moi-même qui ai rappelé à l'ordre le député de Montmagny.

**M. Boyer (Châteauguay):** Je comprends que le député de Montmagny a terminé ses remarques.

**M. Drouin (Québec-Est):** Est-ce que le député de Châteauguay a soulevé un point d'ordre?

**M. Boyer (Châteauguay):** Ce n'est pas un point d'ordre.

**M. Drouin (Québec-Est):** Mais alors cette intervention ou ces interventions du député de Châteauguay? Il s'est levé pour ne rien dire?

**M. Boyer (Châteauguay):** Je me lève jamais pour ne rien dire comme vous faites! Moi je fais mes interventions correctement et je parle mieux que vous, M. Drouin.

**M. le président:** Le député de Montmagny a la parole.

**M. Boyer (Châteauguay):** Il est rendu au bout, le député de Montmagny!

**M. Grégoire (Montmagny):** J'avais bien la parole, mais on me l'a ôtée au moment où j'arrivais à ma conclusion. Si on ne me laisse pas continuer mon discours, alors je n'ai plus rien à dire sauf de protester une fois de plus contre ces procédés. J'ai fini!

**M. Boyer (Châteauguay):** Tout ce qui s'est dit cet après-midi dans cette Chambre est de nature à nuire foncièrement au règlement de la grève encore pendante à Montréal, et je regrette que ce soit l'opposition qui ait commencé. Et ceux qui ont engendré ce débat en porteront la responsabilité. Avant de prendre mon siège, je veux dire ceci: je vois que le maire de Québec et député de Montmagny veut aller se mêler des affaires de Montréal qui ne le regardent pas; mais il me semble

qu'il a pourtant assez à faire de celles de Québec. Il devrait commencer par s'occuper de ce qui le regarde.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Le député de Québec-Est a parlé de la nature des accusations. Je pourrais lui exposer la nature des accusations portées contre les Témoins de Jéhovah.

**Des députés de l'opposition:** À l'ordre!

**M. le président:** À l'ordre!

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Il me semble que l'attitude prise par le premier ministre dans l'affaire des mandats est bien celle que doit prendre un procureur général et celle que prendrait n'importe quel magistrat. C'est ce que l'on fait tous les jours dans les cours.

L'information à ce sujet est venue au département du procureur général. Le procureur général devant ces informations en a conclu que les détails n'étaient pas suffisants, et il a dit au substitut de la couronne à Montréal d'obtenir les informations complémentaires, et de porter des accusations une fois qu'il aurait tous les renseignements en main.

C'est ce qui se fait tous les jours dans toutes les causes, et tout a été fait dans les circonstances pour protéger l'ordre social.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je veux répondre au ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay). Les Témoins de Jéhovah faisaient de la propagande antireligieuse...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On n'a pas eu besoin de l'article 98 pour les arrêter...

**M. Drouin (Québec-Est):** Je ne parlerai pas de l'article 98, mais je parlerai de la déclaration du ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay).

Voici en résumé ce qu'il a dit: "Nous avons été forcés de prendre une attitude devant le fait qu'il y a un groupe de communistes qui voulaient s'infiltrer dans ces organisations ouvrières." Je dis qu'il y a un danger dans tout ceci, et que, chaque fois qu'il y aura une grève, on se servira de ces mandats comme d'une menace.

Ce sera une belle excuse et un beau prétexte quand des ouvriers revendiqueront leurs droits pour dire qu'il faut les arrêter. Que l'on respecte le droit d'union des ouvriers, et qu'on n'ait pas recours à des prétextes de ce genre pour faire régler des grèves.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre a dit qu'il ne savait pas si ces gens étaient des communistes, tandis que le ministre du Travail a dit qu'il y avait des communistes parmi les meneurs de grève.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Je proteste, M. le président, je n'ai jamais prétendu cela. Si le député de Québec-Est (M. Drouin) est toujours renseigné comme il l'est là, je ne m'étonne plus de rien.

**M. Bastien (Berthier):** Qu'est-ce que c'est que vous avez dit alors? Avec vous, c'est toujours difficile de comprendre, vous savez pourquoi?

**M. Grégoire (Montmagny):** Il faut prendre des informations précises avant de faire annoncer, comme vous l'avez fait, que vous arrêteriez deux hommes accusés de menées communistes. M. Trépanier est un citoyen respectable; vous avez agi à la légère.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le danger qu'il y a dans ces émissions de mandats, c'est que l'on suspend une menace au-dessus de la tête d'honnêtes gens. Quand on a annoncé, vendredi dernier, que des mandats d'arrestation avaient été émis et que les arrestations ne sont pas opérées, ces mandats restent comme une menace au-dessus des chefs ouvriers. On refuse de reconnaître le droit d'union, et chaque fois qu'il y aura une grève dans la province, ce sera une belle excuse de brandir ainsi l'accusation de communisme.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre fait émettre des mandats contre MM. Shane et Trépanier en disant que ce sont des communistes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai jamais dit cela. J'ai dit que je ne les connaissais pas. Je ne leur ai pas donné de certificats de bonté ni de méchanceté.

**M. Bastien (Berthier):** Votre ministre du Travail dit que ce sont des communistes.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Je suis prêt à accepter les fausses insinuations du député de Berthier; mais je suis également prêt à travailler toute la nuit pour voir à l'adoption de mon budget.

**Des députés:** Oh! Oh!

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** C'est faux ce qu'il dit au sujet des communistes.

**M. Bastien (Berthier):** Dites-nous donc ce que vous avez dit, alors?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** J'ai dit qu'il y avait une certaine partie, une certaine aile à base de communisme dans certaines unions internationales, et que ces gens qui veulent implanter des idées subversives chez nous se servaient parfois des grèves pour faire avancer leur mouvement, et que certains politiciens se servaient également de ces grèves pour se faire de la popularité.

**M. Bastien (Berthier):** (Riant) Dans le mouvement de la robe?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Dans le mouvement international. C'est cette partie, cette aile-là, qui se sert de la grève de la robe. Il y a aussi certains politiciens qui se font du capital avec cela.

**M. Bastien (Berthier):** (Fixant le fauteuil déserté par M. Candide Rochefort depuis quelques jours) Ah! Ah! Nommez-les donc.

**M. Boyer (Châteauguay):** Vous d'abord.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Ce sont de vos amis.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

La séance est levée à 6 heures.

#### Deuxième séance du 3 mai 1937

#### Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Subsides

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité<sup>15</sup>:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi relative à l'extension des conventions collectives de travail pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** parle de la grève de l'industrie du vêtement à Montréal.

La population de cette province a le droit de savoir si on va laisser MM. Trépanier et Shane sous le coup d'une accusation semblable, et sous le coup des accusations que comportent les mandats dont il a été question depuis quelques jours. Les ordres du premier ministre ont-ils été contremandés? De quoi sont-ils accusés? Ces accusations doivent être graves, puisque le premier ministre a demandé que tout cautionnement soit refusé à ces chefs ouvriers. Ceci indiquerait des accusations d'une nature et d'une importance extraordinaires. Je me demande de quel crime on pouvait accuser ces chefs, pour que les juges fussent invités à leur refuser tout cautionnement.

La conduite du chef du gouvernement n'a pas été populaire; le monde ouvrier s'est ému. Je comprends qu'on a laissé entendre que si le mouvement ouvrier se réveillait, il y aurait danger de grève générale dans la province. La Chambre devrait être renseignée et savoir si ces mandats vont être retirés. Est-ce que ces hommes vont continuer à circuler sans être libres, et en étant toujours sous la menace des officiers de police du gouvernement?

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) a prétendu qu'il y avait une aile communiste dans le mouvement de l'internationale. Cette union qui fait la grève a commencé ses opérations il n'y a pas très longtemps, et elle se compose d'ouvrières qui n'avaient jamais été syndiquées. Ce sont des ouvrières canadiennes-françaises dans une proportion de 75 % qui font partie de ce groupement. Je nie, dit-il, qu'elles soient communistes et qu'il se trouve chez elles des éléments communistes.

**M. Drouin (Québec-Est):** Parlez-vous de la Ladies Garment?

**M. Bastien (Berthier):** Non, la Ladies Garment a fait une grève de sympathie seulement. Les ouvrières sont obligées de chômer, à une époque de travail qui ne dure que sept mois par année. Le premier ministre dit: "Il n'y a rien de grave", mais les chefs ont déclaré à leurs ouvriers, d'après *La Patrie*: "Si nous allons en prison, soyez courageux." Citons *La Patrie* du dimanche relatant les déclarations de MM. Trépanier, Shane et du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort):

"Même après notre arrestation, et tant que vous n'aurez pas obtenu un contrat de travail qui vous assurera des conditions de travail raisonnables, restez en grève. Ne retournez pas à l'ouvrage, que nous soyons en prison ou non; attendez que ceux qui nous succéderont vous donnent des ordres. Quand nous serons arrêtés, restez fermes, continuez le piquetage et ne bronchez pas; donnez un exemple de courage à vos patrons; montrez-leur que vous ne craignez rien parce que vous défendez une cause juste, la cause des conditions de travail raisonnable", déclare M. Shane au milieu des applaudissements prolongés et frénétiques des grévistes, qui avait peine à trouver place dans la vaste salle ainsi que dans les galeries.

"Nous sortirons de prison, ce ne sera pas long et nous nous retrouverons. Nous reviendrons vous rencontrer et ensemble, nous continuerons à combattre pour vous permettre de gagner cette grève de façon à vous assurer un juste règlement de conflit. Restons ferme! N'ayons pas peur! La lutte de l'ouvrier, dans cette grève, est une lutte juste, et rien ne nous fera reculer."

"Shane et Trépanier ont invité les grévistes à se confier à M. Candide Rochefort, "qui prendra charge de la grève lorsque nous serons arrêtés. Demeurez-lui fidèles; suivez ses enseignements et écoutez ses ordres", a déclaré M. Trépanier<sup>16</sup>.

Il cite l'édition de *La Patrie* de vendredi<sup>17</sup> dernier concernant les incidents de la grève.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Quel est le rédacteur de *La Patrie* qui a pris la responsabilité de ces paroles?

**M. Bastien (Berthier):** Ce doit être M. Louis Francoeur, car c'est lui qui fait la chronique politique. J'ajouterai que le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) est sympathique au



gouvernement, lui qui a la permission d'assister aux caucus quand d'autres membres de l'Union nationale n'ont pas le même privilège...

**M. Boyer (Châteauguay):** Ça ne vous regarde pas.

**M. Bastien (Berthier):** Le député de Montréal-Sainte-Marie a trouvé ce geste plus grave que le premier ministre, et lui qui connaît bien les ouvriers a dit qu'il aimait cent fois mieux la prison que la trahison.

**M. Boyer (Châteauguay):** Nous avons passé tout l'après-midi à discuter cette question, et je soulève un point d'ordre. La grève de Montréal n'a rien à voir avec ce crédit de \$10,000 que nous sommes appelés à voter pour la loi des contrats collectifs de travail. Les deux oppositions qui ont soulevé cette question sont hors d'ordre depuis trois heures. La grève ne sera pas réglée par tous ces discours.

(Applaudissements à droite)

**M. Drouin (Québec-Est):** Les deux oppositions ne sont pas plus hors d'ordre que le premier ministre qui a consenti à discuter longtemps lui-même cette question au cours de l'après-midi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tout l'après-midi, les deux oppositions ont discuté cette question et j'ai laissé faire. J'avais donc le droit de répondre ensuite. J'ai répondu, explique-t-il, pour montrer qu'au lieu de fournir au gouvernement la collaboration nécessaire, on s'acharne à faire de la petite politique.

Mais, si on a été en dehors de la question pendant trois heures, ce n'est pas une raison pour y rester quatre heures.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si on était hors d'ordre, on n'aurait pas dû discuter la question tout l'après-midi. Le premier ministre aurait dû y penser avant. Nous parlons d'une grève dans laquelle les contrats collectifs sont concernés. Nous avons le droit de savoir ce que le gouvernement va faire au sujet de cette grève. Il est pardonnable pour l'opposition de vouloir discuter de l'incident de Montréal. L'article de \$10,000, pour la continuation de l'enquête sur les conventions collectives de travail, est l'occasion de présenter les incidents et je ne vois pas comment le président pourrait nous empêcher d'en discuter.

**M. Boyer (Châteauguay):** Le premier ministre n'a fait que répondre aux questions des députés. Le président oblige l'opposition à s'en tenir au point qui est débattu.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le même membre ne peut pas parler deux fois sur son point d'ordre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'affirme, dit-il, qu'il le pouvait.

**M. le président:** La grève de Montréal se fait sur la reconnaissance d'une union plutôt que l'autre. Je maintiens le point d'ordre du député de Châteauguay. Je demande à tous les députés de s'en tenir à la question.

**Des députés ministériels:** Adopté! Adopté!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Est-ce que les corps en grève avaient des contrats collectifs?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande au député de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay) de ne pas répondre. Êtes-vous pour ou contre les contrats collectifs?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Votez donc l'item.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je veux savoir ce que le gouvernement va faire de ses mandats contre MM. Trépanier et Shane. Le ministre nous dira-t-il si les chefs ont violé la loi?

**M. Boyer (Châteauguay):** M. le président, cette question est hors d'ordre et vous l'avez décidé. Si le chef de l'opposition veut étudier cette affaire de grève, qu'il consulte donc les documents. Et si vous n'avez pas le temps, mettez-les dans vos valises, vous les consulterez plus tard à Saint-Hyacinthe<sup>18</sup>.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Prenez-la, votre valise, vous. Vous ne nous ferez pas peur. Je ne voudrais pas de votre valise. Vous avez beau vous promener un peu partout pour tenter d'intimider les orateurs.

**M. Boyer (Châteauguay):** Si vous avez des accusations à porter, portez-les donc comme un

homme au lieu de procéder encore par des insinuations.

Mettez votre siège en jeu! J'ai un siège ici, et je suis prêt à le mettre en jeu... On n'a pas eu peur, nous, de porter des accusations au sujet des valises que vous avez vendues.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous en avez une valise sur le cerveau.

(La Chambre devient houleuse)

**M. Boyer (Châteauguay):** Ça prouve au moins que j'en ai. Vous ne devez pas en avoir une là, car vous n'avez pas de cerveau!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ah! Ah!

**M. le président:** La résolution est adoptée!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Au sujet des contrats collectifs...

**M. le président:** L'item est adopté.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Une minute, on n'a pas le droit de dire que l'article est adopté quand nous n'y avons pas consenti et quand un député est debout. Ce sont des procédés russes, ça...!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition a été président de la Chambre, et il devrait connaître les règlements mieux que ça. Au moins, il devrait au moins apprendre à respecter le président du comité plénier...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas le président qui est responsable de cela.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Respectez les règlements au nom du décorum qui doit régner en Chambre. Si le chef de l'opposition ne respecte pas les règlements, qu'il respecte au moins le grand parti qui...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ah! Tiens, on a un grand parti à cette heure!

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le grand parti qu'il représente bien indignement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je demande le vote. On va se lever les cinq! (À ses députés) Levez-vous.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions quatre cent quatre-vingt quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des pensions de vieillesse de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**M. Dumaine (Bagot):** Les rapports des anciens inspecteurs de pensions de vieillesse étaient véridiques et donnaient satisfaction. Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) a destitué injustement l'inspecteur Coderre, de Sainte-Rosalie, chargé d'enquêter sur les applications des vieillards dans le comté de Bagot. M. Coderre a fait un bon travail. Le gouvernement a-t-il l'intention de le payer, lui et l'autre inspecteur, pour le travail fait sous l'ancien régime? Les anciens inspecteurs qui ont été remerciés n'ont même pas été payés, bien qu'ils étaient 100 fois meilleurs que les nouveaux.

Je nie avoir fait, pour ma part, ni de près ni de loin, ni directement ni indirectement, de la politique avec ce système de pensions dans Bagot, contrairement à ce qu'affirmait la semaine dernière à la Chambre le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay). Quelle est la situation aujourd'hui? J'ai reçu un nombre de plaintes venant de mes électeurs au sujet des activités de l'inspecteur nommé par le nouveau régime, qui s'occupe de cinq comtés de cette section de la province.

L'inspecteur Hinckle<sup>19</sup>, qui a succédé à l'inspecteur Coderre, ne remplit pas son devoir à la satisfaction générale dans Bagot. M. Hinckle est un citoyen du comté de Missisquoi qui ne parle que très difficilement et ne comprend à peu près pas le français. Il fait son inspection en compagnie du chef bleu de son comté. Les anciens organisateurs conservateurs sèment la terreur dans toute la province, tandis que, sous l'ancien gouvernement libéral, les comtés conservateurs étaient bien traités et tout le monde était content.

Je demande au ministre du département du Travail de voir à ce que le système d'inspection soit mieux organisé pour les pensions aux vieillards. Je demande au ministre de nommer un inspecteur par comté qui comprendra les besoins de la population et je demande de ne pas faire de politique. Actuellement, si un conseil municipal libéral demande une faveur, on dit: "Il ne l'aura pas."

**M. Barrette (Terrebonne):** L'honorable député est à peine capable de s'empêcher de rire.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce que tous les inspecteurs des pensions de vieillesse nommés par l'ancien gouvernement ont été payés pour leur travail?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Les réviseurs de la pension de vieillesse n'ont pas fait de travail sérieux. Certaines nominations politiques faites par l'ancien régime, dans son agonie, n'ont pas été approuvées par le gouvernement actuel. Dans certains cas, 90 % des réviseurs étaient des créatures politiques. Des inspecteurs ont parcouru les campagnes en disant aux vieillards que s'ils votaient pour le gouvernement, ils obtiendraient leur pension. Conformément à la déclaration faite par l'ancien chef de l'opposition (M. Duplessis), les inspecteurs qui ont fait de la politique ne seront pas payés. Mais les autres, ceux qui ont fait leur devoir consciencieusement, comme le disait l'autre jour le premier ministre, seront payés entièrement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Combien y en a-t-il qui ont fait de la politique; combien y en a-t-il qui n'ont pas été payés, et combien y en a-t-il qui seront payés?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** J'ai répondu. Ils ne sont pas encore payés.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je veux une réponse.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Vous le saurez en temps et lieu!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** À Rivière-du-Loup, les réviseurs...

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Le réviseur à Rivière-du-Loup avait un dossier qui, malheureusement, n'était pas meilleur que celui du député.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je peux facilement comparer mon dossier avec celui du ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay)! Quand seront-ils payés?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Quand l'enquête sera finie.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quand le sera-t-elle?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Vous serez encore dans l'opposition à cette époque.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'insiste, dit-il, pour obtenir des détails.

**M. Dumaine (Bagot):** Je demande, dit-il, au gouvernement de payer les inspecteurs qui feront leur devoir. Dans mon comté, les élections se font honnêtement, c'est un comté modèle. Les pensions de vieillesse n'ont pas servi à l'exploitation politique. La loi des pensions de vieillesse n'y a pas été exploitée avant le 17 août. Aucune inspection n'a eu lieu avant la votation.

Je ne veux pas, dit-il, que les inspecteurs troublent la conscience des gens. Je demande au ministre de payer le travail honnête.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne comprends pas l'opposition. Jamais un budget aussi important, aussi considérable, n'a été confié au ministère du Travail depuis la Confédération: \$2,604,000. On devrait le féliciter, mais on s'y objecte.

Et l'on fait tout pour le retarder. Le député de Bagot n'a pas besoin de félicitations s'il ne s'est pas occupé des pensions de vieillesse; c'était pour l'avoir fait avant le 17 août.

**M. Dumaine (Bagot):** C'est inexact.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai déclaré que les gouvernements Taschereau et Godbout ont usurpé le pouvoir. Le peuple nous a donné raison.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je ne comprends pas, dit-il, que le gouvernement ne paie pas le travail accompli.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les inspecteurs étaient des cabaleurs. L'inspecteur du comté de Bagot était un agent politique, et les inspecteurs nommés par le gouvernement Godbout étaient des organisateurs électoraux, et pas un d'entre eux ne sera payé.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Mais si un certain nombre d'inspecteurs ont fait leur devoir et rendu service au gouvernement, seront-ils payés?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Dès le 11 juin dernier, avant les élections, j'ai déclaré moi-même aux fonctionnaires que le nouveau gouvernement ne reconnaîtrait aucun contrat et aucune nomination faits avant le jour du scrutin par le gouvernement parti dans les circonstances que l'on sait.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Mais si leur travail a profité au gouvernement, ces gens ne seront pas payés?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Leur travail ne pouvait pas profiter au gouvernement parce que ça ne pouvait lui servir. Ils ont commencé leur travail en même temps qu'ils ont commencé leur cabale, au début de la campagne électorale. Ils n'ont même pas eu le temps de faire rapport. Ils ont été avertis de façon claire et précise. Ils ont accepté leurs fonctions à leurs risques et périls. Ils se sont occupés de politique: que la caisse électorale des libéraux les paye! C'est parce que nous sommes certains qu'ils n'ont pas été utiles à la province que pas un ne sera payé.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Mais vous avez dit que vous feriez enquête.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Oui, mais l'enquête, nous le savons, démontrera qu'aucun de ces inspecteurs n'a fait autre chose que de la politique.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Mais pourquoi faire une enquête si le gouvernement a décidé d'avance de ne pas les payer?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Pour connaître les abus.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Et si certains d'entre eux n'ont pas commis d'abus?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Tous ceux qui ont fait un travail profitable seront payés; mais nous sommes certains qu'aucun de ceux-là n'a fait un travail profitable.

**M. Bastien (Berthier):** C'est beau d'entendre parler le premier ministre et le ministre du Travail. Je suis heureux que le premier ministre se fasse connaître à la province. Voici des gens qui ont moi-même dans l'opposition pendant des années...

**M. Béique (Chambly):** Si on a moi-même, eux autres, ils pourrissent. C'est vous qui portez la mousse.

(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Et voilà que l'on refuse de payer les petites gens. Le peuple a donné un mandat au premier ministre sans le connaître. Il le connaît maintenant.

Le premier ministre dit que les nominations des réviseurs étaient illégales. Pauvre premier ministre! S'il savait que chacune de ces nominations a été approuvée par le lieutenant-gouverneur. Toutes les dépenses faites par l'ancien gouvernement Godbout ont été approuvées par le lieutenant-gouverneur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

M. le président, je soulève un point d'ordre. Ce que dit l'honorable député n'est pas conforme aux faits...

**M. Bastien (Berthier):** Voulez-vous bien me laisser finir! J'ai la parole. Laissez-moi parler: vous parlerez après.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

On a fait une dépense...

**M. Bastien (Berthier):** M. le président, ce

n'est pas correct.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je dis que les déclarations de l'honorable député ne sont pas conformes aux faits. Car un ministre a soumis une dépense électorale de \$135,000, pour Charlevoix-Saguenay et la Gaspésie, à même l'argent de la province...

**M. Bastien (Berthier):** Je proteste, M. le

président.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

... et c'est l'ancien député de Charlevoix-Saguenay<sup>20</sup>, lui-même...

**M. Bastien (Berthier):** Qu'on me laisse parler!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)<sup>21</sup>:**

... qui est allé à Ottawa et qui a signé une entente en vertu de laquelle il a dépensé illégalement une somme de \$135,000 qui n'a jamais été autorisée par le lieutenant-gouverneur, et le gouvernement d'Ottawa

refuse de payer sa part parce que la dépense n'était pas dûment autorisée. Il s'agit d'une dépense pour les pêcheurs. C'est l'honorable M. Rochette, ancien ministre des Pêcheries et collègue du chef de l'opposition et du député de Berthier...

**M. Bastien (Berthier):** J'affirme que pas un ministre n'a dépensé un sou qui n'était pas autorisé par le lieutenant-gouverneur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre.

**M. Bastien (Berthier):** Laissez-moi parler, vous parlerez à votre tour... ce n'est pas un point d'ordre, mais un discours contre les règlements<sup>22</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vais donc, puisqu'il le faut, donner des précisions. M. Rochette, ancien ministre, et collègue du député de Berthier dans le ministère Godbout, est allé à Ottawa pour faire signer un contrat qui n'a pas été autorisé par le lieutenant-gouverneur. Mais malgré cela, le gouvernement a dépensé l'argent sans que la dépense n'ait été approuvée, et le gouvernement fédéral refuse de la payer.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je crois au contraire que c'est peut-être la part d'Ottawa qui a été dépensée. Car lorsque le gouvernement Godbout a pris les rênes du pouvoir, il est allé voir le lieutenant-gouverneur qui a accordé un sixième budgétaire, et à condition que la dépense lui soit donnée en détail.

**M. Bastien (Berthier):** La preuve, c'est qu'à Berthierville, il y avait besoin d'une école et c'était une affaire urgente, puisqu'il s'agissait de remplacer une école brûlée. Or, la dépense n'a pas été autorisée et le travail n'a pu être fait.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** M. le président, nous sommes loin du sujet...

**M. Labbé (Mégantic):** Il est après bâtir son école.

**M. Bastien (Berthier):** C'est beau de voir un gouvernement qui refuse de payer de petites gens. C'est la charité chrétienne, la générosité du gouvernement. Je suis heureux d'entendre dire au premier ministre: Nous ne les paierons pas. Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) devrait avoir plus de pitié pour ces gens, lui qui est

sorti du peuple. Ils n'ont pas les moyens, eux, d'aller à Atlantic City. Le ministre devrait payer ces braves gens.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas la première fois que j'ai soulevé la question, mais le gouvernement m'a toujours répondu qu'il étudiait la question. Le premier ministre a déclaré que ces réviseurs ne seraient pas payés. Mais le gouvernement, pas plus que personne, n'a le droit de s'enrichir aux dépens des autres. C'est un principe légal et un principe moral qu'il devrait se rappeler.

Au 30 d'avril, ainsi qu'il l'avait prévu, 30,000<sup>23</sup> pensions de vieillesse ont été payées. Or, au moins 25,000 avaient été révisées par les anciens inspecteurs qu'on refuse de payer aujourd'hui.

**Des députés ministériels protestent.**

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Mais non, nous le savons ce que vous avez fait.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous avons fait une bonne loi! Combien de dossiers étaient entrés au 17 août au ministère du Travail? Il y en avait au moins 20,000. La loi était si bien faite qu'après quatre mois, il y avait 30,000 pensions payées, tandis qu'au Nouveau-Brunswick, il a fallu quatre ans pour payer les siennes.

À deux reprises, on nous a promis que les personnes qui avaient fait du travail utile pour la province seraient payées. Maintenant, le premier ministre dit dans un mouvement de colère que ces anciens inspecteurs ne seraient pas payés. La plupart de ceux qui reçoivent des pensions aujourd'hui ont été approuvées par les inspecteurs de l'ancien gouvernement.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Ce n'est pas vrai. Le chef de l'opposition sait qu'il n'y avait pas 4,000 applications révisées lorsque le gouvernement a pris le pouvoir. Et encore a-t-il fallu en réviser les trois-quarts. Le chef de l'opposition prétend qu'il avait constitué un organisme qui aurait accéléré le travail. Or ledit organisme était si mal organisé qu'on n'avait même pas prévu la machinerie pour l'impression des chèques; il a fallu un délai de 30 jours avant de sortir le premier chèque. Cette pauvre organisation du chef de l'opposition était fautive et coûteuse au point qu'elle coûtait \$2.50 par dossier au lieu de \$1.35<sup>24</sup>, coût actuel moyen de chaque dossier à Montréal. Nous avons même dû aller chez certains notaires réviseurs de l'ancien régime pour en sortir les applications qui étaient restées là.

Nous avons fait un travail consciencieux. Le système du gouvernement actuel est si bien que les autorités fédérales, venues ici pour inspecter le mode d'opération, se sont déclarées satisfaites et ont reconnu que jamais on n'avait déployé autant d'ordre, de rapidité et de précision. Le fédéral nous a félicités de notre organisation. Ottawa est tellement satisfait que nous avons commencé à recevoir sa part.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Rien que pour la partie rurale, il y avait au-delà de 15,000 dossiers d'entrés quand nous avons laissé le pouvoir au 17 août.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Il ne faut pas confondre les dossiers entrés avec les dossiers révisés. C'est pourtant clair. Il y a une différence entre 15,000 dossiers d'entrés et des dossiers révisés.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est vous qui ne comprenez pas. Les dossiers ne peuvent pas venir à la Commission sans être révisés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voyons, voyons!

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Voyons, voyons!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il n'y a pas de "voyons". Vous ne connaissez pas cela. Lisez donc vos lois et celles de ceux qui vous ont précédé dans l'administration. Je dis qu'il fallait que ça passe par les réviseurs avant de venir à la Commission. Quel est le montant réclamé par les réviseurs destitués et qui n'a pas été payé?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Il n'y a pas de montants réclamés par les réviseurs. Ce ne sont pas des réviseurs! Il n'y a que des montants réclamés par des cabaleurs politiques, des cabaleurs d'élections.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est une manière d'esquiver la question. La deuxième année de l'application des pensions de vieillesse, il n'entra pas 10,000 dossiers; Ça nous aurait coûté \$100,000 sous l'ancien régime. Cela va vous coûter quatre<sup>25</sup> fois plus cher avec votre système.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Ça va nous coûter bien meilleur marché que sous l'ancien régime, voyons donc.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, comme votre supposée économie de \$4,000,000, qui s'est convertie en déficit de \$31,000,000<sup>26</sup>.

(Rires)

Mais, puisqu'on parle de cabaleurs, vos propres réviseurs ne sont pas tous parfaits. Vous dites que les nôtres faisaient de la politique et vous dites que vous ne faites pas de politique. Que pensez-vous de celui que vous avez été obligé de mettre à la porte à Saint-Hyacinthe pour ingérence politique, 15 jours après l'avoir employé?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Alors qu'avez-vous à vous plaindre? Sous l'ancien régime vous l'auriez gardé, vous autres. C'est toute la différence. Cela montre que nous sommes justes.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On ne l'aurait pas gardé. Vous l'avez remercié parce qu'il était sous le coup d'une accusation.

**M. Boyer (Châteauguay):** Vous avez bien gardé Ti-Charles Lanctôt<sup>27</sup> pendant 20 ans<sup>28</sup> à piller la province.

**M. Bastien (Berthier):** Combien de temps avez-vous gardé Léo Doyon de votre côté?

**M. Boyer (Châteauguay):** Portez donc des accusations comme un homme. Si vous avez des accusations, portez-les donc carrément.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On n'a pas d'accusations à porter. C'était votre employé; vous l'avez mis à la porte vous-mêmes.

**M. Boyer (Châteauguay):** Si vous voulez savoir ce que Léo Doyon a fait, je vais en parler, moi, de l'affaire Doyon. Léo Doyon est un homme qui a été employé pour ouvrir un bureau de chômage à Montréal, pour les travaux, puis quand il a eu fini, nous n'avons plus eu besoin de lui. Son travail fini au bout de deux mois, il a remis ses fonctions au ministre du Travail en déclarant qu'il n'y avait plus rien à faire. Vous n'êtes qu'un petit homme. Mais au lieu de porter des accusations comme cela, mettez donc votre siège en jeu comme je fais.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous n'êtes pas au vôtre: c'est facile!

**M. Boyer (Châteauguay):** J'ai le droit de m'asseoir où je veux en comité des subsides. Vous

êtes un petit homme. M. Léo Doyon ne s'est pas enrichi comme vous à acheter des valises avec l'argent de la province, lui.

(Rires à gauche)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est vrai que je n'ai que 5 pieds 4 pouces.

**M. Boyer (Châteauguay):** Ça paraît. Mais vous avez dû avoir bien des pouces pour prendre vos valises.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est une iniquité de ne pas payer des hommes qui ont gagné leur salaire. Le procureur général (l'honorable M. Duplessis) devrait au moins leur donner le droit de poursuivre le gouvernement. Et il y aura des poursuites demain matin.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'ils vous poursuivent, c'est vous qui les avez engagés.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pour ce qui est de la question des réviseurs qui réclament de l'argent, le premier ministre permettra-t-il à ces gens-là de poursuivre le gouvernement devant un tribunal de justice? La question peut se poser. Donnez-leur au moins la chance de prouver leur cause. Si le gouvernement réussit à prouver que ces gens-là n'ont pas fait de travail, les juges renverront l'action.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Pour renseigner le chef de l'opposition, je lui dirai que dans mon comté, l'organisateur en chef de mon adversaire, dans l'Islet, M. Godbout était un notaire libéral qui était aussi réviseur des pensions de vieillesse. Et remarquez que je ne lui en veux pas et que je ne fais pas de guerre politique; ce n'est pas par vengeance que je dis cela. Sa jeune fille est employée au ministère de l'Agriculture, mais elle n'a pas été déplacée de son emploi. Le beau-frère de mon adversaire est employé au département du Trésor et je ne songe nullement à l'ennuyer dans son emploi.

**M. Dumaine (Bagot):** Cela ne nous intéresse pas; est-ce dans les estimés?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Cela signifie que je n'ai donc aucune rancune politique à satisfaire. Mais le réviseur des pensions de vieillesse se promenait dans le comté en disant aux électeurs:

"Votez pour Godbout et vous aurez votre pension." Il a envoyé un compte de \$600 au ministre du Travail et je demande au ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) de ne pas le payer. Doit-il être payé?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne le sera pas.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** En mars, le journal du chef de l'opposition publiait une lettre d'un nommé Pierre Bibeault, supposé de Saint-Eugène de l'Islet. Or, ce monsieur n'a jamais existé.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Saint-Eugène de Grantham.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Quand ils sont pris, ils changent de place.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si ce que vous dites est vrai, prouvez ça devant le juge. Des histoires comme cela, qu'est-ce que vous voulez que cela nous fasse?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Je n'aurais pas de misère à le prouver.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Allez-y donc.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est beau d'entendre l'opposition parler avec effusion des juges. Il y a eu des procès devant des juges pour fraudes électorales pour vol d'élection. Mais l'ancien régime assommait les juges et les témoins chargés d'entendre leur cause.

(Applaudissements à droite, rires à gauche)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce que le procureur général (l'honorable M. Duplessis) va permettre aux réviseurs le droit de poursuivre le gouvernement? Il est le seul capable d'accorder un fiat.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Va-t-il permettre à des gens de poursuivre la province lorsqu'ils ont été engagés par un parti politique pour faire de la politique?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'il y a des demandes faites au procureur général, nous allons considérer ces demandes avec la justice qui caractérise le nouveau gouvernement.

**M. Labbé (Mégantic):** Dès les élections de 1935, des organisateurs du gouvernement se promenaient dans le comté et prenaient les noms des vieux sur des calepins et promettaient des pensions de vieillesse à ceux qui voteraient rouge. Les mêmes gens nommés réviseurs sont passés en 1936.

**M. Bastien (Berthier):** Je vais répondre au sympathique et jeune ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) qui se scandalise du fait qu'un notaire ait été organisateur politique et réviseur. Eux les purs, les petits chérubins à l'âme vierge, blanche et pure, ils ont nommé, pas pour la loi des pensions de vieillesse mais une autre, un homme dans Berthier qui a déjà fait de la prison pour causes politiques.

Il avait enfoncé le comité électoral de son adversaire. En voilà un qui au moins aime la politique et qui est à l'emploi du gouvernement. Il a tellement fait de politique qu'il en a fait illégalement. Croyez-vous que celui-là ne fera jamais de politique, qu'il a l'âme blanche comme un séraphin du ciel ou un chérubin?

Vous pouvez faire des farces. Mais c'est des farces tragiques que vous faites là pendant que vous privez des pauvres diables qui ont bien gagné leur argent et que le gouvernement ne peut plus payer. Dans Berthier, c'est un homme comme ça qui a fait de la prison politique qui vient juger les rouges du comté, quelle farce!

(Interruptions)

Dites ce que vous voulez, messieurs, mais on est à vous faire un joli petit almanach qu'on vous sortira en temps et lieu pour montrer combien vous êtes purs.

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Saint-Hyacinthe devrait savoir que l'honorable député de Berthier est après prendre le siège du chef de l'opposition<sup>29</sup>.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non, non.

**M. Bastien (Berthier):** Non, ne craignez rien.

Quand même les petites gens qui ont travaillé comme réviseurs auraient dit aux gens: "Votez donc rouge", ça n'est pas une raison pour ne pas les payer. Surtout quand vous employez des gens qui ont déjà fait de la prison pour des raisons politiques. Et vous en avez peut-être plusieurs autres.

Je ne plaide pas pour mon réviseur de pensions dans Berthier. Il m'a dit: "Je n'en veux pas de leur argent; qu'ils le gardent."

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** L'honorable député de Berthier oublie que c'est peut-être parce que ceux dont il a parlé avaient l'âme blanche qu'ils ont laissé le Parti libéral. Quant à moi, je n'ai pas l'administration du patronage dans Berthier.

(Rires et applaudissements)

**M. Bastien (Berthier):** Ni moi non plus!  
(Rires)

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Mais cette personne qui, d'après vous, a fait de la politique et de la prison en conséquence, c'était peut-être une des victimes de l'ancien régime qui a fait condamner des gens souvent injustement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous n'avez pas droit d'insulter la magistrature.

**Des députés:** Quel était le juge qui a condamné cet homme? Nommez-le!

**M. Bastien (Berthier):** L'honorable ministre insulte la magistrature, car cet homme a été jugé par un juge et non par le gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'on est capable de trouver dans aucun département, sous aucun ministre, et quelle que soit l'influence qui l'a recommandé, un homme qui n'est pas qualifié et qui n'est pas honnête, je m'engage à le destituer sans délai.

Mais il s'agit d'une victime des manigances de l'ancien régime, c'est différent. Si un homme, sous l'ancien régime a été victime des manigances de l'ancien gouvernement qui l'envoyait en prison en faisant chanter les juges, car on faisait chanter les juges, il n'est pas aussi coupable. L'ancien régime pratiquait largement ces méthodes. Tout le monde le sait. Et les scrupules de conscience sont beaux venant de gens qui ont aujourd'hui comme rédacteur principal de leur journal officiel un voleur qui a été emprisonné pour avoir volé le gouvernement fédéral. Ce débris de prison bien connu est à la tête du journal du chef de l'opposition!

**M. Bastien (Berthier):** Il est étrange d'entendre le premier ministre, qui vient d'être élu bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières, dire que les



juges ont "chanté" sous l'ancien régime et qu'on peut faire chanter des juges.

(Silence)

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Je soulève un point d'ordre. D'abord, le premier ministre a dit qu'on avait voulu faire "chanter" sous l'ancien régime, et de plus, le député de Berthier est hors d'ordre.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) pourrait-il me dire combien il y a d'officiers réviseurs à son service pour dépenser ainsi une somme de \$50,000 pour frais de voyage des inspecteurs?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Comme tous les budgets, c'est un budget de prévision, et le député de Berthier pourra avoir tous les détails dans les *Comptes publics* à la prochaine session.

**M. Bastien (Berthier):** Vous allez me faire pleurer, vous, vous l'âme d'élite. Combien y a-t-il de réviseurs à votre emploi au service du département des pensions?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** C'est le budget de 1938, cela. Que le député de Berthier attende la session de 1938 pour savoir cela en détail.

**M. Bastien (Berthier):** (Souriant) Alors, l'honorable ministre me dira-t-il combien il y a de réviseurs actuellement?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Environ 50. Il y en a environ 23 ou 25 pour le district de Montréal; 7 ou 8 pour le district de Trois-Rivières, et 17 ou 18 pour le district de Québec.

**M. Bastien (Berthier):** Quel est le salaire de ces réviseurs?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Ils ont \$25 par semaine, avec en plus, un montant pour leurs dépenses qui sont contrôlées.

**M. Bastien (Berthier)** discute des attributions des réviseurs, de leur rendement, et des devoirs qui leur incombent.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les gens commencent à voir clair dans la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, depuis le 17 août.

**M. Bastien (Berthier):** Le député de Châteauguay (M. Boyer) change toujours de place en Chambre<sup>30</sup>. On devrait voter une pension au député de Châteauguay pour l'envoyer siéger aux Indes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a assez d'un député "d'Indes" en Chambre. (Rires)<sup>31</sup>

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Le député de Berthier ferait bien de se renseigner auprès du député de Saint-Hyacinthe. Maintenant, tous les réviseurs subissent des examens devant des personnes compétentes qui indiquent leur degré de compétence.

**M. Bastien (Berthier):** On ne les paie pas assez cher pour avoir des personnes compétentes. Même s'ils étaient compétents, ils n'auraient pas un salaire suffisant pour être à l'abri de toutes les offres qu'on leur fait.

Ces réviseurs ne gagnent pas assez cher: \$25 par semaine ne peut suffire comme salaire. Le gouvernement trouve toujours que les employés gagnent trop, et ceux-ci trouvent toujours que c'est insuffisant.

Le ministre peut rire, mais c'est plutôt triste de voir un ministre du Travail rire quand on demande que ses employés soient mieux payés. Il rappelle le cas de M. Édouard Jacques.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Dans Berthier cela?

**M. Bastien (Berthier):** Dans Bellechasse, c'est épouvantable, dit-on. J'ai lu une lettre d'un M. Beaulieu qui n'est pas content du tout du député de Bellechasse. C'est de valeur, mais ça va nuire à la nomination du député comme ministre. Cela va le retarder!

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cent quarante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour renseignements commerciaux (Industrie et Commerce), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Qu'est-ce que vous entendez par renseignements commerciaux?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)**<sup>32</sup>: Nous faisons entrer sous cette rubrique toutes les dépenses occasionnées par les demandes et les réponses de renseignements concernant l'industrie et le commerce.

**M. Bastien (Berthier)**: Le ministre va-t-il donner suite à la recommandation de la Ligue des patriotes, qui veut l'établissement de comptoirs permanents pour la vente des produits de l'artisanat et des arts domestiques?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)**: La Ligue des patriotes n'a pas demandé seulement cela, mais la tenue d'une exposition permanente des produits de la province à Québec. Mais, certaines villes comme Montréal se sont opposées disant qu'on ne servirait pas la petite industrie par ce moyen, mais la grande industrie. Une exposition permanente serait difficile à organiser dès maintenant. Les syndicats d'initiative s'occupent dans leurs régions de l'artisanat.

**M. Bastien (Berthier)**: Le ministre est mêlé dans ses délégations. Je cite, dit-il, de bons journaux que le premier ministre aime beaucoup, et notamment *La Province*, et un article de M. Paul Gouin<sup>33</sup> sur le sujet de l'artisanat et d'un certain Paul Anger<sup>34</sup> du *Devoir*. M. Paul Anger n'est pas satisfait du député de Châteauguay. C'est un monsieur qui a écrit un article contre vous. Il commence à être fatigué de vous.

**M. Boyer (Châteauguay)**: Je ne le connais pas. S'il a quelque chose à me dire qu'il vienne me rencontrer ici. Je le rencontrerai et on verra.

**M. Bastien (Berthier)**: Oui, mais ce n'est pas un boxeur. C'est un journaliste, un grand journaliste...

(Rires)

Où le chef de l'opposition pourrait-il se procurer une ceinture fléchée s'il voulait en faire cadeau au premier ministre?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)**: Si le député de Berthier veut acheter une ceinture fléchée pour le chef de l'opposition, il pourra s'adresser à Mme Pelletier, de Saint-Jean-Port-Joli. S'il veut des sculptures sur bois, il pourra aller chez les frères Bourgault, également de Saint-Jean-Port-Joli, dans la même paroisse. Je puis lui dire que tout récemment, M. Clarence Hugue, du *Devoir*, est venu me

rencontrer au sujet d'une société qui s'appellerait "Jean Talon" et qui établirait un comptoir pour ces travaux d'art domestique.

Toutefois, avant d'établir ce comptoir, nous voulions aussi faire un inventaire des endroits où l'on se procure ces choses dans la province, et de l'actif que nous avons dans ce domaine. Il y a aussi les syndicats d'initiative qui s'occupent de cette question.

**M. Bastien (Berthier)**: Est-ce que ces syndicats ont un octroi du ministre?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)**: L'ancien gouvernement leur donnait \$500. Nous allons les encourager dans la mesure du possible. Aucune décision n'a été prise à ce sujet.

**M. Bastien (Berthier)**: C'est loin pour les gens de Montréal, aller chercher des produits de l'art domestique à Saint-Jean-Port-Joli. On devrait avoir des comptoirs pour ces objets, afin que les amateurs sachent où se les procurer.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)**: On peut trouver des œuvres des frères Bourgault dans toute la province. Mais ça viendra lorsqu'on aura repéré tous les endroits où l'on s'occupe d'arts domestiques dans la province.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
4. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour taux de transport (Industrie et Commerce), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trente sept mille neuf cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour recherches économiques (Industrie et Commerce), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)**: Est-ce pour le fameux conseil économique réclamé par le député de Québec-Est (M. Drouin)?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)**: C'est un commencement. Cette somme est votée pour faire l'inventaire de nos ressources naturelles. Avec la collaboration des Hautes études et sous la direction de M. Esdras Minville, expert rattaché à notre ministère, nous avons organisé un département qui s'occupe actuellement de la documentation se

rapportant à l'inventaire des richesses naturelles de notre province.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas soixante dix-huit mille quatre-vingt douze dollars et quarante cents soit ouvert à Sa Majesté pour statistiques (Industrie et Commerce), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.  
Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quatorze mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau du tourisme (Industrie et Commerce), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.  
Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 11 heures.

#### NOTES

1. *Le Canada* du 4 mai 1937, à la page 7, indique à ce propos que la motion de M. Bastien, au sujet des travaux à effectuer à Louiseville, est convertie en motion de production de documents.

2. "deux ou trois séances", selon *Le Canada* du 4 mai 1937, à la page 7.

3. "deux ou trois employés", selon *Le Journal* du 4 mai 1937, à la page 4.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

5. *Le Journal* du 4 mai 1937, à la page 4, attribue plutôt ces paroles au député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).

6. *En Avant* (1937-1939) est le titre du journal fondé par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Cet hebdomadaire faisait la lutte à l'Union nationale et défendait les principaux idéaux du Parti libéral.

7. "quatre", selon *Le Canada* du 4 mai 1937, à la page 7.

8. Mitchell Frederick Hepburn (1896-1953), premier ministre libéral de l'Ontario de 1934 à 1942.

9. Le premier ministre fait alors référence à deux organisateurs du *Committee for Industrial Organisation* (C.I.O.), selon *The Montreal Daily Star* du 4 mai 1937, à la page 4.

Le *Committee for Industrial Organisation* (C.I.O.) était un syndicat ouvrier très populaire aux États-Unis; il connut un vif succès par sa nouvelle stratégie, souvent violente, d'occupation d'usines (automobile, sidérurgie). Il comptait 4,000,000 de membres en 1937, et 14,000,000 en 1945. Ces grèves, gagnant l'industrie de l'automobile et de la sidérurgie, furent donc à leur apogée en 1937.

Si le C.I.O. connut un immense prestige parmi les ouvriers, cependant, ses méthodes inquiétaient l'opinion publique et furent déclarées inconstitutionnelles, en 1939, pour atteinte au droit de propriété.

Bien que le C.I.O. n'était pas un syndicat communiste, les communistes y étaient très présents: dans l'encadrement, 40 % des fédérations étaient sous contrôle communiste. Or, les communistes étaient très minoritaires et impopulaires, y compris parmi les ouvriers.

10. "de nouvelles procédures", selon *Le Soleil* du 4 mai 1937, à la page 12.

11. "vendredi soir", selon *Le Canada* du 4 mai 1937, à la page 7.

12. Charles-Auguste Bertrand fut procureur général, secrétaire et registraire de la province dans le cabinet Godbout en 1936. En août 1936, il fut élu député libéral dans Montréal-Laurier aux élections générales, mais il ne s'est pas représenté en 1939.

13. Dans *La Patrie* du 4 mai 1937, à la page 4, le journaliste fait dire au député de Montmagny (M. Grégoire) une version contraire: "J'ai compris que lorsque le premier ministre parlait des communistes, il ne parlait pas de MM. Trépanier et Shane."

14. *Le Canada* du 4 mai 1937, à la page 7, rapporte que le député de Châteauguay (M. Boyer) s'était alors levé de son siège, voisin de celui du député de Montmagny (M. Grégoire), pour lui crier: "À l'ordre" dans les oreilles.

15. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

16. "Shane et Trépanier bravent la police", dans *La Patrie* du 2 mai 1937, aux pages 39 et 42.

17. Dans *La Patrie* du vendredi 30 avril, il n'y a pas d'article sur le sujet. Par contre, dans l'édition du jeudi 29 avril 1937, il y a, aux pages 3 et 9, un article intitulé: "On parle de faire arrêter des chefs des grévistes". C'est sûrement cet article que cite le député.

18. Lors des débats à l'Assemblée législative, plusieurs députés associent ironiquement le député de Saint-Hyacinthe (M. Téléphore-Damien Bouchard) à une histoire de valise. En fait, selon M. Maurice Duplessis, il y avait à Saint-Hyacinthe une imprimerie dans laquelle était intéressée la fille de M. Bouchard.

Le député de Saint-Hyacinthe l'a achetée et mise au nom de celle-ci. Et il a fait acheter des valises par cette imprimerie et lui, alors qu'il était président de la Chambre, a acheté les valises de cette imprimerie au nom de sa fille avec un profit de 30 % aux dépens de la province. M. Duplessis raconte cette histoire en détail à la séance du 5 avril 1938.

19. "M. Ingle", selon *Le Journal* du 4 mai 1937, à la page 9.

20. Il s'agit d'Edgar Rochette, élu député de Charlevoix-Saguenay en 1927, 1931, 1935 (défait en 1936) et 1939.

21. *Le Canada* du 4 mai 1937, à la page 10, indique que le premier ministre continue alors à parler pendant que le député de Berthier (M. Bastien) reste debout.

22. Selon *Le Canada* du 4 mai 1937, à la page 10, les deux orateurs parlent ensemble pendant quelques instants, mais c'est M. Duplessis qui reste debout alors que M. Bastien s'assoit.

23. "3,000 pensions", selon *Le Canada* du 4 mai 1937, à la page 10.

24. \$1.38, selon *L'Événement* du 4 mai 1937, à la page 4.

25. "Trois fois" et non "quatre fois plus cher", selon *Le Journal* du 4 mai 1937, à la page 9.

26. \$50,000,000, selon *Le Soleil* du 4 mai 1937, à la page 13.

27. Charles Lanctôt (1864-1947), avocat et juriste. Haut fonctionnaire, il occupa de nombreuses fonctions dans l'appareil gouvernemental du Québec à partir de 1890. Il fut l'adjoint au procureur-général de 1905 à 1936. Durant sa longue carrière, il plaida de nombreuses causes importantes à Londres et fut l'une des principales cibles des attaques de l'opposition menées par Duplessis. Bras droit de Louis-Alexandre Taschereau et responsable de la police provinciale, il comparut devant le comité des comptes publics, au printemps 1936.

Durant cette enquête, Duplessis mit à jour une série de scandales qui paralysent le gouvernement libéral. Entre autres, il y fut démontré que l'ancien ministre Irénée Vautrin a subtilisé des fonds à son ministère pour des dépenses personnelles, que Charles Lanctôt a reçu du gouvernement \$140,000 de frais de voyage depuis 1928, alors que Antoine Taschereau, le frère du premier ministre, a déposé \$75,000 du Trésor provincial à la Banque Canadienne Nationale de Saint-Pacôme pour encourager son fils qui y est gérant. Ce dernier a également versé \$10,000 d'intérêts dus à la province dans son compte personnel, ce qui, disait-il, était la coutume sous ses prédécesseurs.

28. "40 ans", selon *Le Journal* du 4 mai 1937, à la page 9.

29. Les journalistes du *Soleil*, à la page 13, et du *Journal*, à la page 9, du 4 mai 1937 rapportent qu'en parlant, le député de Berthier (M. Bastien) s'était avancé vers le pupitre du chef de l'opposition.

30. À ce moment, le député de Châteauguay (M. Boyer) siège derrière le premier ministre, précise *L'Événement* du 4 mai 1937, à la page 4.

31. *L'Événement* du 4 mai 1937, à la page 4, rapporte que la Chambre s'amuse un bon moment avant d'en revenir aux réviseurs de la pension.

32. *Le Soleil* du 4 mai 1937, à la page 13, indique que M. Bilodeau est alors assisté du nouveau directeur technique de son ministère, M. Albert Lévesque.

33. Paul Gouin (1898-1976), avocat et député de l'Action libérale nationale de l'Assomption en 1935-

1936. Il fut l'un des fondateurs de l'Action libérale nationale dont il devint le chef en 1938. Il fut candidat défait à plusieurs autres élections, notamment au fédéral dans les rangs du Bloc populaire. Cofondateur et directeur de l'hebdomadaire *La Province* de 1935 à 1938. Président du Conseil de la vie française en Amérique de 1955 à 1961 et membre de cet organisme de 1951 à 1975. Président de la Société des festivals de Montréal en 1952 et président de la Commission des monuments historiques de la province de Québec de 1955 à 1968. Dans les années 1950, il fut également conseiller technique en matière culturelle pour le Conseil exécutif.

34. Paul Anger est l'un des nombreux pseudonymes du journaliste Louis Dupire (1887-1942). Il écrivait aussi sous les pseudonymes Louis Breton, Jacques Cœur, Le Grincheux (pseud. collectif), Nemo, Nessus, Pascal et Sans-Quartier. Né à Ploërmel, en France, Dupire arrive en Amérique avec sa famille alors qu'il n'a que deux ou trois ans. Ses parents s'installent d'abord à Prince-Albert (Saskatchewan), puis à la Baie Sainte-Marie, en Acadie. Sa famille habite ensuite l'État de New York, à Cohoes, puis s'installe au Québec.

Dupire fait des études primaires à Cohoes et des études classiques au Collège de L'Assomption et au Séminaire de philosophie (Montréal). Il travaillera ensuite pour le *Canada*, *La Patrie* et *La Presse* durant quelques années, avant d'entrer au *Devoir* en 1912, où il exerce sa profession pendant 30 ans, jusqu'à sa mort. Durant sa carrière, il prend la défense de la culture canadienne-française et encourage de nombreuses œuvres sociales. Notamment, il joue un rôle de premier plan dans la fondation du Jardin botanique de Montréal. Il est également membre fondateur de l'Institut de microbiologie et d'hygiène de l'Université de Montréal.



## Première séance du mardi 4 mai 1937

## Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Bégin (Dorchester):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 79 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.

**M. Marier (Drummond):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 157 détachant certains lots du district électoral de Rimouski et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-du-Squatec, dans le district électoral de Témiscouata.

**Lignes de transmission  
d'énergie électrique**

**M. Tellier (Montcalm)** demande, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette), la permission de présenter le bill 164 concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Questions et réponses:

**Pétition de droit  
de Georges Lachapelle**

**M. Hamel (Québec-Centre):** 1. Le gouvernement a-t-il reçu une pétition de droit de M. Georges Lachapelle demandant la permission de poursuivre le gouvernement et la Gatineau Power, en vertu de

l'article 1019 du Code de procédure civile, pour faire casser et annuler des baux emphytéotiques consentis par le gouvernement à la susdite Gatineau Power Company?

2. Dans le cas affirmatif, le gouvernement a-t-il accordé au susdit Georges Lachapelle le fiat lui donnant la permission qu'il demandait par sa pétition de droit de poursuivre le gouvernement et la Gatineau Power Company?

3. Si, d'un autre côté, le gouvernement a refusé d'accorder au susdit Georges Lachapelle le fiat en question, pour quelle raison lui refuse-t-il ainsi la permission de soumettre sa cause aux tribunaux pour qu'il soit fait droit à sa réclamation?

4. Le gouvernement se propose-t-il d'accorder au pétitionnaire Georges Lachapelle le fiat qu'il sollicite et ainsi de lui permettre de soumettre sa cause aux tribunaux compétents afin que "droit soit fait", et, dans le cas affirmatif, quand?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

1. Non, en ce qui concerne le gouvernement actuel. Oui, sous l'ancien gouvernement, savoir le 26 avril 1935.

2. Sur rapport du procureur général du temps, en date du 16 mai 1935, la pétition de droit a été refusée.

3. Le rapport mentionné dans la deuxième réponse concluait à l'absence totale de liens de droit entre le requérant et la couronne et à la possibilité par le requérant de faire valoir tous ses droits sans mettre la couronne en cause, les actes de concession à la Gatineau Power Co. ne cédant que les droits que la couronne pouvait avoir et réservant tous les droits des tiers.

4. Vu les faits mentionnés à la réponse trois, le gouvernement actuel ne croit pas, dans l'intérêt de la province, devoir intervenir.

**Médéric Pelletier,  
frère du député de Lotbinière**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. M. Médéric Pelletier, frère de M. Maurice Pelletier, député de Lotbinière, a-t-il été à l'emploi du gouvernement provincial au bureau du revenu, service de la gazoline?

2. Occupe-t-il encore cette position?

3. S'il ne l'occupe pas et s'il l'a occupée, quand a-t-il été remercié de ses services?

4. Pour quelle raison a-t-il été remercié de ses services?

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon):** 1. Non. M. Médéric Pelletier, frère du député de Lotbinière (M. Pelletier) n'est pas à l'emploi du gouvernement provincial.

2. Rien à répondre.

3. Rien à répondre.

4. Rien à répondre.

### **Régie provinciale de l'électricité**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 48 instituant la Régie provinciale de l'électricité.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité<sup>1</sup>:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer à la Régie créée en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, à titre de prêt, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes dont elle aura besoin pour l'application de ladite loi.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Aucun montant n'est mentionné. Je crois que ces résolutions constituent un blanc-seing. Nous n'avons pas encore le bill! Il serait peut-être bon d'avoir la loi avant d'étudier ces résolutions.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)<sup>2</sup>:** Nous avons les résolutions et le bill sera distribué dans quelques instants.

Il s'agit, comme l'indique le titre des résolutions, d'une loi en vertu de laquelle le gouvernement crée une régie provinciale de l'électricité, laquelle sera munie d'un pouvoir d'enquête plus étendu dans les affaires des grandes compagnies, ayant aussi affaire à toutes choses relativement à la fixation des taux dans la province de Québec. Il nous est impossible de fixer un

montant dans les résolutions, car les dépenses de la commission seront connues lorsque les enquêtes auront été faites.

Le bill se rapportant à ces résolutions constitue également l'accomplissement de la plus grande partie des promesses électorales que nous avons faites, de la plus importante promesse, précisément. Nous avons déjà présenté un bill pour la municipalisation. Il a été adopté par la Chambre, et nous présentons maintenant une loi ayant pour but de créer un organisme qui possédera les pouvoirs nécessaires, afin d'empêcher les compagnies de continuer à pressurer plus longtemps la population de cette province.

En 1935, sous la pression de l'opinion publique, l'ancien gouvernement a créé une commission de l'électricité, mais cette commission n'avait pas eu assez de pouvoirs. Nous, nous disons que le nouvel organisme sera composé de cinq membres, qui auront tous les droits: non seulement le pouvoir mais le devoir d'examiner les livres et la situation financière de toutes les compagnies d'électricité pour faire leurs enquêtes et fixer les taux d'après la base qui sera mentionnée dans la loi.

Ce n'est pas comme autrefois avec l'ancienne Commission de l'électricité qui n'avait aucune efficacité. On faisait enquête dans de petites municipalités. La régie ira à Montréal où il y a des revendications contre la Montreal Light, Heat & Power, et elle viendra à Québec où l'on se plaint des taux de la Quebec Power. Il y a aussi des plaintes de la Compagnie du Bas-Saint-Laurent. Elle ira partout où il y a des protestations contre des taux trop élevés.

Pourquoi cinq membres? Nous voulons permettre à la commission d'agir avec rapidité, et nous décrétons que chacun des membres aura le droit de diriger ses propres enquêtes. Ainsi, étant donné qu'ils sont cinq, nous pourrions tenir cinq enquêtes de front en même temps, ce qui hâtera les bienfaits de la loi et le règlement des problèmes. Et un seul commissaire pourra faire toutes les enquêtes, comme cela se pratique aux États-Unis où de pareils pouvoirs sont conférés aux juges. Il apportera les rapports à la régie qui décidera en définitive. Le quorum de cette commission ou régie sera de trois. Sous l'ancien gouvernement, seule la commission pouvait faire enquête.

Toutes les dépenses des cinq commissaires seront payées à même le fonds consolidé du revenu, à moins que cela ne suffise pas, auquel cas nous emprunterons pour permettre à la régie de continuer son travail. Les compagnies seront appelées à payer les frais d'enquête. Si des compagnies ont pressuré le



peuple, il est juste que les compagnies, dans l'administration desquelles on fait enquête, paient leur part des dépenses. Et nous aurons recours contre les compagnies en proportion du nombre de kilowatts-heure qu'elles vendront chaque année. De cette façon, cela ne coûtera rien à la province.

De plus, nous donnons le droit à tous les intéressés d'annuler les contrats des compagnies si elle juge que celles-ci exigent des taux trop élevés. Et si, lorsque les taux sont diminués, les taux de la commission sont plus bas de 20 % que ceux de la compagnie, celle-ci paiera tous les frais encourus. Tous les frais seront à la charge de la compagnie dont le contrat aura été ainsi annulé pour abus.

En vertu de cette loi également, les compagnies ne pourront passer de contrats avec les municipalités pour plus de cinq ans. Tous les autres contrats actuels que l'on découvrira de plus de cinq ans seront ou annulés ou limités à cinq ans par la commission. Les contrats de moins de cinq ans eux-mêmes pourront être annulés, si la régie le juge à propos.

Nous allons plus loin. La commission sera également obligée de faire les enquêtes que le lieutenant-gouverneur en conseil lui ordonnera de faire. Et les séances de cette commission auront un droit de préséance. Autrefois, l'ancienne commission de l'électricité n'était pas obligée de faire enquête; elle procédait comme elle l'entendait. Elle ne faisait d'enquêtes que sur les petites compagnies, dans de petites localités. La Commission pouvait ignorer les grosses corporations, mais aujourd'hui, elle devra faire toutes les enquêtes nécessaires.

Notre loi prévoit également le cas des enquêtes par un seul commissaire, ce qui hâtera le travail de ladite commission. Cette loi ne s'appliquera pas aux systèmes d'État et aux systèmes municipalisés. Nous voulons respecter l'autonomie des municipalités, et nous disons que les municipalités qui ont municipalisé ne seront pas assujetties à la commission de l'électricité. Il y a également dans la loi différentes autres clauses que nous étudierons au fur et à mesure qu'elles seront présentées au cours de l'étude du bill.

Je n'ai pas d'hésitation à dire que la loi constituera une amélioration considérable sur l'ancienne loi de 1935. L'ancienne Commission sur l'électricité avait une durée de vie limitée. Pour nous servir d'une expression bien connue en anglais, la commission ou la régie actuelle aura des dents et de la force. Autrefois nous avions une commission sans dents. L'ancienne commission, suivant le mot du

chef de l'opposition, n'était que du camouflage. Nous aurons ainsi une commission efficace et féconde dans ses résultats. D'ailleurs, on le constatera au cours de l'étude du bill que nous adopterons probablement en deuxième lecture cet après-midi.

**M. Drouin (Québec-Est):** Si je comprends bien - c'est seulement une question - le premier ministre vient d'annoncer au cours de ses remarques qu'il a l'intention de présenter la loi en deuxième lecture cet après-midi. Mais, ce serait juste que nous l'ayons pour en prendre connaissance. Si nous avons le bill dans quelques instants, nous n'aurons pas le temps de l'étudier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill est imprimé, il sera distribué dans quelques minutes, s'il ne l'est pas déjà.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Peu importe, ça ne fait rien; laissez faire. C'est vieux jeu tout cela; c'est le même bill que nous avons passé autrefois en 1935, excepté que la nouvelle est supposée avoir quelques changements<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Avec des dents!

**M. Bastien (Berthier):** En tout cas, elle a peut-être de la barbe aussi!  
(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'opposition officielle, qui est responsable des abus qui se sont commis autrefois, ne veut pas protéger le peuple et soulager ses misères, qu'elle ait au moins la décence de ne pas rire quand nous présentons une mesure aussi importante; ou alors, qu'elle prenne la responsabilité de son dénigrement. Sous l'ancien régime, on s'est ri de la misère du peuple, et on a laissé les compagnies pressurer la population! L'opposition manque de sérieux!

Je continue. Nous disons également dans notre loi que les commissaires sont indépendants: qu'ils seront nommés pour 10 ans, et indépendants du gouvernement. Ils seront en fonction tant qu'ils feront bien; et s'ils ne font pas bien, ils seront changés. Les jugements qu'ils rendront pourront être contestés en Cour d'appel. C'est la première fois qu'un gouvernement a le courage de restaurer les prérogatives du juge en chef de la province. Ils pourront faire condamner ceux qui se refusent aux

enquêtes pour mépris de Cour. Nous faisons ceci afin d'assurer l'indépendance et l'impartialité de cet organisme, et cela assure la permanence de la commission. De plus, les commissaires auront le pouvoir d'assermenter des témoins.

La régie aura le droit d'examiner tous les livres des compagnies. Nous établirons également ce qui constitue le véritable actif physique des compagnies. Nous donnerons une définition précise et claire de l'actif physique de ces compagnies, et il n'y aura dans la loi aucun échappatoire en faveur des compagnies. La Chambre admettra ainsi que nous accomplissons une réforme que la population désire depuis longtemps. Autrefois, en établissant l'actif, on disait que l'actif comprenait les stocks, les immeubles, enfin l'actif comprenait tellement de choses que personne n'y comprenait plus rien.

(Rires)

J'ai confiance que la Chambre va voter cette loi sans délai, afin de donner satisfaction à l'opinion publique.

(Applaudissements à droite)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai écouté avec beaucoup d'attention le discours du premier ministre. Il a énuméré par le menu les grands principes de la nouvelle loi. Ce sont exactement les mêmes que ceux de l'ancienne loi de 1935. Toutes les réformes mentionnées existent déjà. Il prétend instituer la permanence de la commission. Nous avions assuré la permanence des commissaires! La loi nouvelle fixe une limite de 10 ans. Nous n'avions pas de limite: ils étaient nommés à vie. Il était décrété que, pour démettre un commissaire, il fallait le vote conjoint de l'Assemblée législative et du Conseil législatif. Voilà ce qui est de la permanence! Le bill sera étudié dans le menu détail. Le seul changement, c'est que le premier ministre substitue un tribunal ordinaire à la volonté populaire représentée par les mandataires du peuple. Il en est ainsi de toutes les "réformes" qu'on nous a annoncées.

La seule différence réelle que j'ai pu constater, c'est que la commission aura cinq membres au lieu de trois. Le premier ministre dit que sa loi aura plus de dents. Il y aura deux commissaires de plus pour gruger, soit deux dentiers de plus.

(Rires)

Sera-ce une amélioration? Je l'ignore. Il a dit que les salaires seront payés par les compagnies. C'était la même chose anciennement. Il a insisté sur le fait que la loi dit que la commission "devra" au lieu de "pourra". Ce n'est pas un changement. En

termes parlementaires, on sait que lorsque les commissaires "pourront" exercer tel droit, c'est qu'ils devront le faire. Un avocat distingué, M. Lorenzo Dutil, un partisan du gouvernement actuel - je pense même qu'il est à son emploi - a écrit dans un livre, après nous avoir critiqués, que le mot "pourra" dans les lois est une injonction polie, suivant les décisions du Conseil privé. Le premier ministre a eu raison de parler de camouflage, mais le camouflage est dans la nouvelle loi. L'idée derrière la mesure actuelle en est une de patronage.

C'est une loi absolument inutile, car nous l'avons en somme dans les Statuts. Le premier ministre aurait pu se servir de l'ancienne loi en changeant le nombre de commissaires. Il n'avait qu'à dire qu'au lieu de trois commissaires il y en aura cinq. D'abord, le Dr Augustin Frigon, directeur, a démissionné pour devenir directeur adjoint de la Société Radio-Canada.

Il fait un autre changement en les nommant pour 10 ans au lieu de les nommer à vie et il nous dit que c'est plus permanent. J'ai toujours compris qu'un employé permanent, ça voulait dire qu'il pouvait conserver son poste jusqu'à la fin de son existence. Nous, nous donnions une vraie permanence. Je suis heureux de voir que le premier ministre adopte nos lois après les avoir abrogées.

J'ai un autre point à signaler. On emploie le mot "régie" dans le titre de la loi. Je crois que ce mot n'est pas exact. Quand le gouvernement ne veut pas employer le mot "commission" à cause d'une de ses innombrables promesses, il dit "régie" ou "office". Le mot "régie" implique l'administration par le gouvernement d'un organisme, ou d'un commerce, ordinairement confié à l'initiative privée. Or, ce n'est pas ce que l'on fait! En étudiant cette loi, lorsque j'ai vu le mot "régie", j'ai cru que le premier ministre allait nous annoncer une centrale, une usine ou une Hydro dans le nord à quelques pouces des zones polaires pour faire concurrence aux compagnies d'électricité qui pullulent et qui plument les régions habitées par les consommateurs au centre de la province.

(Rires)

C'est un endroit où l'on verra ce que vaut le fouet du premier ministre: Ce fouet ne fait pas mal aux compagnies. Le mot "régie", je le répète, est inapproprié, et le gouvernement aurait dû laisser le mot "commission". On a mis ce mot-là tout simplement pour faire croire que l'on a aboli les commissions.

Je suis heureux que le gouvernement inscrive de nouveau dans les Statuts la loi de 1935. Le

gouvernement approuve, au point de la répéter, la loi déjà votée par l'ancienne administration. Cela prouve que nous avons raison.

**M. Drouin (Québec-Est):** Il est très difficile pour nous de nous prononcer sur le principe de cette loi ou de ces résolutions. Les résolutions précèdent le bill et le bill n'est pas encore distribué; les députés n'ont pas encore eu le temps de le lire. Je ne chicane pas le gouvernement, dit-il. La session tire à sa fin, tout le monde l'espère du moins, mais le fait de présenter les résolutions avant le bill met les députés dans une drôle de situation. Je comprends que l'on procède assez hâtivement. Les résolutions, c'est demander à la Chambre de voter des sommes nécessaires qui seront dépensées pour le bill lui-même.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Faisant envoyer le bill à M. Drouin) Vous avez le bill maintenant.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je le reçois à l'instant, en effet. Il faudrait le lire en parlant.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce serait peut-être mieux.

**M. Drouin (Québec-Est):** Oui, pour le premier ministre. Ce ne serait peut-être pas mieux pour le gouvernement.

Je ne sais pas encore si cette commission diffère bien de l'ancienne, si le bill révèle une amélioration ou non. Nous verrons. S'il y a une amélioration, nous en serons heureux. On aurait peut-être pu se contenter d'amender la loi créant l'ancienne commission. Pour le moment, je ne me prononce pas parce que je n'ai pas lu le bill. Je voudrais l'étudier. Il nous est très difficile de nous prononcer maintenant dans les circonstances.

Toutefois, nous ne devons pas, en étudiant cette loi, laisser détourner notre attention du fait qu'il y en a une troisième, qui est la plus importante, à notre avis, et que le gouvernement a annoncé: celui créant la concurrence d'État. Celui-ci n'est pas le bill important.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Québec-Est dit que ce bill n'est pas important. Si la troisième loi est plus importante, il n'y a pas de doute alors qu'il ne fera pas perdre le temps de la Chambre. J'espère qu'on n'en retardera pas l'étude.

(Rires)

Quant au chef de l'opposition, il ne devrait pas faire beaucoup d'objection parce qu'il prétend que cette loi est semblable à celle de 1935. C'est une prophétie. Il n'a pas encore lu la loi actuelle et prétend qu'elle ne diffère pas de l'autre. Il ne sait pas ce que sera la troisième loi, mais il dit qu'elle ne vaut rien et qu'elle est pareille à celle de 1935, puis il ajoute: "C'est un fouet qui ne vaut rien." Beau compliment à sa loi, puisque c'est la même. Pourquoi dit-il que c'est un fouet qui ne vaudra rien, puisqu'elle est semblable à la loi qu'il a lui-même supportée? C'est une appréciation extraordinaire.

Le chef de la gauche a aussi cité M. Dutil. Mais depuis le début de la session, le chef de l'opposition ne savait pas cela, nous avons pourtant passé une loi pour dire que le texte français prévaut sur le texte anglais aux fins d'interprétation. Il doit pourtant savoir qu'en français, ces deux mots ne veulent pas dire la même chose; il y a une différence, en français, entre les mots "pourra" et "devra". "Devra" comporte une idée d'obligation, tandis que "pourra" indique quelque chose de facultatif.

Il a parlé aussi du vote conjoint des deux Chambres nécessaire pour la destitution d'un commissaire. Ceci prouve d'abord qu'il n'a pas confiance dans les tribunaux qui possèdent des pouvoirs législatifs que la Législature ne peut avoir. Nos tribunaux offrent bien plus de garanties d'impartialité et de compétence que les deux Chambres. Ceci prouve aussi qu'il ne connaît pas son histoire parlementaire parce que, l'an dernier, nous avons fait destituer les commissaires de la Commission des liqueurs, quand il prétend que cela ne s'est jamais fait.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, mais ils ne furent pas démis par une adresse conjointe des deux Chambres, mais simplement par la destruction de la Commission.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En tout cas, les commissaires des liqueurs n'existent plus. On est allé encore plus vite. Autrefois, lorsque le gouvernement avait une majorité écrasante dans les deux Chambres, on avait imposé cette obligation d'une adresse conjointe. Nous voulons assurer la sécurité et la protection. Les commissaires de la régie auront un appel au plus haut tribunal de la province, si on les démet à leur tour. Nous avons voulu donner plus de stabilité à la régie en la soustrayant à la politique, puisque le lieutenant-gouverneur en conseil ne pourra destituer un des membres qui

formera la régie sans que ce dernier ne puisse se prévaloir d'un droit d'appel au juge en chef de la province. On a parlé du Témiscamingue; pour le Témiscamingue nous verrons. Je puis lui dire que la loi qui y a trait est sous presse et qu'elle sera étudiée le plus tôt possible.

La loi actuelle offre des différences avec l'ancienne.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si vous permettez, M. le président, je m'oppose à ce que le premier ministre discute sur le principe du bill. Que le premier ministre discute les détails de la loi, il faudra me permettre de répondre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'opposition ne veut pas avoir de détails, que le chef de l'opposition ne se plaigne pas. Je veux lui donner des renseignements.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les destitutions comme celles des commissaires de la Commission des liqueurs sont des destitutions illégales. Le premier ministre le sait. Lorsque nous avons discuté la loi, j'ai demandé au premier ministre d'accorder une pétition de droit aux commissaires, afin de permettre à ces derniers de s'adresser aux tribunaux pour avoir justice. Mais le premier ministre a refusé de l'accorder, et pour cause. Il sait très bien que la démission de M. Cordeau, l'ancien président de la Commission des liqueurs, était illégale. Et c'est pour cette raison qu'il ne veut pas accorder la pétition de droit à M. Cordeau. Si le premier ministre est si sûr de la légalité, qu'il permette donc à M. Cordeau de poursuivre le gouvernement, ou du moins d'en appeler à un juge, comme on l'a fait pour les membres de la nouvelle régie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition mêle le nom de M. Cordeau aux débats. Puisque ça fait plaisir au chef de l'opposition, je vais aider M. Cordeau, l'ami de M. Bouchard, et je vais donner un message au chef de l'opposition pour M. Cordeau. Car je vois que l'opposition ne pense qu'à M. Cordeau, dans la mesure d'intérêt public, au lieu de songer à l'intérêt public. Si M. Cordeau est si assuré que la loi que nous avons passée sur la Commission des liqueurs est illégale et inconstitutionnelle, qu'il attaque donc la constitutionnalité de la loi. Qu'il ait donc le courage de poursuivre le gouvernement! Il n'a pas besoin de permission et de pétition de droit pour attaquer la légalité d'une loi.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Mais ça coûte cher.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'il est sûr que la loi est inconstitutionnelle, qu'a-t-il à craindre?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Donnez-lui la permission de poursuivre pour obtenir son salaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce qui intéresse l'opposition de M. Cordeau et ses amis, ce n'est pas la constitutionnalité des lois, mais c'est le salaire seulement. Nous, ce qui nous intéresse, c'est la légalité des lois.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Mon opinion est que la loi de la municipalisation n'était pas bonne; cette loi est pareille à la précédente: elle n'est pas bonne; la troisième ne sera pas bonne<sup>4</sup>. Dans cette question d'électricité, tout se tient depuis le début jusqu'à la fin sous le nouveau régime. Je suis sincère et je ne ferai pas de critique destructive du bill pour le moment, mais je n'hésite pas à déclarer qu'avec cette loi, on ne fera pas mieux qu'avec les autres. Car c'est encore une loi pour de l'étude sur la question de l'électricité et pas autre chose. Des études, il y a assez longtemps qu'on en fait.

En 1908, il y eut un grand mouvement en Amérique du Nord pour la municipalisation de l'électricité. Le Manitoba a commencé. L'Ontario a suivi avec l'Hydro. La province de Québec a créé une commission des services publics. Les compagnies ont demandé la création de commissions de services publics pour donner aux consommateurs l'illusion qu'on créait un organisme pour les protéger. On a ainsi apaisé le mouvement qui commençait. Ces commissions étaient, comme toutes les autres, revêtues de pouvoirs extraordinaires, mais elles n'ont servi que de trompe-l'œil. Ce n'était que des paravents pour ajourner la question, un instrument qui fait l'œuvre des trusts et encourage leur surcapitalisation.

La nouvelle loi nous propose des études et des commissions d'étude; nous en avons eu tant et plus depuis 1930. En 1930, la ville de Québec a eu une commission d'électricité pour étudier.

**M. Pouliot (Missisquoi):** Vous nous dites que vous êtes opposé aux commissions d'étude, etc. Très bien! Mais alors, voulez-vous dire à la Chambre une fois pour toutes ce que vous suggérez comme solution en matière d'électricité?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je répondrai plus tard au député de Missisquoi. Les études sont faites. En 1933<sup>5</sup>, la Ville de Québec a créé une commission d'ingénieurs qui a coûté \$25,000 pour étudier. En 1932, le gouvernement provincial avait ordonné à la Commission des services publics de faire une enquête sur la question de ruralisation électrique.

L'opinion publique n'était pas satisfaite. On a aussi créé la commission Lapointe, qui suggéra de former une commission provinciale d'électricité pour continuer à étudier. Et aujourd'hui, enfin, nous avons encore un nouvel organisme pour faire une commission qui va étudier. Il me semble que c'est bien inutile; l'étude, elle est faite: il a été très clairement prouvé que ces gens abusent des consommateurs, et je dis que le seul moyen de trouver une solution, c'est la nationalisation et la municipalisation. Quand on a une loi qui tue la municipalisation, la nationalisation se trouve cependant impossible. Rien ne peut marcher! Voilà ma réponse à mon collègue.

Aux États-Unis, Roosevelt agit. Il fait la concurrence d'État et ne se confine pas seulement à des études.

On nous propose de nouvelles études sur la capitalisation. Pourquoi? À l'enquête sur la commission Lapointe, on a admis qu'il y avait \$40,000,000 de mouillage dans les stocks des compagnies. Et en réalité, je crois qu'il y en a encore plus. Avec la nouvelle loi, les compagnies iront devant les tribunaux et plaideront, et ça ne finira jamais. Jamais les compagnies dans la province de Québec ne vendront l'électricité au prix de la province d'Ontario. Elles ne peuvent le faire sans courir à la faillite à cause des obligations, le stock mouillé, qu'elles ont.

On parle des droits acquis; on parle de protéger les veuves et les institutions qui ont confié leurs épargnes aux compagnies, mais il faut songer aussi aux droits des consommateurs qui sont exploités depuis 30 ans. Maintenant, on dit que la loi n'entrera en vigueur que le 1<sup>er</sup> septembre, ce qui va donner une plus valeur d'achalandage aux systèmes à exproprier. On va ainsi forcer les villes à payer des prix exorbitants. Pourquoi ce retard? Il a été prouvé par l'expérience du passé que la régie d'état et la surveillance d'un trust aussi puissant que le trust de l'électricité est une chose inefficace. Avec la loi, on va charger l'agneau de surveiller le loup.

**M. Bastien (Berthier):** La loi que présente le premier ministre est à peu près la loi de 1935, sauf une petite différence, a-t-il dit.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si c'est la même chose que l'ancienne loi, taisez-vous donc et passez la.

**M. Bastien (Berthier):** Je crois que je suis le député qui a le plus le droit de protester contre cette loi-là. Le premier ministre est venu chez nous, dans mon comté, pendant la campagne électorale, et il a dit que la loi de 1935 était un fiasco. Il a ensuite dit: "Si je prends le pouvoir, je me suis engagé avec le Dr Hamel à nationaliser l'électricité..."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je n'ai jamais dit ça, et ni de près ni de loin. Je n'ai pas d'objection à ce que le député de Berthier fasse des farces, mais qu'il les prenne à son compte. Je ne me suis pas engagé à suivre le député de Québec-Centre ni un autre, mais à suivre uniquement la voix de ma conscience pour mettre à exécution le programme que j'avais préconisé.

(Applaudissements à droite)

**M. Bastien (Berthier):** Mais, dans ce temps-là,

la conscience du premier ministre lui disait de nationaliser les pouvoirs d'eau. C'est pour cela que ma belle majorité a diminué, que je ne suis arrivé qu'avec trois voix, puis une seule voix!

Toute ma vie, j'y penserai à cette fameuse loi, car elle a failli me faire battre. Depuis, j'attends ce bill 48, ce bill de la régie. Ce sera le cauchemar de ma vie. Elle m'a fait perdre ma belle majorité de 865 voix des élections du 25 novembre 1935 pour la réduire à une seule voix, répète-t-il.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

sourit.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre a dit: "Vous allez avoir un homme de poigne qui va nationaliser." C'est ce qui a été la cause de ma presque déconfiture.

(Rires)

Sans ça, je n'aurais pas subi tous les quolibets de la Chambre que j'ai dû endurer.

Si le premier ministre avait dit ça au peuple, que c'était ça son programme, je l'aurais gardée, ma belle majorité, je l'aurais augmentée.

Et le député de Québec-Centre (M. Hamel), qui venait avec son bel air de franchise exhiber des documents avec la signature de Maurice le Noblet Duplessis: ça impressionnait, que voulez-vous. Le peuple l'a cru.

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Il est évident que le député de Berthier laisse trotter la folle du logis...

**M. Bastien (Berthier):** Malherbe a dit ça avant vous.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Si le député de Berthier avait fait le discours qu'il vient de prononcer à ses électeurs, il ne serait pas ici et cela économiserait beaucoup de temps à la Chambre.

Le député de Québec-Centre (M. Hamel) a dit que la loi n'était pas bonne. Il ne l'a seulement pas lue, car elle vient d'être distribuée il y a une minute. Mais il déclare qu'elle ne vaut rien. Il fait un retour sur le passé et dit que la loi de 1935 n'est pas bonne, puis il nous dit que même la troisième loi sur la régie électrique, qui est à venir et n'est pas imprimée, n'est pas bonne non plus. Comment pouvez-vous dire qu'elles ne sont pas bonnes? La loi lui est inconnue.

(Rires)

Cela me peine de l'entendre parler ainsi. Car le député de Québec-Centre donne l'impression qu'il obéit à des préjugés contre le gouvernement, en condamnant à l'avance, à priori, une loi qu'il n'a même pas lue et qu'il ne connaît pas, tout simplement parce que c'est le gouvernement qui présente cette loi. Ce n'est pas juste pour lui!

Il donne l'impression qu'il veut tout condamner, du moment que ça vient du gouvernement: il veut tout trouver mauvais. Tout ce que nous faisons, d'après lui, est mal et il ne se donne même pas la peine de lire la loi avant d'en parler. Le député de Québec-Centre aurait bien plus de force auprès des électeurs s'il montrait moins de préjugés et s'il admettait que même par accident le gouvernement peut faire quelque chose de bien.

Je lui donne un bon conseil. Qu'il attende donc de lire la loi avant d'en parler. Qu'il attende que la future loi, qui n'est pas encore imprimée, soit au moins déposée avant de dire qu'elle ne vaut rien. Et je suis certain qu'il nous fera des compliments. On ne se prononce pas sur un document sans l'étudier.

En déclarant que tout est de travers, que tout est mauvais, avant même de savoir ce qu'il y a dans la loi, c'est de nature à lui faire dommage. Il devrait faire attention à ça!

Car le plus fin des hommes ne peut tout de même pas se prononcer avant d'avoir lu ce qu'il veut condamner. Si le député de Québec-Centre est si savant qu'il peut se passer de tout cela, je le félicite, mais je crains que peu de monde l'en croie. Et, je le

répète, cette façon d'être préjugé n'est pas juste pour lui-même.

(Applaudissements à droite)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le premier ministre est très instruit et désormais, quand j'aurai l'impression d'avoir lu quelque chose, j'irai le trouver pour lui demander si j'ai lu réellement. Quand je me prononce sur les questions d'électricité, j'ai été assez heureux jusqu'à maintenant. J'ai dit que la municipalisation ne valait rien et que cette loi-ci sera la même chose. Les commissaires vont aller chercher leur traitement dans les sommes que vont verser les compagnies.

L'article 27 dit: "Toutes les dépenses de la régie, y compris les traitements, salaires et gages des régisseurs et des personnes mentionnées à l'article 18, sont payées par les distributeurs suivant les règles déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
C'est effarant, comme compréhension!

**M. Hamel (Québec-Centre):** J'ai déjà dit que la loi de la municipalisation ne valait rien et je dis que celle-ci n'atteindra pas son but. Ce qui me choque, c'est que ce sont les régisseurs eux-mêmes qui iront chercher de quoi se payer à même les fonds perçus des compagnies.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Ce ne sont pas les régisseurs qui collectent des compagnies, c'est le gouvernement. Et c'est le gouvernement qui paie les régisseurs. Mais lorsque le gouvernement fait payer les compagnies, l'honorable député de Québec-Centre (M. Hamel) n'aime pas ça. Et quand le gouvernement ne fait pas payer les compagnies, il n'aime pas ça non plus. D'autres fois, il trouve qu'on ne les fait pas payer assez. Il trouve effrayant que le gouvernement perçoive des taxes qui viennent des compagnies, et à suivre sa logique, il ne faudrait pas les taxer, car il trouve que cet argent-là est dangereux.

Une pareille façon de raisonner est, je le répète, injuste pour le député de Québec-Centre, et ça me fait de la peine pour lui. Mais que veut-il donc? Il n'a pas lu le bill; qu'il attende donc de le lire.

**M. Hamel (Québec-Centre):** J'ai eu la précaution de lire le bill avant de me lever. L'article 27, répète-t-il, dit: "Toutes les dépenses de la régie, y compris les traitements, salaires et gages des régisseurs et des personnes mentionnées à l'article 18,

sont payées par les distributeurs suivant les règles déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, c'est encore pire que je pensais. Je croyais au moins qu'il ne l'avait pas lu.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je vois une autre clause qui aura pour effet de s'appliquer aux municipalités.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le député lise donc au moins le bill. Nous disons en toutes lettres que les ordonnances de la commission ne s'appliquent pas aux municipalités qui ont municipalisé leurs services.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Mais pour les villes qui municipaliseront, ça s'applique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non plus.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le premier ministre ne savait pas comment s'y prendre pour contraindre les compagnies à faire leur part et, paraît-il, il a, je le concède, fait de l'esprit: un peu comme il en faisait lorsqu'il disait aux compagnies, au sujet de la taxe sur les corporations: "Vous êtes mieux de vous faire arracher une dent par un avocat que de vous faire casser la gueule par un dentiste." Je ne sais pas si le mot est vrai; mais il reflète bien la situation à l'heure actuelle.

(Rires)

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Tout le monde ne s'accorde évidemment pas avec le député de Québec-Centre (M. Hamel) sur la valeur de la loi de la municipalisation. Hier, encore, deux citoyens de mon comté, dont l'un est un bon libéral, sont venus me voir parce qu'ils s'occupent d'un projet de municipalisation dans le comté de l'Islet, et ils nous ont demandé de municipaliser; ils m'ont dit qu'ils vont se prévaloir de la loi pour municipaliser l'électricité.

(Applaudissements à droite)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Sous l'ancien régime, il y a eu 50 demandes de ce genre-là qui sont restées de côté après la loi de 1935. Ça n'a rien produit. Demander et obtenir, ce sont deux choses différentes. Voyez combien de villes ont pu municipaliser.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Vous allez voir.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Eh bien! L'enfer est pavé de bonnes intentions. Le gouvernement présente la législation la plus importante à la fin de la session. Lorsque les libéraux étaient au pouvoir, le premier ministre actuel, qui était chef de l'opposition, adressait le même reproche à l'ancien régime. Il faisait feu et flamme parce que des bills étaient présentés à la hâte sur la fin de la session.

Aujourd'hui, le premier ministre accuse le député de Québec-Centre de n'avoir pas pris connaissance du bill. Le gouvernement fait distribuer les bills à la dernière minute, afin de pouvoir dire: "Vous n'avez même pas eu le temps de le lire." Ce n'est pas surprenant, car au lieu d'apporter un bill en temps utile, le premier ministre le tient en réserve...

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Il les tient dans des valises<sup>6</sup>!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On accuse les députés de ne pas connaître les lois, mais on les met dans l'impossibilité physique de les lire. On nous demande de l'argent pour l'application d'une loi que nous ignorons. Nous n'avons pas même eu le temps de lire ces bills. On dirait que le premier ministre veut appliquer ici le régime de l'arbitraire et de l'absolutisme, mais nous n'en voulons pas. Je suis contre ce procédé!

**M. Drouin (Québec-Est):** Quelle est la garantie d'un député qui veut être sérieux et étudier la législation? La première chose, c'est de prendre connaissance des bills; mais dans le présent cas, il n'y a rien sur le *Feuilleton*, et on nous fait distribuer le bill pendant la séance. Comment pouvons-nous être en état de voter des résolutions si nous ne sommes pas renseignés sur le bill? Je ne veux pas chicaner le gouvernement sur ce point, mais, à tout le moins, nous pourrions avoir au moins une demi-heure ou une heure de délai pour l'étudier<sup>7</sup>. Je ne demande pas des délais exorbitants.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** M. le président, je suis heureux d'entendre le député de Québec-Est dire qu'il lui faudrait au moins quelques minutes pour étudier ce bill<sup>8</sup>.

Mais, comment concilier cette déclaration avec celle du député de Québec-Centre qui, devant une loi importante comme celle-ci, de 12 pages, sur

laquelle les avocats de la Chambre ont travaillé avec soin, s'écrit en somme que le bill ne vaut rien ou à peu près rien.

(Applaudissements à droite)

C'est pour le moins un peu d'esprit de parti pris. Il n'a eu que cinq minutes pour étudier le bill. D'un côté, nous avons un prétendu champion des libertés économiques qui se bat contre les trusts et qui a eu le bill entre 4 heures et 4 h 15, et qui prétend qu'il ne vaut rien. Le député de Québec-Centre ne devrait pas parler d'un fouet de laine d'Angora, s'il trouve que le gouvernement fait trop payer les compagnies.

D'un autre côté, nous avons un autre champion du même groupe qui déclare qu'il n'a pas eu le temps raisonnable pour étudier le bill avant de se prononcer. Comment, M. le président, concilier ces deux déclarations? Je ne veux pas chicaner mes honorables collègues, mais je veux signaler leur différence d'envisager la mesure en discussion. Je désire signaler ceci à la Chambre pour que l'on sache où sont les esprits sérieux, et où sont ceux qui font du tout une question de parti.

J'ai noté, dans le discours de l'honorable député de Québec-Centre (M. Hamel), ce passage où il dit que nous avons trop d'enquêtes. Il référerait sans doute aux enquêtes de la cité de Québec, de la commission Lapointe. Tous les hommes sérieux étudient ce problème de la nationalisation dans la province de Québec. Mais comment l'honorable député de Québec-Centre peut-il se scandaliser? Qu'il relise donc le programme de l'Union nationale<sup>9</sup>, tel que publié dans *L'Action catholique* du 12 août 1936 par M. Oscar Drouin, l'organisateur d'alors de l'Union nationale. Je vais lui lire.

Ce programme dit notamment ceci: "Enquête immédiate par une commission indépendante spécialement nommée dans ce but et possédant tous les pouvoirs nécessaires, afin de déterminer s'il est de la province d'acquiescer graduellement, à un coût permettant de baisser substantiellement les taux actuels, tout en amortissant le prix d'achat, les compagnies produisant ou distribuant de l'électricité dans la province."

"Enquête complète sur la structure et les méthodes financières des compagnies d'électricité, d'utilité publique et sur l'assainissement de leur capitalisation." Il n'y est nulle part question d'hydro. Tout ce qu'il est fait mention dans ce programme, c'est d'une enquête spéciale par des personnes compétentes sur les compagnies électriques afin de savoir si l'on peut étatiser.

(Applaudissements)

Voilà M. le président. Ce sont ces articles que nous avons prêchés dans la province et dont nous sommes fiers.

(Applaudissements soutenus à droite)

On a dit que le premier ministre ne tenait pas ses promesses. Et ceux qui nous appellent aujourd'hui des traîtres et des vendus ont pris l'engagement solennel de suivre ce programme demandant des enquêtes, et d'appuyer l'honorable premier ministre pour l'exécution de chaque point, chaque virgule de ce programme. Voici le programme de l'Union nationale! Voici le programme du Dr Hamel à l'École sociale populaire! Or, tout ce que nous avons promis est dans la loi que nous étudions en ce moment. C'est ce que nous faisons, une enquête. Si le député de Québec-Centre a changé d'avis dans la Beauce, nous, nous tenons à nos promesses.

(Applaudissements soutenus à droite)

C'est dire que dans le temps, le député de Québec-Centre n'était pas satisfait des enquêtes tenues jusqu'alors, puisqu'il adhérait à ce programme, et aujourd'hui il dit que nous avons trop d'enquêtes. S'il était convaincu que ces enquêtes sont trop longues, et qu'il approuvait le programme demandant des enquêtes, il trompait le peuple de cette province.

Aujourd'hui, nous présentons une loi comportant toutes ces conditions mentionnées dans le programme de l'Union nationale. L'honorable député de Québec-Est se riait de l'attitude du premier ministre en disant qu'il brandissait un fouet de laine d'angora pour faire marcher les compagnies. Aujourd'hui, il en tire un argument contre le gouvernement quand nous voulons forcer les compagnies à payer pour l'enquête qui sera faite sur leur structure financière, sur leur capitalisation, sur leur actif physique.

Est-ce bien juste de sa part? Pourquoi le député de Québec-Centre n'a-t-il pas protesté au temps des élections? Voulait-il tromper le peuple? Que la Chambre juge par là de la sincérité des adversaires du gouvernement.

De plus, M. le président, l'honorable député de Berthier (M. Bastien) a parlé sur un ton badin, de nationalisation, d'étatisation d'électricité. Je dirai ceci: nous ne trouvons rien dans ce programme de l'Union nationale du 12 août 1936 qui prêche l'établissement d'une hydro provinciale...

**M. Drouin (Québec-Est):** L'honorable ministre me permettra-t-il de lire le passage se rapportant à l'hydro dans le programme?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Certainement, vous pourrez le citer quand vous aurez



fini, mais je ne vois rien à ce sujet dans l'article que je lis. Peut-être l'article est-il incomplet?

**M. Drouin (Québec-Est):** À la convention de Sherbrooke?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le député de Québec-Est pourra parler après, dit-il.

Ce que je viens de lire à la Chambre est le programme de l'Union nationale communiqué à la presse par son organisateur en chef. Il peut se faire que l'article ne soit pas complet, mais celui qui avait le pouvoir de contrôler ce programme et de le répandre dans la province était le député de Québec-Est, qui était l'organisateur en chef de l'Union nationale dans la province. C'est lui qui a la responsabilité de ce qui s'est publié.

(Applaudissements à droite)

L'expropriation de la Beauharnois, on en a parlé dans la Beauce, et avec quel résultat? Les adversaires du gouvernement ont dit dans la Beauce que nous nous étions engagés à exproprier la Beauharnois...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jamais... Jamais!

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Du reste, j'ai suivi l'honorable chef du gouvernement actuel, au cours de sa campagne, dans de nombreuses assemblées dans plusieurs centres, et jamais, à ma connaissance, il ne s'est engagé sur les tribunes à exproprier la Beauharnois. Il n'est pas allé au-delà de notre programme qui donnait entière satisfaction au peuple, puisqu'il lui a confié le pouvoir de mettre ce programme à exécution. C'est ce qu'il fait aujourd'hui, comme il l'a dit.

Mais, il y a plus, M. le président. L'honorable député de Québec-Centre a parlé souvent de l'étatisation de la Beauharnois. Il l'a réclamait tout de suite après les élections. Eh bien! Je tiens à souligner que, dans le programme de l'École sociale populaire, il y avait un chapitre rédigé par l'honorable député de Québec-Centre, et qui disait notamment ceci: "Organiser une concurrence aux compagnies par une commission, et faire enquête sur la Beauharnois." Le député de Québec-Centre ne disait pas alors qu'il fallait acheter la Beauharnois. Le programme ne parle pas d'expropriation. Je ne le chicane pas sur ce point: il a droit à son opinion, mais il n'a pas le droit de dire que nous nous étions engagés à exproprier la Beauharnois. J'ai relevé, dit-il, les paroles du député de Québec-Centre en 1934,

non pour lui en faire reproche, mais pour lui demander d'être plus juste pour le gouvernement.

Quant aux contrats, lorsque deux parties contractantes, saines d'esprit, ont signé un engagement, il n'y a que les tribunaux qui peuvent intervenir pour briser ces contrats librement consentis. On n'a pas le droit de sanctionner un vol. Le chapitre du député de Québec-Centre dans le programme de l'École sociale populaire disait: "Faire enquête sur la Beauharnois Power Corporation, la Beauharnois Company et la Montreal Light, Heat & Power Consolidated, et, sur preuve d'abus suffisants, étatiser les usines hydroélectriques de la Beauharnois, en garantissant les obligations et en ne versant aux actionnaires qu'une rémunération correspondant à leur mise de fonds réelle; Imposer au trust un contrôle à la génération et à la distribution de l'électricité afin d'assurer à tous des taux modérés; Protection du gouvernement aux municipalités qui, après un référendum, désirent municipaliser leur électricité."

M. le président, même avant d'étatiser la Beauharnois, l'honorable député de Québec-Centre réclamait des enquêtes, des études. Le contrôle qu'il réclamait pour abaisser les taux, nous le donnons dans les résolutions en discussion, et le droit de municipaliser, après un référendum, nous l'avons donné sans restriction. L'honorable député de Québec-Centre, qui me connaît bien et avec qui j'ai discuté ces problèmes souvent, sait que je n'approuve pas personnellement l'annulation des contrats de M. Hepburn, tout en reconnaissant ce que le premier ministre d'Ontario a fait pour les Canadiens français de sa province; ce pouvoir n'appartient qu'aux tribunaux.

Mais il ne peut nier qu'il ne voulait l'étatisation de la Beauharnois qu'après une enquête, et la municipalisation après un référendum régulièrement fait, comme celui que nous avons édicté dans la loi de l'honorable ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau). Si l'honorable député de Québec-Centre a changé d'opinion dans la campagne de la Beauce, libre à lui, mais qu'il respecte ses adversaires, et qu'il cesse de faire dire à ses amis que nous sommes des traîtres et que le gouvernement qui tient toutes ses promesses, tous ses engagements, est vendu au trust.

(Applaudissements à droite)

Les nationaux dissidents ont voulu, sur le bill de la municipalisation, mettre les chômeurs et les gens qui n'ont pas le sou sur le même pied que les propriétaires. Qu'il ne vienne pas dire après cinq minutes de lecture de la loi qu'elle ne vaut rien!

Un dernier mot. J'ai eu l'occasion de dire qu'un journaliste de Québec manquait certainement de sérieux quand il a dit, en parlant de la loi de la municipalisation comparée à l'ancienne loi: "Blanc bonnet et bonnet blanc". Enfin, ce journaliste ne peut pas toujours prendre tous les gens pour des imbéciles, car toute la population s'est rendue compte de l'amélioration notable de la loi. La loi a été publiée dans les journaux. Tous les esprits sérieux l'ont lue, et pour la première fois depuis la Confédération, une loi de ce genre donne aux municipalités le droit d'exproprier les compagnies. Mais rien que ce droit, qui concerne le trust, devrait empêcher le journaliste en question de dire que les lois sont semblables.

Je ne veux pas me plaindre des journalistes. Nous ne sommes pas opposés à la critique. Nous y sommes habitués. Les hommes publics doivent prendre la critique avec un sourire, tout en exigeant qu'elle soit juste. Mais je veux montrer quel est le sérieux de nos critiqueurs et de nos pourfendeurs. Que m'a répondu ce journaliste, répète-t-il? Je ne veux pas blâmer ce journaliste, mais il est revenu à la charge en disant qu'un ministre avait fait allusion à cette histoire de "blanc bonnet et de bonnet blanc".

Et ces jours derniers, en réponse à des remarques que j'avais faites, il disait: "Je devrais plutôt dire "noir bonnet et bonnet noir", parce que cette loi marque le deuil de la municipalisation." Quelle discussion sérieuse, quel grand esprit d'analyse; M. le président! Quelle envergure! Quel esprit de synthèse philosophique! J'espère que les esprits sérieux jugeront à leur mérite ces hommes qui veulent faire croire que nous sommes vendus aux trusts. On jugera par de telles remarques le sérieux de nos adversaires.

M. le président, dans cette question de l'électricité, pourquoi n'y aurait-il qu'une vérité intégrale et pourquoi n'y aurait-il que le député de Québec-Centre (M. Hamel), ennemi des monopoles, qui aurait le monopole de la bonne législation en matière d'électricité? Qu'on cesse donc de nous imputer des motifs condamnables, quand le peuple nous a fait confiance pour présenter ces lois sur l'électricité. Je ne le crois pas et j'affirme que le gouvernement de l'Union nationale ne manque à aucun de ses engagements.

(Applaudissements soutenus à droite)

**M. Hamel (Québec-Centre):** On a parlé du programme de l'Union nationale. Ce programme était basé sur celui de l'Action libérale nationale (A.L.N.). M. Paul Gouin a préparé ce programme en

collaboration avec d'autres, sans que j'y sois pour quoi que ce soit. On m'a demandé en 1934 de me joindre l'A.L.N. J'ai d'abord refusé, disant que le programme n'allait pas assez loin sur la question des trusts de l'électricité. J'ai dit à M. Gouin: "Renseignez-vous et nous discuterons de nouveau." On est revenu. Un an après, j'ai consenti à me joindre à l'A.L.N. à condition que l'on me donne des garanties suffisantes contre les trusts. Ces conditions ont été clairement posées.

Quant à l'article du programme auquel a référé le député de Matane (l'honorable M. Gagnon) - j'ai de M. Gouin un écrit à son sujet - où le chef de l'A.L.N. me disait que cet article n'empêcherait pas la nationalisation immédiate de la Beauharnois. Dans l'article original, que j'ai rédigé, je disais qu'il fallait nationaliser la Beauharnois. M. Gouin voulait en même temps l'expropriation de la Montreal Light, Heat. Pour régler le problème, j'ai dit que l'enquête avait été faite à Ottawa sur la Beauharnois. Le député de Matane le sait. C'est sous son régime fédéral. M. Gouin ignorait cela. Je crois qu'il était sincère.

Si j'ai accepté de faire une enquête sur la Beauharnois, il a été décidé subséquemment, entre M. Paul Gouin et moi, d'étatiser cette compagnie. M. Paul Gouin et moi partageons la même idée quant à la lutte aux trusts de l'électricité. Cela, je le prêche sans interruption depuis 1931, tant à la radio que sur les tribunes publiques. Je l'ai dit souventes fois, lors de la dernière campagne aux côtés du premier ministre, et il ne m'a jamais dit de me taire, il ne m'a jamais demandé de n'en pas parler.

De plus, j'ai la garantie du premier ministre et de d'autres députés que la nationalisation serait faite et que des contrats seraient annulés. Le sont-ils? Je n'en vois pas. J'aurais pu me tromper. Mais, à date, je ne vois pas encore en quoi. Si on me prouve que je me suis trompé, je l'admettrai.

Et je dis qu'il n'y a pas 50 moyens de faire cette lutte. Je connais trop les manœuvres des trusts qui contrôlent tout dans cette province: la presse, la finance, même nos administrations municipales, qui fournissent aux caisses électorales, provinciales, fédérales et municipales. Ces puissances ne se mâtent pas par des commissions. J'ai assez étudié ces questions et j'ai assez observé pour manquer de confiance dans les commissions.

C'est pour cela que je n'ai pas confiance dans la surveillance par l'État. Si on forme encore des commissions d'enquête, elles seront encore sous la domination des trusts, comme ce fut toujours le cas. L'expérience l'a prouvé. J'ai confiance dans la concurrence directe.

J'ai assez vu, dans le bill pour être fixé, la municipalisation telle qu'on nous l'a donnée, des journaux indépendants des provinces voisines, qui, eux, sont indifférents, condamnent le présent bill. Ce sont des journaux qui ne sont pas de notre province, et qui n'ont que le seul intérêt de voir ce qui se passe.

Le député de Matane m'a parlé de l'élection de la Beauce. J'ai participé à l'élection de la Beauce, j'ai fait là-bas une élection nette et loyale. Jamais je n'ai prononcé les noms des deux candidats adversaires, du moins jamais pour lancer des injures. J'ai fait une lutte d'idées, tout simplement, sans m'attaquer aux personnes des candidats. Je ne veux pas entrer dans les personnalités. Et les reporters de la presse affirmeront ce que je dis. Mais quand j'ai des écrits, des engagements signés et qu'on ne les respecte pas, j'ai bien le droit de dire aux signataires que je me demande ce qu'ils font de leur signature. Avais-je tort de les flageller?

Dimanche dernier, j'ai été approché par un trustard, un grand financier de Washington. Il a voulu se payer ma tête. Je lui ai montré le projet de la présente loi et il a dit qu'elle était un non-sens. Pourtant, il était désintéressé. Hier encore, j'ai vu un autre type: le directeur de la People's Government League<sup>10</sup> de Washington, qui compte les Norris, les Smith et tant d'autres. Il n'en revenait pas lorsque je lui ai montré le bill de la municipalisation. Cet homme m'a dit qu'il trouvait que notre loi de municipalisation est une grande comédie. Moi aussi je trouve cela.

Bref, je demande à cette Chambre d'attendre. Les faits sont là. Les résultats de la loi confirmeront ce que j'ai dit. Et j'espère bien que lorsque je serai enterré six pieds sous terre, le peuple aussi comprendra et verra que c'est pour lui que j'ai livré mes combats, que c'est parce que je l'aurai aimé.

(Applaudissements)

**M. Drouin (Québec-Est):** L'attitude du député de Matane m'a beaucoup surpris. Il est un des meilleurs debaters de la Chambre. Il faut l'admettre. Mais il me permettra de lui dire - j'espère qu'il ne s'en offensera pas - que je suis surpris par ce que j'appellerai sa nouvelle attitude. Elle a changé. Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) a eu tantôt de grandes envolées oratoires sur la question de l'électricité. Je veux en relever une, celle où il a parlé du programme de l'Union nationale et où il s'est demandé: "Où trouve-t-on dans le programme de l'Union nationale une clause qui demande la création d'une hydro?" On sait comment il a parlé d'une hydro.

Voici un ministère qui est supposé présenter, d'ici la fin de la session, une loi pour créer une hydro. Et le ministre des Mines et Pêcheries est si peu convaincu qu'il dit qu'il ne l'a jamais promise, qu'il n'y a rien dans le programme indiquant que nous l'avons promise. Quelle conviction! Avec quelle ardeur, dans quelques jours, on créera cette hydro? Je croyais avoir donné des précisions au début de la session quant à notre programme et à mes idées.

À la convention de Sherbrooke, et je prie le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) de croire que je ne parle pas de cela par dérision - à la convention de Sherbrooke, où il était l'un des candidats, le Parti conservateur a adopté une résolution très claire (M. Drouin la lit): une résolution où il est question d'une commission hydroélectrique provinciale qui ferait la concurrence aux trusts et du droit pour les municipalités de développer des pouvoirs d'eau. C'est tellement clair que, dans le programme, le sous-titre indique "Hydro".

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Continuez votre lecture.

**M. Drouin (Québec-Est):** "... après référendum et le consentement de la majorité des propriétaires." Mais le premier ministre veut me faire prendre une voie d'évitement. Il ne réussira pas. Le Parti conservateur, dont bien des adhérents font partie de l'Union nationale, a fait son lit à Sherbrooke avec l'établissement d'une hydro. C'est vrai que c'est moi qui ai fait publier le programme.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Puis-je demander au député quelle différence il y a entre une régie et une hydro, étant donné la définition que nous avons eue du chef de l'opposition?

**M. Drouin (Québec-Est):** Mais il y a toute la différence du monde.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
On demandait alors un référendum pour les propriétaires; ne l'avons-nous pas accordé dans notre loi?

**M. Drouin (Québec-Est):** Mais j'ai déjà eu à répondre à une question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je ne veux pas interrompre le député de Québec-Est. Mais que le député attende donc la loi qui aura trait à

l'hydro. Quand il lira notre loi, il nous félicitera, peut-être. Si la loi ne fait pas son affaire - certains députés ne seront jamais contents - il la discutera. Mais pour le moment, il est question de régie et non d'hydro.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je ne m'éloignerai pas du débat. Que le premier ministre ne craigne pas. La politique de l'Union nationale...

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Puis-je poser une question au député?

**M. Drouin (Québec-Est):** Encore? Très bien, mais je vais être obligé de prendre ces questions en note si je veux y répondre.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Voici. Tout à l'heure je n'ai pas tiré la conclusion que j'étais contre la création d'une hydro. Du fait que j'ai prétendu que ce n'était pas dans notre programme, ça ne voulait pas dire que j'étais contre, puisque nous avons créé les bases d'une hydro.

Il (l'honorable M. Gagnon) commence la lecture d'un document.

**Des députés de l'opposition:** À l'ordre. Le ministre n'a pas le droit de faire un discours.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le mot "régie" est substitué au mot "commission" par le gouvernement. J'admetts, dit-il, la définition du député de Portneuf (l'honorable M. Dussault), mais une hydro, c'est le développement d'un pouvoir d'eau par l'État.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** pose de nouveau sa question.

**M. Drouin (Québec-Est):** Enfin, laissez-moi parler! Je vois ce qui vient dans le bill.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** sourit.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je ne prolongerai pas le débat. Le programme de l'Action libérale nationale<sup>11</sup> se lisait comme suit: "Briser par tous les moyens possibles l'emprise des trusts, spécialement ceux de l'électricité, de l'industrie du papier; aménager des pouvoirs d'eau." Qu'est-ce que nous avons compris à la lecture de notre programme, sinon qu'on voulait une hydro? C'est ce programme-là qui a été publié. Nous avons compris qu'il y avait

une promesse d'hydro. C'est ce qu'a compris toute la province de Québec.

Quand nous avons bataillé pour ça, quand nous nous sommes séparés de notre parti, quand nous avons lutté avec l'Action libérale nationale, puis avec l'Union nationale; mais qui croira que nous l'aurions fait si nous n'avions pas eu nos garanties, qui croira que nous nous serions battus aussi ardemment, si ce n'est pour le triomphe de nos idées? Je me suis séparé du Parti libéral parce que je n'obtenais pas satisfaction sur cette question. Pensez-vous que nous serions entrés dans l'Action libérale nationale si on devait ne pas nous donner cela, pensez-vous que nous serions entrés dans l'Union nationale, un parti qui bifferait cet article de son programme?

Nous avons préconisé une hydro pendant la dernière campagne. Et à cette époque, le ministre actuel des Mines et Pêcheries était solidaire de nous tous; il prêchait bien cette idée. Dans ce temps-là, il n'y avait pas dans l'Union nationale deux doctrines et deux principes sur la question de l'électricité. Et il y a plusieurs députés de cette Chambre qui ont signé un engagement formel. Ils se sont engagés sur leur honneur à combattre les trusts et à lutter pour une concurrence immédiate de l'État sur les points stratégiques et non au Témiscamingue. Et où est allé tout cela?

Je me demande si ces gens-là s'engageaient pour la régie? Je tiens à dire à la province que nous ne reculerons jamais. Nous continuons, nous, à prêcher la même doctrine, les mêmes principes et la même application. Ce n'est pas nous qui avons changé. Nous ne reculerons pas. Nous continuerons et je puis dire que nous obtiendrons un jour ce pour quoi nous avons combattu.

Nous combattons jusqu'au triomphe de ce programme. Tant pis pour ceux qui auront profité de nos idées et n'auront pas voulu continuer à travailler avec nous; après avoir profité de la prêche de cette doctrine, ils ne veulent plus donner ce que nous voulons. Ayant signé sur leur honneur, ils se refusent aujourd'hui.

En dépit de tout, en dépit de tout ce que l'on dit et de tout ce que l'on fera, malgré tout, le fonds de la population sait que c'est nous qui avons raison. L'avenir le dira.

(Applaudissements)

**M. Tellier (Montcalm):** Quand le représentant de Québec-Est (M. Drouin) parle de l'hydro, cela comprend-il d'après lui que l'expropriation de la Beauharnois est incluse dans le programme de l'Union nationale?

**M. Drouin (Québec-Est)** lit des articles du programme de l'Union nationale.

L'expropriation de la Beauharnois dérive de la création d'une hydro. C'est évident! Mais vous pouvez faire une hydro sans la Beauharnois. Il y a plusieurs manières de créer une hydro. Toutefois l'acquisition ou l'expropriation de la Beauharnois constitue une Hydro à cause de sa position stratégique.

**M. Tellier (Montcalm):** Le député n'a pas compris ma question. Il nous parle d'un article du programme de l'Union nationale où l'on parle d'acquisition ou d'expropriation de pouvoirs d'eau non concédés ou de pouvoirs d'eau concédés mais non exploités; mais on ne parle pas d'étatisation. Est-ce que cela, d'après lui, comprend la Beauharnois? Et, répète-t-il, dans quel article est-il question d'étatisation?

**M. Drouin (Québec-Est):** Les deux sont compris. Dans le programme, il est question: 1. de la création d'une hydro par l'utilisation des pouvoirs d'eau non utilisés. À l'article 2, une enquête est bien spécifiée: "concurrence immédiate au trust de l'électricité sur des points stratégiques (...) par commission indépendante dans l'intérêt de la province". L'expropriation de la Beauharnois est là en principe dans le programme.

**M. Tellier (Montcalm):** Ce n'est pas la Beauharnois.

**M. Drouin (Québec-Est):** Mais oui! Il y a un article dans notre programme, avec les éléments qui permettent cela. Nous avons promis une enquête pour d'abord décider si en l'expropriant la province ferait une bonne affaire, et le principe est posé.

**L'honorable M. Gagnon (Matane) et M. Tellier (Montcalm)** parlent ensemble. M. Tellier s'assoit.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le député de Québec-Est n'a-t-il pas déclaré du temps qu'il était ministre, à plusieurs reprises, qu'il était contre l'expropriation de la Beauharnois, mais que tout ce que vous vouliez, c'était une enquête?

**M. Drouin (Québec-Est):** Jamais! Je n'ai jamais été contre et je n'ai jamais dit que j'étais contre l'étatisation de la Beauharnois dans ces termes. Cependant, si ça peut faire plaisir au ministre, je lui dirai que j'ai toujours été en faveur d'une enquête sur la Beauharnois avant de décider de l'expropriation.

**Des voix:** Nous autres aussi.

**M. Tellier (Montcalm):** C'est ça qu'on veut, nous autres aussi.

**M. Drouin (Québec-Est):** Oui, c'est ce qu'on veut, dites-vous, mais ce n'est pas cela que vous faites; vous ne le donnez pas vite. Que le gouvernement prouve sa bonne foi.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Alors vous vouliez une enquête. Je prends la parole du député de Québec-Est. Mais s'il est vrai, à supposer, que le député de Québec-Est était au début pour l'expropriation et l'étatisation immédiate de la Beauharnois, que pense-t-il alors de ceux qui, le soir même de la nomination du cabinet, ont tenu leur assemblée pour protester à grands cris, en disant qu'on était vendus d'avance aux trusts?

**Une voix:** Ça, c'est petit.

**M. Drouin (Québec-Est):** Mon Dieu! Quelle question! Je n'ai pas d'objection à répondre, mais on est renseigné comme plusieurs le sont; cela pourrait nous entraîner dans une discussion assez longue. Il faudrait parler de l'assermentation des ministres. Je crois qu'il est mieux de ne pas ouvrir la porte à un débat semblable. Nous avons beaucoup parlé, depuis le début de la session, de la formation du cabinet. Il me semble que nous avons eu assez de débats là-dessus sans y revenir délibérément. Je crois d'ailleurs que le premier ministre n'y tient pas tant que cela...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Je l'ai dit et je le répète, le député de Québec-Est peut être bien à l'aise. Il peut dire tout ce qu'il veut, faire tout ce qu'il veut. Je le délègue de tous les secrets comme ancien ministre; qu'il dise ce qu'il voudra au sujet de son entrée et de sa sortie dans notre ministère. Qu'il fasse ce qu'il voudra! Le gouvernement n'a pas peur, et celui qui parle encore moins. Ça ne changera rien.

De bonne foi, je veux le croire, le député peut insinuer qu'il y a des choses qu'il pourrait dire et ne veut pas. Que le député n'insinue pas, par exemple, que je ne tiens pas à l'entendre parler là-dessus. Qu'il dise donc tout ce qu'il voudra, il est libre. Le gouvernement restera aussi solide avant comme après.

**M. Drouin (Québec-Est):** Quand le premier ministre se lève, il a un ton particulier, bien doux, quand il parle avec moi ou de moi. Que cela semble

magnanime de la part du premier ministre de dire tout cela: je le laisse libre, je le délire de ses secrets, etc... Il me laisse libre. Oui. Qu'il soit tranquille. Mais je connais la politique et je ne tiens pas à dévoiler de secrets. Je n'ai jamais pensé à faire la moindre insinuation, pas la moindre allusion à rien, contre le premier ministre.

Je suis moi-même juge du temps que j'ai à choisir pour dire certaines choses si je veux et je suis juge de mes actes. C'est uniquement moi qui suis juge de cela. Je n'évite pas de question. Je n'ai rien à éviter. Je n'ai rien à cacher. Si le premier ministre n'a pas peur, qu'on sache que je n'ai pas peur, moi non plus, de ce qui peut se dire sur mon compte. Je ne veux pas qu'on comprenne que j'ai voulu faire peur au premier ministre en le menaçant de révélations sensationnelles sur ma démission ou sur mon assermentation. Ma carrière et mes actes sont là. J'ai répondu au ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) en lui disant que ses sorties nous entraîneraient dans un trop long débat. Encore une fois, je suis le seul juge de prendre l'attitude politique que me dicteront ma conscience et mon intérêt.

**M. Pouliot (Missisquoi):** Le député de Québec-Est dira-t-il que la raison déterminante de sa démission du cabinet fut uniquement à cause de ses divergences d'opinion sur la question de l'électricité?

**M. Drouin (Québec-Est):** Mon Dieu, je n'ai jamais entendu de question semblable.

(Rires)

Quelle naïveté de la part d'un député. Si la question n'était pas si naïve, elle serait blessante.

**M. Bastien (Berthier):** Elle est naïve.

(Rires)

**M. Drouin (Québec-Est):** On me demande ça, mais j'ai parlé pendant plusieurs heures au début de la session pour expliquer les motifs de ma démission. Mes documents et ma lettre de démission sont là; ils ont été publiés dans tous les journaux à l'époque. Et je ne crains pas de discuter cette démission<sup>12</sup>. J'ai établi les faits. Je ne comprends pas, après ce qui s'est passé, qu'un député soit assez naïf ou méchant pour demander des questions comme celles-là. Le député est un grand naïf!

**M. Pouliot (Missisquoi):** Je ne suis pas si naïf. Je crois que j'ai eu raison de demander cela. Est-ce que cette question ne rappelle pas au député de Québec-Est un télégramme par lui envoyé des

États-Unis en décembre dernier, à l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc)? Quelque temps avant sa démission, il menaçait de quitter le cabinet sur une vulgaire question de puits de gravelle!

**M. Drouin (Québec-Est):** Ah! Ah! Ah! Je suis content qu'on m'ait posé cette question. Je m'attendais à cela. Quand j'ai posé mon acte, j'ai rempli mon devoir. On cherche, par des trucs comme ceux-là, à me rapetisser, à rapetisser mon geste avec cet acte. C'est bien petit! Ce sont de petits détails que je n'ai aucune objection à rappeler ici, quoiqu'on s'éloigne du débat. Oui, j'ai envoyé un télégramme au ministre de la Voirie et je vais expliquer comment.

Enfin. L'automne dernier, je suis allé à New York, à Washington, à Philadelphie en voyage, pour me reposer avec ma famille. Car, après que le premier ministre eut pris des vacances, j'ai été faire une visite aux États-Unis où je suis allé à divers endroits, dans l'intérêt de la province; j'ai visité des camps de bûcherons. Mais pour ce voyage, je n'ai pas chargé un seul sou à la province.

Donc, j'étais allé me reposer. Pendant que j'étais à New York, mon frère, Henri-Paul Drouin, m'a appelé au téléphone. Il dirigeait le club de Québec-Est, qui avait le patronage. J'étais ministre du district de Québec. Comme le ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) le sait, il y avait une dispute au sujet de deux puits de gravelle dans le comté.

Dans le comté de Québec-Est, des gens se battaient dans le club pour avoir le patronage, et tenaient pour un des puits, tandis que les autres se battaient pour l'autre puits dans un autre comté. Avant de partir, j'avais fait décider par le ministre de la Voirie que le puits de gravelle de je ne me rappelle plus qui, ni du nom, aurait le patronage - plutôt que de tel autre, lequel gravier devait servir au chemin de Charlesbourg.

Or, mon frère est venu me rejoindre à New York et il m'a dit que l'ordre avait été changé pendant mon absence. Inutile de vous dire que j'étais de mauvaise humeur, ce qui est bien explicable, et c'est alors que j'ai envoyé un télégramme au ministre de la Voirie. Je n'ai pas peur de ce télégramme. Que le député de Missisquoi le lise.

**M. Pouliot (Missisquoi):** Je vais le lire.

**M. Drouin (Québec-Est):** À tort ou à raison, les gens de mon comté se plaignaient que l'ingénieur du département de voirie se trouvait dans leurs jambes

et favorisait plus un puits de gravelle que l'autre que j'avais désigné. J'ai alors envoyé un télégramme à l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) où j'ai dit simplement ceci. Je n'étais pas de bonne humeur, répète-t-il. J'y disais que "si les choses n'étaient pas rétablies, à mon retour le premier ministre aurait à choisir entre moi et l'ingénieur de voirie en question". C'est tout.

Voyez-vous! J'étais ministre de Québec, et il y avait toujours un bout! Je voulais affirmer mon autorité sur les gens de mon comté. Mais le député de Missisquoi veut rapetisser mon geste lorsque je suis sorti du cabinet, quand cette histoire de puits de gravelle, il n'en a même pas été question au cabinet. Tout ce que j'ai à dire du temps que j'ai été ministre, c'est que j'ai eu de bonnes relations de camaraderie. Les ministres savent que nous nous sommes toujours bien entendus ensemble sur toutes les questions, sauf sur celles de l'électricité. Nous avons eu les meilleures relations ensemble.

Le député de Missisquoi présente cela aujourd'hui. Vous ne pensez tout de même pas que j'aurais résigné sur une question de puits de gravelle, voyons! Si oui, la province ne vous croira pas.

**M. Pouliot (Missisquoi):** C'est vous-même qui le dites dans votre télégramme.

**M. Drouin (Québec-Est):** Ha! Ha! Ha! Ha!!

**M. Pouliot (Missisquoi):** Je vais vous le lire.

**M. Drouin (Québec-Est):** Attendez. Je ne comprends pas qu'après des mois que ça s'est passé, le député de Missisquoi, qui a l'air intelligent, consente à faire de la petite besogne en Chambre. S' imagine-t-il que ce sont là les marches qui conduisent à l'escalier du ministère? Il n'a rien de mieux à faire. On sait cela.

Mais, répète-t-il, personne ne croira dans la province que j'ai voulu démissionner pour un puits de gravelle. Cette affaire de puits, c'est une discussion momentanée.

Quant à mon cas, tout est clair! Je suis revenu le 9 janvier à Québec. Jamais il ne fut plus question de cela dans les séances du cabinet auxquelles j'ai assisté par la suite. Et ce n'est que le 22 février que j'ai démissionné... Mon Dieu, que c'est donc petit! Que c'est donc petit de se servir de ce message adressé au ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc).

(Silence)

Et maintenant lisez votre télégramme.

**M. Bastien (Berthier):** Je voudrais savoir du député de Missisquoi qui est-ce qui lui a passé le télégramme. Êtes-vous assistant ministre?

**M. Pouliot (Missisquoi):** Voulez-vous que je traduise en français, car il est en anglais.

(Rires)

Je vais vous le lire, d'abord, dans la langue originale.

"New York, via Montréal, Québec, 29 déc. 1936.

"Honorable Leduc

"Ministre of Roads

"for Province of Québec.

"Am surprised to hear that employees of your Department have taken advantage of my absence to change pit of gravel *Re* Charlesbourg roads. I resent very much that attitude which was conceived deliberately to become effective during my trip. I think after two years of hard work I am entitled to quiet vacation without being disturbed by such injusted intrigues in my district. At my return Prime Minister will have to choose between one of your engineers and myself.

(signed) Oscar Drouin"

**M. Drouin (Québec-Est):** Donnez maintenant la version française.

**M. Pouliot (Missisquoi):** Voici la traduction en français:

"Je suis surpris de rendre...

**M. Bastien (Berthier):** D'apprendre.

**M. Pouliot (Missisquoi):** ... d'apprendre que les employés de votre département ont profité de mon absence pour changer le puits de gravelle pour les chemins de Charlesbourg. Je ressens vivement pareille attitude délibérément conçue pour être appliquée après mon départ. Je crois qu'après deux années de dur travail, j'ai droit à une vacance tranquille sans être dérangé par des intrigues aussi injustes dans mon district. À mon retour, le premier ministre devra choisir entre un de vos ingénieurs et moi-même.

(signé) Oscar Drouin"

Je veux savoir si au temps où vous avez envoyé le télégramme, le "pit" de gravelle avait la préférence sur l'électricité.

**M. Drouin (Québec-Est):** Avez-vous déjà vu une affaire de même?

**M. Bastien (Berthier):** Les deux langues vous, cela ne vous fait rien, vous parlez patagon.  
(Rires)

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette)** intervient.

**M. Drouin (Québec-Est):** M. le président...

**M. Bastien (Berthier):** Voyons, ne répondez pas à cela.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je ne réponds pas à cela! Je dis simplement que j'ai gardé un excellent souvenir de mon passé dans le ministère. C'est tout ce que je tiens à répondre.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le député de Québec-Est a dit que la raison pour laquelle il avait quitté le cabinet était sa divergence de vues d'avec le premier ministre sur la question de l'électricité.

Aussi, lorsque le gouvernement a proclamé dans le discours du trône son intention de mettre le trust de l'électricité à la raison et de commencer la concurrence de l'État dans le domaine électrique, par l'aménagement des chutes non concédées, ce fut un grand soupir de soulagement général dans la province, car on avait répandu intentionnellement toutes sortes de bruits sur le gouvernement. Le peuple avait enfin compris que le gouvernement combattait les trusts.

Il (l'honorable M. Gagnon) parle du train de Québec qui avait accompagné le premier ministre lors de son assemblée dans l'élection de Beauce, et des accusations que le train était payé par l'organisation.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre s'éloigne du sujet. Le travail de la Chambre coûte cher à la province. Taisez-vous donc!

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Trois jours après le discours du trône, à la grande assemblée du dimanche, il y eut une grande assemblée au Manège militaire annoncée à son de trompettes. Au Manège militaire, toute la province était aux écoutes. Le député de Québec-Est a prononcé un discours éloquent où il a dit que nous étions des trustards, parce que nous n'avions pas mis

dans le discours du trône que nous voulions la création d'une hydro. Il a dit nommément: "Le discours du trône contient des termes vagues et amphigouriques. Le mot "hydro" ne s'y trouve pas..." Le mot "hydro" n'est pas français. Le mot "hydro" pris dans le sens entendu par le député de Québec-Est est un simple anglicisme. Pour le député de Québec-Est, cela signifiait la concurrence publique en matière d'électricité. Or, cette mesure, nous l'amenions devant la Chambre. Nous avons dit que nous voulions faire la concurrence d'État aux compagnies. Et ce sera dans notre prochaine loi.

La nationalisation est physiquement impossible à l'heure actuelle. Car personne ne prétendra que d'un trait de plume le gouvernement de la province puisse transformer en propriété d'État toute la propriété privée en matière d'électricité. L'*Annuaire statistique* fédéral donne les chiffres suivants que j'ai cités dans l'élection de Beauce, car nous n'avons pas peur de dire ici ce que nous disons ailleurs: le capital investi dans l'électricité dans la province de Québec se chiffre à \$647,879,999<sup>13</sup>, selon les meilleurs experts, ce qui est 20 fois plus que le revenu annuel de la province.

Cela prendrait 20 ans des revenus entiers de la province pour payer cette somme. Le député de Québec-Centre le sait. Ce fait est reconnu par les journaux, par *Le Devoir*. Y a-t-il un homme sérieux qui va dire que nous allons nous emparer de ça par un trait de plume?

Mais du moment que l'on ne partage pas l'avis de nos adversaires, nous devenons dignes des pires appellations. C'est ainsi qu'on a osé dire que *Le Devoir* était un journal vendu. Ça a été imprimé et répété par le journal *La Nation*, organe du député de Québec-Est et de Québec-Centre.

Je m'excuse d'avoir dit le député de Québec-Est, je voulais parler du député de Kamouraska (M. Chaloult).

**M. Chaloult (Kamouraska):** *La Nation* n'est pas mon journal et je le nie.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je fais les mêmes déclarations quant à moi. Je nie également. *La Nation* n'a rien à faire avec moi.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Comme nous respectons les règlements de la Chambre, j'accepte la parole des honorables députés et je retire mes paroles. Mais, dit-il, j'étais sous l'impression qu'il en était ainsi. Mais je trouve curieux pareille chose quand je vois que *La Nation* injurie à pleines



colonnes le gouvernement et monte le député de Québec-Centre au septième ciel, comme le grand chef.

À lire les articles de ce journal, qui prétend que le seul premier ministre que devrait avoir la province, c'est le député de Québec-Centre, j'ai pensé cela. Quand un journal me servira comme *La Nation* le fait pour le député de Québec-Centre, je n'en aurai pas honte.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je ne renie pas *La Nation*, mais je dis que ce n'est pas mon organe.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** *La Nation*, répète-t-il, a même dit que *Le Devoir* était vendu aux trusts. On y insultait même le rédacteur en chef du *Devoir*, M. Omer Héroux, un vieux et un des plus grands journalistes et des plus probes que notre province et notre pays aient connus.

J'en parle avec d'autant plus d'aise que je n'ai jamais eu l'occasion d'un mot de louange de la part de M. Héroux. Mais cela ne m'empêche pas de dire qu'il est injuste de l'accuser d'être vendu au gouvernement, comme l'a fait *La Nation*. Chacun s'accorde à louer sa carrière sans tache, faite toute d'honneur et de probité.

(Applaudissements)

Lorsque la province a fêté le premier ministre à Trois-Rivières, le député de Québec-Est, ministre des Terres, a félicité le premier ministre. Quelques jours après, le député de Québec-Centre faisait une conférence à l'École du Plateau pour critiquer l'emprise du trust de l'électricité, conférence qui fut subséquemment imprimée et distribuée à travers la province.

Or, dans cette conférence, il était alors question de certains documents échangés en 1931-1935 entre le gouvernement provincial de l'ancien régime et la Shawinigan, et ces documents ne pouvaient être venus à la connaissance du député que s'ils étaient sortis du bureau du ministre des Terres et Forêts: le député de Québec-Centre. Ces documents ne pouvaient sortir du parlement sans qu'on les dérobe!

Or, on sait qu'en vertu des règles parlementaires, aucun député ne peut sortir de documents d'un ministère autrement que par production en Chambre. Cependant, je sais que ce n'est pas le député de Québec-Est qui les a sortis, et je n'hésite pas à lui rendre cette justice; j'ai trop confiance dans son honnêteté. Je ne veux pas insinuer aucunement qu'il eut connaissance de cela. Je veux être juste pour lui, répète-t-il.

Mais est-ce que le député de Québec-Est est au courant que des officiers de son département ont trahi sa confiance? Je veux savoir si des employés de son département n'ont pas, hors de sa connaissance, fait sortir certains documents de son département.

**M. Drouin (Québec-Est):** Comme ministre des Terres à cette époque, j'avais la garde de ces documents, mais je tiens à dire que je n'ai jamais passé le moindre document du ministère à personne; ni à un député ni spécialement au député de Québec-Centre. Je n'ai pas été mêlé ni de près ni de loin à cette affaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En toute justice pour le député de Québec-Est, je tiens à déclarer que le député de Québec-Est, alors ministre des Terres, m'a averti lui-même que des documents avaient été soustraits de son bureau, et parmi ces documents, il y avait ceux dont le Dr Hamel s'est servi lors de sa conférence à Montréal.

**M. Drouin (Québec-Est):** Au lendemain de la conférence du Plateau, du député de Québec-Centre, M. Amos est venu me voir et il m'a parlé de cette conférence. Il m'a dit que le député de Québec-Centre avait fourni certaines informations dans sa conférence, et qu'il ne pouvait les avoir obtenues que si ces informations étaient sorties du département. Ces documents ne pouvaient venir d'ailleurs! J'ai cru alors de mon devoir d'avertir le premier ministre. Je ne sais rien en dehors de cela.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il faut faire une distinction. Il y a des documents confidentiels et des documents publics. Étaient-ce des documents confidentiels ou publics? Je me demande en vertu de quel droit les députés n'ont pas le droit d'aller fouiller dans les départements pour chercher des documents publics.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** En vertu du droit élémentaire et parlementaire courant, aucun député n'a le droit de mettre le nez dans les documents du département, à moins que ces documents ne soient produits régulièrement devant la Chambre dans une motion. Je tiens à répéter que je n'ai jamais soupçonné le député de Québec-Est. Je n'ai jamais voulu!

Je voudrais cependant demander au député de Québec-Centre s'il pourrait nous dire le nom de l'employé de son département qui lui a fourni des documents.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je vais répondre au ministre. Avant, je veux préciser autre chose. Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) considère comme une injure que l'on ait parlé d'un train payé dans la Beauce. Je n'ai pas dit cela; mais je sais cependant que l'on a distribué des cartes pour faire voyager gratuitement les amis du gouvernement dans la Beauce. J'ai, dans ma poche, une carte admettant une personne, gratuitement.

**M. Labbé (Mégantic):** J'ai dans mon comté des cartes qui permettaient de voyager sur votre train spécial dans la Beauce.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je n'en ai pas distribué. De plus, pour revenir à la question, le ministre des Mines et Pêcheries a dit qu'il en coûterait \$647,000,000 pour l'étatisation. Je dis que personne n'a jamais considéré l'opportunité d'acheter toutes ces compagnies d'un coup sec. Quant à acheter la Beauharnois d'un bloc, je n'ai jamais dit cela. Seulement je dis qu'en 1965, la province d'Ontario aura tout l'équivalent, aura même doublé l'évaluation de cette richesse...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre: j'admets qu'il y a eu dérogation aux règlements de part et d'autre, mais si nous avons erré pendant trois heures, il n'est pas nécessaire d'être à côté pendant quatre heures. Le comité a été hors d'ordre depuis assez longtemps. Sur le bill qui viendra après celui-ci, le député de Québec-Centre pourra parler de ces choses qui nous intéressent, comme ça nous intéresse de l'entendre.

Seulement, je demande pour le moment qu'on s'en tienne au bill de la régie. On ne peut toujours pas revenir 20 fois sur la question. Nous siégeons depuis trois mois, et si on veut passer l'été ici, très bien. Que l'on s'en tienne donc aux règlements, et nous écouterons le député de Québec-Centre en temps et lieu lorsqu'on en viendra, devant la Chambre, à la troisième loi.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Oh! Je comprends qu'on n'aime pas que je fasse une parallèle entre l'Ontario et Québec, et que je réponde au ministre des Mines et Pêcheries au sujet de cette histoire de documents...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ne dites pas ça!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le député de Québec-Centre a le droit de répondre aux

accusations au sujet des documents. Il ne faut pas qu'il y ait deux poids, deux mesures.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je suis fort étonné de ce point d'ordre. On vient de lancer des insinuations contre le député de Québec-Centre à propos de documents, et il a le droit de répondre au ministre des Mines et Pêcheries. Une fois qu'il aura répondu, nous reviendrons à la question.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je suis d'accord avec le premier ministre quand il dit que nous nous sommes éloignés de la question, mais le ministre des Mines et Pêcheries a parlé des \$647,000,000, et le député de Québec-Centre a le droit de lui répondre sur ce point ainsi que sur la subtilisation de documents.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai aucune objection à ce que le député de Québec-Centre réponde au sujet des documents, mais sur la question de l'hydro, je vais y aller franchement, carrément. À la vérité, je suis fatigué d'entendre 25 fois les mêmes répétitions, d'entendre les mêmes arguments en dehors du sujet, et de voir des gens qui reviennent toujours avec le même discours.

**M. le président:** Je n'ai pas d'objection à ce que l'on continue sur la question des documents seulement, si le comité y consent unanimement.

**M. Hamel (Québec-Centre):** J'ai donné une conférence à l'École du Plateau, à Montréal, où j'ai dénoncé les abus du trust de l'électricité. Mais je constate que j'ai chagriné et choqué le gouvernement parce que, par les documents dont j'ai fait mention dans ma conférence, j'ai étalé des scandales de l'ancien régime qui avait falsifié des contrats en faveur des compagnies électriques. J'ai mis à jour des documents que l'on tenait jadis cachés dans les archives.

Je suis heureux d'avoir sorti ces scandales. Je n'ai rien à cacher. Je n'ai rien caché pour qu'on n'ignore pas que j'avais eu des documents. S'il existe des lois pour empêcher la révélation des scandales, je les méprise. Et si des lois nous font un crime de mettre des scandales à jour, qu'on m'arrête si l'on veut. Je n'ai fait que mon devoir, et je devrais être complimenté pour avoir exposé la vraie situation, au lieu d'être critiqué comme je le suis. Je n'ai pas honte de mes actes, et je méprise ces lois comme ceux qui veulent me faire taire.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je n'ai pas injurié le député de Québec-Centre, et je ne l'ai pas blâmé de s'être servi de ces documents privés. J'ai simplement demandé au député de Québec-Centre de me donner le nom de ce fonctionnaire de qui il a obtenu ses renseignements! Où avez-vous pris les documents qui ont servi à votre conférence du plateau<sup>14</sup>?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Ce n'est pas un fonctionnaire qui m'a dit ça. Et dussé-je me faire hacher, je ne dirai jamais qui me les a donnés. J'irai même en prison s'il le faut. J'ai sorti la preuve, vous l'avez.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et si c'étaient des documents volés? Je suis surpris de constater que le député de Québec-Centre se sert de documents subtilisés, la propriété du gouvernement. Je suis surpris de son attitude. Personne n'a le droit de voler des documents, et celui qui s'en sert comme celui qui les vole n'est pas mieux. J'attire l'attention de la Chambre sur la manière de procéder du député de Québec-Centre.

Nous n'avons pas d'opposition à ce que les documents soient remis aux députés, mais je proteste contre la façon dont on s'y prend. Ce n'est pas la façon d'agir de la majorité de l'Union nationale. Le député de Québec-Centre n'est pas juste pour son ami le député de Québec-Est, l'ancien ministre des Terres et Forêts quand il lui reproche de n'avoir pas sorti ces documents prouvant des scandales plus tôt. Son reproche s'adresse au député de Québec-Est, car c'est lui qui était ministre à ce moment, et qui avait la garde des documents. On pourrait perdre confiance en lui.

Je demanderais au député de Québec-Centre d'être juste pour le député de Québec-Est et de ne pas se laisser emporter au point de prendre des attitudes qui généralement sont susceptibles de causer des troubles violents, et qui obligent la police à intervenir. Des fauteurs de discorde, il en existe partout, mais je lui demanderais de peser ses paroles, et de ne pas se vanter de mépriser une loi. Quand on préconise le vol de documents, on encourage les voleurs.

Je sais que le député de Québec-Centre regrettera les paroles de discorde qu'il prêche. Je lui rappellerai que c'est le devoir des députés et des hommes publics de ne pas prôner le vol de documents et de poser en fauteurs de désordre, ne fût-ce que pour se vanter de mépriser les lois! C'est leur devoir de respecter les lois, de donner l'exemple.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je n'ai jamais préconisé le vol de documents, et je dois déclarer tout de suite que le député de Québec-Est, ancien ministre des Terres et Forêts, était parfaitement ignorant de la chose qui s'est passée. Je n'ai aucunement communiqué à ce sujet avec lui. J'ai pris ceux qu'on m'a présentés. Les documents ont été remis à l'endroit où ils avaient été pris.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors vous admettez qu'ils ont été pris.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Oui. D'autre part, je vous assure que le premier ministre peut être certain que si l'on m'apporte des documents, je ne prendrai pas une figure de vierge offensée en disant: "Je ne peux pas regarder cela." Je ne dirai pas qu'il ne faut pas y toucher: je les lirai. D'ailleurs, je ferai comme le premier ministre faisait avant les dernières élections. M. le premier ministre, vous-même, vous en avez eu en votre possession des documents officiels, vous m'en avez apporté chez moi. Vous étiez moins scrupuleux, moins chatouilleux, en ce temps-là, M. le premier ministre, et je les ai apportés chez moi, où je les ai gardés si longtemps que je crois qu'ils y sont encore.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Évidemment, le député de Québec-Centre se laisse emporter. S'il veut être juste, il admettra que les documents dont il parle sont des documents qui venaient d'être produits à l'enquête des comptes publics, sur une affaire de succession qu'il connaissait bien. Ce n'est pas la même chose du tout que de présenter des documents produits après un ordre de la Chambre et des documents volés. Il y a une grande différence!

Si le député de Québec-Centre ne fait pas la distinction entre des documents produits à une enquête et des documents volés, c'est son affaire. Le vol consiste aussi à s'appropriier temporairement une affaire pour la remettre ensuite. Un vol, qu'il soit commis par qui que ce soit, est toujours un vol. On sait qu'il n'y a rien de pire que de voler des documents, et le Code criminel est très sévère sur ce point.

Plus que cela. J'ai dit en toute justice que je ne croyais pas que le député de Québec-Est, eût trempé là-dedans. Mais celui qui fait le plus de dommage au député de Québec-Est, c'est le député de Québec-Centre. On a parlé de la Beauce, mais est-ce qu'à Thetford, aux funérailles d'un ami commun, après les élections, le député de Québec-Centre et le

député de Québec-Est n'ont pas eu une conversation au cours de laquelle le député de Québec-Centre aurait dit que le cabinet, "ce n'était pas brillant" alors que le député de Québec-Est en faisait partie?

**M. Drouin (Québec-Est):** Le 19 août au matin, à Thetford, le député de Québec-Centre et moi-même avons assisté aux funérailles du père de M. Léonard Demers. Je revenais alors de Trois-Rivières. Je n'étais pas assermenté à ce moment-là, et je l'ai été seulement le 26 août.

(Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** J'aimerais entendre le premier ministre nous dire s'il est content ou mécontent des révélations que j'ai faites dans ma conférence à l'École du Plateau, à Montréal. J'ai montré au peuple de cette province la vraie situation. Je n'ai pas peur de parler de ces documents; je les avais vus, et ils ont été remis à la bonne place. Je ne me suis jamais caché du premier ministre. Ma conférence est là. Je ne suis pas pour dire que je n'ai pas lu les documents, je les cite. Mais il ne s'agit pas d'un vol de documents: les documents ont été remis et je présume qu'ils sont en sûreté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'ils ont été remis, c'est qu'ils ont été transportés.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Oui, et je me réjouis de les avoir consultés et, si l'occasion m'était donnée de nouveau de faire la même chose, je ferais pareil.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le député de Missisquoi a lu un télégramme tout à l'heure. Aurait-il objection à le donner aux journalistes pour qu'il soit reproduit et à la bonne place?

**M. Pouliot (Missisquoi):** Je l'ai remis justement aux journalistes à leur demande.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Le premier ministre a dit, et je l'ai noté textuellement, que celui qui se sert des documents n'est pas mieux que celui qui les vole. Je note le procédé du premier ministre qui a ainsi attaqué le député de Québec-Centre: il dit qu'il est un voleur.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quelle est, au juste, la loi que le député de Québec-Centre a violée en consultant ces documents? Je veux savoir une fois pour toutes si un député a le droit de se

présenter à un bureau pour demander des documents et si un officier public de ce bureau a le droit de lui refuser des renseignements. Tout député a le droit d'aller dans les différents départements, de se faire montrer les documents qui ne sont pas d'une nature confidentielle et d'en prendre copie sous la surveillance des employés!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition, qui a été ministre des Terres et Forêts, n'a pas même vu ces abus dont on vient de parler. C'est un vol pour qui que ce soit que de pénétrer dans les bureaux de province et de s'approprier des documents confiés à la garde d'un ministre. Le Code criminel et les tribunaux punissent plus sévèrement le vol de documents que les vols d'argent.

D'après la théorie des députés en question, tout le monde pourrait venir au parlement et prendre des documents. Ça serait joli. Si tout le monde peut obtenir les documents du parlement, inutile de barrer les portes et d'avoir des coffres-forts. Il y a un moyen bien simple pour les députés d'obtenir des documents. Ils n'ont qu'à présenter une motion ici au ministre pour production de documents, et on permettra aux députés de les consulter. D'ailleurs pourquoi l'opposition crie-t-elle tant? S'il faut agir ainsi, c'est que sous l'ancien régime, avant les élections, on a falsifié des documents, et on en a fait disparaître. C'est un malheur!

**M. Bastien (Berthier):** Je proteste. Le premier ministre n'a pas le droit de dire que, sous l'ancien régime, on a falsifié ou subtilisé des documents. Prouvez-le donc. Il y a 100 fois que vous dites cela sans rien prouver!

**Des députés de l'opposition:** Prouvez-le donc!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député de Berthier veut le savoir, je lui dirai que ça s'est produit au département du procureur général; aux Terres et Forêts; aux Travaux Publics; à la Colonisation, et au département du Trésor. Des documents ont été détruits volontairement et sciemment pour cacher certains abus dans presque tous les départements.

**M. Pouliot (Missisquoi):** Au mois de mai 1936, je suis allé moi-même au département de l'Assistance publique pour obtenir un rapport fait par une institution de mon comté. Le chef du service m'a

demandé si j'étais de l'opposition ou du parti ministériel, et quand je lui ai dit que j'étais de l'opposition, il m'a dit qu'il ne pouvait me montrer le document. Ça s'est produit dans le département de M. David. Dans la division des grains de semence, j'ai essayé le même refus.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai fait la distinction entre les documents publics et les documents confidentiels.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Cette prétention est ridicule. Tout ce que je puis dire, c'est que le premier employé qui laissera sortir un document pour qui que ce soit, voire même pour des députés directement ou indirectement, sans demander la permission de son ministre ou sans un ordre de la Chambre, sera considéré comme un traître et flanqué sans pitié à la porte.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Alors, on agira comme dans le temps dont vient de parler le député de Missisquoi. Je dis que tous les députés ont le droit comme par le passé de consulter les documents publics. Le premier ministre veut continuer le système de terreur qu'il a établi ici. Il préconise une doctrine qui n'est basée sur aucune loi. Cette méthode est anticonstitutionnelle.

Le premier ministre change d'idée. Je suis heureux de voir, dit-il, que le premier ministre rétrograde.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai prétendu qu'un employé pouvait montrer un document sur l'ordre de la Chambre. Je suis prêt à laisser voir toute pièce officielle, pourvu que le ministre ou des chefs de département puissent la vérifier.

**M. Bastien (Berthier):** Où est le point d'ordre?

**Des députés:** (Criant) 6 heures! 6 heures! Adopté!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre fait machine arrière. Quand il disait tout à l'heure qu'il mettrait à la porte tous les employés qui...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit et je répète: Aucun employé ne peut montrer de document à moins: a. d'un ordre de la Chambre;

b. à moins de la permission du ministre ou d'un ordre du gouvernement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'aurais quelque chose à dire sur la déclaration du ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon). Il a dit qu'il n'était pas en faveur de sanctionner des vols au profit de gens qui paraîtraient avoir été lésés.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** (Invoquant le Règlement) Je n'ai jamais dit cela, réplique-t-il.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pour ce qui concerne les contrats, le premier ministre dit qu'il y a dans la loi une disposition pour annuler les contrats. D'autre part, l'honorable ministre des Mines et Pêcheries a dit qu'il était opposé à cela. De plus, le premier ministre a déjà déclaré, suivant les journaux, qu'il approuvait entièrement M. Hepburn. Quelle est l'opinion du gouvernement au sujet de l'annulation des contrats par M. Hepburn?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Premièrement, c'est la commission qui aura le pouvoir d'annuler les contrats et non l'une des parties contractantes. Deuxièmement, sur les affaires d'Ontario, l'honorable ministre des Mines et Pêcheries comme tous les députés, est libre de ses opinions, surtout pour des questions qui regardent les autres provinces ou les autres pays. De plus, je n'ai jamais approuvé la conduite de M. Hepburn lorsqu'il a lui-même annulé les contrats. L'année dernière, j'ai rencontré l'honorable M. Hepburn à Montréal. J'étais avec l'honorable député de Québec-Est (M. Drouin). L'entrevue a été cordiale. J'ai dit à M. Hepburn que, si j'étais en Ontario, en présence de la lutte mesquine entreprise par certains tories qui sont ses adversaires, je serais avec plaisir pour son gouvernement contre les fanatiques.

(Applaudissements à droite)

Ensuite, après notre entrevue, l'honorable M. Hepburn est allé trouver des journalistes et a fait mon éloge. Il a dit: "Le premier ministre de la province de Québec est un de nos grands Canadiens et un homme politique éminemment capable." Cela compense pour les injures et les insultes que me prodigue l'opposition.

(Applaudissements soutenus à droite)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ceux qui ont lu la déclaration du premier ministre savent à quoi s'en tenir. Ils sont bien convaincus qu'il a réussi à camoufler et à tromper M. Hepburn.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je comprends ces génies provinciaux de l'opposition. Ils avaient une majorité de 70 sur une Chambre de 90 membres, et ils sont rendus là où ils sont. M. Hepburn n'avait que 12 députés de son parti; il en a 80 maintenant. J'aime mieux l'opinion de M. Hepburn que celle des vestiges d'un parti qui fut grand.

**Des députés de l'opposition:** ... qui fut grand".

**Des voix:** (criant) 6 heures.

**Des députés ministériels:** Adopté! Adopté!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai, dit-il, d'autres remarques à faire.

**M. le président:** Les résolutions seront-elles adoptées?

**Des députés ministériels:** (Criant) Oui.

**Des députés de l'opposition:** Non.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
(Au président) Adopté quand même.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions relatives au bill 48 instituant la Régie provinciale de l'électricité et demande la permission de siéger de nouveau.

**M. l'Orateur:** Le comité rapporte progrès et demande la permission de siéger de nouveau. Quand siégera-t-il?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
À la prochaine séance à 8 h 30 ce soir, et jusqu'à 5 heures du matin, s'il le faut.

La séance est levée à 6 heures.

**Deuxième séance du 4 mai 1937****Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi 25-26 George V,  
chapitre 27**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** demande, appuyé par le représentant de Laval (l'honorable M. Leduc), la permission de présenter le bill 51 relatif à la loi 25-26 George V, chapitre 27.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Il s'agit de l'entrepôt frigorifique de Montréal.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Veut-on l'acheter? Qu'est-ce que c'est que cette loi-là?

(Il n'y a pas de réponse).

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Expédition du bois  
à l'étranger**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), la permission de présenter le bill 53 relatif à l'expédition du bois à l'étranger.

C'est, précise-t-il, pour empêcher l'exportation à l'étranger des matières premières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 29 favorisant, par une exemption de taxes, l'amélioration des propriétés;
- bill 41 pourvoyant à la protection des chemins de colonisation;
- bill 43 aidant la jeunesse à profiter des carrières nouvelles offertes par le développement de l'industrie minière;

- bill 45 modifiant la loi du secrétariat relativement aux lettres patentes et autres documents;  
 - bill 46 modifiant la loi des pensions de vieillesse relativement à l'endossement des chèques de pension.

### **Régie provinciale de l'électricité**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 48 instituant la Régie provinciale de l'électricité.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité<sup>15</sup>:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à avancer à la Régie, créée en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, à titre de prêt, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes dont elle aura besoin pour l'application de ladite loi.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra cependant décréter le paiement en entier ou partiel de ces avances au moyen d'emprunts n'excédant pas trente ans et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par année.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La deuxième résolution permet au gouvernement d'emprunter à 30 ans pour la régie. Pourquoi veut-on emprunter si, chaque année, la régie doit remettre les perceptions faites aux compagnies, au gouvernement? Il arrivera que l'argent ira au fonds consolidé, et que l'on paiera les dépenses avec l'emprunt, et qu'ainsi on fabriquera des revenus sans tenir compte des dépenses.

Je comprends qu'en vertu de cette loi, les dépenses que fera la régie seront remboursées par les compagnies d'électricité à la fin de l'année courante. Alors nous voulons savoir les raisons pour lesquelles le gouvernement veut emprunter à 30 ans, quand il prétend que, d'après cette loi, il va faire payer les grandes compagnies. Comment concilier ce droit avec ce que l'honorable premier ministre nous a dit?

Pourquoi veut-on emprunter pour les besoins de la régie, et surtout emprunter à 30 ans? Si les compagnies remboursent dans la même année qu'on aura emprunté, on va créer une source de revenus fictive pour le gouvernement. Ces remboursements paraîtront comme des revenus, mais ils n'en seront pas. Pourrait-on nous expliquer cela?

(Silence)

**M. le président:** Adopté!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non, pas adopté. Nous demandons des explications. Le premier ministre ne peut-il pas parler?

(Silence)

**M. le président:** Adopté?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Avec des emprunts non nécessaires comme ceux-là, on va hypothéquer les générations futures.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) est versé dans les questions électriques. Que ne répond-il si le premier ministre est fatigué? C'est singulier.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Je ne comprends pas.

**M. Bastien (Berthier):** Cette clause a trait aux articles 27 et 28 du bill 48 où il est stipulé que chaque année l'office produira son compte aux compagnies. Je soumetts que c'est une erreur d'emprunter.

(Silence)

**M. le président:** Adopté?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il nous faut des explications. Le gouvernement veut ici emprunter pour les frais des commissaires et le gouvernement dit par ailleurs que les commissaires seront payés par les compagnies. Si le gouvernement emprunte, est-ce parce qu'il a l'intention de ne pas faire rembourser les compagnies? Cette loi est-elle sérieuse?

Quand le gouvernement décidera d'aménager des centrales dans le pôle Nord pour réchauffer les

glaces, à ce moment peut-être pourra-t-il emprunter. Mais pas ici où il dit en toutes lettres qu'il se fera rembourser par les compagnies. Ne met-on pas la clause que pour faire croire au public que c'est les compagnies qui paieront tandis qu'il n'en sera pas ainsi?

(Silence)

**M. le président:** Adopté?

**M. Drouin (Québec-Est):** À un moment donné, le gouvernement décide d'emprunter pour organiser sa régie, mais entre temps, les compagnies rembourseront ces frais. Où ira l'argent ainsi remboursé?

(Silence)

**M. le président:** Adopté?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il me semble que le premier ministre va se décider à nous donner une raison. S'il en est incapable ce soir, je vais le demander à son trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) qui a dit, à la session d'urgence, être contre tous ces emprunts. Il nous a dit que des emprunts à 30 ans étaient irrationnels.

Que pense-t-il de cette loi, le trésorier, lui qui est un bon descendant d'Écossais? Lorsque le gouvernement serait changé, avait-on cru dans la province, on était pour en venir à un système rationnel de finances.

Le premier ministre a même annoncé cet après-midi qu'il chargerait aux compagnies proportionnellement aux kilowatts-heure. Le montant d'emprunt ici n'est pas fixé, si les compagnies vous remboursent, que ferez-vous de ce \$50,000?

(Silence)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je vois que le gouvernement ne répond pas, mais il a tort, car nous avons l'intention d'aider le gouvernement dans son mutisme qui semble absolu ce soir. Nous leur posons des questions sur les nouvelles lois. Ils ne prennent pas la peine de répondre. Mais nous allons quand même, nous de l'opposition, prendre les intérêts de la province.

Le premier ministre ne répond pas. Je vais demander au trésorier de la province (l'honorable M. Fisher). D'après cette loi, à la fin de l'année

fiscale, M. Vézina, l'auditeur, va être heureux de pouvoir dépenser \$100,000 et percevoir ensuite \$100,000 des grandes compagnies. Alors, pourquoi emprunter à 30 ans aux compagnies pour payer cette dépense? Mais les compagnies ne paieront peut-être pas! Je veux savoir si le premier ministre va utiliser un fouet russe ou un fouet d'angora fabriqué à Saint-Jean-Port-Joli avec de la laine de mouton canadien<sup>16</sup>.

(Rires)

(Silence)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Souriant)  
Quand les poissons auront faim, ils mordront!

(Rires)

(Silence)

**M. Béique (Chambly):** Ça ne mord pas!

**M. le président:** Adopté?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous avons l'intention d'aider le gouvernement même dans son mutisme. C'est facile de l'aider. Nous n'avons qu'à lui rappeler toutes les promesses qu'il a faites à la population. Nous sommes en présence de dépenses qui ne peuvent être capitalisées parce qu'elles ne comportent pas de capital. Une dépense est une sortie d'argent absolue.

**Des députés ministériels** baillent tout haut.  
et toussent avec bruit.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je crois que le seul changement qu'il y aura, c'est que sur la porte des bureaux de la Commission de l'électricité, on posera une autre plaque portant les mots "Régie de l'électricité". Mais il serait bon de savoir ce qui va se passer au-delà de cette porte. Il serait important de savoir combien ça va coûter à la province par année cette nouvelle régie. Il nous est impossible de savoir si M. Pitfield va faire une autre belle transaction avec tout cela. Va-t-il profiter d'une façon ou d'une autre de ce nouvel emprunt?

(Rires)

Le trésorier ne veut pas répondre?

(Silence)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On ne répond pas à notre question. Je suis heureux de constater que le gouvernement, après avoir essayé



d'appliquer le bâillon à l'opposition l'an dernier, se l'applique lui-même. Il y a de la discipline chez les membres du gouvernement. Quel succès, après sept ou huit mois de pouvoir, toutes les bouches du gouvernement sont cadennassées!

(Rires)

**Des députés ministériels** baillent.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Est-ce que des gens auraient fait entrer des idées communistes dans le cœur et l'âme des députés de la droite? Est-ce le cadenas, le "padlock" quoi, comme disent les Anglais?

(Rires)

J'espère cependant que le premier ministre n'ira pas aussi loin que dans le cas de MM. Trépanier et Shane.

**M. le président:** À l'ordre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ça me fait plaisir de voir que le premier ministre a une emprise absolue sur les membres du gouvernement. Le premier ministre doit être de bonne humeur, d'avoir ainsi obtenu le silence de ses députés. Il y a longtemps que le premier ministre aurait dû faire cela. S'il avait commencé avant aujourd'hui, il se serait rendu service à lui-même et il s'en serait trouvé beaucoup mieux.

(Silence)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Finalement, le premier ministre va finir par me répondre: c'est un bon garçon.

**M. Béïque (Chambly):** Ça ne veut pas mordre, hein? répète-t-il.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous demandez le pouvoir d'emprunter. Mais combien voulez-vous emprunter? Pas de réponse! Le gouvernement est bâillonné, répète-t-il.

(À ce moment, un page apporte un verre d'eau au chef de l'opposition).

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Au page) Non, non! Va en porter à ceux qui boivent du fort.

(Rires)

On offre de l'eau à qui l'eau est nécessaire pour "réduire".

(Rires)

Mais M. le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher), vous ne devriez pas réduire vos principes fiscaux et l'essence de votre budget en faisant des emprunts pour 30 ans, alors qu'on n'en a pas besoin.

(Rires)

Pourquoi contracter des emprunts pour payer des frais remboursables après chaque année fiscale?

**Des voix:** Plus fort!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne veux pas parler plus fort parce qu'on dira, comme l'autre soir, que j'étais chaud quand ça fait trois ans que je n'ai pas pris une goutte d'alcool. Je n'ai pas besoin de ça pour m'activer. Je n'ai pas besoin de fort pour me mettre en train. Le député de Québec-Centre (M. Hamel) a étudié la capitalisation des grandes compagnies. Il sait qu'elles ont des fonds pour payer.

(Silence)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Cette résolution vient en contradiction avec le programme que nos amis de la droite ont prêché.

(Rires)

(On remarque ici que le député de Chambly (M. Béïque) s'est confectionné un bonnet quelconque avec un journal, et qu'il s'en couvre la tête).

(Rires à droite)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je m'aperçois que le député de Chambly se met un chapeau qui le qualifie parfaitement.

On en mettait sur la tête des enfants à l'école lorsqu'on les envoyait en pénitence, ça s'appelle des bonnets de... vous savez quoi? Je ne dirai pas comment on qualifie ça.

(Rires)

**M. Béïque (Chambly):** Oui, quand on était "petits" tous les deux!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je vois que le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) quitte la Chambre. Il s'en va fumer une touche. Il y a des gens qui ne savent que tirer une touche.

Je termine, dit-il, en protestant une fois de plus parce qu'on hypothèque la province au profit des grandes compagnies.

Je m'aperçois que le cadenas est fermé durement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je veux, dit-il, continuer le débat. Pourquoi ne répondez-vous pas?

**Des députés ministériels:** (Criant en chœur) Adopté! Adopté!

**Des députés de l'opposition:** Assoyez-vous! Assoyez-vous!

**M. Drouin (Québec-Est):** Avez-vous jamais vu une affaire pareille? En vertu de quelle autorité procède-t-on ainsi? Il n'y a pas de vote M. le président.

**Des députés ministériels:** (Criant) Adopté!

**Des députés de l'opposition protestent.**

**M. le président:** Ceux qui sont pour la deuxième résolution voudront se lever.

**Des députés de l'opposition:** Non, non, pas de vote.

**M. le président:** Cinq députés ont demandé le vote, et c'est suffisant!

**Des députés chahutent.**

(Tout le monde parle en même temps pendant cinq minutes).

**M. Drouin (Québec-Est):** (Criant de toutes ses forces) Vous n'avez pas le droit, M. le président. Nous avons le droit de discuter. C'est de l'autocratie, pas autre chose. C'est le bâillon!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Criant) En vertu de quel article?

**M. le président:** Assoyez-vous, on va vous expliquer cela.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Assoyez-vous; on va discuter ça, cette affaire-là!  
(Le chef de l'opposition s'assoit)  
(Applaudissements à droite)

**M. le président:** Ceux qui sont contre cette résolution voudront bien se lever!

**M. Drouin (Québec-Est):** (Assis pour ne pas voter) M. le président...

**M. le président:** L'article 2 des résolutions est adopté.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Sur quel article vous basez-vous pour agir ainsi?

**M. Boyer (Châteauguay):** Sur les règlements. À l'ordre... À l'ordre!

**M. le président:** Nous passons à l'article 3 des résolutions.

**M. Drouin (Québec-Est):** Une minute... Ce serait bien la première fois qu'on procède ainsi dans un Parlement britannique!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'en appelle à la Chambre de la décision du président!

**M. le président:** La troisième résolution sera-t-elle adoptée?

**Des députés ministériels:** Oui, oui.

**M. le président:** Article 3...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
3. Que la Régie remboursera ces avances au gouvernement à même les montants perçus des distributeurs en vertu de l'article 27 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, au fur et à mesure de leur perception.

**Des députés murmurent et crient.**

**Des députés ministériels:** (Criant) Adopté!  
(Chahut)<sup>17</sup>

**M. Drouin (Québec-Est)** proteste.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** proteste.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je me lève sur une question de privilège. Les règlements

permettent à chaque député de parler aussi souvent et aussi longtemps qu'il le veut en comité plénier sur chaque article. C'est indiscutable! L'on vient de violer un privilège essentiel aux délibérations de la Chambre des députés. Je dis que le gouvernement n'a pas le droit de procéder avec arbitraire et despotisme comme il le fait; sans quoi la liberté de parole est supprimée et aucun député de cette Chambre n'a le droit de dire un mot.

**M. l'Orateur:** Que l'honorable chef de l'opposition établisse d'abord quel est le privilège qu'il entend revendiquer.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est bien simple. Nous avons le droit d'en appeler à la Chambre de la décision prise par le président du comité, et on n'a pas le droit de nous refuser le vote sur cet appel.

**M. l'Orateur:** Je ne vois aucun rapport entre les paroles du chef de l'opposition et ce droit. La Chambre est appelée à voter des résolutions qui ne peuvent même pas être discutées. Je n'ai aucun rapport devant moi. Le seul rapport que j'ai officiellement, c'est que les résolutions ont été adoptées.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je signale à l'attention de l'Orateur...

**M. l'Orateur:** Je rappelle le chef de l'opposition à l'ordre. Il y a une motion à l'effet que les résolutions soient lues une première fois.

Je n'ai pas officiellement, dit-il, connaissance de ce qui se passe en comité plénier, et je dois agir en conséquence.

**M. Drouin (Québec-Est):** Mais les résolutions n'ont pas été adoptées, et nous avons le droit de dire pourquoi; c'est parce qu'elles ont été adoptées illégalement au comité. Les résolutions ne peuvent être adoptées en violation des règlements! On procède contrairement à la coutume dans tous les Parlements britanniques. En vertu de la coutume parlementaire britannique, un député a le droit de parler tant qu'il le veut en comité. À un moment donné, pendant qu'on discutait les résolutions en comité plénier, des députés ministériels ont fait le jeu suivant: ils se sont tous levés pour demander le vote. Qu'est-ce que c'est, sinon le bâillon? C'est contraire à tous les règlements en Parlement britannique; dans aucun Parlement on ne permettrait une chose

semblable. L'adoption des résolutions a été absolument illégale et c'est à cela que nous nous opposons.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. L'article 316 du Règlement dit que les résolutions, lors de la première lecture, sont lues sans débat et doivent être lues immédiatement. La Chambre peut les adopter ou les envoyer au comité.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Les résolutions n'ont pas été rapportées légalement à l'Orateur. Voilà pourquoi nous nous opposons. Nous sommes bien prêts à respecter votre autorité, pourvu que l'opposition soit traitée tout comme le gouvernement.

Parlant sur le point d'ordre. En vertu de l'article 296 du Règlement, un député peut parler aussi souvent qu'il le veut au comité. Je m'oppose, dit-il, à ce que le président du comité plénier fasse rapport à la Chambre.

**M. l'Orateur:** Je rappelle le député de Rivière-du-Loup à l'ordre. Le premier ministre a soulevé un point d'ordre, mentionnant l'article 316. Il n'y a pas de débat sur la première lecture, mais si les députés ont des questions de privilège à invoquer, je les entendrai. Le député de Rivière-du-Loup doit s'en tenir au point soulevé et ne pas s'occuper du fond de la question.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** (Citant derechef l'article 316) Les députés ont droit à leurs privilèges, déclare-t-il. Je respecte l'autorité du président, mais les droits des députés doivent aussi être respectés. Je répète que l'on doit s'en tenir au point soulevé.

**M. l'Orateur:** Je vous rappelle de nouveau à l'ordre, dit-il.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est bien, j'ai dit ce que je voulais.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** M. l'Orateur, vous êtes ici chargé de sauvegarder les privilèges des députés. Quand vous avez prêté votre serment d'office, vous avez juré solennellement de combattre jusqu'au bout pour sauvegarder les privilèges des députés. Or, en vertu de l'article 317, je demande la permission de dire à l'Orateur ce qui s'est passé...

**M. l'Orateur:** Je ferai d'abord remarquer qu'il y a devant moi un point d'ordre du premier ministre qui doit être décidé avant toute autre chose.

Le premier ministre a cité l'article 316 qui décrète qu'il n'y a pas de débat sur la première lecture des résolutions. Le texte est formel. Quant à la question de privilège soulevée par le chef de l'opposition, il m'est impossible de me prononcer là-dessus parce que je n'ai pas pris connaissance officiellement des délibérations du comité. Et je n'ai pas l'autorité nécessaire pour décider si les agissements du comité plénier ont été réguliers ou non. Il faudrait une motion sur laquelle la Chambre serait appelée à se prononcer. C'est tout ce qu'on peut faire! C'est la Chambre qui doit décider.

**M. Drouin (Québec-Est)** discute<sup>18</sup>.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** discute.

**M. l'Orateur** discute.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai l'intention de présenter une motion sur une question de privilège. La motion condamne la violation d'un privilège dont la majorité est responsable en refusant à l'opposition le droit prescrit par les règlements de parler sur chaque article d'un bill en comité plénier. Le président du comité plénier s'est trompé en déclarant adoptées des clauses sur lesquelles aucun député n'avait pu obtenir les renseignements qu'il demandait. J'appuie ma motion sur le fait qu'en comité, les députés peuvent parler aussi souvent qu'ils le désirent. Tant que les députés n'ont pas exprimé leur pensée, on ne peut mettre fin au débat. Les résolutions du bill 48 ont été étudiées. J'étais à parler quand la deuxième résolution a été adoptée.

**M. Béïque (Chambly):** Non, vous étiez assis.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La première a été lue régulièrement, les deux autres ne l'ont pas été régulièrement. C'est une violation directe des privilèges de la Chambre. Le gouvernement donne l'exemple de l'absolutisme parfait, de l'autocratie la plus complète, et la Chambre devrait être unanime à le blâmer.

Si le gouvernement a l'intention de continuer ainsi, d'agir dans l'arbitraire et l'absolutisme, autant le dire immédiatement. On prépare des jours graves dans la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition n'a pas le droit de parler d'arbitraire et de despotisme. Il n'a pas le droit de qualifier ainsi les décisions du président du comité.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est une loi qui intéresse des milliers de citoyens, qui coûtera peut-être des millions à la province. Cette Chambre devrait être unanime à blâmer la tactique des ministériels. Tout ce qu'on voulait, c'étaient des informations. Nous n'étions pas opposés au bill et aux résolutions. Mais on a le droit de se renseigner.

Le crédit de la province est engagé dans ce bill. Il n'y a plus de régime parlementaire si l'on peut violer impunément tous les règlements. Le premier privilège des députés, c'est celui de la parole. Même là où l'on a imposé des lois de bâillon, les députés peuvent parler au moins 20 minutes. Il n'y a plus de régime parlementaire possible si l'on viole ainsi les privilèges des députés.

**M. Béïque (Chambly):** Point d'ordre. Le chef de l'opposition affirme depuis 10 minutes des choses imaginaires, et il invoque le Règlement. Il avait terminé son discours.

**M. l'Orateur:** Ce n'est pas la place. Je prie le député de Chambly de reprendre son siège.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'annonce, dit-il, mon intention de continuer et je conclurai par la motion que j'ai annoncée. L'Orateur l'aura en main quand le temps sera venu. On admettra que je n'ai pas eu le temps de l'écrire. Si l'on continue d'administrer ainsi, le peuple n'aimera pas cela, il n'est pas en faveur de l'autocratie, répète-t-il.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette expression n'est pas parlementaire. L'honorable chef de l'opposition n'a pas le droit d'attaquer le gouvernement en disant cela. Il devrait ménager ses expressions. Je soulève la question d'ordre!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas lancé d'accusation contre le gouvernement, mais je dis que le peuple n'est pas en faveur du despotisme et de l'autocratie; il est pour la saine démocratie.

**M. l'Orateur:** Le chef de l'opposition parle-t-il sur le point d'ordre?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui. Je disais donc que le peuple ne veut pas d'autocratie.

**M. l'Orateur:** En même temps, j'en profite de l'atmosphère de la Chambre pour avertir les députés, tous les députés, qu'il y a une foule

d'expressions qui ne sont pas parlementaires et que l'on emploie ici depuis le début de la session. Les mots "absolutisme", "vipère", "autocratie", "despotisme", "camouflage" et autres ne sont pas dans l'esprit des règlements. J'invite les députés de la Chambre à éviter toute expression blessante ou peu conforme au décorum de la Chambre. Qu'on observe les règlements, car autrement je serai obligé de rappeler les députés à l'ordre.

Je dirai, de plus, que les députés n'ont pas le droit de s'adresser directement à leurs collègues. Ils doivent leur parler à la troisième personne. Si l'on suivait davantage les règlements de la Chambre, il serait possible d'éviter que l'on change le ton de la discussion.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous ne voulons pas faire d'obstruction.

(Rires)

Il faut bien employer les termes de la langue française!

Tant et aussi longtemps que le gouvernement agira ainsi, si nous ne pouvons obtenir les renseignements nécessaires pour nous éclairer, il est inutile pour nous de voter. Autant nous asseoir. En l'occurrence, nous avons essayé à plusieurs reprises d'avoir des renseignements sur la manière que la loi sera appliquée, et ce fut impossible. Le bâillon n'existe que pour empêcher les députés de faire des discours. Il est absolument inutile.

Si on l'applique, les députés ne peuvent obtenir de renseignements. Nous n'avons pas voulu et ne voulons pas faire d'obstruction, répète-t-il. Mais nous avons le droit de demander des renseignements. L'opposition est prête à voter les résolutions à moins que des informations du gouvernement l'aient amenée à changer d'avis. Pour moi, j'aurais probablement voté en faveur des résolutions, à moins que le gouvernement me justifie de faire le contraire. Le gouvernement n'a pas voulu nous renseigner. C'est curieux. Il n'y a eu qu'une résolution de votée légalement, les autres l'ont été dans le tumulte et le brouhaha.

On veut étouffer la liberté de parole. Si le gouvernement veut du bâillon, qu'il présente une loi à cette fin. Mais en attendant, tant que nous aurons des privilèges de reconnus, nous entendons les exercer. Cette manière d'agir est un ferment de trouble, et les désordres peuvent prendre de l'envergure et devenir graves. Je proteste énergiquement comme député de Saint-Hyacinthe.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un autre point d'ordre, dit-il. L'opposition

fait de l'obstruction. Le chef de l'opposition n'a pas dit en vertu de quel privilège il parlait; il n'a pas donné ses raisons. Qu'il se résume. Qu'il parle correctement et avec précision, et l'on pourra apprécier. Quel est le privilège qui a été violé et quelles sont les raisons?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Tant et aussi longtemps que nous le voulons, nous pouvons parler en comité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un autre point d'ordre, dit-il, à moins que le chef de l'opposition ne présente ses raisons et donne des faits. Il n'a pas cité son privilège et il n'a pas déposé sa motion.

L'article 183 dit qu'une question de privilège semblable ne peut être soulevée que si cela requiert une action immédiate. L'Orateur n'a rien devant lui.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il y a quelque chose devant la Chambre. Les résolutions. C'est précisément pour que les résolutions ne soient pas lues que le chef de l'opposition parle sur une question de privilège.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a rien contre les privilèges de la Chambre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il y a tellement quelque chose devant l'Orateur que l'on a demandé la première lecture des résolutions, et que c'est alors que le chef de l'opposition a voulu montrer que les privilèges de la Chambre étaient violés.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quant aux violations de privilèges, il les a signalées bien clairement. Il a le droit, comme député, de présenter cela. C'est à la Chambre qu'il s'adresse et il est parfaitement dans l'ordre.

**M. l'Orateur:** En vertu des règlements, l'honorable chef de l'opposition pouvait parler comme il l'a fait. Mais maintenant, sa motion doit être écrite; elle semble rédigée, et l'Orateur devrait en prendre connaissance. Je comprends qu'il était physiquement incapable de la rédiger plus tôt lorsqu'il parlait, mais elle doit être rédigée maintenant.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Bertrand) que cette Chambre proteste contre la

violation par le gouvernement des privilèges des représentants du peuple en empêchant les députés, surtout ceux de l'opposition, de discuter librement des résolutions relatives aux bills du gouvernement et en faisant voter des résolutions sans tenir compte du désir déclaré de certains députés de parler; et que cette Chambre blâme la conduite du gouvernement à ce sujet et réclame ses prérogatives essentielles; que, en conséquence, les résolutions relatives au bill 48 soient considérées et étudiées de nouveau.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je proteste, dit-il. La motion n'est pas dans l'ordre. Les conclusions sont à l'effet de retourner en comité plénier, bien que ce ne soit pas dit clairement. Il ne peut y avoir d'amendement parce qu'on ne peut faire de débat à ce stage. Comment, à part ça, avoir l'audace de prétendre que le vice-président (M. Trudel) a fait un rapport qui n'est pas exact? Personne ne s'est levé pour qu'il modifie son rapport. S'il n'y a pas de débat sur la première lecture, il ne peut y avoir d'amendement et la motion est hors d'ordre. Je demande le rejet de la motion.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'opposition a protesté par tous les moyens possibles. Je demande à la Chambre d'en décider. On ne peut en appeler d'une décision du comité qu'à la Chambre. C'est un droit inaliénable.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La motion est parfaitement dans l'ordre. Il (M. Casgrain) argumente<sup>19</sup>.

**M. Drouin (Québec-Est):** C'est le seul moyen, le seul recours des députés. Il faut que les résolutions soient passées régulièrement. Un certain nombre de députés croient qu'ils n'ont pas eu de justice. Plutôt que de leur laisser cette impression, pourquoi ne pas mettre fin à la discussion en acceptant la motion? Le président devrait référer les résolutions de nouveau au comité.

**M. l'Orateur:** Je n'ai pas le pouvoir de renvoyer une motion au comité plénier. Mais comme la question est délicate, je vais faire une étude approfondie du point d'ordre de l'honorable premier ministre en comité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je propose, dit-il, la deuxième lecture des résolutions.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je demande que la deuxième lecture soit référée à la prochaine

séance, afin que l'on connaisse d'abord la décision sur le point d'ordre. Si par hasard la Chambre nous donnait raison, après l'étude de la motion, tout le travail serait inutile. Je ne vois pas d'objection à attendre à la prochaine séance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si l'opposition était en faveur des résolutions, comme l'a prétendu l'honorable chef de l'opposition, elle n'a qu'à les voter. Si les renseignements du gouvernement pouvaient la faire changer d'idée, c'est donc qu'elle n'a pas d'idée et que le gouvernement la mène. On a siégé tout l'après-midi. Il (l'honorable M. Duplessis) parle de nouveau d'objection.

Ça coûte très cher et l'argent nécessaire est retardé. On a parlé plus de cinq heures sur ces résolutions qui ne sont pas contestables, à mon avis, dit-il. Pendant que les chômeurs, les cultivateurs, les ouvriers attendent de cette Législature des lois pour les aider, l'opposition s'entête à parler sur des résolutions qu'elle approuve.

J'insiste pour qu'on procède et que la deuxième lecture ait lieu immédiatement. Je suggère que l'Orateur ajourne pendant quelques minutes, si c'est nécessaire, et qu'il rende ensuite sa décision afin que nous procédions.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il sera inutile de rendre une décision demain si l'on doit faire les autres lectures au cours de cette séance.

**M. Drouin (Québec-Est)** parle dans le même sens que le chef de l'opposition et le premier ministre. Il sera inutile de procéder, dit-il, si la décision ne doit venir que demain, au cas où elle serait renvoyée.

**M. l'Orateur:** Je suspends la séance pour étudier le point d'ordre<sup>20</sup>.

**Reprise  
de la séance**

**M. l'Orateur:** Le point d'ordre est maintenu. Il n'y a rien qui permette de greffer à une question de privilège une motion qui peut être présentée en tout temps. La première partie pourrait être maintenue, mais pas la deuxième.

La motion est irrégulière, parce que la dernière partie de cette motion constitue une demande de renvoi des résolutions au comité, non une question de privilège, et vicie le reste de la motion (article 144 du Règlement).

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'en appelle de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Caron, Choquette, Dubé (Témiscouata), Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marier, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Tardif, Tellier, Tremblay, Trudel, Vachon, 46.

**Contre:** MM. Bastien, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Dumaine, Grégoire, Hamel, Lawn, Messier, Turcotte, 17.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

**M. l'Orateur:** La Chambre passe à la deuxième lecture des résolutions.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Une décision<sup>21</sup>.

**M. l'Orateur:** La Chambre demande que les résolutions soient agréées.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Sur division<sup>22</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que les résolutions soient adoptées.

La motion "Que les résolutions soient maintenant adoptées est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Caron, Choquette, Dubé (Témiscouata), Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Jolicoeur, Labbé, Lafleur, Langlais,

Larivière, Larochelle, Larouche, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marier, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Tardif, Tellier, Tremblay, Trudel, Vachon, 48.

**Contre:** MM. Bastien, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Dumaine, Grégoire, Hamel, Lawn, Messier, Turcotte, 17.

Ainsi, les résolutions sont adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 48 instituant la Régie provinciale de l'électricité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

**Des députés de l'opposition:** La version anglaise! Où est la version anglaise? Nous voulons la version anglaise!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** Je soulève un point d'ordre. Selon l'article 439 du Règlement, l'on ne peut procéder à la deuxième lecture d'un projet de loi sans qu'il n'ait d'abord été imprimé et distribué en français et en anglais.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les *Procès-verbaux* font foi de la distribution: ils indiquent que le projet de loi a été imprimé en français et en anglais cet après-midi.

**M. l'Orateur:** Je dois, dit-il, m'en tenir au témoignage du *Feuilleton*.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous continuez à faire de l'obstruction.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si le bill a été distribué, nous n'en avons pas de copie anglaise, mais en français seulement. Nous voudrions avoir la copie anglaise!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le chef de l'opposition commence donc à apprendre le français, ce sera suffisant.

(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Nous n'avons pas de copie anglaise.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je persiste à dire que le bill a été distribué.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** À qui?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** À qui et où? Que l'Orateur fasse enquête, ce ne sera pas long.

**M. l'Orateur:** Il n'est pas loisible de faire une enquête afin de savoir si les copies anglaises et françaises ont été distribuées. Je dois m'en rapporter au *Feuilleton*, qui indique qu'elles sont imprimées. Le témoignage du *Feuilleton* peut contenir une erreur.

**M. Bertrand (Montréal-Laurier):** Je demande également qu'une copie anglaise soit distribuée avant que l'on vote. Si le bill a été distribué, nous ne l'avons pas vu.

**M. Connors (Montréal-Sainte-Anne):** Je n'ai jamais reçu le bill, dit-il. Je demande la copie anglaise.

**M. Lawn (Pontiac):** Je n'ai jamais reçu le bill, dit-il. Je demande la copie anglaise.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je demande que la copie anglaise me soit remise avant de voter.

**M. Bastien (Berthier):** Je demande que la copie anglaise me soit remise avant de voter.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est la première fois que je vois le député de Montréal-Laurier (M. Bertrand) demander la copie anglaise d'un bill ici. L'opposition donne un spectacle étrange. Il mentionne plusieurs députés, dont M. Drouin.

**Des députés ministériels:** Obstruction, obstruction systématique!

**M. Drouin (Québec-Est):** Je pensais que le premier ministre m'oublierait.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande aux gens de bien noter l'attitude de l'opposition. Nous laissons aux députés qui réclament ces copies anglaises uniquement pour faire de l'obstruction, le poids de leur action. Puisque l'on est rendu à lancer le cri de race pour faire de l'obstruction, puisque l'on fait de la petite politique à

base du cri de race, nous allons passer à un autre ordre du jour. La Chambre va passer à l'étude d'un autre bill.

**M. Drouin (Québec-Est):** En réponse au point d'ordre soulevé par le premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas un point d'ordre. Ce dernier est retiré. Il s'agit d'une déclaration.

**M. l'Orateur:** Le premier ministre a retiré son point.

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est évident que cette bande ne veut pas procéder. Vous allez faire courir dans la province vous autres.

**M. Sauvé (Beauharnois):** C'est des nationalistes, des nationalistes.

**M. Boyer (Châteauguay):** On va leur nationaliser le fouet<sup>23</sup>.

#### Progrès de la colonisation

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 50 favorisant le progrès de la colonisation et le maintien des cultivateurs sur la terre.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité<sup>24</sup>:

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose: 1. Que le gouvernement de la province pourra acquérir de gré à gré, par échange ou autrement, dans le district électoral de Témiscouata, toutes terres ou parties de terres qui, dans son opinion, seront, par leur nature et leur situation, susceptibles de favoriser la colonisation, de permettre l'agrandissement de vieilles paroisses ou d'aider à la fondation de nouvelles paroisses.

2. Que lorsque pour une raison quelconque, dans l'opinion du lieutenant-gouverneur en conseil, ces terres ou parties de terres ne pourront être



acquises de gré à gré, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre à les exproprier conformément à la loi qui accompagne les présentes résolutions.

3. Que, dans les quinze jours qui suivront le jugement final rendu sur l'ordre de distribution ou de collocation du protonotaire de la cour, le trésorier de la province paiera l'indemnité à qui de droit, selon le jugement de distribution, suivant la loi qui accompagne les présentes résolutions.

4. Que le prix des acquisitions des terres ou parties de terres en vertu de la section 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, les indemnités fixées conformément à ladite loi, les frais encourus sur les procédures et toutes autres dépenses occasionnées par l'application de ladite loi seront payés à même le fonds consolidé du revenu.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra cependant décréter le paiement entier ou partiel des sommes visées à la résolution qui précède au moyen d'emprunts n'excédant pas trente ans et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par année.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'aurais voulu féliciter le gouvernement de la loi qu'il vient de présenter, car en premier lieu, cela me semblait être une bonne loi. Je constate cependant qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle loi, mais que cette loi existait déjà dans les Statuts de 1935.

(Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), le député de Québec-Est (M. Drouin) et le conseiller législatif Elysée Thériault causent à la porte de la Chambre).

**M. Pouliot (Missisquoi):** M. le président, il y a un caucus dans le coin.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je demande qu'on respecte l'ordre dans cette Chambre.

(Plusieurs interruptions. Presque tous les députés causent entre eux).

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Attendez: je fais remarquer qu'il y a un caucus près de la porte de cette Chambre.

**M. Drouin (Québec-Est):** (Revenant à son fauteuil) Qu'est-ce qu'on dit à propos de caucus?

**M. le président:** À l'ordre!

**M. Drouin (Québec-Est):** Pardon! Pardon, vous, j'ai le droit de parler en cette Chambre. Nous sommes en comité plénier et tous les députés peuvent parler. Le député de Matane vient de faire allusion à un caucus. Je parlerai quand je voudrai en Chambre et à qui je voudrai en dehors de cette Chambre, qu'on se le tienne pour dit.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Cette loi est comprise dans les Statuts 25-26 George V qui nous donnent déjà le droit d'exproprier les seigneuries en question dans le comté de Témiscouata.

Je croyais que l'on mentionnerait dans la loi quelles parties exactes de la seigneurie de Rivière-du-Loup seraient expropriées. Sans cette clause, je dis que c'est encore ici une loi d'assistance absolument inutile, et elle est faite pour le député de Témiscouata (M. Dubé) qui veut obtenir pour son petit coin de terre ce droit d'exproprier. J'en suis pour l'expropriation de la seigneurie Thomas. Nous réclamons cette expropriation depuis 25 ans. Mon honorable ami de Témiscouata a cru avoir obtenu le droit d'exproprier. Ces pouvoirs existaient dans l'ancienne loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition recommence encore son obstruction systématique, c'est clair. De deux choses l'une: la loi que le député mentionne donnait le droit d'exproprier ou ne le donnait pas. Si elle le donnait, comment se fait-il qu'il y avait une loi qui ne permettait de rien faire? Le député de Rivière-du-Loup sait pourtant que pas une terre n'a été expropriée par l'ancien régime, pas une! Cette loi, comme les autres, est une superposition de clauses légales sans résultats. Il s'agit d'un fouillis légal.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Avec cette loi, vous n'expropriez pas; vous ne faites que demander le droit d'exproprier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a au Témiscouata une seigneurie qui empêche le progrès et l'expansion de la colonisation. L'ancienne loi paralysait les efforts du colon et décourageait les vieux cultivateurs. Le député va admettre cela.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Certainement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, pourquoi le député de Rivière-du-Loup parle-t-il?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je parle pour avoir des renseignements. Qu'on me les donne.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne crains pas que nous réalisons cette demande avec plaisir, et que nous réglons un problème que l'ancien régime n'a pas été capable de régler. Bon, son régime, dit-il, a été au pouvoir pendant 40 ans et n'a rien fait. Si le député de Rivière-du-Loup est charmant, je me demande s'il est plus naïf que charmant en prétendant que la loi est la même que celle de l'ancien régime. Nous sommes dans une province à base d'agriculture et pas une terre de seigneurie n'a été expropriée. La seigneurie Thomas est actuellement en butte à des discussions légales au sujet des contestations de la propriété. Les Fraser et les Lanquedoc s'arrachent les titres de propriété.

Nous avons dit: "Il faut ouvrir à la colonisation les domaines qui paralysent et atrophient la colonisation." L'ancienne loi produisait des tergiversations, tandis que nous, nous disons: "Nous sommes immédiatement propriétaires. Nous sommes en faveur du principe des terres libres pour les colons libres." La propriété appartient à la province. Nous voulons donner la préséance à la colonisation; nous voulons ouvrir toutes les terres arables disponibles.

C'est une demande présentée au gouvernement par le représentant de Témiscouata (M. Dubé), accompagné alors de Son Excellence l'évêque de Rimouski, du député de Matane (l'honorable M. Gagnon), du député de Matapédia (M. Paradis), et que nous réalisons avec plaisir. Nous réglons après sept mois un problème que l'ancien régime n'a pas été capable de résoudre en 40 ans d'administration. Mais, à la veille des élections de 1935, une loi opérante fut édictée.

(Applaudissements)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je n'ai, dit-il, pas d'objection à ce que le gouvernement exproprie, mais le gouvernement pourrait-il nous dire quelles sont les parties qu'il veut exproprier, et quelles sont celles qu'il veut acquérir de gré à gré? Et quelle partie de la seigneurie on va acquérir et quand?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Je suis surpris des remarques du député de Rivière-du-Loup. Il a déclaré que depuis 25 ans il réclamait que ce territoire fût ouvert à la colonisation, et qu'il y avait une loi à ce sujet. Le député de Rivière-du-Loup a donc manqué à son devoir; il a manqué à ses promesses; et il n'a pas pris les intérêts de ses

électeurs. Le ministre n'a rien fait quand il était au pouvoir.

D'après notre loi, trois paroisses nouvelles pourront être fondées dans cette région, et le surplus des paroisses du bas Saint-laurent pourra être envoyé là.

Il aurait été mieux de nous dire que l'ancienne loi n'était pas efficace. Nous, nous présentons une loi qui sera applicable, et des colons de toutes les paroisses du bas du fleuve pourront s'établir à cet endroit.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je n'hésite pas à déclarer que j'ai demandé ces expropriations, et que je n'ai pas réussi avec l'ancienne loi, mais votre loi est calquée sur celle de 1935, et vous n'aurez pas plus le droit d'exproprier la seigneurie. Je dis que votre loi ne va pas assez loin.

Oui, mais ma question était pourtant claire. S'agit-il d'expropriation ou d'acquisition de gré à gré. Et quelles parties de la seigneurie Thomas exproprierez-vous?

**M. Dubé (Témiscouata):** Il me fait plaisir d'appuyer la loi du gouvernement. Elle donnera aux comtés de Témiscouata et de Rivière-du-Loup une expansion considérable. Le gouvernement s'appropriera la portion de la seigneurie dont on aura besoin. Elle permettra aux paroisses du haut du comté de se développer; on pourra également peupler une partie des terres qui sont presque en jachère aujourd'hui. On va ainsi avoir au-delà de 500 lots nouveaux pour les colons. Je vais voter pour cette loi que l'on a demandée, sans succès pendant 25 ans.

Il (M. Dubé) fait l'historique de toute cette question de seigneurie et démontre les avantages de la loi. Il fallait, dit-il, un gouvernement d'Union nationale pour nous l'accorder. Je félicite et remercie le gouvernement, dit-il, d'avoir réussi en moins de huit mois ce que l'ancien régime n'a pas daigné accomplir en 40 ans.

Le gouvernement achètera les terrains en culture et non les régions boisées incultes à la culture.

(Applaudissements à droite)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je félicite, dit-il, mon collègue de Témiscouata. Ce devrait être lui, poursuit-il, le ministre de la Colonisation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Faisant l'éloge du député de Montréal-Saint-Jacques, l'honorable M. Auger) La province, ajoute-t-il, n'a

jamais eu de meilleur ministre de la Colonisation depuis 25 ou 30 ans.

**M. Bastien (Berthier):** La loi a un titre bien national! Il ne s'agit que d'un cas local qui n'autorise pas un titre aussi pompeux. Je demande au gouvernement ce que coûteront les expropriations nécessitées par la présente loi pour établir trois nouvelles paroisses dans cette seigneurie.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Nous pourrions vous donner des détails supplémentaires là-dessus.

**M. Bastien (Berthier):** L'ancien régime a été le gouvernement qui, dans tout le Canada, a, de 1930 à 1936, fait le plus pour la colonisation. Il y a dépensé plus d'argent que toutes les autres provinces du dominion réunies.

Il me semble que ce traitement accordé à quelques paroisses du comté de Témiscouata est un traitement de faveur que toute la province sera appelée à payer.

Je conseille, dit-il, au gouvernement de garder de la prudence dans la dépense des deniers publics.

Expropriations ici, dépenses là, des beaux parcs, on se demande si la solidité bien reconnue de la province au point de vue financier ne sera pas gravement entamée. Nous sommes en train d'ébranler le système financier de la province!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas un sou de plus que cela devrait coûter à la province.

**M. Perron (Beauce):** J'approuve la loi, dit-il, et je félicite le gouvernement de son beau geste; le gouvernement, estime-t-il, pourrait le répéter avec autant d'avantages pour le comté de Beauce où il pourrait ouvrir des paroisses de colonisation suffisantes pour absorber tous les colons du comté de Beauce et ceux du comté de Frontenac.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Je félicite M. Perron, dit-il, de son premier discours en Chambre et de l'intérêt qu'il porte à ses électeurs.

Je promets que nous allons étudier rapidement et avec la plus vive attention les demandes du représentant de Beauce (M. Perron).

Les résolutions sont adoptées.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 50 favorisant le progrès de la colonisation et le maintien des cultivateurs sur la terre.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

La séance est levée à 11 h 40<sup>25</sup>.

### NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

2. *Le Journal* du 5 mai 1937, à la page 3, indique qu'il est alors 3 heures.

3. *Le Journal* du 5 mai 1937, à la page 3, indique qu'il est alors 3 h 20.

4. *Le Journal* du 5 mai 1937, à la page 3, indique qu'il est alors 3 h 30.

5. "1930", selon le Soleil du 5 mai 1937, à la page 8.

6. Lors des débats à l'Assemblée législative, plusieurs députés associent ironiquement le député de Saint-Hyacinthe (M. Téléphore-Damien Bouchard) à une histoire de valise. En fait, selon les dires de M. Maurice Duplessis, il y avait à Saint-Hyacinthe une imprimerie dans laquelle était intéressée la fille de M. Bouchard. Le député de Saint-Hyacinthe l'a ensuite achetée et mise au nom de celle-ci. Puis, il a fait acheter des valises par cette imprimerie, et lui, alors qu'il était président de la Chambre, a acheté les valises de cette imprimerie au nom de sa fille avec un profit de 30 % aux dépens de la province.

M. Duplessis raconte cette histoire en détail à la séance du 5 avril 1938.

7. *Le Journal* du 5 mai 1937, à la page 3, indique qu'il est alors 3 h 44.

8. *Le Journal* du 5 mai 1937, à la page 3, indique qu'il est alors 3 h 45.

9. "Le programme de l'Action libérale nationale", selon *Le Canada* du 5 mai 1937, à la page 8.

10. "Dominion Popular League", selon *L'Action catholique* du 5 mai 1937, à la page 7. "Popular Government League", selon *L'Événement* du même jour, à la page 4.

11. "Union nationale", selon *Le Journal* du 5 mai 1937, à la page 4.

12. *Le Journal* du 5 mai 1937, à la page 3, indique qu'il est alors 5 heures.

13. \$647,877,999, selon *Le Journal* du 5 mai 1937, à la page 7.

14. *Le Journal* du 5 mai 1937, à la page 3, indique qu'il est alors 5 h 15.

15. Voir note 1.

16. "canayens", selon *Le Journal* du 5 mai 1937, à la page 7.

17. *Le Soleil* du 5 mai 1937, à la page 9, rapporte que le député de Kamouraska (M. Chaloult) va causer avec le député de Berthier (M. Bastien). Le journaliste précise en plus que le vacarme recommence de plus belle, et au milieu de ce chahut, on entend le canon de la citadelle signalant qu'il est 9 h 30.

18. *Le Soleil* du 5 mai 1937, à la page 9, rapporte seulement que M. Drouin, M. Sauvé, M. Bouchard, discutent pendant quelques minutes.

19. Il parle pendant quelques minutes, selon *Le Soleil* du 5 mai 1937, à la page 11.

20. M. Sauvé suspend la séance pendant environ un quart d'heure, selon *Le Soleil* du 5 mai 1937, à la page 11.

21. "Sur division", selon *Le Canada*, du 5 mai 1937, à la page 9.

22. "Sur décision", selon *Le Soleil* du 5 mai 1937, à la page 11.

23. "Les nationalistes du fouet vont se faire courir dans la province", selon *L'Illustration nouvelle* du 5 mai 1937, à la page 2. Par ailleurs, selon *Le Journal* du 5 mai 1937, à la page 3, le débat sur ces résolutions a duré cinq heures.

24. Voir note 1.

25. 11 h 45, selon *La Patrie* du 5 mai 1937, à la page 14.

## Première séance du mercredi 5 mai 1937

## Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Bégin (Dorchester):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 12 mai prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, des promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**M. Boyer (Châteauguay):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 140 modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance.

**M. Marier (Drummond):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 12 mai prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

## Travaux de la Chambre:

## Production de documents

**M. Bastien (Berthier):** Qu'est-il advenu de ma question relative aux travaux de chômage à

Louiseville? Mardi après-midi, on a converti en motion cette question que j'avais posée, précisez-t-il, mais je n'ai pas encore vu la réponse, malgré qu'elle devait être produite l'après-midi même.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Cette question a été convertie en motion de production de documents. La réponse a été faite, puis envoyée au département du secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) qui va compléter et envoyer la réponse incessamment à son retour.

**M. Bastien (Berthier)** se déclare satisfait.

**Employés du bureau  
du premier ministre**

**M. Bastien (Berthier):** Quand va-t-on répondre à la question no 4, qui demande un état comparatif des employés du bureau du premier ministre à Montréal du 1<sup>er</sup> janvier 1931 au 26 août 1936? C'est là une question simple qui ne demande pas beaucoup d'ouvrage pour répondre. Le premier ministre va-t-il répondre bientôt?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La question et la réponse est simple, à bien des points de vue. Mais ce n'est pas si simple que cela.

Sous l'ancien régime, l'édifice du gouvernement à Montréal avait été converti, partiellement, au point qu'on y avait aménagé des locaux extraordinaires, à tel point qu'on y trouvait salle de bain et salle de réception. On n'a pu trouver à quel ministre pareil déploiement pouvait bien servir.

Nous ne savons pas le nombre des employés du premier ministre aux bureaux du gouvernement à Montréal sous l'ancien régime; la recherche n'est pas facile à faire, car il faut fouiller dans les *Comptes publics*, qui sont un embrouillamini incompréhensible. Il nous est difficile de tout retracer!

Le gouvernement actuel serait prêt à indiquer tout de suite le nombre actuel des employés au bureau du premier ministre, mais ce n'est pas sa faute s'il doit faire des recherches pour l'année 1931. Nous sommes à faire des recherches depuis assez longtemps.

En attendant, l'honorable député de Berthier, qui a fait partie de l'ancienne administration, pourrait

peut-être nous aider: il pourrait dire à la Chambre à qui servaient la salle de bain et la salle de réception.

(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Ce n'est pas une réponse à ma question. Je ne parle pas de salles de bain ni de salles de réception. Ma question est une question d'employés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si, ça peut y avoir trait, car il devait y avoir un employé à la salle de bain pour avoir soin du savon... Nous répondrons bientôt à sa question.

#### Questions et réponses:

##### Narcisse Morin

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** 1. M. Narcisse Morin, autrefois de Montmagny et organisateur de la Renardière de Montmagny incorporée, est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Si la réponse est affirmative:

a. Depuis quand?

b. Quelles sont ses fonctions?

c. Qui a recommandé sa nomination?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Narcisse Morin est à l'emploi du gouvernement depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1936 comme inspecteur au service du ministère des Terres et Forêts, il a été recommandé par les citoyens nombreux et importants.

##### M. Élie, agent d'expropriation

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** 1. M. Élie, agent d'expropriation de terrains à Charlesbourg, est-il cultivateur?

2. Si non, quel est son emploi?

3. Est-il parent de l'honorable ministre sans portefeuille du même nom?

4. Où demeure-t-il?

**L'honorable M. Leduc (Laval):** 1. M. Élie est fils de cultivateur et ingénieur civil.

2. Il s'occupe des expropriations pour le ministère de la Voirie.

3. Le gouvernement l'ignore.

4. Il est domicilié à Montréal et réside à Québec une grande partie du temps.

#### Régie provinciale de l'électricité

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 instituant la Régie provinciale de l'électricité soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai l'honneur de proposer, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Hamel) que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants: "Cette Chambre s'oppose à la deuxième lecture de ce bill parce qu'il n'est pas de nature à protéger effectivement les consommateurs contre les taux abusifs des compagnies intéressées dans la production et la vente de l'électricité dans la province."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Rejetée.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Adoptée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vote, vote.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vote, vote.

(Toute l'opposition libérale se lève)

**M. l'Orateur:** Appelez les membres<sup>2</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je constate que le chef de l'opposition a proposé un amendement secondé par l'honorable député de Québec-Centre (M. Hamel), en l'absence de ce dernier.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'honorable député de Québec-Centre m'avait donné son consentement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) Les deux députés s'étaient vus.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Dumaine, Hamel, Lawn, Messier, Turcotte, 15.

**Contre:** MM. Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Beaudry, Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Boiteau, Boyer, Bulloch, Castonguay, Choquette, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Laroche, Larouche, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marier, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Sauvé (Beauharnois), Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 49.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

**M. l'Orateur:** La deuxième lecture sera-t-elle adoptée sur la même division?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui.

Et, la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité<sup>3</sup>:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Un comité de surveillance et d'arbitrage en matière de production, de vente et de distribution d'énergie électrique est créé par la présente loi, sous le nom de *Régie provinciale de l'électricité*.

"Il est composé de cinq régisseurs, dont un président et un vice-président, tous nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui fixe leur traitement.

"Ils demeurent en fonction pendant dix ans, sauf destitution pour cause jugée suffisante par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Il y a appel de cette décision au juge en chef de la province, sur requête sommaire, en suivant les formalités et en faisant telle preuve que le juge peut prescrire, présentée par le régisseur destitué qui doit donner au procureur général un avis d'au moins six jours de la présentation de cette requête.

"L'enquête et l'audition ont préséance sur toute autre affaire.

"La Régie n'est pas dissoute par suite de vacances parmi les régisseurs."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ceci constitue une rétrogression. L'ancienne loi établissait trois commissaires nommés à vie. Pour assurer leur indépendance, l'ancienne loi disait que les commissaires ne pourraient être destitués sans un vote conjoint des deux Chambres, tandis que dans cette nouvelle loi, on dit qu'ils ne seront nommés que pour 10 ans et pourront être destitués par le lieutenant-gouverneur en conseil. Le seul recours possible pour eux en cas de destitution, c'est un droit d'appel devant le juge en chef de la province.

Je crois que lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil aura décidé qu'il y a cause suffisante pour la destitution d'un commissaire, ce dernier n'aura que peu de chances devant le juge en chef de la province. C'est là un recours illusoire! Je me demande comment le juge en chef pourra intervenir à l'encontre d'une décision du lieutenant-gouverneur en conseil. Je ne crois pas que le juge en chef de la Cour d'appel puisse intervenir dans le pouvoir exécutif.

L'Assemblée législative s'était réservé le droit de fixer les salaires et à bon droit. Il n'est pas juste de remettre ce pouvoir au lieutenant-gouverneur en conseil. À mon point de vue, ceci est un recul sur l'ancienne loi qui formait une commission beaucoup plus indépendante de la politique. On a aussi tort de changer le nombre des commissaires, d'en mettre cinq au lieu des trois, et de changer la nature et la stabilité de la situation des commissaires.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. La Régie a son siège social dans la cité de Québec; elle peut avoir des bureaux à tout autre endroit de la province."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pourquoi des bureaux ailleurs?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Parce que la Régie fera des enquêtes dans toute la province.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Qui décidera du choix de ces endroits où la Régie pourra avoir des bureaux?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Évidemment, le chef de l'opposition n'a pas compris la loi, et le député de Québec-Centre (M. Hamel), qui a secondé l'amendement du chef de l'opposition, doit être dans le même cas. Il n'aurait certainement pas secondé l'amendement s'il l'avait lu. Qu'on lise l'article 4 et on verra que ce sont les régisseurs qui pourront faire ce choix.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. Il est permis à aucun régisseur, officier ou employé de la Régie, sous peine de déchéance de sa charge, d'avoir le moindre intérêt dans une entreprise d'énergie électrique, directement ou indirectement.

"Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession, pourvu qu'il y renonce ou en dispose immédiatement."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est encore une obligation qui existait dans l'ancienne loi, et je l'approuve!

**M. Bastien (Berthier):** D'ailleurs, c'est l'ancienne loi!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition dit que ça existait sous l'ancienne loi. Le chef aspirant dit que c'est la même loi. Pourquoi avoir voté contre cette loi et proposé un amendement alors?

**M. Bastien (Berthier):** Quand je dis que c'est l'ancienne loi, je parle de l'article 6. On voit que le premier ministre sent le besoin d'avoir des approbations partout. Tout le monde le désapprouve. Il en perd tous les jours des approbateurs, et il devrait lire certains journaux de Montréal par le temps qui court. Il s'en rendrait compte.

L'article 6 est adopté.

Le comité étudie l'article 7 qui se lit comme suit:

"7. La régie aura un pouvoir général et complet de surveillance et de contrôle sur les entreprises des distributeurs."

**M. Hamel (Québec-Centre):** Il est certain que la Commission des services publics avait le

même pouvoir général et elle en a abusé. Il a été prouvé, de plus, que le contrôle de ces commissions n'était pas efficace contre le monopole de l'électricité. Je cite à ce sujet l'opinion de Mgr Ryan<sup>4</sup>, de l'Université catholique de Washington. (Ici, le docteur Hamel lit une opinion de Mgr Ryan à ce sujet). Mgr Ryan croit ce moyen inefficace et il favorise la nationalisation. En lisant les journaux d'Ontario, je constate également que les compagnies ne craignent pas ces commissions et la législation du gouvernement. Voici qu'on réalise que les dividendes des compagnies ne seront pas affectés parce que les réductions qu'on obtiendra seront quasi dérisoires. On verra plus loin, dans le bill, de quelle façon les compagnies s'y prendront pour n'accorder que des réductions sans importance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable chef de l'opposition s'est levé à l'appel du bill. Il a présenté un amendement qu'il a dit secondé par l'honorable député de Québec-Centre, alors que ce dernier était absent de la Chambre. Il faut évidemment qu'ils se soient rencontrés auparavant, comme il a été démontré. C'est son affaire au député de Québec-Centre. Enfin, il n'y a pas de mal à cela. On choisit toujours les compagnons qui nous conviennent, mais tous deux auraient dû accorder leur violon. Je ne mets pas en doute sa bonne foi, mais l'honorable député de Québec-Centre prouve qu'il manque de renseignements, ou qu'il ne connaît pas nos lois. Il n'a certes pas lu la nouvelle loi ni l'ancienne.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le premier ministre m'a accusé de la même manière hier, et aujourd'hui il répète la même chose. On n'a pas le droit de répéter que je n'ai pas lu la loi. Qu'on discute le bill. Je dois lui dire que j'ai lu la loi et que je la comprends; on le verra.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'aime mieux croire que l'honorable député de Québec-Centre n'a pas lu la loi.

L'honorable député de Québec-Centre a évidemment un faible pour Washington; il y cherche son inspiration, ses exemples. Il correspond avec Washington, il reçoit des gens de Washington. C'est son affaire de puiser ses renseignements où il le veut, mais nous, ce n'est pas à Washington, mais à Québec et pour Québec que nous travaillons; nous avons reçu un mandat de Québec. Nous nous inspirons des besoins de Québec et nous n'allons pas chercher notre inspiration à Washington. Ce qui peut être bon



là ne l'est peut-être pas ici. Je n'ai peut-être pas lu tous les livres dont parle le député de Québec-Centre, mais je sais où nous allons et je sais aussi que le député de Québec-Centre ou l'un de ses amis a déposé à la commission Lapointe un livre qui était le rapport d'une enquête à Washington et dans l'État de New York, volume dans lequel il était dit en toutes lettres: "Si seulement les consommateurs de New York pouvaient obtenir les taux de la Montreal Light, Heat & Power." Et c'était un livre sur la fameuse enquête dont parle souvent le député de Québec-Centre.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Quelle page du livre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député de Québec-Centre s'engage à se rétracter, je ferai venir le livre et le lui lirai en Chambre.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Me rétracter sur quoi? J'ai demandé à quelle page.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne suis pas surpris de voir que l'honorable député de Québec-Centre voudrait être un peu à la page. Je la lui donnerai, car je l'ai lu moi-même. Je répète que j'ai trouvé cela dans le fameux rapport dont parle souvent le député de Québec-Centre. Nous, nous disons que les taux de la Montreal Light, Heat & Power Company sont trop élevés, et nous prenons les moyens pour les faire baisser.

Je vais maintenant établir que l'honorable député de Québec-Centre n'a pas lu la loi, qu'il ne l'a pas comprise. Je ne doute pas de la bonne foi du député de Québec-Centre, mais il peut être mal renseigné. Il prétend que la commission aurait les mêmes pouvoirs que la Commission des services publics. Qu'il ne tente pas de le nier. Il l'a dit. La vérité est que la Commission des services publics n'avait ni pouvoirs, ni argent, ni contrôle. Subséquentement, on a formé une autre commission, sans moyen d'accomplir ni d'exercer ses pouvoirs, ni de faire enquête.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Elle en faisait, des enquêtes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Elle ne pouvait pas en faire parce qu'elle n'avait pas les pouvoirs ni l'argent nécessaire pour faire des enquêtes, répète-t-il. L'ancien gouvernement a prétendu lui donner des pouvoirs en matière

d'électricité, mais il ne lui a donné aucun moyen de s'en prévaloir. La Régie que nous voulons aura le droit de faire toutes les enquêtes à la date et à l'endroit qu'elle voudra avec l'assentiment du gouvernement ou malgré le gouvernement, qui aura lui aussi le droit de lui ordonner d'aller à un endroit plutôt qu'à un autre.

Nous disons de plus dans la loi qu'elle sera libre de toute intervention du gouvernement. Nous disons qu'elle aura des devoirs nettement définis, et qu'elle aura tout l'argent nécessaire. Voilà! Ce sont donc deux différences fondamentales entre une mesure et inefficace et inaffektive, et une mesure efficace et effective. Il y en a d'autres.

La Commission des services publics avait trois membres qui pouvaient être directeurs de compagnies ou avoir des intérêts dans les compagnies. Tout cela disparaît avec notre loi. Cela n'existe pas avec la Régie! Les membres de la Régie seront cinq et il leur est défendu d'avoir des intérêts dans la compagnie. Voilà une troisième différence par conséquent.

Je pourrais citer une foule d'autres différences. L'honorable député de Québec-Centre est libre de ses opinions, mais dans son propre intérêt, je lui demande de préconiser tout ce qu'il voudra, toute la politique qu'il voudra, mais d'être au moins de bonne foi et d'être juste pour le gouvernement.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** En mai 1927, à titre de président et comme membre du Club ouvrier de Maisonnette, j'ai demandé au président de la Commission des services publics de faire une enquête en vue de la réduction des taux de la Montreal Light, Heat & Power et d'enlever la charge pour ses compteurs. La compagnie était partiellement consentante, mais le président de la Commission m'a répondu: "impossible. Nous n'avons pas le pouvoir d'agir et de la forcer et nous n'avons pas l'argent nécessaire pour une enquête."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est évident.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le gouvernement oublie qu'il y avait une Commission de l'électricité depuis 1935, avec des pouvoirs d'enquête très clairs. (M. Bouchard cite l'article 50 de l'ancienne loi).

"Les rémunérations prévues aux articles 19 et 20 et toutes les dépenses encourues par la Commission dans l'exécution de ses devoirs, y compris tous les frais raisonnables de voyage

réellement encourus par les commissaires, le secrétaire et les membres du personnel dont la commission a pu avoir besoin, sont payés mensuellement à même le fond consolidé du revenu de la province".<sup>5</sup>

La Commission avait de vastes pouvoirs. M. Frigon est resté pendant quelque temps, le gouvernement actuel n'a pas jugé bon de le remplacer. Mais la Commission avait tous les pouvoirs d'enquête et toutes les ressources financières.

**M. Boyer (Châteauguay):** Ce n'est pas la Commission des services publics.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je n'ai pas à défendre la Commission de 1935. Elle avait le pouvoir de faire des enquêtes.

La Commission des services publics ne mérite sûrement pas son éloge, dit-il. La Commission des services publics nous a trompés durant 30 ans et la Commission de l'électricité n'a pas beaucoup d'œuvres à son crédit, l'exemple d'Amos est là. Mais je ne crois pas, dit-il, que le nouvel organisme fasse davantage: cette commission-ci va faire des études, nous démontrera que nous avons tort dans certains domaines et elle en arrivera certainement à des conclusions contraires à la municipalisation. L'avenir dira qui a tort et prouvera que j'ai raison. Les faits m'ont jusqu'ici donné raison; nous ne nous sommes pas trompés dans le passé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les faits ne vous ont pas donné raison dans la Beauce.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Un gouvernement qui vient d'entrer au pouvoir, qui avait tous les avantages en main, tout le patronage, n'a pas lieu de se vanter d'une victoire semblable à celle de la Beauce.

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Commission des services publics n'avait pas la confiance de personne, pas même celle du député de Québec-Centre (M. Hamel). Mais l'honorable député de Québec-Centre devrait s'arranger avec son chef (M. Bouchard); qu'il consulte le proposeur de son amendement; qu'il consulte ceux qu'il voudra, il verra. À titre d'ami, je conseille au député de Québec-Centre d'étudier la loi actuelle avant de dire qu'elle ne vaut rien. Qu'il attende au moins la lecture

de la loi et les explications. C'est bien de consulter le chef de l'opposition qu'il rencontre souvent avec d'autres lumières.

Le chef de l'opposition nous a dit que l'ancienne commission valait quelque chose. Mais toute personne de bonne foi admettra que la loi actuelle a un grand avantage sur l'ancienne. Les députés doivent faire l'examen des articles. Le député de Québec-Centre n'a pas le droit de dire qu'il n'y a que lui qui comprend cette question et qui est honnête dans la province. Un député ne devrait pas prendre une attitude qui peut laisser croire qu'il n'y a pas d'honnêtes gens dans la province de Québec, à part deux ou trois qui préconisent certaines idées.

Le monopole de l'honnêteté de réside pas dans la poitrine du député de Québec-Centre ni dans celle du premier ministre. Ce n'est pas charitable, ce n'est pas chrétien, ce n'est pas juste. Il ne doit pas non plus dire que ceux qui seront nommés membres de la Régie, qu'il ne connaît pas encore, ne sont pas honnêtes et peuvent se laisser acheter. Il ne devrait pas donner l'impression que tout le monde est canaille. Au nom de sa race, au nom de la Législature, aucun député ne devrait parler ainsi. Que le député de Québec-Centre ne crée pas de pareilles impressions.

Ça me fait de la peine pour lui! Qu'il ne se montre pas tellement préjugé, dans son propre intérêt, car nous pourrions procéder avec plus de rapidité. Je m'adresse aux experts et les défie de me trouver une loi comportant autant de pouvoirs. La loi actuelle constitue une avance considérable dans le contrôle des taux d'électricité.

(Applaudissements à droite)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quel cynisme!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Ironiquement) Le député de Québec-Centre a beaucoup de talent. J'ai, dit-il, confiance dans la valeur, la perspicacité et le don de prophétie du député de Québec-Centre. Elle s'est manifestée dans l'élection de la Beauce. Qu'il prenne garde, les gens vont dire que c'est sa haine contre le premier ministre qui le fait agir. Je lui parle ici en ami.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je remercie le premier ministre de son intérêt pour moi. Je suis accoutumé à sa gentillesse. Je ne crois pas que tout le monde est canaille dans la province, et la preuve, c'est que moi, je ne me suis pas donné pour tâche de salir toutes les réputations. Je trouve que la réputation d'un homme est quelque chose de trop

sérieux et une chose sacrée et, à moins que l'intérêt public ne soit en cause, il est des choses que l'on n'a pas le droit de dire. On n'a pas le droit de dire même des choses vraies pour salir la réputation d'autrui.

Quand j'étais du côté de l'opposition, j'ai eu des documents, des faits qui auraient pu ternir les réputations de tous les députés. Et j'aurais pu mettre un député au ban de l'opinion publique. Mais, je n'ai pas voulu me servir de cela, considérant que c'était indigne. J'ai cru que je n'avais pas le droit de jeter l'odieux sur personne. Je n'ai pas le droit de faire pleurer des mères, des enfants et des épouses en disant tout ce que je sais, quand ce n'est pas dans l'intérêt public.

Quant à mes informations, je les prends à Washington, car c'est là le cœur des trusts de l'électricité. C'est une ville que le premier ministre doit aimer. Il y a de ses amis qui y prennent aussi leur inspiration, à la National Electric Association et à la Edison Electric Institute, qui a dû changer de nom à la suite de scandales. Je prends mes autorités et mes exemples où je les trouve. La lutte contre le trust a été menée à Washington, aux États-Unis, en Ontario, à Westmount et au Manitoba, je puis citer ces exemples. Les commissions de contrôle ont prouvé leur inefficacité, surtout quand on va permettre le mouillage des stocks ainsi que le fait la nouvelle loi, comme on le verra par la suite.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** On est fatigué de vous entendre.

**M. Bastien (Berthier):** Vous, c'est la province qui est fatiguée de vous entendre.

(Rires)

L'honorable premier ministre et le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) essaient, tous deux, d'embrouiller et de détourner la question.

(Rires)

Ils parlent de la Commission des services publics, mais tout le monde sait que cette Commission n'a plus de pouvoirs en matière d'électricité depuis la loi de la Commission d'électricité de 1935. Ils ont critiqué la Commission des services publics, mais la preuve que cet organisme a rendu de grands services à la province, c'est que le premier ministre a donné un traitement de faveur à son ancien président, traitement qu'il n'a pas donné à tout le monde. Le premier ministre a reconnu la valeur de la Commission des services publics puisqu'il a prolongé son fonctionnement.

Cet après-midi, le premier ministre a dit n'avoir pas le monopole de l'honnêteté. C'est bien

vrai! Quelle admission après sept ou huit mois de pouvoir! Il s'applique le cilice, il se fustige lui-même avec son fouet d'angora.

(Rires)

Il s'humilie, mais il veut rester le monopolisateur des bons mots.

**M. Boyer (Châteauguay):** Je soulève un point d'ordre. Nous sommes à étudier ici une loi sérieuse et le député est tout à fait en dehors de la question. Je demande que l'on revienne à l'article.

**M. Bastien (Berthier):** Je trouve le député de Châteauguay d'une extrême sévérité. Je suis à faire l'éloge et la louange du premier ministre et il intervient. Je disais que nous avons nommé une Commission d'électricité pour lui donner juridiction sur les compagnies...

**M. le président:** À l'ordre!

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre du Travail a aussi fait la critique de la Commission des services publics. Il était en dehors de la question et n'a pas été rappelé à l'ordre, lui. La discussion ne doit porter que sur le parallèle établi entre cette loi et l'ancienne loi de la Commission d'électricité. Il s'agit de savoir si la nôtre est meilleure que la nouvelle.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable député de Berthier vient de parler de la Commission des services publics. Il y a des faits incontestables à ce sujet. D'abord, il admet qu'avant 1935 le régime dont il faisait partie n'a rien fait. Pendant 38 ans, ce régime a laissé les trusts exploiter les consommateurs dans cette province. En 1935, l'ancien régime avait déjà 38 ans de pouvoir, et ce n'est qu'en 1935 qu'il a pensé à donner une partie de ses pouvoirs à un autre organisme: la Commission d'électricité.

**M. Bastien (Berthier):** Me permettez-vous une question?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Absolument pas.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre est-il de mauvaise humeur?

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est qu'en 1935, à la veille des élections que

l'ancien régime passe une loi de la Commission d'électricité. Nous sommes au pouvoir depuis moins d'un an et nous avons fait quelque chose. Nous passons une loi efficace après sept mois de pouvoir seulement, eux, après 38 ans. C'est la différence entre l'ancien et le nouveau régime. Ils ont pris 38 ans pour ne rien faire! Nous, nous créons une Régie de l'électricité pour protéger les consommateurs et régler le problème.

L'ancienne loi de 1935 disait quoi? Je prends ce Statut et je lis l'article 34:

"Tout service public doit se conformer aux ordonnances de la Commission des services publics de Québec rendues sous l'empire de l'article 29 de la loi de la Commission des services publics de Québec"<sup>6</sup>.

Tout le monde devait se conformer à la Commission des services publics. Le contrôle absolu était encore donné à cette Commission, particulièrement au sujet des lignes de transmission, les fils et les poteaux; elle pouvait refuser quoi que ce soit. Ces lignes de transmission ne se construisent pas dans l'air, mais sur la terre, ce à quoi nous avons pensé.

(Rires)

Maintenant, je veux féliciter l'honorable député de Québec-Centre d'avoir dit: "Il n'est pas permis d'injurier, d'insulter et calomnier les hommes publics surtout quand ils sont honnêtes." Il dit que ça fait mal d'être traité injustement. Il a raison. Ça fait mal quand on se fait injurier basement, et je le sais.

Il ajoute, et comme je le félicite, qu'il ne ferait pas cela lui-même. Je suis heureux d'avoir entendu ces paroles tomber de la bouche de cet homme. Comme je lui donne crédit de cette confession tardive, M. le président, lui qui s'est rendu dans la campagne de Beauce pour me qualifier de traître, de vendu, de Judas, lui qui organisait des assemblées où l'on promenait des pancartes sur lesquelles on lisait: "Maurice, où as-tu pris ton argent?", injuriant ainsi un homme qui a ses défauts, mais qui est honnête. A-t-on assez lancé l'injure et l'insulte? Je sais que ça fait mal, répète-t-il. Ces messieurs viennent aujourd'hui flétrir la calomnie.

Mais l'honorable député de Québec-Centre a fait sa confession. Je suis heureux de son repentir, et s'il a le ferme propos, je lui donnerais l'absolution si j'en avais le pouvoir.

(Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je n'injurie personne, dit-il.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est la différence qu'il y a entre la campagne qu'il a

poursuivie et celle que nous poursuivons. Je le dis à ceux qui prêchent le respect des personnes et le respect des réputations. Si aujourd'hui, il regrette cette campagne, il ne me reste plus qu'à lui dire, comme autrefois Celui qui fut le plus injurié par les hommes sur la terre: "Filles de Jérusalem, pleurez sur vous seules!"

(Applaudissements à droite)

(Silence)

**M. Hamel (Québec-Centre):** M. le président, j'ai conscience d'avoir fait une lutte loyale dans la Beauce et je n'ai injurié personne. J'en appelle comme témoins les reporters qui se trouvaient dans la Beauce à ce moment. On est venu chez moi porter des accusations infamantes contre un certain député ministériel. J'ai répondu: "Non, je ne ferai pas ça; astu la preuve de cela?" On m'a dit: "Non, c'est un tel qui me l'a dit." J'ai dit de se taire à celui qui me parlait et de ne pas répéter ce qu'il tenait par ouï-dire. Et j'ai répondu à cet informateur que je suis pour la lutte, mais pas avec ces moyens infects, et celui que j'ai ainsi défendu contre de basses attaques, en l'occurrence, on serait surpris de le connaître.

Je ne ferai pas de luttes basses. Je suis pour les luttes politiques, pas autre chose. C'est une ligne de conduite que j'ai toujours adoptée et je n'en dérogerai jamais.

Si, un moment donné, l'on s'est cru visé par des insinuations malicieuses et des enseignes malheureuses, je n'en suis aucunement responsable. Et je dirai mieux: on m'en a soumis une un jour et j'ai dit: "Je n'en veux pas."

**M. Chaloult (Kamouraska):** M. le président, on a parlé de réputation, d'insinuations, d'injures, de calomnies et d'attaques contre les réputations. J'ai fait des luttes loyales.

**M. Boyer (Châteauguay):** À l'ordre.

**Un spectateur dans les galeries:** Assis-toé donc, toé, le fatigant!

**M. le président:** Je rappelle au député de Kamouraska qu'il est en dehors de la question. J'ai permis au député de Québec-Centre de répondre au premier ministre. Si j'ai laissé parler le député de Québec-Centre là-dessus, c'était parce qu'il avait un droit de réplique. Mais, je ne permettrai pas que l'on reste plus longtemps en dehors de l'article 7. Il faut revenir à la question.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Puisqu'on a soulevé tout un débat sur cette question, j'ai parfaitement le droit de dire...

**M. Boyer (Châteauguay):** À l'ordre!

**M. le président:** À l'ordre. Je demande au député de Kamouraska de se rendre à la décision du président du comité. Je ne puis discuter avec les députés et ma décision est finale.

**M. Chaloult (Kamouraska):** J'en appelle de votre décision à la Chambre et je demande que rapport soit fait à l'Orateur en conséquence, M. le président.

**M. le président:** À l'ordre, à l'ordre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** S'il n'y a pas moyen de dire un mot en Chambre, je ne vois pas l'utilité...

**M. le président:** À l'ordre. Le député de Kamouraska en a appelé de ma décision et j'attends l'Orateur pour lui faire rapport.

#### Rapports de comités:

**M. le président:** M. l'Orateur, le député de Kamouraska (M. Chaloult) a été déclaré hors d'ordre, parce qu'il s'est éloigné de l'article en discussion (article 7 du bill 48).

**M. l'Orateur:** J'invite, dit-il, la Chambre à voter sur le maintien ou le renvoi de la décision rendue par le député de Saint-Maurice (M. Trudel).

La question: "La décision du président du comité est-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Beaudry, Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Bulloch, Caron, Choquette, Coonan, Dubé (Témiscouata), Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Jolicœur, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Sauvé (Beauharnois), Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 50.

**Contre:** MM. Bastien, Bercovitch, Bouchard, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Dumaine, Hamel, Lawn, Marcoux, Messier, Turcotte, 13.

Ainsi, la décision du président du comité est maintenue.

#### En comité:

Le comité poursuit l'étude de l'article 7 qui se lit comme suit:

"7. La régie aura un pouvoir général et complet de surveillance et de contrôle sur les entreprises des distributeurs."

**M. Bastien (Berthier):** Dans l'article 29 de la loi de la Commission des services publics, on ne parle que de poteaux et lignes de transmission. Les experts n'ont qu'à voir si les poteaux sont droits ou si les tranchées sont assez larges, et c'est tout.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le député de Berthier lise plus loin dans la loi, et il verra qu'il était impossible de construire une ligne de distribution sans l'autorisation de la Commission des services publics.

**M. Bastien (Berthier):** Quelle est la portée de la loi que le gouvernement nous présente. D'abord, le titre "Régie de l'électricité" veut dire que les commissaires ont le pouvoir de faire l'inventaire physique de l'actif des compagnies; fixer les taux, etc... C'est ce que nous avions dans notre loi de 1935. L'honorable premier ministre a dit qu'après 38 ans au pouvoir nous avions décidé de présenter une loi de l'électricité à la dernière minute. Pendant ces 38 ans, il a été 10 ans député, aspirant chef, chef honoraire, chef à honoraires, chef suppléant, et chef supplantant...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est mieux que suppliant.

**M. Bastien (Berthier):** Que le premier ministre me cite un seul de ses discours prononcés au cours de ces 10 années dans cette Chambre, et dans lesquels il a demandé des pouvoirs plus étendus pour la Commission des services publics en la matière. Il n'a rien proposé de son côté! Aujourd'hui, il ne faut pas mêler la loi de la Commission des services publics avec celle que nous avons présentée en 1935.

L'article 7 est adopté.

Le comité étudie l'article 8 qui se lit comme suit:

"8. La Régie, tout régisseur désigné par le président ou, en cas d'incapacité de celui-ci, par le vice-président et toute personne spécialement autorisée par la Régie peuvent inventorier tous les biens des distributeurs et faire des enquêtes sur la structure financière, les livres et méthodes de comptabilité, les taux, les recettes, les profits, les salaires et en général toutes les opérations des distributeurs.

"Les enquêtes relatives aux distributeurs que le lieutenant-gouverneur en conseil lui désigne ont préséance sur toutes les autres et doivent être conduites avec toute la célérité humainement possible".

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je trouve drôle les termes que l'on met dans la loi. On dit dans cet article: "les enquêtes devraient être faites avec toute la célérité humainement possible." Et cependant, comment peut-on concilier cette célérité avec le dernier article du bill que dit que loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1937?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député de Québec-Centre voulait se débarrasser de tous ses préjugés, en autant que c'est humainement possible, il se ferait moins de tort. Il trouverait d'abord que notre loi est la meilleure du genre passée depuis la Confédération. C'est la première fois qu'une loi mentionne tant de choses. Je regrette que cela fasse rire le député de Québec-Centre.

Autrefois, les commissaires n'enquêtaient que sur les petites compagnies. Nous, nous allons donner instruction aux régisseurs de commencer leurs enquêtes sur les grosses compagnies, la Shawinigan, la Montreal Light, Heat & Power, la Quebec Power. Le moins que le député de Québec-Centre pourrait faire, quand nous faisons plus et mieux, ce serait de se taire et de ne pas critiquer.

Ensuite, on ne forme pas une commission en un jour. On en a amplement discuté la veille et il n'y avait aucune raison qui devrait nous empêcher de l'adopter maintenant. Avant que la loi ne prenne vigueur, il faut d'abord qu'elle passe à la Chambre, avec tous les discours de l'opposition officielle et de l'opposition déguisée, puis il faut qu'elle aille au Conseil législatif, qu'elle passe par tous les stages, et revienne ici avant d'être sanctionnée.

De plus, quand nous nommerons les commissaires, il nous restera à choisir les ingénieurs et tout le personnel. Il faut nous assurer de leur

compétence. Cela prend du temps pour chercher des compétences, des enquêteurs, des comptables et tout. Nous n'avons rien, il faut créer entièrement un organisme nouveau.

Il faut organiser de pied en cap la commission. Pendant les mois de vacances, il nous faudra accomplir beaucoup de besogne. Nous ferons un énorme travail. Vraiment, le député se fait du tort.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Il aurait été plus simple de dire "le jour de sa sanction" au lieu de septembre. Les régisseurs, estime-t-il, devrait être nommés avant le 1<sup>er</sup> septembre pour hâter les enquêtes.

Tant que la loi n'est pas en vigueur, les commissaires peuvent être nommés. Que le premier ministre fasse comme il le voudra. Quant au tort que je me fais, le premier ministre s'en fait assez lui-même sans adopter cette loi. Mes intentions, dit-il, étaient faites seulement dans l'intention d'aider le gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas, dit-il, soulevé de point d'ordre, bien qu'on ait discuté le dernier article du bill.

Il y a peut-être des générations électriques, mais le gouvernement ne fait pas de génération spontanée. Il faut prendre le temps nécessaire et chercher des compétences.

**M. Bertrand (Montréal-Laurier):** Je veux discuter, dit-il.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'avertis les députés que si l'on discute le dernier article tout de suite, on votera ensuite la loi.

**M. Bertrand (Montréal-Laurier):** Le gouvernement innove d'une drôle de façon, car je note que l'article est en somme le même qu'avec l'ancienne loi, qui est semblable à la nouvelle quant à l'article qu'on vient de lire. Mêmes articles, mêmes lois.

Quand on a commencé à discuter sur cette loi, le chef du gouvernement a dit qu'on verrait disparaître le mot "pourra" pour le remplacer par "devra". Comment la loi a-t-elle changé depuis deux jours?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a une grande différence. Nous allons débarrasser la province des "maux" dont l'a accablé l'ancien régime. Il (l'honorable M. Duplessis) fait plusieurs jeux de mots.

Si le premier paragraphe de l'article mentionne "pourra" et "peuvent", il n'en est pas ainsi du dernier.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre, lors de l'étude des résolutions, nous avait dit que dans la loi l'on ne trouvera plus le mot "pourra", mais qu'il serait remplacé par le mot "devra". Mais je cherche dans la loi et je ne trouve que les mots "peut", "peuvent" ou "pourront". La loi a donc changé depuis hier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** lance une longue tirade à l'adresse du chef de l'opposition où il emploie à satiété les mots "pourra" et "devra".

Il est justement employé dans cet article au sujet des enquêtes recommandées par le lieutenant-gouverneur en conseil qui doivent être menées avec toute la diligence possible. Il est inutile de dire au chef de l'opposition que deux et deux font quatre. Celui-ci devrait le savoir, mais il ne peut comprendre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Dans la présente loi, on met tous les mots au présent de l'indicatif. On joue sur les mots afin de protéger les favoris.

**Des députés:** Adopté, adopté.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je suis heureux, dit-il, de montrer toute la différence du discours que vient de faire le premier ministre avec celui d'hier. Si dans la clause 10 on a utilisé le mot "doivent", c'est parce qu'on ne peut pas faire autrement pour qu'elle ait du sens. Il aurait été trop ridicule d'écrire "peuvent être conduites avec toute la célérité humainement possible". C'est encore une loi de littérature et de camouflage.

L'article 8 est adopté.

L'article 9 est adopté.

Le comité étudie l'article 10 qui se lit comme suit:

"10. Un enquêteur agissant en vertu de la présente loi peut, tous les jours non fériés, entre huit heures du matin et six heures du soir,

"a. accéder à tout terrain, à toute usine et à toute construction ou matériel quelconque d'un distributeur, en faire un examen complet et prendre

connaissance des livres, plans, devis, dessins et documents quelconques qu'il croit utile de consulter;

"b. prendre tous les renseignements qu'il juge utile relativement aux cours d'eau, chutes, rapides et constructions, sur les lieux ou ailleurs;

"c. apporter et utiliser sur les lieux l'outillage et les instruments qu'il juge nécessaires pour ses recherches et se servir de ceux qui s'y trouvent;

"d. examiner, inventorier et évaluer, sujet à révision par la Régie, l'actif physique, au sens de la présente loi, de tout distributeur."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** En vertu de la loi sur la capitalisation des compagnies, les enquêteurs ne pourront enquêter que sur l'actif physique des compagnies d'électricité, mais non sur la capitalisation.

Cet article n'entravera pas la surcapitalisation ni ne permettra de s'en rendre compte. Ces pouvoirs sont-ils suffisants pour permettre aux enquêteurs de fouiller dans les livres des compagnies puissamment capitalisées?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela y est, cela y est.

**M. Bastien (Berthier):** Du temps qu'il était dans l'opposition, le chef du gouvernement faisait des discours à faire trembler le "salon de la race", disant qu'elle ne pouvait se rendre compte du capital des grosses compagnies. Je voudrais qu'il soit conséquent avec lui-même; qu'il dise aujourd'hui ce qu'il disait hier, parce que ce qu'il adorait dans le temps de l'opposition, il ne faut pas qu'il le brûle maintenant qu'il est premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'est-ce donc que le député veut?

**M. Bastien (Berthier):** Ajouter à la clause, une clause qui stipulerait que vos enquêteurs auraient le droit d'ouvrir les livres de MM. Sévère Godin, Sir Herbert Holt et Julian C. Smith, pour faire l'inventaire et enquêter sur la capitalisation des compagnies.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vais prouver que cela y est 20 fois dans la loi. Lisez la loi, tout y est.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Mettez-le une seule fois, mais clairement, cela suffira.  
(Rires)

Ah! Je comprends que c'est fatigant pour le premier ministre d'aller voir dans les livres de Sir Herbert Holt.

**M. Barrette (Terrebonne):** On a clairement vu les \$800 de Ti-Charles Lanctôt.  
(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela est dans la loi, dans une autre clause, pourquoi perdre du temps?

**M. Bastien (Berthier):** C'est fatigant pour le premier ministre de toujours regarder sa montre. Nous voulons l'empêcher de faire cela, autrement, s'il la regarde trop, il devient arbitraire. Nous ne voulons pas de ces coups de théâtre qui lui nuiront dans la province. Je voudrais seulement qu'il respecte ce qu'il a tellement promis quand il siégeait de ce côté-ci de la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Berthier veut s'amuser. S'il avait lu la loi, il aurait vu à l'article 7, premièrement que la régie a un pouvoir général et complet de surveillance et de contrôle sur les entreprises des distributeurs; deuxièmement, à l'article 8, les régisseurs peuvent inventorier tous les biens des distributeurs et faire des enquêtes sur la structure financière, les livres et méthodes de comptabilité, taux, recettes, profits, salaires. Les articles 7 et 10 contiennent ce qu'il demande! Qu'il prenne donc la peine de les lire.

Quant à notre sincérité, nous l'avons prouvée. Je veux prouver que nous avons trouvé là un vrai fouet d'angora. On a parlé de la déclaration que j'ai faite en comité en rapport avec la Montreal Tramways. Sur cette question, justement, je suis heureux d'annoncer à la Chambre que la Montreal Tramways va payer à Montréal la somme de \$1,000,000.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Qu'est-ce que cela vient faire dans le débat? Vous ouvrez la porte à une autre discussion.

**M. le président:** Tout à l'heure j'ai rendu une décision qui donnait un droit de réplique au député de Québec-Centre dans une question qui était étrangère au débat. La même question s'applique ici, car il est question des pouvoirs de la loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Grâce aux démarches du chef du gouvernement, aux

déclarations qu'il a faites en comité et en Chambre, la Montreal Tramways s'est rendue aux demandes et aux injonctions du chef du gouvernement et, répète-t-il, paiera à la ville de Montréal la somme \$1,000,000. Montréal recevra ce \$1,000,000 tel que je l'ai demandé.

**Un député:** Ce n'est pas un remboursement total, et encore moins un cadeau.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'en profite pour féliciter la compagnie qui a fait preuve de bonne volonté et de bonne foi et de son esprit de collaboration en face d'un régime qui se tient debout; chose qu'elle ne faisait pas quand l'ancien régime ne se tenait pas debout.

(Rires)

Le nouveau gouvernement a, de plus, obtenu pour Montreal, \$150,000<sup>7</sup> de la compagnie Bell Telephone et \$300,000<sup>8</sup> de la Montreal Light, Heat & Power. Cela fait, M. le président, que nous avons obtenu en tout, et en peu de temps, \$1,450,000 par trois compagnies différentes pour aider la ville de Montréal à se tirer d'affaires. Voilà ce que peut faire un gouvernement qui se tient debout. Et cela n'est qu'une petite mèche du fouet d'angora. Je voudrais bien avoir des fouets comme cela tous les jours.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Parlant de la Montreal Tramways, j'aimerais bien savoir si elle ne devait pas cette somme de \$1,000,000 à la ville de Montréal?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce une question?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il me semble que je parle en français. Le premier ministre le sait. Ce n'est pas un miracle de faire payer à la compagnie ce qu'elle devait.

**Des députés ministériels:** L'ancien régime aurait pu faire payer la compagnie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est le chef de l'opposition qui me demande cela! Il a été ministre des Affaires municipales, député pendant des années et ministre des Terres et Forêts d'un régime qui toléra toutes ces grosses compagnies, et il ne sait pas ce que la compagnie devait et ne sait pas ce que contient le contrat de la Montreal Tramways. Le député de Saint-Hyacinthe



(M. Bouchard) fut ministre quand son régime a été écrasé par la Montreal Tramways, et jamais il n'a levé un doigt contre elle. Cette compagnie aurait dû donner \$500,000 par année à Montréal. Il n'a rien fait dans tout ceci, et s'il a fait quelque chose, ça été comme d'habitude, ça n'a abouti à rien! Nous avons obtenu \$1,450,000<sup>9</sup> pour Montréal, et \$450,000<sup>10</sup> pour Trois-Rivières, et ça, seulement avec deux mèches de notre fouet!

(Applaudissements)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Mais, répétez-il, est-ce que la compagnie ne devait pas cette somme à la ville?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition admettra que je connais cette loi et que je la comprends.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Répondez donc à ma question sans faire de discours.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition me pose des questions. Donc, il sait que je suis un bon avocat. Or, si je suis un bon avocat, pourquoi critique-t-il la loi?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ça c'est fin. Le premier ministre fait des farces. Ce n'est pas une réponse à ma question. Le premier ministre sait aussi bien que moi que la compagnie devait cette somme à la ville de Montréal.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On verra ça!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quand il a été question de ce remboursement, vous n'avez pas dû vous chicaner avec M. Sévère Godin. Vous avez dû bien vous entendre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition "pourrait et devrait savoir" que ce n'est pas M. Godin qui "peut et qui doit" pour la Montreal tramways, mais M. Julian C. Smith. Je lui conseillerais de ne pas faire perdre le temps de la Chambre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** En tout cas, nous voyons par cette loi que la comptabilité des grosses compagnies et leur capitalisation ne seront pas sujettes aux enquêtes des commissaires. On verra également plus loin, dans les autres articles, que tout

s'enchaîne dans cette loi, et qu'elle est faite pour les gros. Les compagnies n'auront rien de plus à craindre du gouvernement après la sanction de cette mesure. L'ancienne loi comportait une clause spéciale au sujet de la capitalisation des grandes compagnies. Mais ce qui importe, c'est de faire disparaître le mouillage de stock.

**M. Hamel (Québec-Centre):** On a parlé du \$1,000,000 que la Montreal Tramways sera appelée à payer à la ville de Montréal. C'était d'ailleurs un montant dû par cette compagnie. Et je dis que cette somme est encore bien inférieure à ce que Montréal aurait dû recevoir. La compagnie, plaidant des problèmes financiers personnels, n'a pu payer le prélèvement spécial à la ville depuis les deux dernières années. La compagnie avait deux ans pour payer \$500,000, et une autre année pour l'autre somme équivalente. Cela fait \$1,000,000. Seulement, on aurait dû lui faire payer aussi l'intérêt à 5 % pendant cette période, soit \$75,000 de plus. La compagnie, même si elle a payé \$1,000,000 à la ville de Montréal, fait encore un profit de \$75,000 sur les intérêts qu'elle a retirés sur ce montant.

Et que fait-on du cas des employés de cette compagnie qui sont obligés de mettre une certaine somme d'argent dans d'autres gros trusts? Et du mouillage de stocks? Si on avait eu un si bon fouet, on aurait fait disparaître le mouillage de cette compagnie qui représente une somme de \$50,000,000 et il ne lui aurait plus été permis de placer l'argent de l'association de ses employés dans la compagnie, dans la Beauharnois, la Consolidated Paper, la United Securities. Protégeons donc l'épargne des employés de cette compagnie. Voilà une manière d'utiliser un bon fouet!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On remarquera l'attitude du député de Québec-Centre. Il n'est jamais satisfait. Je ne lui demande pas de félicitations, et je ne m'attends pas d'en recevoir, mais je lui demande d'être juste et raisonnable. Je dirai au député de Québec-Centre que ni lui, ni ses amis multipliés par 10 n'auraient obtenu le tiers ou le cinquième de ce que nous avons obtenu s'ils avaient procédé là-dedans.

Jamais la compagnie n'aurait payé. La compagnie pouvait invoquer le contrat qu'avait fait passer l'ancien régime et la loi, et refuser de payer. Nous ne sommes pas trop sûr si les tribunaux nous auraient donné justice. Mais la compagnie a vu que le premier ministre savait parler d'affaires; elle a compris qu'il valait mieux coopérer, et malgré que je

la combatte, j'aurai assez d'esprit de justice pour la remercier si d'autres n'ont pas cet esprit de justice.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre veut des félicitations...!

**Des députés ministériels:** (Criant) À l'ordre! À l'ordre!

**M. Tardif (Frontenac):** Je soulève un point d'ordre!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Berthier a parlé tout à l'heure, et je lui ai répondu. La question est réglée.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre a dit que le député de Québec-Centre ne le félicitait jamais. Il sait fort bien que les échevins de Montréal ne sont pas si contents que cela. Il fait grand état du montant que la Montreal Tramways devra payer, \$1,000,000, mais n'est-il pas vrai que l'échevin Jeannotte a déclaré ici que c'est \$1,500,000 qu'elle devrait payer, et que le premier ministre a répondu: "Contentons-nous de \$1,000,000 pour le moment". Le gouvernement ne devrait pas faire si grand état du paiement d'un acompte.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Adopté... Adopté!

L'article 10 est adopté.

Le comité étudie les articles 11 et 12 qui se lisent comme suit:

"11. Aucun distributeur ne peut exiger pour son électricité des prix plus élevés qu'il n'est nécessaire pour lui permettre de rencontrer les dépenses de l'entreprise et lui assurer un rendement raisonnable qui doit être basé sur l'actif physique du distributeur."

"12. L'actif physique de telle entreprise comprend seulement les droits que possède le distributeur:

"a. dans les chutes, rapides, forces hydrauliques, écluses, constructions, ouvrages de toutes sortes, machineries, meubles et immeubles, faisant partie de l'entreprise; et

"b. dans toute franchise s'y rattachant, incluant l'achalandage, évaluée pour le temps de sa durée, sans tenir compte de la possibilité de son renouvellement."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est encore un article comme ceux qui précèdent.

(Critiquant la définition de l'actif physique donnée par le chef du gouvernement) Qu'est-ce que l'actif physique?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition comprendrait mieux s'il avait lu l'article 13. Lisez l'article et vous allez le savoir.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est l'article 11 que je lis, car c'est lui le nœud du bill. Les dépenses sont pour une partie des intérêts payés sur les emprunts. D'après la loi, les compagnies pourront baser leurs prix sur deux sources de déboursés. Les grosses compagnies qui ont mouillé leur stock pourront faire payer les taux qu'elles voudront sur des débentures mouillées. Elles peuvent fort bien, pour élever leurs taux, souffler leurs dépenses comme elles ont soufflé leurs stocks.

Et elles pourront faire payer pour des choses qui ne devraient pas être chargées au consommateur. Avec cet article, on reste gros-Jean comme devant. Si on permet cela, on aura le même résultat qu'avant. C'est inutile. Le gouvernement devrait retrancher dans l'article les mots "dépenses de l'entreprise".

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je désespère du chef de l'opposition.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous pouvez désespérer. C'est de vous que la population désespère.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est la première fois que nous donnons dans une loi une définition aussi précise qui ne prête pas à équivoque et l'on n'est pas satisfait. Nous parlons de l'actif physique. Nous disons que ces taux auront pour base l'actif physique. Et qu'est-ce que l'actif physique? L'actif physique ne comprend pas ce capital mouillé, mais des biens immatériels et corporels.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est la première fois qu'on entend dire que des choses physiques sont immatérielles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un exemple. La franchise est un bien immatériel et inexistant chez l'opposition.

Des choses physiques sont immatérielles. Les choses immatérielles sont la franchise, etc.; l'actif physique, ce sont les bureaux, les bâtisses, l'argent en banque, les comptes recevables, les poteaux, etc.

Nous disons: "Vous allez avoir sur l'actif physique tel que défini les choses corporelles...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ça n'est plus immatériel. Nous sommes de la même opinion maintenant.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je veux, dit-il, faire songer le chef de l'opposition (M. Bouchard) aux choses spirituelles. Ça rappellera au chef de l'opposition quelque chose qui lui manque. L'opposition n'est pas sérieuse.

Dans notre loi, on dit aux compagnies: "Vous allez avoir un rendement raisonnable." Pas plus et c'est ce qui importe. Il y a un principe de philosophie qui dit que rien ne se crée. Il cite l'article 32 de l'ancienne loi:

"Tous les taux et charges réclamés par un service public doivent être établis tant dans l'intérêt du consommateur que dans celui du service public lui-même et de ses bailleurs de fonds, et leur détermination doit être faite eu égard aux intérêts économiques de la province, aux conditions particulières et de l'utilisation et de la qualité du service dont il s'agit, tout en assurant un revenu juste et raisonnable à ce service public, mais, toutefois, en ne tenant compte que des dépenses réellement et équitablement inhérentes à l'exploitation dudit service"<sup>11</sup>.

Je défie n'importe quel juge, dit-il, de fixer des taux sur un article semblable. C'est un fouillis, une phraséologie inextricable. Les intérêts des compagnies sont préservés par l'article 33. Je la compare à la loi actuelle, dit-il, pour démontrer que celle-ci est la meilleure.

L'ancien régime laissait les compagnies fixer leurs taux sur tout et sur rien. Nous, nous les obligeons à les fixer sur leur actif physique et sur leurs dépenses d'administration. Il n'y a, dans la nouvelle loi, pas un iota pour fixer les taux sur les obligations. La Régie va être en état de limiter les taux parce qu'il y a une base définie et honnête.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Qu'est-ce que vous entendez par rendement raisonnable? La compagnie est constituée par les actionnaires dont les intérêts sont représentés par des actions. Cette loi ne change rien à celle de 1935. Dans l'appréciation des services publics et dans la fixation des taux, autrefois, la loi de 1935 ne tenait compte que de la valeur réelle des biens de l'entreprise et des capitaux réellement investis. La Commission surveillait la capitalisation. Il faut éliminer le capital fictif comme le faisait l'ancienne loi.

La présente loi rend la situation pire dans la province au point de vue des taux de l'électricité. Ne savez-vous que les compagnies peuvent mouiller leurs stocks? En vertu de sa loi, le gouvernement permet aux compagnies de payer des obligations sur ses hypothèques.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est ridicule, ce que vous dites là.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Peut-être, mais c'est la vérité. C'est la loi du gouvernement et ses articles qui sont ridicules. On ne me fera pas croire, dit-il, que l'actif physique est constitué par des immatérnalités.

Ne venez donc pas nous raconter des histoires de mères.

**M. Hamel (Québec-Centre):** L'article 11 et les deux suivants renferment le venin de la loi parce que c'est de ces articles que les compagnies vont se servir pour cacher les mouillages de stock.

L'article parle de "rendement raisonnable" et on ne définit pas ce qu'est le rendement raisonnable. Un rendement raisonnable, pour les trustards, c'est de 20 % à 25 %.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voulez-vous que je vous dise quel serait le rendement raisonnable. Et pour vous, qu'est-ce que cela veut dire? Donnez des chiffres.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Dites vos chiffres d'abord, puisque c'est votre loi. Je donnerai mon avis ensuite.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une question?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Oui, si vous voulez me donner un chiffre et non pas faire un discours.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable député, l'autre jour, ne pouvait répondre à un collègue qui lui demandait un renseignement au sujet de prix de la fabrication de l'électricité, et maintenant il ne peut pas répondre à ma question.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je n'ai pas eu de chiffre. Des taux raisonnables, c'est cela qui est important. Donnez vos chiffres. Les miens jugeront à côté des vôtres.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
S'il admet que j'en connais plus long que lui, pourquoi se plaindre?

**M. Drouin (Québec-Est)** parle<sup>12</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je dirai "des choses" en temps et lieu, dit-il.

**M. Drouin (Québec-Est):** Chacun son tour.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Oui, mais ça sera toujours le même qui sera en-dessous.

**M. Drouin (Québec-Est):** On verra.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Dans notre loi, nous disons qu'un rendement raisonnable est basé sur la valeur réelle de l'entreprise. Valeur réelle, cela comprend des biens, bâties, meubles, argents, comptes recevables, fils, poteaux, et tout; en d'autres termes, de l'entreprise strictement physique. Et le rendement raisonnable est le coût d'exploitation comprenant les salaires d'employés. C'est ce qui va servir de base à la fixation des taux.

Je n'inclus pas les débentures, qui sont des dettes, et les actions parce que ce sont là un actif pour ceux qui les détiennent, mais un passif pour la compagnie. Et j'ajoute à ça un rendement raisonnable sur les frais d'administration, c'est-à-dire ce qui est nécessaire pour payer les employés. C'est ça qui doit servir de base à la fixation des taux. Et je le répète pour la centième fois. Et l'évaluation de ces entreprises est faite par la Régie.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Voici la clause *b.* de l'article 12: "Dans toute franchise s'y rattachant, incluant l'achalandage, évaluée pour le temps de sa durée, sans tenir compte de la possibilité de son renouvellement." L'actif physique, je dis que c'est une porte ouverte pour justifier tout le mouillage des actions, car on dira: telle compagnie a une franchise qui lui permet de faire \$25,000,000 de profits, alors cette franchise vaut tant, c'est de l'actif physique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Pas du tout.

**M. Hamel (Québec-Centre):** J'ai le droit d'évaluer cette franchise-là pour un capital de tant.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Il est évident qu'on ne se basera pas sur les profits actuels et les taux actuels, puisque c'est le devoir de la Régie que de réduire les taux. On se basera sur l'actif physique et il me semble que c'est facile de comprendre ce que ça veut dire. Voici ce que j'appelle une franchise: si je détiens un bail de cinq ans pour vendre de l'électricité, cela s'appelle une franchise. Il est évident que ce bail est pour elle un actif, puisque ça lui permet d'opérer pendant un certain nombre d'années.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Si vous voulez être prudent, vous mettrez une piastre pour votre franchise. C'est suffisant comme évaluation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
M. le président, c'est l'opposition déguisée qui a une franchise d'une piastre, pas nous autres.  
(Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Oui, mais quand la compagnie a une franchise perpétuelle et qu'elle ne paie presque rien; sur quoi vous basez-vous pour établir vos taux? Le loyer, qui devrait constituer un actif, se trouve faussé, diminué. Et les débentures?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
On ne trouvera jamais dans notre loi un article disant que le prix des taux est fixé d'après les débentures.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Dans l'article suivant, vous ajoutez aux dépenses de l'entreprise: "Un montant équitable pour la détérioration de l'actif physique."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je suppose qu'il y a évaluation faite par la Régie d'une compagnie d'électricité. Le but et le devoir des régisseurs, c'est de diminuer les taux. On ne pourra pas se baser pour cela sur les taux d'aujourd'hui. Nous allons établir les taux sur le montant qui devra être payé.

Nous ne nous basons que sur deux choses essentielles; sur l'actif physique et sur les salaires raisonnables. Ce sont les deux seules bases. On ne verra pas dans cette loi, ni près ni de loin, d'allusion quelconque au fait que nous nous baserons sur les actions et les débentures. L'action et la débenture, c'est l'image, le portrait de l'actif.

Aujourd'hui on met le portrait de côté, ainsi que la personne qui fait prendre son portrait.

(Rires)

**M. Drouin (Québec-Est):** Le premier ministre prétend-il qu'en aucun temps les actions et les débetures ne constituent pas d'actif?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui pis non. Oui, si elles représentent tout l'actif physique; non si elles ne le représentent pas tout. Ordinairement, la compagnie doit les actions aux actionnaires et les débetures aux porteurs de débetures. Dans ce cas, les actions et les débetures si elles valent quelque chose sont un actif non pas pour la compagnie, mais pour ceux qui les détiennent.

Mais quand nous parlons d'actif physique, nous n'allouons rien pour les espérances ou les probabilités de renouvellement; ça ce n'est pas de l'actif.

Je tiens à répéter que c'est la meilleure loi qui n'ait jamais été présentée nulle part, nulle part, nulle part, la meilleure loi, sans vantardise.

L'actif, encore une fois, j'ai conscience de faire perdre le temps de la Chambre, mais il faut renseigner l'opposition; encore une fois, l'actif physique, c'est ce qu'on touche, ce qui est tangible: des biens meubles et immeubles. Il n'y a aucune autre base. Nous ne disons pas ici des franchises sans restrictions.

**M. Hamel (Québec-Centre):** C'est le peuple qui concède une franchise aux compagnies d'utilité publique. Ici, nous donnons le droit de capitaliser des privilèges. Si vous laissez cette clause de l'article 12 telle quelle, vous allez avoir les plus belles discussions devant la Régie provinciale sur la valeur des franchises, des achalandages. On ne devrait pas permettre de capitaliser les privilèges consentis sur les biens de la province et de la population au détriment du peuple. On va dissimuler derrière cela tous les mouillages de stock.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a une limite, je proteste. Il me semble que je m'épuise assez pour les faire comprendre. Ce n'est pas digne d'un honnête homme toutes ces insinuations perfides contre celui qui a sacrifié sa santé, son bureau d'avocat où il avait une clientèle capable de le faire vivre princièrement, qui a sacrifié son système nerveux et qui est ici à endurer les insinuations du député de Québec-Centre qui, je le répète, ne sont pas dignes d'un honnête homme. Je suis aussi honnête que le député de Québec-Centre.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je n'insinue rien. En parlant de mouillage, j'ai parlé des

compagnies qui se servront de la loi pour cacher les mouillages de stock. Je n'ai pas parlé du premier ministre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Entendons-nous sur la définition du mot franchise et sur sa durée. Il y a des franchises ordinaires et des franchises exclusives. La compagnie d'électricité qui opère à Saint-Hyacinthe détient une franchise qui est un droit de vendre de l'électricité dans la ville, pas autre chose.

Le Conseil privé a rendu un jugement décidant que l'électricité est une matière de commerce. Le gouvernement a tort d'évaluer une franchise, comme il le dit dans la clause *b.* de l'article 12: "toute franchise évaluée pour le temps de sa durée". Cela ne devrait pas être inclus, si nous ne donnons pas un droit que nous serons obligés de racheter. Les compagnies d'électricité, comme d'autres compagnies, sont sujettes à la concurrence commerciale, et je ne vois pas qu'un corps public, même l'Assemblée législative, donne à une compagnie des droits que tout le monde devrait avoir.

Comment évaluer une franchise, puisque ce n'est là que le droit de vendre de l'électricité? Pourquoi ce droit vaut-il quelque chose, dans l'esprit de cette loi supposée nouvelle? L'électricité, c'est un article de commerce, et si le gouvernement, pour une raison ou pour une autre, annule ce droit de vendre, pourquoi forcer la population à racheter d'une compagnie une franchise?

**M. Drouin (Québec-Est):** On ajoute comme base à l'actif physique de la compagnie l'achalandage. Je me demande pourquoi on ajoute ce mot.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je l'ai expliqué.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, qu'entendez-vous par l'actif physique?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je le répète pour la cent et unième fois. L'actif physique ne comprend pas les débetures ni les stocks. Il comprend les bâtisses, les fils, les poteaux et tout le roulant. Nous incluons dans cela le loyer. Et nous disons que les taux peuvent être fixés sur les frais de l'administration.

**M. Hamel (Québec-Centre):** C'est le peuple qui concède une franchise perpétuelle aux

compagnies d'utilité publique. Or voici qu'on leur donne maintenant le droit de fixer leurs taux sur une base fictive.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a toujours un bout à me faire dire mille fois la même chose. Je m'épuise à tout expliquer; on abuse vraiment; on est ni juste ni raisonnable.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je répète que les compagnies vont se servir de votre loi pour mouiller leurs stocks.

**Un député:** L'actif physique comprend les droits que possède le distributeur dans toute franchise, incluant l'achalandage.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'on a tort d'inclure ainsi dans l'actif physique la franchise qui n'est que le droit de vendre de l'électricité dans une ville. Ces franchises ne sont que temporaires. Pour les inclure dans l'actif physique, il faudrait qu'elles soient permanentes. Aussi, on a tort d'inclure la clientèle.

**M. Drouin (Québec-Est):** Qu'entendez-vous par achalandage?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est de simple justice d'inclure l'achalandage qui n'est en réalité que la clientèle. Cela se fait partout. C'est ce qui se produit tous les jours lorsque quelqu'un vend son commerce. Quand un avocat vend son étude légale, on tient compte de sa clientèle; quand un notaire vend, c'est la même chose. Il en est ainsi des médecins, des marchands, etc. C'est la justice, le simple bon sens.

Sous l'ancienne loi, tout y était, et même ce qui n'aurait pas dû y être. Nous faisons tout ce qui se fait dans les cas ordinaires, et nous mettons de côté les capitaux et les débentures. Le gouvernement n'est pas pour poser des actes qui constitueraient une confiscation.

Les articles 11 et 12 sont adoptés.

L'article 13 est adopté.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande l'ajournement du débat.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

## Dépôt de documents:

### Travaux à Louiseville

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 3 mai 1937, pour qu'un état de la Chambre soit émis indiquant:

1. Depuis le 26 août 1936, le conseil de Louiseville a-t-il demandé au gouvernement que des travaux soient faits dans cette ville avec les argents que le gouvernement a dépensés conjointement avec le gouvernement fédéral pour remédier au chômage?

2. Dans l'affirmative:

a. Quelles sommes ont été octroyées à Louiseville?

b. Quelles sommes ont été dépensées?

c. À qui ces argents ont-ils été payés pour salaires, matériaux, marchandises, terrains, terres servant à faire des travaux de nivellement et de remplissage ainsi que pour toutes fournitures nécessaires à ces travaux?

3. Ces travaux ont-ils été interrompus?

a. Quelles sont les raisons pour lesquelles les travaux déjà mentionnés ont été interrompus? (Document de la session no 25)

La séance est levée à 6 heures.

## Deuxième séance du 5 mai 1937

### Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 8 h 30.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 131 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Témiscamingue et Abitibi.

### Régie provinciale de l'électricité

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 48 instituant la Régie provinciale de l'électricité.  
Adopté.

#### En comité<sup>13</sup>:

Les articles 14 à 18 sont adoptés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** appelle l'item 19 se rapportant à la régie de l'électricité.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quand est-ce que le gouvernement va reprendre le débat sur les billets de location des colons dans le comté de Frontenac?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit item 19.

Le comité étudie l'article 19 qui se lit comme suit:

"19. Sauf lorsque le distributeur est une corporation municipale, la Régie a, en outre, juridiction exclusive pour entendre et décider toute contestation qui peut naître:

"a. de l'établissement et de l'extension, sur les routes, les chemins, les rues et les terrains municipaux, de conduites souterraines, de fils conducteurs aériens ou d'autres installations servant à la transmission ou à la distribution de l'énergie électrique;

"b. de l'exécution de travaux, lorsque ceux-ci croisent une construction ou une installation préexistantes."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Qu'advient-il quand il survient des difficultés entre une compagnie et des municipalités au sujet des fils électriques?

(Pas de réponse)

L'article 19 est adopté.

Les articles 20 à 25 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 26 qui se lit comme suit:

"26. Chaque année, à l'époque fixée par la Régie, tout distributeur doit lui transmettre un rapport attesté sous serment faisant connaître:

"a. son nom, sa raison sociale ou sa désignation corporative;

"b. dans le cas d'une corporation, son capital social actuel, les diverses émissions de titres faites depuis l'établissement de l'entreprise et les noms des directeurs;

"c. son actif, son passif, ses dépenses et ses recettes de l'année couverte par le rapport;

"d. sa production annuelle d'électricité en kilowatt-heure, la capacité de rendement de ses usines génératrices et la quantité vendue dans la même période;

"e. la valeur actuelle de l'actif physique de son entreprise et le total des dépenses énumérées à l'article 13;

"f. tous les taux exigés dans le cours de l'année couverte par le rapport;

"g. tous les autres renseignements que peut exiger la Régie.

"Dans le cas d'entreprises existantes à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, tout distributeur doit transmettre tel rapport dans les soixante jours de la réquisition de la Régie."

**M. Hamel (Québec-Centre):** On devrait aussi lui donner le pouvoir d'obliger les compagnies à donner la liste des émoluments accordés aux officiers supérieurs et directeurs de ces compagnies.

**Un député:** Adopté.

L'article 26 est adopté.

Les articles 27 à 32 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 33 qui se lit comme suit:

"33. Aucun contrat ou convention entre un distributeur et une corporation, société ou personne, pour la vente de l'électricité ne peut être fait pour une période excédant cinq ans.

"La durée de tout contrat ou convention qui excède cette période est réduite à cinq ans."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Cette loi est moins bonne que celle de 1935. Si on examine bien l'ancienne loi comme il le faut, on constatera que les conseils municipaux ne pouvaient faire de contrats excédant une période de cinq années avec les compagnies hydroélectriques. Aujourd'hui, il n'y a rien de cela.

Cet article de la nouvelle loi ne s'applique pas aux corporations municipales: il n'y a plus de restriction, ceci, pour démontrer le recul que nous faisons avec la loi actuelle. Suivant l'ancienne loi que nous avons adoptée en 1935, les corporations municipales avaient le bénéfice de la législation, mais elles n'y étaient pas soumises.

(Pas de réponse)

L'article 33 est adopté.

Les articles 34 à 36 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 37 qui se lit comme suit:

"37. La présente loi entrera en vigueur le premier septembre 1937."

**M. Hamel (Québec-Centre):** Pourquoi pas immédiatement?

**M. Boyer (Châteauguay):** Pour les raisons données cet après-midi.

**Un député:** Adopté!  
(Applaudissements à droite)

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement<sup>14</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Sur division.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, vote, vote.

(Au moment où les whips vont prévenir les députés à l'extérieur de la Chambre, leurs collègues entonnent...)

**Des députés:** "Meunier, tu dors; ton moulin va trop vite..." et "Filez, Filez, ô mon navire!"

**M. l'Orateur** frappe sur son pupitre pour ramener les députés à l'ordre.  
(Rires dans les galeries)

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bélanger, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boyer, Caron, Choquette, Coonan, Dubé (Témiscouata), Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marier, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Sauvé (Beauharnois), Taché, Tardif, Tellier, Tremblay, Trudel, Vachon, 42.

**Contre:** MM. Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Grégoire, Hamel, Messier, Turcotte, 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

(Applaudissements à droite)

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Progrès de la colonisation

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 50 favorisant le progrès de la colonisation et le maintien des cultivateurs sur la terre.

Adopté.

#### En comité<sup>15</sup>:

**M. Boyer (Châteauguay):** La copie anglaise s.v.p!

**M. le président:** À l'ordre!

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. A compter de ce dépôt:

"a. Aucun recours, basé sur des faits ou des droits antérieurs à ce dépôt et relatif à une terre ou partie de terre expropriée sous l'empire de la présente loi, ne peut être contre telle terre ou partie de terre, ni contre aucun colon ou aucune autre personne qui en devient détenteur;

"b. Ces terres ou parties des terres deviennent la propriété absolue de la couronne, elles sont des



terres de colonisation régies par la loi des terres publiques propres à la culture (Statuts refondus, 1925, chapitre 77).

"Le régistrateur doit faire mention de ce dépôt en marge de chaque entrée constatant un droit réel éteint en vertu de la présente loi."

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Voici un article qui est supposé être une grande amélioration sur les anciennes lois, selon le mot du premier ministre quand il a parlé de cette loi hier, mais dont on en trouve déjà toutes les dispositions dans la loi des chemins de fer. La loi n'est pas une très grosse amélioration sur le passé puisque l'ancienne loi donnait le droit d'exproprier.

**M. Tardif (Frontenac):** Le député de Rivière-du-Loup est-il pour ou contre la loi? Ses électeurs ont le droit de le savoir.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je suis en faveur de l'expropriation ou de l'acquisition de gré à gré de la seigneurie Thomas. Mais je suis contre les lois de camouflage. C'est peut-être une bonne loi de camouflage, mais elle est inutile.

(Rires à droite)

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** L'honorable député de Rivière-du-Loup est un des membres les plus charmants de la Chambre; et c'est parce qu'il est charmant qu'il devrait respecter les règlements de la Chambre.

Je lui souligne ceci: hier, le président du comité a dénoncé comme non parlementaire l'expression camouflage. L'honorable député devrait garder sa belle réputation d'homme charmant.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je vais rester sous le charme.

(Rires)

Je retire le mot camouflage.

(Applaudissements à droite)

Je vais dire alors que le bill est inutile. De plus, le gouvernement nouveau n'est pas plus avancé que l'ancien, qui aurait actuellement exproprié cette seigneurie s'il était resté au pouvoir.

(Rires)

Certainement, j'avais obtenu la promesse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'honorable député prétend que la loi est inutile, qu'il ait donc le courage de voter contre sur la troisième lecture.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Non, je ne veux pas faire cela. Je ne tiens qu'à rectifier les faits. Je dis cependant que votre loi est déjà dans nos Statuts et qu'il n'y a pas lieu de la présenter. Je veux surtout savoir du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) s'il y a eu des pourparlers d'entamés avec la compagnie et où l'on en est rendu avec ces pourparlers?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

On en est rendu à la loi.

(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je suis, dit-il, surpris d'apprendre cela. On n'en est rendu qu'à la loi, vraiment? Je pensais, après avoir entendu le premier ministre hier, que des engagements avaient été faits avec la Fraser Realities. En somme, vous n'en êtes pas rendu plus loin que nous en étions, nous de l'ancien régime dont les lois n'étaient pas efficaces, effectives ni fécondes.

(Rires)

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Nous, nous faisons des lois et les compagnies sont obligées de les observer.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):**

Adopté!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je regrette d'être obligé de dire ce que le député de Rivière-du-Loup devrait connaître. Nous avons reçu une délégation.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je n'y étais pas invité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'était une délégation importante.

(Rires)

Cette délégation présidée par Mgr Courchesne, par le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), par le député de Témiscouata (M. Dubé) et par l'adversaire du député de Rivière-du-Loup est venu me présenter que les titres de la seigneurie n'étaient pas clairs, qu'ils étaient douteux.

Il nous aurait fallu faire comme l'ancien régime: faire chercher les titres, etc. Mais parce les titres étaient incertains, le gouvernement a décidé de passer une loi qui va clarifier la situation en sauvant des délais et des dépenses de recherche.

Et voici cette loi. Si le député est pour cette loi, qu'il se taise; s'il est contre qu'il ait le courage de voter contre en troisième lecture, répète-t-il.

**M. Tardif (Frontenac):** Le député voudrait-il nous dire...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pardon, j'ai le droit de parler en réponse au premier ministre. Que le député de Frontenac prenne son siège.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas juste pour le député de Rivière-du-Loup de profiter du fait que le député de Frontenac est un cultivateur. Le député de Rivière-du-Loup, qui est avocat et membre du Barreau, est essentiellement à base de justice.

**Des spectateurs dans les galeries:** À base, à base.

**M. Tardif (Frontenac):** On a mis une bonne dose de bonne volonté dans cette loi. Il en faudrait une dans Frontenac où se trouve une seigneurie.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Je puis assurer le député de Frontenac que la colonisation aura la place qu'elle doit avoir sans léser les droits de personne.

**M. Tardif (Frontenac) et M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** se disputent le droit de parler.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je voudrais bien savoir si le gouvernement exproprie en tout ou en partie la seigneurie? Et quelles parties il exproprie?

**M. Tardif (Frontenac):** Ça fait deux semaines que l'opposition parle sur le même article de loi où à peu près.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Nous prendrons ce qui est nécessaire pour la colonisation.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quelle réponse lumineuse! Tiens, je vais poser une autre question. Peut-être y répondrez-vous mieux. Il s'agit ici d'une loi spéciale. Je veux savoir si, dans d'autres cas, dans d'autres comtés, on présentera toujours des lois d'exception? Et pensez-vous pouvoir exproprier la seigneurie sans une loi spéciale?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Rivière-du-Loup est tellement charmant, je ne veux pas lui dire et je ne veux pas faire croire à la Chambre et aux galeries qu'il ne comprend pas cette loi.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Non, je ne comprends pas et je m'éclaire à la source suprême de la légalité, aux vôtres! Je demande au procureur général (l'honorable M. Duplessis) de la province: en vertu de cette loi, le gouvernement pourra-t-il acquérir, de gré à gré d'autres seigneuries que la seigneurie Thomas du Témiscouata, ou va-t-il falloir d'autres lois?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Absolument pas. Cette loi ne permettra pas l'expropriation d'autres seigneuries.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Très bien, c'est la réponse que j'attendais. Vous êtes dans l'erreur. Le gouvernement ne remplit pas ses promesses. Vous aviez promis d'ôter toutes les entraves à la colonisation, et maintenant vous dites qu'il faut passer une loi spéciale pour acquérir chaque seigneurie. Que va dire Mgr Courchesne?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il dira ce qu'il a dit. Il va dire qu'il est surpris de voir que c'est si facile que cela quand il a demandé la même chose pendant 15 ans à l'ancien gouvernement. Si vous êtes en faveur d'une loi générale, commencez par voter celle-ci.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** La loi de 1935 permettait d'acquérir des lots de gré à gré et d'en exproprier. La loi ne va pas assez loin maintenant. Nous sommes rendus (à ce) point. Le premier ministre a parlé de mon adversaire. C'est un brave cultivateur. Je le respecte et il me respecte.

**M. Boyer (Châteauguay):** (Mimant tous les gestes du député de Rivière-du-Loup, M. Casgrain) S'il lève un bras, dit-il, le député de Châteauguay lève un bras. Si le député de Rivière-du-Loup lève les deux bras, le député de Châteauguay lève les deux bras.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il me semble que l'on devrait respecter les députés en cette Chambre!

Chez nous, on ne fait pas des luttes politiques avec des injures. Ça fait trois adversaires que je bats,

et nous nous saluons avec plaisir quand nous nous rencontrons.

Quant aux titres, avant de passer cette loi, vous avez prétendu qu'ils n'étaient pas clairs. Je tiens à dire que le premier ministre peut les consulter dans un volume qui les contient tous et qui ont été préparés par les meilleurs avocats et les meilleurs notaires de Québec.

Tous les titres sont reconnus comme étant justes. Il n'en trouvera pas d'autres, quand même il ferait les meilleures études.

**M. Boyer (Châteauguay)** recommence à mimer ses gestes.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** (Pour avoir la paix, mettant les mains dans ses poches) Il y a eu une délégation à laquelle Mgr Courchesne s'est joint, et l'on n'a pas jugé à propos de m'inviter. Je voudrais au moins savoir du ministre de qui il a été question à cette délégation.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Il a été question des intérêts de la colonisation.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ce n'est pas une réponse de ministre. J'ai le droit de me renseigner.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Votez contre la loi, répète-t-il.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** (Souriant) Non. Cela ferait trop plaisir au premier ministre. Il y a trop longtemps que je fais de la politique pour tomber dans un piège aussi grossier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ou bien le député est renseigné, ou bien il ne l'est pas. S'il l'est, qu'il se taise; s'il ne l'est pas, comment peut-il parler contre la loi? Inutile de parler. S'il a besoin de renseignements, qu'il prenne son siège.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est justement parce que je veux me renseigner que je pose des questions.

**M. Boyer (Châteauguay):** Ce n'est pas une école ici.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Vous irez au catéchisme demain.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je n'ai pas, dit-il, la science infuse du premier ministre. Quelles parties de la seigneurie seront acquises de gré à gré et quelles parties seront expropriées?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Le terrain nécessaire à la colonisation.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Cela fait deux fois que vous me répétez la même chose.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Les parties que la compagnie voudra vendre seront acquises de gré à gré, et les parties que la compagnie ne voudra pas vendre seront expropriées. C'est clair.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quelle réponse intelligente, M. le président! Je veux savoir quelles parties de la seigneurie on va exproprier.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** La loi est claire et les explications sont suffisantes.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Tous les terrains sont nécessaires à la colonisation. C'est fort précis.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Le député de Rivière-du-Loup, bon avocat, agit comme celui qui transquestionne. Il sait ce qu'il veut faire dire. Mais on n'est pas à la cour. De gré à gré, on échangera les terrains que la compagnie voudra livrer.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Et les autres? Quelle partie prendra-t-on?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le parti-pris du député.

**M. Barrette (Terrebonne)** baille avec un grand Ah...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ça vaudra peut-être mieux que les réparties supposées drôles du premier ministre. En tout cas, il faudra bien en rester là puisque, au surplus, on ne peut plus aller consulter les documents ici. Les députés devraient avoir le droit d'aller consulter les documents dans les départements.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On va régler une fois pour toutes ces histoires de documents. On dit qu'on ne peut pas se procurer des

documents, mais tous les employés civils sont sous serment et ne peuvent donner aucun document. C'est l'ancien régime qui a passé une loi en 1935 pour que tous les employés soient sous serment et ne puissent dévoiler aucun renseignement. En vertu de la loi S.R.Q. 1925, chapitre 10, article 30, tous les employés civils devaient prêter serment de ne rien dévoiler. Que le député lise les Statuts refondus, numéro 30, page 418.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre me fait lire le Statut et me force à faire perdre le temps à la Chambre.

(Rires)

Voici ce que disent les Statuts: "30. 1. Les sous-chefs des départements et les employés du service civil, avant d'entrer en fonction, prêtent le serment d'allégeance ainsi que celui qui suit:

"Je, A. B., jure que je remplirai les devoirs de ma charge de ..... avec honnêteté et justice, et que je ne recevrai aucune somme d'argent ou considération quelconque pour ce que j'ai fait ou pourrai faire, dans l'exécution des devoirs de ma charge, dans le but de favoriser l'achat ou l'échange de quoi que ce soit par ou avec le gouvernement, à part de mon traitement, ou de ce qui me sera alloué par la loi ou par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil. Ainsi Dieu me soit en aide..."

Je lis, dit-il, mais je suis prêt à cesser. Ce n'est pas moi, précise-t-il, qui fais de l'obstruction.

"... Les mêmes serments peuvent être exigés des secrétaires particuliers et des employés numérotés par le chef du département.

"2. Outre les serments ci-dessus mentionnés, le greffier du Conseil exécutif et ses employés, ainsi que tout autre sous-chef ou employé, lorsqu'ils en sont requis par le lieutenant-gouverneur en conseil, prêtent celui qui suit."

Est pris qui croyait prendre! Ce ne sont donc pas tous les employés! Ils ne sont pas forcés par le serment de ne pas sortir de documents.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, non, non.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** "Je, A. B., jure de plus que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de mon emploi. Ainsi Dieu me soit en aide!"

Ces serments sont prêtés par le greffier du Conseil exécutif devant le lieutenant gouverneur ou devant une personne autorisée à cet effet<sup>16</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** lit "ainsi que tout autre sous-chef ou employé"<sup>17</sup>.

En vertu de cette loi de l'ancien régime, on a fait prêter serment à une foule d'employés civils de ne rien dévoiler au Parlement.

Mais maintenant, on veut les mettre de côté pour qu'on fouille dans les archives, qu'on prenne les documents et même pour autoriser les vols de documents. Du même coup, certaines personnes approuvent les voleurs et ceux qui se vantent d'avoir eu en leur possession et d'avoir utilisé des documents volés.

Nous sommes en faveur de la publicité de tous les actes du gouvernement. Pour ma part je suis prêt, sur motion de production, à tous les montrer. Nous n'empêcherons personne de se renseigner. Bien plus, je fournirai tous les documents qui n'auront pas été détruits par l'ancien régime.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Que le premier ministre lise le texte comme il le faut. Tenez, prenez le Statut. Moi, je vais en prendre un autre et on va suivre tous les deux. Lisez!

Le Statut dit que le greffier du conseil et ses employés doivent prêter ce serment.

(Le premier ministre (l'honorable M. Duplessis) et le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) lisent et n'interprètent pas le texte de la même façon).

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, le Statut dit "et tous les chefs de départements."

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) a-t-il l'intention d'acquiescer la partie de la seigneurie située au sud de Saint-Hubert et de Saint-Cyprien?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Tout ce qui est nécessaire pour la colonisation sera exproprié<sup>18</sup>.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Cette loi a été faite dans le seul but de sauver du temps et de faire plaisir à Mgr Courchesne; elle existait déjà. Les choses traîneront en longueur avant que l'on ne consente à agir réellement. Le gouvernement ne remplit pas sa promesse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On a pas le droit d'injurier l'un des plus distingués prélats du Canada, dont il a fait un éloge dithyrambique.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Mettons les choses au point. Vaut-il la peine de répondre? J'ai, dit-il, autant de respect que le premier ministre pour Mgr Courchesne. Personne, ajoute-t-il, n'a compris que je voulais l'injurier. Mais on passe une loi pour sauver du temps, sans faire aucun travail réel.

L'article 5 est adopté.

Les articles 6 à 14 sont adoptés.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** demande, dit-il, des explications sur l'article 15.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** (Souriant) Il n'y a pas d'article 15 dans ce bill.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a erreur de numéro<sup>19</sup>.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le gouvernement a tellement hâte d'appliquer la loi qu'il en saute des articles.  
(Rires)

Le comité étudie et adopte les articles 16 à 22.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Avant la troisième lecture de cette loi, je tiens à mettre les choses au clair. En principe, je suis pour l'acquisition de gré à gré ou par voie d'expropriation des parties de la seigneurie Thomas nécessaires au développement de la colonisation, non seulement dans Témiscouata, mais aussi dans le comté de Rivière-du-Loup.

Je dis cependant que la nouvelle loi ne donne rien de plus. Cette loi ne fait que confirmer le droit que l'ancien gouvernement avait déjà d'après l'ancienne loi de 1935. Je constate, dit-il, avec regret que le gouvernement n'a encore rien de fait au sujet de l'achat de la seigneurie de Témiscouata. À mon avis, poursuit-il, la nouvelle loi est pour jeter de la poudre aux yeux. Je regrette que le premier ministre pour servir des fins politiques, n'ait pas jugé à propos de m'inviter lorsque des délégations sont venues à Québec rencontrer les officiers du gouvernement à ce sujet.

Je regrette qu'il n'y ait rien de fait au sujet de l'acquisition de ces domaines et que le gouvernement nouveau ne soit pas plus avancé que l'ancien gouvernement.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Regardant l'opposition) ... Ah! ... Vous êtes pour cette loi. Cela fait deux heures que l'opposition parle contre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Certainement! Nous sommes pour.  
(Rires)

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi 25-26 George V, chapitre 27**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 relatif à la loi 25-26 George V, chapitre 27, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### **En comité<sup>20</sup>:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sous l'ancien régime, en 1930, on avait voté sous des items différents certaines sommes d'argent pour le ministère de l'Agriculture. Sur ce montant, il y avait une tranche de \$500,000 pour la construction d'un entrepôt frigorifique à Montréal. Rien n'a été fait; mais avant les élections de 1935, le ministre de l'Agriculture<sup>21</sup> du temps vota la loi 25-26 George V pour se faire donner le droit de construire, réparer et acheter un ou plusieurs entrepôts de ce genre. Le but de la loi est de modifier le Statut.

Nous, nous rétablissons la première loi: nous voulons amender la loi en ajoutant avant les mots

"construction d'un entrepôt frigorifique", les mots "l'achat ou", car nous voulons non seulement avoir le droit de construire, mais avoir le droit d'acheter un entrepôt frigorifique existant qui est bien situé, près des quais dans le port de Montréal et qui est à vendre.

Il n'y a pas de secret dans tout ceci, et voici la situation. Il y a à Montréal un entrepôt frigorifique au sujet duquel des démarches ont déjà été faites. La Coopérative fédérée des cultivateurs a besoin d'un entrepôt de ce genre, car le fromage canadien, dans bien des cas, est expédié en Angleterre, entreposé outre-mer, et revendu ensuite sur le marché local comme du fromage de l'étranger.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Dans cette affaire-là, s'agit-il de l'entrepôt que l'ancien gouvernement n'a pas voulu acheter parce qu'il y avait une commission de \$100,000? L'entrepôt devait être acheté de la succession de Oscar Dufresne<sup>22</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mes informations sont à l'effet que l'ancien gouvernement devait acheter un entrepôt de cette succession, mais que finalement, il n'a pas acheté parce que cette succession n'a pas voulu partager la commission.

En tout cas, il y a à Montréal un entrepôt frigorifique situé près des quais, à portée de la navigation fluviale, et relié par des voies d'évitement. Cet entrepôt, très avantageux par sa location, a coûté \$1,000,000 et il est maintenant inutilisé. L'ancien régime avait promis de l'acheter, c'est-à-dire que l'honorable J.-L. Perron, ancien ministre de l'Agriculture, l'aurait fait s'il n'était pas mort prématurément.

La Coopérative fédérée du temps voulait prendre une option sur l'entrepôt dont la Lake of the Woods Milling Company est propriétaire; mais cette compagnie n'avait pas confiance dans la Coopérative et il a fallu que feu M. Oscar Dufresne, qui est décédé il y a un an et qui a souscrit de gros montants à la caisse électorale de l'ancien régime, fasse une option.

La sienne fut acceptée; M. Oscar Dufresne prit alors l'option. Lorsque le gouvernement voulut acheter l'entrepôt, M. Dufresne n'a pas voulu parce qu'il se disait qu'il n'était pas raisonnable de partager la commission.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas cela du tout. Le premier ministre a de mauvaises informations.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ah! Je voulais savoir si le chef de l'opposition était au courant de la commission et je m'aperçois qu'il l'est.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'ancien gouvernement a refusé de payer la commission de \$100,000. Le refus de M. Dufresne prouve qu'il y avait des honnêtes gens sous l'ancien régime des libéraux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je note ceci: le chef de l'opposition sent le besoin de dire à la Chambre que tout le monde n'était pas honnête dans le Parti libéral<sup>23</sup>.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas dit cela comme ça.  
(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je sais que l'actuel ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) décidera et qu'il est un honnête homme. Je ne sais pas s'il va l'acheter tout de suite, mais s'il l'achète, il fera une transaction honnête. Par conséquent, il ne paiera pas de commission, pas même au chef de l'opposition qui fait de la publicité gratuite à l'entrepôt.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il n'en paiera certainement pas après ce que j'ai dit. La succession Dufresne n'osera pas. Le gouvernement pourra se vanter de faire une bonne affaire s'il peut acheter l'entrepôt pour le prix, moins la commission.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition sait-il que M. Dufresne avait souscrit largement, largement à la caisse et aux fonds électoraux de l'ancien régime?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Aux conservateurs aussi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lorsque le pont de Caughnawaga fut construit, un personnage qui touche de près à l'ancien régime s'est rendu chez M. Dufresne, qui avait fait ses soumissions pour ce pont \$952,000 de moins cher... C'est peut-être pour cela que M. Janin hérita du contrat. Toujours est-il que le grand pourvoyeur des fonds électoraux de l'ancien régime s'en alla trouver M. Dufresne et lui offrit \$50,000 pour le consoler de n'avoir pas eu ce contrat du pont de Caughnawaga. Et M. Dufresne répondit ne vouloir pas accepter

parce que, dit-il, si j'accepte le \$50,000, ils vont m'en demander \$200,000 ensuite.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre a-t-il la preuve de ce qu'il avance? Il a inventé cela de toute pièce.

C'est le même Dufresne qui a construit le tunnel de la rue Wellington à Montréal qui a coûté si bon marché<sup>24</sup>? Est-ce ça?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'ancien régime avait passé une loi en 1930 pour acheter un entrepôt frigorifique; en 1935, à la veille des élections, on a modifié cette loi afin de permettre au gouvernement d'acheter, de construire, de réparer des entrepôts partout. On se servait de cette loi pour tous les comtés en période électorale. Heureusement pour la population, malheureusement pour eux, ils se sont fait battre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'amendement à la loi rétablit la loi elle-même!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement veut procurer aux cultivateurs le moyen de conserver et garder leurs produits.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La loi dit absolument la même chose que la loi précédente sous une façon différente.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au contraire. C'est un retour à la loi de 1930 que l'on améliore et bonifie.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Lignes de transmission d'énergie électrique**

**M. Tellier (Montcalm)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 concernant l'évaluation

municipale des lignes de transmission d'énergie électrique soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Avant l'adoption de ce bill en deuxième lecture, je fais remarquer que cette loi, qui s'applique aussi aux poteaux de téléphone, est un peu arbitraire. Je ne suis pas contre cette loi. Je ne m'objecterais pas à la loi, précise-t-il, si les lignes téléphoniques des petites compagnies de téléphone rurales n'étaient pas comprises. Car, dans les campagnes, des cultivateurs sont formés en coopérative rurale pour le téléphone. Dans cette loi, on enlève tout droit à l'exemption de taxe pour les lignes du téléphone. On paie \$25 par poteau sur les lignes du téléphone rural, de télégraphe et d'énergie électrique pour fins de taxation électrique. C'est payer trois fois la valeur.

C'est pourquoi je ne peux accepter le principe de cette loi. On sait qu'il y a 30 poteaux par mille; cela fait donc \$750 du mille. C'est trop! En Ontario, cela coûte \$115 du mille seulement. Nous ne devrions pas aller au-delà de ça. Quant aux autres évaluations, je n'ai pas d'objections. Je favorise, dit-il, la loi en ce qui concerne les poteaux et lignes de transmission des compagnies d'électricité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous appliquerons le bill aux compagnies d'électricité et de force motrice, quitte à passer une loi spéciale plus tard au sujet des lignes téléphoniques et télégraphiques. Je félicite l'auteur de ce projet de loi, l'honorable député de Montcalm (M. Tellier), un des membres les plus brillants de l'Assemblée législative.

(Applaudissements à droite)

Nous laisserons de côté les compagnies de téléphone puisque le chef de l'opposition le veut. Nous avons pensé à cela, mais nous voulions donner au chef de l'opposition la chance de faire une suggestion qui, pour une fois, a du bon sens. L'honorable député de Montcalm (M. Tellier) m'a dit lui-même que sa loi ne devrait s'appliquer qu'aux compagnies électriques et nous allons l'amender en ce sens.

**M. Tellier (Montcalm):** J'accepte ces amendements.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je suis d'avis, dit-il, que l'on devrait adopter pour le téléphone l'évaluation de \$115 du mille, plus \$10 par circuit.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** discutent ensemble.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** parle.

**M. l'Orateur:** Je ne peux permettre cela, dit-il, plus longtemps. On devrait adopter d'abord la loi en deuxième lecture et aller en comité. Adopté?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** À condition qu'on retranche les compagnies de téléphone. Qu'on me promette que la loi sera amendée comme j'ai dit.

**M. l'Orateur:** Adopté sous condition!  
(Rires)

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Tellier (Montcalm)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

#### En comité<sup>25</sup>:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Les lignes de transmission d'énergie électrique pour téléphone, télégraphe, ainsi que pour fins d'éclairage, de force motrice ou de chauffage et leurs accessoires sont immeubles et imposables comme tels."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** répète à peu près les mêmes arguments, et l'on amende la loi dans le sens suggéré par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).

Le député de Montcalm (M. Tellier) avait prévu l'argument du chef de l'opposition.

Cet article est amendé et les mots suivants sont retranchés: "pour téléphone, télégraphe, ainsi que".

L'amendement est adopté.  
L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. Cette valeur réelle est celle qui devra servir de base pour l'évaluation municipale desdites lignes de transmission d'énergie électrique pour téléphone, télégraphe, ainsi que pour fins d'éclairage, de force motrice ou de chauffage, et elle devra être inscrite au rôle d'évaluation municipale et comprendra les fils, les transformateurs, les isolateurs, les ancrages

ainsi que tous autres accessoires ordinairement posés sur ou entre ces pylônes ou poteaux."

**M. Tellier (Montcalm):** Je propose, dit-il, un amendement en vertu duquel le bill ne s'applique qu'aux lignes de transmission d'énergie électrique, à l'exclusion des lignes de télégraphe et de téléphone.

Cet article est amendé et les mots suivants sont retranchés: "pour téléphone, télégraphe ainsi que".

L'amendement est adopté.  
L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

**Les députés** décident que l'on étudiera la question des lignes de télégraphe et de téléphone et que l'on présentera un bill la semaine prochaine.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Tellier (Montcalm)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.  
Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à vendredi prochain.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La Chambre va-t-elle siéger samedi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons siéger vendredi. S'il y a moyen d'éviter la séance de samedi, j'en suis. On a pris une heure et demie à discuter un article qui était très clair. Il reste plusieurs autres bills et, si la Chambre pouvait proroger vers le 15 mai, soit samedi de la semaine prochaine, je crois que ce serait rencontrer le désir de tous les députés.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous sommes prêts à coopérer dans ce but. Entre Canayens, on pourrait s'entendre.



Qu'est-ce que l'on va prendre vendredi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Vendredi, nous aurons à étudier la concurrence d'État aux compagnies électriques, qui sera prête.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pour un jour maigre, ça va être excellent.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Mais c'est un gros poisson.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Cependant, il me semble que l'on pourrait ajourner ce soir jusqu'à lundi et nous hâterons l'étude de cette loi. Il y a la fête du couronnement mercredi prochain.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il n'est pas possible d'ajourner jusqu'à lundi. Il y a encore beaucoup de travail à faire dans les comités vendredi. Le bill de Québec n'est pas fini et cela prend du temps.

**M. Drouin (Québec-Est):** Ça va très bien. Ça marchait vite ce matin au comité des bills privés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si l'honorable député de Québec-Est voulait être franc, il admettrait qu'une seule clause a pris une heure et quart ce matin. Nous allons donc siéger au comité des bills privés vendredi matin. Nous essaierons d'ajourner vers 5 h 30, vendredi, si le travail va vite, pour permettre aux députés de prendre leur train. Et mercredi, le 12 mai, l'Assemblée législative ne tiendra pas de séance.

(Souriant) Ce soir, nous ajournons à 11 heures moins 10, parce que je veux donner à l'honorable chef de l'opposition une chance d'aller à la confesse pour l'Ascension, et nous reprendrons notre travail le lendemain de la fête.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'y vais pas aussi souvent que le premier ministre; je n'ai pas fait de vœu à Saint-Joseph, moi.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 50.

**NOTES**

1. "1937", selon *Le Devoir* du 7 mai 1937, à la page 6.

2. *Le Journal* du 7 mai 1937, à la page 7, précise que les cloches sonnent alors et que le député de Québec-Centre (M. Hamel), qui était absent au moment où l'amendement a été proposé, arrive à son siège.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

4. "Regan", selon *L'Événement* du 7 mai 1937, à la page 3.

5. Statuts de Québec, 25-26 George V, 1935-1936, chapitre 24, article 50.

6. Statuts de Québec, 25-26 George V, 1935-1936, chapitre 24, article 34.

7. "\$130,000", selon *Le Journal* du 7 mai 1937, à la page 7.

8. "\$350,000", selon *L'Action catholique* du 7 mai 1937, à la page 6.

9. "\$1,000,000", selon *Le Soleil* du 7 mai 1937, à la page 3.

10. "\$400,000", selon *L'Action catholique* du 7 mai 1937, à la page 6, et selon *La Patrie* du même jour, à la page 4.

11. Statuts de Québec, 25-26 George V, 1935-1936, chapitre 24, article 32.

12. *Le Canada* du 7 mai 1937, à la page 8, dit simplement que tout à coup, MM. Drouin et Duplessis ont une altercation verbale.

13. Voir note 3.

14. *L'Action catholique* du 7 mai 1937, à la page 3, indique qu'il fallut 15 minutes pour adopter les 23 articles restants.

15. Voir note 3.

16. Statuts refondus de la province de Québec, 1925, tome 1, chapitre 10, article 30, paragraphe 3.

Dans *Le Soleil* du 7 mai 1937, à la page 16, on indique seulement que le député lit jusqu'au mot: les greffiers du conseil exécutif et ses employés, vers la fin.

17. *Le Soleil* du 7 mai 1937, à la page 16, ajoute que le premier ministre omet de continuer: "lorsqu'ils en sont requis par le lieutenant-gouverneur en conseil".

18. *Le Soleil* du 7 mai 1937, à la page 16, attribue plutôt ces paroles au député de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis).

19. *Note de l'édition*: Un examen du bill en question révèle qu'effectivement le bill ne comprend pas d'article 15. Cette erreur sera corrigée par les légistes.

20. Voir note 3.

21. Joseph-Adélar Godbout, député de l'Islet, a été ministre de l'Agriculture dans le cabinet Taschereau du 27 novembre 1930 au 27 juin 1936.

22. Oscar Dufresne (1875-1936). Après des études au collège de Yamachiche, M. Dufresne occupa son premier emploi à 12 ans comme commis chez le marchand en gros Caverhill, Hughes & Co. Deux ans plus tard, on le retrouva caissier chez Bourgouin & Duchesneau. Il alla travailler ensuite à la manufacture de chaussures fondée en 1891 par son père Thomas, compagnie qui prit le nom de Dufresne & Locke Ltée, en 1901. En plus de siéger sur plusieurs conseils d'administration (Imprimerie populaire, propriétaire du journal *Le Devoir*, librairie Beauchemin, hôpital Notre-Dame, Slater Shoe Co., Banque Provinciale du Canada. etc.), il participa à la Fondation du Cercle des jeunes naturalistes, et joua un rôle prépondérant dans l'établissement du Jardin botanique, à titre de président de la Commission du parc de Maisonneuve. Oscar Dufresne fit aussi sa marque sur la scène municipale, à titre de conseiller du quartier ouest de Maisonneuve et de président du Comité des finances.

23. "qu'il y avait des honnêtes gens dans l'ancien régime", selon *Le Canada* du 7 mai 1937, à la page 9.

24. "qui a coûté cher", selon *L'Action catholique* du 7 mai 1937, à la page 13.

25. Voir note 3.

Séance du vendredi 7 mai 1937

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions et réponses:**

**Gardien de prison  
de Bordeaux**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Le gouvernement a-t-il pris à son emploi comme gardien de prison de Bordeaux un monsieur Oscar Bélair?

2. Sur la recommandation de qui ce monsieur a-t-il été nommé?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

1. M. Oscar Bélair, gardien à la prison de Bordeaux, qui avait été condamné à deux mois de prison, pour assaut grave, le 1<sup>er</sup> mai 1929, a été nommé néanmoins par l'ancien gouvernement gardien à la prison de Bordeaux le 31 mai 1930, et promu sergent par l'ancien gouvernement le 3 février 1936.

2. Il a été nommé sur la recommandation personnelle de l'honorable Alexandre Taschereau alors premier ministre et procureur général, au gouverneur de la prison de Bordeaux et au shérif de Montréal.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Eh bien! Ça c'est une bonne réponse!

**Demandes de documents:**

**Employés au service  
du premier ministre à Montréal**

**M. Bastien (Berthier)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant:

1. Combien y avait-il d'employés au service du premier ministre à Montréal, aux bureaux du gouvernement, du 1<sup>er</sup> janvier 1931 au 26 août 1936?

2. Quels étaient leurs noms et prénoms?

3. Quels salaires annuels recevaient-ils et quelles étaient leurs fonctions respectives?

4. Combien y en a-t-il maintenant au service du premier ministre actuel?

5. Quels sont leurs noms et prénoms?

6. Quels sont leurs salaires annuels et quelles sont leurs fonctions respectives?

Adopté.

**Plaintes faites  
à la police provinciale**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant:

1. Combien de plaintes ont été faites à la police provinciale pour toutes infractions depuis le 17 août 1936?

2. Dans combien de cas les enquêtes ont été commandées?

3. Dans combien de cas les enquêtes ont été terminées?

4. Combien y a-t-il eu de condamnations?

5. Quelle est la nature de chacune de ces plaintes?

Adopté.

**Travaux de la Chambre:**

**Rapport de la  
Commission des accidents du travail**

**M. Dubé (Témiscouata):** M. l'Orateur, en vertu de l'article 68 de la loi du travail, la Commission des accidents du travail est obligée de fournir un rapport annuel et ce rapport doit être déposé devant la Chambre. Cependant, il n'est pas à ma connaissance que ce rapport ait été déposé. De plus, je désirerais savoir si certains amendements ne seront pas apportés à la loi du travail au cours de la présente session?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Le gouvernement fera son possible! Nous allons voir à nous rendre à cette demande du député de Témiscouata.

**Questions et réponses:**

**Augmentations statutaires des  
employés civils permanents**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Le gouvernement a-t-il l'intention de rétablir les

augmentations statutaires des employés civils permanents?

2. Dans l'affirmative:

a. L'augmentation s'appliquera-t-elle à l'année 1937 ou aux années suivantes seulement?

b. Cette augmentation sera-t-elle rétractive?

3. Dans la négative:

Le gouvernement a-t-il l'intention d'expliquer pourquoi le premier ministre, ses collègues et ses partisans ont promis au cours de la dernière campagne électorale de rétablir les augmentations statutaires?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

1. Le gouvernement est présentement à étudier la question de rétablir les augmentations statutaires des employés civils permanents.

2. Répondu par 1.

3. Le premier ministre ou le gouvernement n'ont jamais fait la déclaration mentionnée dans cette question, qui est inexacte au point de vue des faits.

#### **Juridiction des tribunaux de Hull**

**M. Taché (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 159 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction des tribunaux de Hull.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Drouin (Québec-Est):** Vous avez des amendements à présenter au sujet de ce bill, je suppose?

**M. Taché (Hull):** Comme j'ai eu l'honneur de l'expliquer déjà, il s'agit d'une loi qui intéresse surtout le district judiciaire de Pontiac, et en premier lieu, lorsque j'avais présenté le bill, on m'avait représenté que les intéressés seraient satisfaits de ce changement; il paraissait entendu que personne ne s'y opposait!

Or, depuis ce temps, il y a eu des réclamations. L'honorable député de Pontiac (M. Lawn) m'a informé que là-bas on préférerait s'en tenir au système actuel pour un an encore, et c'est pour cette raison que je n'insiste pas davantage.

Je me rends avec plaisir à sa demande et je propose donc que le comité se lève sans faire rapport.

Adopté. Le comité se lève sans faire rapport<sup>1</sup>.

#### **Juridiction de la Cour supérieure de Hull**

**M. Taché (Hull)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 156 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction de la Cour supérieure à Hull.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Taché (Hull)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Lots du district de Rimouski rattachés au district de Témiscouata**

**M. Dubé (Témiscouata)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 157 détachant certains lots du district électoral de Rimouski et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-du-Squatec, dans le district électoral de Témiscouata.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Dubé (Témiscouata)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi 24 George V, chapitre 101**

**M. Barrette (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 161 modifiant la loi 24 George V, chapitre 101, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Barrette (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce bill devrait être présenté sous forme de bill privé, afin de permettre au maire et aux intéressés de se faire

entendre. On sait que ce bill amende la charte de la municipalité de Laval-des-Rapides.

Si on l'avait présenté comme bill privé, le maire et les échevins de la municipalité auraient pu venir donner leurs raisons à l'encontre de cette loi. Il faudrait que la Chambre décide pour le moment si nous allons le considérer comme bill privé ou bill public.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La Chambre a décidé de le considérer comme bill public puisqu'elle vient de l'accepter en deuxième lecture.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Un instant; je m'oppose à ce que l'on procède ainsi, car je ne veux pas approuver le bill en deuxième lecture.

**M. l'Orateur:** Le chef de l'opposition s'est opposé à la prise en considération du bill, et il a fait quelques remarques. J'ai demandé alors si le bill était adopté en deuxième lecture, et personne n'a demandé le vote ou fait entendre de protestations. Le bill a donc été adopté en deuxième lecture, et il y a maintenant devant moi une modification pour que je quitte le fauteuil afin que le comité plénier étudie cette loi.

Adopté.

**En comité<sup>2</sup>:**

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La section 2 de la loi 24 George V, chapitre 101, est modifiée en remplaçant le deuxième alinéa de l'article 488 de la Loi des cités et ville (Statuts refondus, 1925, chapitre 102), tel que remplacé pour la ville de Laval-des-Rapides par ladite section 2 de la loi 24 George V, chapitre 101, par le suivant:

"Nonobstant les dispositions de l'article 522, les immeubles employés pour des fins agricoles dans la municipalité ne pourront être évalués à plus de cent dollars l'arpent. Cette évaluation comprend les maisons, granges, écuries et tous les autres bâtiments servant à l'immeuble; elle comprend aussi les animaux, les voitures d'hiver et d'été et les instruments servant à l'exploitation de la terre. Les dispositions du présent alinéa ne s'appliquent pas aux immeubles situés entre la rivière des Prairies et le boulevard des Prairies, et ceux-ci doivent être

évalués et taxés suivant leur valeur réelle et sans tenir compte de la nature de leur exploitation."

**M. Barrette (Terrebonne):** Je désirerais dire un mot afin d'expliquer à la Chambre la substance de ce bill. Il y a trois ans, sous l'ancien gouvernement, la charte de Laval-des-Rapides fut modifiée quant à l'évaluation des propriétés immobilières des fermes. On a présenté une loi pour les cultivateurs de Montréal-Est, et une autre loi pour les cultivateurs de Laval-des-Rapides.

L'ancien gouvernement avait créé deux situations: l'une pour les cultivateurs de Montréal-Est, et l'autre pour ceux de Laval-des-Rapides, et certaines personnes furent injustement traitées. Le but de la loi est d'abroger cette loi.

Cette loi enlevait à la municipalité de Laval-des-Rapides un privilège dont jouissent toutes les municipalités pour l'évaluation municipale des terres des cultivateurs. Les terres des cultivateurs de Montréal-Est étaient évaluées à \$100 l'arpent pour fins de taxation municipale, tandis que les mêmes lois décrétaient que les bâtisses des cultivateurs de Laval-des-Rapides ne tomberaient pas sous le coup de cette loi.

Il y a 39 cultivateurs qui bénéficiaient de ce système, et nous voulons, avec le bill que nous sommes appelés à considérer, donner le même traitement et le même sort à ces cultivateurs.

**L'honorable M. Leduc (Laval):** Il y a eu à Laval des cultivateurs qui sont exemptés de taxe de façon odieuse pour les finances de Laval-des-Rapides. Je n'ai pas d'objection au bill, mais j'aimerais que cela protège plutôt les vrais cultivateurs.

Il ne faudrait pas que ce bill serve à protéger des gens riches, camouflés sous le titre de cultivateurs, pour jouir des exemptions de l'agriculture, et évitent de payer leur juste part de taxes, au détriment de petits propriétaires, alors que ce ne sont pas de véritables cultivateurs.

Il faudra aussi tenir compte de la situation financière de Laval. Celle-ci, après avoir traversé une période particulièrement difficile, a réussi à rétablir sa situation financière.

Si on adopte cette loi, il faudra voir à son application restreinte à la seule clause des vrais cultivateurs, car il ne faut pas oublier qu'il y a des cultivateurs amateurs dans ces municipalités.

**M. Barrette (Terrebonne):** Mais nous prenons la peine de le préciser dans l'article numéro 1

quand nous disons que les seuls immeubles employés pour des fins agricoles ne pourront être évalués à plus de \$100.

**M. Bastien (Berthier):** Il y a eu une grande bataille au comité de bills privés il y a trois ans. On a entendu ce que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc), qui est député de Laval, vient de dire. Aujourd'hui, cette loi veut abroger l'ancienne loi qui avait été faite pour protéger les finances de Laval-des-Rapides. Car à Laval-des-Rapides, il se trouve nombre de cultivateurs amateurs, gens enrichis à Montréal qui sont allés se construire des châteaux sur les bords de Rivière-des-Prairies et qui veulent bénéficier des faveurs que le gouvernement donne à l'agriculture.

Ce sont de riches rentiers pour la plupart qui vont profiter de ces avantages au détriment des petits propriétaires. Vos amis, qui alors avaient été condamnés à payer leur juste part de taxes, sont venus demander au premier ministre de les exempter de payer leur part.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
De qui parlez-vous donc?

**M. Bastien (Berthier):** De gros richards.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Qui encore?

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre n'est pas sérieux, il les connaît mieux que moi. Des gens riches et de vos amis.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Mais, qui, qui?

**M. Bastien (Berthier):** C'est difficile, vous avez tant d'amis qui sont riches.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Qui, qui, qui? Qui entendez-vous par amis? Nommez-les.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):**  
Qui, qui, qui?

**M. Bastien (Berthier):** M. W. C. Pitfield<sup>3</sup> demeure dans les alentours.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
M. Pitfield ne demeure pas là.

**M. Bastien (Berthier):** Où demeure-t-il alors?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je ne connais pas, dit-il, le statut agricole de M. Pitfield.

Je suis l'ami intime de M. Victor Marchand, l'ami du député de Berthier. Si l'honorable député de Berthier a oublié le nom, qu'il le demande à M. Victor Marchand, organisateur libéral. Je demande à M. Bastien, dit-il, si M. Marchand et lui-même vont le voir ensemble.

**M. Bastien (Berthier):** Tiens, M. Marchand et vous êtes maintenant bons amis, c'est pourtant vrai. Vous ne l'avez pas toujours été, je pense.

(Rires)

En tout cas, je suis sérieux, le bill va profiter à ces rentiers, ces gens enrichis en ville.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Qui, qui?

**M. Bastien (Berthier):** Qui? Mais les promoteurs, voyons, c'est simple. Qui? Ceux qui sont allés demander au premier ministre de passer ce bill-là. Parmi les requérants, il doit y avoir quelqu'un qui s'est enrichi à Montréal et est allé se construire un château à Laval-des-Rapides!

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):**  
Qui encore?

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre a du talent. Il ne devrait pas le gâter. Je lui conseille, dit-il, de se tenir loin, car le ministre du Travail n'est pas dans la classe des millionnaires encore.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Avez-vous honte de vos amis?

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre a-t-il honte des siens?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le député de Berthier me permet-il une question?

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre parlera tout à l'heure. Il est de bonne humeur, qu'il ne gâte donc rien. Il a bien prié hier.

(Rires)

Il serait injuste de faire passer ce bill. En tout cas, ce n'est pas un bill pour aider les pauvres gens

de Laval. Voici une municipalité qui, avec ses lourdes exemptions, était aux portes de la faillite et qui était tombée sous la régie de la Commission municipale. Celle-ci, après avoir fait enquête, décide qu'il faut remodeler le système de la situation (sic) afin de faire payer les gens qui, sous couleur d'être cultivateurs, ne cultivent point du tout, mais profitent de ce titre usurpé pour ne pas payer de taxes.

Lorsque nous avons passé le bill pour atteindre ces exemptés, le président de la Commission municipale a dit au comité des bills privés que les exemptions profiteraient à des gens riches qui, après avoir fait fortune à Montréal, vont prendre leur retraite sur le bord de la rivière des Prairies dans cette municipalité agricole et utilisent la loi générale pour ne rien payer. Trop de millionnaires sont exemptés d'impôts!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui donc sont ces gens-là?

**M. Bastien (Berthier):** Il y en a plusieurs. Les trois-quarts d'entre eux sont des conservateurs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, mais nommez-en un, seulement un. Le député doit en connaître au moins un. Est-ce un bon rouge?

**M. Bastien (Berthier):** Il est allé voir le premier ministre. Il y a dans le groupe un rouge mitigé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui, qui?

**M. Bastien (Berthier):** Il y en a un autre dont le premier nom commence par Ward C...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Ni de près ni de loin, le gouvernement s'est laissé influencer par M. Pitfield ou par son ami M. Marchand pour des exemptions aux propriétés. Si le député a du courage, il nommera celui qu'il appelle un rouge mitigé.

**M. Bastien (Berthier):** Comme on l'a dit déjà, il y a un fait certain: c'est là un bill privé qu'on présente comme un bill public, et par-dessus le marché, on l'amène un vendredi après-midi. On refuse de le renvoyer au comité des bills privés, afin qu'il passe mieux et que les intéressés ne soient pas entendus. On ne leur en donne pas la moindre chance. Et nous voyons le gouvernement intervenir,

afin de permettre à des gens qui se sont enrichis à Montréal et prennent leur retraite à cet endroit, afin de ne pas payer de taxes. Ce seront les petits propriétaires de Laval-des-Rapides qui vont payer. Le gouvernement fait un bill, son propre bill. Il est surprenant que l'honorable premier ministre en permette l'adoption.

Les citoyens intéressés devraient au moins avoir la chance de présenter leur défense, et le gouvernement ne devrait pas montrer tant d'ardeur à protéger une poignée de gens riches et qui ont des lots à vendre, en évaluant leurs terrains comme terre en culture. Il ne faut pas que ces rentiers qui ont amassé une fortune soient portés comme cultivateurs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui? Qui? Nommez-les donc.

**M. Bastien (Berthier):** On va finir par se chicaner et il ne le faut pas. Nous sommes au lendemain d'une grande fête. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) n'a pas pu s'empêcher de dire ce qu'il pense du bill. Si le bill est adopté, il est passé au détriment des petits propriétaires et des petits, les vrais cultivateurs de Laval.

C'est bien surprenant que le premier ministre ait permis une telle chose. D'habitude, il agit mieux que cela. C'est quasi un bill du gouvernement.

Je dis que le bill amené par l'honorable député de Barrette... pardon, il y a une ville qui s'appelle Barrette... peut-être du nom de mon honorable ami de Terrebonne.

**M. Barrette (Terrebonne):** Nous, de l'Union nationale, ne baptisons pas les noms de lieux d'après les vivants. Nous le faisons des noms d'ancêtres passés et quand ils en valent la peine.

**M. Bastien (Berthier):** Ce bill du député de Terrebonne protégera de beaux lots et de beaux immeubles sur les bords de la Rivière-des-Prairies, injustement et illégalement, illégalement en effet puisque le bill est présenté comme bill public tandis qu'il est de nature privée, de plus à la dernière minute. Il faudrait que le bill soit entendu en comité des bills privés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable député de Berthier devrait dire quelles sont les personnes qui seront d'après lui exemptées et surtout quel est le nom du rouge mitigé qui s'est enrichi à Montréal et qui est allé se construire un château à Laval-des-Rapides. Je ne savais pas qu'il y

avait des rouges mitigés. Je ne savais pas que des rouges mitigés s'enrichissaient à Montréal pour aller rester en campagne.

**M. Bastien (Berthier):** L'honorable premier ministre me donne-t-il sa parole qu'il retirera ce bill si je lui nomme ce rouge mitigé?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député prouve à la Chambre que le bill est présenté dans l'intérêt de quelques rentiers, la Chambre prendra sérieusement en considération la demande du député.

(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** C'est trop long comme condition.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député a-t-il peur de dire quel est cet homme?

**M. Bastien (Berthier):** C'est un habile homme. Il a mystifié bien des gens déjà et d'aussi habiles, rusés et plus forts que le premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui, qui?

**M. Bastien (Berthier):** Le rouge mitigé est aujourd'hui amalgamé avec 10 ou 12 bleus. Je vais poser une question au premier ministre: si je lui donne le nom de ce personnage, s'engage-t-il à révéler les noms des promoteurs du bill?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député donne le nom du rouge mitigé, je lui donne les noms des promoteurs. Qui est-il?

**M. Bastien (Berthier):** Il y en a au moins une dizaine là-dedans. Ce rouge est plus entreprenant et plus intelligent qu'on ne le croit. Lorsqu'on a étudié et adopté la loi que l'on veut abroger maintenant, de nombreuses représentations ont fait valoir au comité l'utilité de cette loi. Et la Commission municipale a dit qu'elle était importante.

Moi, je vais le dire le nom du promoteur et des promoteurs du bill. Je les connais; puisque le premier ministre hésite, qu'on me permette...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Puisque le député n'a pas le courage, nous allons les nommer ces noms. L'opposition se retire toujours. Le gouvernement va montrer qu'il ne se retire pas.

Il y a trois ans, l'ancien gouvernement a présenté un bill au sujet de l'évaluation municipale de Laval-des-Rapides pour mettre à \$50 l'arpent l'évaluation des terres. Cette loi mettait de côté la loi générale et des exceptions ont été faites; on l'a présenté afin d'atteindre un seul homme: un adversaire politique. Ce n'était pas loyal. Cet adversaire, celui que l'honorable député de Berthier (M. Bastien) a appelé un rouge mitigé, était l'honorable M. Médéric Martin.

Comme pour humilier cet homme, on l'avait poursuivi même du temps qu'il était maire de Montréal, en lui enlevant comme maire des pouvoirs que nous venons de rétablir aujourd'hui.

M. Martin est un adversaire politique pour nous; mais la justice, nous la rendons aux adversaires comme aux autres; nous ne sommes pas comme l'ancien régime sous ce rapport.

(Applaudissements)

La population de Laval a protesté contre le fait, car elle a battu M. Joseph Filion deux fois consécutives comme candidat à la mairie. Et nous avons protesté dans le temps que nous étions dans l'opposition, contre ce bill de rancœur. Il y eut des élections après ce bill et l'adversaire de M. J. Filion, alors maire de Laval, fut élu. C'était le Dr Gervais.

La Législature a d'autres choses à faire que de passer des lois de rancœur. Mais je remarque que le député n'a pas osé mentionner le nom de M. Martin, après l'avoir qualifié de rouge mitigé.

Nous, nous disons que l'Union nationale va redresser les griefs; L'Union nationale veut donner justice égale pour tout le monde. Il s'agit de rétablir la loi générale et de supprimer un régime d'exception injuste et c'est pourquoi nous approuvons ce bill.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On ne doit pas discuter ce bill à un point de vue personnel. Il faut le prendre à un point de vue plus élevé. Il affecte plusieurs propriétaires. Le bill de 1934 qu'on veut amender a été voté dans l'intérêt de Laval-des-Rapides pour essayer de l'empêcher de passer sous la tutelle de la Commission. C'était pour sauver la ville de la faillite. Elle avait besoin de tous ses deniers parce qu'elle n'avait pas de revenus suffisants. On considérerait que ça n'était pas le temps d'exempter de taxes les gens les plus fortunés. Grâce au bill nous taxons des propriétés selon leur valeur réelle.

Maintenant la Chambre va défaire ce bon travail. Il y a des gens qui vont s'établir là de belles résidences et jouiront d'une diminution de taxes. Nous ne voulons pas changer l'évaluation. Le premier ministre a parlé de \$100 l'arpent. Ce n'est



pas le nœud de la question. Il est important que la municipalité intéressée sache que la Chambre est à passer un bill qui va la priver de revenus considérables. Il est important de savoir qui est intéressé à priver de revenus Laval-des-Rapides. Avec cette loi, on ne pourra plus imposer que \$1 par \$100 pour les terres des cultivateurs.

Quel est le taux actuel de la taxe dans cette municipalité? Nous ne le savons pas. Nous savons seulement que la ville a été mise en tutelle et on ne peut savoir le taux de la taxe. Notre loi avait été passée pour aider Laval-des-Rapides. C'est le contraire que le gouvernement actuel veut faire.

Nous ne devrions pas risquer, avec cette loi, de remettre Laval-des-Rapides sous la tutelle de la Commission municipale. Et nous ferons perdre de l'argent à Laval-des-Rapides, si nous passons cette loi, au profit de quelques millionnaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quels millionnaires?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il n'y en a qu'un seul que je connaisse, M. Médéric Martin que vous avez nommé. Je sais qu'il y en a d'autres, mais je ne les connais pas moi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Martin est millionnaire?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Entendons-nous. Je ne crois pas qu'il soit millionnaire. Mais ça ne me surprendrait pas qu'il le soit. C'est un bon garçon; j'aimerais ça qu'il le fût. Mais, il pourra le devenir. Il n'est pas très dépensier, c'est son affaire. Et s'il a ainsi des réductions de taxes...

Mais le bill actuel prive de revenus la municipalité. C'est une réduction de taxes. Et pourtant, s'il est un homme qui a parlé contre les exemptions de taxes, c'est bien le premier ministre actuel. Mais le voilà rendu, non seulement à accorder des exemptions aux grosses compagnies, aux manufactures, aux industriels, mais aussi à des gens riches, à des particuliers des villes qui vont s'établir dans les campagnes.

Ce bill ne devrait pas être adopté à cette session-ci et il devrait être présenté comme bill privé afin que l'on entende les intéressés. Je considère que c'est une loi antidémocratique, abusive. C'est un bill sur lequel nous ne pouvons obtenir les renseignements nécessaires.

L'article 1 est adopté sur division.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction."

**M. Barrette (Terrebonne):** Je propose un amendement au bill stipulant que la loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1938, et non le jour de la sanction comme le dit le texte original. C'est afin de ne pas nuire au rôle d'évaluation pour cette année.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est cela! Si Médéric n'est pas trop bien, on pourra changer la loi à la prochaine session.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il peut bien être malade. Après avoir été avec l'ancien gouvernement comme il l'a été.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pourquoi parle-t-on du rôle d'évaluation?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On change la date pour ne pas nuire au prochain rôle d'évaluation.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ça ne change rien au rôle d'évaluation, mais ça change la taxe. Je proteste contre l'entrée en vigueur en 1938.

On présente ce bill pour lier des gens. Vous êtes en train de lier tout le monde dans la province par des intérêts et des faveurs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'est-ce que cela veut dire? Le chef de l'opposition n'a pas le droit de lancer des insinuations contre un conseiller législatif ou contre un gouvernement. Il doit les retirer.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Avec ces lois qu'on ajourne, on crée un régime de terreur.

**M. Bastien (Berthier)** se lève.

Des députés ministériels lui crient de s'asseoir.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** lui crie de s'asseoir.

**M. Bastien (Berthier):** J'ai le droit de parler sur le point d'ordre. Je ne suis pas au Club ouvrier de Maisonneuve. Le chef de l'opposition n'a rien insinué.

**M. Barrette (Terrebonne):** Je ne changerai pas d'opinion, dit-il, pour avoir un portefeuille.

**M. Bastien (Berthier):** Il faudrait que vous en ayez, des opinions.

**M. le président:** (Lisant l'article du Règlement au sujet des insinuations) L'honorable chef de l'opposition doit s'en tenir au Règlement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Se levant en souriant) M. le président, je m'en tiens au règlement sur cette question et, si les termes que j'ai utilisés ne sont pas parlementaires, je suis heureux de les retirer. Quant à l'insinuation, je déclare que je n'ai rien insinué. Mes paroles, dit-il, ne visaient pas M. Martin.

(Rires)

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"2. La présente loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 1938."

L'amendement est adopté

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Barrette (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** réclame le vote.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il faut se lever cinq pour avoir un vote.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On va essayer, si on est assez nombreux.

La proposition est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Boiteau, Boyer, Castonguay, Dubé (Témiscouata), Duguay, Duplessis, Dussault, Fisher, Fleury, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Marcoux, Marier, Monette, Paradis, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Missisquoi),

Robinson, Roy, Sauvé (Beauharnois) Taché, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 37.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Connors, Delagrave, Drouin, Grégoire, Hamel, Messier, 8.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Questions et réponses:

**Diomède  
Cousineau**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. À quelle date M. Diomède Cousineau, député protonotaire de la Cour supérieure du district de Bonaventure, a-t-il été destitué?

2. Pour quelle raison a-t-il été destitué?

3. Y a-t-il eu une enquête dans son cas?

4. Si oui:

a. Par qui a-t-elle été faite?

b. Quelles en ont été les conclusions?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

1. Le 17 mars 1937.

2. Ingérence politique.

3. et 4. Le gouvernement a obtenu les renseignements nécessaires.

### Territoire de Saint-Jean l'Évangéliste rattaché à Notre-Dame Auxiliatrice

**M. Marier (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 162 détachant certain territoire de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Jean l'Évangéliste, dans le district électoral de Saint-Jean, pour l'annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Notre-Dame Auxiliatrice, dans le même district soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Marier (Drummond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Marier (Drummond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Territoire de Saint-Édouard-de-Frampton  
rattaché à Saint-Joseph-de-Beauce**

**M. Perron (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 163 détachant certain territoire de la municipalité de Saint-Édouard-de-Frampton, pour l'annexer à la municipalité de Saint-Joseph-de-Beauce soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Perron (Beauce)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Perron (Beauce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Cour supérieure  
du district de Rimouski**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour supérieure siégeant dans le district de Rimouski soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous voulons que les tribunaux de Rimouski soient sur la même base que ceux d'Arthabaska. Actuellement, la Cour supérieure d'Arthabaska peut aller siéger à Drummondville et autres endroits.

Nous voulons, par ce bill, que les plaideurs puissent aller plaider des causes dans les districts de Matane ou de Rimouski, selon le désir des intéressés.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je demanderais à l'honorable ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) de remettre la troisième lecture à lundi pour que l'honorable député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), qui est absent aujourd'hui, soit présent.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Avec plaisir.

**M. l'Orateur:** Troisième lecture, prochaine séance.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative a voté le bill 82 modifiant la charte de la cité de Granby, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 7 est amendé en retranchant à la première ligne de l'alinéa 10, les mots suivants: "les mendiants";

2. L'article 8 est remplacé par ce qui suit:

"L'article 429 de la loi des cités et villes est modifié pour la cité, en y ajoutant, après le paragraphe 1, le suivant:

1. a. Les rues, ruelles, chemins publics, places publiques et les trottoirs, actuellement ouverts à l'usage du public dans les limites de la cité, sont sensés être des chemins, places et trottoirs publics et la propriété de la cité sur toute leur superficie, et toute réclamation et droit d'action de propriété du fonds de terrain ou de l'assiette est absolument éteint et prescrit, s'il n'a pas été exercé par action intentée devant une Cour de justice compétente, dans l'année de la sanction de la présente loi qui devra être publiée durant deux semaines consécutives deux fois dans l'année, à intervalle de six mois, dans un journal français et anglais de la cité.

Aussi, le bill 88 refondant la charte de la cité de Sherbrooke, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 11 est remplacé par ce qui suit:

L'article 64 de la loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"64. Le maire et les échevins ne recevront pour leurs services aucune rémunération; cependant,

ils pourront être remboursés des dépenses qu'ils auront faites quand ils représenteront la cité, en vertu d'une résolution du Conseil".

2. L'article 35 est amendé en remplaçant aux lignes 2 et 3 les mots: "l'article suivant", par les mots: "l'article 37 de la présente loi";

3. L'article 97 est amendé en insérant à la suite du mot "municipales" de la ligne 2, les mots: "et scolaires".

4. L'article 100 est amendé en y ajoutant ce qui suit comme troisième alinéa:

"Nonobstant les prescriptions de la présente section, le Conseil pourra faire tout contrat ou convention avec les compagnies de téléphone ou télégraphe, pour la construction, l'exploitation, la propriété et l'usage en commun des poteaux appartenant à la cité de Sherbrooke ou auxdites compagnies, et pourra acheter et vendre tous poteaux ou ses intérêts dans iceux, de temps à autres, selon les conditions et stipulations de tels contrats ou conventions en vigueur présentement ou qui pourront l'être dans l'avenir, entre la cité de Sherbrooke et toute compagnie de téléphone ou télégraphe".

5. L'article 120 est amendé:

a. en insérant à la suite du mot "pension" à la ligne 2, le mot "contributoire";

b. en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le règlement créant le fonds de pension prévu au présent article devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et le surintendant des Assurances de la province de Québec".

6. L'article 122 est biffé.

7. L'article 123 devient l'article 122.

Aussi, le bill 102 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 12 est amendé:

a. en remplaçant à la ligne 5 de l'alinéa "a" le mot "cinquante" par le mot "trente"; et, à la ligne 8 du même alinéa "a", le mot "dix" par le mot "vingt";

b. en remplaçant aux lignes 5 et 6 de l'alinéa "b", "mai 1936" par "janvier 1937".

2. L'article 13 est amendé:

a. en remplaçant à la ligne 3 le mot "vingt" par le mot "trente";

b. en remplaçant aux lignes 9 et 10 les mots: "l'indemnité qu'il déterminera", par les mots suivants: "la pension annuelle qu'il déterminera et qui sera payable mensuellement".

3. L'article 16 est amendé en biffant à la page 6, le paragraphe 2.

Et la cédule est biffée.

Aussi, le bill 119 ratifiant une résolution et un contrat passé entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company, Limited, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est amendé en retranchant aux lignes 1 et 2 les mots suivants: "reproduit comme cédules de la présente loi".

Les cédules A et B sont retranchées.

Aussi, le bill 120 ratifiant un règlement et un contrat passés entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company, Limited, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le paragraphe "b" de l'article 1 est amendé, en retranchant à la ligne 6 les mots suivants: "Et reproduits comme cédules de la présente loi".

Les cédules sont retranchées.

Aussi, le bill 133 modifiant les limites de la municipalité scolaire de la cité de Longueuil, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 7 comme article 8:

"8. Nonobstant les dispositions de l'article 78 de la loi de l'Instruction publique (S.R.Q. 1925, chapitre 133), chacune des municipalités scolaires que concerne la présente loi garde son actif situé dans ses limites telles que modifiées par la présente loi, et demeure responsable de son passif sans remise, ni recours de part et d'autre".

2. L'article 8 devient l'article 9.

Aussi, le bill 134 tarifiant une entente intervenue entre les commissaires d'écoles des municipalités de ville de Montréal-Est dans le comté de Laval et de Saint-Yves-de-Laval, ratifiant certaines résolutions de ces municipalités et conférant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles de la municipalité de ville de Montréal-Est, dans le comté de Laval, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est amendé:

a. en retranchant aux lignes 1 et 2 de la page 3 les mots suivants: "et annexée à la présente loi comme cédule A";

b. en retranchant à la ligne 5 de la page 3 les mots suivants: "annexés à la présente loi comme cédule B".

2. L'article 4 est amendé, en remplaçant aux lignes 7 et 8 les mots:

"les fins mentionnées dans les résolutions annexées à la présente loi comme cédules A et B", par les mots "lesdites fins".

Les cédules A et B sont retranchées.

#### **Charte de Granby**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 82 modifiant la charte de la cité de Granby. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Charte de Sherbrooke**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 88 refondant la charte de la cité de Sherbrooke. Lesdits amendements sont lus une première fois.

#### **Charte de Trois-Rivières**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 102 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Contrat entre les commissaires d'écoles de Donnacona et la Donnacona Paper Company**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 119 ratifiant une résolution et un contrat passé entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Contrat entre la ville de Donnacona et la Donnacona Paper Company**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 120 ratifiant un règlement et un contrat passé entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company Limited. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Limites de la municipalité scolaire de Longueuil**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 133 modifiant les limites de la municipalité scolaire de la cité de Longueuil. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Entente entre les commissaires d'écoles de Montréal-Est et de Saint-Yves-de-Laval**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 134 ratifiant une entente intervenue entre les commissaires d'écoles des municipalités de ville de Montréal-Est dans le comté de Laval et de Saint-Yves-de-Laval, ratifiant certaines résolutions de ces municipalités et conférant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles de la municipalité de ville de Montréal-Est, dans le comté de Laval. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Charte de Baie-Comeau**

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 108 constituant en corporation la ville de Baie-Comeau<sup>4</sup>.

Adopté.

**En comité<sup>5</sup>:**

**M. Drouin (Québec-Est):** Au comité des bills privés, lorsque ce bill fut étudié, j'ai pour ma part fait une assez longue bataille contre ce bill. Ce n'est pas mon intention de me lever aujourd'hui pour soumettre mes objections à la lecture de chaque article du bill, mais je veux réitérer ici mes objections sur le principe en discussion que j'avais alors faites.

Je dis que Baie-Comeau sera une autre ville fermée dans la province de Québec. Nous nous sommes toujours opposés à la création de villes fermées, et l'on sait les batailles que nous avons livrées à ce sujet dans la province. Nous connaissons d'ailleurs les motifs qui nous animaient et pour lesquels nous avons combattu ce système de villes fermées.

Il y a d'abord dans la création des villes fermées un point de vue social à envisager, et je dirais même qu'il y en a aussi un autre que j'appellerais le point de vue semi-religieux.

Nous avons encore sous les yeux l'exemple de ce qui s'est passé à Jonquière, à Arvida et dans d'autres villes de ce genre.

Le premier bill qui nous a été soumis cette année pour Baie-Comeau était tout simplement un bill atroce, pour ainsi dire. Il a été imprimé de nouveau et un comité formé d'employés du gouvernement a été chargé d'étudier le projet de loi et de présenter un rapport au gouvernement.

Le rapport de ce comité appuyait presque toutes les clauses du bill, et il nous informait que le député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) a appuyé ce bill; le gouvernement s'est donc rendu solidaire de la mesure actuellement devant nous.

Baie-Comeau, c'est ce point de la rive nord du Saint-Laurent où l'Ontario Paper construit un important moulin à papier. Je n'ai rien à dire contre cette entreprise qui va attirer des ouvriers. C'est une entreprise louable qui fera gagner de l'argent à bien des gens, mais seulement, ce n'est plus le même cas lorsqu'on songe que cette compagnie veut établir une ville fermée sur le théâtre de ses opérations. L'entreprise en soi est très bonne, mais il faut respecter les lois de la province.

Si on lit bien le bill, on voit que, dans le présent cas, il a été établi qu'il n'y a qu'un seul électeur à Baie-Comeau, et que cet électeur est la compagnie elle-même.

Il n'y a aucun autre propriétaire à part cela dans les limites de la future ville. Ceux qui demandent l'incorporation en ville sont des

employés de la compagnie. Malgré tout cela, on veut encore décréter par le présent bill que le maire et les échevins de Baie-Comeau, qui seront en somme des gens de la compagnie, soient élus et en fonction jusqu'en 1941<sup>6</sup> sans aucune élection municipale et, en plus de cela, on demande pour la ville des pouvoirs généraux en vertu de la loi des cités et villes.

Je m'objecte parce que je veux que ces abus cessent. J'ai demandé, je réitère ma demande pour que ces centres soient incorporés d'après le Code municipal, et non d'après la loi des cités des villes.

On a demandé un organisme ayant plus de pouvoirs. Je prétends cependant que l'on trouve dans le Code municipal tout ce qu'il y a pour l'établissement d'une municipalité à Baie-Comeau, tels que pouvoirs d'organiser une police, un système contre les incendies, etc., etc.; le Code municipal donne amplement de pouvoirs pour le maintien de l'ordre!

Tout ça, c'est dans le Code municipal à l'heure actuelle. Il n'est pas nécessaire d'incorporer Baie-Comeau en ville. Pour une incorporation en ville, suivant la loi des cités et villes, il faut qu'il y ait une population de 2,000 âmes.

Actuellement, la population de Baie-Comeau est plus forte: il y a bien 2,000 résidents, mais ce sont tous des employés de la compagnie, et c'est pour cela qu'on devrait procéder suivant le Code municipal.

C'est une dérogation aux lois de la province. Si nous laissons passer, tel que commandé, ce précédent, qu'ils n'est pas le premier du genre, nous continuerons à approuver des incorporations de villes quand il n'y a qu'un seul électeur et à sanctionner le principe des villes fermées.

Je ne tiens pas à recommencer ici la bataille que nous avons livrée au comité des bills privés, mais je tiens cependant à enregistrer de nouveau ma protestation.

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay):** Je veux faire remarquer à la Chambre que Baie-Comeau, le territoire dont on demande l'incorporation, est un centre situé à 225 milles en bas de Québec sur la Côte-Nord, dans le canton Laflèche, près de la rivière Manicouagan.

Il (M. Leclerc) fait l'historique du développement de la région de Baie-Comeau. Les municipalités organisées dans cette région, dit-il, n'ont plus de maires et de conseillers depuis de nombreuses années.

L'Ontario Paper a commencé à cet endroit la construction de vastes usines qui vont aider au développement de cette partie de la province. Cette compagnie a des limites très importantes dans cette région où elle dépensera d'ici peu de \$15,000,000 à \$20,000,000<sup>7</sup> dans Baie-Comeau, sans compter les dépenses de millions qu'elle s'imposera tous les ans.

Cette compagnie établit une industrie nouvelle dans une région qui jusqu'ici avait été fort négligée. Cette entreprise sera la clé du développement normal du comté intéressé et que j'ai l'honneur de représenter ici à la Législature. À brève échéance, cette entreprise entraînera également dans le Bas-du-Fleuve des industries accessoires. Elle va attirer chez nous une population plus nombreuse, et créer des débouchés considérables pour les produits agricoles.

Ce développement contribuera également à activer la colonisation et l'agriculture dans le Bas-du-Fleuve, deux moyens de nous sortir de la crise actuelle.

C'est de plus un moyen excellent d'activer la construction dans cette région de la Côte-Nord. Il faut donc la création d'une organisation spéciale. Moi aussi, je suis en principe opposé aux villes fermées, mais il faut tenir compte de la situation particulière dans laquelle se trouve Baie-Comeau.

L'Ontario Paper va transformer un coin absolument désert, qui est aujourd'hui la forêt, en une ville moderne qui aura une population de 3,000, 4,000 à 5,000 âmes d'ici deux, trois ou quatre ans environ. Non seulement la ville ne sera-t-elle pas fermée aux étrangers, mais elle va inviter les gens à venir s'y établir pour assurer un développement rationnel de la municipalité.

Si nous n'exerçons aucun contrôle, ce sera l'anarchie. Vous verrez s'établir des bouges et des tavernes dans ce milieu. L'Ontario Paper a l'intention d'y établir une ville très bien réglementée pour éviter tous ces abus. Je suis satisfait de lui donner le contrôle qu'on lui donne. D'ici à quatre ans, la ville sera sous le contrôle direct de la Commission municipale.

Nous n'avons pas d'objection à ce que la ville s'incorpore en vertu du Code municipal, mais il faut que nous lui donnions un contrôle efficace. Il faut être satisfait du contrôle que le gouvernement lui accorde.

Mais Baie-Comeau aura d'ici à deux ans une population de 3,000 personnes, répète-t-il. Elle devrait revenir pour s'incorporer en vertu de la loi des cités et villes.

Que demande-t-on de plus? Pourquoi ne pas lui donner immédiatement les pouvoirs qu'il faudra lui donner alors?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Le rapport auquel on a fait allusion a été demandé par tous les membres du comité.

Le rapport préparé par deux officiers de mon département, dit-il, a été adopté. Lorsque le bill est venu, tout le monde s'entendit pour le soumettre à un comité spécial; aucune plainte n'a été portée à son sujet. Je ne vois pas pourquoi on en ferait maintenant.

On dit que Baie-Comeau sera une ville fermée. Je réponds: non. Il ne s'agit pas d'une ville fermée. On le constatera, car jusqu'en 1943<sup>8</sup>, le conseil nommé ne pourra rien faire sans l'intervention de la Commission municipale et ne pourra dépenser sans l'autorisation de la même Commission. La ville se trouvera dans le cas d'une municipalité en tutelle, d'une ville en défaut.

Voici une ville où une grosse compagnie paiera beaucoup d'impôts et elle sera traitée comme si elle était en faillite. Elle ne pourra pas dépenser un centin sans nous en demander l'autorisation. Nous avons pris toutes nos précautions.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le bill a-t-il été réimprimé?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il l'a été.

Le comité étudie et adopte les articles 1 à 22.

Le comité étudie le bill 23 qui se lit comme suit:

"23. L'article 108 de la loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Baie-Comeau, par le suivant:

"108. Le conseil [doit, par résolution, nommer un officier] appelé "gérant", qui sera l'officier exécutif de la municipalité et aura pour fonctions de surveiller et de diriger, sous le contrôle [du conseil] les affaires de la municipalité et les travaux qu'elle fait exécuter; ce gérant devra être sujet britannique."

**M. Drouin (Québec-Est):** J'attire l'attention, dit-il, sur le fait que, d'après la loi des cités et villes, le conseil peut nommer le gérant qu'il désire. Et je déplore que l'on dise: "le conseil de ville doit nommer un gérant." C'est une bonne chose qu'un gérant, mais en disant "doit" nommer un gérant, on viole l'autonomie du conseil municipal.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je ne veux pas que les journaux parlent de Baie-Comeau comme d'une ville fermée, puisqu'on la met sous tutelle du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau). Le ministre et moi avons étudié tous les articles de ce bill. Dès le début, la position du gouvernement a été établie clairement sur cette question. Nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour que l'intérêt général soit préservé et pour que la compagnie, qui va dépenser des millions à cet endroit, n'empiète cependant pas sur le droit des citoyens libres. Qu'on le veuille ou non, nous sommes en territoire privé et il serait absurde d'imposer à Baie-Comeau des obligations qui relèvent du Code municipal comme celle de nommer des inspecteurs agraires.

**M. Drouin (Québec-Est):** Une ville fermée est une ville fermée, même si ses règlements et résolutions sont soumis à la Commission municipale et au ministre des Affaires municipales. Dans le cas de Baie-Comeau, les promoteurs du bill sont des employés de la compagnie, plus que cela, ils sont les échevins et le maire désignés par elle. Je persiste à dire que le Code municipal eût été suffisant pour Baie-Comeau.

**M. Marier (Drummond):** Y a-t-il dans le dictionnaire une définition de ville fermée? Il me semble que l'on ne devrait pas s'intéresser aussi longuement à cette histoire de ville fermée ou de ville ouverte. On dit cela partout dans les journaux et c'est un reproche. Ville fermée a un sens péjoratif; c'est un élément de mépris désagréable à entendre. On nous reproche dans le cas de Baie-Comeau de donner des pouvoirs exorbitants. Il ne s'agit pas d'une ville fermée comme il en existait sous l'ancien régime.

La seule question qui devrait être débattue, ici cet après-midi, est de savoir si cette ville est constituée de façon à protéger les intérêts de la compagnie et ceux du public en général qui habiteront là. Et je crois que le gouvernement les protège.

Si on ne peut pas dire qu'on a donné des pouvoirs exorbitants à la Ontario Paper, qu'on adopte donc la loi. Dans l'ancien gouvernement comme dans le nouveau, une ville, dans des conditions comme celles-là, ne peut entrer sous la juridiction de la loi des cités et villes.

**M. Hamel (Québec-Centre):** On dit que Baie-Comeau ne sera pas une ville fermée. L'Ontario

Paper possède tous les terrains et fait toutes les fonctions. La compagnie étant la seule propriétaire, elle pourra louer ou vendre à qui elle veut, exigeant le loyer qu'elle veut. Elle est roi et maître de la région. Si un médecin veut aller s'établir il faudra demander la permission du roi; si la compagnie ne veut pas, le médecin devra s'en aller. Vous créez un petit royaume. De plus, la compagnie peut établir les services municipaux qu'il lui plaira, sans consulter les électeurs.

Consulterait-elle d'ailleurs les électeurs qu'on ne serait pas plus avancé, entendu que c'est elle toute seule l'électrice. Sans consultation, elle peut accorder des franchises. Les gens y seront comme des esclaves, et s'ils demandent quelque droit, on peut leur signifier leur exeat.

On peut accorder une franchise pour 10 ans à une compagnie de tramways, par exemple. Or, pour couvrir les prix d'achat ou ses dépenses, elle pourra mettre des taux exorbitants et abusifs sur l'électricité, l'eau et tout. Ces gens-là peuvent organiser un tas de petites compagnies de transport et d'électricité, et permettre à un petit groupe de capitalistes de s'enrichir. En plus, tous les intérêts seront centralisés dans les mains de quelques hommes. La population devra aller s'approvisionner au seul magasin possédé par la compagnie et recourir aux services professionnels détenus par la compagnie. Baie-Comeau a tous les caractères d'une ville fermée.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Malgré tout le respect que j'ai pour le député de Québec-Centre, je ne vois rien dans le bill des conditions qui permettent à la compagnie de faire ce que le député de Québec-Centre mentionne. N'importe qui peut s'établir dans Baie-Comeau, des médecins, des professionnels, des avocats, ou toute autre personne d'aller s'y établir...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
(À mi-voix) Même un dentiste peut y aller.  
(Rires)

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** La compagnie elle-même va aider les propriétaires à se construire leurs propriétés. On a pris les précautions nécessaires pour empêcher la répétition de cas comme Arvida.

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay):** J'ai dans mon comté de vraies villes fermées, et je m'y suis toujours opposé et je m'y objecte encore en principe. J'ai fait mes luttes électorales là-dessus. Pensez-vous



que je pourrai venir appuyer un projet de ville fermée après avoir préconisé le contraire. Seulement, dans le cas présent, toutes les précautions ont été prises. J'approuve cependant le bill de Baie-Comeau parce qu'il ne constitue pas un projet de loi de ville fermée.

Je demande qu'on ait un peu de charité et un peu de largeur d'esprit. Je sais ce qui va se faire à Baie-Comeau. Actuellement, c'est l'Ontario Paper qui fait tout, qui dépense tous les millions nécessaires à l'aménagement de la ville. Ce n'est pas une ville fermée. Une ville fermée est une ville qui n'a pas de maire ou d'échevins, ou qui en a qui sont les employés de la compagnie. Qu'on vienne là-bas et l'on verra la différence qu'il y a entre Baie-Comeau et Shelter Bay, qui est une ville fermée. Dans le cas présent, la situation est différente, car le contrôle raisonnable accordé à la compagnie dans Baie-Comeau ne vaut que pour quatre ans, et il est entouré de correctifs sérieux.

**M. Drouin (Québec-Est):** Mais n'est-ce pas le cas même de Baie-Comeau?

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay):** Jusqu'en 1941, seulement. Après 1941, il y aura des élections générales; le conseil est choisi par un électoral devenu propriétaire par les soins de la compagnie.

D'ici à quatre ans, la compagnie Ontario Paper construira ses usines, des maisons et tout. Et en lisant le bill, on constatera qu'en 1941 la ville de Baie-Comeau sera administrée comme toutes les autres. Les autorités municipales seront élues par les contribuables dans une élection générale. Quant aux taux, nous avons exigé que le prix de l'électricité soit le prix coûtant plus 5 %. En plus, nous avons fixé le prix de la taxe d'eau. Donc pas d'exploitation de ce côté-là.

Dans notre bill, nous avons aussi exigé qu'on engage 90 % des employés dans la province de Québec et 75 % doivent être nés ici. On emploiera de préférence des Canadiens français comme ingénieurs et dans le haut personnel. Dans les villes fermées, cela ne se fait pas de même.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je tiens à féliciter ici le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) et le député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) pour leur excellent travail. On voit dans le bill que la compagnie sera obligée de céder gratuitement les terrains requis pour construire les églises, écoles, couvents, hôpitaux et pour aménager les terrains de

jeux. N'est-ce pas très prévoyant? De plus, la compagnie est obligée de payer toutes les dettes municipales déjà contractées et à payer aussi la dette paroissiale jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1936. C'est une ville ouverte.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je ne suis, dit-il, pas disposé à tout blâmer; il y a évidemment de bonnes clauses, mais le fait reste là. Baie-Comeau sera liée pendant quatre ans, et son maire et ses échevins ne pourront rien décider. C'est la compagnie qui fera tout; elle sera reine et maîtresse. Le principe de ville fermée reste tout de même.

**M. Bastien (Berthier):** Tout ça pour une ville fermée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a qu'une chose qui devrait être fermée et le député sait quoi.  
(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Si le premier ministre me fait fâcher, je vais lui lire ses "mauvais discours" contre les villes fermées. Le premier ministre a dénoncé maintes et maintes fois le principe des villes fermées. Pourquoi les choses qu'il dénonçait avec tant de violence sont-elles devenues excellentes tout à coup?

L'article 23 est adopté.

Les articles 24 à 56, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Association des optométristes et opticiens**

**M. Bélanger (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 150 refondant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**M. Boyer (Châteauguay):** Le député de Montcalm (M. Tellier) devait parler sur la clause 13<sup>9</sup>.

J'attire l'attention de la Chambre sur l'article 18 stipulant que, dorénavant, les optométristes seuls pourront vendre des verres. Le commerce se trouve ainsi centralisé, et les petits ne peuvent plus l'exercer. Le commerce libre des verres ne sera plus permis! On laisse le privilège exclusif aux opticiens.

**M. Bélanger (Montréal-Dorion)<sup>10</sup>:** Le député de Châteauguay n'a pas bien compris la clause. Je veux, dit-il, mettre les optométristes sur le même pied que les médecins, les avocats ou les notaires. Il s'agit de faire en sorte que les opticiens et optométristes ne soient plus employés dans les magasins à rayons. Avec ce bill, on ne veut pas que le commerce des verres cesse d'être libre.

Nous voulons protéger la formation. Les opticiens font de longues études et il faut les protéger. N'importe qui peut vendre des lunettes et des verres, mais les opticiens n'auront pas le droit de travailler dans les magasins à rayons.

**M. Tellier (Montcalm):** Il ne faut pas que le bill porte atteinte à l'exercice de la profession des optométristes, et il faut que ces derniers aient le droit d'exercer leur profession même dans un département d'une maison de commerce et dans les magasins à rayons. D'ailleurs, dans ces cas, il n'y a aucun risque pour le public, puisque l'optométriste est qualifié.

**M. Bastien (Berthier):** Je soulève un point d'ordre. Le député de Montcalm (M. Tellier) parle de l'article 17, et cet article a été adopté. Il ne peut y revenir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre renvoyé. Le député a le droit de parler.

**M. Tellier (Montcalm):** Il s'agit de 18a, et non de 17.

**M. Boyer (Châteauguay):** Quand nous avons étudié le bill en comité, nous l'avons greffé d'un amendement portant le no 18a. Le bill est venu ici devant la Chambre, et il a été retourné aux bills publics, où l'amendement 18b a remplacé l'amendement 18a, mais pour une raison ou pour une autre, les deux amendements sont restés attachés à la copie du bill.

**M. Bélanger (Montréal-Dorion):** Je soulève un point d'ordre, car le député de Châteauguay n'est pas à son siège.

**M. Boyer (Châteauguay):** (Retournant à son fauteuil) L'amendement 18a aurait dû être détaché de la copie du bill, vu que le comité lui avait substitué l'amendement 18b.

**M. l'Orateur:** Il est irrégulier de retrancher de gré à gré, ou sur la demande d'un député, un article approuvé par le comité plénier de la Chambre. Je n'ai aucun rapport du comité devant moi pour me dire qu'il y a telle ou telle correction à faire. Si un député veut proposer que la Chambre se forme de nouveau en comité, très bien.

**M. Boyer (Châteauguay):** Je propose, appuyé par le représentant de Lavolette (M. Ducharme), que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 150 refondant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec.

Adopté.

#### En comité<sup>11</sup>:

Le comité reprend l'étude de l'article 18 qui se lit comme suit:

"18. Il n'est permis à aucune personne de pratiquer l'optométrie dans cette province à moins qu'elle n'ait d'abord obtenu un certificat d'enregistrement, et une licence du conseil. (9 Édouard VII, chapitre 130, section 2).

"[La licence permettant la pratique de l'optométrie dans cette province doit être signée par le président et par le secrétaire. Le sceau de l'Association doit y être apposé.]

"18b. 1. Rien dans cette loi ni dans aucun règlement de l'association ne saurait prohiber:

"a. Le commerce libre des lunettes ou verres ophtalmiques, sujet à l'article 26;

"b. Le commerce libre des lunettes de protection pour fins industrielles, des lunettes vertes ou autrement colorées, sans lentilles ophtalmiques, ou de simples loupes non fabriquées ni vendues pour soulager ou corriger les défauts de la vue.

"2. Rien dans cette loi n'autorise l'Association à réglementer ni contrôler les prix des lunettes ou autres verres ophtalmiques, ni les conditions de paiement de tels prix."

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement<sup>12</sup>.

**M. Bélanger (Montréal-Dorion)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté les bills suivants, pour lesquels il demande son concours:

- bill C modifiant l'article 716 du Code municipal;

- bill D modifiant l'article 391 de la loi de l'instruction publique.

#### Code municipal, article 716

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill C du Conseil législatif modifiant l'article 716 du Code municipal soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Loi de l'instruction publique, article 391

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose le bill D du Conseil législatif modifiant l'article 391 de la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une première fois.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

#### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30<sup>13</sup>.

#### NOTES

1. Selon l'article 288 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1915, à la page 84, lorsqu'une "motion proposant que le comité se lève sans faire rapport" est présentée, cette motion met fin aux délibérations du comité et écarte l'affaire dont il a été saisi. Selon le paragraphe 1 du même article, "l'affaire écartée disparaît du *Feuilleton*, mais elle peut y être rétablie", ce qui n'est pas le cas présent, puisqu'il n'y a aucun ordre ultérieur afin que le comité siège, de nouveau, à une prochaine séance ou à toute autre séance ultérieure.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

3. Ward C. Pitfield, financier et trésorier du Parti conservateur fédéral.

4. *Le Soleil* du 8 mai 1937, à la page 13, rappelle que ce bill avait provoqué un long débat au comité des bills privés.

5. Voir note 2.

6. "1940", selon *Le Soleil* du 8 mai 1937, à la page 13.

7. "de \$35,000,000 à \$40,000,000", selon *The Montreal Daily Star*, du 8 mai 1937 à la page 4.

8. "jusqu'à 1942", selon *The Montreal Daily Star*, du 8 mai 1937 à la page 4.

9. Le député de Montcalm (M. Tellier) est alors absent, selon *Le Soleil*, du 8 mai 1937, à la page 13.

10. Le député de Montréal-Dorion (M. Bélanger) a été licencié de l'École d'optométrie en 1920 et il exerça un temps la profession d'optométriste.

11. Voir note 2.

12. *Le Soleil* du 8 mai 1937, à la page 13, rapporte pourtant que le comité plénier de la Chambre retranche l'amendement 18a pour ne laisser que l'amendement 18b.

13. La séance ne dure que deux heures selon *L'Action catholique* du 8 mai 1937, à la page 3.



## Première séance du lundi 10 mai 1937

## Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 h 15.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte  
de Bromptonville

**M. Goudreau (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Larochelle) que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à la présentation, à l'examen et à la lecture des bills privés, (sauf celles qui ont trait aux droits à payer), soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Bromptonville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, que cette pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 modifiant la charte de la ville de Bromptonville.

Adopté.

## Lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la ville de Bromptonville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Goudreau (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 142 modifiant la charte de la ville de Bromptonville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Garde des enfants trouvés

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 54 modifiant la loi de la garde des enfants trouvés.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Explications.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le but de ce projet de loi est de rendre plus humaine et plus pratique la loi actuelle.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Salaires des ouvriers

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 55 relatif aux salaires des ouvriers.

**M. Bastien (Berthier):** Explications!

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Cette mesure est présentée pour répondre à un désir exprimé par des travailleurs dans toute la province.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** (Souriant) Quels désirs?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Celui pour les ouvriers d'avoir un meilleur salaire.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pour répondre comment?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Dans le meilleur intérêt de la classe ouvrière.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des  
accidents du travail

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 56 modifiant la loi des accidents du travail, 1931.

Le but du projet de loi est de rendre plus efficace et plus pratique la loi des accidents du travail.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Décès  
de M. George Bryson

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, depuis la dernière séance, la Chambre a appris avec peine et regret la mort, samedi dernier, de l'honorable George Bryson, conseiller législatif représentant de la division de Fort Coulonge (Inkerman), l'ancien leader du gouvernement au

Conseil législatif et ministre sans portefeuille sous l'administration Taschereau. M. Bryson, un citoyen éminemment distingué, était un adversaire politique, tout le monde le sait, mais nous avons toujours admiré sa gentillesse et sa courtoisie, et s'il était un adversaire politique, il ne comptait quand même que des amis des deux côtés de cette Chambre.

Pour montrer jusqu'à quel point allaient sa courtoisie et sa délicatesse innée, on me permettra de rappeler un souvenir personnel. Avant les élections générales de 1935, nous devions tenir une assemblée; j'ai eu l'occasion de parler dans l'après-midi dans le comté de Pontiac et nous sommes allés, mes amis et moi, à Fort Coulonge où résidait M. Bryson. En apprenant que le chef de l'opposition devait se rendre à cet endroit, ce brave citoyen, malgré ses 80 ans, se rendit à l'hôtel de l'endroit pour nous saluer et nous tenir compagnie, et il y demeura de trois heures à six heures de l'après-midi. Il nous accueillit avec la cordialité et la courtoisie qui lui étaient particulières, et il nous invita à sa demeure en nous faisant remarquer que c'était la première fois qu'un chef d'un grand parti venait tenir une assemblée à Fort Coulonge pour rencontrer les électeurs.

Il fit les choses princièrément, et nous fit remarquer avec une délicatesse rare, que j'ai vivement appréciée, qu'il serait anxieux d'assister à notre assemblée, mais qu'ayant été ministre sous l'ancien gouvernement, il ne voulait pas s'exposer à la critique et préférerait s'en abstenir. Mais il le regrettait. Les attentions de cet homme de 80 ans me touchèrent profondément. J'ai toujours admiré son intégrité proverbiale, sa gentillesse, et la délicatesse d'âme de ses sentiments.

M. Bryson a été un de nos plus dignes membres du Conseil législatif. (Faisant l'éloge de M. Bryson) Sa probité et son attachement au devoir, dit-il, permettent de le décrire comme un exemple remarquable pour la génération montante. Je désire me faire aujourd'hui l'interprète du gouvernement et des membres de cette Chambre. La Chambre s'inclinera avec respect devant cet homme intègre et ce gentilhomme qui vient de disparaître, et elle prie ses amis et sa famille éplorés de bien vouloir accepter l'hommage de nos sympathies les plus vives et les plus profondes condoléances des députés et de la Législature.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il me fait plaisir d'appuyer l'expression de condoléances que le chef du gouvernement vient de transmettre à l'occasion de la mort de l'honorable M. Bryson. L'opposition s'unit au gouvernement pour exprimer

ses vifs regrets devant la disparition d'un grand citoyen et d'un patriote. J'ai connu personnellement le conseiller législatif qui vient de disparaître. Cet homme distingué était un citoyen de l'ancienne génération qui a toujours fait honneur aux siens.

Je connaissais ses grandes qualités de cœur et de patriotisme que j'ai déjà eu l'occasion d'apprécier, et il m'est agréable de me joindre au chef du gouvernement pour offrir aux siens et à sa famille les condoléances les plus vives de la Chambre et des députés.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je désire me joindre au chef du gouvernement et au chef de l'opposition pour exprimer nos regrets de la mort de l'honorable George Bryson. M. Bryson avait été nommé conseiller législatif par Honoré Mercier, ancien premier ministre de la province. Et depuis 50 ans, il a fourni une brillante, longue et fructueuse carrière dans la vie publique à la Chambre haute. Peu d'hommes avaient plus de souvenirs que lui. Peu d'hommes ont connu une aussi longue carrière et peu d'hommes auront une aussi longue carrière. Je m'associe à mes collègues dans ce témoignage et j'offre à sa famille l'expression de nos sincères condoléances.

## Questions et réponses:

### Listes des électeurs

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** 1. Les dépôts faits par les candidats pour les listes des électeurs, à la dernière élection générale, ont-ils été remboursés?

2. Dans la négative, quand seront-ils remboursés?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En vertu de l'article 46a de l'ancienne loi électorale, c'est M. Albert McCaughan de Montréal qui devait remettre à toute personne proclamée candidat, la somme déboursée par elle pour telles listes. M. McCaughan était un employé de l'ancien gouvernement.

### Travaux sur la rue Sherbrooke, Montréal

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Y a-t-il eu des travaux d'exécutés sur la rue Sherbrooke à Montréal, en vertu de l'entente 1936-1937 pour les travaux de chômage?

2. Combien ont coûté ces travaux:

a. Globalement?

b. Par verge carrée?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):**

1. Oui, Les travaux suivants:

a. Travaux mesurés à la verge carrée. Ces travaux consistaient dans l'abaissement et le nivellement de la rue Sherbrooke. Enlèvement et posage de béton avec armature et correction de "blinder".

b. Autres travaux. Déplacement de poteaux de lumières, de tuyaux de gaz, de prises d'eau, de regard d'égouts et d'entrées privées, et la pose de la pierre à bordure et le remplacement sur une certaine longueur de tuyaux d'égouts suivis de remblayage et d'un tamponnement du terrain.

2. a. Ces travaux ont coûté la somme de \$376,313.22.

b. \$3.09 la verge carrée, pour travaux mesurés à la verge carrée.

#### **Loi de l'extension des conventions collectives de travail**

**M. Hamel (Québec-Centre):** 1. Le gouvernement a-t-il nommé une commission ou un comité pour étudier et réviser la loi de l'extension des conventions collectives de travail?

Dans l'affirmative, quels étaient les membres de cette dite commission ou de ce dit comité?

Dans l'affirmative, cette commission ou ce comité a-t-il fait un rapport?

Dans l'affirmative, ce rapport sera-t-il publié et porté à la connaissance de la Chambre?

2. Est-ce l'intention du gouvernement de légiférer à la présente session sur l'extension des conventions collectives de travail?

Dans l'affirmative, sera-ce en conformité avec les recommandations de ladite commission ou dudit comité?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

À la suite de la déclaration du premier ministre lors des délégations ouvrières qui furent reçues par le ministère de la province de Québec, le ministre du Travail nomma un comité d'étude composé des messieurs suivants: MM. Guy Hudon, L.-J.-S. Deschamps, Robert Lafleur, D. A. Paterson, Alfred Charpentier, T. P. Slattery, Pierre Lefebvre, R. W. Gould, Marie-Louis Beaulieu, Jos. Wall.

Au commencement de mai, cette année, des suggestions ont été faites par ce comité et le gouvernement verra immédiatement, dès cette

session, à faire soumettre à la Chambre la législation appropriée<sup>1</sup>.

#### **Ressources hydroélectriques**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 49 établissant et assurant la concurrence de l'État relativement aux ressources hydroélectriques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité<sup>2</sup>:**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je crois devoir faire quelques remarques générales sur le principe de cette loi; je serai cependant bref. La loi qui suivra ces résolutions est encore une nouvelle loi de camouflage...

(Rires)

...qui remplacera purement et simplement l'ancienne loi que nous avons fait adopter en 1935. Cette loi n'apporte rien de plus.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

M. le président, je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de parler de la loi comme d'une loi de camouflage. Il a fréquemment employé cette expression. C'est une expression qui n'est pas parlementaire et je demanderais à mon honorable ami de retirer ses paroles.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** En vertu de quel article des règlements de cette Chambre peut-on empêcher les membres de cette Chambre de qualifier une loi de loi de camouflage? Je n'ai jamais entendu dire ni compris qu'il était antiparlementaire de qualifier un bill présenté par le gouvernement. Je comprendrais le bien-fondé du point d'ordre s'il s'agissait d'une personne: les règlements de la Chambre défendent d'insulter un membre de la Chambre, mais une loi n'est pas une personnalité humaine. On ne peut pas insulter un bill en disant que c'est une loi de camouflage. Le président de la Chambre a dit, l'autre jour, qu'il fallait éviter d'employer les mots blessants pour les députés. Mais il ne visait certainement pas le cas en litige.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'article 245 a permis à l'Orateur de décider la semaine dernière que l'expression "camouflage" n'est pas parlementaire. Je demande que le décorum règne dans cette Chambre et le moyen est de respecter les décisions de l'Orateur.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est la première fois qu'on empêche l'opposition de dire qu'une loi est mauvaise en s'y prenant de cette façon. Nous avons pourtant le droit de représenter que cette loi qui n'est pas bonne, en remplace une autre votée précédemment, et que c'est tout au plus une manœuvre électorale. Cette loi n'a été présentée que pour remplir une promesse électorale, et non pas pour servir les intérêts de la province.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** J'ai entendu bien distinctement, la semaine dernière, l'Orateur déclarer que le mot "camouflage" n'est pas parlementaire. La décision rendue était claire et l'honorable chef de l'opposition n'a pu l'oublier.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Très bien, quand il s'applique à un député.

**M. Bastien (Berthier):** Je me souviens de l'incident de la semaine dernière qui fit déclarer au président de cette Chambre, d'une manière générale, les expressions susceptibles de blesser un député qu'on ne doit pas employer. Au cours de la définition, je lui ai demandé si le mot "vipère" était parlementaire.

Il me répondit que non, ajoutant que l'expression "camouflage" ne l'est pas davantage. Mais le président n'était pas à juger le mot "camouflage" lui-même appliqué à une loi. Ce n'est qu'incidemment qu'il fut amené à se prononcer là-dessus.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** L'expression "camouflage" n'a rien d'offensant pour le gouvernement et est parlementaire à mon avis. Si on avait qualifié un député de camoufleur, je comprends que le langage ne serait pas parlementaire; mais quand on ne s'adresse pas à un député et que l'on se contente de qualifier ainsi un projet de loi, je soutiens qu'on a le droit de discuter ce projet de loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le projet de loi est l'œuvre d'un gouvernement et des députés.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je ne vois pas qu'en disant d'une loi du gouvernement que c'est une loi de camouflage, que l'on qualifie par là un député en particulier.

**M. le président:** L'article 245, dans la remarque no 1 du paragraphe 15, dit nettement qu'un député n'a pas le droit de dire qu'un député veut tromper la Chambre. Or, dire d'un bill du gouvernement que c'est du "camouflage" équivaut à déclarer que le gouvernement veut tromper la Chambre, ce qui n'est pas parlementaire aux termes du Règlement. Si on critique une loi du gouvernement, on vient à l'encontre des règlements. Je maintiens donc le point d'ordre de l'honorable premier ministre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Avec une telle décision, il va falloir à l'avenir dire que les lois du gouvernement sont bonnes!

(Rires)

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est ça.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il va falloir dire que toutes les lois présentées n'ont pas de défauts. Nous ne pourrions pas dire qu'elles sont mauvaises. Autrement, comment allons-nous les qualifier?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de critiquer la décision du président.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non, non! Je ne critique pas la décision. Mais j'ai droit à mon opinion sur la loi; j'ai droit de dire qu'on peut critiquer une loi. Or, on ne pourra pas dire qu'elle est mauvaise.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande qu'on respecte la décision du président. Que le chef de l'opposition discute la loi et qu'il s'en tienne à cette loi. Il est injuste pour le parti qu'il représente ici de nous faire croire qu'avec son expérience parlementaire, il n'est pas capable de parler sans employer une expression appropriée pour critiquer les lois.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je respecte la décision, mais vous allez m'arrêter à tous les mots... Vous ne m'empêcherez pas de dire que le



syndicat dont il est question dans les résolutions est fait pour remplacer la Commission des eaux courantes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Absolument.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La loi basée sur ces résolutions crée inutilement un Syndicat national de l'électricité. Nous avons déjà la Commission des eaux courantes, qui avait plus de pouvoirs que ceux que vous donnez par la présente loi au syndicat. La Commission des eaux courantes a le pouvoir d'établir n'importe où dans la province des usines électriques nationales.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Combien en a-t-elle établi?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Elle n'en a pas établi parce qu'elle n'a pas encore le pouvoir d'en établir.

(Applaudissements à droite)

On ne peut établir des usines nationales un mois à la veille d'une élection. C'est se moquer du monde que de prétendre que la Commission pouvait en établir en deux mois. Mais le gouvernement actuel, lui, s'il eut voulu se prévaloir de la loi, l'aurait pu. Mais ce qu'on recherche par cette loi, c'est de faire disparaître autant que possible les vastes pouvoirs que le gouvernement avait concédés à la Commission des eaux courantes pour faire concurrence aux trusts.

Et cette loi constitue un nouveau bluff. Ce n'est que pour essayer de faire croire qu'on remplit ses promesses que l'on crée, aujourd'hui, un syndicat qui n'aura pas tous les pouvoirs que nous avons accordés en 1935 à la Commission des eaux courantes.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** L'honorable député peut-il nommer un seul pouvoir particulier qu'avait votre commission et que le Syndicat national n'aura pas?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, la Commission des eaux courantes avait le pouvoir de dépenser sans limites pour la création d'usines électriques, et la nouvelle loi limite à \$10,000,000 le montant que le syndicat pourra dépenser.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Voyons!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il n'y a pas de voyons, voyons, la Commission des eaux courantes avait le pouvoir d'aller partout.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Me permettez-vous de poser une question?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ah! Une question. Allez-y, vous, le champion du parlementarisme, c'est parlementaire cela, que d'interrompre le discours d'un orateur à toutes les minutes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Très bien, si le chef de l'opposition ne veut pas, je ne pose pas la question. Je vais m'asseoir sans plus insister.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ah! Je veux, je veux. Posez-la donc. Je vous la permets.  
(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le chef de l'opposition ne voit pas dans cette loi n'importe quel montant mais un montant fixe de \$10,000,000. Nous enlevons ainsi un pouvoir trop illimité qui avait été accordé à la Commission des eaux courantes. Mais il est dit clairement que l'on peut voter des crédits sans limites. C'est un meilleur système et plus constitutionnel. Si nous procédons ainsi, c'est pour donner à la Chambre le pouvoir d'approuver les dépenses. Nous pensons aux privilèges des députés qui n'existaient plus sous l'ancien régime.

(Applaudissements à droite)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pourvu qu'on présente d'autres bills? Évidemment! Voilà une trouvaille géniale!

Alors, le gouvernement en est rendu au point que pour donner des pouvoirs à l'Assemblée législative, il faut décréter dans une loi antérieure comme celle-ci que les députés ont le droit de voter des lois. Tout le monde sait que la Législature a tous ces pouvoirs. Elle peut voter les emprunts qu'elle voudra. Il n'y a rien qui l'en empêche. C'est une farce de le dire dans la loi. La politique de gouvernement est de faire des farces, et on en arrive ainsi à des absurdités comme la présente loi. C'est entendu! On place cette loi dans les Statuts pour faire croire que le gouvernement a étendu les pouvoirs de nationalisation alors qu'il les restreint. La Législature est souveraine et pourra toujours faire les lois qu'elle voudra.

Il faudra une nouvelle loi: qu'est-ce qui a empêché la Chambre de voter dans le passé de l'argent pour établir des centrales?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
L'ancien gouvernement.  
(Applaudissements à droite)

**M. Bastien (Berthier):** On nous a distribué le bill 15 minutes avant même les résolutions que nous devons d'abord étudier. Ces résolutions viennent seulement de nous parvenir. Nous n'avons pas eu le temps de les comprendre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Si l'opposition se plaint qu'elle n'a pas eu le temps d'étudier les résolutions et le bill, nous allons ajourner le débat à la prochaine séance et passer à autre chose pour permettre à l'opposition d'étudier la loi.

**M. Bastien (Berthier):** C'est moi qui ai la parole.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
M. le président, le député de Berthier prétend qu'il n'a pas eu le temps d'étudier. Ne vous inquiétez pas! Que le député de Berthier ne pleure pas. Afin de lui être agréable, nous allons rapporter progrès et donner ainsi une chance à l'opposition de comprendre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous aller voir ça qu'on comprend!

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'étude des résolutions.

### Subsides

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Drouin (Québec-Est):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Hamel) que tous les mots après "que" dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: "Cette Chambre, tout en se déclarant prête à voter les subsides nécessaires au fonctionnement du gouvernement de Sa Majesté,

regrette que ce gouvernement n'ait pas encore pris les mesures pour briser le trust de la gasoline et en faire baisser le prix."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je ne sais d'où vient l'inspiration de cette motion, mais je regrette de déclarer que cet amendement est inspiré par autre chose que la connaissance des faits. Mon honorable ami sait que, du temps qu'il appuyait l'ancien gouvernement, pendant 25 ans, l'*Imperial Oil* ne payait que \$3,000 de taxes par année. Le nouveau gouvernement fait maintenant payer ces taxes de \$33,000 à la même compagnie en vertu des mêmes lois. Cela montre la connaissance qu'ont des faits les membres du groupe déguisé.

(Personne ne se lève ensuite)

**M. Drouin (Québec-Est):** Est-ce que j'ai le droit de réplique?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je ne crois pas non, car il ne s'agit pas d'une motion de fond. Un membre ne peut pas parler deux fois pour un tel amendement. N'ayant pas voulu accompagner son amendement de remarques, le député de Québec-Est (M. Drouin) a cédé son droit de parler.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Toute motion donne à son auteur le droit de réplique.

Le député de Québec-Est ne pouvait s'attendre à un discours du premier ministre, et surtout pas de la nature de celui prononcé par le premier ministre. Il (M. Bouchard) cite plusieurs articles du Règlement et soutient que l'ancien ministre des Terres et Forêts a le droit strict de répliquer.

**M. Drouin (Québec-Est)** cite plusieurs articles, dont l'un disant que, sur une motion pour que la Chambre se forme en comité des subsides, chaque député peut discourir sur tout sujet d'intérêt public. À plus forte raison, dit-il, est-il permis de discourir sur un amendement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** parle dans le même sens. Les règlements, dit-il, permettent à un député de parler même sur une motion d'ajournement. Il leur est donc permis de parler dans un cas semblable à celui qu'on discute.

**M. l'Orateur** maintient le point d'ordre. Le Règlement est formel! Je soutiens, dit-il, en citant

des articles du Règlement, qu'il ne peut y avoir droit de réplique sur un amendement en faveur du député qui le propose et que, de plus, le Règlement établit aussi de façon formelle qu'un député qui présente un amendement et ne l'appuie pas de remarques immédiatement est considéré comme ayant exercé son droit de parole.

**M. Bastien (Berthier):** Je veux, dit-il, parler sur l'amendement.

**M. l'Orateur:** J'en empêche le député de Berthier, car lorsque le député de Québec-Est (M. Drouin) a voulu exercer son droit de réplique, c'est que tous les députés qui avaient l'intention de parler sur l'amendement avaient terminé leurs remarques.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Delagrave, Drouin, Hamel, 8.

**Contre:** MM. Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bêlique, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Boiteau, Boyer, Bulloch, Dubé (Rimouski), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Gagné, Gagnon, Goudreau, Labbé, Labelle, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 42.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

Et, la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

### En comité<sup>3</sup>:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille deux cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour juges de la Cour des sessions de la paix, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le gouvernement va-t-il présenter une loi qui affectera ces juges? La rumeur veut que des changements soient faits dans l'administration de la justice. Avant de voter ce crédit, il faudrait savoir si la loi de la réforme des tribunaux annoncée n'affectera pas ce département.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si une loi doit être soumise, elle sera présentée à la Chambre bientôt, et tous les membres de la Chambre en prendront connaissance.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des bureaux publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général, (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est un fonds qui nous permet de répondre aux besoins imprévus. Ainsi, si nous sommes appelés à souscrire à une œuvre de charité, nous avons cette réserve à notre disposition. C'est, en somme, un fonds pour parer aux éventualités.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agent de la province à Ottawa, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour annuité à Mlle Marie Régina Drolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'archéologie et de numismatique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Last Post Fund", pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des maréchaux-ferrants de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas six cent soixante-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes, octrois et encouragement à la colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**M. Bastien (Berthier):** Il y a un M. Bélanger de Saint-Sébastien, comté de Frontenac, dont le lot a été révoqué et dont le cas a été soumis à un comité spécial à Sainte-Cécile-de-Whitton. Le député de Frontenac (M. Tardif) lui a fait perdre son lot sous prétexte de coupe abusive, mais je suis informé que ce monsieur n'a pas coupé de bois. Lorsque ce comité a siégé, il y a eu égalité de votes sur son sort; le vote fut de 5 contre 5, et le président a décidé par son vote qu'il perdrait son lot.

C'est un vétéran de la Grande Guerre qui a obtenu son lot en avril 1936 et ce n'est pas la façon dont on traite les vétérans habituellement. Je m'adresse au premier ministre. Il devrait dire au député de Frontenac (M. Tardif), qui a été élu dans un moment d'enthousiasme et à qui il a témoigné sa confiance après les élections, par distraction probablement, de revenir sur sa décision et de rendre son lot à M. Bélanger.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au cours d'une assemblée dans Frontenac, le député actuel de ce comté et moi-même, nous nous étions engagés à annuler les lots concédés en pleine période électorale et après l'élection de 1935, alors que le gouvernement usurpateur se cramponnait au pouvoir. L'ancien gouvernement donna des lots dans un simple but politique et électoral. Nous tenons parole. C'est la réalisation d'une promesse que nous nous étions engagés à tenir.

Le député de Berthier a parlé de coupe abusive, mais donner un lot à quelqu'un qui n'a pas le droit de le détenir, c'est quelque chose d'abusif.

L'honorable député de Frontenac fait honneur à sa profession, à son comté et à sa province.

(Applaudissements à droite)

C'est un jeune à qui l'avenir réserve les plus belles choses. Il a été élu avec un tel enthousiasme que sa majorité a été accrue à la deuxième élection qu'il a subie.

**M. Bastien (Berthier)** se lève.

**M. Tardif (Frontenac):** L'honorable député de Berthier dit que le premier ministre m'a accordé sa confiance dans un moment de distraction. L'officier-rapporteur qui l'a élu<sup>4</sup> en a certainement eu, un moment de distraction.

(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Je suis bien plus reconnaissant à l'officier-rapporteur que le député de Frontenac ne l'est pour le pardessus de M. Lacroix.

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas digne de se moquer d'un cultivateur. M. Lacroix a été subitement généreux, mais on a vu quelle sorte de générosité il avait au comité des comptes publics. Le député de Frontenac a nié et le député de Berthier devrait accepter la parole d'un honnête homme.

**M. Bastien (Berthier):** Je n'ai jamais su, dit-il, que le député de Frontenac avait nié, et j'ai appris au contraire qu'il était un grand ami de M. Lacroix. À tout événement, je suis disposé, dit-il, à accepter la parole de mon collègue.

**M. Tardif (Frontenac):** Ni par dessus, ni par dessous, ni de près, ni de loin.

(Rires)

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Assoyez-vous.

**M. Tardif (Frontenac):** On invoque le titre de vétéran de M. Bélanger, mais nous en avons un bon vétéran dans la Beauce comme candidat et on l'a combattu, ce qui ne l'a pas empêché de remporter une belle victoire. Les libéraux se sont ri de M. J.-R. Perron, un vétéran, lors de la campagne dans la Beauce!

**M. Bastien (Berthier):** Comment sont choisis les comités qui accordent des lots?

**M. Tardif (Frontenac):** Revenons au cas du colon Bélanger: ce dernier s'est montré trop exigeant envers la municipalité de Sainte-Cécile-de-Whitton et il ne réalise pas le type de colon qu'on désire tolérer dans mon comté, dit-il. Les curés des paroisses forment les comités comme bon leur semble. Ils ne consultent pas l'opposition. Probablement parce que les avis de nos amis d'en face ont coûté bien cher à la province dans le passé.

Toute cette affaire de lots est montée par quatre chefs libéraux de Frontenac, M. Napoléon Boiteau, M. Blanchette, maire de Courcelles, qui a enlevé son lot à son propre frère parce que ce dernier était national, M. Gagnon, mon ancien adversaire pour qui j'ai le plus profond respect, et M. Guertin.

Que l'opposition laisse les colons de Frontenac tranquilles. Nous avons été portés au pouvoir. Pourquoi ne pas nous laisser mener? Que l'opposition laisse les colons en paix. Nous en prendrons bien mieux soin que l'ancien gouvernement.

(Applaudissements à droite)

**M. Bastien (Berthier):** Le kaiser Guillaume n'a pas de canon.

(Rires)

Je prends, dit-il, l'intérêt des colons en cause parce que j'ai reçu des plaintes. Je me refuse à croire, quoi qu'en dise le premier ministre, que les hauts fonctionnaires de la colonisation se prêtent à des machinations électorales.

Le représentant de Frontenac est bien jeune. Il s' imagine qu'il ne doit pas y avoir d'opposition en cette Chambre. Un vote a été pris pour éclaircir le cas d'un chômeur pour qui j'ai beaucoup d'admiration. Il y a eu 5 votes contre 6. Je dis que la conduite du représentant de Frontenac (M. Tardif) et celle du premier ministre ne sont pas justifiables en cette circonstance.

Le jeune député de Frontenac (M. Tardif) fait révoquer 129 lots de colonisation pour le simple plaisir de signaler son avènement dans le comté: puis, s'étant ravisé, il en fait rétablir 90. J'ai confiance dans les officiers de colonisation. Ils prennent toutes sortes de précautions avant d'établir un colon. L'établissement de 129 colons dans Frontenac avait été ratifié par eux. Mais le jeune député met 129 colons dans le chemin, du jour au lendemain; puis, il en fait rétablir 90 comme pour mieux prouver qu'il s'était trompé.

**M. Tardif (Frontenac):** Me permettez-vous une question?

**M. Bastien (Berthier):** Non, le député de Frontenac a dit qu'il y avait des irrégularités et il va faire un discours.

**M. Tardif (Frontenac):** C'est un bâillon.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Un vrai bâillon.

**M. Bastien (Berthier):** Je veux continuer, dit-il.

**M. Tardif (Frontenac)** soulève un point d'ordre.

**M. Bastien (Berthier):** Le député n'a pas le droit de faire un discours.

**M. Tardif (Frontenac):** Je veux rétablir les faits.

**M. Bastien (Berthier):** Le député n'a pas le droit de rétablir les faits.

(Rires)

Du moins, pas avant que j'aie moi-même fini.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Berthier n'a pas le droit de parler ironiquement du député de Frontenac comme d'un jeune député. Il y a des jeunes qui en savent plus long.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre n'a pas le droit de faire un discours pendant le mien.

**M. Béique (Chambly):** Ils ne savent pas ce qu'ils disent.

**M. Bastien (Berthier):** J'ai le droit de plaider la cause de ces pauvres colons. Je pensais que le premier ministre ferait comprendre au député de Frontenac (M. Tardif) qu'il avait fait erreur. Le jeune député me dit des choses désagréables. Il a parlé de ma voix. Eh bien! J'ai été élu par la voix de l'officier-rapporteur, et c'est celle d'un brave colon de Berthier qui a perdu sa place de régistrateur à la suite de ce geste de fidélité envers son parti.

**Un député ministériel:** J'espère ben. Du monde comme ça, cela se met dehors.

**M. Pouliot (Missisquoi):** Nous sommes à l'article 151 des subsides et cela ne traite nullement de l'établissement des colons.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

M. le président, l'article 322 du Règlement de la Chambre dit qu'il n'est pas régulier de faire un débat sur la question en comité des subsides. Il y en a déjà un d'ailleurs de soulevé au sujet des colons du comté de Frontenac, et c'est le député de Missisquoi qui l'a ajourné récemment. Et il y a un règlement qui interdit de faire allusion à un débat antérieur. Tenons-nous en à l'article en question.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Parlant sur le point d'ordre, j'aimerais me conformer aux règlements si le premier ministre voulait les appliquer, à tous à commencer par lui-même.

Il y a en effet une motion en discussion, mais qui est à l'ordre du jour depuis le 14 avril dernier. Quand reviendra-t-elle de nouveau, à quel jour?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Au premier jour qui suivra les jours nécessaires au travail de la Chambre.

(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Alors qu'on ait la franchise de la retirer. Si on ne peut parler des

colons de Frontenac, on parlera au moins de ceux de Témiscouata. Je demanderai au premier ministre combien il y avait d'employés au bureau de colonisation de Rivière-du-Loup lorsque le gouvernement décida de déménager ce bureau à Notre-Dame-du-Lac?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le bureau de colonisation à Rivière-du-Loup était un bureau de patronage. Il ne servait à rien, d'abord parce qu'il n'était pas dans un centre de colonisation. La colonisation est dans le Témiscouata et non dans Rivière-du-Loup qui est une ville. Il était plus logique que nous ayons un bureau à Notre-Dame-du-Lac.

Lorsque les colons du Témiscouata voulaient savoir quelque chose de l'enregistrement de leurs lots, ils devaient se rendre à la gare, prendre le train pour Rivière-du-Loup. Le centre de colonisation est bien Notre-Dame-du-Lac et tout va mieux ainsi. Le député félicitera le gouvernement, même s'il a de la peine d'avoir perdu du patronage.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Y a-t-il plus d'employés au bureau de colonisation de Notre-Dame-du-Lac qu'il y en avait à celui de Rivière-du-Loup?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y en a moins. Il y avait trois fois plus d'employés au bureau de Rivière-du-Loup qu'à celui de Notre-Dame-du-Lac. Ensuite, ces employés n'étaient pas qualifiés et il ne faisaient rien.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Nous desservons les centres de colonisation du Témiscouata, de Kamouraska et de L'Islet. Je comprends que nous ayons eu plus de monde. Le gouvernement a voulu punir les braves électeurs de Rivière-du-Loup en leur ôtant ce bureau.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ils sont bien assez punis comme ils sont là.  
(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ce n'est pas ce qu'ils disent. Nous avons eu des assemblées nombreuses et enthousiastes depuis quelque temps.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** tente d'intervenir.

**M. Labbé (Mégantic)** tente d'intervenir.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le député de Matane et le député de Mégantic font de l'obstruction.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Rivière-du-Loup entreprend un nouveau débat sur une question qui a déjà été vidée en Chambre. Je me rappelle, dit-il, qu'il a protesté contre le déménagement du bureau de colonisation; il doit aussi se rappeler les renseignements qui lui furent donnés à cet égard par le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger).

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Bien. Je vais renseigner le premier ministre. Il ne vient pas assez souvent chez nous. D'ailleurs, c'est peut-être mieux pour lui. Si le premier ministre retourne à Rivière-du-Loup, il sera moins bien reçu que l'été dernier. La réception ne pourrait peut-être pas être très chaleureuse. Les gens ont changé d'opinion à Rivière-du-Loup. On a changé des hommes compétents, des gens mariés par deux jeunes célibataires au bureau de colonisation de Notre-Dame-du-Lac. C'est le cas notamment pour le chef du bureau qui est un jeune homme célibataire de 22 ans. On aurait pu employer des hommes mariés.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Vous ne savez pas s'ils sont en amour.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

C'est un M. Dufresne, un expert.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Oui, un expert de 22 ans; c'en est un fameux.

**M. Bastien (Berthier)** parle d'une déclaration du premier ministre au sujet de ces chemins dans les vieilles paroisses.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je me suis, dit-il, déclaré favorable au contrôle de ces chemins sous l'empire des crédits de la Voirie, en autant qu'il s'agisse de chemins de colonisation dans les vieilles paroisses.

**M. Bastien (Berthier):** Je trouve curieux que le gouvernement insère dans son budget de la colonisation la somme de \$7,000 pour l'industrie du tabac dans le comté de Joliette.

La culture du tabac est une excellente affaire, mais deux ministères, la Colonisation et l'Agriculture, sont intéressés dans ce projet pour

lequel le gouvernement a voté \$7,000. Lequel des deux départements sera maître dans l'administration de ce crédit? Est-ce le département de l'Agriculture ou le département de la Colonisation?

On sait la rivalité qui existe parfois entre les employés de certains départements, et tout le monde voudra faire accepter son idée. J'apprends également que l'agronome régional est intéressé dans ce projet de culture de tabac à cigarette. Si l'agronome veut faire de la culture, qu'il en fasse, mais il sera porté à s'occuper plus du projet dans lequel il est intéressé que de la culture en général.

C'est un précédent dangereux, et il faudrait donner aux agronomes des salaires plus élevés plutôt que de les laisser agir de cette façon. C'est la première fois que ça se voit. Le premier ministre s'est pourtant déjà prononcé contre cela.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jamais. La colonisation consiste dans l'ouverture de nouvelles terres à cultiver. C'est le complément de l'agriculture. Or, en encourageant la culture du tabac, nous assurons de nouvelles sources de revenus aux colons. C'est pour cela que nous avons mis cet article-là dans le budget.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre aurait pu me répondre par un mot. Je comprends bien que les ministres s'entendent bien entre eux et qu'ils s'arrangeront pour que ce \$7,000 soit bien distribué, mais cet item aurait dû être mis dans le budget de l'Agriculture. Enfin, je m'oppose à ce que les agronomes régionaux s'occupent de la culture du tabac.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis, dit-il, heureux d'autoriser ce paiement. Ce crédit de \$7,000 a été voté à la demande du député de Joliette (M. Barrette) pour favoriser la culture du tabac dans le comté de Joliette. Et je suis prêt à en prendre la responsabilité, tout en félicitant le représentant de Joliette de son dévouement pour aider ceux qui cultivent le tabac.

**M. Barrette (Joliette):** C'est le résultat des expériences de cet agronome régional qui a attiré l'attention publique sur cette question de la culture du tabac à cigarette. Le ministère de l'Agriculture sera chargé d'administrer ce crédit de \$7,000.

Le comté est intéressé, après avoir contribué à la promotion de cette culture. Il a dit que, grâce à ses efforts et au succès dont il a fait preuve dans cette entreprise, la somme de \$15,000,000 sera bientôt

distribuée aux fermiers pour la production de 5,000,000 de livres de tabac.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
10. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales, (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** appelle les crédits de la Voirie.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
11. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour réparations et entretien des chemins, (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**M. Bastien (Berthier):** Je suis bien surpris de voir que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) et son sous-ministre ne sont pas présents à la Chambre quand on discute leur budget. L'étude de ce crédit devrait être remise à une autre séance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Moi je trouve curieux que l'opposition ne s'entende pas. Nous étions prêts à étudier la loi de l'électricité, et l'opposition, par la voix du député de Berthier (M. Bastien), nous a demandé au début de cette séance qu'on retarde l'étude du bill de concurrence d'État à la séance du soir, alors que le bill est distribué depuis ce matin. Nous avons attendu. Le moins que l'on puisse faire maintenant, c'est de voter les crédits, et le député de Berthier (M. Bastien) s'objecte encore. Il faut que la session finisse. Nous sommes prêts à discuter les crédits de la Voirie, et nous allons les discuter.

**M. Bastien (Berthier):** Je proteste. Le budget de la Voirie est le plus considérable, et le ministre ainsi que le sous-ministre n'y sont pas. On devrait les attendre. Je dis que l'étude de vos crédits, cette année, c'est une vraie farce.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est ce que disent ceux qui ont entendu l'opposition.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre ne répond aux questions que par des farces et des niaiseries.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je prétends que procéder ainsi, c'est très injuste pour le ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc), injuste pour la province et injuste pour l'opposition. Si le gouvernement veut voter les crédits sans que la province n'en connaisse les détails, c'est bien son affaire. Sur la question des centrales dont a parlé le premier ministre, nous n'avons pas dit que l'opposition n'était pas prête à étudier la loi, car je suis convaincu que c'est le gouvernement qui n'est pas prêt<sup>5</sup>; il y avait des ministres qui ne l'avaient pas lu.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Par la voix du député de Berthier (M. Bastien), l'opposition a déclaré qu'elle n'était pas prête à étudier le bill de l'électricité. J'ai toujours pensé que le député parlait au nom de toute l'opposition quand il nous a demandé de remettre l'étude de la loi à ce soir.

Pour ce qui est des crédits de la Voirie, on nous accuse d'attendre le retour du ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) pour voter son budget. Je m'explique; voici les faits, sans rien cacher. J'ai été invité à une réunion des publicistes de la province de Québec et de toutes les parties du Canada, réunion qui a lieu à Trois-Rivières ce soir. Comme je ne pouvais pas m'y rendre, vu que mes devoirs me retenaient ici, je ne suis pas allé chez moi, et j'ai délégué à cette conférence l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) pour qu'il représente le gouvernement. Avant son départ, je lui ai dit que je m'occuperais de son budget si on venait à l'étudier.

Malgré cela, le gouvernement est prêt à procéder. Nous sommes prêts à fournir à l'opposition tous les renseignements qu'elle désire. On remarquera d'ailleurs que, pour la première fois cette année, nous présentons un budget détaillé et très clair. Il contient en lui-même plus de renseignements que n'en donnait l'ancien régime. Nous pouvons donc procéder.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Comment se fait-il que le premier ministre a voulu nous faire discuter cet après-midi sa loi de l'électricité, et qu'il a dit au ministre de la Voirie que ses crédits viendraient à la même séance? Il savait bien que les deux questions ne nous seraient pas soumises en même temps. Comment se fait-il que le premier ministre ait eu l'intuition que l'on abandonnerait l'étude de la loi de la concurrence d'État? Ou le gouvernement n'est pas prêt à discuter sa loi, ou il

veut voter le budget du département de la Voirie en l'absence du ministre? En tout cas, j'aimerais bien savoir ce qui presse tant le premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je viens de le dire. On insistait pour que j'aille à Trois-Rivières. Je n'y vais pas souvent, j'étais pris entre le plaisir d'y aller et mon devoir de rester ici. Est-ce clair? Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) ne pouvait pas y aller parce qu'il s'occupe du bill de Québec. Je comprends que le chef de l'opposition et le député de Berthier soient mêlés. Le député de Berthier nous a demandé de suspendre jusqu'à ce soir l'étude de la loi de l'électricité, et maintenant, il n'est plus content.

**M. Bastien (Berthier):** Ce n'est pas exact. Le premier ministre...

**Des députés font du tumulte.**

**Des députés:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. le président:** À l'ordre. Je demande que l'on procède.

**M. Bastien (Berthier):** J'ai le droit de parler. Je vais répondre au premier ministre.

**M. le président:** À l'ordre. Le chef du gouvernement et le chef de l'opposition ont exprimé leur opinion assez longtemps, et je rappelle le député de Berthier (M. Bastien) à l'ordre.

**M. Bastien (Berthier):** Je veux, dit-il, parler de nouveau. Je ne veux pas que la discussion se perpétue, insiste-t-il, sur l'absence de la Chambre du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault).

**M. le président:** Je demande, dit-il, que l'on se taise, et je fais remarquer au député de Berthier que, s'il n'est pas satisfait de ma décision, il n'a qu'à en demander le rappel à la Chambre.

**Un député ministériel:** Il veut tuer le temps.

**M. Bastien (Berthier):** J'en appelle de votre décision, M. le président.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'avertis pour la dernière fois l'opposition qu'elle prendra ses responsabilités et je tiens à l'avertir que nous allons marcher. Nous avons obtenu du peuple



un mandat, un mandat bien défini et bien clair. Nous nous efforçons de présenter des lois convenables. L'opposition s'évertue à retarder le vote des crédits malgré que nous nous évertuons à lui donner des explications.

Nous nous étions pour le public pendant que l'opposition s'étiole pour faire durer la session et faire perdre le temps de la Chambre. Eh! bien! Je lui ferai savoir que nous avons des lois à passer et nous allons siéger jusqu'à cinq ou six heures demain matin s'il le faut, et que nous allons passer nos lois. Au travail!

(Applaudissements à droite)

**M. Bastien (Berthier)** reste debout.

**M. le président:** À l'ordre.

#### Rapports de comités:

**M. le président:** M. l'Orateur, le premier ministre appelle les crédits de la Voirie; le chef de l'opposition donne ses raisons pour ne pas discuter ces crédits. Le député de Berthier (M. Bastien) veut faire un débat, ce que je refuse.

Le député de Berthier en appelle de ma décision.

La question "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bellemare, Boiteau, Boyer, Bulloch, Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Gagné, Gagnon, Goudreau, Labbé, Labelle, Lamoureux, Langlais, Larivière, Leclerc, Lesage, Marier, Paradis, Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Vachon, 34.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Chaloult, Connors, Delagrave, Drouin, Dumaine, 7.

Ainsi, la décision du président du comité est maintenue.

#### En comité<sup>6</sup>:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose: 11. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour réparations et entretien des chemins, (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre vient de nous dire que nous allons voter ses lois coûte que coûte. Mais, le gouvernement donne d'étranges et bien sommaires détails pour des montants pareils. Nous demandons où sont les détails de son budget. Il y a trois articles pour expliquer ces \$4,500,000<sup>7</sup>, une des grosses sommes du budget, et l'on admettra que ce n'est pas suffisant. Nous n'avons presque pas d'explications. Nous avons droit de savoir comment l'argent sera dépensé et quel montant on veut affecter à chaque item. Et j'aimerais savoir, par exemple, quelle sera la somme qui sera dépensée dans chaque comté. On est loin de savoir ce qu'on va faire avec cet argent! Je ne vois pas non plus que l'on affecte un montant à la loi de 50 %<sup>8</sup>. Autrefois, nous avions chacun \$7,000 pour notre comté, pour améliorer les routes des municipalités. Entre autres, je veux savoir si le gouvernement prévoit encore utiliser l'entente entre la province et les municipalités pour la construction de routes municipales. Le gouvernement a-t-il un autre article dans ce budget qui prévoit la construction de nouvelles routes?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Voirie a constitué par le passé un foyer de patronage intensif. On verra plus loin qu'une somme est prévue à cette fin. L'opposition trouvera le renseignement à la page 58. (Il lit le renseignement demandé).

Quand nous sommes arrivés au pouvoir, il y avait jusqu'à 25,000 employés qui travaillaient pour la Voirie à certaines périodes de l'année. C'était trop! Cela favorisait le patronage. Naturellement, ce n'était pas de même continuellement. On admettra que le contrôle était nécessairement inefficace dans de telles circonstances et qu'il se produisait du gaspillage. Aujourd'hui, nous allons prendre seulement le personnel nécessaire.

Aussi, le gouvernement veut organiser aussitôt que possible sa politique de voirie de façon à remplacer les chemins de gravois par des revêtements bitumineux permanents, ce qui diminuera le nombre d'employés à 12,000 et la poussière qui cause des ennuis graves pour les résidents sur les bords des grandes routes et aussi pour les cultures avoisinantes. L'item de \$4,500,000 comprend donc les dépenses ordinaires: les salaires des employés, l'achat du matériel, la réparation, etc. Tous les jours, le gouvernement reçoit des demandes de tous les comtés et la saison du dégel, ou du moins la période de destruction par le dégel, n'est pas encore terminée. De plus, cette politique aura pour

résultat de supprimer les travaux de grattage, les dommages par érosion à la suite des grandes pluies, et un entretien de voirie à meilleur marché. De plus, on aura des chemins plus pratiques et utiles. Il est difficile, pour ne pas dire impossible, d'indiquer immédiatement l'attribution de chaque piastre des crédits demandés.

La voirie sera entretenue sans considération politique. Nous ne ferons pas comme l'ancien gouvernement. Les comtés qui ont le plus besoin de chemins seront servis les premiers. Toutefois, pour l'emploi et la construction de ces chemins, les amis du gouvernement de l'Union nationale auront la préférence, à condition qu'ils soient honnêtes et compétents. Je dis cela sans cachettes. Ensuite les emplois iront aux adversaires loyaux et compétents. Mais, avant tout, comme considération primordiale, on regardera d'abord l'intérêt public de la province. C'est une mesure d'élémentaire justice. Notre mandat est si clair que les deux oppositions ne contiennent pas un dixième de la Chambre en quantité et pas un centième en qualité.

(Rires)

**M. Drouin (Québec-Est):** Merci. Très aimable.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement entend établir une politique de voirie répartie sur plusieurs années afin de relier les paroisses aux villes, pour que ces améliorations profitent d'abord aux citoyens du Québec et ensuite au tourisme. Il est des injustices anciennes à réparer et il faut rétablir la justice. Tous les comtés auront leur part. Les amis du gouvernement, qui, dans certains cas, siégeaient autrefois dans l'opposition, ont vu leurs comtés négligés. Cela n'arrivera plus. On prendra avant tout l'intérêt de la province. Les \$4,500,000 serviront naturellement au service extérieur comme au service intérieur. La réparation des automobiles, on ne sait combien elle coûtera car c'est imprévisible. Le gouvernement a l'intention de vivre dans les limites de son budget.

**M. Drouin (Québec-Est):** J'ai l'impression que nous avons déjà discuté cet article et que nous avons rapporté progrès. Nous parlions de réparation de routes, je pense, quand j'ai demandé au ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) si on finirait les routes entreprises l'automne dernier dans mon comté. Et j'ai demandé au ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) si ce sera possible de faire cela avec l'argent du chômage. Et le gouvernement compte-t-il

recevoir de l'argent du gouvernement fédéral? Le ministre pourra-t-il me répondre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette question n'a guère de rapport avec l'item que nous discutons, mais je vais répondre quand même. L'an dernier, nous avons obtenu, au titre des travaux de chômage, une somme de \$2,750,000<sup>9</sup> d'Ottawa pour exécuter des travaux de voirie et de construction d'édifices. Nous avions un grand projet, mais Ottawa ne nous donne cette année que \$1,400,000, ce qui est fort peu. C'est une goutte d'eau dans l'océan et ce n'est pas la part qui nous revient.

Nous trouvons bien étrange la conduite du fédéral, mais qu'on ne craigne rien; le gouvernement fédéral a refusé d'accorder davantage pour des raisons que je n'ai pas à apprécier, mais nous apprécierons en temps et lieu la conduite d'Ottawa dans la mesure des intérêts de la population et de la province de Québec. Et nous prendrons l'attitude ferme qui s'impose. Nous allons faire respecter les droits de chacun!

S'il y a un moyen, nous serons anxieux de continuer la route commencée à Charlesbourg et nous allons probablement, même sans l'aide d'Ottawa, en commencer d'autres. Il est cependant impossible pour le moment de dire quels seront ces travaux.

Mais le gouvernement d'Ottawa ne veut dépenser l'argent que pour des parcs. Les conditions et la conduite d'Ottawa sont assez singulières. Mais, peu importent les gouvernements au pouvoir à Ottawa, la province de Québec saura se tenir debout, faire respecter son autonomie et ses droits envers et contre tous.

Un montant de \$750,000, explique-t-il, est compris dans le budget pour l'entretien des routes avec paiement de la moitié par les municipalités. Le Statut ne fixe aucun montant maximum.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je veux connaître le règlement ou la loi en vertu de laquelle on procède ainsi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vais citer deux lois de mémoire au chef de l'opposition.

D'abord, la loi du chômage en vertu de laquelle les dépenses sont illimitées quant au temps et quant au montant. Il y a aussi l'article 74 de la loi de la Voirie où il est dit que les dépenses peuvent se chiffrer à des montants illimités sans le consentement de la Chambre.

Nous avons établi dans ce budget les dépenses à voter et les dépenses statutaires afin de donner à la province une vue claire et nette du budget.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Cela ne signifie rien. Je veux savoir en vertu de quelle loi on vote des montants comme ceux-là.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela signifie que nous n'étions pas obligés de mettre ces montants dans le budget et que nous les avons mis pour donner à la province la situation claire des dépenses que nous voulons faire.

**M. Dumaine (Bagot):** J'ai voyagé en fin de semaine un peu partout dans les comtés de Bagot et de Saint-Hyacinthe. Les cantonniers ne réparent pas les routes qui sont dans un mauvais état.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député veut-il savoir pourquoi?

**M. Dumaine (Bagot):** Je sais trop pourquoi. Nous avons de bons chemins dans Bagot, mais ils ont été négligés. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) devrait prendre les moyens de réparer les routes. Elles sont dans un état lamentable. Si on commençait dès maintenant, cela prendrait moins d'argent que dans une semaine.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Puis-je vous poser une question?

**M. Dumaine (Bagot):** Non, non. Je dis donc que, si on laisse les routes dans un si mauvais état, le commerce s'en ressentira. Les camionneurs ne peuvent plus transporter leurs marchandises par la route et le tarif du chemin de fer est trop élevé pour eux. Nous serons peut-être obligés d'attendre en juin pour rétablir dans Bagot la circulation lourde. Les camionneurs ne peuvent ainsi gagner leur vie.

Tout à l'heure, j'entendais le premier ministre dire qu'il ne prendrait que l'intérêt de ses amis et qu'il ferait réparer de préférence dans les comtés qui lui sont favorables.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certainement que nous allons favoriser nos amis d'abord.

**M. Dumaine (Bagot):** C'est épouvantable d'entendre cela.  
(Protestations)

C'est la première fois en cette Chambre qu'un premier ministre déclare que ses amis seulement travailleront sur les routes. Et il dit cela, lui, un premier ministre chrétien.

**Des députés ministériels s'indignent.**

**Des députés ministériels se moquent du député de Bagot.**

**M. Dumaine (Bagot):** Les administrateurs de la province devraient protéger et prendre les intérêts de toute la population, sans distinction de quartiers. Les chômeurs rouges doivent autant travailler que les chômeurs bleus. Je ne pense pas que le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) approuve le premier ministre quand il veut donner la préséance aux chômeurs bleus.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. D'abord, il n'est pas question de chômage, il est question de voirie. Le député ne peut donc pas parler de chômeurs bleus ou rouges. J'ai dit et je répète que, dans les travaux qui seront donnés, nos amis qualifiés et compétents qui nous ont aidés vont avoir la préférence et que nous allons employer ceux-là avec plaisir de préférence aux adversaires, mais sans injustice.

**M. Dumaine (Bagot):** Il ose répéter encore cette affirmation.

**M. Boyer (Châteauguay):** Oui, on va le répéter, nous aussi.  
(Chahut)

**M. Labbé (Mégantic):** Comment, vous autres, pendant 40 ans...

**M. Dumaine (Bagot):** Sous l'ancien régime, nous ne parlions pas de ces distinctions.  
(Protestations, chahut)

Sous l'ancien régime, on donnait de l'ouvrage à ceux qui en avaient besoin sans distinction de parti.  
(Protestations)  
(Rires à droite)

Oui, tout le monde avait de l'ouvrage dans les chemins.

**M. Labbé (Mégantic)** soulève un point d'ordre.

**Des voix:** Il est 6 heures. Ajournement, 6 heures.

**M. Dumaine (Bagot):** Pas de point d'ordre, assoyez-vous.

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté!

**Des voix:** 6 heures, 6 heures

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 6 heures.

### Deuxième séance du 3 mai 1937

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 130 interprétant les clauses 4 et 5 du testament de feu Joseph Rivard.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 103 constituant en corporation la compagnie de chemin de fer nord-ouest Québécois, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre est amendé en remplaçant les mots: "nord-ouest Québécois", par les mots "Québec occidental".

2. L'article 1 est amendé, en remplaçant à la ligne 5 les mots: "nord-ouest Québécois", par les mots: "Québec occidental".

### Compagnie de chemin de fer du Québec Occidental

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 103 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer du Québec Occidental. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### Ressources hydroélectriques

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 49 établissant et assurant la concurrence de l'État relativement aux ressources hydroélectriques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité<sup>10</sup>:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Que le Syndicat national de l'électricité, créé en vertu de la loi accompagnant les présentes résolutions, est composé de trois administrateurs, dont un président et un vice-président, tous nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui fixe leur traitement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La dépense consignée dans la résolution numéro 1 est inutile. On a déjà laissé entendre dans les journaux, dans la province, que les pouvoirs donnés à la Commission des eaux courantes sont suffisants.

Avec cette nouvelle résolution, nous aurons donc trois commissions pour la même chose: d'abord, la Commission de l'électricité qui s'appelle maintenant régie; ensuite, la Commission des eaux courantes; et finalement, le Syndicat national de l'électricité.

Pourquoi un syndicat quand la Commission des eaux courantes a déjà ces pouvoirs et à la tête de laquelle se trouvent des hommes compétents? La province a à faire face à tellement de dépenses

nouvelles qu'on pourrait bien se dispenser de ce nouveau syndicat.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 2. Que ledit Syndicat peut nommer un ingénieur en chef, un secrétaire et tous autres officiers et employés nécessaires, et déterminer leur rémunération, le tout sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à verser et mettre à l'entière disposition dudit Syndicat les sommes dont celui-ci a besoin pour les fins de la loi accompagnant ces résolutions, jusqu'à concurrence d'un montant de dix millions de dollars, qui pourra être augmenté par la Législature; que ces sommes seront payées à même le fonds consolidé du revenu et que le lieutenant-gouverneur en conseil peut cependant en décréter le paiement entier ou partiel au moyen d'emprunts n'excédant pas trente ans et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par année.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Cela va coûter moins cher. Voici une différence essentielle avec l'ancienne loi. L'ancienne loi ne limitait pas de montants mis à la disposition de la Commission des eaux courantes; ici, la loi actuelle limite à \$10,000,000 qui peuvent être mis à la disposition du Syndicat. On m'a demandé cet après-midi de souligner une différence. En voilà une qui est appréciable.

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté, adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition veut parler, qu'elle parle à satiété. Elle en portera la responsabilité. L'heure des discours est terminée et le temps d'agir est arrivé. Les gens veulent une adoption rapide d'une loi qui réglera les problèmes légués par le long et coûteux régime libéral.

M. le président, je vais succinctement expliquer à la Chambre les grandes lignes de notre projet de loi. Nous avons dit dans le discours du trône que nous passerions trois lois d'électricité, en conformité avec nos engagements vis-à-vis du peuple. Nous avons eu la loi de municipalisation qui donne aux municipalités le droit de municipaliser les services électriques; nous avons passé aussi la loi de

la Régie provinciale de l'électricité. Ces lois sont passées et imprimées déjà.

Nous avons enfin maintenant une troisième loi devant nous qui organise la concurrence d'État, mais délivrée du patronage politique et offrant le maximum de garanties de succès. La loi actuelle donne deux grands moyens d'action. Par le premier, cette loi nous permettra d'établir une concurrence d'État incontestable sur des bases solides, dans les limites de la prudence et du bon sens, et non pas sur des bases à tort et à travers. C'est le moyen que nous avons choisi pour le moment.

On a parlé de la loi de 1935 qui donne certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes. Ces pouvoirs sont vagues, indéfinis et ne visent à rien parce que la loi de 1935 ne représentait qu'une tactique préélectorale pour ne rien faire.

Dans l'ancienne loi, il y avait un zéro. Les montants étaient illimités, c'est là la différence essentielle qui prouve le désir du gouvernement d'alors de ne rien faire. Nous, nous allons procéder avec énergie et efficacité. Par notre loi, nous promettons un chiffre défini, net, clair. Nous avons mentionné d'abord une mise de fonds initiale de \$10,000,000. Cela veut dire dix millions de fois plus que zéro.

(Applaudissements à droite)

On ne mentionnait pas de montant dans l'ancienne loi, et pour cause, car la valeur de l'ancienne loi se réduisait à zéro. Le chef de l'opposition prétend que la Commission des eaux courantes avait des pouvoirs. On parle de la loi de 1935, mais, depuis cette fameuse loi, pas un pouvoir d'eau n'a été acheté; pas un commencement d'exécution n'a été établi en vertu de cette ancienne loi. On nous dira qu'elle fut présentée à la veille des élections et qu'il était difficile de faire quoi que ce soit dans ce domaine à la veille des élections.

Mais je n'ai pas confiance, M. le président, dans ces pêcheurs qui, à l'article de la mort, se repentent et promettent à leur confesseur de restituer, de mieux faire et de tout racheter leurs fautes afin d'obtenir l'absolution, au cas où ils vivraient et pourraient tout garder.

La loi de la Commission des eaux courantes est une loi qui n'a rien produit. Comme il avait raison, le chef de l'opposition, lorsqu'il disait qu'il y a une différence entre notre loi et sa loi.

(Applaudissements)

Nous, au début de notre terme de cinq ans, nous avons dit, au commencement de la session actuelle, que nous étions pour établir la concurrence d'État dans le Témiscamingue d'abord. Mais nous

allons plus loin. Nous avons ajouté à cela depuis, la concurrence en Abitibi et dans le Lac-Saint-Jean pour y faire des développements. Au lieu de \$5,000,000, coût de l'entreprise au Témiscamingue dont il avait été d'abord question, nous en donnons \$10,000,000. C'est trois fois plus de pouvoirs que nous avions promis et deux fois plus d'argent que nous avions promis. Et nous faisons cela, non pas à la veille des élections, non pas comme une offre à l'électeur pour fins électorales, mais au début même de notre administration.

Mais le chef de l'opposition, qui a passé dans la province pour avoir été un farouche défenseur des consommateurs de l'électricité, est bien mal venu de critiquer cette loi. Je comprends que la situation du chef de l'opposition est difficile et il a toute ma sympathie. Pendant des années, tout en appuyant un régime qui a gorgé les trusts de faveurs et de privilèges, il a crié contre les abus des trusts de l'électricité, et subitement la lumière s'est éteinte juste dans l'espace de temps qu'il faut pour occuper un fauteuil de ministre dans l'ancien gouvernement. Il a commercé ses idées. Mais il a perdu son feu et ses lois n'avaient aucun effet pratique.

(Rires)

Aujourd'hui, il prétend que le poste de ministre du Commerce n'a pas servi à commercer ses opinions, mais n'empêche que, du moment où il fut accueilli dans le cénacle, tout se trouva changé, ses opinions mollirent visiblement. Qu'il dise donc à la province ce qui est survenu lorsqu'il est devenu ministre du Commerce et de l'Industrie, alors que l'ancien régime, qui n'avait rien fait pour la cause de l'électricité depuis 40 ans, l'invita à s'asseoir au premier rang; qu'il dise ce qu'il pense de son geste en s'asseyant sur ses principes d'autrefois, comme ministre.

(Rires)

Quelle différence entre les deux lois!

(Applaudissements)

Voici un régime de 40 années, régime appuyé constamment par une énorme majorité qui lui donnait 70 à 75 députés sur 85, ou encore 80 à 85 députés sur 90, qui, pendant ce temps-là, n'a pas fait autre chose que des législations qui ont nourri, ont engraisé les trusts de privilèges, qui ont concédé tous les pouvoirs d'eau sans la moindre garantie pour la province, et, à la veille d'expirer dans le tombeau des *Comptes publics*, qui se métamorphose. Et de la chrysalide du tombeau des *Comptes publics*, il s'est soudainement métamorphosé avec deux hommes nouveaux-nés; l'un a 42 ans et l'autre a 53 ans. Bref, la génération électrique.

(Rires et applaudissements)

C'était vraiment l'âge d'or de l'électricité, mais quelle différence avec un gouvernement qui, en six mois, a fait trois lois importantes sur l'électricité qui vont être appliquées de façon fructueuse. La troisième est pour établir et assurer la concurrence de l'État. "Laissez cela à la Commission des eaux courantes" dit le chef de l'opposition. Il pense involontairement au courant qui l'a balayé. Le gouvernement actuel a pensé au courant avec le courant populaire.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il a changé de bord, ce courant; vous allez voir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Comme président de la Commission des eaux courantes, il y a un homme placé par un régime qui a constamment combattu la concurrence par l'État, par un régime qui a aidé les trusts. Nous l'avons laissé à son poste, mais cet ancien adversaire politique n'est pas qualifié pour présider une commission chargée de nous donner la concurrence d'État, et d'ailleurs, il en a assez à faire sans que nous ajoutions à ses devoirs. Il nous faut, à la tête de cet organisme, un homme qui a confiance dans la concurrence d'État, un homme en qui nous avons confiance, un homme qui pourra mener cette tâche à bien.

Nous ne pouvons donner à la Commission des eaux courantes les pouvoirs que le chef de l'opposition réclame pour elle, car avec cette Commission, c'est de l'ouvrage "comme ça". D'ailleurs, la Commission des eaux courantes a déjà plus que sa part d'ouvrage et les buts des deux organismes sont différents, pour ne pas dire divergents.

Notre loi va plus loin que celle de l'Ontario, et je vais le prouver. La loi de l'Ontario donne par exemple au gouvernement le pouvoir complet, non seulement de contrôler la commission hydroélectrique, mais elle lui donne le droit de nommer des ministres comme membres de direction de la commission hydroélectrique.

Nous, nous créons une concurrence de l'État et nous disons qu'il n'y aura pas de patronage politique. Nous disons que la Commission sera indépendante de toute ingérence politique, et qu'elle ne comptera dans ses rangs aucun ministre de la couronne. Notre organisme aura des pouvoirs plus vastes que ceux accordés à la Commission hydroélectrique. Dans l'Ontario, l'Hydro ne peut pas faire un pas sans que le gouvernement n'intervienne pour toute dépense. Ici, c'est la Chambre et non le gouvernement qui va voter les crédits nécessaires à

l'Hydro, en sus des millions déjà votés. Nous, nous disons qu'elle pourra dépenser même \$10,000,000 sans le gouvernement. Nous faisons voter cet argent par la Chambre, et nous en ferons voter plus s'il le faut, parce que nous avons songé aux prérogatives des représentants du peuple. Ce sont les députés qui sont responsables des deniers du peuple. C'est aux députés que nous voulons nous adresser, et non au lieutenant-gouverneur en conseil.

Le chef de l'opposition dit que nous devrions nous adresser au lieutenant-gouverneur en conseil, mais quand nous agissons ainsi, il dit que nous ignorons les représentants du peuple. Il prétend alors que nous prenons les droits des députés. Il passe son temps à protester qu'on enlève les prérogatives de la Chambre pour les donner au Conseil exécutif, mais quand on fait exactement le contraire, il proteste quand même.

Nous disons de plus que cet organisme que nous créons pourra établir le système coopératif, comme il en existe en Suède et en Angleterre ou dans d'autres pays. En vertu de ce système, des actions seront vendues au public dans une proportion de 40 %, et l'autre 60 % sera contrôlé par l'État. Ces actions ne pourront être revendues qu'au gouvernement. Les actionnaires ordinaires dans la proportion de 40 % protégeront le public contre les abus et les atteintes du patronage politique. De plus, sur le même principe, nous offrons aux municipalités un octroi de 55 % pour aider l'électrification rurale.

Je défie de trouver dans les anciennes lois des pouvoirs aussi étendus! Il n'en existe pas! Je dis qu'il faut vouloir faire de la politique envers et contre tous pour critiquer cette loi-là. Maintenant que nous avons exposé ce qu'est la loi, une loi claire, nette, je demande maintenant à mes amis de laisser parler l'opposition officielle et déguisée sans leur répondre. Mais peu importe. La loi est claire. Laissons-les parler.

Quant à nous, nous allons agir; nous allons donner à la population de cette province ce qu'elle réclame depuis 40 ans<sup>11</sup>. Nous, de l'Union nationale, nous avons fait en une année plus que le Parti libéral en 40 années de régime.

(Applaudissements soutenus à droite)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai écouté avec plaisir le prétendu dernier discours du premier ministre sur la loi qui découle des présentes résolutions. Le premier ministre a fait des efforts considérables pour discréditer, selon son habitude, l'ancienne administration et les lois qu'elle a passées. Il a dit que ces lois donnaient aux commissaires des

pouvoirs de ne rien faire que ne donne pas la loi actuelle. Le premier ministre est très fier de sa loi, mais je lui dirai que les lois d'électricité du présent gouvernement ne donnent à son Syndicat que le pouvoir de faire des riens.

Il se propose de mettre des sommes formidables à la disposition du Syndicat national de l'électricité. Il dit que c'était zéro autrefois et que maintenant c'est dix millions de fois zéro. Dix millions de fois zéro, ça fait toujours zéro. Le premier ministre est dans le vrai quant à cela. Si le gouvernement est sincère, pourquoi fait-il ou veut-il faire la concurrence d'État au pôle nord, au lieu de la faire au centre des compagnies et des trusts?

On ira dépenser de l'argent dans la partie non peuplée de la province quand les revenus des centrales électriques proviennent pour la plus grande partie des centres peuplés! Cela en les plaçant dans une position où ils ne peuvent pas fonctionner de façon profitable.

Le premier ministre a dit que j'ai toujours été en apparence pour la municipalisation et la nationalisation de l'électricité. J'ai abandonné mes idées quand j'ai obtenu un portefeuille, a-t-il dit. Je ne veux pas revenir là-dessus, mais je conseillerais au premier ministre de faire, au point de vue de l'électricité, autant pour la province que j'ai fait et que je fais encore dans le petit pays que j'habite. S'il en fait autant pour la municipalisation que j'ai fait, moi, là où je commandais le pouvoir, il pourra se vanter et il va rendre un service immense à la province.

La municipalisation, je ne l'ai pas seulement prêchée, je l'ai aussi pratiquée: nous avons municipalisé. Grâce au fait que, dans la ville où j'étais maire nous avons établi la concurrence au trust électrique, nous avons épargné \$250,000<sup>12</sup> par année aux consommateurs des Cantons-de-l'Est pour l'électricité. Si le premier ministre faisait autant, c'est \$10,000,000 qu'il épargnerait aux consommateurs de toute la province.

On ne peut pas dire que le député de Saint-Hyacinthe n'a pas été conséquent avec lui-même. Nous avons municipalisé en deux étapes à Saint-Hyacinthe. Nous avons d'abord eu la municipalisation partielle en 1910, et la municipalisation totale en 1933. J'ai mis en pratique les principes que j'avais énoncés. Je n'ai pas parlé contre les trusts pour gagner des votes et avoir leur argent pendant les élections, comme c'est le cas de plusieurs. J'ai été fidèle à mes principes, et j'ai réussi à faire voter les trois lois d'électricité par la Législature.

J'ai fait voter trois lois de municipalisation, et le gouvernement copie ces lois quand il ne les travestit pas. Il m'imité même dans le nombre de lois. Je ne crains pas de dire que, en matière de d'électricité, j'ai donné à ma province une législation cent fois supérieure à celle du gouvernement actuel. Ces lois, on les a remplacées par des lois similaires. On peut changer les titres et les noms des commissions mais on reste toujours avec les mêmes principes, avec la différence que l'on enlève ce qu'elles ont de bon, et les droits du peuple sont diminués tandis que les intérêts des trusts sont augmentés et mieux protégés.

Le premier ministre se vante. Il nous dit: "Nous allons créer un Syndicat national de l'électricité pour le soustraire à l'influence de la politique; nous allons diminuer les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil." Il a parlé longuement sur cette question et a insisté sur le fait que ce sont les Chambres et les députés qui seront appelés à voter les fonds nécessaires. C'est une chose très recommandable, mais on regrette que le premier ministre n'y pense que dans ses discours et non quand il rédige ses lois. Voyons ce que disent les résolutions.

Est-ce la Chambre qui les nomme? Est-ce la Chambre qui fixe leurs salaires? Le premier ministre, répète-t-il, dit qu'il a soustrait le Syndicat à l'influence du lieutenant-gouverneur en conseil. Et pourtant, la première résolution dit que c'est le lieutenant-gouverneur en conseil qui nommera les officiers du Syndicat et qui fixera leurs salaires. Autrefois, c'était la Chambre qui fixait le salaire des membres de la Commission de l'électricité.

La deuxième résolution parle du personnel de ce Syndicat qui sera choisi par les officiers, mais sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. La résolution 2 donne aussi en définitive tout droit réel au lieutenant-gouverneur en conseil, c'est-à-dire au gouvernement. Est-ce ça l'indépendance pour les membres du Syndicat? C'est le gouvernement qui met des fonds à la disposition des commissaires, et c'est ainsi qu'ils pourront faire concurrence aux grands trusts?

La troisième résolution parle aussi du lieutenant-gouverneur en conseil. Elle dit que c'est le lieutenant-gouverneur qui peut autoriser le trésorier provincial à verser au Syndicat les fonds nécessaires jusqu'à concurrence de \$10,000,000. Si la résolution 4 est la seule qui ne parle pas du gouvernement, c'est parce qu'il était absolument impossible de le faire, et c'est parce qu'il est clair que ce qui appartient à la province lui appartient. La cinquième résolution dit

encore que tous les droits et pouvoirs de ce Syndicat sont sujets au contrôle et à la surveillance du gouvernement, et elle dit nettement que c'est le lieutenant-gouverneur qui peut permettre la concurrence dans d'autres territoires que les quatre territoires nordiques désignés par la loi.

Le premier ministre prétend que le Syndicat national est débarrassé de l'influence du lieutenant-gouverneur en conseil quand, en réalité, celui-là ne pourra faire aucun acte sans s'adresser à celui-ci. Réellement, le premier ministre a oublié de lire les résolutions. Je ne me plains pas trop du droit de regard et de décision du gouvernement, mais qu'on n'aille pas dire qu'on ne laisse aucun pouvoir au lieutenant-gouverneur en conseil.

Mais si je présentais une loi pareille, je n'aurais pas l'audace de dire que nous créons un organisme entièrement indépendant du gouvernement. On ne peut pas dire que le Syndicat sera indépendant, quand c'est le gouvernement qui fournit les fonds, nomme les officiers, fixe leurs salaires, quand c'est lui qui contrôlera tout, qui décidera de tout. Il faut être sincère et être sérieux. Si le premier ministre voulait l'être, il ne devrait pas dire qu'il donne un organisme absolument indépendant de la politique et du lieutenant-gouverneur en conseil.

Tout le monde s'apercevra que ce dernier gardera un contrôle entier et absolu. La loi à l'étude est simplement présentée pour faire croire à la population que le gouvernement donne plus de pouvoirs à un syndicat qu'en avait l'ancienne Commission. Désormais, heureusement, tout le monde saura que cette loi n'a d'autre valeur que de créer une nouvelle commission sans autres pouvoirs que ceux que le gouvernement voudra bien lui déléguer. Et cela, il paraît que c'est de la concurrence d'État.

**M. Drouin (Québec-Est):** Pour ceux qui ont décidé de garder de Conrart<sup>13</sup> le silence prudent, la tâche est facile.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** De qui? Comment s'appelle-t-il?

**M. Drouin (Québec-Est):** De Conrart. Le premier ministre doit s'en souvenir. Le premier ministre a fait de belles études. Le chef du gouvernement a toutes sortes de souvenirs littéraires.

Nous sommes appelés à voter l'argent nécessaire à l'application de cette loi. Nous sommes appelés à...



**Des députés** lancent des interruptions amusantes.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je vois que le mot d'ordre est donné: il est bien facile pour le chef du gouvernement de dire: Je vais présenter un bill, je vais dire ce que je vais vouloir et ensuite, je vais demander à mes gens de ne pas répondre.

On dit qu'on ne répondra plus, mais on va parler, vous allez voir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que le député de Québec-Est commence par donner l'exemple.

**M. Drouin (Québec-Est):** C'est facile de présenter un bill pour racheter des promesses électorales. C'est facile de donner des explications relatives à un bill, et de dire ensuite qu'on ne parlera plus. Mais, même malgré cela, nous allons parler. Nous disons que l'Union nationale, le gouvernement de l'Union nationale ne remplit pas, et n'a pas rempli les promesses faites au peuple de cette province sur la question de la concurrence d'État.

Nous avons étudié trois lois sur la question de l'électricité, et il est évident que les questions ont été mêlées dans la discussion. J'ai eu alors l'occasion de rappeler les promesses que nous avons faites, notamment à la convention de Sherbrooke, où nous avions promis une véritable étatisation. J'ai rappelé déjà les promesses de tous les partis à ce sujet.

Je représente ici en cette Chambre un groupe qui a fait une lutte pour certaines idées, entre autres, celle de l'étatisation, non seulement pour la réduction des taux, mais, au point de vue social et national, comme le seul moyen de mettre les trusts à la raison. Nous avons prétendu que le seul moyen d'amener la réduction des tarifs, que le seul moyen pour l'intérêt social et national de mettre le trust de l'électricité à la raison était une véritable étatisation.

Nous avons parcouru la province, prêchant ensemble les mêmes idées, les mêmes doctrines les mêmes principes en nous alliant avec des gens qui ont aussi prêché les mêmes idées, les mêmes doctrines et les mêmes promesses que nous. Nous avons promis la concurrence d'État aux compagnies d'électricité. Mais avions-nous promis une concurrence d'État dans les bois du Témiscamingue?

**M. Larivière (Témiscamingue):** Je proteste, car l'honorable député de Québec-Est ne connaît pas mon comté. Il serait mieux de se renseigner. Qu'il y aille et il verra qu'il y a autre chose que des bois. Vous constaterez les progrès gigantesques.

**M. Drouin (Québec-Est):** (Souriant) Il y en a un qui s'est levé. C'est bon signe. Le député de Témiscamingue a un beau comté, mais il sait mieux que moi que la chute en question que l'on veut établir est bel et bien au cœur des bois à Noranda. Il le sait certainement. L'usine à Noranda, c'est loin!

**M. Lesage (Abitibi):** Le député de Québec-Est sait-il que ce pouvoir d'eau du gouvernement sera situé près du principal champ minier non seulement de toute la province, mais de tout le pays?

(Applaudissements à droite)

**M. Drouin (Québec-Est):** Je connais très bien cette région. Je félicite le député d'Abitibi de défendre son comté mais, en attendant qu'un troisième député se lève, je dirai au représentant d'Abitibi qu'il serait mieux de s'intéresser au succès de la municipalisation dans la ville d'Amos, dans sa division. Je dis que nous n'avons pas rêvé d'étatisation dans le comté du Témiscamingue...

**M. Béïque (Chambly):** Où? Sur la Grande-Allée, je suppose.

(Rires)

**M. Drouin (Québec-Est):** Ces gens-là ne parlent pas. Nous n'avions pas rêvé de municipalisation à Chibougamau, dans le haut du Lac-Saint-Jean, mais nous avons dit au peuple que nous donnerions la concurrence d'État aux compagnies.

**Des députés ministériels** murmurent.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Ça viendra.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je voudrais savoir, M. le président, si c'est un Parlement ici. A-t-on le droit de parler?

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est parce que vous nous faites rire.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je crois que la tactique ce soir est facile: ne pas parler, mais interrompre. Ce que nous voulons, c'est la concurrence aux compagnies qui chargent trop cher. Je disais donc que nous voulons la concurrence d'État à la Montreal Light, Heat & Power dans une partie de la province, à la Shawinigan dans l'autre partie, à la Southern Canada Power dans une autre, et aux autres compagnies. C'est à ces compagnies que nous voulons faire concurrence.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Laissez faire, ça viendra.

**M. Drouin (Québec-Est):** Quand nous prêchions cette doctrine, jamais nous ne nous sommes imaginés qu'on nous offrirait une Hydro dans le nord du Témiscamingue ou de Chibougamau. Nous avions prêché la concurrence d'État sur des points stratégiques. On ne nous donne pas cette concurrence. Depuis quand le Témiscamingue est-il un point stratégique au point de vue de l'électricité? Depuis quand le Témiscamingue, l'Abitibi et la région de Chibougamau sont-elles devenues un point stratégique?

**M. Lesage (Abitibi):** Depuis les grands développements miniers, répond-il.

**M. Drouin (Québec-Est):** Ce n'est pas pour cela que nous nous sommes battus. Nous nous sommes battus pour une concurrence sur des points stratégiques, et on ne nous la donne pas. Si vous lisez la loi, vous voyez que, pour les comtés de Roberval, Lac-Saint-Jean, Abitibi et Témiscamingue, le montant nécessaire est voté par les Chambres.

(À ce moment, l'honorable M. Duplessis se dirige vers l'antichambre).

**M. Drouin (Québec-Est):** Je suis d'accord avec le ministère pour commencer prudemment avec \$10,000,000. C'est aussi bien. Il serait impossible de dépenser d'un seul coup \$649,000,000. Le premier ministre a dit qu'il faut être prudent. Si nous voulons commencer en petit - il aime ça la prudence - commençons en petit, mais que l'on commence par les points stratégiques et non dans les bois du nord du beau comté de Témiscamingue. En vertu de l'article 26 du bill...

**M. Boiteau (Bellechasse):** Il ne faut pas perdre le nord!

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** murmure quelque chose<sup>14</sup>.

**M. Bastien (Berthier):** Je soulève une question de privilège. C'est le privilège des députés d'écouter les discours. Depuis que le député de Québec-Est a commencé, le représentant de Saint-Sauveur l'interrompt continuellement. On devrait cesser d'interrompre les députés!

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** C'est ça que vous appelez interrompre?

**M. le président:** Je rappelle les membres du comité à l'ordre. Je rappelle aux députés qu'il n'est pas permis d'interrompre sauf pour poser une question ou rétablir les faits.

**M. Drouin (Québec-Est):** C'est évidemment une tactique.

**Des députés** font des interruptions.

**M. Drouin (Québec-Est):** Ceux qui m'interrompent ce soir, étaient bien contents de m'avoir à leurs côtés avant le 17 août<sup>15</sup>, nous qui avons laissé nos anciens compagnons d'armes. Nous avons aujourd'hui le spectacle, en cette Chambre, de ceux qui ont bénéficié de notre aide et de nos idées pour arriver au pouvoir, et une fois rendus là, ils ne cessent de nous interrompre, car ils n'ont pas même le courage de se taire.

(Applaudissements à droite)

Si on avait de la décence, il me semble qu'on devrait au moins laisser parler et écouter un ancien compagnon d'armes qui exprime ses idées.

(Silence)

**Des députés** murmurent.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur)** dit quelque chose d'inintelligible.

**M. Bastien (Berthier):** Le député de Saint-Sauveur continue à interrompre. J'attire de nouveau l'attention du président.

**M. le président:** Je rappelle de nouveau les membres du comité à l'ordre et je demande aux députés de suivre les règlements du comité.

**M. Drouin (Québec-Est):** Ah! Je vais parler, quand même cela prendrait 10 ans.

L'article 28 de la loi permet d'établir d'autres centrales en dehors des quatre comtés mentionnés plus haut. Il (M. Drouin) lit et interprète alors les articles des résolutions qui autorisent le Syndicat à opérer dans le Témiscamingue, au Lac-Saint-Jean et en Abitibi: "Que le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser ledit Syndicat à établir et maintenir en tout endroit de la province qu'il désigne en dehors des districts électoraux d'Abitibi, de Témiscamingue, du Lac Saint-Jean et de Roberval, d'autres centrales de production et d'autres systèmes de distribution de l'électricité pour les fins d'éclairage, de chauffage et

de force motrice, pour l'usage du public et que ledit Syndicat exerce ces droits et ces pouvoirs sous le contrôle et la surveillance du lieutenant-gouverneur en conseil."

Cela veut dire que, pour ce qui concerne l'entreprise d'État proprement dite dans le Témiscamingue, l'Abitibi et le Lac-Saint-Jean, c'est l'État qui la fait complètement. Pour les autres endroits, ce n'est plus la même chose. Le gouvernement se donne - il l'avait déjà en vertu de la loi de 1935 que j'ai combattue - le pouvoir d'installer des centrales. Pour le Témiscamingue, l'Abitibi, Roberval et le Lac-Saint-Jean, c'est un syndicat.

Le système coopératif, dont le premier ministre a parlé offre un danger. Le Syndicat est maintenu par le gouvernement qui contribue 60 % d'argent et 40 % est contribué par le public. Cela veut dire que, si l'on décide d'installer une centrale pour concurrencer la Montreal Light, Heat & Power dans les environs de Montréal, par exemple, le gouvernement détiendra 60 % des parts et que le public aura la balance, soit 40 %. Mais qui représentera ce public?

Ce 40 % détenu par le public peut être passé aux compagnies. Quarante pour cent, ce n'est pas tout contrôler, mais cela a son importance quand même. Je veux bien croire que les détenteurs de ce 40 % peuvent être des gens bien disposés, mais les compagnies peuvent bien aussi s'emparer de ce 40 % du public et elles le feront. Vous voyez d'ici le danger de sabotage qui existe?

La loi de 1935 avait d'autres pouvoirs. Je l'ai critiquée, je n'ai pas peur de le dire: je la critiquerai encore. Mais je suis obligé de dire qu'elle donne des pouvoirs illimités quant aux sommes à dépenser, tandis qu'ici nous n'avons que \$10,000,000 avec la nouvelle loi. Je suis d'accord avec le ministère pour l'instant quand il s'agit de la dépense initiale de \$10,000,000, mais je dis qu'on évite de faire la concurrence aux grandes compagnies d'électricité dans les endroits que j'ai mentionnés.

Avec cette loi, si on décide de faire concurrence à la Montreal, Light Heat, à la Shawinigan, à la Southern Canada Power, ou d'autres compagnies, il y aura donc 40 % des parts qui pourront être détenues par un public de bonne foi sans doute, mais par des compagnies peut-être aussi. Rien n'établit la concurrence sur des points stratégiques. Nous nous sommes battus pour la concurrence immédiate aux trusts de l'électricité, mais sur des points stratégiques. On ne nous donne rien de cela. Mais on nous donne une petite Hydro dans les hauteurs du beau comté de Témiscamingue.

Ce n'est pas pour cela que nous nous sommes battus. À quoi ont servi les luttes que nous avons faites si elles ne se résument qu'à cela? Si c'est tout ce que nous avons obtenu, cette petite Hydro dans les hauteurs du Témiscamingue, nous nous résignons donc à dire que nous avons subi un échec. Que le gouvernement évite de faire concurrence aux grandes compagnies, mais cela viendra quand même, la concurrence. Nous nous reprendrons, grâce à Dieu. Nous voulions et voulons encore une concurrence de 100 %. Un jour viendra où ces idées pour lesquelles nous avons combattu triompheront, car elles sont faites pour avancer et elles avanceront. Elles ne peuvent disparaître!

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose: 4. Que tous les biens meubles et immeubles des entreprises prévues à l'article 6 de la loi accompagnant les présentes résolutions et les profits réalisés par le Syndicat sont la propriété du gouvernement de la province et que les sommes d'argent perçues par ledit Syndicat et que le trésorier de la province considère comme disponibles sont remises à celui-ci à sa demande, et dès qu'il les a reçues elles font partie du fonds consolidé du revenu de la province.

Adopté.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser ledit Syndicat à établir et maintenir en tout endroit de la province qu'il désigne en dehors des districts électoraux d'Abitibi, de Témiscamingue, du Lac Saint-Jean et de Roberval, d'autres centrales de production et d'autres systèmes de distribution de l'électricité pour les fins d'éclairage, de chauffage et de force motrice, pour l'usage du public et que ledit Syndicat exerce ces droits et ces pouvoirs sous le contrôle et la surveillance du lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

6. Que pour toute entreprise que le lieutenant-gouverneur en conseil permet au Syndicat d'établir en vertu de l'article 28 de la loi accompagnant les présentes résolutions, il peut l'autoriser à émettre des actions au montant qu'il détermine de temps à autre et qui constituent son capital social et que, dans ce cas, le Syndicat, ses opérations et telles entreprises sont régis par les articles 31 à 37 inclusivement de la loi accompagnant les présentes résolutions et sauf incompatibilité, par le chapitre 1 de ladite loi.

Adopté.

7. Que le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de la province à acheter les

obligations émises par le Syndicat et des actions de son capital-actions, en outre de celles qui lui sont attribuées de droit par l'article 32 de la loi accompagnant les présentes résolutions.

Adopté.

8. Que les emprunts dudit Syndicat doivent être préalablement approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

9. Que les actions et les obligations acquises par le gouvernement en vertu des articles 32 et 33 de la loi accompagnant les présentes résolutions, sont payables à même le fonds consolidé du revenu et que, le lieutenant-gouverneur en conseil peut cependant décréter le paiement entier ou partiel de ces actions et obligations au moyen d'emprunts n'excédant pas trente ans et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par année.

Adopté.

10. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, à la demande dudit Syndicat, afin de venir en aide à toute corporation municipale rurale pour l'établissement d'un système municipal de distribution de l'électricité, peut autoriser le trésorier de la province à acquitter cinquante-cinq pour cent du coût de construction de tel système, et que les dispositions de l'article 44 de la loi accompagnant les présentes résolutions s'appliquent aux dépenses prévues par cette résolution.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

**M. le président:** M. l'Orateur, les résolutions du comité sont adoptées.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pardon, nous n'avons lu que la troisième résolution et vous dites que toutes les 10 résolutions sont adoptées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons discuté toutes les résolutions de A à Z, et le chef de l'opposition n'a rien dit. Nous avons dit: Adopté! Adopté...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pardon...

**M. l'Orateur:** Me voilà en présence du même incident qui s'est produit tout à l'heure. Je n'ai pas le pouvoir de considérer si les résolutions ont été adoptées régulièrement. Tout ce que j'ai à dire, c'est que j'ai un rapport devant moi venant du président

du comité à l'effet que les résolutions ont été adoptées, et c'est ce rapport seul que je peux considérer.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non, non, on ne peut adopter des résolutions en bloc comme cela, sans les lire. Nous ne sommes rendus qu'à la troisième résolution et il y en a dix.

**M. l'Orateur:** Que le chef de l'opposition attende que la motion soit devant la Chambre pour critiquer ma décision, c'est élémentaire.

Les résolutions sont lues une première fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que lesdites résolutions soient maintenant lues une deuxième fois.

**M. Drouin (Québec-Est):** J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. Chaloult) que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants: "Cette Chambre, tout en se déclarant favorable au principe de l'étatisation, désapprouve les résolutions du bill no 49, parce qu'elles sont insuffisantes, trop limitées, et que, spécialement, elles peuvent servir de base à une loi établissant réellement une concurrence immédiate au trust de l'électricité sur des points stratégiques."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Parlant sur l'amendement de l'honorable député de Québec-Est, M. Drouin) Je n'hésite pas à le supporter avec plaisir. Je le fais avec d'autant plus de plaisir que les résolutions rapportées n'ont pas été lues et adoptées en comité plénier. Les résolutions qui sont devant la Chambre annoncent un bill qui n'est pas dans l'intérêt de la province parce que l'on diminue les pouvoirs qu'avait la Commission des eaux courantes d'emprunter les sommes nécessaires pour fins de nationalisation et de municipalisation de l'électricité. Nous visons la municipalisation et la nationalisation de l'électricité, afin de faire bénéficier les citoyens de cette province des taux en rapport avec le coût minime de la production de l'énergie électrique. Le bill actuel établit de la concurrence dans l'extrême nord de la province, là où il n'y a presque pas de population.

Pour que les taux diminuent dans cette province où il y a peut-être plus de ressources hydrauliques que dans toute autre partie du monde, il faut la concurrence non pas dans l'extrême nord,

mais dans les endroits où la population est la plus dense. Les usines qu'on établira là-bas serviront aux grandes compagnies minières, et nous estimons qu'il vaut mieux protéger la population du centre de la province que les compagnies minières. De par ce bill, les clients qui bénéficieront des taux de l'État sont surtout des compagnies minières, et on ne s'occupe pas des consommateurs des centres peuplés qui paient 100 % trop cher pour l'électricité pour fins d'éclairage et de chauffage et pour fins domestiques, et 40 % de trop cher pour fins industrielles.

Depuis 15 ans, nous avons combattu en faveur de réduction de taux. Lorsque les élections ont eu lieu en 1936, les électeurs ont compris que le nouveau gouvernement promettait de combattre les producteurs d'électricité dans le centre de la province et non dans les régions nordiques. De plus, il y a danger qu'en établissant un système étatisé là où les consommateurs sont peu nombreux, on en arrive à discréditer la municipalisation et l'étatisation. Pour ces raisons, j'appuie la motion d'amendement avec d'autant plus de plaisir que je sais que je vote avec la très grande majorité de l'opinion publique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Point d'ordre. Les résolutions ont été adoptées. Nous sommes à la deuxième lecture des résolutions et le chef de l'opposition n'a pas le droit de discuter la régularité du rapport verbal fait par M. le président du comité plénier.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quand le comité a fait rapport, on a le droit de discuter ce rapport.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

On a proposé un amendement sur la deuxième lecture. D'ailleurs, c'est la meilleure preuve que les résolutions ont été adoptées, et le chef de l'opposition vient de l'approuver.

**M. l'Orateur:** La Chambre a voté en première lecture les résolutions. Il ne peut y avoir de première lecture si les résolutions n'ont pas été rapportées. En votant la première lecture, la Chambre a approuvé avec une satisfaction unanime le rapport du président et l'on ne peut revenir sur des événements qui se sont produits en comité. Je ne puis permettre de discuter le rapport du président du comité plénier et je maintiens le point d'ordre. Le débat ne peut maintenant porter que sur l'amendement proposé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin).

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'en appelle à la Chambre de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Labbé, Labelle, Lamoureux, Larivière, Larochelle, Larouche, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 44.

**Contre:** MM. Bastien,

**M. Béique (Chambly):** (Lorsque M. Bastien se lève) T'es ben laid!

**M. Hamel (Québec-Centre)** veut regagner son siège.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

À l'ordre, à l'ordre.

**Des députés ministériels:** À l'ordre, à l'ordre.

... Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Delagrave, Drouin, Dumaine, 8.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Delagrave, Drouin, Dumaine, Hamel, 9.

**Contre:** MM. Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Labbé, Labelle, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marier, Paradis, Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi),

Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 44.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse. Les résolutions sont lues une deuxième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que lesdites résolutions soient maintenant adoptées.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bêique, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Labbé, Labelle, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marier, Paradis, Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 44.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Delagrave, Drouin, Dumaine, Hamel, 9.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 établissant et assurant la concurrence de l'État relativement aux ressources hydroélectriques soit maintenant lu une deuxième fois.

Je redemande un autre vote.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** proteste. L'on n'a pas appelé les députés! La cloche n'a pas sonné et il ne peut y avoir de député errant dans les corridors.

**Un député ministériel:** On est assez pour vous battre.

**M. l'Orateur:** Si la Chambre est unanime, on peut suspendre n'importe quel règlement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La Chambre n'est pas unanime puisque je demande qu'on appelle les membres.

(Les whips vont alors chercher les députés).

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bêique, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Labbé, Labelle, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Leclerc, Lesage, Lorrain, Marier, Paradis, Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 43.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Delagrave, Drouin, Dumaine, Grégoire, Hamel, 10.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ferai remarquer à la Chambre et à la population que l'opposition officielle et l'opposition déguisée ont voté trois fois contre une loi qui accorde des octrois de 55 % pour l'électrification rurale par le gouvernement.

**M. Drouin (Québec-Est)** se lève.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Criant) Article 10 du *Feuilleton*.

**M. Drouin (Québec-Est):** Si le premier ministre a parlé, nous avons aussi le droit de commenter le vote.

Nous avons voté contre la deuxième lecture parce que nous considérons que ce bill constitue un bris de promesse et une violation du programme de l'Union nationale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande ensuite que la Chambre se forme en comité des subsides.

### Subsides

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité<sup>16</sup>:**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre millions sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour réparations et entretien des chemins, (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le gouvernement a négligé l'entretien des chemins au cours de l'automne dernier. Les routes sont bien mal entretenues! J'ai reçu des télégrammes de nombreux voyageurs de commerce qui s'en plaignent avec amertume. L'état des routes est déplorable. Faute d'entretien, nous perdrons, si cela continue, le bénéfice des sommes formidables dépensées pour donner de bonnes routes à nos cultivateurs. On se plaint partout!

Je me demande si le mauvais état des routes n'est pas dû au fait qu'on a congédié les cantonniers compétents de l'ancien régime après le 17 août 1936. En vertu de la politique qui semble être, on n'emploie que des conservateurs et des amis du gouvernement de l'Union nationale. Tous les citoyens ont le droit de travailler. De plus, je dois rappeler que même les oppositionnistes ont le droit de travailler. Quarante-trois pour cent ont voté libéraux aux dernières élections et ont droit de gagner leur vie.

On ne doit pas exiger qu'un homme soit de tel ou tel parti pour lui donner de l'emploi. On a une bonne idée de l'administration d'une province suivant la qualité du service, surtout en matière de voirie. C'est une politique désastreuse que celle d'introduire la politique dans l'administration. Si on introduit la partisanerie politique dans l'administration, le gouvernement se prépare de mauvais jours.

**Un député ministériel:** Et parlez donc de votre temps?

**Un député ministériel:** Hors d'ordre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne suis pas hors d'ordre. Je puis même parler de licences dans mon comté, car le premier ministre a annoncé une politique générale de favoritisme qui semble devoir être introduite dans tous les départements.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'est pas question de patronage, il est question de voirie. Chaque chose en son temps.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'en parle incidemment, comme le premier ministre cet après-midi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** D'ailleurs, le chef de l'opposition fausse mes paroles. Voici ce que j'ai dit: j'ai dit que rouges et bleus nationaux seront employés de préférence sur les travaux de voirie faits avec l'argent de la province. Les amis du gouvernement, libéraux comme conservateurs nationaux, auront avec plaisir la préférence.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est pour cela que les gens se cassent le cou un peu partout dans la province dans vos chemins.

**Des députés:** Valise<sup>17</sup>!

**Des députés:** C'est votre faute.

**Un député ministériel:** Ça dépend de vous autres.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si on avait gardé les vieux cantonniers, on n'aurait pas d'aussi mauvaises routes. La saison d'hiver n'a pas été pire que les précédentes et les routes en conséquence ne devraient pas être plus endommagées.

**M. Boiteau (Bellechasse):** (Souriant) Oui! L'hiver a été pire, on l'a passé avec vous. (Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le gouvernement a commis une erreur considérable en renvoyant les cantonniers en masse pour les remplacer par des partisans des conservateurs. C'est la première fois qu'on ne peut circuler à cette époque de l'année en voiture légère de Saint-Hyacinthe à Montréal. Je sais ce que je dis.

**M. Boiteau (Bellechasse):** Non.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas un crime d'être libéral. Des cantonniers compétents ont été démis simplement parce qu'ils étaient censés être des libéraux. J'ai reçu des lettres et des télégrammes...

**Des députés ministériels:** Nous autres aussi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si les chemins sont en mauvais état, il ne faut pas

oublier une chose. Nous sommes arrivés au pouvoir depuis l'automne dernier. Ensuite, il y a eu l'hiver; nous ne pouvions améliorer les chemins en hiver! Nous n'avons pas encore été au pouvoir en été. Les routes ont été construites par l'ancien régime, avec son matériel.

Il n'est pas étonnant qu'elles soient dans un état pareil. Nous aurons un meilleur système, une meilleure organisation et une meilleure politique de voirie, et l'amélioration ne sera pas lente à se faire sentir. Si nous avons remplacé avec plaisir des cantonniers qui, dans la plupart des cas, faisaient de la politique et n'étaient que des instruments de l'ancien régime, nous avons gardé presque tous les ingénieurs de la voirie: 95 %, estime-t-il, ont conservé leur position. Le chef de l'opposition a parlé de préférences aux conservateurs: il n'a pas le droit. Il n'y a pas de Parti conservateur ici à la Chambre, mais simplement l'Union nationale.

(Applaudissements à droite)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) n'a pas applaudi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député de Rivière-du-Loup pouvait avoir la mine du ministre des Mines et Pêcheries, quelle bonne chose ce serait. Nous ne faisons pas de politique dans l'administration. On a tort de nous parler de partisannerie! Ainsi, l'honorable député de Québec-Centre (M. Hamel), qui ne nous ménage pas dans ses attaques, a trois de ses parents employés au gouvernement. Il y a un frère du député de Québec-Est (M. Drouin)...

**M. Drouin (Québec-Est):** Mon frère et mon seul frère que j'ai au parlement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais non, je parlais d'Henri-Paul Drouin, à l'emploi de la Commission des liqueurs. Nous l'avons nommé nous-même et il garde sa position. Il y en a un autre?

**M. Drouin (Québec-Est):** Oui, je voulais parler d'un autre qui est au parlement. Celui-là, il a été placé à la Commission municipale par l'ancien gouvernement, bien longtemps avant la fondation de l'Union nationale et l'ancien gouvernement l'a gardé comme le gouvernement actuel.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On l'a gardé.

**M. Hamel (Québec-Centre):** J'ai un frère et deux sœurs employés au parlement de la province depuis 20 ans<sup>18</sup>. Si le gouvernement de M. Taschereau, à qui j'ai fait la guerre sans merci, a eu la largeur d'esprit de les maintenir en fonctions, j'espère que le gouvernement actuel en fera autant. Je ne vois pas comment ceux que j'ai aidés seraient assez étroits pour les destituer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit cela pour montrer que nous ne faisons pas de politique dans l'administration. Ils resteront en fonctions; nous les avons gardés et nous allons les garder. J'ai déjà dit qu'un de mes secrétaires, M. Georges Léveillé, était autrefois employé comme correspondant du *Soleil* au parlement; M. Lafrance, marié à une fille du juge Boyer.

**M. Bastien (Berthier):** Avec quelle compagnie était M. Lafrance?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne sais pas.

**M. Bastien (Berthier):** Avec la Sun Life.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela ne nous occupe pas. Nous nous occupons des compétences et non des compagnies. Nous avons pris comme sous secrétaire de la province M. Jean Bruchési, ancien journaliste qui a écrit au *Canada*. Mais nous avons considéré avant tout sa compétence. Nous avons nommé M. Laforce, un libéral. M. Avila Bédard, un vrai rouge vient d'être nommé au poste de sous-ministre des Terres et Forêts pour les mêmes raisons.

**M. Drouin (Québec-Est):** Et c'est une bonne nomination!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sous l'ancien gouvernement, on se laissait guider par les compagnies. Aujourd'hui, quand nous trouvons des compétences chez les libéraux, nous les prenons. Ce n'est pas notre faute s'il n'y en a pas plus.  
(Applaudissements à droite)

**M. Drouin (Québec-Est):** Est-ce que le premier ministre manque de demandes?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) Non, avant de laisser son poste, l'honorable député de Québec-Est, l'ancien ministre



des Terres et Forêts a écrit 262 lettres de recommandation. Nous ne manquerons pas de demandes comme on le voit.

**M. Drouin (Québec-Est):** (Riant) Je constate que le premier ministre a le temps de compter le nombre de lettres. Pourtant, j'en ai écrit bien d'autres, des lettres.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas eu le temps de les compter toutes. Je pourrais aussi nommer, parmi les libéraux que j'ai maintenus en fonctions, M. A. Provencher le protonotaire de Trois-Rivières, le notaire C.-E. Vigneau le greffier de la couronne, le directeur de l'exposition, le Dr Vigneau dans le domaine de l'agriculture et mon ancien adversaire, mon prédécesseur en cette Chambre, le notaire Mercier, shérif. Ils n'ont pas été affectés par le changement de gouvernement.

**M. Bastien (Berthier):** Il va vous battre encore.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je note l'aveu du député de Berthier qu'il faut à un homme de son parti 10 ans de réflexion pour faire quelque chose de bien. De plus, si le chef de l'opposition a constaté que les chemins sont si mauvais, il ne devrait pas avoir d'objections à voter ce crédit.

**M. Bastien (Berthier):** L'automne commence le 21 octobre et il s'était levé alors un astre nouveau...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comment! L'automne commence le 21 octobre?

**Des députés s'amuse de l'incident.**

**M. Bastien (Berthier):** (Se corrigeant en souriant) Le gouvernement, dit-il, est arrivé au pouvoir le 26 août, et il n'a rien fait dans les chemins l'an dernier; il a passé son temps à destituer des cantonniers. Après avoir nommé ses amis, il n'a rien fait pour la voirie. Jamais on a vu les chemins dans pareil état. Le premier ministre s'est institué ministre de la Voirie, ce soir. Je comprends qu'il est le pivot du gouvernement.

(Applaudissements)

Je vois que nos amis sont en verve ce soir.

(Applaudissements à droite)

Les journaux nous ont dit que la semaine dernière c'était la semaine des séances de boxe. Je suis heureux que les séances de boxe soient terminées. Cette semaine, ce sera celle des rires et des applaudissements.

(Applaudissements à droite)

Je vois que le premier ministre s'improvise chef de tous les ministères. Il a nommé à la Voirie un ministre compétent, et c'est une belle nomination.

(Applaudissements)

C'est une nomination plus belle que des nominations d'autres ministres.

**Un député:** ... dans l'ancien temps.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) est un ingénieur intelligent qui s'y connaît.

(Applaudissements soutenus)

(Souriant) J'emploie ce soir cette méthode et ce langage pour changer les mœurs de la Chambre. Nos admirateurs avaient des craintes à notre sujet, car jusqu'ici, quand nous laissions nos électeurs pour venir au parlement la semaine dernière, ils nous disaient: Attention, vous allez à la boxe; vous allez à la lutte. En face de cette situation, j'ai décidé d'enlever l'encensoir du premier ministre et de l'utiliser ce soir.

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un peu moins d'encens et plus de bon sens, s'il vous plaît.

**M. Bastien (Berthier):** C'est une chose qui vous va comme un gant. Je vois que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) se fend les mains à applaudir ce soir.

Il voudrait que je lui fasse des compliments. Comme citoyen, je suis prêt à lui en faire, mais comme ministre de l'Agriculture, jamais, non jamais.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** J'aime mieux ne pas recevoir de compliments du député de Berthier (M. Bastien), car je n'en serais aucunement flatté.

**M. Bastien (Berthier):** Je dis que le premier ministre aurait dû laisser le ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) ici ce soir.

(Applaudissements)

Je disais donc que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) a de nouvelles méthodes de

construction à nous exposer pour l'entretien des chemins. La province attendait avec impatience ses déclarations à ce sujet, étant donné que les ministres n'ont pas encore eu l'occasion de se produire. Il me fait plaisir de dire que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) est un homme compétent qui a fait sa marque à Montréal.

(Applaudissements à droite)

Il a été au service de la ville de Montréal, et ses services ont été requis déjà par de grandes compagnies dans le passé. La Chambre et la province auraient été heureuses de l'entendre.

Mais je n'ai pas honte de le dire. Qu'un homme soit bleu ou rouge, quand il est un homme, je le dis. Mais le premier ministre nous a privés de la présence du ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc)

(Applaudissements à droite)

Si le gouvernement demande cette année \$1,000,000 de plus pour l'entretien des routes, c'est parce qu'il n'a rien fait l'automne dernier. Oh! Je sais que les ministres ont reçu instruction de n'accorder aucun contrat sans en demander la permission; c'est le premier ministre qui les autorise même à dépenser la plus petite somme ou qui la leur refuse. Rien ne se fait dans le gouvernement sans l'autorisation expresse du premier ministre!

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le député de Berthier n'a pas le droit de faire de pareilles insinuations. Il a insinué que les ministres ne sont que de vulgaires factotums. Je dois dire que jamais plus grande liberté d'action n'a été accordée aux ministres que sous l'administration du premier ministre actuel. Je demanderais au député de Berthier de retirer ses paroles.

**M. Bastien (Berthier):** Je ne puis rien refuser au ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) qui est tellement charmant. Je suis heureux de me rendre à sa demande et de retirer cette remarque. Le député de Matane est le pilier de l'Union nationale; il a un grand cœur et un cerveau encore plus grand, mais il devrait relire sa correspondance.

(À ce moment, trois pages déposent des verres d'eau sur le bureau de M. Bastien.)

On m'envoie de l'eau. Est-ce parce que le premier ministre va bientôt jeter les allumettes de la démagogie sur le brasier de la dépression<sup>19</sup>? Je dis que l'état de nos chemins constitue une mauvaise publicité à l'heure où commence l'invasion des touristes.

**M. Lamoureux (Iberville):** Je me suis toujours intéressé à la voirie. Le chef de l'opposition a dit que nos chemins sont en mauvais état. Pourquoi? Si les chemins sont brisés, c'est parce que l'on a manqué de neige et parce que nous avons eu un hiver peu ordinaire, mais principalement parce que, depuis deux ou trois ans, le gouvernement n'a presque pas mis de gravier sur nos routes. J'ai toujours demandé que l'on entretienne bien les chemins, mais on a négligé de le faire. On a le résultat aujourd'hui. Ça va coûter deux fois plus cher cette année pour remettre les chemins en bon état à cause de la négligence de l'ancien gouvernement.

**M. Barré (Rouville):** Dans mon comté, le cantonnier n'a pas été destitué et les chemins ne sont pas en meilleur état. Nous avons gardé à leur poste même les gens qui brisaient nos assemblées.

À Saint-Hyacinthe, où je suis allé en fin de semaine, c'est à peine si on peut pénétrer dans la ville. J'avoue franchement que les chemins dans cette région sont dans un état plus que lamentable. Nos routes sont dangereuses! Seulement, j'ai constaté qu'il n'y avait pas de fossé aux endroits où les chemins étaient le plus brisés. Je réclame pour la voirie et surtout pour les cultivateurs des fossés de chaque côté de nos routes. Si le nouveau gouvernement n'est pas plus fâché de fossés que l'ancien gouvernement, comme on dit chez nous, je lui en ferai le reproche en Chambre. Il faut égoutter les chemins à tout prix.

**M. Bastien (Berthier):** Le lieutenant-gouverneur n'a accordé l'an dernier que \$625,000 au gouvernement pour l'entretien de la voirie. Il court une rumeur voulant que le gouvernement n'entretienne pas les chemins faits par l'ancienne administration, je veux dire les chemins gravelés. Est-ce vrai? Les chemins de gravier vont-ils être entretenus par le nouveau gouvernement?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit que notre politique tendait à faire disparaître ces chemins de gravier parce qu'ils sont trop poussiéreux, glissants et dangereux. Si nous pouvons en arriver à un système de revêtement permanent, ce sera tant mieux. Nous voulons protéger le capital investi dans notre voirie en entretenant les chemins actuels. Sous l'ancien régime, des routes ont coûté au-delà de \$237,000<sup>20</sup> du mille, et dans Montmagny, on a construit 8 milles de voirie au coût de \$1,000,000. Nous ne voulons pas tomber dans les abus passés. Ce ne sera pas notre politique. Le coût de construction des chemins devra être moins élevé. Sous l'ancien

régime, rappelle-t-il, le bitume coûtait entre \$8 et \$9 la tonne et, sous la nouvelle administration, il ne coûtera plus que \$3 à \$4 la tonne.

**M. Bastien (Berthier):** Répondez donc par un oui ou un non.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous voulons faire mieux avec une dépense moins élevée. Nous voulons commencer par faciliter les communications dans la province entre les paroisses, avant de commencer par accommoder les étrangers. Nous ne regarderons pas la couleur politique, et dans Berthier, nous ferons comme ailleurs, car le comté est assez malheureux comme il est actuellement.

**M. Bastien (Berthier):** Admettons que mon comté est malheureux pour le besoin de la discussion. Mais une province malheureuse, c'est bien pire.

Il (M. Bastien) donne alors des précisions sur les dépenses de la Voirie pour l'exercice se terminant le 30 juin 1936. Vous demandez à cette Chambre de voter non seulement \$4,000,000, mais \$17,000,000.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le budget d'aujourd'hui est plus élevé.

**M. Tellier (Montcalm):** À ce chapitre-là, il est moins élevé que le vôtre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je vais vous le démontrer. Le gouvernement nous demande de voter \$17,000,000 lorsque, en 1936, nous n'avions que un peu plus de \$5,000,000. Cela fait plus de \$10,000,000 pour cette année. Je demande au premier ministre de suspendre cet item jusqu'à ce que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) ou le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) soient là et qui pourraient nous donner un état des sommes dépensées en vertu de l'ancienne loi et de celles qui restent à dépenser.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y eut d'abord la loi de voirie de 1912. Je tiens à le rappeler pour prouver au chef de l'opposition tout ce que son gouvernement a fait en matière de voirie, et comment il l'a fait. Il n'y avait rien de précis. Il n'y avait aucune unité dans le système de voirie.

On a multiplié depuis les lois de voirie. Nous avons mis dans notre budget ce que nous voulons dépenser. Rien de plus.

Il y eu la loi de 50 %<sup>21</sup>. Ensuite, du temps de feu M. Perron, la loi fameuse des \$17,000,000.

Ensuite, on demandait de voter une somme globale. Je crois que sur les \$17,000,000 dont parle le chef de l'opposition et qui ont été votés, entre \$14,000,000 et \$15,000,000 ont été dépensés.

Nous voulions dans le temps, dans l'opposition, avoir des détails, on nous les refusait. Puis il y eut un article général qui donnait le droit de voter n'importe quel montant.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La Chambre n'a pas le droit de voter aucun montant qui ne soit pas inscrit dans le budget.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela va être adopté ce soir, qu'on prenne ma parole. Je n'ai pas d'objection à vous donner tous les renseignements sur les lois de la voirie, dit-il, mais il y a toujours un bout. Nous demandons de voter \$4,500,000 et pas plus. Le gouvernement actuel a mis dans le budget en quoi consistaient ces dépenses. Rien n'obligeait à ces précisions.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le Statut ne peut être illimité. Si le chef du gouvernement a critiqué cette loi-là, il a eu raison parce que c'est absurde d'accorder des montants illimités.

Je vous répète que vous devrez voter \$17,000,000, budget statutaire, en plus de votre \$4,500,000 que vous demandez, et vous ne pouvez pas le faire sans l'inscrire dans votre présent budget.

La somme de \$9,200,000 inscrite comme étant autorisée par Statut est-elle bien couverte par des Statuts antérieurs? Et pour en être plus certain, le premier ministre peut-il me fournir, dit-il, un état des sommes autorisées par les divers Statuts, des sommes dépensées et des sommes qui restent à dépenser par le ministère de la Voirie? Je suis prêt à lui faire confiance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La question est raisonnable et je fournirai, dit-il ces renseignements. Mais nous ne votons pas cela. Nous mentionnons le fait à titre de renseignement. La loi de voirie est comme celle du chômage: ça peut durer 30 ans. Pas de limite dans les sommes comme dans le temps.

L'article 74 et l'article 75 de la loi de la voirie de 1934, passée sous M. Perrault, autorise le ministre à dépenser des sommes sans limitation de montant.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Montrez-moi cela, je n'y crois pas. Je n'admets pas, dit-il, qu'une telle autorisation puisse être donnée par la Chambre.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre intérimaire de la Voirie<sup>23</sup> a dit que le gouvernement ne se servirait pas du même matériel que l'ancien régime pour faire ses routes. Il n'y a que deux sortes de matériaux: le tarvia ou asphalte et le ciment.

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'admets pas non plus un tel principe, dit-il. C'est pourquoi le montant autorisé par Statut a été détaillé dans le budget. Il cite la loi de 1934.

Sous l'ancien régime on employait de l'amiésite et toutes espèces de matériaux. Nous voulons de bons produits. Pour ce qui est de l'ancienne loi de \$17,000,000, elle est maintenant expirée.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pardon, elle est effective depuis 1929. Nous ne sommes pas encore en 1939, car elle doit durer 10 ans.

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En relisant la loi, je remarque un considérant au bas du paragraphe qui stipule que la loi ne vaut que pour six ans. Nous sommes en 1937. De 1929, six ans, cela donne 1935. La loi est donc expirée.

Une loi sera présentée l'an prochain pour demander à la Chambre de voter une certaine somme qui sera dépensée pour le programme de voirie du gouvernement qui s'étend sur plusieurs années.

**M. Bastien (Berthier):** Quel matériel emploiera-t-on, de l'asphalte ou du ciment?

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Au président) Ça devient ennuyant, ces cris. Il n'y a plus moyen de parler.

**M. Bastien (Berthier):** Quel matériel, répète-t-il, le premier ministre emploiera-t-il?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne parle plus. J'avertis les députés de l'opposition. Il faut être raisonnable. J'ai, dit-il, déjà fourni tous les renseignements qu'il est raisonnable de demander.

**M. Bastien (Berthier):** Je suggère que les chemins soient faits plutôt en ciment qu'en amiésite ou autre chose semblable.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La suggestion sera étudiée.

**M. Boyer (Châteauguay):** On va aller faire les chemins avec votre gomme.

**M. Bastien (Berthier):** Avec notre climat, il n'y a que le ciment qui tienne.

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Momentanément.

**M. Bastien (Berthier):** Peut-on nous dire ce que l'on entend faire avec les \$300,000 obtenus d'Ottawa pour la route de Berthierville à la Pointe-du-Lac?

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** se lève pour répondre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Revenant en Chambre) Laissez-les parler.

**Des députés:** Adopté, adopté.

**M. Béïque (Chambly):** Si tu veux pas l'adopter, apporte-le chez vous.  
(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Non, ce n'est pas adopté. Si le ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) avait été ici...

**M. Béïque (Chambly):** Qu'il est tard!

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses administratives, (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas six cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service des outillages, (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien des

chemins d'hiver, (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 11 h 45.

### NOTES

1. La question du député de Québec-Centre (M. Hamel) au sujet de la nomination d'un comité d'études chargé de réviser la loi de l'extension des conventions collectives du travail est soulevée et répondue à la demande même du premier ministre, selon *Le Soleil*, du 11 mai 1937, à la page 3.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

3. Voir note 2.

4. Le député fait allusion à l'élection très serrée de M. Bastien qui, le 17 août 1936, fut élu avec une seule voix de majorité dans son comté.

5. "Je dis que nous étions prêts à le passer, c'est plutôt vous qui n'étiez pas prêt", selon *Le Journal* du 11 mai 1937, à la page 7.

6. Voir note 2.

7. \$4,750,000, selon *Le Journal* du 11 mai 1937, à la page 7.

8. Il s'agit du projet de loi 40, 1 George VI, chapitre 36, 1925, selon lequel les municipalités désirant améliorer leurs chemins doivent assumer 50 % du coût des travaux, sous le régime libéral.

9. \$2,700,000, selon *Le Journal* du 11 mai 1937, à la page 7.

10. Voir note 2.

11. "plus de 20 ans", selon *Le Journal* du 11 mai 1937, à la page 7.

12. \$1,000,000, selon *L'Illustration nouvelle* du 11 mai 1937, à la page 2.

13. "J'imité de Conrart le silence prudent." Citation célèbre reprise par Nicolas Boileau. Oeuvre littéraire de Charles Floquet intitulée "Le silence de Conrart". Homme politique français. Député républicain à l'Assemblée nationale, en France, il présida la Chambre des députés (1885-1888) et fut président du Conseil en 1888. On se souvient surtout du cri qu'il lança au tsar Nicolas II, en visite à Paris, "Vive la Pologne, Monsieur" et de la blessure qu'il infligea, malgré son âge au général Boulanger, dans un duel célèbre provoqué par un échange verbal à la Chambre, "À votre âge, Napoléon était mort et vous ne serez jamais que le Sieyès d'une constitution mort-née". Décédé en 1896.

14. Le député de Saint-Sauveur (M. Bertrand) parle depuis assez longtemps, assez fort, précise *Le Devoir*, du 11 mai 1937, à la page 6.

15. "1<sup>er</sup> août", selon *Le Canada* du 11 mai 1937, à la page 10.

16. Voir note 2.

17. Lors des débats à l'Assemblée législative, plusieurs députés associent ironiquement le député de Saint-Hyacinthe (M. Téléphore-Damien Bouchard) à une histoire de valise. En fait, selon les dires de M. Maurice Duplessis, il y avait à Saint-Hyacinthe une imprimerie dans laquelle était intéressée la fille de M. Bouchard. Le député de Saint-Hyacinthe l'a ensuite achetée et mise au nom de celle-ci. Puis, il a fait acheter des valises par cette imprimerie et lui, alors qu'il était président de la Chambre, a acheté les valises de cette imprimerie au nom de sa fille avec un profit de 30 % aux dépens de la province. M. Duplessis raconte cette histoire en détail à la séance du 5 avril 1938.

18. "15 ans", selon *Le Devoir* du 11 mai 1937, à la page 7.

19. Le député de Berthier (M. Bastien) reprend alors une expression qu'avait utilisée le premier ministre à la séance du 3 mai 1937.

20. \$235,000, selon *Le Journal* du 11 mai 1937, à la page 4.

21. Voir note 8.

22. Le député de Berthier (M. Bastien) qualifie ainsi le premier ministre.

## Première séance du mardi 11 mai 1937

## Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Bégin (Dorchester):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 13 mai prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**M. Marier (Drummond):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 13 mai prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

## Questions et réponses:

**Pont construit dans les rangs 3 et 4  
du canton de Warwick**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. Quel prix le gouvernement a-t-il payé pour le bois du pont construit dans les rangs 3 et 4 du canton de Warwick, à Sainte-Élisabeth-de-Warwick, comté d'Arthabaska?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

1. Le gouvernement n'a rien payé.

**Anniversaires des députés de Lotbinière,  
Gaspé-Nord et Montréal-Saint-Jacques**

(Deux pages déposent des fleurs sur le pupitre du député de Lotbinière, M. Maurice Pelletier, et du député de Gaspé-Nord, M. Joseph-Alphonse Pelletier).

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** se lève.

(Un page dépose des fleurs sur le bureau de travail du député de Montréal-Saint-Jacques, l'honorable M. Auger).

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

M. l'Orateur, ces fleurs donnent à la Chambre un air de fête qu'il convient de rappeler. Je comprends qu'au cours du présent mois, plusieurs membres de cette Chambre célèbrent leur anniversaire de naissance. Tout récemment, le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) célébrait le sien et, aujourd'hui, ce 11 mai, c'est au tour du député de Lotbinière (M. Pelletier) et au tour du député de Gaspé-Nord (M. Pelletier). La date du 11 mai fera sans doute plaisir à nos amis de l'opposition, car c'est le jour où les anciens libéraux, ceux qui avaient de la valeur, avaient pris le pouvoir dans la province de Québec, il y a 40 ans.

(Rires)

Qu'il me soit permis de transmettre mes plus sincères félicitations à ces députés. L'un de nos collègues a 40 ans aujourd'hui, et l'autre a 41 ans. Celui qui a 40 ans nous rappelle la date de l'arrivée au pouvoir des anciens libéraux, et celui qui a 41 ans, soit une année de plus, symbolise la rénovation avec l'arrivée au pouvoir du présent gouvernement. C'est presque un symbole de la renaissance de la province sous un nouveau gouvernement que cet anniversaire. À eux vont nos meilleurs souhaits et nos meilleurs vœux, dont le principal est qu'ils soient le plus longtemps possible parmi nous pour le meilleur intérêt de leurs comtés et de leur province.

(Applaudissements)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il me fait plaisir de seconder la motion du premier ministre pour féliciter nos collègues. L'honorable chef du gouvernement s'est plu à mentionner qu'il y a 40 ans aujourd'hui que les libéraux ont remporté le pouvoir sur les vieux tories de 1897. Je me souviens de cet événement comme s'il datait d'une journée.

Je suis heureux de me joindre au chef du gouvernement pour offrir mes meilleurs vœux à ceux qui célèbrent leur anniversaire de naissance, et j'espère que, l'an prochain, de l'autre côté de la Chambre, je ferai comme l'honorable premier ministre et me joindrai au chef de l'opposition pour leur offrir des vœux semblables.

(Rires et applaudissements)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je suis heureux de me joindre au premier ministre et au chef de l'opposition pour me faire l'écho des dissidents et présenter à nos collègues nos hommages non "déguisés"<sup>1</sup>! Ces collègues ont assisté à la naissance d'un nouveau parti et ils ont vécu avec lui jusqu'à sa fin. J'espère qu'ils seront encore ici à la fin d'un autre régime et que ce régime ne durera pas, comme les roses, l'espace d'un matin!

**M. Pelletier (Lotbinière):** M. l'Orateur, permettez-moi de vous offrir ainsi qu'au chef du gouvernement et au chef de l'opposition une de ces fleurs. Je veux en offrir aussi à l'honorable ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), à l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) qui m'a donné de si belles choses pour les cultivateurs de mon comté, à mon vieil ami, l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), à l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc), à tous les membres du gouvernement et de la Chambre.

Je ne veux pas oublier de remercier l'honorable premier ministre, l'honorable député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) et l'honorable député de Québec-Centre (M. Hamel) pour leurs bons souhaits et leurs bonnes paroles à mon égard. Enfin, je me permets de réserver ce qui me restera pour en faire un bouquet pour ma digne et vaillante compagnie.

(Applaudissements)

**M. Pelletier (Gaspé-Nord):** Je remercie très sincèrement le premier ministre et nos collègues qui ont bien voulu m'offrir des souhaits en cette occasion et je les prie de croire à ma gratitude pour l'honneur qu'ils m'ont fait, honneur que je porte sur mon comté et mes bons électeurs.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** M. l'Orateur, je suis très sensible à cet hommage de la Chambre dont je viens d'être l'objet. Grâce aux souhaits qui m'ont été offerts, je puis assurer mes

collègues en retour que je continuerai à travailler, avec un nouveau courage, dans le meilleur intérêt de la province. Je tiens à remercier du fond du cœur le premier ministre, mon leader, qui a bien voulu me présenter tout à l'heure de si jolies roses et je le remercie tout particulièrement de ses beaux sentiments à mon égard.

(Applaudissements)

### Ressources hydroélectriques

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 49 établissant et assurant la concurrence de l'État relativement aux ressources hydroélectriques.

Adopté.

### En comité<sup>2</sup>:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Dans la présente loi,

"a. "Syndicat" désigne le Syndicat national de l'électricité créé par la présente loi;

"b. "administrateurs" désigne les membres du Syndicat;

"c. "cour" signifie la Cour supérieure siégeant dans et pour le district de Québec, dans la cité de Québec."

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pour quelle raison le gouvernement donne ainsi, dans la loi, une juridiction exclusive à la Cour supérieure de Québec qui lui donne le droit d'entendre toutes les causes en expropriations?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Parce que le bureau chef du Syndicat se trouvera à Québec.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le gouvernement se trouve ainsi à faire de la centralisation. Le premier ministre avait prêché tout autre chose. Le premier ministre, qu'on peut considérer comme un grand décentralisateur, fait ici machine arrière.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas faire machine arrière que de donner à Québec son importance.



**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je veux savoir, dit-il, pourquoi le siège du Syndicat sera dans la ville de Québec? Qu'est-ce que les gens de Montréal vont penser?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous sommes pour la justice et nous ne voulons pas soulever les villes les unes contre les autres. Les réflexions du député de Rivière-du-Loup sont animées du désir de faire de la politique avec tout.

Le bill comporte des expropriations que nous voulons juger à Québec. Si, plus tard, il y a lieu de faire des extensions de l'organisme que nous créons ainsi, nous donnerons à chaque district judiciaire le moyen de faire valoir ses droits.

Nous verrons! Pour le moment, nous voulons poser comme principe que Québec est la capitale de la province et nous lui donnons l'importance qui lui est due. Il est juste que les procédures judiciaires soient centralisées à Québec, comme point de départ.

Je m'étonne qu'un député du district de Québec, comme mon honorable ami de Rivière-du-Loup, soutienne une théorie de nature à faire penser que le district de Québec n'est pas important.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre est de Trois-Rivières. Est-ce l'influence du ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) sur lui qui l'a fait donner à Québec cette juridiction pour la loi?

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous voulons que Québec reste la capitale, tout comme Montréal reste la métropole. Nous n'endurerons pas qu'on soulève une ville l'une contre l'autre. Mais Québec est la ville la plus près des intérêts à protéger.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce que le premier ministre croit qu'il a donné justice à chacun des districts ruraux avec cette loi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement est prêt à donner justice à tous les districts. Je ne comprends pas qu'un député et avocat du district de Québec s'élève contre le fait que nous voulons donner son importance à Québec.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je demande tout simplement que tous les districts judiciaires aient leurs droits.

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Mais s'il établit par cette loi des usines au Témiscamingue et en Abitibi, pourquoi le premier ministre veut-il que cela soit Québec qui ait juridiction? Il doit y avoir une raison spéciale. Est-ce qu'il est plus facile de s'adresser à la Cour supérieure de Québec, pour les gens qui habitent l'Abitibi et le Témiscamingue?

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela comporte des expropriations qui doivent être jugées par la Cour supérieure. Nous voulons que l'on procède rapidement, ce qui ne serait pas possible si on laissait la juridiction à des districts ruraux, où il n'y a pas de juge résident. Au Témiscamingue et dans l'Abitibi, il n'y a pas de juges résidents, et c'est à Québec qu'il faut se reporter.

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pourquoi pas à Montréal?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En disant que nous devrions aller à Montréal plutôt qu'à Québec, c'est là que le député prouve qu'il veut soulever une ville contre une autre et baser sa politique sur de l'esprit de clocher, lui, le vestige d'un parti qui fut grand autrefois.

Si le besoin s'en fait sentir, on étendra la signification du mot pour les autres districts judiciaires, au fur et à mesure. S'il veut que nous mentionnions aussi la Cour supérieure de Montréal, nous n'avons pas d'objection à ce qu'il fasse un amendement. Qu'il en fasse donc un.

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Que le premier ministre oublie l'ancien régime et les vestiges des partis qui furent autrefois grands et qu'il nous donne les raisons pour lesquelles la Cour supérieure ne siègera qu'à Québec pour ces expropriations.

**M. Boyer (Châteauguay):** Adopté.

**Des députés ministériels:** Adopté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Adopté.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Une corporation est créée par la présente loi sous le nom de "Le Syndicat national de l'électricité".

"Elle est constituée mandataire de la province et elle possède, outre ceux qui lui sont ci-après conférés, tous les droits et pouvoirs que peuvent exercer les corporations en général.

"Elle peut en outre, lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil l'y autorise en vertu de l'article 30, émettre des actions qui constituent son capital social pour les fins spéciales mentionnées dans la présente loi."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne veux pas entrer dans les détails en cette phase du débat. Je m'oppose au projet de loi, car le nouveau "Syndicat national d'électricité" ne fera que remplacer tout simplement la Commission des eaux courantes et n'aura non seulement les anciens pouvoirs de la commission, mais beaucoup moins. De plus, les pouvoirs qui étaient anciennement investis à l'Assemblée législative n'étaient pas transférés au lieutenant-gouverneur en conseil. Maintenant, l'on rencontre partout l'expression "lieutenant-gouverneur en conseil".

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je constate que les pouvoirs du Syndicat sont très limités. Le Syndicat national d'électricité ne va pas pouvoir exercer les pouvoirs de corporations en général. Il ne pourra pas nommer d'ingénieur en chef sans la permission du lieutenant-gouverneur en conseil; il ne pourra pas fixer de taux sans la permission du lieutenant-gouverneur en conseil; il ne pourra même pas déclarer de profits sans cette permission. Il ne pourra rien faire sans l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Ces pouvoirs sont joliment limités. Le gouvernement ne veut pas cette concurrence d'État qu'il annonce. Les monopoles sont plus forts que les gouvernements. On ne change pas une virgule de l'ancienne loi. Je n'ai pas besoin de vous dire qu'il nous vient une désolation en constatant qu'on comprenne si peu, dans ce gouvernement, la gravité de cette question de concurrence. La concurrence d'État ne vaudra pas plus avec ce bill que si le gouvernement achetait une Ford pour faire la navette entre Sainte-Rose-du-Déglé et la paroisse voisine, afin de concurrencer le Canadien Pacifique.

Nous voulons la concurrence sur des points stratégiques; un point stratégique, c'est un point dangereux pour l'ennemi qu'on veut attaquer. Ce n'est pas, en l'occurrence, au Témiscamingue ni en Abitibi. On m'avait promis que le trust verserait à l'État le fonds d'amortissement nécessaire à établir cette concurrence. On s'est engagé à me donner cela. En regardant la loi, je n'y vois rien de tout cela.

On donne à un syndicat le pouvoir d'aménager une centrale d'environ 50,000 chevaux-vapeur pour concurrencer un monopole qui génère plus de 3,342,000<sup>3</sup> chevaux-vapeur. Si c'est cela qu'on appelle de la concurrence d'État sur des points stratégiques, je ne connais plus la signification des mots. Ce n'est pas porter des coups vulnérables à des monopoles plus forts que le gouvernement que de leur faire concurrence en Abitibi et au Témiscamingue. Je n'ai pas l'intention d'en dire plus long sur cette question. Il est inutile de discuter car nous ne parvenons à rien changer aux lois du gouvernement. Il faudra endurer mais, lorsque le gouvernement réalisera combien la province est proche de l'abîme, peut-être comprendra-t-il.

Nous entrerons un jour dans une crise et, lorsque le gouvernement apprendra les effets de la crise et sera au bord de l'abîme, il réalisera peut-être trop tard qu'il a fait fausse route et comprendra l'importance de ce problème hydroélectrique pour notre province. Le premier ministre dit qu'il veut garder son titre de métropole à Montréal mais, à l'heure actuelle, Montréal a tout perdu comme métropole du Canada. Elle a perdu du terrain dans tous les domaines. Tout le commerce de gros et de détail ainsi que l'industrie lourde lui échappent.

Montréal ne pourra se relever pour tenir tête à Toronto, la ville-reine, tant que les taux d'électricité ne seront pas réduits et tant que l'électricité ne se vendra pas au prix de revient. Montréal ne pourra pas reprendre sa prépondérance tant que l'étatisation de l'électricité n'y sera pas établie. Ce problème - on pourra dire tant qu'on voudra que c'est une marotte de ma part - mais ce problème de l'électricité est beaucoup plus important qu'on ne le pense. Il est à la base même de la restauration sociale et économique de la province.

Ceux qui prétendent être prudents en la circonstance, en allant à petite dose contre un monopole aussi puissant, ont une prudence qui nous coûtera bien cher. Notre avenir économique est lié au problème hydroélectrique. Je comprends que nous avons été trompés sur toute la ligne. Je me suis battu pour une idée, je suis entré dans la vie politique pour une idée: on nous avait tout promis en matière

d'électricité et, plus j'étudie les bills que l'on présente, plus je m'aperçois qu'on n'obtient rien de cela. Je croyais pourtant avoir des engagements bien précis.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je mettrai de côté certaines des paroles peu aimables que l'on vient de dire. Je l'ai dit et je le répète, on semble s'être donné le mot d'ordre d'injurier le premier ministre.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je n'ai pas insulté le premier ministre. En quoi l'ai-je injurié?

**M. Drouin (Québec-Est)** proteste. Il n'y a pas eu d'injure.

**M. Boyer (Châteauguay):** Oui, vous l'avez injurié.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Québec-Centre ne paraît pas s'apercevoir. Il dit que le premier ministre n'a pas respecté ses engagements et que le gouvernement ne comprend pas que les monopoles sont plus forts que lui. (Souriant) L'honorable député ne m'a certainement pas fait de compliment, mais peu m'en chaut. Ça ne me fait rien. J'ai conscience de faire mon devoir, de travailler pour le meilleur intérêt de ma province et d'orienter la législation et l'administration dans la bonne voie. Ceux qui ne sont pas satisfaits établissent par leurs injures qu'ils n'en font pas une question de principe, mais une question personnelle. Je passe par-dessus. C'est chose facile étant donné qu'il ne faut pas lever le pied bien haut pour les franchir.

Il faut que le député de Québec-Centre et ses amis aient bien des préjugés pour ne pas vouloir comprendre la situation. Évidemment, l'opposition déguisée ne comprend pas les faits ni la situation, pour continuer à parler de la sorte. Comparons notre loi avec celle de l'Ontario. Dans la province d'Ontario, j'espère qu'il sait cela, l'Hydro a été formée sans que le gouvernement ne vote un sou. Nous établissons, nous, un Syndicat national de l'électricité, et nous lui votons \$10,000,000 pour la dépense initiale. En Ontario, le lieutenant-gouverneur en conseil dirige tout. Nous donnons, nous, au Syndicat des pouvoirs que l'Hydro ne possède pas. L'Hydro n'a aucun pouvoir pratique et le Syndicat national a des pouvoirs étendus!

Tous ceux qui sont de bonne foi admettront cela. Je veux croire à la bonne foi de ceux qui nous

critiquent, mais on me permettra bien de les plaindre et de signaler d'autres différences. Les grands experts savent-ils qu'en Ontario des ministres sont membres de la Commission? Pas ici. Dans la province de Québec, pas un ministre! Le Syndicat national n'en admet pas afin d'enlever tout caractère politique à ses activités. Est-ce que ceux qui connaissent tout sans étudier comprennent cela? C'est une amélioration considérable à laquelle les grands spécialistes n'ont pas songé.

J'espère que ceux qui savent tout et connaissent tout n'ignorent pas qu'au début l'Hydro Ontario a commencé à développer un pouvoir de 100,000<sup>4</sup> chevaux-vapeur vers 1912, et sans privilège d'acheter des pouvoirs hydrauliques. Nous avons davantage. On n'a pas acheté un pouvoir ni une chute.

Ici, le Syndicat national a le pouvoir d'exproprier et d'acheter les chutes et tous les pouvoirs hydrauliques dont il aura besoin; nous allons à la source de nos pouvoirs d'eau dès le début. J'espère que les grands savants n'ignoreront pas ça. En Ontario, au bout de plusieurs années, on a acheté un pouvoir d'eau. Elle achetait auparavant son électricité.

**M. Boyer (Châteauguay):** Prenez ça dans vos notes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans l'Ontario, l'Hydro n'a pas le droit d'exproprier les entreprises privées. Ici, le Syndicat national d'électricité a droit de tout acheter les pouvoirs avec l'approbation de la Chambre et du lieutenant-gouverneur en conseil. L'Ontario ne peut en dire autant. En Ontario, on ne peut rien faire sans l'autorisation du gouvernement. Ici, dans une foule de choses, il n'est pas besoin de cette autorisation.

Je ne reproche pas, dit-il, au député de Québec-Centre (M. Hamel) de ne pas tout savoir ce qui se passe ici. Le député de Québec-Centre étudie trop les choses des États-Unis. Il consulte de gros livres et n'a pas le temps de savoir ce qui se passe ici.

Le député de Québec-Centre a dit: "Le pouvoir du Témiscamingue ne peut développer qu'une centrale de 50,000 chevaux-vapeur." Mais c'est ridicule! L'honorable député n'a dit que la moitié de la vérité, lui le champion de l'honnêteté, car c'est au moins le double. Je dis que ce développement initial peut développer au-delà de 100,000 chevaux-vapeur. Il n'y a nul doute que le député de Québec-Centre s'est trompé. Lui qui a tout étudié, il a dû se tromper.

Il n'a pas dû se laisser influencer par d'autres considérations. Ou peut-être qu'il se laisse influencer par des générations électriques? Ce que l'honorable député de Québec-Centre voudrait au fond, je crois, c'est de créer une centrale de dissidence, établir une ligne de transmission de haine pour développer un courant et un syndicat de dissidents à base d'animosité contre le premier ministre. Le développement hydroélectrique pour certains n'est-il pas plutôt la génération électrique de préjugés?

(Rires et applaudissements)

Le député de Québec-Centre parle de points stratégiques. C'est ce que nous donnons au peuple. L'ancien ministre des Terres et Forêts<sup>5</sup> était en faveur de donner à la Noranda le développement du pouvoir que la province de Québec va exploiter. Il voulait le donner à M. Murdock, de bonne foi, j'en suis sûr.

**M. Drouin (Québec-Est):** Correct.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

On admettra que le gouvernement national est plus en faveur que lui de la nationalisation. Quand on parle de points stratégiques, on oublie qu'il n'y a pas de plus bel endroit pour faire la concurrence que là où se fait le développement minier. Le Témiscamingue est un centre stratégique. C'est un centre minier appelé aux plus grands développements. Il y avait déjà beaucoup de travail d'accompli vers le développement.

Nous avons dans la région du Témiscamingue et de l'Abitibi des possibilités infinies. Il y a une grande corporation privée qui vend de l'électricité. C'est la compagnie contrôlée par Nesbitt Thompson, la Northern Power. Il y a là un pouvoir qui peut développer au-delà de 100,000 chevaux-vapeur<sup>6</sup>. La Noranda voulait faire concurrence à la Northern Power. Nous avons dit: "Il est temps que les Canadiens prennent leur place et c'est la province qui va développer ces ressources hydrauliques pour le peuple."

Nous avons passé une loi pour obliger les compagnies à s'incorporer dans la province. Nous continuerons en disant que nous allons garantir davantage ce développement en le faisant nous-mêmes. Une compagnie voulait y établir une centrale, le gouvernement a voulu en prendre le contrôle afin de faciliter le placement des nôtres. Nous continuons à poser des actes.

Nous voulons faciliter toutes choses à la jeunesse et lui ouvrir des carrières nouvelles. C'est dans les mines que nous pouvons le plus facilement faire cela. Les points stratégiques, c'est là. Il faut songer à l'avenir. Un point stratégique, pour un

homme qui aime sa province, ce n'est pas simplement de proclamer des théories irréalisables, c'est l'endroit par excellence où nous pouvons refaire nos forces. Le Québec a été la première province à adopter une loi stipulant que toutes les compagnies en exploitation dans la province devront s'incorporer au Québec pour assurer le contrôle de la province sur leurs activités. Pendant que nos adversaires discutaient de détails accessoires, le gouvernement agissait et il continuera sur cette lancée.

Pourquoi prêcher des théories irréalisables? Pourquoi parler de cas qui ne peuvent se produire qu'en imagination? Les honorables députés de Québec-Est (M. Drouin) et de Québec-Centre (M. Hamel) se sont écrié au cours du débat: "Vous ne construirez pas vos centrales sur des points stratégiques." M. le président, nous faisons comme les troupes qui se préparent à l'assaut. Un chef d'armée qui veut que le succès couronne ses efforts doit savoir exécuter ce grand mouvement avant de se lancer à l'offensive.

Voilà la tactique que nous avons choisie. C'est la province, c'est toute la race, que tant d'erreurs du passé a fait reculer, qui se replie à l'endroit le plus approprié pour refaire ses forces avant de se lancer à l'attaque pour le développement de la province. Et c'est là que nous attendons l'ennemi. Nous l'attendrons là, et c'est là que nous triompherons. Là, puis partout ailleurs.

(Applaudissements à droite)

Pourquoi des chimères inutiles? On parle de la concurrence à la Montreal Light, Heat & Power, mais les dissidents ne s'entendent pas là-dessus. On parle de l'étatisation immédiate de la Beauharnois, mais le chef d'une journée, le député de Québec-Centre (M. Hamel), veut l'exproprier tandis que le député de Québec-Est (M. Drouin), le chef de l'autre journée, ne veut pas; il veut au préalable faire des études de ce projet. Nous, nous étudions la région la plus riche et nous pensons à faire la concurrence d'État aux compagnies.

M. le président, nous commençons! Après avoir posé cet acte courageux, nous pensons que, s'il était impossible d'avoir des compliments qui ne nous intéressent pas, nous pensons avoir mérité autre chose de nos amis que des injures et des insultes.

(Applaudissements à droite)

**M. Drouin (Québec-Est):** L'honorable premier ministre est bien habile. Il a procédé à sa façon habituelle. Il aime si peu être contredit, il aime si peu l'énonciation.

**Des députés ministériels: L'énonciation?**

**M. Drouin (Québec-Est):** Oui. Il aime si peu l'énonciation d'idées contraires aux siennes que, du moment qu'une opinion est exprimée, par tactique, il feint d'être insulté et injurié. Cela lui permet de faire des discours et se retourner vers un homme qui a simplement exposé son point de vue et, de temps à autre, le ridiculiser. Mais qui ridiculise-t-il? Celui qui, qu'on le veuille ou non, celui qui incarne le plus, dans cette province, la lutte contre les trusts. C'est lui qui a réuni tous les éléments qui ont combattu les trusts.

Pendant un quart d'heure, il a ridiculisé le député de Québec-Centre (M. Hamel). Celui qui a remué des arguments pour les donner au chef du gouvernement. Celui qui a aidé le gouvernement par sa parole et sa conviction, celui qui, par son dévouement, a relié des éléments divers pour les donner au premier ministre. Et le premier ministre a passé son temps à se moquer de lui, avec quelle ironie, avec quelle habileté? S'il y a quelqu'un qui ne doit pas être ridiculisé par le député de Trois-Rivières, c'est bien le député de Québec-Centre.

Le premier ministre laisse entrevoir que les pouvoirs du Syndicat sont supérieurs à ceux de l'Hydro ontarienne. Des pouvoirs supérieurs à l'Hydro? Mais où est la supériorité? Il n'y en a pas. C'est vrai que le nouvel organisme ne peut rien faire sans recourir au lieutenant-gouverneur en conseil dans les grandes transactions.

Je blâme le premier ministre de vouloir nous laisser croire que son organisme a des pouvoirs supérieurs à ceux de l'Ontario quand, à Toronto, on a tous les pouvoirs. L'Hydro a le pouvoir de faire des transactions et d'acheter des chutes d'eau. Le Syndicat a seulement le pouvoir de construire une centrale dans le Témiscamingue et dans trois autres endroits déterminés. À part cela, il faudra des obligations dont 60 % seront payées par le gouvernement et 40 % par le public. Le Syndicat ne peut rien faire ailleurs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Nous avons deux systèmes. Nous avons un système contrôlé par l'État qui a plus de pouvoirs que celui de l'Hydro Ontario. Nous avons un Syndicat national et un syndicat coopératif sur une base de 60 % contrôlé par l'État et de 40 % contrôlé par les actionnaires.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le premier ministre a dit que l'Hydro ne peut rien faire sans le gouvernement dans l'Ontario.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais c'est vrai cela!

**M. Drouin (Québec-Est):** Oui, mais le Syndicat n'a le pouvoir de bâtir des centrales que dans l'Abitibi et à Chibougamau seulement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons le pouvoir d'exproprier les pouvoirs d'eau dans toute autre partie de la province, dit la loi.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je n'ai jamais nié cela. Vous avez le pouvoir de construire des centrales à Chibougamau et dans le Témiscamingue, mais, quand il s'agit de centrales ailleurs, c'est une toute autre affaire. Que le premier ministre lise la loi. Vous n'avez pas le pouvoir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui.

**M. Drouin (Québec-Est):** Pour le premier système, celui du développement de la Noranda et de Chibougamau, le premier ministre a raison, mais, j'en suis sûr, l'autre système, celui du système contrôlé à 60 % par l'État et à 40 % par les actionnaires. Si le premier ministre veut m'éclairer...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Me permettez-vous une explication?

**M. Drouin (Québec-Est):** Oui, pour une seconde.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Bien, pour éclairer le député de Québec-Centre, ça prend plus de temps que ça!

Nous établissons un système avec plus de pouvoirs que celui de l'Ontario, à mon sens.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le mauvais sens.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y en pour qui le bon sens est le mauvais.

Nous disons, de plus, que ce système appartiendra à la province et qu'il pourra dépenser \$10,000,000, dès maintenant, pour l'établissement de centrales dans les comtés d'Abitibi, du Témiscamingue, de Roberval et du Lac-Saint-Jean, et partout ailleurs avec l'autorisation du gouvernement.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le premier ministre peut-il nous dire combien de chevaux-vapeur ce système pourra développer avec \$10,000,000?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le député de Québec-Centre le sait lui-même.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Avec \$10,000,000, vous ne pourrez développer que 50,000 chevaux-vapeur environ.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le député de Québec-Centre se trompe encore. C'est bien davantage! Comme les experts se trompent souvent, je vais lui dire encore une fois ce qu'il en est. La Noranda développait 50,000 chevaux-vapeur<sup>7</sup>, et ça coûtait \$5,000,000. Or, le développement de 50,000 chevaux-vapeur jusqu'à 100,000 chevaux-vapeur n'est pas ce qui coûte le plus cher. La différence n'est pas extraordinaire. Si nous construisons un barrage pour obtenir 50,000 chevaux-vapeur, nous n'avons qu'à construire ce barrage plus haut, plus large, plus puissant, et nous obtiendrons plus de chevaux-vapeur. Ce n'est pas là ce qui coûtera le plus cher. De plus, les fils de transmission qui transmettent 50,000 chevaux-vapeur ou 100,000 chevaux-vapeur ne coûtent guère plus.

C'est l'installation première qui coûte cher, et non celle dont nous avons besoin pour développer 100,000 chevaux-vapeur au lieu de 50,000. Je dis que, par conséquent, avec \$5,000,000 de plus, nous allons pouvoir développer au-delà de 100,000 chevaux-vapeur dans le Témiscamingue, et je crois même que nous en développerons 120,000. Pour 100,000, j'en suis certain, mais pour 120,000, je ne le garantis pas. Avec \$5,000,000, nous allons pouvoir développer 60,000 chevaux-vapeur. Ça va faire que les propriétaires de claims vont obtenir des taux réduits pour la force motrice. Avec \$10,000,000, nous développerons plus de 100,000 chevaux-vapeur et si le Syndicat a besoin de plus d'argent, la Législature lui en fournira.

Enfin, pour développer plus de chevaux-vapeur, nous n'avons qu'à refouler le courant davantage, qu'à doubler la précipitation de l'eau. Il n'est point nécessaire d'être un expert pour savoir cela; il n'est point nécessaire d'avoir des livres de Washington.

Et ainsi, la Nesbitt Thompson, qui contrôle la distribution de l'électricité là-bas, aura à taux réduits la force motrice nécessaire. Comme conséquence, la compagnie Nesbitt Thompson, qui fait partie du trust, va avoir une concurrence de l'État. Le développement minier du Témiscamingue, qui était paralysé jusqu'ici par cette situation, va prendre un nouvel essor inestimable. Ce sera des millions et des millions de dollars de plus à l'actif de cette province,

sans compter les milliers de jeunes qui pourront trouver du travail avec l'expansion minière du nord du Québec.

**M. Drouin (Québec-Est):** J'étais à parler de l'Hydro d'Ontario. Vous ne voyez aucune restriction dans la loi d'Ontario. Quand le premier ministre dit que ce syndicat aura des pouvoirs plus étendus que ceux de la Commission électrique de l'Ontario, il veut laisser dans le public cette impression que nous établissons une véritable Hydro électrique, et nous ne l'avons pas, cette Hydro électrique. Nous n'aurons qu'une centrale, dans le Témiscamingue.

Tout système étatisé doit être exploité pour l'intérêt de la majorité des consommateurs qui vivent dans des secteurs plus densément peuplés. J'insiste, dit-il, pour l'établissement immédiat d'un système entièrement provincial comme celui de l'Ontario, étant donné que le système électrique mis en place par le gouvernement pour l'arrière-pays n'aidera pas les consommateurs des milieux urbains. De plus, le trust devrait recevoir de la concurrence sur son territoire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le député de Québec-Est va-t-il admettre qu'à part les centrales au Témiscamingue, dans l'Abitibi et au Lac-Saint-Jean, nous pourrions établir des centrales partout dans la province?

**M. Drouin (Québec-Est):** Oui, c'est ce que je dis; on s'entend là-dessus. Mais ça, ce n'est plus l'établissement de centrales par l'État. Dans la loi, quand il s'agit des centrales aux points stratégiques, c'est le syndicat à 60 % seulement et 40 % qui intervient par des actions privées. En dehors de Roberval et du Témiscamingue, le Syndicat arrive. Ce n'est plus la province qui contrôle.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Non. Si l'honorable député de Québec-Est (M. Drouin) le veut, je vais lui expliquer de nouveau. Le Syndicat national peut créer des centrales tout seul ou suivant le système coopératif, à base publique ou privée.

Dans le premier chapitre de la loi, nous parlons d'un Syndicat national à base publique uniforme. Il s'agit du Syndicat national, purement et simplement. Ça, c'est complètement contrôlé par l'État, mais le chapitre 28 dit qu'à part des trois régions mentionnées dans la loi, le gouvernement pourra développer des pouvoirs ailleurs et établir des centrales. Cet article dit qu'il pourra se trouver des centrales en n'importe quel endroit dans la province.

Nous pourrions également faire des expropriations partout dans la province. L'article 30 qui est dans le deuxième chapitre traite du syndicat coopératif. Cet article dit que le syndicat, établi à 60 % des actions détenues par la province et 40 % souscrites par les citoyens, possédera tous les pouvoirs que possèdent tous les syndicats à base unique. Si le député de Québec-Est veut ne pas regarder le député de Québec-Centre et regarder attentivement la loi, il verra que l'on a deux systèmes, deux moyens de créer des centrales; d'abord un système à base unique qui possédera le pouvoir d'établir des centrales partout dans la province et d'acheter n'importe quelle compagnie. Le Syndicat a donc exactement les mêmes pouvoirs que le système précédent. Quand il aura bien lu l'article sans songer au gouvernement et au premier ministre, il ne pourra faire autrement que de s'écrier: "Je félicite le gouvernement; il est allé dans cette loi plus loin que je le voulais."

(Applaudissements à droite)

**M. Drouin (Québec-Est):** "Je félicite le gouvernement; il est allé plus loin que je le voulais." Comprenez-vous, M. le président, tout ce qu'il y a de beau dans ces derniers mots du premier ministre? Que le premier ministre regarde donc sa loi. Pour moi, c'est clair pourtant: le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le Syndicat à émettre des actions pour toute entreprise qu'il permet.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, pour les centrales établies en vertu des deux systèmes, sauf pour le Témiscamingue, l'Abitibi, les régions du Lac-Saint-Jean et de Roberval.

**M. Drouin (Québec-Est):** Mais parlons donc maintenant de la Noranda. Le premier ministre a évoqué tout à l'heure des souvenirs personnels au sujet de la Noranda. J'en ai parlé, lors du discours du trône, et je me contenterai de répéter la déclaration suivante: pendant tout l'automne, au cours duquel j'ai été ministre, il y a eu une bataille afin de savoir si le pouvoir que John Murdock voulait développer serait toléré ou non. Lors du discours du trône, la seule issue qui était en jeu était une bataille entre la Noranda et la Quebec Northern Power, subsidiaire de la Southern Canada Power et de la Power Corporation.

La Quebec Northern, subsidiaire de la Southern Canada Power, répète-t-il, ne voulait pas que ce pouvoir fût concédé à la Noranda. J'étais pour faire concurrence à ce trust.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Par la Noranda.

**M. Drouin (Québec-Est):** Oui, j'étais en faveur d'accorder ce pouvoir à la Noranda, afin de créer de la concurrence à la Quebec Northern Power parce que, jusqu'alors, cette dernière compagnie avait le contrôle du pouvoir dans la région. Des gens que j'avais consultés me disaient: "Ne fais pas une telle tentative dans l'Abitibi, tu sais ce qui va arriver." Après cela, je me suis aperçu que, dans cette région, comme partout ailleurs dans la province, dans tous les endroits où aucune compagnie ne développait de pouvoirs, nous ne devons pas permettre aux compagnies d'en développer, et que la province devait plutôt opérer ces pouvoirs elle-même.

C'est à ce moment que je me suis déclaré en faveur du développement par la province de la Noranda pour qu'elle fasse concurrence à la Quebec Northern, et qu'ailleurs, où aucune compagnie ne développait les pouvoirs d'eau, la province se chargeât du développement hydroélectrique. Mais, jusqu'au 15 février au matin et même au 16 février dernier, le cabinet provincial était opposé au développement par la province de la Noranda et à toute tentative d'étatisation. Le gouvernement ne voulait pas entendre parler de développer une Hydro.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre, et je nie les déclarations de l'honorable député de Québec-Est (M. Drouin) qui sont contraires aux faits. Il ne dit pas toute la vérité. Si nous avions écouté le député de Québec-Est, nous avons des témoins et quantité de témoins, et je ne parle pas de ce qui s'est passé au cabinet, si nous avions écouté alors le député de Québec-Est, jamais la province n'aurait pu développer de pouvoirs d'eau à cet endroit, car le député de Québec-Est voulait donner ce pouvoir à la Noranda. Nous aurions donc laissé la Noranda faire concurrence au trust de la Power Corporation.

Et, dans le temps, *Le Devoir* a publié un article préconisant la vente de la Noranda. Le député de Québec-Est ne pourra pas aussi faire autrement que d'admettre que, dès le début de notre arrivée au pouvoir, mes premières paroles furent alors à l'effet que le gouvernement ne permettrait à aucune compagnie privée de développer des pouvoirs dans les endroits où aucune compagnie n'était en opération.

J'ai déclaré alors que, dans les régions minières, il fallait que ce fût l'État qui prit le contrôle du développement hydroélectrique. Ça a toujours été

la politique de notre gouvernement, et il n'est pas un homme de bonne foi qui viendra soutenir le contraire.

(Applaudissements)

**M. Drouin (Québec-Est):** M. le président, si l'on veut des précisions, je suis capable d'en donner et je n'ai pas peur d'en donner. Ma bonne foi se compare à celle du premier ministre. Je répète que jusqu'au 12 février, et je vais lui donner des précisions puisqu'il se dit consentant à me délier des secrets du cabinet; qu'il amène des témoins s'il le veut. Jusqu'au 12 février, c'est-à-dire la dernière fois que j'assistai au conseil des ministres, je n'entendis pas parler de concurrence. Je dis et je répète que pour aucune considération quelconque, on ne voulait me donner aucune forme d'étatisation et de concurrence comme je la voulais.

Le lendemain, le 13 (février), c'est alors que *L'Action catholique* publiait la nouvelle de mon désaccord avec le cabinet. Je me rendis ensuite à Montréal, le 14 (février). Tous les journaux avaient la nouvelle de ma démission. Et le 15, j'y rencontrai le premier ministre et c'est alors que, pour la première fois, il fut question d'étatisation en Abitibi<sup>8</sup>. Le 16 (février) au matin, j'ai de nouveau rencontré le premier ministre au Château, à Québec, et il m'a de nouveau parlé de cette question. Mais jusqu'au 12 (février), jamais le cabinet n'avait fait la moindre concession en matière d'étatisation.

On a parlé de la Noranda. Parlons-en de la Noranda! J'ai été, l'automne dernier, c'est vrai, en faveur d'un développement de la Noranda. J'ai cependant changé d'idée aux derniers jours qui ont précédé ma démission.

Je n'ai pas honte de le dire et, moi-même, quelques semaines avant ma démission, j'ai préconisé devant le cabinet, à un moment donné, l'installation d'une Hydro en Abitibi et ailleurs. Qu'on ne vienne donc pas essayer aujourd'hui de changer les faits. Les faits sont là.

Mais je m'attarderai à la dernière phrase du premier ministre; il l'a prononcée au cours d'une grande envolée, en parlant du fait que la province et la race se repliaient devant les trusts de l'électricité. Combien vrai! Il recule devant l'ennemi, il s'éloigne devant le Montreal Power, la Shawinigan Power...

**M. Boyer (Châteauguay):** Il n'a pas dit cela. Vous n'avez pas compris ce que le premier ministre vous a dit tout à l'heure pour parler comme ça.

**M. Drouin (Québec-Est):** M. le président, je n'ai pas d'objection à ce qu'on me pose des

questions, mais pas d'interruption. Qu'on ait au moins le courage de se lever de son siège.

**M. Boyer (Châteauguay):** J'en ai autant que vous! Je peux vous en vendre, du courage.  
(Rires)

**M. Drouin (Québec-Est):** C'est facile d'avoir de votre courage à vous quand il ne s'agit que d'interrompre celui qui traite d'une question sérieuse.  
(Rires)

**M. Boyer (Châteauguay):** (Se levant) Me permettez-vous une question?

**M. Drouin (Québec-Est):** Certainement.

**M. Boyer (Châteauguay):** Est-il vrai que, parce que vous n'étiez pas content, vous avez envoyé un télégramme au ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) menaçant de démissionner sur une question de "pit" de gravier dont ne bénéficiait plus votre frère?

(Applaudissements à droite)

**M. Drouin (Québec-Est):** Le député de Châteauguay est le député le plus poli de cette Chambre.

(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Très bien.

(Rires)

**M. Drouin (Québec-Est):** Il aime à interrompre tout le monde, le député de Châteauguay. C'est un violent qui regrette ensuite ce qu'il dit sous l'effet de la colère.

(Rires)

**M. Boyer (Châteauguay):** Ça ne répond pas à ma question, ça!

**M. Drouin (Québec-Est):** Votre question sur cette affaire-là de "pit" de gravier, mais on l'a vidée l'autre jour. Je vois d'ici le ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) qui est le premier à sourire. Cette histoire de puits de gravier, cela s'est déroulé en décembre. En janvier, j'étais de retour. Personne n'y pensait plus. Mes relations avec les membres du cabinet ont été aussi cordiales après qu'avant.

Mais le député de Châteauguay aime ça interrompre. Pourquoi? Il fait ce petit jeu pour essayer encore de salir des réputations. Au cours des



grandes questions discutées en Chambre, il a un air particulier d'interrompre les orateurs qui ne font pas son affaire et, aujourd'hui encore, alors que nous parlions de grandes questions, il est le premier à s'enterrer et se fourrer dans un puits de gravier.

(Rires)

Oui, le gouvernement se replie devant l'adversaire, comme le premier ministre dit vrai. Il se replie devant la Montreal Light, Heat & Power, devant la Shawinigan, devant la Southern Canada Power.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Ce sont les compagnies qui plient. Le député de Québec-Est n'ignore pas que la Montreal Light Heat & Power, à la demande du premier ministre, va payer \$300,000 à la ville de Montréal, que la Shawinigan, qui est intéressée dans les tramways de Montréal... M. Julian C. Smith<sup>9</sup> est venu me voir à cet effet, que les tramways vont payer \$1,000,000 à la ville de Montréal. Je rappelle, dit-il, que le Bell Telephone devra payer des sommes considérables à Montréal. De cette sorte de repli, j'en souhaite au député de Québec-Est (M. Drouin).

(Applaudissements à droite)

**M. Drouin (Québec-Est):** On replie devant ses ennemis. Le premier ministre l'a lui-même avoué. La race replie et recule!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que j'ai replié devant le député de Québec-Est lorsqu'il fut question de sa démission?

**M. Drouin (Québec-Est):** Non.

(Applaudissements à droite)

Je ne lui ai pas demandé de reculer, je savais qu'il ne reculerait pas, c'est un homme qui ne recule jamais.

(Applaudissements à droite)<sup>10</sup>

Le premier ministre se cramponne sur la fausseté comme une statue sur son rocher. Il se cramponne à une attitude, qu'il ait tort ou qu'il ait raison, il n'en démord plus. Il est intangible comme une statue. Il dit: "Quand même on me convaincrat, je ne reculerais pas."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand c'est pour le bien de ma province et que la vérité est de mon côté, oui.

**M. Drouin (Québec-Est):** Il a parlé de ma démission. Je n'ai pas d'objection à en parler. La

démission que j'ai donnée, elle est là; les textes sont clairs. Je n'ai rien à retirer. Et si c'était à recommencer, je ferais encore de même.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ça me fait de la peine d'être obligé de le dire, mais si c'était à recommencer de ce côté-ci, je ne ferais pas la même chose pour le député de Québec-Est.

(Rires et applaudissements)

**M. Drouin (Québec-Est):** Oh! Je comprends.

Le premier ministre veut faire de l'esprit, mais la province souhaiterait qu'il fasse plus d'esprit national.

(Applaudissements de la gauche dissidente)

Le premier ministre veut peut-être laisser croire qu'il n'était pas content de m'avoir lorsqu'il s'est agi de conclure l'alliance avec l'Action libérale nationale. Mais, je sais qu'il était bien content pourtant de m'avoir dans le temps, quand il était dans l'opposition, quand j'ai voté avec lui à la session de 1935, quand il a été abandonné par Paul Gouin. Il a été content de m'avoir pour refaire les liens de l'Union nationale. Il a été content de m'avoir comme organisateur en chef du nouveau parti.

Mais nous entendons souvent dire que le premier ministre a sacrifié une clientèle princière comme avocat pour devenir premier ministre. Il n'est pas le seul qui a sacrifié son bureau. Va-t-il jusqu'à oublier que, moi aussi, j'ai sacrifié mes affaires personnelles, ma clientèle, pour me consacrer entièrement au triomphe du parti? Il y en a d'autres en cette Chambre. Va-t-il jusqu'à oublier que nous avons sacrifié nos affaires comme lui...

**M. Barrette (Terrebonne):** Nous autres aussi, nous avons tous sacrifié nos affaires.

(Rires)

**M. Drouin (Québec-Est):** Mais si le premier ministre oublie cela, lui, il reste avec le pouvoir et, nous, avec nos idées.

(Applaudissements de la gauche dissidente)

On fait allusion à ma démission, à des puits de gravier. Je suis prêt, comme tout le monde, à discuter de n'importe quoi qui se rapporte à ma démission. Je n'ai pas peur. Si le premier ministre veut soulever une foule de choses étrangères au débat, je suis prêt à les discuter. Je suis prêt à parler de la formation du cabinet, de tout. J'aurais bien des choses à dire sur les incidents dont le premier ministre a parlé.

**M. Barré (Rouville):** Je soulève un point d'ordre: nous sommes ici depuis assez longtemps et nous en avons eu assez de ces discussions personnelles. Je crois qu'on devrait s'en tenir aux articles du bill discuté. Je comprends que quand on est attaqué, on a le droit de se défendre. Mais j'entends dire le député de Québec-Est qu'il est prêt à discourir sur une foule de choses. Je crois que cela dépasse les bornes. Nous sommes à discuter une loi importante et on s'éloigne du sujet.

**M. Drouin (Québec-Est):** C'est aussi mon opinion. L'honorable député de Rouville a raison. Il est nécessaire de se limiter. Je vais m'en tenir là pour le moment; mais si on revient sur ces choses, je suis prêt à entrer sur le même terrain. Un dernier mot sur la question: pourquoi le gouvernement, s'il veut établir une concurrence d'État comme il l'annonce dans son bill, n'établira-t-il pas la concurrence d'abord sur des points stratégiques, c'est-à-dire la concurrence d'abord contre la Montreal Light, Heat & Power, la Shawinigan et la Southern Canada Power et autres grosses compagnies d'électricité? Le premier ministre se replie dans les bois du Témiscamingue. Nous restons sur nos positions.

**M. Pouliot (Missisquoi):** M. le président, je félicite l'honorable premier ministre de cette mesure que le peuple attend depuis longtemps. Le premier ministre tient parole.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous nous éloignons de la question.

**M. Pouliot (Missisquoi):** Il me fait plaisir de me prononcer en faveur de la présente loi et de prouver ici, avec des documents sérieux que l'honorable premier ministre tient ses promesses et, bientôt, les citoyens de cette province en retireront des avantages très appréciables.

Certains sans doute ne seront jamais satisfaits et continueront à parler de l'Hydro Ontario, et c'est aussi ce que je me propose de faire aujourd'hui.

La Commission hydroélectrique d'Ontario fut créée en 1906, mais les travaux ne furent commencés qu'en 1909, l'œuvre d'un grand réalisateur, Sir Adam Beck. Personne ne contestera que ce dernier fut un grand réalisateur, mais, M. le président, je prétends que, quand le député de Québec-Centre (M. Hamel) et ses amis parlent d'exproprier les compagnies d'électricité du Québec afin de constituer une Hydro québécoise, la situation n'est pas du tout la même dans les deux provinces.

Car, en Ontario, ce qui existe présentement s'est fait sur une période d'environ 30 ans, quand la main-d'œuvre et matériaux étaient en moyenne beaucoup plus bas que maintenant, tandis qu'ici, dû à l'imprévoyance des gouvernements libéraux durant toute cette période, nous nous trouvons en face d'un fait accompli, et l'expropriation basée sur le coût de remplacement d'aujourd'hui plus les dommages représenterait une somme formidable et nous laisserait dans une situation moins favorable eu égard au coût réel de l'un et l'autre système.

On a dit qu'un montant d'environ \$650,000,000 était investi dans les compagnies d'électricité du Québec. L'Hydro Ontario coûte environ \$300,000,000 et ne couvre pas toute cette province, plusieurs compagnies privées opérant en Ontario.

Il est donc déraisonnable de prétendre, comme le fait le député de Québec-Centre, qu'en 1965, si rien ne survient, Ontario aura amorti toute la dette de l'Hydro, tandis qu'ici rien de tel n'aura été fait. Tout le monde sait que toute compagnie d'électricité, un tant soit peu bien administrée, pourvoit à la dépréciation et à l'amortissement de sa dette, et par conséquent, de ce point de vue, la situation est la même dans l'une et l'autre provinces. Pour conserver leurs clients industriels, les compagnies du Québec devront rencontrer les taux ontariens en 1965 et d'ici là, comme elles le font actuellement.

La nationalisation, telle que prêchée par l'honorable député de Québec-Centre pour la province tout entière, serait-elle la solution idéale?

Je ne le crois pas. La nationalisation n'empêche pas, que je sache, toutes erreurs d'administration ou autres. Je vous prie de croire, M. le président, que je désire comme tout citoyen bien pensant les taux les plus bas, et que tous les abus soient réprimés. Je ne veux nullement me faire le défenseur des compagnies, mais je désire analyser la situation froidement sans aucun parti pris. La nationalisation, pas plus que l'initiative privée, n'est à l'abri des erreurs. À preuve, ce montant de \$8,232,968 qu'avait payé l'Hydro Ontario à venir au 31 octobre 1935 pour du pouvoir acheté et non utilisé ou revendu. Ceci résultait dans des déficits et, pour les années 1932 à 1935 inclusivement, la Commission, pour ces quatre années, devait charger, au débit de la réserve du système de Niagara, un non moindre montant de \$12,529,913.

En Ontario, Sir Adam Beck, l'initiateur, pourrait-on dire, de l'Hydro Ontario, fut empêché par le gouvernement Drury, il y a une douzaine d'années,

d'engloutir une dizaine de millions dans des lignes de tramways rurales. Voyez-vous quelle serait la valeur de ce placement avec les bonnes routes et les milliers d'autos de notre époque?

La nationalisation d'un de nos chemins de fer a-t-elle donné les résultats espérés? Non pas.

Admettons que l'Hydro Ontario vende son électricité meilleur marché aux usagers domestiques qu'il n'est payé dans le Québec, mais il ne faut pas oublier que l'entreprise de l'État ne paie point de taxes, tandis que les compagnies privées en paient et qui se chiffrent par millions. Ceci peut expliquer une différence dans les taux chargés.

Supposons aussi que la province exproprie les pouvoirs électriques et émet des obligations à intérêt de 3 %, les obligataires perdront la différence entre 3 % et le taux actuellement payé par les compagnies et qui varie de ce taux à 5 %.

Ontario a inauguré une politique d'électrification rurale en 1927. Au 31 octobre 1935, il y avait 10,000 milles de lignes dans ses campagnes, la province payant la moitié du coût de ces lignes. De 1927 à 1935, ces octrois ont coûté à cette province un montant de près de \$10,000,000. Et encore, si le cultivateur ontarien pouvait bénéficier de l'éclairage à bon marché. Le député de Québec-Centre (M. Hamel) ou de Montmagny (M. Grégoire) n'ont jamais que je sache donner les chiffres qui suivent et qui sont à retenir; jusqu'en 1935, tout cultivateur ontarien devait payer une charge fixe et mensuelle de \$2.50 en plus du courant utilisé. D'octobre 1935 au 1<sup>er</sup> janvier 1937, cette charge fixe et mensuelle était de \$2 et n'a été réduite à \$1 que le 1<sup>er</sup> janvier, 1937. Que voyons-nous chez nous? À Saint-Évariste, comté de Frontenac, par exemple, où la Shawinigan fournit le courant, à l'heure présente la charge fixe mensuelle est de 30 cents.

Il ne faut pas oublier ces choses quand on parle de taux d'électricité, car elles ont leur importance.

Les obligations de l'État rapporteraient moins cher à leurs détenteurs que les obligations des compagnies. Les tenants de l'étatisation à outrance et tout de suite en cette province n'ont encore émis que des théories. Pardon, M. le président, ils se sont prononcés sur un point, à savoir leur ferme détermination de ne respecter aucun contrat, de favoriser une conversion forcée, de n'exproprier que ce qui ferait leur affaire, pourvu qu'en ce faisant ils puissent avoir raison.

(Parlant d'électrification rurale) Les cultivateurs ontariens, dit-il, paient plus cher à leur Hydro en fait de charge fixe mensuelle que les cultivateurs québécois ne paient aux compagnies; la

compagnie Shawinigan a dépensé \$440,000 en 1936 pour l'électrification rurale.

M. le président, savez-vous que des amis du député de Québec-Centre ont prétendu qu'à Montréal, un montant annuel de \$12,000,000 de trop est payé par la population pour son électricité, quand la Montreal Light, Heat & Power qui dessert presque toute l'île de Montréal, soit 15 différentes municipalités, n'a réalisé, pour l'année 1936, que \$16,500,000, au chapitre de l'électricité, en recettes brutes totales? Cet argument est ridicule à sa face même. Sur un revenu total de \$22,000,000 pour gaz et électricité, cette compagnie a des dépenses d'exploitation de \$8,818,967, des taxes pour \$2,524,229, des charges fixes de plus de \$3,000,000. Comment concilier ceci avec l'argument que les consommateurs paient \$12,000,000 de trop par an? La Montreal Light, Heat & Power paie en taxes de toutes sortes 11.5 % de ses recettes brutes. Ses actions et obligations sont détenues par 46,761 porteurs, dont 86 % résident dans la province de Québec.

On dit que les taux domestiques devraient être abaissés à Montréal: c'est incontestable. Et ailleurs aussi. À Farnham où je demeure, ville de 4,200 de population, 200 kilowatts-heure fournis par la compagnie Southern Canada coûtent \$4.50, 300 kilowatts-heure, \$6, tandis qu'à Montréal avec son million de population et sa grande densité, 200 kilowatts-heure ne coûtent que \$0.10 de moins, soit \$4.40, 300 kilowatts-heure que \$0.70 de moins, soit \$5.30.

Il est intéressant de noter toutefois la consommation moyenne des abonnés montréalais.

17,000 abonnés paient \$0.60 par mois. (Minimum).

70,000 abonnés paient de \$0.61 à \$1 par mois.

57,000 abonnés paient de \$1 à \$1.50 par mois.

Soit un total de 144,000 abonnés.

C'est donc dire que plus des deux tiers des factures pour service domestique ne rapportent en moyenne qu'environ \$0.97 par mois chacune.

76,000 abonnés paient un montant supérieur à \$1.50 par mois, donnant pour les 220,000 abonnés, une moyenne de \$1.44 par mois, soit moins de \$18 par an. Comme le disait l'honorable premier ministre, la lumière s'obtenant pour rien, les intérêts des ouvriers seront encore mieux sauvegardés en leur procurant du travail et un salaire raisonnable.

L'honorable député de Québec-Centre (M. Hamel) aime les comparaisons, mais il omet parfois ce qui ne fait pas son affaire.

Ainsi, jamais il ne dit que la facture minimum, qui est de \$0.60 à Montréal, est de \$1.75<sup>11</sup> à Toronto, que la consommation moyenne de 47 kilowatts-heure en 1935, à Montréal, était de 162 kilowatts-heure à Toronto et de 312 kilowatts-heure à Ottawa, qu'il y a plus de consommateurs dans une ville de 5,000 âmes en Ontario que dans Québec. Il n'a jamais dit, que je sache, que l'Hydro ontarienne, même dans la ville de Toronto, fournit du courant à fréquence de 25 cycles tandis que, dans notre province, toutes les compagnies donnent du 60 cycles, et ce 25 cycles donne une lumière flottante et qui fatigue la vue? La lumière à fréquence de 60 cycles, tout le monde l'admettra, est infiniment préférable, dût-elle coûter un peu plus cher.

M. le président, savez-vous que la Beauharnois seule pourrait éclairer tout le Québec rural et disposer encore de 330,000 chevaux-vapeur? On estime en effet qu'il suffirait de 50 chevaux-vapeur pour les besoins de chacune de nos 1,400 municipalités rurales. Beauharnois développe présentement plus de 400,000 chevaux-vapeur avec un potentiel de 2,000,000 de chevaux-vapeur.

Me serait-il permis de suggérer au gouvernement d'adopter, pour ce développement, de l'énergie à 60 cycles et non du 25 cycles, comme c'est le cas à Noranda et à Toronto? Ce 25 cycles nous est venu par le prolongement dans cette région des lignes d'Ontario.

Quiconque part d'une section de la province, où la lumière est à 60 cycles, pour résider dans la section minière de notre province, ne peut utiliser son radio ou ses appareils électriques sur du 25 cycles, et il serait désirable que ce soit uniforme dans toute la province au plus tôt. On a prétendu que la compagnie Noranda elle-même serait disposée à faire les déboursés nécessaires pour se conformer à ceci, car elle se sert maintenant du 25 cycles.

M. le président, la question de l'électricité dans notre province a passionné les esprits. Il ne faut pas s'emballer et, pour ma part, j'ai une confiance absolue dans le premier ministre pour mettre de l'ordre dans ce domaine et nous procurer des taux plus bas et à brève échéance.

En voulez-vous une preuve? Je la trouve dans la tenue de la cote des actions communes de nos compagnies d'électricité aujourd'hui, à comparer aux prix du 28 février dernier, veille de l'ouverture de la session et de la lecture du discours du trône: (Voir le tableau à la colonne suivante)

<i>Compagnies</i>	<i>23 février</i>	<i>5 mai</i>	<i>Baisse</i>
M. L. H. & P. ....	33¾	29½	4¼
Quebec Power .....	23½	19¾	3¼
Shawinigan .....	33¾	27½	6¼
So. Can. Power .....	17½	13¾	3¾

**M. Hamel (Québec-Centre):** Mes chiffres, dit-il, ne concordent pas avec ceux du député de Missisquoi.

**M. Pouliot (Missisquoi):** Que le député de Québec-Centre et ses amis parcourent la province et parlent de Washington, des trusts, de dictature économique, ça ne prendra plus, car ils ont été pesés et trouvés trop légers; leurs idées sont vagues, nébuleuses, contradictoires, à base de reniement de contrats, de conversion forcée de dettes, presque de confiscation.

La population de Québec possède un gouvernement énergique qui ne craint pas de parler haut et ferme aux puissances d'argent, et tant vaut le gouvernement, tant valent les lois. Aussi vivrons-nous des années de paix, de justice, d'honnête administration tant désirées et impatiemment attendues par l'intelligente population de la province.

L'expérience que tente le gouvernement dans une région prometteuse de notre province sera, j'en suis convaincu, un franc succès. C'est le commencement d'une politique sage d'Hydro provinciale sans expropriations coûteuses, avec une administration impartiale.

J'étais à Québec le jour de l'assermentation du cabinet et, franchement, j'étais peiné alors de voir le député de Québec-Centre sans portefeuille. Mais j'ai entendu son argumentation depuis, lors de la session l'automne dernier et au cours de l'actuelle session, et j'ai compris pourquoi il en était exclu. Il s'est prononcé à plus d'une reprise en faveur d'hérésies économiques.

Je reconnais au premier ministre un flair merveilleux. Le député de Québec-Centre (M. Hamel) a certes droit à ses opinions que seul il peut résoudre le problème de l'électricité. Néanmoins il est indéniable qu'il y met depuis des mois du parti pris; il n'approuve rien, il voit dans nos lois des dangers imaginaires. Aussi, ma confiance en lui a diminué.

Quel désastre pour la province, M. le président, si jamais il eût été appelé au premier poste! Des malins prétendent qu'il se soit cru de

taille. La population comprend maintenant parfaitement. Elle sait que le gouvernement actuel n'est pas l'ami des trusts.

(Applaudissements à droite)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Après ce discours du député de Missisquoi, je suis convaincu que le gouvernement est contre la nationalisation et la municipalisation de l'électricité. Tout le monde en sera convaincu. Ce discours est la confirmation des remarques du député de Québec-Est (M. Drouin). C'est une charge à fond de train contre la municipalisation.

**M. Pouliot (Missisquoi):** C'est pour une nationalisation prudente.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je ne relève pas ce qu'on a bien voulu dire de moi personnellement. Mais on a dit que je ne connaissais rien, etc.; passons là-dessus. Vous me dites encore que je me contredis. Eh bien! Nommez-moi donc un ingénieur, un expert qui, dans cette province, s'est prononcé ouvertement contre le système que je préconise. Jamais un ingénieur n'a mis son nom au bas d'un article pour me contredire! Et maintenant, si vous voulez me passer votre discours pour que je l'étudie, je me charge de le démolir en peu de temps et de détruire ses arguments. Nous vous démontrerons ça avec des pièces justificatives, point par point.

L'électrification rurale est tout à fait différente dans l'Ontario. Dans la province de Québec, on a un réseau de 12,128 milles<sup>12</sup> de lignes de distribution tandis que le district rural ontarien possède 10,000 milles de lignes seulement.

Il (M. Hamel) cite des statistiques pour démontrer que l'électrification rurale est six fois plus avancée en Ontario que dans la province de Québec.

Voyez-vous la différence?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, mais cela est dû au fait que la population rurale de l'Ontario est plus dense que celle du Québec. Nous n'avons pas de région semblable dans le Québec.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Ce n'est pas exact, non. Le premier ministre fait erreur. Vous prenez vos renseignements à la mauvaise source.

**M. Bastien (Berthier):** C'est M. Sévère Godin qui l'instruit.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Il y a réellement peu de districts qui ressemblent à ceux de Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'on prend, par exemple, la région qui va de Niagara Falls à Toronto, on se rend compte de la différence entre les deux provinces. Si l'on construit une ligne de transmission et de distribution entre Québec et Montréal, qu'est-ce qui arrivera? Après avoir quitté Québec, il faudra arriver à Cap-de-la-Madeleine avant de rencontrer un centre un peu populeux. Il y a ensuite Trois-Rivières, Louiseville et Montréal.

C'est différent pour le district entre les chutes Niagara et Toronto. Il y a d'abord la ville de Niagara, centre populeux, séparé de St. Catharines, une ville de 50,000 habitants, par des villages populeux. Il y a ensuite la péninsule de Niagara qui est le district agricole le plus prospère de l'Ontario. C'est ensuite Hamilton, la deuxième ville de l'Ontario, les banlieues de Toronto qui comprennent plusieurs petites villes importantes et Toronto. Les fils portant 50,000 chevaux-vapeur servent à quelque chose.

Cela veut dire que l'on aura une ligne qui distribuera du courant entièrement consommé. Ici, nous ne verrions pas cela si nous faisons la même chose. Entre Québec et Montréal, si vous construisez une ligne pour 50,000 chevaux-vapeur, vous n'en utiliserez pourtant que 10,000 sur le parcours, et nous devons payer les dépenses que coûtent les 50,000 chevaux-vapeur.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Les rapports que nous transmet l'Ontario à ce sujet sont si bien faits que l'on peut dire combien il y a de clients par ligne. Dans l'Ontario, il est vrai que l'on paie une charge fixe de \$7, mais c'est pour 15 chevaux-vapeur.<sup>13</sup> Dans notre province, il en coûterait par contre \$22.50. En Ontario, l'on accorde une ligne pourvu qu'il y ait trois clients par mille qui la demandent. Ici, il en faut beaucoup plus: 15. L'argument du premier ministre tombe donc.

L'Ontario est plus avancée que la province de Québec en matière d'électrification rurale. Ce n'est pas un préjugé de ma part, loin de là; je veux vous croire sincère, car vous êtes empoisonné par les mensonges de ces compagnies où l'on ment continuellement. D'ailleurs, le président Roosevelt a dit qu'il faudrait présenter une loi pour empêcher les compagnies de donner des faux rapports sur cette question. À l'enquête Lapointe, il a été démontré qu'il y avait pour \$40,000,000 de stock mouillé dans la Montréal Power, sans tenir compte de la valeur en

bourse. Maintenant, je dis que la présente loi n'empêchera pas le mouillage des stocks. La Montreal Electric<sup>14</sup>, une filiale de cette compagnie, a multiplié son capital 45 fois<sup>15</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Québec-Centre oublie que, dans nos lois, la Régie pourra établir les taux sans tenir compte du capital; alors ces chiffres n'entrent plus en ligne de compte.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Mais, vous vous basez sur l'achalandage. Ce n'est pas mieux! L'achalandage permettra d'arriver au même résultat.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député de Québec-Centre vend son bureau de dentiste, est-ce qu'il ne tiendra pas compte de sa clientèle?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Ce n'est plus du tout la même chose car, en la matière que nous discutons, il s'agit d'un droit de tous les citoyens. C'est du droit de la collectivité dont il est question et non du droit personnel.

On a donné aux compagnies un droit exclusif de vendre l'électricité. On a créé un monopole et vous continuez dans la même conduite.

Il (M. Hamel) cite d'autres chiffres et une lettre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Québec-Centre est-il pour ou contre la loi? Qu'il le dise. Actuellement, on discute en se basant sur des chiffres. On va pouvoir, à tour de rôle, leur faire dire tout ce qu'on voudra. Mais prenons donc les faits...

**M. Hamel (Québec-Centre):** Vous aiderez les compagnies à mouiller leurs stocks.

**M. Pouliot (Missisquoi):** Admettez-vous qu'en 1945, les compagnies seront forcées d'abaisser leurs taux, sinon elles perdront leurs clients?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Alors, pourquoi ne les baissent-elles pas tout de suite?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est ce que nous les forçons à faire par notre loi.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Hier, on nous reprochait de voter contre la deuxième lecture de

cette loi qui est censée favoriser l'électrification rurale. Ce n'est pas parce qu'une loi contient trois ou quatre lignes de bonnes qu'il faut l'appuyer quand le reste est mauvais. Le 17 mai 1935, le premier ministre votait pourtant contre une loi où l'on offrait de souscrire 50 % de l'électrification rurale. Nous avons voté hier contre la deuxième lecture de la loi parce qu'elle ne rend pas justice au peuple de cette province.

Vous faites des centrales au Témiscamingue, précisément là où vous aurez à supporter la concurrence des autres compagnies. C'est très bien la concurrence dans l'Abitibi, si l'on veut, mais dès qu'on arrive dans un territoire où une autre compagnie est déjà établie, on parle d'un syndicat coopératif avec des actions vendues dans le public et sur lesquelles il faudra payer des intérêts. C'est formidable!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je l'ai dit et je vais le répéter. Je vais tâcher d'être bien clair. Nous instituons deux systèmes, un système national et un système à base coopérative<sup>16</sup> sur une base de 60 % et 40 %. Nous donnons des pouvoirs établis aux deux. Lorsqu'il s'agira de savoir s'il est préférable d'adopter le système coopératif, c'est la Chambre qui décidera. Le système national est obligatoire pour les régions mentionnées dans la loi et l'on peut l'étendre à toute la province.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Ce n'est pas ce que dit la loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si la loi disait cela, est-ce que le député de Québec-Centre voterait pour ou contre la loi?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Dans son ensemble la loi est mauvaise. Elle ne donnera pas satisfaction à la population. Si le premier ministre voulait me donner deux jours encore, je lui préparerais une loi à mon goût et je vous apporterai des arguments nouveaux contre votre loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis surpris d'apprendre que le député de Québec-Centre qui est un expert demande deux jours pour faire une loi. Moi, je ne suis pas expert et je n'ai pris qu'une demi-journée pour faire celle-ci. D'ailleurs, sans vouloir le blesser, je lui dirai que, quand je voudrai faire des lois, je le demanderai à des gens qui sont capables d'en préparer. Je ne demanderai pas le député de Québec-Centre!

**M. Hamel (Québec-Centre):** Ça paraît, mais j'aimerais mieux me baser sur d'autres législations identiques.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si, comme j'ai dit tantôt, la loi dit que nous avons le droit d'établir des centrales dans toute la province, d'exploiter toutes les compagnies, est-ce que le député de Québec-Centre voterait pour?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je suis pour un organisme central qui rendrait la municipalisation de l'électricité plus facile dans les petites municipalités. Je suis aussi pour l'expropriation des réseaux de distribution des compagnies privées là où l'on municipalise pour éviter la duplication; je suis aussi pour qu'on permette aux municipalités d'acheter le pouvoir à partir des centrales électriques au prix du gros. On est loin de permettre tout cela. D'ailleurs, depuis le 17 août, les arguments du premier ministre sur l'étatisation ont été contraires à nos idées en matière d'électricité.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Est-ce pratique et facile de municipaliser pour chacune des municipalités?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Il ne sert à rien de vouloir faire l'électrification rurale si l'État ne peut retirer des revenus des grandes villes. Ça coûterait trop cher; c'est tout du décousu. Et vous ne pourrez pas électrifier les campagnes tant que vous n'abaisserez pas les taux dans les villes. Vous n'avez pas de plan d'ensemble et la Régie ne donnera pas de résultats. Et votre régie va coûter bien trop cher.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si, à la prochaine session - je ne prends pas un délai très long si on songe au travail de l'installation - si, à la prochaine session, nous avons obtenu des résultats concrets, baissé les taux et sauvé des centaines de milliers de dollars à la population avec les taux, le député de Québec-Centre s'engage-t-il alors à faire amende honorable?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Si, d'ici l'an prochain, vous donnez à Montréal et à Québec les taux de la ville d'Ottawa, je m'inclinerai devant vous et je ferai amende honorable. Je suis même prêt à demander pardon à genoux si vous le voulez, mais il n'y a pas de danger. Nous n'arriverons jamais à cela et je resterai debout. Et, même avec les taux d'Ottawa, on serait encore dans un état d'infériorité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est bien!

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. Le Syndicat est autorisé à établir et maintenir sous son contrôle, aux endroits qu'il juge avantageux dans les districts électoraux d'Abitibi, de Témiscamingue, du Lac Saint-Jean et de Roberval, de centrales génératrices de l'électricité, des systèmes de transmission et de distribution de l'électricité pour les fins d'éclairage, de chauffage et de force motrice, et généralement toutes les installations et appareils nécessaires pour fournir l'électricité au public."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le Syndicat national devrait avoir le droit d'établir des usines municipales et l'on devrait permettre au Syndicat d'acheter une partie d'une entreprise existante.

L'article 6 est adopté.

Le comité étudie l'article 7 qui se lit comme suit:

"7. À ces fins le Syndicat peut:

"1° louer ou acquérir, de gré à gré ou par expropriation,

"a. toutes chutes d'eau, rapides, pouvoirs ou forces hydrauliques, immeubles, servitudes, droits de passage et droits mobiliers et immobiliers nécessaires à ces fins;

"b. l'entreprise et l'actif de toute personne, corporation ou société exploitant une centrale de production ou un système de distribution de l'électricité, ou les deux à la fois;

"2° acheter ou se procurer autrement, par convention, de l'électricité pour fin de distribution.

Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, le Syndicat ne peut exproprier aucun des biens qui font partie d'un service d'électricité établi et administré par une corporation municipale."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le sous-paragraphe "b" devrait se lire de façon à permettre au Syndicat d'acheter une partie de l'entreprise car, autrement, la loi devient nulle.

L'article 7 est adopté.

Les articles 8 à 45 sont adoptés<sup>17</sup>.

Le comité étudie l'article 46 qui se lit comme suit:

"46. À compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, ne peuvent être accordées sans une loi de la Législature:

"a. aucune location, cession ou aliénation de chutes d'eau rapides, pouvoirs et forces hydrauliques d'une puissance naturelle moyenne de trois cents chevaux-vapeur ou plus faisant partie du domaine public;

"b. aucune prolongation de délai quant à l'exploitation ou à la mise en valeur de telles chutes d'eau, rapides, pouvoirs et forces hydrauliques cédés, affermés ou loués avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

"Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas au Syndicat ni à une corporation municipale."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'article 46 est la reproduction de l'article de la loi de 1936, sauf que l'on a réduit de 500 à 300 forces la capacité du pouvoir et on ne peut prolonger les délais.

L'article 46 est adopté.

Les articles 47 à 50 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bélique, Bélanger, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Castonguay, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Laroche, Larouche, Leclerc, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Rousseau, Roy, Tardif, Thibault, Tremblay, Trudel, Vachon, 53.

**Contre:** MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Delagrave, Drouin, Dumaine, Grégoire, Hamel, Messier, 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

(Applaudissements à droite)

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Expédition du bois à l'étranger**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 53 relatif à l'expédition du bois à l'étranger.

Adopté.

### **Cour supérieure du district de Rimouski**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour supérieure siégeant dans le district de Rimouski soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Expédition du bois à l'étranger**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 relatif à l'expédition du bois à l'étranger soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### **En comité<sup>18</sup>:**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Que faites-vous des résolutions?



**M. Drouin (Québec-Est):** Que faites-vous des résolutions?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les résolutions doivent précéder le bill en comité plénier; comment voulez-vous qu'on sache ce qu'il y a dedans avant que nous adoptions les résolutions?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous ne passerons pas le bill en troisième lecture avant d'adopter les résolutions; c'est certain. Ces résolutions sont dans le bill. Rien ne nous empêche d'étudier le bill avant les résolutions.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** D'abord, qu'est-ce que c'est que ce bill-là?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le nouveau gouvernement veut faire un grand inventaire de toutes nos ressources naturelles. Et l'un des moyens de se rendre compte et de bien connaître nos ressources naturelles, c'est d'abord de se rendre compte de la qualité et de la quantité de bois qui sort de la province à toutes les années. L'inventaire doit aussi porter là-dessus.

Nous disons dans le bill que les bois non ouverts ne pourront sortir de la province à moins d'une autorisation spéciale ou de droits fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Nous voulons en un mot, un fois au courant de ce qui se passe, protéger la province contre l'exportation de notre matière brute qui ira donner de l'ouvrage à l'étranger tandis que nous avons tant de chômeurs qui ne travaillent pas et cherchent de l'ouvrage ici.

C'est en 1908, je crois, que l'opposition du temps a réclamé dans cette Chambre un embargo sur le bois coupé sur les terres de la couronne. Le gouvernement du temps a décidé de créer une espèce d'embargo, mais, comme il n'était dans aucune loi, cet embargo était fragile.

Nous, nous l'inscrivons dans une loi qui est une amélioration considérable. En plus, nous voulons exercer un contrôle sur toutes les compagnies: nous voulons surtout savoir ce qui sort comme bois des propriétés en "freeholds". Des forêts immenses ont été vendues à certaines compagnies qui exportent du bois, et nous voulons savoir où va notre bois. Nous voulons dorénavant ouvrir notre bois dans la province de Québec, soit en planche, en chapt, en sulfite, en celanese, en toute espèce d'autres produits.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce bill va beaucoup trop loin. On ne demande pas seulement un

inventaire pour empêcher l'exportation du bois canadien, mais on demande aussi au gouvernement d'imposer un droit d'exportation sur le bois coupé sur les terrains privés, ce qui est tout au moins prématuré. Les propriétaires de forêts ont acheté ces forêts sous un régime d'exportation libre. Avec sa loi, le gouvernement créera des ennuis considérables à ces gros commerçants de bois qui n'ont peut-être pas toutes les sympathies du gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui cela?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas la science infuse pour répondre tout de suite.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La science diffuse voulez-vous dire.  
(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce bill vient à une très mauvaise heure de la session; je voudrais tout au moins entendre les explications des intéressés à ce sujet. Le bill est prématuré et dangereux. Si le gouvernement nuit aux compagnies qui font le commerce et la coupe de bois, il privera de travail les bûcherons engagés dans l'exploitation des terres de tenure libre. Je crains, précise-t-il, que certains propriétaires, qui ont acheté des limites à bois en comptant que l'exportation resterait libre, ne trouvent dans cette loi de grandes difficultés et n'en viennent à cesser l'exploitation et à mettre le bûcheron dans le chemin.

Nous ne sommes pas suffisamment renseignés, à cette heure de la session, pour nous déclarer en faveur d'une pareille mesure. Je suggère que le gouvernement devrait ajourner ce bill en attendant que l'on se renseigne davantage. C'est un bill très important. On devrait constituer un comité devant lequel les intéressés et les marchands de bois viendraient donner leur avis. Après avoir fait enquête, le comité pourrait faire rapport d'ici à la prochaine session.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. Le bill va passer à cette session parce qu'il est nécessaire. Le bill a été distribué hier; il n'est pas difficile à comprendre et il n'est pas long non plus. Nous allons protéger nos forêts!

Nous mettons de côté les intérêts privés des compagnies - tout en leur rendant justice - pour les intérêts de la province. Nous voulons de plus nous rendre compte si les "freeholders" prennent des

moyens détournés pour ruiner l'industrie papetière. Nous avons le droit de savoir si l'on ruine notre industrie de la pulpe!

Les gens honnêtes n'ont rien à craindre, mais nous disons aux malhonnêtes gens de bien se tenir. Il n'y aura pas de favoritisme de possible avec cette loi. Les cultivateurs et les colons n'auront rien à payer.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pas de favoritisme, hein?

**Des voix:** 6 heures, 6 heures.

**Des voix:** Adopté, adopté.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 6 heures.

#### Deuxième séance du 11 mai 1937

#### Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 36 relatif au contrat intervenu entre l'ancien gouvernement et la communauté des sœurs de Charité de la Providence;

- bill 90 ratifiant et validant le titre de Louis-Philippe Lafond, relatif à la propriété d'un emplacement sis et situé en la cité de Drummondville, comté de Drummond;

- bill 101 relatif aux syndics de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Rosemont;

- bill 106 modifiant la charte de L'Assurance mutuelle des Fabriques de Québec;

- bill 121 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

- bill 155 concernant l'exercice du droit de vote en matière municipale et scolaire.

#### Expédition du bois à l'étranger

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 53 relatif à l'expédition du bois à l'étranger.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Que toute personne, société ou corporation qui, directement ou indirectement, expédiera hors la province par quelque moyen de transport que ce soit des bois non ouvrés au sens de la loi qui accompagne la présente résolution, et provenant soit des terres publiques, soit des terres privées de la province, devra se procurer au préalable un permis d'expédition émis par le département des Terres et Forêts, sur paiement des honoraires déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 53 relatif à l'expédition du bois à l'étranger.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 53 relatif à l'expédition du bois à l'étranger.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 27 relatif à la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Explications.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi a pour but de réduire le nombre des commissaires, de réduire les salaires et d'assurer plus d'efficacité à la Commission scolaire de Montréal.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Bien que cette loi contribue réellement à diminuer le nombre de commissaires et à réduire les salaires et les dépenses de cette Commission, je crois que le gouvernement la présente dans le but de se venger de cet organisme et, surtout, pour changer le président et les membres de la Commission. J'ignore si la nouvelle loi a été approuvée par le comité catholique du Conseil de l'instruction publique et s'il a reçu l'approbation des autorités religieuses du diocèse de Montréal. La réduction est en réalité bien petite. Je note cependant que la nouvelle loi renferme des principes contraires à l'approbation donnée anciennement par l'autorité ecclésiastique de Montréal. Le conseil jusqu'ici avait le droit de nommer cinq représentants dans la Commission, mais ces représentants ne devaient pas être des évêques.

Par ce bill, le conseil de ville de Montréal pourra encore nommer un certain nombre de commissaires, deux, je crois, élus par le vote municipal. Ceci constitue une ingérence de la politique municipale dans le domaine de l'enseignement. En Ontario, ce principe n'est pas accepté. Je crois que personne ne s'est plaint de l'administration que l'on veut faire disparaître. Je soumets que l'on a tort de mêler la politique municipale et la politique provinciale à l'administration des écoles catholiques dans la métropole. Il me semble que ce bill constitue une invasion du gouvernement dans le domaine de la

Commission scolaire de Montréal et c'est contraire aux idées maîtresses de l'administration des écoles catholiques de la province. La loi ne prévoit aucun avantage pour l'éducation et présente beaucoup de désavantages, car elle modifie radicalement un système approuvé par toutes les autorités en 1928.

Le premier ministre avait fait, au cours de la dernière campagne, la promesse de ne pas soumettre une loi relative à l'administration des écoles catholiques sans auparavant la faire approuver par le comité catholique du Conseil de l'instruction publique. Je ne sais pas s'il l'a fait. À mon point de vue, je suis convaincu que cette nouvelle loi n'offre aucun avantage nouveau pour l'administration des écoles catholiques de la métropole, mais qu'elle est destinée à établir la mainmise du gouvernement actuel sur l'administration des écoles catholiques dans cette ville. Je m'oppose au bill pour toutes ces raisons et je désirerais savoir s'il a reçu l'approbation du comité catholique du Conseil de l'instruction publique?

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>19</sup>:**

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 5 de la loi 7 George V, chapitre 28, tel que modifié par la loi 11 George V, chapitre 49, section 5, et tel que remplacé par les lois 15 George V, chapitre 44, section 1, et 18 George V, chapitre 50, section 4, est de nouveau remplacé par le suivant:

"5. Le lieutenant-gouverneur en conseil et l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal nomment chacun cinq membres, dont un de langue anglaise.

"Le maire et le président du comité exécutif de la cité de Montréal sont d'office membres s'ils sont catholiques romains. Si l'un ou l'autre ou les deux ne sont pas catholiques romains, le comité exécutif de la cité de Montréal nomme un ou, selon le cas, deux membres à leur place.

"Des cinq membres que nomment respectivement le lieutenant-gouverneur en conseil et l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal, quatre doivent répondre aux conditions suivantes: un doit

résider dans le territoire formant le district centre; un autre, dans le territoire formant le district est; un autre, dans le territoire formant le district nord, et un autre, dans le territoire formant le district ouest.

"La commission administrative est composée des douze membres ci-dessus mentionnés.

"La commission pédagogique est composée comme suit: le président général; un membre que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil parmi ceux qu'il a nommés pour faire partie de la corporation; deux membres que désigne l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal parmi ceux qu'il a nommés pour faire partie de la corporation; deux membres nommés par la commission des études de l'Université de Montréal, la directrice de l'Institut pédagogique de Montréal; le directeur de l'École des hautes études commerciales de Montréal; le directeur de l'École polytechnique de Montréal; le directeur de l'École normale de Jacques-Cartier, et le directeur de l'École des beaux-arts de Montréal.

"Le quorum de chacune de ces commissions est de six membres.

"Toutes ces nominations doivent être faites parmi les catholiques romains."

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre va-t-il nous dire si le bill en question a été approuvé par le comité catholique du Conseil de l'instruction publique? Le chef de l'opposition lui a posé une question. Je voudrais bien que le chef du gouvernement réponde.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La question du chef de l'opposition est délicate et assez extraordinaire. Le chef de l'opposition s'inspire aujourd'hui de l'approbation du Comité catholique et de l'approbation ecclésiastique, lui qui pendant des années a réclamé un ministère de l'Instruction publique dans cette province.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est absolument faux. Je nie absolument les paroles du premier ministre. Je n'ai jamais préconisé l'établissement d'un ministère de l'Instruction publique; c'est faux et contraire aux faits. Ce sont des arguments présentés sans aucune justification contre le chef de l'opposition. Je défie le premier ministre, dit-il, de démontrer que jamais dans sa vie publique il ne s'est opposé à des demandes légitimes du clergé ou de toute autre autorité constituée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition a changé ses idées qui étaient bien connues.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non! Je n'ai pas l'intention que le premier ministre se fasse mon directeur de conscience.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Probablement parce que ça lui faisait tort.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai toujours exprimé mes idées librement sans les changer, et je n'ai jamais changé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition a déjà préconisé la gratuité des livres...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quant à cela, c'est vrai.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les évêques étaient contre ce projet de gratuité des livres.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est faux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition était reconnu pour ses idées radicales en matière d'enseignement.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je soulève un point d'ordre. Qu'est-ce que la gratuité des livres a à faire avec la question de la Commission scolaire de Montréal? Qu'on s'en tienne à la discussion du bill!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition s'inquiète de savoir si le gouvernement a fait approuver sa loi par l'autorité ecclésiastique. J'ai le droit d'exprimer ma surprise en voyant le chef de l'opposition s'occuper tout à coup de questions religieuses.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je proteste contre ce que dit le premier ministre. Il me prête des intentions en faussant des faits pour excuser ce qu'il fait lui-même en amendant une loi sans consulter les autorités religieuses. Et en faisant cela il tente de salir la réputation du député de Saint-Hyacinthe comme catholique. Je me suis toujours occupé de l'autorité ecclésiastique lorsqu'il s'agissait de questions religieuses.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne veux pas salir le député de Saint-Hyacinthe, pas plus que je ne voudrais avoir la tâche de le laver.

Mais il a préconisé la gratuité des livres et le clergé était contre la gratuité des livres. C'en est assez pour prouver...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** M. le président, je demande une décision sur le point d'ordre que j'ai soulevé.

**M. Tardif (Frontenac)** parlant sur le point d'ordre, commente l'article 245 du Règlement de la Chambre.

(Rires)

**M. le président:** Le chef de l'opposition a posé une question au premier ministre: le premier ministre a à peine commencé de lui répondre qu'aussitôt le député de Rivière-du-Loup soulève un point d'ordre.

Je ne puis juger de la situation tout de suite, et conséquemment, je renvoie le point d'ordre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'il est un membre de la Législature qui, en toutes occasions, s'est opposé aux directives du clergé, c'est bien le député de Saint-Hyacinthe.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est faux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition ne peut dire cela: je demande qu'il retire ses paroles.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est au premier ministre à retirer ses paroles. Je prétends non seulement comme député, mais aussi comme un homme, qu'on ne peut administrer la province en faisant toujours, comme le premier ministre le fait, des déclarations qui sont contraires aux faits et le plus souvent de nature à nuire à la réputation des députés et des adversaires du gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je remarque que le chef de l'opposition avoue que les déclarations qu'il a faites dans le passé sont de nature à lui nuire...

(Rires)

... et je lui donne crédit de sa confession tardive.

(Rires)

La Commission scolaire de Montréal, créée par l'ancienne administration et dont nous changeons ici l'administration, était une commission de patronage, de péculat, d'abus criants sous l'ancien

régime. Je ne crains pas de le déclarer. Sous le couvert de l'éducation, il y eu de nombreux scandales. Elle donnait des contrats à la maison Daigle et Paul, des contrats scandaleux; elle achetait du charbon à des prix scandaleux. Ce n'était pas une commission éducationnelle, c'était ni plus ni moins une commission ministérielle. Nous voulons que cet organisme soit au-dessus du patronage.

Nous voulons faire une enquête sur tout cela et punir les coupables, s'il y en a. Nous sommes convaincus que le clergé ni les autorités épiscopales n'ont jamais sanctionné et ne sanctionneront jamais une commission scolaire à base de péculat. Nous ne voulons pas de politique dans l'enseignement ni de commission où l'on tolère le péculat.

Les commissaires ont été des instruments de l'ancien régime en contribuant à l'extension du cercle des amis du gouvernement. Le bill propose de corriger la situation. À l'avenir, l'archevêque de Montréal et le gouvernement provincial devront chacun nommer cinq directeurs, alors que le maire de Montréal et le président du comité exécutif deviendront des membres d'office.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre n'a pas répondu à ma question et il n'a pas encore répondu à la question du chef de l'opposition. Le premier ministre avait dit en septembre dernier au comité d'Instruction publique qu'il était prêt à accepter ses suggestions. Et rappelons que le premier ministre, avec le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette), a rendu visite aux membres du comité catholique à la session de novembre 1936, après son arrivée au pouvoir, et que Son Excellence le cardinal a demandé que tous les bills soient soumis au comité. Le premier ministre s'est rendu au désir de Son Excellence le cardinal Villeneuve et au désir du comité d'Instruction publique, en disant à ce dernier que le gouvernement était prêt à accepter toutes les suggestions et qu'il voulait que le comité catholique ne soit pas seulement un corps délibérant et consultatif, mais aussi un corps actif.

Mais lui-même ne le consulte plus quand il s'agit de ce bill. Il n'a pas non plus consulté Son Éminence, l'archevêque de Montréal ni l'archevêque-coadjuteur Mgr Gauthier avant de changer la Commission. On nous accuse, nous de l'ancien régime, de ne pas être de bons catholiques, mais quand nous avons formé la commission de Montréal en 1928, nous l'avons d'abord soumise à Mgr Gauthier, et Mgr Gauthier l'a approuvée. Les membres du comité administratif de la Commission

des écoles catholiques étaient des membres du clergé et des citoyens éminents de Montréal, spécialisés dans leurs secteurs d'activités respectifs. Le premier ministre, lui, n'est pas allé devant le comité d'Instruction publique ni devant Mgr Gauthier pour leur soumettre son bill qui va chambarder toute la Commission scolaire de Montréal.

Nous avons eu une commission exemplaire depuis 1928.

**Des députés ministériels protestent.**

(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Jamais un payeur de taxes ni une association de Montréal, personne, ne s'est plaint de cette Commission depuis qu'elle fonctionne: pas une corporation publique, pas une association de propriétaires, d'ouvriers, pas une association financière. Quand le premier ministre parle de commission "à base de péculat" de scandale et de patronage, il fait ce qu'il a fait depuis longtemps en cette Chambre: il avance des choses qu'il est ensuite incapable de prouver. C'est peut-être qu'il sent la vague populaire monter contre lui, particulièrement dans les grandes villes. Et c'est pour se donner des semblants de raison qu'il attaque ainsi bien des gens qui le valent.

Depuis que cette nouvelle Commission est en fonction, les achats de charbon et tous les achats ont été déterminés par soumissions publiques, ce qu'il ne fait pas, lui, le premier ministre avec son nouveau gouvernement. Quand il parle de la maison Daigle et Paul et de prix et de contrats scandaleux, il dit des choses contraires aux faits. Dans la construction, tout se fait aussi à la Commission par soumissions publiques. Il dit qu'il va enquêter, eh! bien, qui vivra verra!

**Des députés chahutent.**

**M. Barrette (Terrebonne):** C'est tout vu d'avance, inquiète-toé pas.

**M. Bastien (Berthier):** Une enquête à la Commission scolaire, mais il n'y en aura pas plus que sur le tramway de Montréal. Le premier ministre lance un ballon pour tenter de salir des gens qui le valent, répète-t-il. S'il faisait une enquête, il serait obligé de faire machine en arrière, de faire amende honorable et de reconnaître l'honnêteté des membres de la Commission.

**Des députés protestent.**

**M. Bastien (Berthier):** Je connais le président de la Commission scolaire de Montréal. Il a été mon professeur. Il est honnête et il est 100 fois plus financier et plus avisé des questions scolaires que le premier ministre ne l'est. S'il avait découvert pour plus de cinq sous de péculat, il aurait sorti lui-même les prévaricateurs.

Nos amis de l'Union nationale avaient promis de demander, pour tout, des soumissions publiques, mais ces soumissions se font en chambre noire, en chambre close, en catimini. S'il y a quelques naïfs encore dans le peuple, la députation ministérielle, en majorité, ne croit plus à tout ce que dit le premier ministre.

Il n'a pas consulté pour ce bill ni le cardinal, ni l'archevêque, ni le comité d'Instruction publique. Quant à son enquête, il ne prouvera rien.

La preuve qu'on veut faire du patronage avec la Commission, c'est qu'il y avait 15 membres autrefois à la commission pédagogique, et qu'il n'y en aura plus que 11; qu'il y aura deux membres de moins à la commission administrative afin de faire de la place pour des créatures politiques du premier ministre, le maire de Montréal.

Le premier ministre fait renaître un principe qui a été condamné à Montréal: le nouveau gouvernement veut mêler la politique à la cause scolaire.

À mon avis, le bill se résume à une affaire de patronage pour placer des favoris, des amis du nouveau régime.

**Des députés ministériels l'interrompent.**

**M. Larochelle (Lévis):** À l'ordre, à l'ordre, à l'ordre, à l'ordre!

**M. le président:** À l'ordre!

**Des députés:** À l'ordre!

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre a commencé son règne par la guillotine et la terreur, et il semble bien vouloir continuer.

**M. Larochelle (Lévis):** À l'ordre, à l'ordre, à l'ordre, à l'ordre!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si la Chambre avait quelque doute sur l'opportunité de cette loi, après avoir entendu le député de Berthier, elle n'en aurait plus. Quel enthousiasme il a montré pour défendre un des derniers vestiges d'une

administration que le peuple a honnie et rejetée, que nous avons terrassée et que nous allons balayer comme il convient.

(Applaudissements à droite)

Pour défendre cet organisme, le chef de l'opposition est devenu clérical tout à coup; le député de Berthier a eu un enthousiasme étonnant pour le clergé. On a parlé de Son Éminence le cardinal, mais ceux qui ont parlé du cardinal ont eu pour chef un homme qui a eu l'audace d'écrire que le peuple de cette province deviendrait anticlérical, et ils sont les vestiges de ce parti dont le chef, M. Taschereau, refusait d'aller à une bénédiction de cloches parce qu'il n'aimait pas les opinions d'un autre cardinal qui refusait d'approuver sa politique.

Si quelqu'un connaît bien et respecte le cardinal Villeneuve, si quelqu'un est fier de se prosterner devant le primat de l'Église catholique du Canada, c'est bien celui qui, pour la première fois depuis 30 ans, lui a fait donner à l'ouverture de la session un siège digne de ses hautes fonctions.

(Applaudissements à droite)

Si quelqu'un a foi dans les paroles catholiques et respecte la religion, c'est bien celui qui, pour la première fois depuis la Confédération, décida de placer la croix du Rédempteur au Conseil législatif, à l'Assemblée législative et dans les bureaux du parlement.

(Applaudissements à droite)

Le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) a fait des luttes en marge du clergé. Quand on se souvient, on est heureux des pécheurs impénitents momentanément convertis. Quand on connaît les actes de l'ancien régime et le chantage exercé contre le cardinal, quand on sait que cet ancien régime menaçait le cardinal, un vénérable prince de l'Église, de la fondation d'un parti anticlérical et refusait, répète-t-il, d'assister à une bénédiction de cloche, quand on sait que la Commission scolaire a été imposée par l'ancien régime, vraiment, l'éducation est une chose trop belle et trop grande pour qu'on lui permette de cacher, camoufler et favoriser le péculat à base de favoritisme. La Commission scolaire est l'un des points où le régime a permis le péculat.

On a dit: "Vous ne ferez pas d'enquête." Et on a dit que pas un scandale ne serait découvert. M. le président, je n'ai pas grand-chose. Ma santé s'en va au service de ma province. Mais j'ai mon nom qui me reste et je mets mon nom au blanc que nous allons découvrir quels sont ceux dans la province qui ont prévariqué au nom d'une belle et grande cause, celle de l'éducation. Nous allons montrer des abus et des scandales tellement criants de l'ancien régime que le

député de Berthier défend avec l'enthousiasme que seuls peuvent ressentir ceux qui ont pactisé avec ceux qui ont fait les scandales.

(Applaudissements à droite)

**M. Bastien (Berthier):** Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de m'insulter. Je demande qu'il retire ses paroles. Ou bien, qu'il porte des accusations comme un homme, contre moi, à l'effet que j'ai pactisé avec certaines personnes que l'on accuse.

**M. Larochelle (Lévis):** Il est plus homme que vous.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai rien à retirer. Le député de Berthier nous demande de porter des accusations: je vais en porter plusieurs et tout de suite. Premièrement, il y a eu bien des scandales à la Commission scolaire de Montréal.

**M. Bastien (Berthier):** Pardon. Ce n'est pas là la question. Le premier ministre a dit que j'avais pactisé avec quelqu'un qui aurait mal agi. Je lui demande de retirer ses paroles.

**Des députés ministériels protestent.**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Premièrement. À la Commission.

**M. Bastien (Berthier):** Pardon, M. le président, je demande une décision sur mon point d'ordre.

**M. le président:** Selon moi, l'honorable premier ministre a dit que le député de Berthier s'est senti de l'enthousiasme comme il pactisait avec ceux qu'on accuse. Il n'a pas dit que le député de Berthier pactisait avec des prévaricateurs. Je ne vois aucune raison pour me rendre à la demande de M. le député de Berthier et je renvoie le point d'ordre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** S'il ne l'a pas dit, il n'a pas le droit de l'insinuer. Le premier ministre a injurié le député de Berthier. Je demande que les règlements soient observés des deux côtés de cette Chambre et que le premier ministre retire ses paroles.

**M. Larochelle (Lévis):** Non, il ne les retirera pas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
J'accuse la Commission scolaire de Montréal...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je demande une décision.

**Des députés ministériels:** La décision est rendue.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Dans ce cas, j'en appelle à la Chambre de la décision du président.

#### Rapports de comités:

**M. le président:** M. l'Orateur, M. le premier ministre, en parlant, a déclaré que M. le député de Berthier (M. Bastien) montrait de l'enthousiasme comme s'il pactisait avec les prévaricateurs. M. le député de Berthier demande que le premier ministre retire ses paroles. Je ne vois aucune raison pour me rendre à la demande de M. le député de Berthier et je renvoie le point d'ordre. M. le chef de l'opposition (M. Bouchard) en appelle de ma décision.

La question "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Castonguay, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Goudreau, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Taché, Tardif, Tellier, Tremblay, Vachon, 44.

**Contre:** MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Delagrave, Drouin, Dumaine, Grégoire, Hamel, Messier, 12.

Ainsi, la décision du président du comité est maintenue.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 27 relatif à la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté.

#### En comité<sup>20</sup>:

Le comité poursuit l'étude de l'article 1.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le député de Berthier (M. Bastien) a demandé que je porte des accusations. Je suis prêt. Je vais dévoiler seulement une faible partie des scandales de l'ancien régime que nous prouverons. Le député de Berthier prétend que tout se donnait par soumission. Il a oublié de dire que, sous la Commission qu'il défend, les soumissions étaient demandées, mais on imposait des conditions telles que Daigle et Paul, marchands de bois, et ses subsidiaires, avaient tous les contrats à des prix scandaleux. Il y avait un architecte qui est devenu ministre avec le député de Berthier, et qui a eu tellement de contrats de la Commission scolaire pour les plans à faire pour les maisons d'écoles, à tel point qu'on l'a appelé le député à 5 %<sup>21</sup>.

**M. Bastien (Berthier):** M. Houde a dit cela bien avant vous.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
À la Commission scolaire de Montréal, le patronage était si scandaleux que des contribuables ont payé des milliers de dollars au détriment de la population, mais au profit des amis.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre est quelquefois plus fort.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
La Commission scolaire employait des agents électoraux qui ne connaissaient rien en matière d'éducation et qui connaissaient tout en fait de péculat. Voilà quatre accusations. Je suis peiné que le député de Berthier n'ait trouvé de l'éloquence que pour défendre ces gens et ces scandales. C'est pour cela qu'il n'est pas nécessaire de tout prouver et que le proverbe anglais est droit: "Les oiseaux du même acabit voltigent ensemble."

L'éducation est bien au-dessus de la politique. Nous ne voulons pas d'intrusion municipale, et c'est pour cela que nous faisons en sorte d'éviter les aléas d'échevins membres de la Commission. Nous sommes pour que l'éducation soit en dehors de la politique. C'est pour cela que nous présentons cette loi. Quel mal y a-t-il à ce que le maire de Montréal et le président du comité exécutif, s'ils sont catholiques, soient commissaires d'écoles catholiques? Le catholicisme et l'éducation sont des choses trop blanches et c'est parce qu'elles sont trop



immaculées qu'il faut faire disparaître les taches dont le régime Taschereau était en train de les contaminer.

Mon dernier mot sera celui-ci: le peuple nous a donné le mandat de débarrasser la province de l'ancien régime. Nous le traquons dans tous ses coins. Si cela fait mal à l'opposition, c'est que nous travaillons bien.

(Applaudissements à droite)

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre sera toujours le même. Quand nous le prenons en flagrant délit, il se choque. Pourtant, l'automne dernier, il a fait un bel acte quand il s'est rendu avec le secrétaire de la province (l'honorable M. Paquette) visiter le comité catholique de l'Instruction publique. Les membres du comité, qui jusqu'alors n'avaient entendu que ses discours électoraux, ont cru alors entendre ses paroles. Il a dit aux membres du comité: "Nous sollicitons vos conseils." Depuis lors, le premier ministre et le secrétaire de la province n'y sont plus retournés et ils chambardent la Commission scolaire.

Pourtant, le premier ministre avait été éloquent, et le secrétaire de la province, qui est actuellement à couronner la reine, avait été fort ému de ses remarques. Aujourd'hui, en présentant ce bill, le premier ministre oublie son beau discours. Il oublie son acte de soumission au cardinal. Au cours de cette visite, il avait dit aux membres du comité catholique: "Nous avons besoin de vos lumières Messieurs".

Toutefois, depuis lors, le premier ministre si fier de sa soumission à l'autorité de l'Église, n'est pas retourné au milieu des membres de ce comité, répète-t-il. C'est signe qu'il avait quelque mauvais coup à faire. Il n'a également pas consulté l'archevêque de Montréal, Mgr Gauthier.

Dans le discours qu'il vient de nous faire, le premier ministre a oublié les mots "corrupteur et corrompu". Si nous retranchions cinq mots du dictionnaire, les mots "péculat, voleur, bandit, corrompu et corrupteur", le premier ministre ne pourrait plus faire de discours.

La loi expire en 1938. On l'abroge en 1937 sans consulter les autorités religieuses que nous avons consultées, nous les libéraux. Il (l'honorable M. Duplessis) a parlé ce soir des mauvais libéraux, ces mauvais catholiques qui n'assistaient pas aux bénédictions de cloches, mais ceux qu'il appelle les mauvais catholiques, en 1928, lors de la refonte de la charte de la Commission scolaire catholique de Montréal, avaient consulté Mgr Gauthier et lui avaient soumis la refonte.

Au cours de la campagne électorale de 1936, l'Union nationale s'est servie du manteau de la religion pour descendre le Parti libéral. Nous, les mauvais libéraux, nous étions assez grands pour nous faire élire sans.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**

Nous n'avions pas besoin du manteau de la religion, cette haute influence, pour abaisser un régime déjà dans la cave.

**M. Bastien (Berthier):** Le ministre manque son coup avec son antienne mal chantée.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**

Je vais vous le montrer.

**M. Bastien (Berthier):** Si le premier ministre s'était donné la peine de se rendre à Montréal au palais épiscopal, nous ne verrions pas aujourd'hui tout ce chambardement dans la commission scolaire. Tout à l'heure, le premier ministre nous déclarait qu'il a attaché son nom à l'enquête; mais ça fait trois fois qu'il fait machine arrière, et il va faire la même chose avec cette enquête.

**M. Larochelle (Lévis):** Le nom du premier ministre vaut plus que le vôtre.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre a aussi parlé d'un ancien ministre qui avait été architecte de la Commission scolaire. Ce dernier n'a pas eu de contrat depuis 1928. Il devait construire une école de commerce, mais la Commission n'avait pas de fonds, et il n'a pas eu une seule école à construire depuis ce temps-là. Quant aux soumissions de la Commission scolaire catholique de Montréal, je dirai au premier ministre qu'elles ont été demandées avec justice, et de la façon la plus régulière. Sur la Commission, on trouve M. Victor Doré, le président, l'un des plus beaux cerveaux canadiens-français de l'Amérique du Nord, un homme, un fils d'instituteur, qui s'est fait lui-même...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Comment, il s'est fait lui-même!

**M. Bastien (Berthier):** Je veux dire qu'il s'est instruit. M. Doré n'avait rien à craindre de l'insinuation du premier ministre et la même chose pourrait être dite pour chacun de ses collègues.

Enfin, le premier ministre en a déjà eu de bien pire, et s'il veut rire, je vais lui parler des

"allumettes de la démagogie sur le brasier de la dépression"<sup>22</sup>. C'est ce qui qualifie le mieux le premier ministre parce que le Parti libéral n'a pu être renversé que par des moyens démagogiques.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Victor Doré, président du conseil, était l'un des derniers vestiges de l'ancien régime que devait déloger le nouveau gouvernement. M. Doré est aussi le président du conseil d'administration de l'Université de Montréal.

**M. Bastien (Berthier):** Sur la Commission, disais-je, il y a aussi Mgr Piette, le chanoine Sylvestre, le Dr Jarry. Il y a aussi le Dr Bonnier<sup>23</sup>...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) Oui!

**M. Bastien (Berthier):** Il a fait quelque chose le Dr Dubeau; il a fait plus que vous.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je proteste, car un député n'a pas le droit de s'adresser ainsi directement à un collègue.

**M. Bastien (Berthier):** Il y a aussi le Dr Bonnier...

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Celui qui a passé des télégraphes.

**M. Bastien (Berthier):** Si le premier ministre fait enquête sur leur administration, il ne trouvera rien. Mais qu'il ne fasse pas une enquête de terreur, qu'il fasse une enquête devant un, deux ou trois juges formant une commission d'enquête parlementaire, avant de procéder à une dissolution arbitraire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suggère, dit-il, de faire greffer après les mots "directeur des beaux-arts", les mots "trois membres de la commission de pédagogie seront des catholiques de langue anglaise."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 5 de la loi 7 George V, chapitre 28, tel que modifié par la loi 11 George V, chapitre 49, section 5, et tel que remplacé par les lois 15 George V, chapitre 44, section 1, et 18 George V, chapitre 50, section 4, est de nouveau remplacé par le suivant:

"5. Le lieutenant-gouverneur en conseil et l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal nomment chacun cinq membres, dont un de langue anglaise.

"Le maire et le président du comité exécutif de la cité de Montréal sont d'office membres s'ils sont catholiques romains. Si l'un ou l'autre ou les deux ne sont pas catholiques romains, le comité exécutif de la cité de Montréal nomme un ou, selon le cas, deux membres à leur place.

"Des cinq membres que nomment respectivement le lieutenant-gouverneur en conseil et l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal, quatre doivent répondre aux conditions suivantes: un doit résider dans le territoire formant le district centre; un autre, dans le territoire formant le district est; un autre, dans le territoire formant le district nord, et un autre, dans le territoire formant le district ouest.

"La commission administrative est composée des douze membres ci-dessus mentionnés.

"La commission pédagogique est composée comme suit: le président général; un membre que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil parmi ceux qu'il a nommés pour faire partie de la corporation; deux membres que désigne l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal parmi ceux qu'il a nommés pour faire partie de la corporation; deux membres nommés par la commission des études de l'Université de Montréal, la directrice de l'Institut pédagogique de Montréal; le directeur de l'École des hautes études commerciales de Montréal; le directeur de l'École polytechnique de Montréal; le directeur de l'École normale de Jacques-Cartier, le directeur de l'École des beaux-arts de Montréal. Trois des membres de la commission pédagogique seront des catholiques de langue anglaise.

"Le quorum de chacune de ces commissions est de six membres.

"Toutes ces nominations doivent être faites parmi les catholiques romains."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 6 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je m'oppose à la troisième lecture de ce bill parce qu'il transforme

la Commission scolaire catholique de Montréal sans le consentement du comité de l'Instruction publique, et sans que l'autorité religieuse de Montréal n'ait été consultée. Ce consentement n'a jamais été demandé, et s'il avait été demandé, il aurait été refusé. Je dis que ce bill est présenté pour permettre au gouvernement de tout remanier au point de vue politique à la Commission scolaire de Montréal, et je réclame le vote.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Béique, Bélanger, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Castonguay, Chaloult, Choquette, Coonan, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Goudreau, Grégoire, Hamel, Jolicoeur, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Taché, Tardif, Tremblay, Trudel, Vachon, 51.

(Applaudissements)<sup>24</sup>

**Contre:** MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Connors, Delagrave, Dumaine, Messier, 8.

**M. Larochelle (Lévis):** Les huit orphelins.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des accidents du travail**

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 56 modifiant la loi des accidents du travail, 1931 soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but du projet est d'améliorer la Commission des accidents du travail. Le bill 56 modifiant la loi des accidents du travail est présenté à la suite de représentations que nous avons reçues de plusieurs associations ouvrières. Tout le monde industriel sait combien il a été difficile de faire adopter le principe, par l'ancien régime, de

l'établissement chez nous d'une Commission des accidents du travail. Je ne veux pas faire l'historique de la Commission, mais je veux que la Chambre comprenne bien la raison de ces amendements que nous présentons pour modifier la loi de 1931.

Le gouvernement du temps ne se comptait pas encore pour battu, mais étant à la veille des élections de 1931, à la suite des batailles conduites par l'opposition d'alors, était obligé de faire quelque chose et a fait un semblant d'action en établissant la Commission des accidents du travail. Tout le monde s'accordait sur le principe.

Nous avons protesté de la manière dont le gouvernement a formé cette Commission. Ce à quoi nous étions opposés, et les événements nous ont donné raison sur le sujet, c'était la manière dont on l'a formée. Ceux qui en ont fait partie ont fait leur possible, mais ils ne possédaient évidemment pas les qualifications nécessaires pour les positions qu'ils occupaient. À chaque année, les organisations ouvrières, tant internationales que syndicales catholiques, ont demandé des réformes que nous apportons. L'ancien gouvernement s'y est opposé, mais aujourd'hui ces amendements sont présentés pour nous rendre au désir de ces associations.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce bill dont je viens de prendre connaissance est encore un bill qui va tout simplement consacrer la mainmise du gouvernement sur la Commission des accidents du travail. L'on accusait l'ancien gouvernement de s'immiscer partout, de ne pas donner d'indépendance aux commissions, et aujourd'hui, l'on présente un bill pour donner au lieutenant-gouverneur en conseil le droit de vie et de mort sur les membres de cette commission. C'est ni plus ni moins que pour faire marcher la guillotine contre les fidèles serviteurs de la province et pour remplacer les commissaires actuels par des créatures du gouvernement. C'est pour cette raison, dit-il, que je voterai contre la loi.

**M. Larochelle (Lévis):** Ah! Ah!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne connais pas d'associations ouvrières qui aient demandé au gouvernement de s'immiscer dans la Commission des accidents du travail. Cette Commission est un tribunal quasi judiciaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quasi, quasi.

**Des voix:** Quasi, quasi.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La Commission a les pouvoirs d'une cour de justice. Ce tribunal a réglé beaucoup de cas d'accidentés à la satisfaction générale des associations ouvrières.

Lorsque nous avons formé cette commission, on nous avait demandé de la placer le plus loin possible de l'influence du gouvernement, et c'est ce que nous avons fait en créant un tribunal indépendant de la politique. Vous allez à l'encontre de leur désir!

**M. Duguay (Lac-Saint-Jean):** Je félicite, dit-il, le gouvernement de vouloir changer les officiers. C'est un acte de bravoure. J'espère que la Commission n'aura plus de pouvoirs sans appels.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suggère, dit-il, qu'on étudie le bill en comité plénier.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'exige, dit-il, le vote sur la deuxième lecture.

**M. Bastien (Berthier):** Eh bien! Oscar, es-tu pour ou contre la guillotine?

**M. Drouin (Québec-Est):** Contre.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Béique, Bélanger, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Castonguay, Choquette, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Fisher, Fleury, Gagnon, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Taché, Tardif, Tellier, Tremblay, Trudel, Vachon, 45.

**Contre:** MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Delagrave, Drouin, Dumaine, Grégoire, Hamel, Messier, 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>25</sup>:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le président est payé actuellement \$10,000 et les deux commissaires, \$8,000. C'est trop!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il y a donc d'autres pouvoirs accordés au lieutenant-gouverneur, spécialement pour les salaires? Quel salaire entend-on fixer? Vous allez faire comme pour la Commission des liqueurs et donner \$1 aux commissaires?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour les commissaires actuels, \$1, c'est déjà trop.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est donc le but de la loi, ça? C'est une façon détournée de jeter les gens dehors.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le but de la loi est de protéger les ouvriers.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre est incapable de nous montrer des résolutions demandant cela.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À deux reprises les syndicats catholiques et les unions internationales sont venus se plaindre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Peut-être. J'ai déjà été ministre. Mais les unions n'ont jamais demandé la destitution des commissaires. Ils ont voulu seulement amender la loi et ils avaient raison sous certains rapports. Mais ils n'ont jamais demandé la destitution des trois commissaires actuels qui administrent la loi des accidents du travail. Ils sont sûrement opposés à ce que les commissaires dépendent du gouvernement. Et ce n'est pas avec le projet actuel qu'on assure leur permanence et leur indépendance.

Je voudrais que le gouvernement nous cite des plaintes spécifiques.

**M. Pouliot (Missisquoi):** L'ancien gouvernement n'a pas cru bon de nommer un ouvrier à la commission. J'espère, dit-il, que le gouvernement actuel agira différemment.

**M. Duguay (Lac-Saint-Jean):** Je demanderai au ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) s'il a l'intention de modifier les pouvoirs législatifs de la commission.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**

Les commissaires actuels n'ont pas les qualifications suffisantes pour interpréter la loi à sa valeur réelle. Ils ne sont pas qualifiés pour administrer une loi si technique et compliquée. On a tort de dire qu'on ne s'est jamais plaint des commissaires, quand on sait que c'est tout le contraire. Les ouvriers ne se plaignent pas de l'organisation, mais de l'application de la loi. Le député de Lac-Saint-Jean nous demande si des amendements seront apportés à la loi. La Commission est faite dans le but de charger le moins possible aux industriels et de donner le plus aux ouvriers. Mais jamais les titulaires actuels n'ont appliqué ce principe. Nous savons que, dans bien des cas, les accidentés n'ont pas reçu ce qu'ils auraient dû recevoir.

L'ancien gouvernement n'a pas voulu que cette loi donne pleine et entière satisfaction. On avait nommé des hommes qui n'avaient pas les qualifications requises pour appliquer la loi. Il faudra les amplifier. Nous voulons aujourd'hui des hommes qui seront capables d'appliquer la loi de manière à ce que les accidentés reçoivent plus, tout en évitant que les frais soient moins élevés. Après que ces hommes auront changé de système pour faire appliquer la loi dans son meilleur esprit, nous verrons s'il y a lieu de l'amender, et s'il le faut, nous ne craindrons pas de la changer. Nous avons fait cette année 15 sessions dans une, et avec le temps, nous ferons plus.

**M. Duguay (Lac-Saint-Jean):** Je regrette de prendre part à ce débat, mais j'ai une autre question à poser au ministre. Je désirerais savoir si l'ouvrier victime d'un accident, qui n'est pas satisfait de son indemnité, pourra avoir un autre recours après avoir passé devant la commission?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**

Avant aujourd'hui, les ouvriers n'en avaient pas le droit. Nous avons là la preuve du manque de compétence des commissaires. S'ils n'ont pas pu donner plus aux accidentés, c'est qu'ils ne connaissaient pas leur devoir.

Nous allons donner aux ouvriers le droit de se présenter devant un juge de la Cour supérieure. Il y a eu trop de favoritisme en faveur de certaines compagnies. Notre but en présentant la loi est de faire cesser les abus de favoritisme qui ont existé dans la commission. En 1933, il y a eu même un déficit de plusieurs milliers de piastres. Il y a eu trop de déficits, et sans ces déficits, il aurait été possible de donner plus aux victimes d'un accident. On favoriserait des gros au dépens des petits.

**M. Bastien (Berthier):** Nommez-les donc, ces gens-là. Le ministre aura-t-il le courage? Vous lancez des accusations que vous ne répéteriez pas en dehors de cette Chambre.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**

Je suis prêt à tout répéter en dehors ce que je dis ici, et je n'ai pas peur de nommer ces gens-là. Il y a eu des choses qui se sont passées en 1932 et en 1933. Mon chef, quand il était chef de l'opposition, les a dénoncées et il sait ce qu'il dit. Je n'ai pas besoin de les répéter. Je me fie à sa parole.

(Applaudissements)

La preuve a été faite. Si la commission manquait souvent de fonds et arrivait avec de gros déficits, c'est à cause des commissaires qui favorisaient les grands fournisseurs de la caisse électorale en n'exigeant pas d'eux les contributions dues à la commission.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** M. le président...

**M. Bastien (Berthier):** (Désignant le député de Maisonneuve, l'honorable M. Tremblay et le député de Saint-Sauveur, M. Bertrand) Les deux lumières de la Chambre.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Lorsque, dans le temps, on demanda de citer les noms, on produisit un dossier de six pouces d'épais et long comme ça. C'était rempli de noms de ceux qui n'avaient pas souscrit. Pendant ce temps-là, les ouvriers tiraient rien d'eux autres.

On voulait le choix du médecin; on nous le refusait. On a diminué l'argent aux accidentés. C'était administré par de gros messieurs qui recevaient \$12,000 par année, plus \$1,000, et l'ouvrier recevait une bagatelle.

**M. Duguay (Lac-Saint-Jean):** Cela me fait comprendre pourquoi on veut modifier la loi.

**M. Chaloult (Kamouraska):** On n'a pas répondu tout à l'heure à la première question du député de Lac-Saint-Jean qui demandait s'il y aurait appel après un premier jugement de la commission. Je voudrais savoir de mon côté si le gouvernement considère de créer un pareil tribunal d'appel, et au cas où le tribunal serait constitué, si les avocats seront appelés à plaider devant ce tribunal. J'aimerais à obtenir une réponse de l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay).

**M. Barrette (Terrebonne):** Il est un amendement qui me vient à l'idée. Lorsque la commission veut faire cotiser un propriétaire de petite industrie et de petit commerce, ce propriétaire doit partir de Terrebonne, par exemple, pour venir à Québec, où la loi stipule que l'opération doit être faite. Je veux changer cela.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le député veut présenter une loi, le gouvernement l'acceptera.

**M. Barrette (Terrebonne):** Jeudi, alors.

**M. Bastien (Berthier):** C'est ici une loi de guillotine.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Pour remplacer la poutine.  
(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Le régime veut absolument marcher dans le sang.

**M. Pouliot (Missisquoi):** Le député n'a pas le droit de ridiculiser le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay).

**M. Bastien (Berthier):** En quoi l'ai-je ridiculisé?

**M. Taché (Hull):** C'est une manie qu'il a d'insulter. L'autre jour, il a insulté le député de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle) parce qu'il est un chômeur.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Mon métier, je n'en ai pas honte. Il essaie de me blesser, mais quand on parle de maître boucher, je dis qu'on est respecté. L'honorable député l'a présentée à cette Chambre, cette insulte, parce que je sais son désir pour que demain un certain journal circulaire s'en accapare. Je suis prêt à accepter ses insinuations, mais le jour où je vais le frapper, qu'il ne pleure pas, par exemple.  
(Rires)

**M. Tardif (Frontenac):** Je le dis à la face de cette Chambre. Il est écrit en toutes lettres dans les règlements de cette Chambre qu'on n'a pas le droit d'insulter un député. Il y a assez longtemps que le décorum n'est pas observé en cette Chambre.  
(Rires)

Je demande qu'il retire ses paroles.

**M. le président:** Point d'ordre renvoyé.  
(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** J'ai dit que le ministre aime les destitutions, je n'ai pas voulu dire qu'il était un boucher.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Adopté.

**Des voix:** Vote, vote.

**M. Bastien (Berthier):** C'est extraordinaire comme on destitue des braves gens qui ont fait leur devoir. C'est une contradiction flagrante du premier ministre. J'affirme sur ma parole d'honneur...

**M. Larochelle (Lévis):** Ah! Ah!

**Des députés** chahutent.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre avait demandé que les commissaires soient nommés à vie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai jamais demandé que les commissaires actuels soient nommés à vie. J'ai dit au contraire qu'ils manquaient d'humanité.

**M. Bastien (Berthier):** Eh bien!

**Des voix:** À l'ordre. Vote, vote.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Fais pas de farces.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre a bien dit que les commissaires devraient être nommés à vie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande qu'il retire ses paroles.

**M. Bastien (Berthier):** Je ne les retirerai jamais.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande au président de faire retirer ses paroles au député ou de prendre les moyens.

**M. le président:** Le député est obligé, selon les règlements, de retirer ses paroles. Qu'il accepte la parole du premier ministre.

**M. Bastien (Berthier):** J'accepte la parole du premier ministre.

(Applaudissements à droite)

Les commissaires étaient les jouets des députés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député est-il au courant du fait que deux commissaires ont dit que le président était *compos*<sup>26</sup>.

**M. Bastien (Berthier):** Quoi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

*Non compos mentis*<sup>27</sup>.

**M. Boyer (Châteauguay):** Comme vous.

(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Si le député de Châteauguay (M. Boyer) n'est pas poli, je vais le stigmatiser pour assez longtemps.

**M. Boyer (Châteauguay):** Allez-y donc pour voir.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre ne peut pas nommer un seul syndicat qui ait demandé la destitution des membres actuels du conseil.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

MM. Lapointe et Sharp m'ont écrit une lettre confidentielle pour dire que Robert Taschereau le président de la Commission des accidents du travail était *compos*, tandis que le président écrivait une autre lettre où il affirmait que les deux commissaires manquaient de compétence.

(Rires)

Alors s'ils sont tous les trois incompetents, nous allons les remplacer.

**M. Bastien (Berthier):** J'affirme que le président a sacrifié sa santé dans le travail de la commission. M. Lapointe est un avocat de renom et M. Sharp est un homme d'assurance réputé. Tous trois, ils ont sacrifié leur santé pour faire de la commission ce qu'elle est aujourd'hui, un organisme irréprochable.

**Des députés** chahutent.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):**

À l'ordre!

**M. Bastien (Berthier):** Vous, vous marchez dans le sang, répète-t-il.

**M. Pouliot (Missisquoi):** Point d'ordre. C'est la seconde insulte du député contre le ministre.

**M. Tardif (Frontenac):** Observons donc le décorum.

**M. Bastien (Berthier):** Qu'on me laisse donc parler sans m'interrompre. L'affaire est sérieuse. Dans quelques jours on va destituer trois hommes. Les commissaires se sont fait des ennemis des députés parce qu'ils ont refusé de faire des petites faveurs aux députés qui venaient leur en demander. Et on sait que les membres ont le droit de refuser toute intervention d'un député.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Je soulève un point d'ordre. Il y a là accusation directe contre les membres de la Chambre. Le député de Berthier n'a pas le droit de dire cela. Je demande au député de retirer ses paroles.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Mais c'est un fait reconnu que les députés se sont interposés entre la commission et les accidentés. Dans 90 % des cas des accidentés, les députés interviennent et les commissaires les refusent. Cela est arrivé sous notre régime. La question des accidents du travail est importante et il faut que ce soit administré en dehors de toute ingérence politique. C'est ce que le député de Berthier a voulu faire ressortir.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** L'honorable député de Berthier a laissé entendre que les députés sont devenus ennemis des commissaires après s'être vu refuser des faveurs. Parlant sur le point d'ordre, je dis que le député de Berthier n'a pas le droit d'insinuer cela. C'est injuste pour les députés.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Il n'y a rien d'insultant là-dedans. Moi-même, dans le temps que j'avais du patronage, je suis allé à la commission demander un règlement.

**Des députés ministériels** parlent.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Les députés de la droite rient dans le fond, là-bas. Ils sont plus hors d'ordre que le député de Berthier. On devrait intervenir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Rivière-du-Loup n'a pas le droit de donner des ordres au président. Cela est indigne de sa part. Je lui demande de retirer ses paroles.

**M. le président:** Je demande au député de Berthier de cesser ses insinuations et de retirer ses paroles.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** veut intervenir de nouveau.

**M. Bastien (Berthier):** Le député de Portneuf, dit-il, n'a pas le droit de parler deux fois sur le même point d'ordre. J'accepte ce qu'a dit le premier ministre.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"3. Les dispositions de la section 1 de la présente loi s'appliquent aux membres actuels de la commission des accidents du travail du Québec.

"Les experts médicaux, les officiers, les commis et les employés de cette commission qui ont été nommés par elle avant l'entrée en vigueur de la présente loi sous l'autorité de l'article 58 de la loi des accidents du travail, 1931, sont censés avoir été nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait amender l'article 3 de façon à ce que les dispositions de la loi s'appliquent à tout le personnel.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Cet amendement signifie qu'on pourra destituer tous ceux qui travaillent pour la Commission.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Personne n'est jamais destitué, mais certains employés sont parfois remerciés de leurs services parce qu'ils manquent de compétence.

**M. Bastien (Berthier)** continue son discours et blâme le gouvernement de tous ces changements.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** La loi est présentée dans le plus grand intérêt de la classe ouvrière.

**M. Bastien (Berthier):** J'entends, dit-il, des cris que je ne veux pas qualifier.

Il (M. Bastien) annonce qu'il termine son discours.

(On applaudit bruyamment)

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"3. Les dispositions des sections 1 et 2 de la présente loi s'appliquent aux membres et à tout le personnel actuel de la commission des accidents du travail du Québec."

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

L'article 4 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Béique, Bélanger, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Castonguay, Coonan, Dubé (Témiscouata), Duplessis, Fleury, Gagnon, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Leduc (Laval), Lesage, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Taché, Tardif, Tellier, Tremblay, Trudel, Vachon, 36.

**Contre:** MM. Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Connors, Delagrave, Drouin, Dumaine, Grégoire, Hamel, Messier, 12.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, Londres sera demain le théâtre des fêtes qui auront leurs échos dans le monde entier. À l'occasion du couronnement du Roi, je me fais l'interprète de la province en assurant Leurs Majestés de notre entière loyauté. Je sais que le chef de l'opposition n'aura pas d'objection à appuyer ma motion pour que la Chambre s'ajourne à jeudi en l'honneur du roi George VI et de la reine Elizabeth, nos gracieux souverains.



**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il me fait plaisir de seconder la motion du premier ministre. Je le fais au nom de la loyale opposition de Sa Majesté qui a beaucoup de travail à faire dans cette province. J'espère que ces fêtes seront mémorables et que tous les habitants de la province seront d'accord à les célébrer joyeusement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à jeudi, pour marquer son respect envers Leurs Majestés le roi George VI et à la reine Elizabeth dont le couronnement doit avoir lieu à Londres demain.

Adopté.

La séance est levée à minuit.

## NOTES

1. Le député de Québec-Centre (M. Hamel) utilise cette expression, car le premier ministre utilise souvent l'expression "opposition déguisée" pour qualifier les membres dissidents de l'Union nationale.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

3. "3,500,000 chevaux-vapeur", selon *Le Devoir* du 12 mai 1937, à la page 2.

4. "100 chevaux-vapeur", selon *Le Soleil* du 12 mai 1937, à la page 8.

5. Le député de Québec-Est (M. Drouin) fut ministre des Terres et Forêts dans le cabinet Duplessis du 26 août 1936 au 22 février 1937.

6. "120,000 chevaux-vapeur", selon *Le Soleil* du 12 mai 1937, à la page 8.

7. "60,000 chevaux-vapeur", selon *L'Action catholique* du 12 mai 1937, à la page 5 et *Le Journal* du même jour, à la page 12.

8. "au Témiscamingue", selon *Le Journal* du 12 mai 1937, à la page 12.

9. Julian Cleveland Smith (décédé en 1939), ingénieur et financier né aux États-Unis. Président de la Shawinigan Water & Power.

10. C'est le premier ministre qui applaudit le plus fort, selon *Le Soleil* du 12 mai 1937, à la page 8.

11. "\$0.75", selon *Le Journal* du 12 mai 1937, à la page 12.

12. "12,122 milles", selon *Le Journal* du 12 mai 1937, à la page 12.

13. Le député de Québec-Centre (M. Hamel) s'adresse alors au député de Missisquoi (M. Pouliot), selon *Le Soleil* du 12 mai 1937, à la page 8.

14. "Montreal Light, Heat & Power", selon *Le Journal* du 12 mai 1937, à la page 12.

15. "multiplié par 60,000", selon *Le Journal* du 12 mai 1937, à la page 12.

16. "système coopératif obligatoire", selon *Le Journal* du 12 mai 1937, à la page 12.

17. Selon *Le Soleil* du 12 mai 1937, à la page 8, les diverses clauses du bill sont adoptées les unes après les autres et, après quelques remarques du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Pour sa part, *L'Action catholique*, du même jour, à la page 6, rapporte que personne ne répond aux quelques suggestions que fait le chef de l'opposition. Enfin, *L'Événement*, du même jour, à la page 8, note que chaque fois qu'un article stipule un contrôle ou une intervention du lieutenant-gouverneur en conseil, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) le souligne avec ironie.

18. Voir note 2.

19. Voir note 2.

20. Voir note 2.

21. 15 %, selon *L'Action catholique* du 12 mai 1937, à la page 9.

22. Le député de Berthier (M. Bastien) reprend de nouveau cette expression qu'avait utilisée le premier ministre à la séance du 3 mai 1937. Il en avait également fait allusion à la séance du 10 mai 1937.

23. "Dr Monnier", selon *Le Journal* du 12 mai 1937, à la page 12.

24. *Le Soleil* du 12 mai 1937, à la page 8, indique que tous les membres dissidents de l'Union nationale en Chambre, MM. Hamel, Grégoire, Drouin et Chaloult, votent avec le gouvernement et sont tour à tour applaudis, quoiqu'il y ait hésitation visible à applaudir le député de Kamouraska (M. Chaloult).

25. Voir note 2.

26. Expression latine qui signifie: "compétent, accompli, réalisé, maître de."

27. Locution latine qui signifie: "Non sain d'esprit."

## Première séance du jeudi 13 mai 1937

## Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Bégin (Dorchester):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 78 modifiant la charte de la cité de Québec.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 107 constituant en corporation la ville de Malartic ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

Votre comité recommande de prolonger au 20 mai prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

**M. Marier (Drummond):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 20 mai prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Municipalités scolaires  
de Val-d'Or

**M. Lesage (Abitibi)** demande, appuyé par le représentant de Montcalm (M. Tellier), la permission de présenter le bill 165 créant les municipalités scolaires catholique et protestante de la ville de Val-d'Or.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Garde des  
enfants trouvés

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 54 modifiant la loi

de la garde des enfants trouvés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité<sup>1</sup>:

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** La première section de cette loi a pour but de permettre aux institutions qui reçoivent des enfants trouvés et qui les placent en adoption, en vertu d'un contrat, de reprendre ces enfants, si elles le jugent à propos, sans qu'il soit nécessaire de stipuler ce recours dans le contrat.

La deuxième section a pour objet d'attribuer à la crèche de Saint-Vincent-de-Paul, avec effets rétroactifs, les droits et pouvoirs de la loi de la garde des enfants trouvés.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le bill a-t-il été approuvé par l'aumônier?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** répond dans l'affirmative.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## Salaires des ouvriers

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 55 relatif aux salaires des ouvriers soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de remplacer la loi des contrats collectifs.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il n'y a pas de changement dans les principes de la loi des conventions collectives?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**  
Non, pas dans les principes.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je comprends qu'il s'agit d'une refonte et non de la disparition des contrats.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**  
C'est une refonte de la loi relative à l'extension des conventions collectives du travail avec des améliorations dans certains cas.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)**  
propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>2</sup>:

**M. Pouliot (Missisquoi):** Est-ce que la loi s'applique dans toute la province?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**  
Certainement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Certainement.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je désire, M. le président, avant qu'on entre plus avant dans l'étude de la loi, faire quelques observations en marge de cette loi. Je dois déclarer tout d'abord que je suis heureux et très heureux de donner mon entier appui à l'une des meilleures lois qui aient été passées par le gouvernement depuis le début de la session cette année. Je n'hésite pas à me prononcer en faveur de cette loi. J'estime que la loi est bonne et même très bonne.

Je remarque qu'on la désigne sous le nom de loi relative aux salaires des ouvriers, au lieu de loi relative aux contrats collectifs de travail, et cela importe peu, le changement de nom, car la nouvelle loi comporte quand même une amélioration sur l'ancienne loi des conventions collectives.

Je désire féliciter le gouvernement qui a été particulièrement heureux dans le choix des commissaires qui ont enquêté pour préparer cette

législation. Les membres de la Commission de révision ont fait preuve de compétence dans les études qui ont précédé cette loi. Ce sont des gens, dont deux avocats distingués, qui connaissent bien la classe ouvrière et qui ont été heureux de lui rendre justice. Sans doute, il peut y avoir certains points obscurs sur la constitutionnalité de cette loi, et actuellement le cas est devant la Cour d'appel, je crois. Les tribunaux seront un jour ou l'autre appelés à se prononcer.

Mais qu'elle soit constitutionnelle ou non, elle n'en est pas moins une très bonne loi éminemment sociale. Les ouvriers n'ont pas toujours les salaires auxquels ils ont droit, et cette mesure améliorera leur sort. Il n'y a que les conventions collectives de travail qui peuvent les aider réellement. J'espère maintenant que cette amélioration à la loi actuelle sera suivie d'une loi du salaire minimum pour les cas que la loi actuelle ne pourrait couvrir.

La loi qui est présentement devant nous est aussi une loi qui force les ouvriers à s'entraîner et à travailler pour acquérir plus de compétence dans leur métier, car elle favorise les compétences. Elle permet aussi aux employeurs de juger les travailleurs à leur réelle valeur et de les rémunérer en conséquence. C'est là aussi une excellente chose!

Elle a, de plus, pour bon effet de favoriser les groupements d'ouvriers. Pour former une convention collective de travail, il faut un groupement d'ouvriers. Autrefois, on exigeait le consentement de deux patrons; aujourd'hui, en vertu de cette loi, il n'en faut plus qu'un. Cette loi nous conduit directement au corporatisme dont Son Éminence le cardinal rappelait récemment la nécessité. Suivant l'expression du cardinal, nous devons souhaiter l'existence du corporatisme à plein.

Je comprends que la loi des contrats collectifs est une ancienne loi et que le mérite de cette loi revient à l'ancien gouvernement, et il faut lui en donner le crédit. Mais, tout de même, le bill que nous avons devant nous constitue une amélioration considérable sur l'ancienne loi.

Je constate avec joie que cette loi évite autant que possible l'intervention du gouvernement et le favoritisme qui peut s'exercer au détriment du public. Avec la loi des conventions collectives de travail, les ouvriers et les patrons s'entendent ensemble pour fixer les salaires. Ces ententes évitent des frais inutiles au gouvernement. Quant aux frais d'application de la loi, ils sont soldés à la fois par les patrons et les ouvriers. Tout est administré par eux; le gouvernement est soulagé d'une autre charge et évite des dépenses considérables.

Il y a peut-être un danger à signaler en marge de la nouvelle loi que nous avons devant nous, et c'est parce que la loi donne un trop grand pouvoir de centralisation au gouvernement. Cette latitude peut porter le gouvernement et le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) à l'arbitraire, mais je comprends que le ministre du Travail a un excellent sous-ministre qui a fait ses preuves et le seconde bien...

(Rires)

... et que l'on n'abusera pas de ces pouvoirs. D'ailleurs, je ne doute pas que le ministre ait lui-même à cœur de faire profiter les ouvriers de pouvoirs plus grands qu'on lui donne, tout en protégeant les intérêts des patrons. Cette législation marque un acheminement vers l'équilibre et vers un progrès plus complet en matière de conventions collectives du travail qui ne pourront pas être complètement satisfaisantes avant quelques années encore, mais qui s'améliorent rapidement. La loi n'est évidemment pas parfaite, ceci dit sans reproche, mais ce n'est pas la faute du gouvernement, car les lois sociales traversent une période d'évolution; avec le temps, elles seront perfectionnées.

Ce dont les ouvriers se sont plaints jusqu'ici, ce n'est pas du principe de la loi, mais de son application difficile. Mais la loi actuelle marque un autre pas vers le progrès en matière de législation ouvrière que la bonne volonté générale et le sens social devraient accentuer de plus en plus, et je n'ai aucune hésitation à l'approuver.

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Dans la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants ont le sens qui leur est ci-après donné:

"a. "agriculteur" signifie: tout propriétaire ou occupant d'une ferme ou d'une exploitation propre ou connexe à l'agriculture, qu'il met en valeur lui-même ou par l'entremise de serviteur, et dont il tire au moins cinquante pour cent de son revenu;

"b. "association" comprend: un syndicat professionnel, une union ou fédération de syndicats, un groupement de salariés ou d'employeurs *bona fide* ou possédant la personnalité civile, ayant pour objet l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres dans le respect des lois et de l'autorité constituée;

"c. "comité" désigne: le comité paritaire communément appelé comité conjoint, constitué à la suite d'un décret;

"d. "convention collective" ou "convention" signifie un contrat relatif aux conditions de travail conclu entre, d'une part, les représentants d'une association de salariés et, d'autre part, une association d'employeurs, de plusieurs employeurs contractant à titre personnel ou même d'un seul employeur;

"e. "décret" signifie: un arrêté ministériel;

"f. "employeur" comprend: tout individu, société, firme ou corporation qui contracte un louage d'ouvrage;

"g. "employeur professionnel" désigne: un employeur qui habituellement a à son emploi des salariés pour un genre de travail qui fait l'objet d'une convention;

"h. "ministre" signifie: le ministre du travail dans le gouvernement de la province de Québec;

"i. "salaire" comprend: toute rémunération, compensation ou avantage ayant une valeur pécuniaire consentis pour le travail et tel que déterminé par le décret;

"j. "salarié" comprend: tout apprenti, manœuvre ou ouvrier non spécialisé, ouvrier qualifié ou compagnon, artisan, commis et employé qui travaille individuellement, en équipe ou en société;

"k. "salarié permanent" désigne: le salarié préposé uniquement à l'entretien d'une église, chapelle, cimetière, séminaire, collège, couvent, monastère, hôpital, orphelinat, asile, crèche, hôtel, maison de rapport, édifice à bureaux, immeubles ou ensemble de constructions utilisés comme établissement manufacturier ou industriel, si le louage d'ouvrage de ce salarié pour cet immeuble particulier est convenu pour une période d'au moins douze mois;

"l. "construction" comprend démolition."

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** J'aurais une objection, dit-il, au sujet de la rédaction du paragraphe "d" de l'article 1 où il est dit que la convention collective signifie un contrat conclu entre les représentants d'une association de salariés et une association d'employeurs ou de plusieurs employeurs contractant à titre personnel ou même d'un seul employeur.

Est-ce qu'il n'est pas arbitraire de donner le droit à un seul patron de faire une convention collective plutôt qu'à toute une association d'employeurs?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un employeur a souvent 400 à 500 employés à son service.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** J'ai peur, dit-il, que ceci favorise la création de syndicats de compagnie.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le bill ne présente pas un tel danger.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter qu'une convention collective de travail relative à un métier, à une industrie, à un commerce ou à une profession lie également tous les salariés et tous les employeurs dans une région déterminée de la province."

**M. Pouliot (Missisquoi):** L'article pourra-t-il s'appliquer dans toute la province?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Certainement.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Dans le cas de la Gaspésie, nous avons des pêcheurs qui pêchent, mais il y a quelques centaines d'hommes qui travaillent de cinq heures du matin à minuit dans la préparation du poisson pour les commerçants de poisson. Ces gens-là, qui gagnent le faible salaire de \$0.80 ou \$0.90 par jour, auront-ils l'avantage de faire une convention collective avec leurs employeurs, qui leur donnera un salaire un peu plus raisonnable?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**  
Oui. Les citoyens de la Gaspésie qui travaillent à la préparation du poisson pour de bien maigres salaires vont avoir l'opportunité de se grouper ensemble en association professionnelle pour faire la demande d'une convention collective avec leurs employeurs. C'est dire que la nouvelle loi reconnaît le droit d'association pour tous les travailleurs.

**M. Drouin (Québec-Est):** Très bien.

**Des députés** veulent savoir si les travailleurs non syndiqués de la province, comme les bûcherons, seront protégés par cette loi, en regard du salaire et des conditions de travail.

**Des députés** expriment de la sollicitude envers les cheminots.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**  
Je ne vois, dit-il, aucune raison pour laquelle les

travailleurs non-syndiqués, lorsque regroupés, ne pourraient pas tirer avantage de la loi, qui est construite de manière à ce que tous les travailleurs, qu'ils soient dans les terres ou en ville, puissent invoquer ses clauses pour être protégés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le bill est le résultat d'une enquête approfondie effectuée par des hommes choisis parmi toutes les couches de la société. Ils ont fait leurs recommandations et ils ont incorporé la mesure.

Le bill fournit non seulement une entente entre les parties syndiquées pour assurer des salaires justes et de meilleures conditions de travail, mais il fournit également au lieutenant-gouverneur en conseil l'autorité nécessaire pour assurer que l'industrie soit protégée contre les conditions économiques défavorables.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Les travailleurs vont-ils conserver leur droit d'intenter un procès à leurs employeurs, lorsque l'employeur les exploite à l'égard de leurs avances de salaire?

**M. Duguay (Lac-Saint-Jean)** s'exprime également sur ce point.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
La loi n'abolit pas le droit des travailleurs d'aller en cour pour redresser leur situation.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**  
Si la loi réglait seulement les abus commis dans le passé à l'égard des avances de salaires, sur lesquelles d'énormes intérêts étaient prélevés, il était alors nécessaire de la présenter.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 et 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. Le ministre donne avis de la réception de la requête dans la *Gazette officielle* de Québec et dans un journal publié en langue française et dans un journal publié en langue anglaise.

"L'avis comporte que toute objection à la requête doit être formulée dans les trente jours.

"Le ministre peut, s'il le juge à propos, ordonner la tenue d'une enquête sur le bien-fondé de la requête ou de toute objection qui a été formulée à l'encontre."

**M. Taché (Hull):** N'y aurait-il pas lieu de spécifier "un journal publié dans la région intéressée"?

Si on accuse réception d'une requête de Hull dans un journal de Québec, cela ne servira pas à grand-chose.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** C'est entendu à l'avance que des avis seront publiés dans les journaux de la région où sont en vigueur les contrats.

L'article 5 est adopté.

Les articles 6 et 7 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 8 qui se lit comme suit:

"8. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'abroger le décret ou, subordonnement aux formalités et restrictions mentionnées aux articles 3, 4, 5 et 6, de le modifier à la requête des parties à la convention.

"Le décret comportant abrogation ou modification entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec*."

**M. Pouliot (Missisquoi):** Si une convention a une durée d'un an et qu'on veuille l'abroger avant son terme, il devrait être loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de le faire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a reçu des plaintes de la part d'employeurs et d'employés au sujet de la loi des conventions collectives.

Nous avons prévu même ce cas. C'est à la suite de déclarations que j'ai faites que le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), un homme d'une grande compétence, a formé une commission chargée d'étudier les modifications des contrats ou conventions collectives du travail. Nous avons si peu de préjugés que nous avons même requis les services de l'associé de l'honorable député de Kamouraska (M. Chaloult), Me Guy Hudon, un avocat distingué de Québec, ce qui démontre que nous n'avons pas de fanatisme politique.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je veux faire une rectification.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je parle de la commission et de ses attributions et des recommandations qu'elle a faites au gouvernement.

**M. Chaloult (Kamouraska):** M. le président, j'ai soulevé un point d'ordre pour faire une rectification.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** continue de parler en même temps que le député de Kamouraska noyant ainsi sa voix.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je proteste, dit-il. Le député de Kamouraska a soulevé un point d'ordre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette commission s'est occupée de trouver les moyens d'améliorer considérablement la loi des conventions collectives.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Point d'ordre, point d'ordre.

**M. le président** regarde finalement le premier ministre qui prend son siège en souriant.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Point d'ordre. Je veux faire une rectification. Le premier ministre vient de parler de mon associé Guy Hudon. Je tiens à dire ici que je n'ai pas d'associé. M. Hudon est mon ancien associé.

**M. Barrette (Terrebonne):** C'est pas un point d'ordre cela. Je soutiens donc qu'il doit être renvoyé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un point d'ordre collectif.  
(Rires)

Il (l'honorable M. Duplessis) donne quelques explications supplémentaires au député de Missisquoi (M. Pouliot) et termine.

L'article 8 est adopté.

Le comité étudie les articles 9 à 15 concernant les *Effets du décret*.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **M. Barré (Rouville)** discutent et citent des cas particuliers.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Il y a des abus de toutes sortes pour ne pas payer les justes salaires.

Je ne veux pas me plaindre de la situation ou tirer profit d'une question sociale, mais la loi était

construite pour vérifier les abus rencontrés. Il est certain, déclare-t-il que la situation s'améliorera sensiblement dans peu de temps lorsque la loi sera adoptée.

Les articles 9 à 15 sont adoptés.

Le comité étudie les articles 16 à 19 concernant le comité paritaire.

**M. Barré (Rouville):** Je trouve étrange, dit-il, que l'on donne au comité paritaire le droit de poursuivre, au lieu de l'ouvrier qui aurait été lésé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet article de loi est copié mot pour mot sur le projet de loi préparé par les commissaires. À la suite de la dernière session nous avons formé une commission chargée de faire une enquête sur la loi des conventions collectives de travail. Nous avons nommé des représentants des divers groupes et des diverses régions.

Ces gens ont étudié. Ils ont fait une enquête et soumis un projet de loi. Nous avons mis dans la loi une clause permettant d'abroger une convention collective si l'on en vient à la conclusion qu'elle nuit aux intérêts des ouvriers, car il faut tenir compte des conditions locales et des conditions générales sujettes à des fluctuations.

Quant à l'article qui permet au comité paritaire de se substituer à un ouvrier pour faire une réclamation, j'ai trouvé que c'était très radical. Je l'ai laissé pour permettre à la Chambre de discuter cet aspect de la loi. Si on fixe des salaires, il faut prendre les moyens de les faire payer.

Les salariés doivent être en mesure de poursuivre même si le comité paritaire ne le fait pas. On devrait mettre une clause disant que le comité paritaire aura le droit de se substituer à l'ouvrier qui n'aura pas poursuivi dans un certain délai, et à l'ouvrier qui, après avoir poursuivi, n'aura pas procédé dans un certain délai.

On veut ainsi empêcher les ententes entre patrons et ouvriers, ententes qui pourraient se multiplier à l'infini et rendre la loi absolument inefficace.

Si l'ouvrier veut poursuivre, pourquoi lui interdire l'exercice de ce droit?

Les articles 16 à 19 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 20 qui se lit comme suit:

"20. À compter de la publication, le comité constitue une corporation et il a les pouvoirs, droits et privilèges appartenant aux corporations civiles ordinaires;

"De plus, il peut:

"a. Contraindre tout employeur professionnel à tenir un registre où sont indiqués les nom, prénoms et résidence de chaque salarié à son emploi, sa qualification, la durée et la nature du travail régulier et supplémentaire de chaque jour ainsi que le salaire payé pour ce travail, avec mention du mode et de l'époque du paiement;

"b. Examiner le registre susdit et la liste de paie;

"c. Vérifier auprès de tout employeur et de tout salarié le taux du salaire, la durée du travail, le régime d'apprentissage et toutes autres dispositions du décret;

"d. Requérir sous serment, de tout employeur ou de tout salarié, et même à l'endroit où ce dernier exécute son travail, les renseignements qu'il juge nécessaires;

"e. Exiger de l'employeur professionnel qu'une copie de l'échelle des salaires rendus obligatoires, ou de toute décision ou règlement, soit affichée à un endroit convenable;

"f. Prélever de l'employeur professionnel seul, ou de l'employeur professionnel et du salarié, les sommes nécessaires à l'application du décret; tel prélèvement devant se faire dans les conditions suivantes:

"1° La méthode et le taux du prélèvement et l'estimé des recettes et des dépenses doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil;

"2° Le prélèvement ne doit jamais excéder une demie de un pour cent de la rémunération du salarié, et une demie de un pour cent de la liste de paie de l'employeur professionnel;

"3° S'il s'agit de l'artisan, le prélèvement est basé sur le salaire établi pour le salarié le moins rémunéré;

"g. Exiger la perception par l'employeur professionnel du prélèvement imposé au salarié à même le salaire qu'il est tenu de payer à ce dernier;

"h. Créer un bureau d'examineur chargé de déterminer la qualification du salarié;

"i. Accorder, d'après la preuve jugée suffisante, à tout salarié d'aptitudes physiques ou mentales restreintes, un certificat l'autorisant à travailler à des conditions autres que celles prévues par le décret;

"j. Réclamer de tout employeur et de tout salarié qui violent les dispositions d'un décret



relatives au salaire un montant équivalent à vingt pour cent de la différence entre le salaire rendu obligatoire et celui effectivement payé.

"Ce montant doit être accordé à titre de dommages-intérêts liquidés;

"k. Nonobstant toute loi à ce contraire, exercer, pour le bénéfice du salarié, les actions qui naissent en sa faveur du décret, sans avoir à justifier d'une cession de créance par l'intéressé et malgré toute renonciation expresse ou implicite de ce dernier;

"Les recours de plusieurs salariés contre un même employeur peuvent être cumulés dans une seule demande.

"L'employeur poursuivi par le comité ne peut faire valoir aucun moyen par voie de demande reconventionnelle.

"Le montant réclamé à titre de dommages-intérêts liquidés peut être ajouté au montant de la demande.

"La demande est réputée en matière sommaire et instruite comme telle."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La Commission nous a fait des recommandations que nous avons acceptées et qui sont dans cette loi.

**M. Thibault (Montréal-Mercier):** Au début, le contrat collectif a été un problème épineux pour les marchands de Montréal. Nous avons payé des salaires de première classe à des ouvriers de trois classes. Les inspecteurs n'avaient pas d'expérience, mais l'expérience est venue avec le temps et les résultats sont meilleurs maintenant. Souvent un homme connaît très bien son métier dans la pratique, mais aux examens, il est incapable de donner certaines définitions se rapportant à son travail et, dans ce cas, il arrive souvent qu'on lui refuse sa carte.

Je voudrais, dit-il, que les comités paritaires ne fussent constitués que de gens intéressés directement dans tel métier.

C'est un problème difficile à résoudre, mais je comptais sur le gouvernement et le projet de loi pour régler le tout de manière satisfaisante.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y a des inspecteurs qui se sont rendus coupables d'abus graves.

**M. Labelle (Montréal-Saint-Henri):** Le système actuel, qui accorde ces certificats, a mené à plusieurs abus. La loi devrait définir plus clairement quels sont

les examens à passer pour obtenir la carte de compétence. Comment seront établies ces qualifications? Ne seront-elles favorables qu'aux personnes possédant des études théoriques? Souvent un homme connaît très bien son métier dans la pratique, mais aux examens il est incapable de donner certaines définitions se rapportant à son travail et, dans ce cas, il arrive souvent qu'on lui refuse sa carte<sup>3</sup>.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**

Dans le cas d'un refus du comité, tout refus de ce genre est sujet à appel au ministre, dont la décision est finale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Les honorables députés de Montréal-Saint-Henri et de Montréal-Mercier ont raison dans une certaine mesure, mais il s'agit d'une loi humaine et, partant, pas parfaite. Ce que nous cherchons avant tout, c'est d'améliorer la loi et la classification. Dans le passé, répète-t-il, il y a eu des abus au bureau des examinateurs, et je n'hésite pas à le dire. On se faisait des revenus à même la carte de compétence: dans certains cas, on a donné des certificats pour le simple plaisir de charger \$2, \$3, \$4 ou \$5.

Une loi ne peut pas couvrir tous les cas individuels. On ne peut toujours demander à un ouvrier qui se présentera dans le bureau du ministre de passer la varlope sur les murs pour démontrer sa compétence. Les examens, dans ces cas, signifient qu'un ouvrier doit démontrer ce dont il est capable. Les abus des examinateurs seront corrigés: un examen se fait d'après les renseignements obtenus sur le travail antérieur d'un ouvrier. Or, si un menuisier prouve que depuis 10 ans il a gagné sa vie avec son métier, c'est suffisant pour un examen. À tout événement, nous travaillons à améliorer la loi et, si dans une année il y a lieu de l'améliorer encore, nous n'hésiterons pas à l'améliorer davantage. Je suis d'opinion, dit-il, que la loi donnera satisfaction lorsqu'elle sera mise en application.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**

Je n'ai fait que me rendre à la demande des employeurs et des ouvriers qui ont demandé que le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) soit l'arbitre dans le cas du refus d'une carte de compétence à un ouvrier et dans les difficultés qui pourront surgir relativement à la loi des contrats collectifs. C'est avec plaisir que j'ai consenti à cette demande. N'en déplaise au député de Kamouraska (M. Chaloult) qui a dit que j'avais un bon sous-

ministre pour faire mon travail, c'est moi-même qui ai réglé ces cas et qui les réglerai à l'avenir. Je le répète, il y a eu des abus dans le passé et il faut les éviter. Dans une certaine région, des employés s'étaient constitués en une organisation d'employeurs, et ce sont eux-mêmes qui réglaient leur cas, qui posaient leurs conditions.

Je ne veux pas jeter le blâme sur personne ou faire de la politique avec cette question, car c'est une question sociale, et je veux la traiter à ce point de vue seulement. En autant que la Providence me gardera la santé pour être à mon poste, je me propose de voir moi-même à ce que la loi soit bien appliquée, et je puis déclarer que, d'ici 12 mois, nous allons améliorer considérablement le sort des travailleurs. Je travaillerai pour assurer l'harmonie entre employeurs et employés comme je l'ai fait depuis mon assermentation.

**M. Bastien (Berthier):** L'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) dit qu'il y a eu des abus dans le passé, mais qu'il n'oublie pas que l'ancien ministre et le sous-ministre traitaient avec des humains. Il prétend aujourd'hui qu'il va s'en occuper et qu'il n'y aura plus d'abus.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Non! Je n'ai jamais dit cela... Si vous voulez commencer la chicane, vous allez voir que ça va y aller!

(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Très bien, mais le ministre aura encore à traiter avec des humains tout comme son prédécesseur, et il verra qu'il y aura encore des erreurs et des abus. De quelle manière la nouvelle loi est une amélioration sur l'ancienne?

**M. Gagné (Arthabaska):** La loi ne s'applique pas dans les villes dont la population est peu élevée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle est la population de Victoriaville?

**M. Gagné (Arthabaska):** 8,500 âmes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi ne s'applique qu'aux villes de plus de 10,000 âmes.

L'article 20 est adopté.

Les articles 21 à 32 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 33 qui se lit comme suit:

"33. Le certificat accordé par l'association est valable tant que le porteur en fait partie; dans ce cas, la carte ou le livret de membre tient lieu de certificat de qualification.

**M. Pouliot (Missisquoi):** Si l'ouvrier a un certificat de l'association, ce n'est pas nécessairement un certificat de compétence.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il sera loisible de donner aux associations le droit de faire subir des examens. Un homme est compétent ou il ne l'est pas.

**M. Thibault (Montréal-Mercier):** Dans certains cas, en vertu de cet article, des hommes pourront s'engager dans une industrie sous de fausses représentations de compétence grâce au certificat d'association. Si on veut garder l'article tel quel, il faudrait mettre quelque chose d'autre dans la loi.

**M. Bastien (Berthier) et M. Delagrave (Québec-Ouest)** se lèvent.

**M. Thibault (Montréal-Mercier)** se lève<sup>4</sup>.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** C'était pour prévoir le cas d'une personne qui est qualifiée et compétente et qui serait trop pauvre pour aller chercher un certificat de compétence. C'est pourquoi nous avons dit que sa carte de membre suffirait.

L'article 33 est retiré.

En conséquence, les articles suivants sont renumérotés.

Les articles 33 à 37 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3 qui se lit comme suit:

"38. La présente loi ne s'applique pas:

"a. À l'agriculteur;

"b. À l'aveugle;

"c. À toute compagnie de chemin de fer en autant qu'elle est assujettie à la juridiction du Parlement du Canada."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si je comprends bien, le cultivateur qui fait construire une ou des maisons, la loi ne s'applique pas à lui?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela ne s'applique pas.

**M. Bastien (Berthier):** Et la loi ne s'applique pas aux chemins de fer. Les cuisinières sur les trains, particulièrement le "streamline" de Montréal à Québec, travaillent de 14 à 15 heures par jour. Ne devrait-on pas protéger cette catégorie d'ouvriers?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Assieds-toi donc, Cléophas.

**M. Bastien (Berthier):** C'est votre manière de penser ça, vous. Ô lumière de Maisonneuve!

(Rires)

On a abusé des cuisiniers et des aides-cuisiniers.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si ceux dont le député de Berthier parle ne sont pas associés, il serait bien difficile de les protéger. La loi ne prévoit de convention ou de contrat qu'avec des groupes organisés.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** C'est dur de comprendre pour vous autres.

**M. Bastien (Berthier):** Vous, comme vous dites, vous êtes un beau "maître".

L'article 38 est adopté.

Les articles 39 à 47 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 48 qui se lit comme suit:

"48. Quiconque viole un décret, un règlement rendu obligatoire ou une disposition de la présente loi, dans les cas non prévus aux articles précédents, commet un acte illégal et est passible, sur conviction sommaire, d'une amende n'excédant pas dix dollars et des frais."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande des explications au ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay).

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Le chef de l'opposition fait erreur.

**L'honorable M. Leduc (Laval):** (Donnant l'explication voulue par un exemple) Des ouvriers, pour se protéger, dans un travail temporaire,

s'associaient temporairement, dit-il, afin de se prévaloir de l'échelle fixée par le contrat collectif.

Ces ouvriers se fraudaient eux-mêmes, et travaillaient à meilleur marché sans s'en douter. Avec la loi, on corrige cette irrégularité.

L'article 48 est adopté.

Les articles 49 à 54 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Vente du cidre

**M. Boiteau (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) que cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait au plus tôt étudier et prendre les moyens d'encourager la production et la vente du cidre de pomme en cette province.

Le gouvernement de l'Union nationale, dit-il, possède un programme élaboré qui prévoit une aide substantielle à la petite industrie par le moyen de lois appropriées et d'octrois, quand la chose s'avère opportune.

Le gouvernement a déjà commencé la réalisation de son programme et il continuera jusqu'au bout, sans se laisser arrêter par les obstacles. On se rappelle aussi pour ceux qui ont suivi la politique depuis une vingtaine d'années, que l'honorable M. J.-E. Caron<sup>5</sup>, aurait été favorable à l'industrie du cidre, mais il avait affaire à un gouvernement qui n'était pas intéressé à protéger l'agriculture et à favoriser son développement. Quant à nous, nous sommes convaincus que la grande industrie, prospère dans la prospérité, devient, en temps de dépression, une des grandes causes du chômage, tandis que la petite industrie, si elle ne connaît peut-être jamais une très grande prospérité, ne subit pas, du moins d'une façon aussi drastique, les périodes de crise, puisque sa production ne dépend pas des grands marchés internationaux, mais s'ajuste presque toujours à la consommation locale, régionale ou provinciale.

La petite industrie, parce qu'elle n'est pas soumise aux fluctuations des marchés extérieurs et des grands courants économiques, est un excellent préventif contre la misère, le chômage et les crises. Elle doit être encouragée, car elle est un élément de stabilité économique.

Nous, de l'Union nationale, nous ne voulons pas marcher sur les traces de l'ancien gouvernement, mais créer des débouchés pour notre petite industrie.

La petite industrie crée une classe d'artisans qui permet d'atteindre non pas à la richesse, mais à une honnête aisance. Or, l'on sait que cette classe moyenne constitue le fondement le plus solide d'une société ordonnée.

Ce préambule a pour objet d'en venir à appuyer et défendre dans la mesure de nos forces la motion qui est devant la Chambre.

Actuellement, d'après les statistiques provinciales, il y a, au moins dans cette province, 45,000 propriétaires de vergers domestiques. Je me propose donc de parler de l'encouragement à apporter aux 45,000 propriétaires de petits vergers dans notre province et de la petite industrie du cidre. Il y a quelques grands vergers commerciaux mais la plupart des propriétaires possèdent de petits vergers avec une moyenne de 30 à 40 pommiers chacun.

Si je tiens compte des facteurs défavorables à la culture et du fait que la province de Québec consomme plus de pommes *per capita*, car nous sommes Normands, que toute autre province, j'en suis venu à la conclusion que la récolte moyenne annuelle des pommes dans notre province, au lieu d'augmenter, subit une régression alarmante depuis 1926.

Voici les chiffres de quelques périodes:

- la récolte de 1926 donne 111,600 barils;
- la récolte de 1929 donne 187,180 barils;
- la récolte de 1933 donne 306,000 barils;
- la récolte de 1935 donne 222,000 barils;
- en 1936, nous tombons au chiffre de 91,000

barils.

À quoi donc attribuer cette baisse? On peut admettre que la gelée de l'hiver 1933-1934 a été un facteur défavorable. Il en est de même pour la gelée du printemps 1936, gelée qui attaqua certains pommiers déjà en fleurs. Ces gelées ne sont pas la cause principale de la diminution de notre récolte, mais seulement la cause occasionnelle. Et la preuve en est que le désastre produit par la gelée de 1933-1934, qui attaqua 43 % de nos pommiers de Québec, se trouve dès 1936 diminué de 20 %.

La raison de cette rapide amélioration réside dans le fait que la plupart des jeunes pommiers qui,

depuis trois années, entrent en production se trouvaient alors couverts par la neige, partant protégés contre les vents et la basse température.

Si ce facteur de la gelée n'est pas la cause principale de la diminution de la récolte de pommes dans la province, où se trouve la véritable cause?

Nous croyons que la raison de cette situation doit être recherchée dans le découragement du propriétaire du petit verger familial qui, ne voyant aucun débouché pour sa récolte de pommes plus tardive dans le Québec que dans les autres provinces, abandonne peu à peu le soin qu'il donnait jadis à cette culture. Seuls les grands propriétaires des célèbres vergers de Rougemont, Saint-Hilaire, Oka, Saint-Joseph-du-Lac ont gardé leur moral et trouvent un débouché pour leur récolte.

Les experts et les marchands de fruits nous affirment qu'ils fournissent le marché du Québec avec la pomme de chez nous durant une période qui ne dépasse guère un mois et demi par année, soit la période du printemps, puisque notre pomme du Québec se garde fraîche plus longtemps que celle des autres provinces. N'est-il pas reconnu que notre pomme québécoise est la meilleure au monde?

Est-il logique que la province où le pionnier produit le meilleur fruit au monde doive se pourvoir à l'étranger durant 10 mois et demi? Si l'on importe la pomme de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, c'est à cause de l'incurie de l'ancien gouvernement. On n'a eu jusqu'ici aucune organisation de marché permettant au propriétaire de vergers d'en tirer des bénéfices importants. Le résultat, c'est que l'on s'est découragé.

Une augmentation de quelques centaines de dollars au budget provincial de 45,000 de nos propriétaires de petits vergers aidera grandement la pommiculture (sic).

Le découragement de notre agriculteur prend donc sa source dans la façon dont il a été traité par l'ancien régime. Ce souci, qui ne préoccupait pas du tout l'ancien gouvernement, préoccupe fortement le gouvernement national.

Dans le comté de Bellechasse, il y avait en 1931, 992 vergers; 11,897 pommiers de rapport; 8,769 jeunes pommiers sont encore en rapport. La production fut de 3,101 barils. Elle aurait dû être de 34,601 barils.

Veut-on des chiffres? Le pommier donne en moyenne trois barils. Cinquante pommiers donneront 150 barils à \$4.50 du baril, prix moyen, réalisant un chiffre de \$675. Les frais d'administration consistant en arrosages, barils et emballage ne dépassent pas \$100. Il reste donc un revenu net de \$575 pour un

verger de 50 pommiers. Si nous multiplions ce revenu par 45,000, la province réalisera un chiffre d'affaires de \$22,500,000. Ce chiffre minimum n'intéressait évidemment pas l'ancien gouvernement.

Je préconise ici, dit-il, le contrôle de l'importation, et surtout, l'organisation des marchés locaux au moyen de la classification de la pomme. L'ancien gouvernement a toujours refusé de créer ici un contrôle d'importation. Les autres provinces profitaient alors de cette occasion pour inonder notre marché de denrées alimentaires et de cidre. Comme preuve de cette inondation sur notre marché québécois, M. J.-Édouard Duchesne a affirmé dans la *Revue de la Société de pomologie* que 65,000 barils de pommes sont annuellement perdus dans notre province.

Une classification méthodique facilitera la vente de beaucoup, mais éliminera aussi une certaine proportion de la production annuelle. La mévente des pommes favorisera la fabrication du cidre.

En certains endroits de la province, on a tenté des essais très convaincants. On fait du cidre merveilleux dans la province. Il s'agirait d'organiser cette industrie sur une base scientifique pour apporter à nos cultivateurs de nouvelles sources de revenus.

La solution consisterait à créer chez nous une industrie du cidre qui absorberait la surproduction de pommes, ou plutôt, car ce sera notre cas provincial, la pomme rejetée après classification. Ainsi, se trouverait résolu le problème dans son entier. Il s'agit donc de fonder une industrie qui utilisera les dérivés de la pomme, soit l'industrie des cidres qui peut suppléer ou compléter le budget du cultivateur ou même suppléer aux autres revenus.

Quelle aide le gouvernement peut-il donner à la fabrication des cidres, afin que cette industrie puisse vivre et prospérer légitimement, tout en venant servir le cultivateur de notre province? L'industrie du cidre ne vient pas demander au gouvernement de lui fournir des capitaux. Dieu merci! Elle veut avoir suffisamment de matière première dans notre province; elle veut payer le plus cher possible au cultivateur sa pomme rebut; elle veut, par ce moyen, encourager nos cultivateurs à cultiver leurs vergers et, pour ma part, je sais que mes électeurs de Bellechasse verront d'un bon œil le beau geste que fera le gouvernement en favorisant ainsi l'agriculture.

Désormais, les cidres seront donc une source de revenus dans la province de Québec. Actuellement les revenus du cidre sont inexistantes. Il n'y a donc pas d'inconvénients à ce que la province encourage la fabrication des cidres puisqu'elle

devrait nécessairement y trouver son compte dans l'avenir.

Nous savons bien que notre gouvernement est extrêmement favorable au développement de toutes les petites industries honnêtes. Or, n'y a-t-il rien de plus honnête et de plus savoureux que de déguster le cidre qui a présidé au développement de la race des Normands, nos aïeux, les vainqueurs de Hastings?

M. l'Orateur, l'industrie des cidres favorise le commerce à ses trois degrés:

- achat de la pomme rebut auprès du cultivateur;
- fabrication des cidres;
- consommation.

Ce qui veut dire que le plus grand bénéficiaire sera l'agriculteur de chez nous.

En favorisant l'industrie des cidres, le gouvernement démontrera à la face de la population quel cas il fait du développement de la petite industrie.

Nous avons vu les aspects agricoles et industriels des cidres, mais il y a aussi le point de vue social et thérapeutique. Si notre agriculture obtient des débouchés qui le rendent prospère, on voit combien éminemment social serait l'encouragement donné à cette industrie des cidres qui a fait la prospérité de la Normandie. Du reste, les pays européens se sont rendu compte des possibilités agricoles, sociales et thérapeutiques des cidres et, en poussant le développement, je ne citerai que l'Angleterre, la Suisse, l'Allemagne et l'Espagne. Au point de vue thérapeutique, le cidre constitue une liqueur hygiénique. Les médecins de la Hollande, de la Suisse, de l'Allemagne, et particulièrement de la Normandie, recommandent fortement les cidres pour la cure des maladies du rein et du tube digestif. Le cidre constitue une boisson saine et recommandable!

Après cela, nous ne comprenons pas pourquoi l'ancien gouvernement a toujours bloqué le projet chaque fois qu'il a été présenté devant cette Chambre, blocus indirect, en ce sens qu'il imposait à la fabrication du cidre des conditions de vie impossibles.

(Applaudissements à droite)

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** J'appuie, dit-il, le député de Bellechasse (M. Boiteau).

Me sera-t-il permis de faire brièvement l'historique de la fabrication du cidre dans la période des âges; de vous parler de ses qualités thérapeutiques, des avantages qu'il est à même d'apporter à l'agriculture; enfin, de la réglementation à donner à sa fabrication et son commerce?

Le cidre est le produit de la fermentation du jus de pomme et son origine n'est pas très bien connue. Cependant, le cidre semble moins ancien que le vin, quoique la pomme soit le premier fruit, d'après l'Écriture Sainte, dont il soit fait mention aux premiers jours de l'existence de l'homme sur la terre.

Les Hébreux, les Africains connaissent la boisson de pomme, le cidre d'aujourd'hui. Plin<sup>6</sup> nous parle de cette boisson dans son histoire naturelle et nous savons comme certain que l'Italie et l'Espagne connurent les bienfaits du cidre avant la France.

Cependant au cinquième siècle, on fabriquait en Gaule une sorte de boisson de pomme sauvage qu'on peut appeler l'ancêtre du cidre normand. Sous Charlemagne, le Sincerator ou brasseur de pomacium de cidre possédait des lettres de créances et était classé homme de métier.

L'histoire du cidre commence à évoluer au douzième siècle et sa population grandit avec des meilleurs procédés de fabrication. Une longue lutte s'engage entre celui-ci et le vin au pays normand, qui se termine par la victoire du cidre au XVII<sup>e</sup> siècle. Jusqu'à cette époque, nos ancêtres les Normands importaient leur cidre du pays Basque.

Le cidre ne pouvait échapper aux yeux du fisc et celui-ci se voit frappé d'un droit d'impôt de 10 sous par muid fût de 400 gallons. L'État établit un contrôle encore plus sévère au XVIII<sup>e</sup> siècle, et exige que tous les propriétaires de pressoirs déclarent leur appareil de presse avant même de s'en servir. C'est encore au XVIII<sup>e</sup> siècle que les sociétés d'agriculture se fondent pour le protéger, de même que sont publiés les premiers traités pomologiques. C'est alors que l'industrie du cidre normand se développe à tel point qu'il dépasse les frontières de son pays et s'étend en Bretagne, en Picardie, dans l'Île de France et le Maine.

De nos jours, le pommier à cidre occupe en Normandie 840,000 acres de terrain environ, avec une production de 1,500,000 tonnes de pommes donnant 400,000,000 de gallons de cidre, chiffre éloquent, chiffre aussi à méditer par un pays propice comme le nôtre à la culture du pommier; chiffre à méditer par les agriculteurs, par les commerçants et même par le gouvernement national de notre province qui, comme dans tous les autres domaines de ses activités, voit ouvert devant lui un nouveau champ d'action féconde. Nous, les descendants de Normands, de Bretons, nous ne pouvons rester indifférents à cette question qui aidera la terre québécoise à devenir un centre d'une industrie nouvelle.

Le pommier ne pousse pas sous tous les climats; il demande de l'humidité. Généralement, les régions maritimes avec leurs brouillards favorisent sa croissance et son épanouissement. Demandant de l'humidité sur son système branchu, il aime au contraire, pour ses racines, un sol pas trop humide. Ainsi, il croît avantageusement que des coteaux peu élevés et des vallées peu profondes.

Le pommier à cidre doit être planté dans une épaisseur pas moins de 16 pouces de terre, à sous-sol perméable, en tenant compte de la formation du sol que je viens de mentionner parce que les sols d'argile compacts, comme les terrains sablonneux ou trop humides, lui sont interdits.

On a constaté en France que la composition du terrain influe sur la qualité du cidre. Les coteaux exposés au soleil donnent un cidre léger et délicat, les vallées donnent un cidre pâle et difficile à clarifier, un sol crayeux ou bourbeux lui donne un goût particulier et peu agréable, de même qu'une terre rouge produit un cidre sujet au noircissement.

Le pommier à cidre doit être cultivé dans un endroit protégé du vent pour l'abriter contre les gelées tardives du printemps et hâtives de l'automne.

Les plantations dans les pays à culture de la pomme à cidre peuvent se diviser en quatre catégories:

1. les plantations en terre labourée;
2. les pommeraies ou plantations en verger;
3. les plantations en terre à pâturage;
4. les plantations sur route.

On ne recommande pas la première parce qu'il est reconnu qu'un pommier planté en terre labourée vit moins longtemps que dans une terre non retournée.

La culture de ce pommier demande moins de soins et moins de travail que la culture du pommier "à couteau", mais les deux genres de cultures doivent aller de pair.

M. l'Orateur, le cidre est une boisson saine et agréable; elle rend gai, active la vivacité de l'esprit, de la pensée et, surtout, ne provoque pas chez l'être humain cette sorte d'abrutissement que produit la bière.

(Rires)

Plusieurs médecins le recommandent et le prescrivent contre les rhumatismes, la goutte, la névrite et les maladies du foie.

Le cidre remplacera nos boissons artificielles, liqueurs douces fabriquées à base de produits chimiques toujours nuisibles à l'organisme, dont les essences sont importées souvent des États-Unis.

Je comprends, M. l'Orateur, que vous êtes maintenant convaincu que le cidre est un bienfait et que le gouvernement devrait sans retard inscrire dans

nos statuts une loi d'encouragement pour la culture du pommier à cidre.

N'allez pas croire, M. l'Orateur, que la fabrication industrielle est appelée à faire disparaître la fabrication paysanne. Si nous examinons bien la situation, nous verrons que le cultivateur aura toujours intérêt à faire du cidre pour sa propre consommation et aussi pour le commerce, en soignant bien son cidre et en produisant un cidre de qualité, de goût et de bouquet particuliers, un cidre de "son clos" qui pourra être supérieur au cidre industriel, grâce à la variété de ses fruits, la nature de son terrain, l'adresse de son tour de main.

À côté du cidre de clos, il y a le cidre de crû produit soit dans une région délimitée, soit par un groupement d'un certain nombre de producteurs. Pour bien faire comprendre cette idée, il y aurait le cidre de Rougemont fabriqué avec les pommes de Rougemont, par un groupe de producteurs de cette région, suivant un standard de fabrication établi par eux ce qu'on pourrait appeler une cidrerie coopérative.

Nous pouvons donc conclure que trois types de cidreries peuvent être établies dans notre province: la fabrication paysanne, dite du clos, son champ d'action sera local, tout au plus régional; la fabrication coopérative, dite du crû, dont les moyens d'action sont plus étendus, et la fabrication industrielle, actuellement en horreur, dont on peut envisager les perspectives données aux grandes industries, tant au point de vue des marchés locaux, régionaux, nationaux, qu'aux marchés étrangers.

Tous les cidres de clos, cidres de crû, cidre industriel, seront poussés par la force des choses à s'unir pour la même cause: celle du bon cidre.

Me serait-il permis, M. l'Orateur, de vous faire les suggestions suivantes:

1. la liberté du commerce;
2. le gouvernement pourrait émettre gratuitement des licences à tous les fabricants de cidre pour encourager cette industrie à ses débuts;
3. le gouvernement pourrait aussi fournir les services de techniciens pour surveiller et enseigner comment on fabrique le cidre;
4. le gouvernement pourrait exiger que chaque fabricant possède sa marque distinctive.

Une des plus vieilles noblesses du monde est certainement celle de la pomme. Plusieurs auteurs nous ont raconté les scènes du Paradis terrestre bien qu'elles ne soient pas d'hier, elles sont toujours jeunes et appétissantes.

M. l'Orateur, si nos ancêtres étaient entreprenants et hardis, c'est qu'ils buvaient une boisson saine et fortifiante...

... c'est qu'ils buvaient une boisson généreuse, le cidre de Normandie.

Fabriquons et buvons du cidre du pays du Québec pour devenir ce que furent nos ancêtres, une race forte et puissante.

(Applaudissements à droite)

**M. Barré (Rouville):** Il me fait plaisir d'ajouter quelques mots après le discours que viennent de prononcer les deux députés en faveur de l'industrie du cidre. J'ai, rappelle-t-il, toujours préconisé la production du cidre de pomme.

Il débute en énumérant les qualités du cidre qu'il résume dans ces mots: Il y a autant de chansons dans un verre de cidre que dans n'importe quel autre breuvage.

On a parlé du rendement de la pomme dans notre province. Je dis que la culture de la pomme est payante malgré tout. Ce qui gâte le marché, c'est la mauvaise pomme. Même dans les bonnes saisons une grande proportion des pommes est de deuxième ou troisième catégorie, et présentement, il y a trop de pommes mélangées et qui sont vendues avec les pommes de première catégorie. Ainsi, les pommes de catégories inférieures nuisent aux fruits du Québec et, si elles pouvaient être utilisées pour la fabrication du cidre, ce serait une bonne solution à la situation. Qu'on en améliore la qualité.

Quant à la fabrication du cidre, je suis de tout cœur pour cette industrie. Actuellement, elle est clandestine. La loi fédérale permet la fabrication du cidre pour consommation domestique, mais la loi provinciale ne tolère pas la préparation de ce breuvage à domicile.

Par suite de cette situation, les produits d'au moins 5,000 pommiers se perdent chaque année. J'admets, dit-il, qu'on fait du bon cidre dans mon voisinage, mais je déplore le fait que ce doit être un secret et que c'est illégal. Une telle loi est un non-sens. Il va falloir que le gouvernement passe une loi pour la régulariser.

Il y a différents systèmes de fabrication du cidre. Il y a la fabrication domestique. L'on devrait amender la loi pour permettre au propriétaire d'un verger de fabriquer du cidre pour sa propre consommation. Il y a ensuite le cidre commercial. Si l'on veut encourager cette petite industrie, il ne faudra pas établir un monopole de la fabrication. Nous ne voulons pas d'une seule cidrerie qui aurait le contrôle de ce breuvage dans toute la province. Sous l'ancien régime, on a étudié un projet d'une industrie centrale de ce genre, mais j'ai averti les intéressés que je m'y opposerais de toutes mes forces.

Je suggère, dit-il, que le gouvernement émette des règlements pour l'emballage et que la loi des liqueurs soit amendée de façon à permettre la fabrication du cidre. Je veux cependant attirer l'attention du gouvernement sur la nécessité de faire un bon embouteillage du cidre. Cela est important.

Nous pourrions également exiger un permis à prix très réduit pour permettre le contrôle de cette industrie et empêcher des gens d'obtenir des licences quand ils n'ont jamais eu l'intention de fabriquer du cidre. Tout le cidre devra porter une marque de commerce et être vendu par l'intermédiaire de la Commission des liqueurs avec le minimum de profit, afin d'éviter les abus.

En dernier lieu, je suggère que la Régie annonce ce produit, étant donné que ce qui est annoncé se vend mieux que ce qui ne l'est pas. Et je soumetts respectueusement au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) la nécessité de faire l'éducation des cultivateurs sur la fabrication du cidre.

Il y aurait également lieu d'étudier des moyens pour favoriser l'écoulement des sous-produits de la pomme, notamment la pulpe de pomme qui sert à nourrir les porcs. J'ai tiré, expliquait-il, sept gallons et demi de cidre d'un baril de pommes.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Je suis heureux à mon tour d'approuver la motion que vient de présenter le député de Bellechasse (M. Boiteau) et je félicite le député de Rouville (M. Barré) ainsi que le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) d'avoir attiré l'attention de la Chambre sur cette question. Et je fais remarquer à cette Chambre que c'est un député du gouvernement qui a pris l'initiative de donner une impulsion à une industrie qui créera de grands débouchés dans notre province.

J'ai, dit-il, reçu la visite de plusieurs personnes intéressées à développer l'industrie du cidre de pomme, mais il faudra être prudent. Mon département, poursuit-il, ne négligera rien pour arriver à une solution pratique. L'ancien gouvernement ne s'est pas intéressé aux suggestions qui lui ont été faites au sujet de l'industrie du cidre de pomme, mais le gouvernement de l'Union nationale saura porter à la question toute l'attention qu'elle mérite.

(Applaudissements)

La motion est adoptée.

La séance est levée à 6 heures.

## Deuxième séance du 13 mai 1937

### Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Rapports de comités:

**M. Bégin (Dorchester):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 112 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

#### Consolidation des taxes

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 59 protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des taxes.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Explications!

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Cette loi a pour but de permettre aux municipalités de consolider leurs arrérages de taxes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Tramways de Montréal

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 60 relatif au règlement de la question des tramways de Montréal.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Explications!



**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est la loi que j'ai annoncée récemment au comité des bills privés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Pouvoirs du lieutenant-gouverneur**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 61 diminuant les pouvoirs accordés au lieutenant-gouverneur en conseil par les régimes antérieurs au 25 août 1936.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Explications!

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** C'est une très bonne loi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Usine de Chandler**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 62 relatif à la réouverture de l'usine de Chandler.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi relative aux tribunaux**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 63 relatif aux tribunaux.

Il s'agit de rendre les tribunaux plus efficaces et plus constitutionnels.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ces explications ne sont pas suffisantes. Nous sommes rendus à la fin de la session, et le premier ministre actuel, quand il était chef de l'opposition, accusait toujours l'ancien gouvernement de vouloir faire adopter ses lois à la vapeur.

**M. l'Orateur:** Le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) n'a pas le droit d'engager la discussion à ce stage de la procédure.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ce n'est pas un débat, je fais simplement une remarque.

**M. l'Orateur:** À l'ordre! Je demande au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) de respecter les règlements ainsi que la fonction que j'occupe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Travaux de la Chambre:**

##### **Horaire des séances**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), qu'à partir de samedi, le 15 mai courant, cette Chambre tienne trois séances par jour: la première de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième, de trois à six heures de l'après-midi; la troisième, depuis huit heures et demie du soir jusqu'à ce que la Chambre décide de s'ajourner; et qu'à chacune de ces séances, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mardi.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je comprends que la Chambre ne pourra pas terminer son travail. Nous devons revenir siéger la semaine prochaine.

Or, s'il n'y a pas moyen d'en finir samedi et s'il faut revenir lundi, pour permettre aux membres de s'occuper de leurs propres affaires à la maison. Je suggérerais d'ajourner à 5 h 30, demain après-midi<sup>7</sup>, puisqu'il nous faudra revenir au début de la semaine prochaine.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette motion est présentée parce que le gouvernement actuel est un gouvernement qui veut prévoir. Si nous voulons en finir samedi, le meilleur moyen sera de siéger samedi.

À tout événement, je pourrai dire demain au chef de l'opposition ce qu'il en est.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On le saura demain soir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je le dirai demain.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Très bien, mieux vaut tard que jamais!

### **Biens des sulpiciens**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 58 relatif au règlement équitable des questions concernant les meilleurs intérêts de la province et des sulpiciens.

Adopté.

### **Tramways de Montréal**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 60 relatif au règlement de la question des tramways de Montréal.

Adopté.

### **Usine de Chandler**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 62 relatif à la réouverture de l'usine de Chandler.

Adopté.

### **Loi relative aux tribunaux**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 63 relatif aux tribunaux.

Adopté.

### **Congrès du parler français et salaire des instituteurs ruraux**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions

relatives au bill 64 relatif au congrès du parler français de 1937, au salaire des instituteurs ruraux et à la question éducationnelle en général.

Adopté.

### **Limites de la municipalité scolaire de Longueuil**

**M. Boyer (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant de Napierville-Laprairie (M. Monette), que les droits additionnels payés pour le bill 133 modifiant les limites de la municipalité scolaire de la cité de Longueuil soient remis, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'instruction publique en général.

Adopté.

### **Syndics de Saint-François-Xavier de Chicoutimi**

**M. Larouche (Chicoutimi)** propose, appuyé par le représentant de Roberval (M. Castonguay), que les droits additionnels payés pour le bill 136 relatif aux syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi soient remis, vu que ce bill a pour objet la propagation d'un culte religieux.

Adopté.

### **Entente entre les commissaires d'écoles de Montréal-Est et de Saint-Yves-de-Laval**

**M. Boyer (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant de Napierville-Laprairie (M. Monette), que les droits additionnels payés pour le bill 134 ratifiant une entente intervenue entre les commissaires d'écoles des municipalités de ville de Montréal-Est dans le comté de Laval et de Saint-Yves-de-Laval, ratifiant certaines résolutions de ces municipalités et conférant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles de la municipalité de ville de Montréal-Est, dans le comté de Laval, soient remis, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'instruction publique en général.

Adopté.

### **Fonds des veuves et orphelins des ministres de l'Église presbytérienne**

**M. Bulloch (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Bulloch), que les honoraires payés pour le bill 92 concernant les directeurs du fonds destiné aux veuves et orphelins des ministres du Synode de l'Église presbytérienne du Canada en rapport avec l'Église d'Écosse soient remis, moins les frais d'impression et de traduction,

vu que ce bill a pour objet la propagation d'un culte religieux.

Adopté.

#### **Succession James Ross**

**M. Robinson (Brome)** propose, appuyé par le représentant de Westmount (M. Bulloch), que les droits additionnels payés pour le bill 126 autorisant la vente d'un droit de réversion dans un fonds d'annuités créé conformément aux termes du testament de feu James Ross soient remis, vu que ce bill a été présenté après les délais, vu la maladie du procureur.

Adopté.

#### **Demandes de documents:**

##### **Achat par le gouvernement du lot 3 du rang 6, du canton de Bellechasse**

**M. Boiteau (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Pouliot), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, lettres, télégrammes, contrat ou autres documents concernant l'achat par le gouvernement du lot 3 du rang 6, du canton de Bellechasse, dans le comté de Bellechasse.

Adopté.

##### **Travaux de voirie exécutés à Grande-Rivière-Ouest**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), qu'il soit mis devant cette Chambre copie des rôles de paie pour travaux de voirie exécutés à Grande-Rivière-Ouest, comté de Gaspé, durant novembre 1936.

Adopté.

##### **Entretien du chemin de Port Daniel-Ouest**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), qu'il soit mis devant cette Chambre copie des rôles de paie pour l'entretien du chemin de Port Daniel-Ouest, comté de Bonaventure, depuis 1927.

Adopté.

#### **Charte de Sherbrooke**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 88 refondant la charte de la cité de Sherbrooke.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Au nom du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau), je dois déclarer ici que la Chambre refuse d'accepter ces amendements.

**M. Drouin (Québec-Est):** Quels amendements?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Les représentants du peuple à Sherbrooke se sont prononcés contre les amendements apportés au bill par le Conseil législatif.

L'Assemblée législative respecte le désir des représentants du peuple; nous voulons ainsi sauvegarder l'autonomie municipale. Ainsi, la ville de Sherbrooke avait dit que, lorsqu'il y aurait des doutes dans l'interprétation de la loi, le texte français aurait la préférence sur le texte anglais, vu que la majorité des députés ici sont de langue française. Or, le Conseil législatif a mis de côté cette décision.

De plus, au comité, la ville de Sherbrooke avait demandé la permission de ne pas pouvoir vendre son pouvoir électrique. Le Conseil législatif a amendé cette clause pour décréter qu'elle pourra vendre ses poteaux et les fils; rien ne sert de posséder un système de distribution. C'est illogique! Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons concourir dans ces amendements.

Je propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher) que cette Chambre ne peut accepter ces amendements parce qu'ils sont contraires à l'opinion exprimée par le Conseil municipal de la cité de Sherbrooke.

Le bill est retourné de nouveau au Conseil législatif.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 51 relatif à la loi 25-26 George V, chapitre 27;  
- bill 156 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction de la Cour supérieure à Hull;  
- bill 163 détachant certain territoire de la municipalité de Saint-Édouard-de-Frampton, pour l'annexer à la municipalité de Saint-Joseph-de-Beauce.

#### **Charte de Malartic**

**M. Lesage (Abitibi)** propose, appuyé par le représentant de Matapédia (M. Paradis), que les honoraires payés pour le bill 107 constituant en corporation la ville de Malartic soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

#### **Succession James McCready**

**M. Bulloch (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 128 concernant la succession de feu James McCready.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bulloch (Westmount)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Syndics de Saint-François-Xavier de Chicoutimi**

**M. Larouche (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 relatif aux syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Larouche (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Société d'Entreprise du Canada**

**M. Carignan (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 constituant en corporation la Société d'Entreprise du Canada.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Carignan (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Droit de propriété d'Adélard Bélanger**

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 83 rétablissant le titre de propriété de Adélard Bélanger à un certain emplacement situé à Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Public Service Mutual Assurance Company**

**M. Boyer (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 constituant en corporation Public Service Mutual Assurance Company.

**L'honorable M. Coonan (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le comité se lève sans faire rapport<sup>5</sup>.

Adopté.

#### **Charte de Québec**

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

plénier pour étudier le bill 78 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté.

#### En comité<sup>9</sup>:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit<sup>10</sup>:

"1. La cité de Québec est, par la présente loi, autorisée à emprunter une somme n'excédant pas six cent soixante et un mille dollars (sic) pour payer les dépenses suivantes:

"a. Cinquante mille dollars pour la préparation des plans pour l'égout collecteur de la rivière Saint-Charles;

"b. Dix mille dollars pour le nouveau chemin de Charlesbourg;

"c. Huit cent vingt-six mille dollars pour le déficit des logements ouvriers pourvu que ledit emprunt soit soumis au peuple par voie de référendum, suivant les dispositions de la charte de la cité;

"d. Six cent vingt-six mille dollars pour rembourser au gouvernement provincial la balance de l'emprunt fait pour la construction des logements ouvriers;

"e. Quinze mille dollars pour défrayer les dépenses des enquêtes faites et celles actuellement en cours, et de celles encore à faire pour établir la situation financière de la cité et en réorganiser les divers services;

"f. Vingt-cinq mille dollars pour réorganiser le système de comptabilité et l'achat de machines à cette fin;

"g. Dix mille dollars pour le parachèvement des travaux de la côte Franklin;

"h. Cinq mille dollars pour souscription au deuxième congrès de la langue française à Québec;

"i. Vingt mille dollars pour l'installation de signaux lumineux."

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose un amendement pour ajouter une clause aux clauses d'emprunt, clause qui comporte un pouvoir d'emprunt de \$100,000.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. La cité de Québec est, par la présente loi, autorisée à emprunter une somme n'excédant pas six cent soixante et un mille dollars (sic) pour payer les dépenses suivantes:

"a. Cinquante mille dollars pour la préparation des plans pour l'égout collecteur de la rivière Saint-Charles;

"b. Dix mille dollars pour le nouveau chemin de Charlesbourg;

"c. Huit cent vingt-six mille dollars pour le déficit des logements ouvriers pourvu que ledit emprunt soit soumis au peuple par voie de référendum, suivant les dispositions de la charte de la cité;

"d. Six cent vingt-six mille dollars pour rembourser au gouvernement provincial la balance de l'emprunt fait pour la construction des logements ouvriers;

"e. Quinze mille dollars pour défrayer les dépenses des enquêtes faites et celles actuellement en cours, et de celles encore à faire pour établir la situation financière de la cité et en réorganiser les divers services;

"f. Vingt-cinq mille dollars pour réorganiser le système de comptabilité et l'achat de machines à cette fin;

"g. Dix mille dollars pour le parachèvement des travaux de la côte Franklin;

"h. Cinq mille dollars pour souscription au deuxième congrès de la langue française à Québec;

"i. Vingt mille dollars pour l'installation de signaux lumineux;

"j. Cent mille dollars pour les pavages permanents dans les rues de la cité, pourvu que ledit emprunt soit soumis au peuple par référendum, suivant les dispositions de la charte de la cité."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 32 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 33<sup>11</sup>.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** suggère un autre amendement pour autoriser la cité de Québec à pourvoir à un fonds de pension pour ses employés permanents.

L'amendement est adopté.

L'article 33, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 34 à 77 sont adoptés..

Le comité étudie l'article 78<sup>12</sup>.

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** Ce matin l'Association des propriétaires a demandé, au comité des bills privés, d'autoriser la ville à percevoir dans

Québec une taxe de vente. L'Association veut que la cité passe à cet effet un règlement municipal et que ce règlement soit soumis à un référendum, suivant la loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel est l'amendement?

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** L'amendement serait copié sur celui de Montréal où l'on perçoit une taxe de vente.

**M. Taché (Hull):** J'étais au comité. Ce n'est pas ce qui s'est produit. Les membres du comité, devant la demande des propriétaires, se sont prononcés contre cette taxe. Mais on a déclaré qu'on serait prêt à permettre l'imposition d'une taxe de vente si une demande officielle en était d'abord faite par la ville.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Le conseil de ville n'a pas pris la responsabilité de cette taxe. D'ailleurs, on n'a pas le droit d'imposer une telle taxe puisque la taxe de vente n'est pas une taxe municipale ni provinciale, c'est une taxe fédérale.

D'ailleurs, avant de présenter un amendement ici il faut donner à cette Chambre un avis d'une journée. On ne l'a pas fait. L'amendement proposé est hors d'ordre. "Drop"!

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** Je suis le parrain du bill et, comme on m'a demandé d'apporter cet amendement au bill, je le fais. Si la Chambre ne veut pas l'accepter, c'est à elle de rendre sa décision; j'aurai fait mon devoir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Hors d'ordre.

**M. l'Orateur:** Je juge l'amendement, dit-il, comme étant illégal.

Le comité étudie la clause 198 de l'article 78 qui se lit comme suit:

"198. Pour prélever une licence annuelle de dix dollars de tout propriétaire d'un véhicule automobile ne tombant pas sous le coup de la licence de charretier, mais dont le véhicule sert à transporter des effets de commerce ou marchandises d'un endroit à un autre dans la cité. Si la personne qui exploite ainsi une auto ou un camion ne réside pas à Québec, la licence sera de quinze dollars."

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Cet article a trait à la taxe imposable sur les propriétaires d'un véhicule automobile ne tombant pas sous le coup de la licence de charretier, mais dont le véhicule sert à transporter des effets de commerce.

Le bill de Montréal, dit-il, comportait une clause semblable qui a été rejetée par le Conseil législatif, qui l'a déclarée inconstitutionnelle.

La clause 198 de l'article 78 est retirée.

L'article 78, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 79 à 82, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tout est hors d'ordre. Il serait illégal, sans le consentement de la Chambre, d'adopter ce soir la troisième lecture du bill de Québec. Il n'y a toutefois pas d'objection pour hâter la besogne au Conseil législatif.

Le bill a été présenté avec deux mois de retard au Conseil législatif. Il est donc urgent de l'adopter immédiatement en troisième lecture. Si le bill de Québec avait été présenté à temps, tout serait fini.

**M. Drouin (Québec-Est):** Il y a plusieurs fois que j'entends affirmer que le bill de Québec est en retard. S'il est en retard, il est comme bien d'autres bills. On a fait comme Montréal. Si vous référez au *Feuilleton* et aux procès verbaux de la Chambre, vous constaterez que le 9 avril dernier, le bill de Québec était sur le *Feuilleton* et que le bill de Montréal n'y était pas du tout. Le 13 avril, le bill de Québec était imprimé et prêt pour la deuxième lecture. Le bill de Montréal n'était pas au *Feuilleton*. Le maire, M. Raynauld, a alors proposé la suspension des règlements pour que la Chambre passe le bill de Montréal.

Le bill de Québec a été appelé le 15 avril. Qu'on ne revienne pas créer la légende que Québec est en retard. Le bill de Québec était prêt bien avant celui de Montréal. C'est l'affaire du premier ministre de passer en premier lieu le bill qui lui plaisait, mais

qu'il ne vienne pas accuser les dirigeants de Québec d'un retard qu'il est le seul à avoir provoqué.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** J'ai consenti ce matin à permettre à la ville de Québec de consolider un déficit de \$400,000. Le député de Québec-Est s'est, dit-il, engagé à me féliciter et il fait le contraire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je regrette, dit-il, les appels du député de Québec-Est pour dresser deux villes l'une contre l'autre. Il me semble que l'on ne devrait pas soulever ces questions de clocher. Québec et Montréal doivent collaborer.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le premier ministre a déjà parlé sur la troisième lecture. Il n'a pas le droit de parler deux fois sur un point d'ordre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un député a droit de parler deux fois pour rétablir les faits.

**M. Drouin (Québec-Est)** demande une décision de l'Orateur.

**M. l'Orateur:** Évidemment, sur la troisième lecture, on n'a pas le droit de parler deux fois sur le même point d'ordre. Mais comme l'a fait remarquer le premier ministre, un député a le loisir de rectifier une déclaration ou un exposé de faits. Le député de Québec-Est ne niera pas le bien-fondé de cette décision. Le premier ministre a la parole.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je conseille, dit-il, au député de Québec-Est de ne pas parler, car lui non plus n'a pas le droit de se lever deux fois en troisième lecture.

Je nie, dit-il, les unes après les autres les allégations du député de Québec-Est: la Législature a été convoquée le 24 février dernier. Nous l'avions annoncée le 12 (février).

Le bill de Québec est venu la première fois le 9 avril. À ce moment là, le parrain du bill, le député de Québec-Ouest, a demandé au comité des règlements de ne faire aucun rapport ni aucune étude du bill, parce qu'il n'était pas prêt. Le député de Québec-Ouest (M. Delagrave) a dit que le Conseil de ville de Québec n'avait pas eu le temps de faire imprimer ce bill.

Nous avons mis de côté les règlements. Le conseil, dont le maire n'avait pas autre chose à faire que préparer le bill, ne l'avait pas présenté.

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** Les règles ont été suspendues pour le bill de Québec comme pour plusieurs autres bills. Pourquoi s'acharner sur le bill de Québec? Je ne vois pas pourquoi le premier ministre jette tous les torts sur Québec.

**M. Drouin (Québec-Est):** On a fait pour le bill de Québec comme pour quantité d'autres bills. C'est l'habitude du premier ministre de rejeter tout le tort sur Québec.

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je crois, d'après le *Feuilleton*, que vous nous présentez un bill pour incorporer la ville de Bromptonville. Cette municipalité est aussi en retard que Québec et vous ne dites rien?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je proteste. La ville de Québec ayant un génie comme maire, elle n'aurait pas dû retarder.  
(Rires)

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 76 ratifiant un règlement et des résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la Three Rivers Grain and Elevator Company, Limited, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est amendé en retranchant aux lignes 3 et 4 les mots suivants: "reproduits comme cédules A, B, C et D de la présente loi";

Et, les cédules A, B, C, et D sont retranchées.

Aussi, le bill no 158 modifiant la loi des dentistes de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 3 est amendé:

a. en remplaçant à l'avant-dernière ligne du paragraphe 10 les mots "qui peuvent", par les mots "à qui elle peut";

b. en ajoutant à la suite du paragraphe 2, après les mots "que ce soit", les mots "sauf le droit pour tout technicien de solliciter du travail directement des chirurgiens dentistes dûment licenciés;

c. en remplaçant, aux lignes 4 et 5 les mots "à moins qu'il ne prouve que telle possession n'était pas pour des fins de pratique illégale" par les mots "pour des fins de pratique illégale";

d. 1. en insérant à la ligne 3, à la suite du mot "ordonnance", les mots "verbale ou écrite";

2. en insérant à la ligne 4, à la suite du mot "licencié", les mots "d'un médecin ou chirurgien dûment licencié".

2. L'article 4 est amendé en ajoutant à la ligne 6, à la suite de "(chapitre 165)", les mots "des Statuts refondus de Québec, 1925".

Aussi, le bill no 97 concernant la succession de feu Alfred Dalbec, avec l'amendement suivant, qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 7 est amendé:

a. en insérant à la ligne 3, à la suite du mot "liquidation", le mot "ou";

b. en retranchant, à la ligne 4, l'abréviation "etc".

### **Three Rivers Grain Elevator Company**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 76 ratifiant un règlement et des résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la Three Rivers Grain Elevator Company Limited. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### **Loi des dentistes**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 158 modifiant la loi des dentistes de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### **Succession Alfred Dalbec**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 97 concernant la succession de feu Alfred Dalbec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### **Charte de Bromptonville**

M. Goudreau (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 modifiant la charte de la ville de Bromptonville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

### **Subsides**

L'honorable M. Fisher (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à Sa Majesté, regrette que le gouvernement actuel n'ait pas rempli les promesses qu'il a faites à la population de cette province depuis un grand nombre d'années, et spécialement lors de la dernière campagne électorale:

"a. En n'équilibrant pas le budget et en annonçant un déficit considérable, déficit qui aura pour effet d'augmenter dans des proportions alarmantes la dette publique de la province et de nuire à son crédit;

"b. En n'accordant pas aux municipalités une part équitable des revenus provenant de la loi des liqueurs dans les limites des municipalités où la commission exerce son négoce. (*Journaux de l'Assemblée législative*, 1931, Québec, volume LXV, page 130);

"c. En ne subventionnant pas plus largement et plus justement les écoles élémentaires des cités de Montréal et de Québec, malgré que les revenus de la province aient plus que décuplé depuis 1896.



(*Journaux de l'Assemblée législative*, Québec, 1931, volume LXV, page 466);

"d. En n'ayant pas encore pris les mesures nécessaires pour faire radier l'hypothèque de \$483,000,000. qui, d'après les prétentions du chef du gouvernement actuel grève "notre domaine forestier" à l'avantage des grandes compagnies et au détriment de notre "patrimoine national et de l'avancement de la colonisation;"

"e. En refusant ou négligeant de prendre actions contre le trust du charbon."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Cet amendement est hors d'ordre pour trois raisons: parce qu'il contient des assertions contraires aux faits.

Il est question de bills qui sont au *Feuilleton*; il fait allusion à un sujet qui est un item du budget.

L'amendement n'est qu'un pamphlet politique. Le député de Québec-Est (M. Drouin), le "grand pourfendeur des trusts", n'a pas poursuivi le trust du charbon, le sénateur Webster, quand il était premier ministre et procureur général de la province par intérim.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** intervient.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je vous demande, dit-il, de faire un effort et de faire preuve de politesse.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le premier ministre a parlé de ma négligence pendant que je l'ai remplacé pour trois semaines. Il a parlé de la "négligence de l'ex-ministre des Terres et Forêts" à l'égard du trust du charbon. Mon Dieu, que le premier ministre voudrait donc s'excuser de ne pas faire son devoir comme la province le lui demande. Il sait qu'il était entendu que pour aucune considération je ne toucherais à quelque sujet controversé. Même si j'ai manqué à mon devoir, dit-il, ce n'est pas une raison pour que le premier ministre en fasse autant.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ce que dit le député de Québec-Est n'est pas conforme aux faits. Jamais, ni de près ni de loin, ni directement ni indirectement, ni prochainement ni lointainement, il n'y a eu au sein du cabinet la moindre opposition à ce que le sénateur Webster soit poursuivi. Au contraire, tous mes collègues et moi-même nous sommes déclarés prêts à confier la cause au député de Québec-Est. L'ancien ministre a refusé en disant qu'il n'avait pas la compétence nécessaire.

**M. Drouin (Québec-Est):** Toujours le même jeu, celui que joue le premier ministre. Il voudrait se disculper en m'accusant. Pour commencer l'autre jour, il a offert de confier la cause au député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), et maintenant, c'est à moi. Ce n'est pas à nous qu'il doit confier la cause; qu'il se la confie à lui-même. Même si j'avais eu tort de ne pas m'en occuper quand j'ai remplacé le premier ministre, ce qu'il m'aurait vivement reproché, est-ce une raison pour qu'il ne fasse pas son devoir? Si j'avais fait son devoir à sa place, il m'en aurait blâmé. Qu'il poursuive donc le sénateur Webster.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Un principe de droit dit qu'on ne doit pas invoquer sa propre turpitude.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je proteste, dit-il, contre le mot "turpitude".

**M. l'Orateur:** En l'occurrence, ce mot n'a rien d'offensant. "Turpitude" utilisé strictement dans le sens juridique est très habituel, et je vais le considérer dans ce sens à moins de la preuve du contraire.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Citant une phrase latine à l'honorable M. Bilodeau) Moi qui suis le chef de l'opposition, dit-il, j'ai étudié le droit pour l'apprendre. Je trouve étrange que le premier ministre refuse de me laisser présenter mon amendement. Je ne comprends pas, dit-il, le point de vue du chef du gouvernement. S'il contient des choses contraires aux faits, il suffira que les députés votent contre.

Comment le premier ministre peut-il s'objecter à la partie de l'amendement qui concerne les finances de la province quand le trésorier de la province (l'honorable M. Fisher) a admis lui-même un déficit de \$31,000,000? J'ai le droit, dit-il, selon toutes les règles de la Chambre, de critiquer l'inactivité de l'administration en regard des promesses faites par ses membres.

Nous disons que le gouvernement a manqué à ses promesses. Nous parlons de l'hypothèque de \$483,000,000 parce que le gouvernement n'a passé aucune loi pour la radier. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas présenté une législation à ce sujet? Cette hypothèque est en train de ruiner la province. Au sujet du trust du charbon, nous prétendons que le gouvernement n'a pas pris action. Je ne fais, dit-il, que soumettre à l'Orateur certains amendements qui avaient été présentés quelques années auparavant par le premier ministre actuel, alors chef de l'opposition.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** (Citant une motion présentée par l'opposition officielle conservatrice alors que l'honorable T.-D. Bouchard était président de l'Assemblée législative) Cette motion, déclare-t-il, n'avait pas été déclarée hors d'ordre dans le temps, bien que, dans mon opinion, elle était semblable à l'amendement en discussion.

**M. l'Orateur:** Quelqu'un avait-il soulevé un point d'ordre au sujet de la motion dont parle le député de Rivière-du-Loup?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Non, mais peu importe. Nous disons dans cet amendement que le gouvernement n'a pas rempli ses promesses, qu'il n'a pas équilibré son budget, et nous disons qu'il n'a pas combattu le trust du charbon, qu'il n'a pas pris action à ce sujet.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non seulement nous procédons, mais nous n'achetons plus de charbon du sénateur Webster, alors que sous l'ancien régime, on l'achetait de ce trust.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le gouvernement avait promis de faire arrêter le sénateur Webster et il n'a rien fait. Le gouvernement n'avait pas dit au peuple, lors des dernières élections, qu'il achèterait son charbon ailleurs, mais il lui avait promis de faire arrêter le sénateur Webster.

**M. l'Orateur:** Le premier ministre a fait valoir trois motifs pour le renvoi de cet amendement. Le chef du gouvernement a soumis que l'amendement comporte des faits qui ne sont pas conformes à la vérité. Dans ces cas, il n'appartient pas à l'Orateur de se prononcer sur le bien-fondé des allégués d'une motion, mais à la Chambre de décider si les allégués contenus dans l'amendement sont ou non conformes aux faits.

Le chef du gouvernement a soumis qu'un paragraphe de l'amendement réfère à une question couverte par une loi figurant sur le *Feuilleton* du jour. En 1931, j'ai présenté un amendement au sujet du traitement des bûcherons, et cet amendement a été déclaré hors d'ordre par le chef actuel de l'opposition parce qu'il y avait une motion à ce sujet sur le *Feuilleton* du jour. Le chef du gouvernement allègue également qu'il s'agit d'un pamphlet politique. Or, l'amendement dit les mots: regrette que le gouvernement actuel n'ait pas rempli les promesses qu'il a faites à la population de cette province depuis un grand nombre d'années, et spécialement lors de la

dernière campagne électorale" et il fait même allusion aux discours politiques. Ceci constitue un bel exemple de pamphlet politique. Pour toutes ces raisons, je dois renvoyer l'amendement de l'opposition. (Article 322 et note 2 de l'article 140 du Règlement)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'en appelle, dit-il, de la décision de M. l'Orateur.

**M. l'Orateur:** Appelez les membres.

(Pendant que les carillons d'appel résonnent par tout le Parlement et que les whips courent au café pour aller rafler les députés qui ne sont pas en Chambre, MM. Boyer, Béique, Labelle, Duguay, le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) et plusieurs autres chantent les bons vieux airs d'autrefois).

**M. Béique (Chambly):** Dans le bon vieux temps, ça se passait de même; ça se passait de même dans le bon vieux temps.

**M. Lesage (Abitibi):** Plus fort!

**M. Béique (Chambly):** Ça se passait de même dans le bon vieux temps.

**Des députés:** Ça se passait de même dans le bon vieux temps.

**Des députés<sup>13</sup>:** Trou la trou la la. Il n'était pas bête ce petit garçon-là, Youp, youp, sur la rivière, Alouette, Filez, filez, ô mon navire, Vive la canadienne, etc.

**M. Dumaine (Bagot):** (Élevant la voix et chantant) Quand donc finiront nos tourments, coing, coing, coing.

(MM. Boiteau et Pouliot, les whips de l'Union nationale, rentrent en Chambre).

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béique, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Bulloch, Carignan, Castonguay, Choquette, Coonan, Dubé

(Témiscouata), Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marier, Monette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 54.

**Contre:** MM. Bastien, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Chaloult, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Dumaine, Grégoire, Lawn, Marcoux, Messier, Turcotte, 17.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

Le débat se poursuit sur la motion principale.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Mon amendement ayant été déclaré irrégulier, je propose, conformément aux règlements, l'amendement suivant...

Je propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à Sa Majesté, regrette que le gouvernement actuel n'ait pas sauvegardé les intérêts de cette province:

"a. En négociant un emprunt de cinquante-et-un millions de dollars sans demander de soumissions publiques et en donnant des contrats importants pour les travaux de voirie de la même façon;

"b. En destituant, sans avis suffisant et sans enquête, un grand nombre d'officiers et d'employés publics honnêtes, ce qui a eu pour effet de nuire et nuit encore à la bonne administration de la province;

"c. En négligeant d'entretenir convenablement les chemins améliorés, causant ainsi préjudice grave à la population de la province et à l'industrie du tourisme;

"d. En n'ayant pas inséré, lors de la refonte de la loi électorale, une disposition obligeant les partis politiques à faire connaître la provenance de leurs fonds électoraux."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je regrette d'avoir à soulever un autre point d'ordre. Mais l'honorable chef de l'opposition devrait savoir qu'il n'a pas droit de présenter deux amendements de

suite, lui-même, sur la même motion pour aller en subsides.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Si le premier ministre parle toujours, cela va prendre plus de temps. Un second amendement peut être présenté lorsque le premier a été déclaré irrégulier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Pas par le même homme.

**M. l'Orateur:** Il est élémentaire qu'un député n'a pas le droit de parler deux fois et de présenter deux amendements sur une même motion des subsides. Le point d'ordre du chef du gouvernement est donc maintenu, mais il est loisible à tout autre député qui n'a pas parlé sur la motion de présenter un amendement.

**M. Bertrand (Montréal-Laurier):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à Sa Majesté, regrette que le gouvernement actuel n'ait pas sauvegardé les intérêts de cette province:

"a. En négociant un emprunt de cinquante-et-un millions de dollars sans demander de soumissions publiques et en donnant des contrats importants pour les travaux de voirie de la même façon;

"b. En destituant, sans avis suffisant et sans enquête, un grand nombre d'officiers et d'employés publics honnêtes, ce qui a eu pour effet de nuire et nuit encore à la bonne administration de la province;

"c. En négligeant d'entretenir convenablement les chemins améliorés, causant ainsi préjudice grave à la population de la province et à l'industrie du tourisme;

"d. En n'ayant pas inséré, lors de la refonte de la loi électorale, une disposition obligeant les partis politiques à faire connaître la provenance de leurs fonds électoraux."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Appuyé par qui?

**M. Bertrand (Montréal-Laurier):** Par le député de Berthier (M. Bastien).

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je me vois encore obligé d'attirer l'attention de la Chambre sur le fait que cet amendement est encore

hors d'ordre. Ce n'est pas de ma faute si l'opposition ne sait pas faire des amendements suivant les règlements et si le chef de l'opposition lui-même, ancien président de la Chambre, ne sait même pas qu'un député n'a pas le droit de parler deux fois sur une même motion.

L'amendement est irrégulier parce que, dans le dernier paragraphe, on fait allusion à une loi du nouveau gouvernement. Or, il est un principe connu: il est défendu de critiquer une nouvelle loi, et cet amendement critique la loi électorale et on n'en demande pas le rappel. Cet amendement ne concerne pas une étude budgétaire ni administrative et il est hors d'ordre.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** parle sur le point d'ordre et interprète les règlements. Nous ne critiquons pas la loi électorale, dit-il, en demandant au gouvernement une chose d'intérêt public: faire connaître les fonds électoraux et leur provenance. Et nous regrettons qu'on n'y ait pas mis une disposition que l'on avait promise.

**M. Bertrand (Montréal-Laurier):** Il y a plus. L'article 322 du Règlement défend bien de faire une référence critique à une loi passée pendant la session en cours. Mais la loi électorale n'a pas été passée à cette session-ci, mais bien à la session d'urgence.

**M. l'Orateur:** Je vais suspendre la séance avant de rendre ma décision.

**Des députés:** (Chantant) Frère Jacques, En avant la cantinière, Un Canadien errant, etc<sup>14</sup>.

**Des voix:** (Chantant) La Cantinière a de belles dents.

Cela dépend de M. Bertrand  
M. Bertrand est militaire

La Cantinière n'a plus d'espoir  
Cela dépend de M. Grégoire  
M. Grégoire est militaire...

La Cantinière a une belle voix  
Cela dépend de M. Bastien...

La Cantinière a un petit cor  
Cela dépend de c'pauvre Oscar

La Cantinière a un beau cou  
Cela dépend de M. Marcoux<sup>15</sup>.

**Des députés:** (Chantant) Y a des loups muguette, y a des loups...

**M. l'Orateur:** L'amendement du représentant de Montréal-Laurier (M. Bertrand) est déclaré irrégulier parce que l'un des paragraphes de cet amendement critique une loi en vigueur, la loi électorale (Article 245, paragraphe 8, et décision du 18 février 1932). En effet, les règlements interdisent formellement de critiquer une loi sans en demander le rappel à la Chambre. Je base ma décision, dit-il, sur celle rendue en 1931 par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), alors Orateur de la Chambre, sur un amendement que le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), alors député de l'opposition, avait présenté.

(Rires)<sup>16</sup>

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** en appelle de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Béïque, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Carignan, Castonguay, Choquette, Coonan, Dubé (Témiscouata), Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 52.

**Contre:** MM. Bastien, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Connors, Dansereau, Delagrave, Dumaine, Grégoire, Lawn, Marcoux, Messier, Turcotte, 15.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

**M. Dumaine (Bagot):** J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Trudel) que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant prête à voter des subsides à Sa Majesté, est d'opinion que le gouvernement devrait payer les sommes légitimement dues aux officiers ou réviseurs nommés par

l'ancienne administration pour la mise en application de la loi concernant les pensions de vieillesse."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
L'amendement est dans l'ordre.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barré, Bastien, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Connors, Dansereau, Delagrave, Dumaine, Grégoire, Lawn, Messier, Turcotte, 15.

**Contre:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bégin, Bêïque, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Carignan, Castonguay, Choquette, Dubé (Témiscouata), Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Leduc (Laval), Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Marier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, 50.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (département des Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**M. Bastien (Berthier):** Il y a augmentation de \$125,000. C'est beaucoup. Y a-t-il des allumettes démagogiques<sup>17</sup> qui mettent le feu dans les forêts?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** répond au député de ne pas s'inquiéter. Mais les forêts sont notre grande richesse.

Je fais actuellement, dit-il, une enquête sur la pépinière de Berthier. En 1921 et 1923, la province a perdu \$10,000,000 en ressources naturelles par les feux de forêt.

Je suis à réorganiser le département des Terres et Forêts que j'ai trouvé dans la désorganisation la plus complète. J'ai nommé un libéral comme nouveau sous-ministre et nous sommes à réorganiser: il créera un service d'entomologie.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je ne sais pas quelle mouche a piqué ce soir le premier ministre?

**Un député:** La mouche à scie.  
(Rires)

**M. Drouin (Québec-Est):** À vrai dire, les paroles du premier ministre ne me surprennent pas, étant donné la scène de cet après-midi au Conseil législatif, alors qu'il m'a lancé des paroles excessivement injurieuses.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le député de Québec-Est n'a pas le droit de raconter des commérages qui sont d'ailleurs inexacts. Il n'a pas été question de lui au Conseil législatif. Si j'ai parlé de l'état du département des Terres et Forêts lorsque je l'ai pris, il ne faut pas oublier qu'il y a des années qu'il était désorganisé. Si le député n'avait rien dit, tout le monde aurait pensé que je voulais parler de l'ancien régime et non de lui. Mais si le député de Québec-Est se sent visé, libre à lui.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le premier ministre joue toujours le même jeu. Il vise et ne vise pas en même temps. Quand il vise et qu'on ne le reprend pas, il a visé. Si on le reprend, si on le corrige, il n'a pas visé.

Pour ce qui est de la désorganisation complète, je puis dire que quand je suis parti, mon département était aussi bien administré que n'importe quel autre depuis le 26 août. Pour le moins, mon département était aussi bien organisé que celui du procureur général (l'honorable M. Duplessis) et il y avait plus d'ordre chez moi que chez lui.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est entendu qu'il y a eu du désordre au département du procureur général pendant quelque temps. On sait que j'ai été absent pendant trois semaines et on sait qui m'a remplacé: l'honorable député de Québec-Est

(M. Drouin). Celui qui prendra ma succession trouvera le département dans un meilleur état que je ne l'ai trouvé.

Un besoin de réorganisation est imminent, répète-t-il.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il n'y a pas eu de trébuchements au ministère des Terres et Forêts. Le premier ministre porte des accusations gratuites. J'ai dirigé ce département pendant quelque temps et j'ai fait l'ordre qui était nécessaire. Le département était bien administré quand j'y suis arrivé et quand j'en suis reparti.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai constaté qu'un ministre des Terres de l'ancien régime a acheté pour \$491 de crayons de mine d'un coup.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il y a beaucoup d'employés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis profondément ému de voir le chef de l'opposition presser le député de Québec-Est sur son cœur. Ce n'est pas ce qu'il a toujours fait dans son journal *En Avant*<sup>18</sup>. Sous l'ancien régime, ce département fut le plus corrompu de l'administration.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous oubliez un mot "corrompu et corrupteur".

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai parlé que du département, je n'ai pas voulu parler du ministre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Corrompu et corrupteur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas voulu parler de l'ancien ministre.

On ne percevait pas des droits de coupe ni des primes de transfert. La province perdait des centaines de milliers de dollars. On faisait des faveurs aux trusts et des documents sortaient.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est de votre temps que des documents sortaient.

**M. Bastien (Berthier)** pose une question au premier ministre et lui demande de ne pas se fâcher. Tout à l'heure, dit-il, s'il se fâche, son système nerveux sera à terre et ça ira mal.

Qui a remplacé M. Duval? Qui est garde-feu dans le comté de Berthier?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vais consulter le sous-ministre<sup>19</sup>.

C'est M. Duval qui était garde-forestier. Il a été remplacé.

**M. Bastien (Berthier):** Par un citoyen de Lavaltrie qui demeure à 510 milles des forêts.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons chercher la compétence où elle est, sans regarder à la distance. Si le comté de Berthier avait fait comme nous, le député ne serait pas ici.

(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Ce n'est pas M. Bédard qui peut vous donner le renseignement. L'honorable premier ministre devrait avoir M. Kieffer à ses côtés pour parler à 150 milles des forêts.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Faisant l'éloge de M. Bédard) J'ai entière confiance au sous-ministre. Il y avait autrefois trois clans au département des Terres et Forêts: les clans de MM. Kieffer, Piché et Lemieux. Il n'y aura désormais qu'un chef, le sous-ministre, qui aura l'entière responsabilité. Je suis surpris que le député de Berthier n'ait pas confiance au sous-ministre.

**M. Bastien (Berthier):** J'ai entièrement confiance dans le sous-ministre. Le premier ministre nous dit souvent qu'il a été libéral, le sous-ministre. Nous ne l'avons jamais su. Tout ce que nous savons, c'est que c'est un savant. Je regrette que le premier ministre ait fait des allusions désagréables à l'égard de l'ancien ministre, l'honorable Honoré Mercier<sup>20</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas attaqué l'ancien ministre; personne n'a attaqué l'honorable M. Mercier. Ce n'était pas lui qui était maître dans son département. C'était M. Taschereau, le premier ministre du temps qui conduisait le département et les reproches s'adressent à M. Taschereau... M. Mercier était un ennemi politique. J'ai souvent croisé le fer avec lui. Je ne lui ai pas manqué d'égard. Il était président de la Commission des eaux courantes. J'aurais pu le remplacer facilement, pas pour incompétence, pas pour malhonnêteté, pas pour manque d'intégrité, mais pour ingérence<sup>21</sup> politique. Je ne l'ai pas fait, et

il n'est pas question de le faire. Je n'ai pas attaqué M. Mercier; je n'ai pas l'intention de l'attaquer. Mais cela devrait inspirer l'opposition.

**M. Duguay (Lac-Saint-Jean):** L'an dernier, j'ai eu l'occasion de parler de celui qui est aujourd'hui sous-ministre des Terres et Forêts. J'ai eu l'occasion depuis d'apprécier sa compétence et je me réjouis de la promotion de M. Bédard.

**M. Dubé (Témiscouata)** félicite le gouvernement de sa politique de protection des forêts.

Il fait une brève revue des conditions qui existent dans les forêts du Bas-Saint-Laurent et le long du Transcontinental. Je crois, dit-il, que la forêt a besoin d'un protecteur efficace.

Dans le Témiscouata, le sud du Kamouraska et dans Montmagny, il s'est produit une coupe exorbitante. Des scieries sont disparues de la région à cause d'une mauvaise exploitation forestière. Le déboisement a été rapide et général, et l'ancien gouvernement ne faisait rien pour en assurer la régularisation.

Aujourd'hui, pour protéger la forêt, il faut limiter la coupe du bois.

Comme un exemple d'exploitation intelligente et rationnelle de la forêt, citons ce que font MM. Soucy, propriétaires d'une petite pulperie à Saint-Antoine de Témiscouata et des réserves qu'ils ont entre les mains.

Depuis 50 ans, dit-il, cette entreprise n'a pas cessé ses opérations malgré l'étendue restreinte des limites exploitées parce qu'on fait la coupe de façon méthodique. L'entreprise a continuellement donné du travail à 35 familles de la région et continue de prospérer.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour extinction des incendies forestiers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'hydroplans, (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**M. Duguay (Lac-Saint-Jean):** Il faudrait une réserve cantonale pour la paroisse Saint-Cœur-de-Marie dans mon comté, à même la réserve de la Price Brothers.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous sommes à pratiquer le rajustement des réserves forestières. Il ne faut pas oublier que le bois appartient à la province. Nous allons d'abord faire l'inventaire de nos ressources forestières et, après cela, nous procéderons à un rajustement.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**M. Bastien (Berthier):** Y a-t-il augmentation?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
De \$100,000.

**M. Bastien (Berthier):** Ça va arperter.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il ne faut pas oublier que nous faisons ici l'arpentage pour les terres et la colonisation. L'ancien régime était un régime à arperter parce qu'il était sans bornes dans la négligence.

(Rires)

**M. Drouin (Québec-Est):** Je crois que l'augmentation dans les frais d'arpentage est raisonnable. Nous avions auparavant un montant insuffisant.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pépinière de Berthier "entretien", pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**M. Lesage (Abitibi):** Je suggère à la Chambre, dit-il, de réduire considérablement ce montant.

**M. Bastien (Berthier):** Je ne suis pas de cet avis. Avant la crise, le gouvernement donnait beaucoup à la pépinière de Berthier. L'an dernier, on

lui a donné \$40,000; cette année \$35,000. Ne pourrait-on pas redonner à la pépinière son \$5,000 supplémentaire? Cette pépinière rend de grands services dans le comté.

Je demande au ministre intérimaire des Terres et Forêts, l'honorable M. Duplessis, de consacrer quelques instants de son très précieux temps pour visiter la pépinière. On y a donné gratuitement des arbres aux corporations scolaires et à certaines municipalités pour le reboisement domestique. Cela donne du travail aux ouvriers de Berthier. La ville de Berthier n'a jamais demandé de secours directs à la province. Mais, il y a une enquête sur la pépinière: il fallait que le gouvernement donnât quelque chose à faire à un avocat bleu de Berthier. Mais il procède lentement, cet avocat; on finira probablement par découvrir un petit défaut chez le directeur de la pépinière. Ce petit défaut, c'est d'être bleu, défaut que j'ai toujours toléré, c'est-à-dire que j'ai oublié d'être bleu.

**Des députés** font des interruptions.

**Un député:** La voix de Berthier<sup>22</sup>.

**M. Bastien (Berthier):** J'ai déjà eu la majorité record depuis la Confédération.

**M. Boyer (Châteauguay):** Et un autre record de minorité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député n'était pas connu dans ce temps-là.

**M. Bastien (Berthier):** Un homme qui n'était pas connu le 17 août, c'est le premier ministre, mais on le connaît maintenant. Mais soyons calmes, comme dirait le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay).

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vis dans une région qui est le cœur de l'industrie forestière. J'ai souvent rencontré des hommes devenus gérants de moulins à papier et j'ai appris pas mal de choses.

Le meilleur moyen de reboiser, c'est encore le moyen naturel. Il n'y a pas de repousse plus féconde que la repousse naturelle. La pépinière de Berthier a rendu de grands services et elle pourra en rendre encore, particulièrement dans le reboisement domestique.

Le sable gagne les terres et les rend souvent stériles, et la forêt peut empêcher cela.

Nous faisons actuellement une enquête à la pépinière. Et s'il y a lieu, je n'ai pas d'objection à ce que l'on redonne le \$5,000 à cette institution s'il est nécessaire. Nous allons faire cela pour Berthier. Le comté de Berthier ne doit pas avoir que des malheurs.

(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** La mouche à scie, cela vient bien de Trois-Rivières.

(Rires)

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
8. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour école de papeterie "entretien", pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement (cadastre), (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour La Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Travaux de la Chambre:

##### *L'Heure Provinciale*

**M. Bastien (Berthier):** Au sujet de la radiodiffusion *L'Heure provinciale*, je demande, dit-il, que cette radiodiffusion soit à l'avenir sous le contrôle fédéral. Je suggère de supprimer ce programme.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je m'y oppose, dit-il, et je préconise l'autonomie provinciale en matière de radio. Nous voulons encourager nos artistes.

**M. Bastien (Berthier):** Mais depuis que nous avons CRCM, c'est au fédéral à s'occuper de cela.



**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Québec entend demeurer maîtresse chez elle. Cela a été le tort des politiciens bleus et rouges de croire, lorsqu'ils sont au pouvoir à Ottawa, qu'ils pouvaient mener toutes les provinces à leur guise. C'est un empiètement dans tous les domaines, même dans celui de la radio.

Si on donne l'occasion de pratiquer la mainmise sur la radio, il en résultera le même contrôle sur nos finances, l'agriculture, etc. Si nous les écoutions, nous ferions aussi bien d'abolir la Législature provinciale et de revenir à l'union législative. C'est un principe condamné lors de l'adoption du pacte confédératif.

**M. Bastien (Berthier):** Il n'est pas question de cela, mais d'un service qui ne sert plus à grand-chose, et qui coûte cher: \$30,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Depuis combien de temps le député pense-t-il cela?

**M. Bastien (Berthier):** Depuis la crise.

**M. Boyer (Châteauguay):** Quelle crise?

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 11 h 50.

#### NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

2. Voir note 1.

3. *Le Devoir* du 14 mai 1937, à la page 12, rapporte que ces propos sont dits par le député de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle) et par le député de Montréal-Mercier (M. Thibault).

4. *Le Devoir* du 14 mai 1937, à la page 12, indique seulement que MM. Bastien, Delagrave, Thibault et Tremblay se lèvent tous à la fois pour recommencer la discussion.

5. Il s'agit de Joseph-Édouard Caron qui, notamment, fut ministre de l'Agriculture dans les cabinets Gouin et Taschereau du 18 novembre 1909 au 24 avril 1929.

6. Pline L'Ancien (Caius Plinius Secundus). (23 - 79) Naturaliste romain connu par son *Histoire naturelle*, encyclopédie des connaissances de son temps.

7. "demain soir", selon *L'Action catholique* du 14 mai 1937, à la page 8.

8. Le rejet du bill est accepté. Selon *Le Devoir* du 14 mai 1937, à la page 8, il n'y a aucune protestation de la part du député de Châteauguay (M. Boyer), le parrain du bill. De plus, selon l'article 288 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1915, à la page 84, lorsqu'une "motion proposant que le comité se lève sans faire rapport" est présentée, cette motion met fin aux délibérations du comité et écarte l'affaire dont il a été saisi. Selon le paragraphe 1 du même article, "l'affaire écartée disparaît du *Feuilleton*, mais elle peut y être rétablie", ce qui n'est pas le cas présent, puisqu'il n'y a aucun ordre ultérieur afin que le comité siège, de nouveau, à une prochaine séance ou à toute autre séance ultérieure.

9. Voir note 1.

10. Puisque la copie papier de ce projet de loi semble avoir été utilisée à la fois au comité des bills privés et au comité plénier, il est difficile de déterminer à quelle étape sont survenus les divers amendements.

Cependant, il ressort de l'étude des documents disponibles que les nombreux amendements apportés à l'article 1 ont été soumis lors de l'étude du projet de loi au comité des bills privés, et ce, bien avant l'étude en comité plénier. Le seul amendement apporté au comité plénier serait l'ajout de l'article "j." (emprunt de \$100,000 pour les pavages permanents des rues de la cité).

Par la suite, tous les autres amendements seront apportés par le Conseil législatif et soumis à l'Assemblée législative à la séance du 19 mai 1937.

Lors de l'étude de cet article au comité des bills privés, avant la présentation des tout premiers

amendements, les éléments inscrits à l'article 1, sur la version originale du projet de loi, représentent bien une somme de \$2,347,000, telle que libellée.

Lors de l'étude en comité plénier, une coquille s'est glissée également dans le libellé de ce même article 1, coquille que l'on retrouve intégralement dans la copie papier du projet de loi. Une somme de \$661,000 est demandée pour payer les dépenses énumérées par la suite. Or, l'ensemble de ces dépenses s'élève à \$761,000, et non à \$661,000.

Cette coquille est reconduite lors de l'amendement apporté à l'article 1, soit l'ajout du paragraphe "j.", tel que précédemment mentionné, référant à une somme de \$100,000 pour les pavages des rues de la cité, *"emprunt devant être soumis au peuple par référendum."*

Il est à noter que tous les emprunts devant être approuvés par voie référendaire ne peuvent être comptabilisés dans le montant octroyé.

Il semble également que, lorsque le projet de loi a été soumis au Conseil législatif, cette coquille ait été relevée et prise en compte. À la séance du 19 mai 1937, le Conseil législatif soumet un amendement, le nouvel alinéa "c." En vertu du paragraphe a. de cet amendement, le montant erroné de \$661,000 est remplacé par celui de \$1,161,000, et en vertu du paragraphe b. de ce même amendement, une dépense additionnelle de \$400,000 est proposée pour consolider une partie du déficit pour l'exercice financier courant (1937-1938). Ce montant de \$1,161,000 inclut donc le correctif de \$100,000 ainsi que le montant de \$400,000 demandé pour le déficit, et correspond bien au montant inscrit dans les Statuts (1 George VI, chapitre 102).

Pour comprendre comment une demande d'emprunt pour un montant initial de \$2,347,000 a été modifiée pour un montant de \$1,161,000, il nous faut exclure l'alinéa "d." (\$826,000, *emprunt devant être soumis au peuple par référendum*), l'alinéa "c." (\$750,000, pour consolider le déficit de l'exercice financier de 1937-1938, supprimé au comité des bills privés) ainsi qu'une diminution de \$10,000, selon l'alinéa "f." concernant les dépenses d'enquêtes, (somme ayant été ramenée de \$25,000 à \$15,000 dans la version soumise au comité plénier). L'article 1 représente donc une somme de \$761,000, lors de cette séance du comité plénier du 13 mai 1937.

En ajoutant l'amendement de \$400,000 du Conseil législatif, soumis à l'Assemblée législative à la séance du 19 mai 1937, l'ensemble de l'emprunt demandé représente bien le montant de \$1,161,000, tel qu'indiqué dans les Statuts.

En résumé, au comité des bills privés, l'article 1, tel que présenté avant tout amendement, devait se lire comme suit:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La cité de Québec est, par la présente loi, autorisée à emprunter une somme n'excédant pas deux millions trois cent quarante-sept mille dollars pour payer les dépenses suivantes:

"a. Cinquante mille dollars pour la préparation des plans pour l'égout collecteur de la rivière Saint-Charles;

"b. Dix mille dollars pour le nouveau chemin de Charlesbourg;

"c. Sept cent cinquante mille dollars pour consolider tous les déficits établis au 30 avril 1934;

"d. Huit cent vingt-six mille dollars pour le déficit des logements ouvriers;

"e. Six cent vingt-six mille dollars pour rembourser au gouvernement provincial la balance de l'emprunt fait pour la construction des logements ouvriers;

"f. Vingt-cinq mille dollars pour défrayer les dépenses des enquêtes faites et celles actuellement en cours, et de celles encore à faire pour établir la situation financière de la cité et en réorganiser les divers services;

"g. Vingt-cinq mille dollars pour réorganiser le système de comptabilité et l'achat de machines à cette fin;

"h. Dix mille dollars pour le parachèvement des travaux de la côte Franklin;

"i. Cinq mille dollars pour souscription au deuxième congrès de la langue française à Québec;

"j. Vingt mille dollars pour l'installation de signaux lumineux."

11. La copie papier du bill 78 modifiant la charte de la cité de Québec a été utilisée à la fois au comité des bills privés et au comité plénier. Compte tenu que l'article 33 a subi de nombreux amendements à différentes étapes de son étude, nous ne le retranscrivons pas afin d'éviter des erreurs de retranscription. En fait, il est difficile de déterminer si les amendements proposés ont été faits au comité des bills privés et au comité plénier. Nous invitons donc le lecteur à se référer à la copie originale pour plus de précisions.

12. La copie papier du bill 78 modifiant la charte de la cité de Québec a été utilisée à la fois au comité des bills privés et au comité plénier. Compte tenu que

l'article 78 a subi de nombreux amendements à différentes étapes de son étude, nous ne le retranscrivons pas afin d'éviter des erreurs de retranscription. En fait, il est difficile de déterminer si les amendements proposés ont été faits au comité des bills privés et au comité plénier. Nous invitons donc le lecteur à se référer à la copie originale pour plus de précisions.

13. *The Gazette* du 14 mai 1937, à la page 4, indique que les libéraux se mettent également à chanter.

14. Les spectateurs groupés dans les galeries s'amusent du spectacle, selon *Le Soleil* du 14 mai 1937, à la page 15.

15. *L'Action catholique*, du 14 mai 1937, à la page 8, rapporte également que les députés commencent à chanter l'air de la Cantinière en y incluant les noms de MM. Bouchard, Élie, Drouin, Grégoire et Marcoux.

16. La Chambre s'amuse, selon *L'Action catholique*, du 14 mai 1937, à la page 8, parce que c'est la seconde fois en quelques minutes qu'une décision du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard), alors qu'il était Orateur, sert à renverser un amendement du chef de l'opposition.

17. Le député de Berthier (M. Bastien) reprend de nouveau cette expression qu'avait utilisée le premier ministre à la séance du 3 mai 1937. Il y avait également fait allusion à la séance du 10 mai ainsi qu'à la séance du 11 mai 1937.

18. *En Avant* (1937-1939) est le titre du journal fondé par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Cet hebdomadaire faisait la lutte à l'Union nationale et défendait les principaux idéaux du Parti libéral.

19. *Le Journal* du 14 mai 1937, à la page 7, indique que le sous-ministre, M. Avila Bédard, vient s'asseoir près du premier ministre.

20. Il s'agit d'Honoré Mercier fils, député libéral de Châteauguay et ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries dans le cabinet Gouin, du 29 avril 1914 au 25 août 1919, et ministre des Terres et Forêts dans les cabinets Gouin et Taschereau, du 25 août 1919 au 27 juin 1936.

21. "divergence politique", selon *Le Journal* du 14 mai 1937, à la page 6.

22. Le député fait allusion à l'élection très serrée de M. Bastien qui, le 17 août 1936, fut élu avec une seule voix de majorité dans son comté.



Première séance du vendredi 14 mai 1937

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Bégin (Dorchester):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 91 modifiant la charte de la ville Châteauguay, concernant l'île Saint-Bernard.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 129 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- bill 141 constituant en corporation la ville de Val-d'Or.

**Subsides**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Bastien (Berthier)** propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. Messier) que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre, tout en étant prête à voter des subsides à Sa Majesté, est d'opinion que le gouvernement, dans l'intérêt de la classe agricole de cette province, devrait publier, comme sous l'ancienne administration, le *Journal d'agriculture*.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Drop... Drop!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je demande le vote.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bouchard, Casgrain, Chaloult, Dansereau, Delagrave, Hamel, Lawn, Messier, 11.

**Contre:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Boyer, Bulloch, Carignan, Castonguay, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Labelle, Lafleur, Larouche, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marier, Monette, Pelletier (Gaspé-Nord), Perron, Pouliot (Missisquoi), Robinson, Sherman, Taché, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 41.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**En comité<sup>1</sup>:**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide à la recherche des mines, (Mines et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**M. Bastien (Berthier):** Je considère que ce montant est insuffisant pour faire de bons chemins aux mines.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Que l'on n'oublie pas que la Chambre a déjà voté une somme de \$45,000 pour les mêmes fins.

**M. Bastien (Berthier):** Est-ce que le gouvernement fédéral ne contribue pas à la confection de ces chemins de mines?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Exactement, mais cette somme est demandée pour le travail préparatoire à la construction des chemins; il ne s'agit que de l'exploration. L'an dernier, le ministre fédéral des Mines a inauguré une politique nouvelle

dans le but de favoriser la construction des chemins de mines.

Le gouvernement fédéral a voté un subside de \$1,000,000 pour les mines. Mais les crédits votés à cette fin par le fédéral sont dépensés sur la même base que les crédits du chômage, c'est-à-dire que la province doit contribuer pour un tiers du montant reçu d'Ottawa. Ainsi, le fédéral a attribué cette année \$300,000 à la province de Québec, et nous devons ajouter à ce montant un tiers, soit \$100,000 pour des travaux dans les mines. Nous dépenserons donc \$400,000 en vertu de cette entente dans les limites de la province de Québec.

**M. Bastien (Berthier):** Ils sont généreux pour l'honorable ministre, à Ottawa.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** La province de Québec a été très bien traitée par l'honorable T. A. Crerar<sup>2</sup>, ministre fédéral des Mines, avec qui j'ai transigé au nom de la province. Nous apprécions cette collaboration. Il a été d'une gentillesse parfaite. J'en profiterai pour rappeler au député de Berthier que c'est M. Crerar qui a dit, dans un discours à Montréal, que le premier ministre actuel de la province de Québec était un grand homme d'État et un grand Canadien.

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et M. Crerar a fait récemment l'éloge du ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) de notre province.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je dirai aussi que je regrette que certains autres ministres fédéraux ne traitent pas la province de Québec avec autant de justice et d'équité que le ministre des Mines.

**M. Bastien (Berthier):** L'honorable ministre a-t-il des projets nouveaux en vue?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je dois dire à mon honorable ami de Berthier que nous avons fait nos projets et nos plans au cours de l'hiver. Nous avons déjà dépensé \$100,000 pour le chemin d'hiver de Chibougamau et on a déjà transporté, par ce chemin, au-delà d'un million de livres de matériaux, provisions et marchandise. Nous avons demandé le concours d'Ottawa pour ces travaux, mais nous ne l'avons pas obtenu. Je ne sais si des influences mystérieuses ont été exercées, mais Ottawa n'a pas voulu nous aider.

Avec un peu d'aide, nous aurions pu faire des ponts permanents, ce qui aurait diminué le coût de la route permanente à Chibougamau. Et si nous avions un autre montant à notre disposition, nous pourrions commencer le chemin d'été, mais le chemin de Chibougamau va coûter au-delà de \$1,000,000, et il faut que le développement minier justifie une telle contribution. C'est une grosse dépense pour une région où, à l'heure actuelle, il n'y a pas encore assez de mines de groupées<sup>3</sup>, mais cela ne saurait tarder. Nous développons les communications au fur et à mesure que ce centre minier prend de l'expansion.

**M. Bastien (Berthier):** Et ce sont des chômeurs qui sont employés, sans distinction de parti, je suppose.  
(Rires)

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** L'on emploie les chômeurs, sans distinction de parti. En fait, le gouvernement provincial a collaboré avec le député fédéral de l'Abitibi et du Témiscamingue, et nous avons eu à nous féliciter de cela. Je répète que l'honorable M. Crerar a coopéré avec nous et que notre coopération continue.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vais ajouter quelque chose que l'honorable ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) n'a pas dit. Je dois rappeler qu'il y eut un grand congrès des intérêts miniers à Montréal. L'honorable ministre des Mines et Pêcheries y représentait la province, comme toujours, très dignement. Et au cours d'un banquet qui suivit, l'honorable ministre des Mines au Parlement d'Ottawa, M. Crerar, a déclaré que c'est dans la province de Québec que le développement minier est le plus intense, le plus avancé et le plus progressif. M. Crerar en a profité pour féliciter le ministre des Mines de la province de Québec.

(Applaudissements)

**M. Bastien (Berthier):** Ces compliments s'adressaient principalement à l'ancienne administration dont vous venez à peine d'hériter.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est bien de valeur que M. Crerar ait attendu que l'ancien gouvernement soit battu et sorti du pouvoir et que nous soyons au pouvoir pour faire des compliments à la province, si comme le prétend le député de Berthier, le compliment allait à l'adresse de l'ancien gouvernement.

(Rires et applaudissements)

**M. Bastien (Berthier):** Je ne critique pas le ministre des Mines et Pêcheries actuel (l'honorable M. Gagnon) et je ne nie pas qu'il ait bien fait.

(Applaudissements)

Je sais que c'est un bon ministre. Mais c'est aussi un homme de sang-froid en quoi il diffère du premier ministre. Il a sa part de crédit dans le développement des mines, mais c'est un homme trop sérieux pour laisser croire qu'on lui doit tout à cet effet.

Quant au chemin de Chibougamau, le ministre fédéral des Mines a bien dit que rien ne justifie un chemin permanent par là. Mais je suis très satisfait que le ministre dise que l'argent va être dépensé impartialement en Abitibi et au Témiscamingue. Je suis heureux de la coopération entre Ottawa et Québec. Les gens de ces comtés seront plus heureux que les chômeurs du district de Montréal où il y a beaucoup d'ingérence politique.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-sept mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales, (Mines et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'exploitation des mines en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Chasse et Pêcheries - Jardin Zoologique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**M. Bastien (Berthier):** Il y a augmentation sur l'an dernier.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Oui, de \$50,000, et cela démontre que l'honorable premier ministre a très bien traité le ministère des Mines et Pêcheries, contrairement à ce qu'à dit l'honorable chef de l'opposition dans son discours sur le budget.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**M. Bastien (Berthier):** Le gouvernement jugera-t-il à propos d'assurer les réfrigérateurs à poisson?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Nous ne croyons pas qu'il y ait lieu d'assurer les réfrigérateurs. Ce n'est que par accident qu'il en brûle un.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc national, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** L'honorable ministre a-t-il l'intention de développer la partie du Parc national qui n'a pas encore été ouverte? Et le gouvernement a-t-il l'intention de développer d'autres territoires en parcs nationaux?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Nous avons étudié la question. Nous nous devons d'être prudents dans le développement des parcs nationaux, car nos crédits sont limités. Si la Chambre veut nous voter des crédits supplémentaires, nous le ferons avec plaisir. Nous sommes prêts à agrandir le Parc, nous croyons à cette politique. Aux États-Unis, Roosevelt a dit: "National parks are a nation's playgrounds"<sup>4</sup>. Chaque dollar que l'on votera au ministère de la Chasse et des Pêcheries rapportera trois dollars.

Le gouvernement établira probablement un parc à la Montagne Tremblante. La chose a été discutée au comité de la Chasse et de la Pêche.

**M. Bastien (Berthier):** J'ai déjà fait un plaidoyer en cette Chambre pour le Parc de la Montagne Tremblante. Ce plaidoyer a eu quelque écho dans la province, beaucoup plus que certains plaidoyers de certains ministres que je vois assis en face de moi.

(Rires)

La Chambre de commerce de Montréal, qui comprend l'élite du commerce et de l'industrie de la métropole, a passé, à l'unanimité, une résolution demandant pour Montréal l'organisation en parc national des environs de la Montagne Tremblante; en parlant aujourd'hui, j'ai pensé que l'honorable ministre reviendrait sur sa décision et ferait justice à Montréal qui veut ce parc comme débouché touristique. C'est un projet de ses amis qui n'a pas été mis à exécution!

Le ministre est un homme d'envergure; à force de ne rien obtenir du gouvernement, il fera bien comme tous les ministres, il finira par se fâcher. Il est vrai qu'ici on n'a pas le droit de critiquer une loi antérieure...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Loi antérieure?

**M. Bastien (Berthier):** Vous, ne jetez pas d'allumettes démagogiques<sup>5</sup> sur le brasier de l'opposition.  
(Rires)

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le député de Berthier (M. Bastien) n'est pas modeste en parlant de ses plaidoyers pour la Montagne Tremblante. Le Parc national du Mont Tremblant est un projet de 1894. Le parti de mon honorable ami de Berthier a été au pouvoir 39 ans, et l'honorable député de Berthier (M. Bastien) a été ministre pendant deux ans. Malgré tout cela, le parc est resté sur le papier. Nous avons tenu des séances du comité de la Chasse et de la Pêche pour étudier nos projets d'avenir.

L'honorable député de Berthier, qui faisait partie du comité, sur la recommandation de son chef et probablement parce que le Mont Tremblant touche à son comté, était censé venir y représenter l'opposition, mais il n'est pas venu plaider la cause de son parc national. Je lui dirai que celui qui a gagné la cause pour le Parc de la Montagne Tremblante, en son absence, c'est le député de Terrebonne (M. Barrette), car ce territoire sera un jour aménagé en parc national.

(Applaudissements)

Je dois dire à la Chambre, de plus, que j'ai reçu de M. Ayers, de Lachute<sup>6</sup>, un citoyen distingué de cette province, l'offre de souscrire \$300,000 si nous voulons doter le comté d'Argenteuil d'un parc national. Nous allons essayer de nous entendre avec Ottawa au sujet de la création de ce parc dans le nord de Montréal, dont nous souhaitons l'établissement. Si l'honorable M. Crerar traite Québec à ce point de vue comme au point de vue minier, j'ai confiance.

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** J'attire l'attention du ministre sur l'importance des parcs nationaux des environs de Québec. J'espère que l'honorable ministre améliorera le Parc national des Laurentides, qui est un grand actif pour Québec, surtout avec le développement du tourisme. L'honorable ministre est du reste au courant et il est bien secondé à ce point de vue par son sous-ministre,

qui est un des officiers les plus compétents du service administratif.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Au sujet du parc des Laurentides, nous donnons toute l'attention possible. Le gouvernement nouveau a fait beaucoup d'améliorations. Je dois dire que, sous l'ancien régime, il n'y avait pas, à proprement dit, de parcs nationaux, mais des réserves forestières. Il n'y avait pas de routes dans cette réserve. Ce n'est que depuis 1931, et grâce à la collaboration financière du pouvoir central, que l'on a commencé à construire des routes convenables. Avec le concours du département de la Voirie et de l'argent de chômage, on y a dépensé \$1,000,000 pour faire la route de Stoneham à Hébertville.

Nous projetons d'en faire d'autres, et nous comptons sur la collaboration du ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) qui, de son côté, espérait avoir la coopération d'Ottawa pour le secours au chômage. Mais je ne prévois pas, dit-il, que l'on puisse y faire grands travaux avec l'argent du chômage. Ottawa a répondu à une demande de \$4,000,000 ou \$5,000,000, en ne consentant qu'à continuer dans une proportion de \$1,400,000. J'ai peur que Montréal ne prenne la grosse part de cette somme puisque c'est là que se trouve le gros des chômeurs. Cela nous empêchera d'avoir de l'argent pour employer des sans-travail à la construction de routes dans le Parc national.

Il (l'honorable M. Gagnon) fait l'éloge de M. Duplessis et discute sur les parcs nationaux.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** discute sur les parcs nationaux.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je signale, dit-il, qu'un camp au grand lac Jacques-Cartier, habituellement réservé aux ministres, a été rendu au département parle premier ministre.

**M. Duguay (Lac-Saint-Jean):** L'honorable ministre va-t-il changer les noms des camps qui portent les noms des anciens ministres? Laissera-t-il les noms de Taschereau, Mercier, etc.?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Nous avons commencé: il y avait, par exemple, un lac qui s'appelait le lac des Arpentiers. Nous l'avons appelé lac Suzor-Côté, en souvenir d'un grand artiste canadien-français, et c'est grâce à M. Louis-Arthur Richard, mon sous-ministre, qui a toujours d'excellentes idées.



**M. Bastien (Berthier):** Le ministre disait tout à l'heure qu'il était surpris de ne pas voir mon nom à la place de la Montagne Tremblante. Pourquoi me dire des choses pareilles? Le ministre et moi, nous avons eu le même sort. J'ai été ministre aussi longtemps qu'il l'a été dans le cabinet Bennett. Et comme le sien, mon parti a été défait.

Je me suis occupé du parc national de la Montagne Tremblante. Avec mon ancien collègue de Montcalm, j'ai fait voter \$80,000 pour une route. Une inspection a été faite et on a découvert 75 lacs à truite dans cette région.

Si je n'obtiens pas les routes que je désire, dit-il, j'envverrai des délégations au ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc).

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Évidemment, le problème agricole passe avant celui des parcs nationaux, mais nous nous en occupons activement.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
8. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour commission sur perception de royauté sur fourrures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je demande au ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) d'envoyer ses inspecteurs dans mon comté, dit-il, à l'Isle-Verte, où il se prend de grosses quantités de hareng et d'aloë, chaque année. J'ai demandé un entrepôt frigorifique pour l'Isle-Verte.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Nous avons une demande à ce sujet depuis assez longtemps de la part de l'ancien adversaire de l'honorable député.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** J'ai dit à l'honorable ministre qu'il se fait beaucoup de pêche à l'Isle-Verte. On devrait y construire un entrepôt frigorifique. Je suis heureux que mon ancien adversaire en ait parlé au gouvernement. Si le gouvernement fait quelque chose, je lui en saurai gré.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Je félicite et remercie l'honorable ministre des Mines et

Pêcheries d'avoir assuré un entrepôt frigorifique aux Îles-de-la-Madeleine.

(Applaudissements)

La pêche s'y fait tout l'été et est bien plus abondante qu'à l'Isle-Verte, bien que je ne veuille nullement nuire aux intérêts de la population du comté de Rivière-du-Loup. L'ancien gouvernement laissait les pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine sans aucune aide. Ce sont les femmes qui étaient chargées de la tâche, très souvent, de trouver un moyen de conserver le poisson. Le gouvernement nous donne un entrepôt frigorifique cette année et il en faut encore deux autres. L'an prochain, nous en aurons un deuxième et, dans deux ans, un troisième.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** fait certaines suggestions et réclame une aide plus généreuse de la part du gouvernement provincial en faveur des pêcheurs du Bas-du-Fleuve.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le comté de Rivière-du-Loup ne fait pas partie du domaine des pêcheries maritimes, mais bien plutôt des pêcheries intérieures. Le gouvernement provincial va dépenser \$200,000 à cette fin, dont \$100,000 pour la construction de réfrigérateurs dans la Gaspésie. Nous espérons faire plus, mais nous sommes réduits à nos seules ressources parce que le fédéral refuse de nous aider généreusement. Je ne veux pas parler de la façon dont Ottawa nous a traités, et l'opposition ne doit pas y tenir. Avec nos faibles ressources, nous ferons tout ce qui est possible.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Je profite de l'occasion pour dire au gouvernement que les pêcheurs ont besoin de son aide pour se préparer à la saison de pêche. Je réclame, dit-il, des octrois en faveur des pêcheurs qui ont essuyé des pertes au cours des dernières saisons de pêche. En Gaspésie et dans plusieurs comtés du Bas-du-Fleuve, ceux qui vivent de cette industrie n'ont pas le matériel voulu pour exercer leur métier. Ils n'ont pas d'agrès et pas d'argent. Étant donné certaines conditions, les pêcheurs ne peuvent pas cette année se préparer efficacement à la pêche. Je réitère ma demande: que l'on organise de quelque façon les pêcheurs.

On a suggéré le secours direct, mais je n'en veux guère. Je voudrais que l'on trouvât un meilleur système. Il faudrait organiser les pêcheurs au point de vue social. On devrait faire en sorte de grouper les pêcheurs en association professionnelle, afin qu'ils puissent bénéficier des avantages de la coopération. Il faudrait ensuite établir le crédit maritime, puis instituer l'assistance mutuelle.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je remercie l'honorable député de Gaspé-Sud d'avoir attiré notre attention sur cette question. Je rappellerai qu'il y a 10 jours, nous avons institué un comité qui enquêtera sur la situation des pêcheurs et étudiera la possibilité d'établir un système de crédit maritime. Les membres de cet organisme feront leur rapport avant la prochaine session. Nous attendons ce rapport pour décider si nous pouvons établir un système de crédit. Dès que ce sera possible, nous le ferons. Le gouvernement portera toute l'attention nécessaire aux suggestions de ces commissaires.

**M. Jolicoeur (Bonaventure):** M. le président, je remercie l'honorable ministre des Mines et Pêcheries de l'aide qu'il a accordée aux pêcheurs jusqu'ici. Je suis moi aussi, dit-il, en faveur du crédit maritime. Dans les limites de mon comté, poursuit-il, on rencontre environ 15 % des pêcheurs du Bas-du-Fleuve, et ces derniers sont dans une situation lamentable parce qu'ils n'ont pas d'argent cette année pour acheter les agrès de pêche dont ils ont besoin. Il faut les aider.

Je remercie le ministre des Mines et Pêcheries d'avoir fait construire un entrepôt à Gascon. Les pêcheurs ont à faire face cette année à des conditions difficiles.

Même si le gouvernement fédéral ne veut pas contribuer à secourir les pêcheurs, je suggère que le gouvernement provincial donne, dans Bonaventure, le montant que le provincial et le fédéral auraient donné ensemble si le second avait contribué. Si modeste soit-il, le montant que l'on mettra à la disposition des pêcheurs sera vivement apprécié.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je ne veux pas recommencer le débat qui a eu lieu ici récemment sur les résultats de nos démarches auprès des autorités fédérales autour de cette question. Je rappelle, dit-il, ce que j'ai dit au cours d'un débat antérieur.

Le gouvernement fédéral n'a pas le droit de refuser, comme il vient de le faire, des argents pour les pêcheurs nécessiteux. Je suis obligé de dire à la Chambre le triste résultat que nous avons obtenu d'Ottawa. L'an dernier, au mois de juillet 1936, à la veille des élections provinciales, le ministre fédéral des Pêcheries avait accordé un crédit de \$75,000 à la condition qu'une somme équivalente fût votée par la province de Québec; et une somme de \$130,000 a été dépensée<sup>7</sup>.

En février dernier, nous avons demandé au fédéral de nous continuer cette contribution, mais le

fédéral a refusé de faire quoi que ce soit sous prétexte qu'il n'y avait pas d'octrois pour la Saskatchewan, l'Ontario, et autres provinces où il n'y a pas, à proprement parler, de pêcheries maritimes, et que, par conséquent, il ne pouvait rien donner à la province de Québec. Il y a eu un débat ici à ce sujet. Je crois, poursuit-il, que l'on s'entendra avec Ottawa.

Puisque le fédéral ne nous donne rien en dehors des Îles-de-la-Madeleine, puisque nous en sommes réduits à nos seules ressources, ne pouvant obtenir quelque chose d'Ottawa, parce que nous sommes un gouvernement national, nous allons faire pour le mieux avec ce que nous avons.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** À l'ordre. Le ministre ne peut référer à un débat antérieur.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si le ministre veut reprendre le débat sur cette question, je vais aller chercher mes documents qui démontrent le contraire.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je ne veux pas reprendre le débat, mais plutôt résumer la situation. Nous avons continué à correspondre avec Ottawa, dans le meilleur esprit possible, et nous avons demandé au ministre fédéral des Pêcheries de nous aider. Il nous a répondu qu'il était prêt à donner \$50,000 pour les Îles-de-la-Madeleine seulement, à condition que nous y dépensions la même somme. On nous refuse tout pour les autres comtés de la province de Québec. La somme de \$10,000<sup>8</sup> sera largement suffisante pour l'Île et les \$40,000 qui restent devraient servir aux comtés de Gaspé et de Bonaventure. Nous avons prétendu alors qu'il était absurde d'ignorer les comtés de Bonaventure, Matane, Charlevoix-Saguenay et Gaspé, alors qu'on aidait les Îles-de-la-Madeleine. Les pêcheurs sont dans le besoin dans Bonaventure, Gaspé-Sud et Gaspé-Nord.

Le gouvernement provincial a refusé d'accepter la décision et s'est engagé à s'occuper des pêcheurs dans le besoin à l'aide de ses propres fonds, au lieu de se soumettre au contrôle d'Ottawa. Nous avons dit qu'on nous faisait une part mesquine et ridicule. Je le répète: nous avons dit que cette attitude était un soufflet pour notre province, donné par quelqu'un de notre race qui devrait avoir plus de largeur d'esprit. Il n'y a pas de raison d'aider les mêmes comtés où l'an dernier le fédéral a dépensé \$75,000. Si le fédéral avait le droit de dépenser \$75,000 dans ces comtés l'an dernier, il peut encore le faire cette année.

Comment se fait-il qu'une somme de \$500,000 a été votée pour la pêche à la morue et pour le développement du commerce de la morue sèche dans les provinces maritimes? Québec a demandé une partie de ce montant, mais elle n'a pas pu obtenir la collaboration du fédéral. Le fédéral traite injustement la province de Québec. On nous crée une situation intenable. Les pêcheurs du Québec s'en souviendront en temps et lieu.

Aussi longtemps que le fédéral voudra faire de la politique avec cette question, ce sont les pêcheurs qui souffriront. Nous espérons plus de justice de la part de l'honorable M. Michaud, un compatriote, un homme de notre race. Après le geste du ministre fédéral des Pêcheries: la province de Québec a été mieux traitée par l'honorable M. Crerar un anglo-saxon protestant, que j'ai déjà eu l'occasion de féliciter, et qui a coopéré largement avec nous.

Nous avons un budget de \$300,000 pour les pêcheurs. Nous les dépenserons dans l'intérêt de nos pêcheurs.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** lit un message de M. Michaud dans lequel celui-ci dit que si Québec n'a pas reçu plus d'aide, c'est que le 2 avril, le ministère provincial des Mines n'avait pas encore fait tenir l'état de compte relatif aux sommes dépensées l'été dernier pour les pêcheries, qu'il n'avait pas présenté à Ottawa un état de compte en règle et qu'il n'avait pas rempli toutes les conditions posées par le fédéral.

Si le fédéral peut aider les Îles-de-la-Madeleine et non les autres comtés, c'est que les Îles-de-la-Madeleine sont comprises dans la zone où le fédéral doit aider les pêcheurs. Il y a des textes de loi qui concernent la distribution de ces octrois dans tout le pays, et ce sont ces lois qui empêchent le gouvernement fédéral d'aider les pêcheurs des autres comtés de la province de Québec à part des Îles-de-la-Madeleine. Mais le gouvernement fédéral a bien d'autres moyens d'accorder des octrois. Il paie en fait de gros montants aux pêcheurs des autres comtés en secours directs.

C'est pour cela que nous avons dépensé \$2,000,000 en secours directs dans ces comtés de pêche. Quoi qu'on en dise, les pêcheurs reçoivent des secours directs pour lesquels le gouvernement fédéral contribue pour la moitié. Ils ont eu parfois à se plaindre d'injustices de la part du département des secours directs, et ils se plaindront encore, car il y a des cas incontrôlables. Mais je comprends que le gouvernement provincial ne leur donne pas justice.

Je tiens ici à féliciter MM. Laforce et Simard qui, à maintes reprises, ont produit des rapports

détaillés et précis à ce sujet. Mais il a pu se glisser des abus chez les inspecteurs et il s'en glissera encore. Je puis dire cependant qu'en général les pêcheurs n'ont pas été négligés. Le gouvernement fédéral ne laisse pas souffrir les pêcheurs nécessiteux. On met en pratique actuellement un plan que j'avais moi-même élaboré, c'est-à-dire, que l'on veut faire travailler les pêcheurs pour les secours qu'ils reçoivent. C'est la seule différence que propose le gouvernement.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):**

Les conditions posées par le fédéral pour la distribution des secours directs aux pêcheurs ont été jugées inacceptables par le provincial. Les montants octroyés par le fédéral pour les secours directs sont des montants fixes, qui ne couvrent même pas la part d'Ottawa dans les secours distribués aux grandes villes. Il n'y a donc pas un sou pour les comtés de Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Charlevoix-Saguenay et autres. L'ancien gouvernement prétendait être satisfait.

Nous donnons un reçu à Ottawa en représentant cette somme un acompte au règlement d'un problème national, et non provincial.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Depuis un an, une somme de \$660,000<sup>9</sup> par mois pour le chômage a été distribuée ainsi comme quote-part du fédéral. C'est son affaire au gouvernement fédéral s'il veut dépenser de l'argent comme il l'entend pour secourir les pêcheurs.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):**

Jusqu'au mois d'avril, le fédéral donnait \$668,000 par mois; et depuis le mois d'avril, il ne donne plus que \$500,000 par mois, et cela ne suffit plus. De plus, je le répète, le problème est national et relève d'Ottawa. Le gouvernement fédéral ne veut pas prendre ses responsabilités. Le fédéral ne contribue pas pour les pêcheurs nécessiteux.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ces octrois sont faits à condition que la province en paie autant. Si la province veut en faire plus, c'est son affaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

L'heure est arrivée, je crois M. le président, de faire une mise au point à ce sujet et de dire des choses qui doivent être dites. Et nous allons la faire, non pas dans le but d'attaquer quelque autorité que ce soit et qui que ce soit, mais je la ferai dans le but d'accomplir un devoir auquel on ne saurait se soustraire quand on a reçu le mandat de sauvegarder et de faire respecter les intérêts de la population de notre province.

Nous sommes d'abord allés à Ottawa dès notre arrivée au pouvoir, et nous y avons reçu un accueil très sympathique et une coopération dont nous aimons à garder le souvenir et que j'aime à rappeler ici. Nous avons obtenu ce que nous demandions. Mais, plus tard, nous y sommes retournés et il était évident que certaines considérations politiques avaient été mises en œuvre dans l'esprit des autorités fédérales. C'était lors de la conférence interprovinciale où il s'agissait de définir la position financière des provinces et de leurs relations avec Ottawa.

Lors de la conférence interprovinciale, conférence qui avait été convoquée dans un but bien évident, un charmant garçon s'est amené, M. Graham Towers, gouverneur de la Banque du Canada. En collaboration avec M. Charles Dunning, ministre des Finances, M. Towers a esquissé un mouvement par lequel il laissait entendre que la Banque du Canada était prête à fournir aux provinces tous les renseignements et toute l'assistance nécessaires pour mettre ordre dans leurs finances de l'heure présente, mais à la condition qu'elles fournissent de leur côté, à la discrétion du pouvoir fédéral, tout ce qui était nécessaire pour indiquer clairement l'état de leurs affaires. C'était très habile.

Inutile de dire que certaines provinces ont aussitôt manifesté de la sympathie pour la théorie qu'exposait M. Towers, sous l'œil paternel de l'honorable M. Dunning. Mais la province d'Ontario, par son premier ministre, a saisi le point et s'est nettement refusée. Son représentant a fait clairement entendre au fédéral que la province pourrait se conduire toute seule et qu'elle n'avait pas besoin qu'on s'immiscie dans ses affaires.

Il a dit à MM. Towers et Dunning: "Nous n'avons pas besoin de vos experts. La meilleure preuve que nous sommes capables de conduire nos affaires seuls, c'est qu'en Ontario nous bouclons notre budget, tandis qu'à Ottawa, vous n'arrivez pas à le boucler; vous accumulez déficits par-dessus déficits tandis que nous allons de surplus en surplus. Nous ne permettrons pas cela."

Nous de la province de Québec, nous avons dit de même et avons fait valoir l'autonomie de notre province. La province de Québec, par celui qui vous parle, a dit à MM. Dunning et Towers: "Nous sommes dans une confédération et nous tenons à rester sous le pacte confédératif. Quand il s'agit de jeter les bases de notre beau et grand pays, deux moyens se présentaient: l'union législative et la confédération. Agréer votre mouvement serait évoluer insensiblement d'abord, mais sûrement, vers

l'union législative, et l'union législative c'est la fusion à tous points de vue. Nous n'endurerons pas de fusions de cette sorte que nous ne voulons pas chez nous."

L'assimilation, la centralisation, le nivellement, l'union législative, nous n'en avons pas voulu, nous n'en voulons pas et nous n'en endurerons pas. Car, M. le président, sous prétexte de surveiller et mettre de l'ordre dans nos finances, Ottawa commencerait la pénétration, sûre et certaine, dans tout le reste de l'administration provinciale, pour nous orienter vers la centralisation des pouvoirs et l'union législative. Je considère que si nous laissons Ottawa s'occuper de nos finances, c'est abandonner parcelle par parcelle notre autonomie. Et c'est le devoir d'un premier ministre d'un gouvernement qui se tient debout de se dresser et de dire aux autorités: "Vous ne passerez pas."

(Applaudissements à droite)

Plus tard, M. Towers, qui est un gentil garçon, m'a téléphoné de nouveau pour me demander si nous avions changé d'idée au sujet de sa proposition. Je lui ai répondu que, s'il voulait que la province fournisse un bilan détaillé, nous ne nous soumettrions pas à sa demande. Et je lui ai répondu que doivent changer d'idée ceux qui en ont de mauvaises. Ceux qui ont des bonnes idées n'ont pas besoin d'en changer; c'est à lui et à M. Dunning de modifier leur attitude. Et tout en est resté là.

Jusqu'à notre arrivée au pouvoir, Ottawa n'avait pas trop manifesté son intention de toucher l'autonomie des provinces. Maintenant, le fédéral agit ouvertement et il ne nous donne pas les octrois que nous sommes en mesure d'attendre.

Dans l'intervalle, le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) et moi-même, avec mes autres collègues, avons décidé de faire cesser la situation anormale qui existe dans le domaine des pêcheries. Nous payons comme contribution au fédéral 30 % des impôts pour toutes les pêcheries des provinces et, chose étrange, nous ne recevons pas un seul sou en retour. Du temps de l'ancien régime de M. Taschereau et d'autres génies financiers, il y eut une entente de conclue entre le fédéral et Québec, par laquelle entente nos pêcheries, auparavant de domaine fédéral, revenaient à la province. Le gouvernement fédéral a donné les pêcheries à la province de Québec pour se débarrasser des dépenses.

Et cette entente, M. le président, fut signée le 1<sup>er</sup> avril, jour fatidique qui illustre bien quel tour se faisait jouer la province.

(Rires)

Mais nous, nous avons à sauvegarder la prospérité d'une terre de soleil, la Gaspésie où l'on vit uniquement de pêche.

Récemment, le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) s'est rendu à Ottawa, mais on ne s'est pas rendu à ses demandes légitimes. Après notre arrivée au pouvoir, nous avons dit à Ottawa, impressionnés par la collaboration qu'on nous avait d'abord offerte: "Nous sommes prêts à vous redonner les pêcheries du Québec." Il me semble que c'était une demande raisonnable. C'était de plus le désir de l'autorité épiscopale. En demandant cela à Ottawa, nous avions précisé: "Nous sommes prêts à collaborer avec vous et à accepter toutes les conditions légitimes."

Mais, M. le président, nous n'avons même pas eu de réponse: seulement qu'une lettre accusant réception de notre demande, une lettre par laquelle on nous disait qu'on y penserait. Et depuis, rien. Apparemment, cela leur prend du temps à ces gens-là à penser à quelque chose. Les propositions importantes que nous avons faites n'ont pas reçu de considération et nous sommes encore dans le *statu quo*.

Arrive une autre question: celle du chômage et du secours direct aux pêcheurs. Dans ce domaine, Ottawa nous donne un montant fixe qui est complètement absorbé par les villes et par l'administration provinciale. La province de Québec n'a eu qu'une petite part de ce qui lui revenait et encore, les campagnes québécoises n'ont pas pu profiter de ces octrois. Pas un sou pour les campagnes, pas un sou pour la Gaspésie. Ce montant n'était déjà pas suffisant; et il vient d'être réduit. Ce n'est pas Ottawa qui paie la moitié; ce montant ne suffirait pas.

Et quand il s'est agi de faire des travaux, ce fut la même chose. Le ministre du Travail s'est rendu à Ottawa, à une date fixée par eux, quoique, M. le président, nous aurions pu demander à Ottawa de faire une partie du chemin ou de venir à Québec où ses représentants auraient été bien reçus, car Québec, c'est aussi important qu'Ottawa. Et on nous a répondu: \$1,000,000 pour la province de Québec.

Mais nous avons tenu à aller à Ottawa. C'est encore Ottawa qui, à la dernière session fédérale, vient de passer une loi de nature à s'ingérer dans l'administration des provinces. Dans cette loi, le gouvernement a eu l'audace de mettre, dans cette loi, "aidant à soulager le chômage et les misères de l'agriculture", des dispositions que nous n'accepterons pas. Eh bien! La province de Québec a autant de droits que ces messieurs d'Ottawa. Il

faudrait voir l'homme d'Ottawa qui viendrait se mettre le nez dans nos affaires.

(Applaudissements)

Ces clauses, 6 et 7 de la loi fédérale disent quoi? Ces clauses veulent dire que les électeurs des provinces, qui élisent leurs représentants au fédéral, ne peuvent se conduire eux-mêmes; c'est ce que cela veut dire. Cela veut dire que les administrateurs provinciaux ne sont pas au courant de leurs affaires. Ce sont des clauses qui veulent dire que le gouvernement fédéral commet l'indécence de mettre dans les Statuts des articles permettant au gouvernement fédéral de faire de la politique contre les provinces. Et les clauses 6 et 7 de cette loi disent que, si Ottawa contribue à l'avantage des provinces, il a le droit de faire l'inspection de notre situation financière et de passer des arrêtés ministériels pour se mêler de nos affaires.

Les provinces seront obligées de lui remettre un bilan détaillé de leurs opérations financières et de lui laisser faire toutes les investigations nécessaires. Cela avait été accepté par l'ancien régime de Québec. Bien, je dis que si le gouvernement fédéral veut nous faire des cadeaux, nous les accepterons, mais jamais au grand jamais nous nous soumettrons à cette loi nous forçant de déposer des explications sur nos agissements.

Je ne comprends pas comment il se fait que des députés et des ministres du fédéral de la province de Québec, qui viennent nous prêcher le patriotisme, aient pu laisser passer une clause semblable sans protester. Je ne comprends pas non plus ce fameux ministre qui n'a pas desserré les dents.

Cette clause que le gouvernement fédéral a mise dans ses Statuts est indécente et inconstitutionnelle. Et je dis qu'elle nous tourne vers l'union législative. Cela veut dire que le gouvernement d'Ottawa, conformément aux tactiques commencées, a l'audace d'inclure dans la loi un article permettant de fouler au pied les droits des provinces et de nous acheminer vers la fusion.

Parlant au nom du gouvernement, je dis que nous n'accepterons pas un sou d'Ottawa dans ces conditions-là.

(Applaudissements à droite)

La province de Québec ne se laissera jamais intimider. Non jamais! La province de Québec n'est pas une province qu'on achète avec de gros montants d'argent ou des bribes d'argent. Si on croit une minute qu'on va écraser notre autonomie, notre mentalité, nos traditions, nos coutumes avec un petit ou un gros tas d'argent ou d'or, on se trompe. Nous ne laisserons pas Ottawa violer l'autonomie de la

province. Si l'autorité fédérale veut notre collaboration, j'en suis, mais si on veut la guerre, on va l'avoir à tout moment.

(Applaudissements)

Il est temps que l'on s'aperçoive que les provinces ont des droits et nous entendons que ces droits soient respectés.

Nous sommes prêts à abolir le passé et à tendre une main loyale. Je le répète: pour de la collaboration, nous en sommes, très bien; mais nous ne serons jamais pour de la complicité pour accentuer la politique fédérale vers l'union législative et la centralisation; jamais!

Si Ottawa ne veut pas payer sa part autrement que par ces deux clauses de sa nouvelle loi, nous demanderons aux municipalités de s'adresser au pouvoir central pour avoir des octrois. Bien que le problème du chômage soit un problème national, nous paierons ce que nous pourrions payer, mais nous n'accepterons pas un seul sou si cela doit être au prix de notre autonomie. Nous ne ferons pas un pas en arrière, mais toujours un pas en avant pour défendre, contre ses ennemis, l'autonomie de la province de Québec, qui nous est chère.

(Applaudissements à droite)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas l'intention de faire un long discours comme celui du premier ministre. J'avais décidé de ne pas parler de ces estimations, mais l'attitude du premier ministre me force à le faire. Nous ne sommes pas ici au Parlement fédéral, mais dans une Assemblée législative provinciale. Je suis un peu surpris de l'attaque violente du premier ministre contre les dirigeants du gouvernement fédéral. Le premier ministre s'échauffe. Je ne crois pas, comme le prétend le premier ministre, que le fédéral veuille intervenir dans l'administration de notre province. Et d'ailleurs pourquoi mêle-t-il l'opposition provinciale à l'autre?

Je dis qu'Ottawa a le droit comme Québec d'exercer un certain contrôle sur ses subsides, et c'est absolument conforme à toutes les lois et au bon sens. Je suis convaincu que, lorsque l'on donne des subsides à un corps public étranger, on a le droit de contrôler la dépense que l'on fait de ces subsides.

Le premier ministre trouve que la province est riche, très riche, en capital-argent et en capital humain, et l'instant d'après, il dit le contraire. Pour ma part, je trouve qu'un gouvernement qui fait des déficits comme celui qui dirige le député de Trois-Rivières n'est pas assez riche pour se dispenser de la contribution qui peut lui venir honnêtement du gouvernement fédéral, si minime lui semble-t-elle.

Il ne faut pas oublier qu'il y a neuf provinces au pays. Je crois que la province de Québec, qui paie une large proportion des impôts, verrait de mauvaise grâce le gouvernement fédéral donner des crédits aux autres provinces sans qu'il lui soit loisible d'en contrôler l'emploi. Et les autres verraient d'un mauvais œil que Québec soit traitée différemment. Il est tout naturel que le pouvoir central veuille exercer un certain contrôle sur l'argent qu'il fournit. Comment sommes-nous assez riches pour refuser l'argent qui nous revient, quand nous avons une province qui vient d'annoncer un déficit de \$31,000,000 et qui commence son administration par un emprunt de \$51,000,000?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je pensais que, quand les droits et l'autonomie de la province sont en jeu, tous les députés de cette Chambre, même ceux de l'opposition, pourraient se tenir debout. Nous n'avons aucune objection à un contrôle raisonnable sur l'argent qui nous est fourni par le fédéral, mais la loi va plus loin que cela. Par les articles 6 et 7 de la loi fédérale, Ottawa a le droit d'intervenir dans toutes les affaires de la province, de passer des arrêtés ministériels pour dire de quelle façon elle pourra s'y prendre pour faire l'examen de nos livres, ce qui ne regarde que nous. Dans ces conditions-là, nous ne voulons pas recevoir un seul sou du gouvernement. On prendra soin des gens avec les ressources de la province.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Naturellement qu'Ottawa a le droit d'être renseigné sur nos finances quand nous recevons son argent. C'est correct ça.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si le chef de l'opposition est prêt à vendre le droit d'aînesse de notre province pour une contribution ridicule, c'est son affaire et tant pis pour lui. Nous, nous voulons mener chez nous, et nous ne sommes pas prêts à accepter dans de telles conditions des cadeaux qui ne sont qu'une remise partielle de ce qui nous est dû. Nous ne nous laisserons pas conduire chez nous par quelqu'un qui veut mener parce qu'il paie une contribution de 50 sous<sup>10</sup>. Il n'y a pas un homme de cœur qui n'aurait pas agi comme nous.

Ici, la race canadienne-française est trop fière pour se laisser imposer des investigations faites par n'importe qui. Jamais, je le répète, nous poserons un acte qui fera croire que la population canadienne-française a perdu sa fierté et la noblesse qui l'a caractérisée plusieurs fois. La province a le droit d'être respectée, nous avons le droit d'être respectés et nous allons prendre les moyens de l'être.

Comment peut-on avoir l'audace d'exiger de telles choses? Nous n'avons jamais négligé de prendre nos responsabilités, mais nous n'entendons pas nous en laisser imposer par qui que ce soit. Que ceux qui ne réalisent pas leurs responsabilités se préparent à subir les conséquences de leurs actes.

Ce n'est pas la première fois que nous avons des difficultés avec Ottawa. Lorsque nous avons demandé au gouvernement d'Ottawa sa coopération pour combattre le communisme, lorsque nous lui avons demandé de ne pas laisser entrer de communistes, Ottawa en a laissé entrer.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je soulève un point d'ordre. M. le président, j'attire votre attention sur les règlements de la Chambre. Le premier ministre en est rendu à parler du communisme et il va faire tout un discours avec ses histoires de communisme. Il y a une limite à l'indécence. Laissez donc les communistes tranquilles, hein!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que dit le chef de l'opposition? Ça le fatigue que j'en parle!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous devenez ridicule avec vos discours.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je dis que, dans Ontario, il y a un mouvement communiste très fort pour tâcher de renverser le gouvernement. Et il y a eu deux ministres que le chef du gouvernement, qui a du courage, de l'énergie, a flanqués à la porte, à cause de ces doctrines subversives. Et les deux gouvernements de Québec et d'Ontario se sont entendus pour faire respecter l'ordre et pour combattre une attitude antinationale. C'est le devoir de tous les gouvernements de coopérer, sauf quand on veut, à l'occasion du chômage, porter une grave atteinte à l'autonomie de la province.

**M. Bastien (Berthier):** Point d'ordre. Le premier ministre est en dehors du sujet et je trouve ce débat passablement étrange. L'attitude du premier ministre me semble due à un excès de fatigue. Le premier ministre a bien des défauts, mais je pensais au moins qu'il avait de la reconnaissance; il n'en a pas. Il a la promesse de recevoir \$1,400,000. Il a reçu pour les secours directs \$7,900,000. Au lendemain de son entrée au pouvoir, il a reçu \$2,750,000 pour travaux de chômage. Il va recevoir \$300,000 pour les

Pêcheries. Le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) nous a dit qu'il recevait chaque mois \$650,000 d'Ottawa, le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), \$350,000. En une année, toutes les sommes qu'on nous a énumérées, reçues et à recevoir d'Ottawa, d'ici à quelques jours, s'élèvent à \$11,000,000. Ce n'est pas trop mal pour un gouvernement qui est soi-disant hostile au gouvernement de l'Union nationale du gouvernement de Québec.

Dans ces conditions, je ne vois pas pourquoi lancer le cri de guerre contre Ottawa et au reste du pays.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Ça ne fait pas la moitié de ce qu'ils doivent à la province de Québec!

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre dit que c'est une bagatelle, le montant en cause, et dans sa colère il dit que nous ne recevons ou ne recevrons que \$1,400,000 pour les travaux de chômage.

Mais le premier ministre oublie de dire que \$1,400,000, ça ne représente que la juste part de la province de Québec, si on la compare à celle qui ira aux autres provinces. Nous avons notre part de tout l'argent qui est voté. Lorsque le premier ministre veut la guerre, il a alors mauvais caractère; il oublie absolument la logique quand il parle comme il vient de le faire.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Point d'ordre. Les paroles que vient de prononcer le représentant de Berthier ne sont pas parlementaires, car il a dit que le premier ministre a mauvais caractère. Il n'a pas droit d'affirmer qu'un député a mauvais caractère.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je prie le député de Portneuf (l'honorable M. Dussault), dit-il, de laisser continuer le député de Berthier, et je lui répondrai.

**M. Bastien (Berthier):** Très bien, il a un caractère d'ange. Pour qui connaît la carrière politique du premier ministre, ses paroles donnent un son étrange dans sa bouche. Il a toujours parlé d'autonomie, il a toujours été provincialiste... Mais ce provincialiste se contredit quand il vient ensuite dire à Ottawa de prendre nos pêcheries en retour d'octrois. Mais si c'est un libéral qui avait dit cela à Ottawa? Le premier ministre devrait savoir que le pouvoir central doit traiter toutes les provinces de la

même façon et qu'il est de son devoir de surveiller l'emploi de l'argent qu'il verse.

Il y a une province qui justifie les conditions posées par Ottawa.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Laquelle?

**M. Bastien (Berthier):** L'Alberta. Quand Ottawa a passé la loi dont parle le premier ministre, ce dernier devrait savoir que le fédéral a passé cette loi à cause de la province d'Alberta, parce que cette province avait besoin d'être surveillée. Et vous êtes en train de faire comme en Alberta.

Le premier ministre ne prétendra pas que le fédéral peut faire une loi avec des dispositions différentes pour les gouvernements d'Ontario et de Québec. C'est la guerre que le premier ministre déclare au gouvernement d'Ottawa. Pourquoi lancer ce cri de guerre à des gens qui nous donneront \$11,000,000 dans un an?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Ce n'est pas exact. Je veux vous dire...

**M. Bastien (Berthier):** J'ai la parole et je tiens à la garder. Asseyez-vous. Le député de Maisonneuve n'a pas le droit de se lever. Je disais donc...

**M. le président:** À l'ordre! À l'ordre!

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** reste debout.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande, dit-il, au ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) d'être plus raisonnable que le député de Berthier et de s'asseoir. Je demande au président de faire asseoir le député de Berthier (M. Bastien). Le député de Berthier ne sait pas ce qu'est le décorum.

**M. le président:** À l'ordre. Le député de Berthier est hors d'ordre.

**M. Bastien (Berthier):** Je vous défie, dit-il, de citer l'article du Règlement à ce sujet.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On n'agit pas comme il vient de le faire et il n'y a pas de règlement pour cela, à part le bon sens.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Je veux, dit-il, faire une rectification.

**M. Bastien (Berthier):** Je connais trop ce genre, dit-il.

**Des députés** chahutent.

**M. Bastien (Berthier):** Je ne crains pas, ajoute-t-il, le Goliath de Maisonneuve, et je ne prendrai mon siège que si on me cite le règlement qui m'y oblige.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Je veux rectifier une assertion, répète-t-il.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La chose est de pratique courante pour un ministre de rectifier des assertions erronées.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quel est le point d'ordre en cause?

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre a longtemps discuté en dehors de la question, et il doit être permis de lui répondre, puisque le président l'a toléré.

**M. le président:** Le chef de l'opposition a répondu au premier ministre et cela devrait suffire.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre, dit-il, s'est levé de nouveau, et on devrait me permettre de finir. J'en appelle de votre décision.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Laissez-le finir.

**M. Bastien (Berthier):** Il est clair que les articles 6 et 7 de la loi fédérale, cités par le premier ministre, ne s'appliqueront guère à la province de Québec, mais sont simplement des articles *bona fide* mis dans la loi simplement pour surveiller l'Alberta<sup>11</sup>. Le gouvernement fédéral est obligé de légiférer uniformément pour les deux provinces, et ce n'est pas là de la centralisation, ni de la fusion, ni un bris d'autonomie. L'Alberta est dans une situation financière difficile qui nécessite le contrôle prévu par la loi dont a parlé le premier ministre.

C'est une manière *bona fide* d'aider les provinces, et le premier ministre a tort de lancer un cri de guerre. Quelles contradictions et quelles colères dans le discours du premier ministre! À tout événement, avant de reprendre mon siège, je désire demander au ministre combien de nouveaux inspecteurs des pêcheries ont été nommés, et si parmi eux il y a un M. English, ancien candidat de l'Union nationale.



**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Berthier a fait certaines assertions. Je ne suivrai pas les orateurs précédents dans toutes leurs assertions. Mais je n'hésite pas à dire que jamais la province de Québec n'a reçu d'Ottawa le quart de ce que la province a droit de recevoir, en proportion de ses droits et de la contribution qu'elle apporte au Trésor fédéral.

L'argument de la province d'Alberta est bien pauvre. Le chef de l'opposition affirme qu'en vertu de l'article 6 ou 7, le gouvernement fédéral n'intervient pas dans les affaires de Québec, mais le député de Berthier affirme en retour que le gouvernement a fait ça pour contrôler les finances des provinces, dont l'Alberta, qui est en but aux idées subversives, et intervenir. Or, comme la loi est faite pour toutes les provinces du pays, cela signifie donc qu'elle vaut aussi pour la province de Québec.

Ainsi donc, en vertu de la loi, le gouvernement fédéral peut intervenir dans les affaires de Québec; elle justifie Ottawa de venir saper l'autonomie de Québec et pousser à l'union législative. Nous réclamons pour la province de Québec la pleine mesure de ses droits et pouvoirs, et je trouve surprenant que la gauche place la province de Québec sur le même pied que l'Alberta.

On invoque qu'il faut surveiller l'Alberta. Mais depuis quand la population pondérée, économe, paisible de Québec, attachée à ses traditions de paix et d'ordre, mérite-t-elle d'être comparée aux extrémistes de certaines autres provinces? L'opposition, en maintenant pareille prétention, insulte la population du Québec. Quelle injure et qu'il faut donc être fanatique!

**M. Bastien (Berthier):** Vous le monopolisez, le fanatisme.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Voici deux articles, 6 et 7, de la loi fédérale, loi intitulée "Loi aidant à soulager le chômage et la misère de l'agriculture". Beau titre pour camoufler une tentative officielle de contrôler les finances de l'Alberta, mais sur le dos de Québec.

Voici ces articles:

"6. Aucune province ne doit recevoir d'aide financière en vertu de la présente loi à moins qu'elle ne fournisse au dominion, aussi souvent qu'elle en est requise, des états certifiés sur sa situation financière, avec les détails et en la forme que peut exiger le dominion, et qu'elle ne donne également les autres renseignements et ne permette l'examen et la vérification jugés nécessaires par le dominion."

"7. Le gouverneur en conseil peut rendre tous arrêtés et établir tous règlements qui peuvent être jugés nécessaires ou opportuns pour accomplir les fins et satisfaire à l'intention de la présente loi."

Mais alors, on place la province de Québec au même rang que les autres. Quelle audace de la part de ces gens! Les ministres d'Ottawa qui se réunissent en comité pour dire de quelle manière la province de Québec va dépenser son argent! C'est une véritable injure et nous ne la tolérerons jamais. Depuis quand le pouvoir central a-t-il ce droit? Des ministres qui viennent nous dire à nous de la province de Québec: si vous voulez avoir de l'argent pour soulager le chômage, vous allez vous aplatir devant Ottawa, vous allez vous laisser passer les menottes aux mains; vous allez donner à Ottawa le contrôle de l'administration des finances de la province. Cela, jamais! Si nous voulons de l'argent d'Ottawa, nous ne le voulons pas en nous aplatissant, et nous n'allons pas présenter les mains pour qu'on nous mette les menottes.

(Applaudissements)

C'est une question vitale, qui doit toucher les fibres mêmes de tout Canadien français patriote. La province de Québec n'a pas le droit de céder sur un même terrain, et, par cette loi, on veut commencer à nous imposer une assimilation complète. Le jour où Québec ne pourra plus se mener tout seul, cela voudra dire qu'il sera assimilé. Et devant l'assimilation, il n'y a que ceux qui n'ont pas le sentiment national ou pour qui l'argent est tout qui reculent. Si le sentiment national ne touche pas l'opposition, elle devrait au moins avertir le gouvernement d'Ottawa qu'il se fait du tort en agissant ainsi.

Un des grands facteurs contre l'assimilation américaine a toujours été la province de Québec. Elle est le rempart de loyauté et de bon sens. Et je suis surpris de ne pas rencontrer chez l'opposition la coopération que le Parti libéral donnerait, j'en suis sûr, au gouvernement pour défendre l'autonomie de Québec. Avec pareille loi, on pourrait imposer n'importe quel système éducationnel à Québec, n'importe quel contrôle; Ottawa pourrait s'ingérer dans toutes nos affaires. Seuls, ils n'aiment pas leur province, ceux qui reculent devant la défense de la population québécoise, menacée dans ses plus chères traditions, pour un étroit esprit de parti.

Cela, nous ne le permettrons pas. Nous ne sommes pas de ceux qui reculent devant les dollars et les piastres. Si l'opposition veut faire son devoir, je lui conseille d'écrire à ses amis d'Ottawa et de leur dire: "Ne faites donc pas cela, non seulement pour

votre province, mais ne faites donc pas cela pour vous; si vous ne voulez pas retirer ces clauses, faites-le au moins pour l'intérêt de votre parti." Si l'opposition se désintéresse de l'autonomie de la province, qu'elle n'aille pas s'associer au moins aux ennemis qui montent à l'assaut de nos libertés, de notre autonomie.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre a parlé d'une foule de questions étrangères au débat, et quand il parle de l'esprit de parti, c'est parce qu'il est mû lui-même par l'esprit de parti, comme son discours le prouve bien. La loi fédérale que le premier ministre critique avec autant d'ardeur, il l'applique lui-même envers les municipalités pour les secours directs et nous ne le lui reprochons pas trop. Le gouvernement provincial exige que les municipalités démontrent leurs besoins, et il exige aussi, quand il le désire, un compte rendu précis, exact et sévère de leurs dépenses. La même chose!

Le gouvernement provincial aurait tort de refuser les octrois du fédéral. Le gouvernement fédéral ne veut pas administrer la province. Les affirmations du premier ministre sont contraires aux faits. Allons-nous permettre au fédéral, qui perçoit 30 % des taxes dans la province de Québec, de prêter notre argent à des provinces sans prendre de précautions? Il est juste que le gouvernement fédéral exige un état véritable des dépenses de la province de Québec comme il le fait pour les autres provinces. Il faut qu'il s'assure de l'emploi de l'argent qu'il paie, et plus particulièrement après ce qui s'est passé dans l'Alberta.

Pourquoi refuser au gouvernement fédéral le droit d'exercer ce contrôle raisonnable? Nous disons que le gouvernement fédéral agit comme le gouvernement provincial quand il demande des rapports sur les dépenses de la province, et nous sommes autant pour l'autonomie et aussi patriotes que le premier ministre. Le premier ministre parle en dehors de la question quand il prétend qu'ils ne sont pas des patriotes ceux qui réclament la sécurité de notre argent!

Le premier ministre fait de l'esprit de parti. Il peut se passer du fédéral pour les emprunts, mais il n'en est pas de même sous le rapport des secours directs. Est-ce que le premier ministre croit avoir assez de ses finances? A-t-il peur de montrer ses livres?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition est en faveur de laisser Ottawa fouiller dans nos livres et conduire la province de Québec.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pas du tout. La loi que vous avez en main ne donne aucun pouvoir sur l'administration provinciale. Elle demande seulement que les provinces qui veulent des emprunts donnent des renseignements sur leur solvabilité. Le premier ministre n'a pas le droit d'insinuer que ceux qui ne partagent pas ses vues manquent de patriotisme. Nous sommes aussi patriotes que lui!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Est-ce que la province de Québec reçoit actuellement de l'argent du fédéral soit pour le chômage, soit pour distribution en secours directs?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À la suite des offres de la province de Québec de contribuer pour une somme de \$16,000,000 dans des travaux de chômage, le gouvernement fédéral...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui; en chargeant \$16,000,000 aux municipalités. C'est bien beau ça?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous n'aurions pas chargé un seul sou aux municipalités, car nous avons dit que nous voulions les délivrer et faire disparaître les secours directs, et même les travaux de chômage. Nous avons dit que nous prendrions à notre charge la part des municipalités.

Récemment, nous avons dit à Ottawa: nous vous avons donné \$17,000,000<sup>12</sup> pour payer la pension des vieux des autres provinces sans en profiter; et à même ce que nous vous avons donné, vous allez contribuer à ce plan, en nous donnant un montant raisonnable et nous allons payer le reste.

Le gouvernement fédéral nous aurait envoyé \$500,000, soit \$168,000 de moins par mois. La contribution d'Ottawa couvrirait à peine la part pour payer les travaux de chômage à Montréal, et nous aurions dû payer le reste. Dans la lettre que nous avons reçue de M. Hereford, on nous disait, en somme, que si nous acceptions l'argent, le fédéral serait roi et maître dans nos livres et dans l'administration financière de la province.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Avez-vous retourné l'argent?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous ne l'avons pas encaissé. Nous l'avons tenu en suspens parce qu'à la minute où nous l'accepterons,

Ottawa, d'après sa loi, deviendra maître de venir fouiller ici, de regarder nos livres et tout. Nous sommes prêts à encaisser ce montant, pourvu que l'examen soit borné seulement à la dépense de \$500,000 et non étendu à tous nos livres.

Le chef de l'opposition a parlé du cas des municipalités, mais les municipalités dépendent exclusivement de la province, tandis que la situation entre la province et Ottawa n'est pas la même chose. Nous avons notre autonomie: c'est notre droit et c'est accomplir un devoir que de prendre l'attitude que prend le provincial.

La province de Québec à Ottawa représente un neuvième de la Confédération et les lois d'Ottawa sont faites pour toutes les provinces ensemble, alors qu'ici, dans la province de Québec, nous avons des cas particuliers, des traditions à sauvegarder, et des circonstances spéciales à envisager. Nous sommes maîtres chez nous. Je le répète, l'autonomie de Québec est aussi chère à la population que la prune de ses yeux.

(Applaudissements à droite)

Sous l'Union législative, Québec serait en minorité. Or, nous n'avons pas besoin d'aller bien loin hors de Québec pour voir comment les minorités sont traitées. Hors, nous serions en minorité dans l'Union législative. Si notre autonomie disparaît, c'en est fait de nos droits, de nos traditions et de nos prérogatives. Quand nous combattons pour notre autonomie, nous combattons pour le "self governing body". Jamais nous ne consentirons à ce qu'Ottawa empiète sur ce domaine. Jamais nous ne consentirons à laisser un patrimoine qui nous appartient.

Le jour où nous laisserons pénétrer Ottawa dans le domaine financier, ce sera ensuite la pénétration dans tous les domaines. Laisser le fédéral pénétrer dans notre domaine financier, cela veut dire laisser le fédéral se mêler de l'administration de notre enseignement, de nos hôpitaux, et de nos communautés que nous subventionnons largement, et pour lesquels nous sommes appelés à voter des subsides.

Que l'opposition défende ceux qu'elle veut défendre; je n'ai aucune objection, mais qu'elle réfléchisse donc un peu, si elle peut encore, devant les conséquences énormes de la perte de l'autonomie de la province de Québec; qu'elle se rappelle les luttes qui ont été livrées pour la sauvegarde de cette autonomie. Et qu'elle se rappelle que le parti fédéral en agissant ainsi se cause un tort considérable. La perte d'un droit ne s'accomplit pas toujours en un clin d'œil, mais elle s'accomplit par une pénétration lente et sûre comme celle que présente la loi en question.

Quant aux accusations que l'on a portées contre moi, au sujet de mon fanatisme politique, je dis qu'il n'y a aucun fondement à cela. Je n'en fais pas, dit-il, une question politique de cette loi. Quand je condamne cette loi, je condamne les rouges comme les bleus, les progressistes comme les autres qui ont voté pour cette loi, car le gouvernement national juge la loi mauvaise, et il est bien au-dessus des lignes de parti.

Nous ne faisons pas de cas des couleurs politiques à Ottawa: nous sommes un gouvernement d'Union nationale. L'opposition devrait donner l'impression d'un front uni devant l'ennemi.

Je ne proteste pas contre le gouvernement actuel, mais contre une loi qu'il a passée. C'est tout.

(Applaudissements à droite)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre a parlé de l'autonomie de la province de Québec. De ce côté-ci de la Chambre, nous sommes aussi autonomes que lui. Nous sommes aussi de bons Canadiens français. Nous aimons notre province et nous voulons l'avancement intellectuel de notre race autant que les membres du gouvernement; et nous sommes anxieux de protéger les droits de la population.

Mais je dis que tout ceci n'est qu'une question de petite politique, seulement pour taper sur Ottawa, sur le gouvernement libéral. Le premier ministre de la province n'aurait pas parlé ainsi si M. Bennett avait été encore à la tête de l'administration du pays.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Au début de la campagne électorale fédérale, quand j'étais chef de l'opposition, dans un discours à la radio à Trois-Rivières, j'ai dénoncé M. Bennett au sujet d'une question de langue, et je l'ai fait sans crainte et sans peur. On admettra que ça prenait un courage que l'opposition n'aura jamais.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Quel courage! Cela ne prenait pas un gros courage. À ce moment, M. Bennett était honni dans la province de Québec, et son parti était battu à l'avance. On sait qu'il avait toute l'opinion publique contre lui. Ce n'était pas du courage, mais c'était plutôt de l'opportunisme.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous pensez que ça ne prenait pas de courage pour dénoncer un gouvernement qui était au pouvoir?

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** En tout cas, c'est drôle de vous entendre. On a beau parler d'Union nationale, mais le premier ministre est conservateur; un bleu qui a toujours été bleu. Conservateur de naissance, il l'a toujours été et il le sera toujours, et le champion de l'autonomie de la province dit que...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre, et je vais dire ceci au député de Rivière-du-Loup. J'ai reçu récemment la visite de libéraux et de conservateurs parmi lesquels il y avait quelques-uns de ses chefs politiques. Ils sont venus m'offrir de prendre la direction d'un nouveau parti fédéral dans lequel il y aurait eu et des conservateurs et des libéraux. La politique fédérale ne m'intéresse pas, dit-il. J'ai refusé et je leur ai répondu que les bleus, les rouges et les cailles ne m'intéressent pas, mais que j'avais un mandat de la province de Québec, et que je le remplirais conformément aux promesses faites à l'électorat de cette province. Cela démontre que je ne suis pas un bleu comme vous le dites.

(Applaudissements)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Un sénateur tory vous a désigné à la succession de M. Bennett, et je crois que c'est celui-là qui avait raison!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y en a même qui m'ont désigné à la place de M. King, et celui-là qui disait cela, c'est un chef rouge!

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pour revenir à la loi, je dis qu'elle s'applique également à toutes les provinces, mais que le premier ministre s'en sert pour frapper mieux dans le dos du fédéral. C'est de la petite politique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'informe le député de Berthier que le nouveau garde-feu du comté de Berthier est un homme de Saint-Alexis-des-Monts. Un homme de son comté.

**M. Bastien (Berthier):** Pour vous prouver que le premier ministre ne connaît pas la géographie, Saint-Alexis est dans le comté de Maskinongé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voyons. Saint-Alexis est dans le comté fédéral de Berthier-Maskinongé, et tout le monde sait que le député a déjà essayé de se présenter au fédéral, mais que personne n'en a voulu.

(Rires)

**M. Bastien (Berthier)** parle de ce que fait le fédéral pour la province et fait allusion au montant de \$400,000 donné pour la route Trois-Rivières-Berthier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Cette contribution ne représente qu'une partie des droits de la province.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pour revenir à nos poissons, le ministre est un garçon intelligent, paraît-il.

(Rires)

Mais pour défendre son budget il a attaqué un grand Acadien, l'honorable J.-É. Michaud, ministre des Pêcheries au Parlement fédéral. C'est déplorable comme discussion. Lorsqu'il se reposera après la session, il admettra que sa sortie contre Ottawa a été inopportune.

Si je vois bien, dans ce budget, il n'y aura pas d'entrepôt frigorifique dans le comté de Rivière-du-Loup. Mais est-ce que les rives de Matane ne sont pas baignées par le même fleuve que celles de Rivière-du-Loup, et c'est pourtant Matane que le ministre (l'honorable M. Gagnon) représente en Chambre. Le premier ministre a fait de la petite politique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est moi-même qui ai suggéré au ministre de construire un entrepôt frigorifique à Matane.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre n'a pas l'air de se fier au ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon). Il répond à sa place.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est parce qu'on a insinué qu'il a voulu tout concentrer dans son comté de Matane, ce qui est inexact.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est le même fleuve qui baigne les rives de Matane et de Rivière-du-Loup. Je suis très intéressé de savoir du premier ministre s'il se construit ou se construira un entrepôt à Matane, je ne le savais pas.

(Rires)

Pour passer à une autre question, le département de ministre des Mines et Pêcheries donnera-t-il encore des primes pour la chasse aux marsouins?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** La demande du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) me prouve qu'il ne s'occupe pas beaucoup du budget. Je

répondrai au député, qui professe un grand amour pour le marsouin, qu'il n'a qu'à lire à la page 50 du livre des estimés pour constater que nous avons \$10,000 pour la chasse aux marsouins. Les primes seront payées directement au pêcheur et elles seront de \$10 à \$15 par marsouin.

Quant à la demande du député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc), qui nous a demandé tout à l'heure d'envoyer des experts dans son comté, nous acquiesçons. Je suis heureux de lui dire que, prochainement, je ferai une tournée dans son comté et nous essaierons de lui donner ce qu'il demande.

Le député représente ici un comté qui a été déplorablement négligé dans le passé. Je ferai tout en mon possible, dit-il, pour aider les pêcheurs de Charlevoix-Saguenay, ce qui a d'ailleurs commencé à la demande du député. C'est le comté le plus vaste de la province. Pour le visiter, le député est obligé de louer un bateau à ses frais pour voyager. Il m'a même invité à l'accompagner, et cet été, je crois pouvoir me rendre dans le nord de Charlevoix-Saguenay avec des officiers de mon département. Nous allons permettre aux pêcheurs de s'approvisionner de sel, car s'ils attendaient après Ottawa, ils n'auraient jamais rien.

Pour ce qui est de la chasse aux marsouins, j'ai réussi à obtenir \$10,000. Nous allons donner cela aux pêcheurs exclusivement. Nous ne ferons pas comme l'ancien régime qui avait déjà donné \$5,000 pour chasser des marsouins en aéroplane à l'aide de bombes, ce qui était absurde.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Je veux parler, dit-il. Je reviens sur la question d'autonomie, en parlant des armements.

**M. Bastien (Berthier):** Je soutiens, dit-il, que le député de Portneuf (l'honorable M. Dussault) n'en a pas le droit parce qu'il s'agit de questions étrangères au débat.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** s'indigne.

**M. Bastien (Berthier)** soulève un point d'ordre.

**M. le président:** À l'ordre!

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** et **M. Bastien (Berthier)** s'assoient.

**M. Casgrain (Rivière du Loup):** Moi, je n'ai pas fini. Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) sait-il que des gens de la rive nord, principalement des Escoumins, de Tadoussac et des Grandes-Bergeronnes, viennent

chasser le marsouin du côté sud, au large de mon comté, afin d'avoir plus de primes?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Ils viennent dans votre taille.  
(Rires)

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Sous l'ancien régime, on ne donnait pas de primes pour le marsouin à tout le monde. Certains privilégiés seulement en recevaient. Mais je dirai au député de Rivière-du-Loup que, si des pêcheurs de son comté chassent le marsouin, ils recevront des primes comme les autres.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** veut parler.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas un ministre.

**Des députés** chahutent.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** lit une lettre.

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay):** Je suggérerais au département de l'honorable ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) d'envoyer des techniciens dans le comté que je représente et dans les comtés où il y a des pêcheurs pour que ces techniciens, en se servant de tous les procédés industriels, enseignent aux pêcheurs à utiliser les sous-produits de la pêche, tels que la poudre de poisson, la poudre de marsouin, l'huile de morue, etc. Je réclame aussi la création d'une prime pour la destruction des marsouins.

La résolution est adoptée<sup>13</sup>.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:  
10. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Cie de transport du Bas-Saint-Laurent, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Clarke Steamship Co., Ltd., pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc national, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc de la Gaspésie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles d'agriculture, École de médecine vétérinaire et École de laiterie de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud)** se lève.

**Des voix:** Adopté, adopté.

**M. Drouin (Québec-Est):** À la prochaine session.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 6 heures.

#### **Deuxième séance du 14 mai 1937**

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Taxes sur machinerie imposable**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 18 abolissant les exemptions et réductions de taxes accordées à des établissements industriels ou commerciaux sur leur machinerie imposable.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Code municipal, article 716**

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill C modifiant l'article 716 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit, explique-t-il, d'autoriser les corporations à faire une remise quand des taxes sont payées à l'avance.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi de l'instruction publique, article 391**

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill D modifiant l'article 391 de la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi des mines**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Biens des sulpiciens**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 58 relatif au règlement équitable des questions concernant les meilleurs intérêts de la province et des sulpiciens.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité<sup>14</sup>:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Attendu que depuis nombre d'années les Ecclésiastiques du séminaire de Saint-Sulpice se sont constamment dévoués à l'éducation et à l'instruction de la jeunesse et qu'il est d'importance vitale que leur œuvre admirable survive;

Attendu qu'à plusieurs reprises ils ont payé, contribué et donné, dans l'intérêt de la cité de Montréal, de la province et de l'éducation en général, des sommes d'argent se chiffrant à des millions de dollars;

Attendu que, tout en ayant actuellement un actif supérieur à leur passif, il leur est impossible, vu la dépression mondiale de liquider raisonnablement cet actif et de payer leur dette à l'échéance;

Attendu qu'il est d'intérêt public, à cause de circonstances et de conditions toutes spéciales de ce cas, d'adopter une législation appropriée.

Qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à garantir, assumer et payer, s'il y a lieu, aux conditions qu'il déterminera et jusqu'à concurrence d'une somme de cinq millions de dollars, à même le fonds consolidé du revenu, les dettes et obligations des Ecclésiastiques du séminaire de Saint-Sulpice et des corporations subsidiaires qu'ils ont formées, savoir: le Collège de Montréal Inc. et The Chomedy Land Company Limited et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra cependant décréter le paiement entier ou partiel de la somme susdite, au moyen d'emprunts pour un terme n'excédant pas trente ans et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par an.

2. Que, pour obtenir les avantages mentionnés à la résolution précédente, lesdites corporations, nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, à même les biens meubles et immeubles leur appartenant et qui sont dans le commerce, seront autorisées à et devront céder au gouvernement de cette province en pleine et absolue propriété et libres de toute charge, obligation, privilège, hypothèque et servitude ceux que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera à propos d'exiger, et aucune somme d'argent ne sera payée en vertu des dispositions qui précèdent tant et aussi longtemps que cette cession n'aura pas été exécutée à l'entière satisfaction de ce dernier.

3. Que toutes les conventions au sujet de la gestion ou de l'administration des biens prévus à la résolution 2, toutes les obligations qui en découlent de part et d'autre, ainsi que tout acte de fiducie y relatif, deviendront nuls, *ipso facto* à compter de la sanction de la loi qui sera posée sur les présentes résolutions.

4. Que les biens ainsi cédés ne seront pas confondus avec les autres biens de la couronne; mais ils seront gérés et administrés, jusqu'à ce qu'il en ait été disposé conformément aux présentes résolutions par un ou plusieurs fiduciaires qui seront nommés

par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui pourra leur attribuer tous les droits et pouvoirs qu'il jugera nécessaires ou utiles, soit à l'époque de leur nomination, soit à toute époque ultérieure, et que la rémunération de ce ou de ces fiduciaires sera fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à payer, relativement aux biens ainsi cédés au gouvernement de la province, toutes taxes ou cotisations municipales, scolaires ou religieuses qu'il croira devoir payer, et à faire et conclure à ces sujets toute transaction, compromis ou convention qu'il croira convenable.

6. Que toutes les sommes provenant de l'aliénation des biens susdits, ainsi que tous les fruits et revenus qu'ils produiront, seront imputées, après déduction des dépenses encourues en raison ou à l'occasion de leur gestion, au remboursement des sommes que le lieutenant-gouverneur en conseil aura payées en capital, intérêts et accessoires en exécution des dispositions qui précèdent et qu'il appartiendra au lieutenant-gouverneur en conseil de décider quelles dépenses seront réputées dépenses de gestion.

7. Que advenant que le gouvernement de cette province soit entièrement remboursé de toutes les sommes qu'il aura payées et complètement libéré de toutes les obligations qu'il aura assumées, sous l'empire des présentes résolutions, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra rétrocéder aux Ecclésiastiques du séminaire de Saint-Sulpice ce qui lui restera des biens qui lui auront été cédés, dans l'état où ces biens se trouveront et qu'aucun recours ne pourra être exercé contre le gouvernement de cette province, en raison de l'administration ou de l'aliénation des biens ci-dessus ou pour toute autre raison quelconque.

8. Que la présente loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je trouve que l'on présente les résolutions de ce bill bien tard et je le regrette. Vu l'importance de ce problème, étant donné que des millions de dollars sont en cause dans ces résolutions, le gouvernement aurait dû faire connaître plus tôt son projet de loi. Cette transaction que l'on nous propose est extraordinaire.

Depuis des centaines d'années, il n'y a pas d'institution qui a mieux su rattacher au cœur des Canadiens français que celle des Sulpiciens. Les Sulpiciens sont venus ici pour faire une mission éminemment louable. J'apprécie, dit-il, l'œuvre éducationnelle des Sulpiciens.

Leurs biens, dont il est question dans la présente résolution, ont pris au cours des ans une valeur considérable. Le hasard a même voulu que ces biens, investis par de mauvais administrateurs dans des mauvaises opérations de bourse, aient été dilapidés en partie.

L'ancien gouvernement provincial s'était attaqué à régler ce problème au cours de ces dernières années; il a même prêté sa protection aux Sulpiciens. Mais les événements précipités de ces derniers mois, dans la politique provinciale, ont empêché une solution pratique et le projet élaboré dans ce sens fut abandonné.

Je parle, dit-il, des ressources financières des ecclésiastiques de Saint-Sulpice. Je déplore, dit-il, que leur situation financière soit aujourd'hui alarmante; bien que leur actif soit encore supérieur à leur passif, ils ont besoin d'argent liquide.

Les Sulpiciens sont une partie intéressée dans les résolutions qui sont devant la Chambre, ainsi que ceux qui se sont faits les prêteurs de la corporation. Parmi les plus gros créanciers des Sulpiciens, on sait qu'il y a une grande compagnie d'assurance, la Metropolitan, qui a fourni \$2,000,000, et trois banques canadiennes, qui ont versé environ \$1,750,000, et enfin des actionnaires, des municipalités et aussi un certain nombre de prêteurs. La ville de Montréal est aussi intéressée pour des arrérages de taxes. Actuellement, le gouvernement veut apporter un remède pour protéger les gens qui ont mis de l'argent dans cette entreprise et nous sommes disposés à aider les intéressés à se tirer de la situation difficile où ils se trouvent présentement. Mais le moyen de régler la situation n'est pas celui que comporte le bill. Le gouvernement, en se portant acquéreur des biens de Saint-Sulpice, crée un mauvais précédent.

Ces remèdes sont inscrits dans la présente résolution. La province va se porter acquéreur de ces biens jusqu'à concurrence de \$5,000,000. Quant à moi, je ne crois pas qu'on puisse exiger du gouvernement qu'il garantisse les prêts faits par des compagnies ou par des particuliers aux communautés religieuses.

C'est un mauvais principe pour permettre à ces institutions financières d'être payées à 100 %. Cela serait trop fort pour le gouvernement.

Plusieurs autres communautés sont dans une situation désespérée au point de vue finances. L'annonce du présent bill a déjà fait une impression sur le public. Et comme preuve, je veux dire que j'ai reçu un télégramme des créanciers de la paroisse Saint-Étienne qui me demandent de suggérer au



gouvernement un prêt de \$1,000,000 à cette fabrique. Je comprends que les cas ne sont pas identiques, mais c'est pour démontrer jusqu'où peuvent aller ces sortes de précédents. Les créanciers de fabriques se disent qu'ils ont le droit comme les grandes corporations de prier le gouvernement de venir à leur rescousse.

L'exemple produit ses effets. Il ne faut pas s'étonner si ceux qui sont dans une situation identique à celle des Sulpiciens viennent demander au gouvernement de leur apporter le remède. On ferait mieux de leur laisser leurs biens. Il y aurait un moyen bien simple d'intervenir autrement pour leur permettre de passer la crise: cela serait de laisser sur les épaules de ceux qui ont prêté une partie du fardeau et de la responsabilité de la liquidation. On ne pourrait obliger le gouvernement de garantir des emprunts même pour des communautés religieuses: cet exemple attirerait une infinité d'autres problèmes. J'admets que le gouvernement doit intervenir dans la situation actuelle, mais il n'est pas nécessaire que le gouvernement devienne propriétaire des biens des Sulpiciens.

Faire administrer par le gouvernement des biens de communautés religieuses est un principe faux. Les biens religieux, il y en a de deux sortes: les églises, les chapelles, les hospices, choses hors commerce, et les immeubles et biens, qui sont de commerce. Ici, le gouvernement se porte acquéreur de biens dans le commerce mais, même là, il ne devrait pas. J'ai encore foi dans le système capitaliste. Cela ne veut pas dire que le gouvernement ne doive pas réprimer les abus qui s'y commettent. Je suis peut-être l'un de ceux qui sont le plus en faveur de la nationalisation des utilités publiques; mais je dis que lorsqu'il s'agit de biens religieux, le principe doit être restreint autant que possible.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Voici le chef de l'opposition rendu dans la nationalisation, dans le système capitaliste. Je veux faire remarquer au chef de l'opposition qu'il n'est pas question de municipalisation ici. Les Sulpiciens n'ont pas d'affaire à cela. Qu'il s'en tienne donc à la discussion du bill.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pardon. C'est pourtant bien de la nationalisation des biens de Saint-Sulpice qu'il s'agit ici, et il me semble que j'ai le droit d'en discuter et de dénoncer ce principe.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je trouve étrange, dit-il, que le Parti libéral s'oppose à cette

loi. Il faut avoir une imagination formidable pour voir une question de nationalisation dans ce bill, œuvre d'envergure destinée à aider à une cause noble: celle de religieux qui sont admirés par tout le Canada pour le travail qu'ils font ici depuis les débuts de la colonie. Le désir qu'a le chef de l'opposition de tout tourner à la politique et de porter préjudice à cette institution lui permet ce tour de force. C'est de la part du chef de l'opposition un désir indécent de trouver de mauvais motifs à un bill qui veut sauver une œuvre aussi belle et qui dépassera en envergure celle que les libéraux ont faite pour les Jésuites en 1885.

(Applaudissements à droite)

**M. Bastien (Berthier):** Certes, si le ministre avait lu le bill, il verrait qu'il est bien question là-dedans de nationalisation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Où le député voit-il le mot "nationalisation" dans les résolutions?

**M. Bastien (Berthier):** Dans les mots "administration et gestion" que vous employez.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Eh bien! On n'a pas le droit, au sujet d'un bill aussi important, de manquer de sérieux comme cela. Je déplore, dit-il, la critique radicale de l'opposition que j'accuse de s'opposer au projet de loi et d'avoir peur de le dire ouvertement, et j'ajoute que tous les hommes de bonne volonté auraient été heureux de collaborer immédiatement, et aussi sans réserve, avec le gouvernement provincial, en offrant l'aide nécessaire pour sauver cet important et précaire décret.

Que l'opposition dise donc tout simplement qu'elle est contre cette mesure au lieu de prendre des détours et de confondre l'œuvre des Sulpiciens avec le cas d'une vulgaire étatisation de compagnies d'utilité publique et avec la politique.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre commence à bonne heure à faire ce genre de discours. Mais, d'après ces résolutions, on ne peut penser que ceci: le gouvernement veut s'emparer des biens des Jésuites.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jésuites?

(Rires)

Si on ne nationalise pas, dit-il, pourquoi nommer des fiduciaires?

**M. le président:** On peut discuter d'une manière sur toutes les résolutions, mais le point d'ordre est à l'effet d'empêcher le chef de l'opposition de parler de compagnies d'utilité publique et de nationalisation. Et je ne vois pas ce que cela a à faire avec ce bill.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Cette loi est une des plus importantes de la session. Je puis assurer mes amis de la droite que je suis décidé à l'étudier froidement, qu'ils se fâchent ou non. Je n'ai pas l'intention d'élever une tempête quoiqu'elle s'élèvera bien naturellement plus tard. Je m'oppose simplement à ce qu'on fasse intervenir le gouvernement dans l'administration des biens religieux. Mais dès que je le fais, on commence à soulever des préjugés. Je ne veux pas que l'on insinue toutes sortes de choses, comme l'a fait le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon). Ce n'est pourtant là qu'une question d'affaire pure et simple et je la discute comme telle. Passons. Le premier ministre n'a pas le droit d'insinuer que l'ancien gouvernement n'a pas fait son devoir à l'égard des communautés religieuses. J'ai le droit de dire mon mot sur la question qui en est une en dehors du dogme religieux.

Cela demande peut-être du courage de le faire, mais nous, de l'opposition, ne manquons pas de courage parce qu'ici notre tâche est d'éclairer l'opinion sur les problèmes qui se présentent. Et ce n'est pas en soulevant des préjugés, comme vous faites, qu'on pourra éclairer l'opinion.

Le gouvernement achète tout simplement les biens des Sulpiciens. Le gouvernement devrait trouver un moyen autre que de se porter acquéreur de ces biens, pour sortir les Sulpiciens de l'impasse dans laquelle ils se trouvent.

En posant le principe que le gouvernement a le droit de se porter acquéreur de l'actif d'une succession pour régler à 10 %, d'autres corporations viendront le trouver pour se sortir de leurs difficultés. On pouvait fort bien laisser cela entre les mains des messieurs de Saint-Sulpice et des administrateurs nouveaux.

Nous savons que les Sulpiciens sont embarrassés, et nous voulons leur prêter main-forte pour qu'ils traversent la crise, mais nous ne voulons pas que le gouvernement s'empare de leurs biens. Le gouvernement pourrait leur prêter de l'argent, mais non pas se porter acquéreur de ces biens. Le gouvernement aurait pu étudier la question plus à fond, et en décrétant un système de séquestre temporaire de leurs biens. Il aurait pu les aider sans

que le crédit de la province ne soit engagé pour des millions.

Le gouvernement pouvait aussi décréter de moindres taux d'intérêt pour les créanciers et donner du temps aux Sulpiciens pour rembourser. Il aurait pu leur conserver leur indépendance absolue, et si plus tard les affaires tournaient encore plus mal, le gouvernement pouvait alors intervenir.

L'ancien gouvernement avait étudié cette question et il avait un plan qui, je le pense, aurait été le meilleur. Il consistait à charger les Sulpiciens de l'administration de l'Université de Montréal, problème qu'il faut régler sans délai, et les Sulpiciens auraient accepté avec plaisir la formation d'un institut pour prendre soin de leurs biens dans le commerce, tandis qu'ils se seraient voués à l'œuvre de l'Université. Tout au moins, le gouvernement devrait confier ces biens avec ceux de l'Université de Montréal à un institut indépendant de la Législature, chargé de les administrer et de les remettre sur une base financière solide avec l'aide du gouvernement.

L'enseignement universitaire est une responsabilité de l'État, de la province, et c'était le meilleur moyen de résoudre le problème. Nous étions disposés à donner de gros octrois aux Sulpiciens pour régler la question, et nous les aurions laissé administrer leurs biens. Il ne faut pas oublier qu'il reste à Montréal un beau mais angoissant problème universitaire, pour lequel des corps publics et des particuliers ont déjà souscrit plus de \$5,000,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voilà le chef de l'opposition qui parle maintenant de l'Université de Montréal. J'invoque, dit-il, le Règlement parce que le chef de l'opposition parle de questions étrangères au débat.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est le temps, plus que jamais, de régler le problème universitaire, qui est d'ailleurs connexe à la question des Sulpiciens.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le chef de l'opposition est contre le bill, qu'il ait donc le courage de le dire sans détours.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** M. le président, je proteste contre les injures que le premier ministre vient de me décerner. S'il y a quelqu'un dans cette Chambre qui ne manque pas de courage, qui n'en a jamais manqué, qui n'a jamais été un trembleur ni un lâcheur, qui ne s'est jamais courbé

devant les puissances excessives et les capitalistes, peu importe ce qui arrive, c'est votre serviteur. Je ne me suis couché devant personne et je ne souffrirai pas qu'on insinue le contraire. Je ferai mon devoir jusqu'au bout.

**M. Duguay (Lac-Saint-Jean):** Sauf lorsqu'il s'agit d'un portefeuille.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il faut régler la question de l'Université de Montréal.

**M. le président:** À l'ordre. Je rappelle au député qu'il doit s'en tenir au sujet.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas d'objection à subir toutes les avanies que l'on peut imposer à un député. Mais voici 15 minutes seulement que je parle d'un bill qui concerne \$5,000,000, et le premier ministre veut m'empêcher d'en parler. On veut qu'on le passe en cinq minutes. Je ne suis pas hors de la question, puisque je suggère un moyen alternatif.

Quand et comment sortirons-nous du problème universitaire, qui est connexe à celui des Sulpiciens? Nous étions prêts à avancer une subvention annuelle de \$250,000, et avancer immédiatement \$8,500,000 sur la garantie de la province pour terminer le projet de l'Université. Nous étions prêts à faire ce règlement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition veut-il me dire comment les Sulpiciens auraient supporté de prendre charge de l'Université de Montréal quand ils n'ont pu administrer leurs biens?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre veut-il me dire comment il va supporter les charges des Sulpiciens si ceux-ci ne le peuvent pas?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est une question? Je vais répondre en expliquant le bill.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas terminé mon discours. C'est une tactique peut-être habile, mais un peu ennuyeuse.

Enfin, le Parti libéral aurait réglé mieux ces questions s'il était resté au pouvoir. Le grand Parti libéral que je représente a toujours été un parti sympathique aux communautés religieuses. C'est ce parti qui a donné \$400,000 aux Jésuites et pas un bleu dans cette province n'en a fait autant.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Devant la noblesse et la grandeur de l'œuvre des messieurs de Saint-Sulpice, devant l'importance vitale de ce problème, devant l'impérieux devoir qui incombait à la province de faire honneur à sa devise *Je me souviens*, le gouvernement de cette province se devait, comme à une tâche sacrée et nationale, de ne pas laisser tomber une communauté aussi noble, aussi bienfaisante, qui a couvert la province et notre race des plus grandes œuvres. J'aurais pensé, dit-il, que les oppositionnistes auraient discuté ce problème d'une autre façon.

Au-dessus de l'esprit de parti, il y a quelque chose de bien grand, je veux parler de l'éducation. Les Sulpiciens ont donné sans compter et ont semé à profusion leurs biens au bénéfice de la population. La province ne pouvait oublier tout ce que cette communauté a accompli pour l'éducation, pour la jeunesse, les centaines de milliers de dollars donnés généreusement pour le bien public.

Aussi, lorsque nous avons présenté cette loi de reconnaissance publique à une œuvre aussi grande, je croyais que nous trouverions dans l'opposition non pas des critiques déguisées, mais une collaboration entière et sans hésitation, mais pas des critiques calculées, nées d'esprits mesquins et de partisannerie. Je croyais que l'opposition ne prendrait pas de détours politiques. Car la cause des Sulpiciens, c'est la cause de l'éducation; c'est l'une des grandes communautés qui ont réussi à garder dans notre peuple le respect des traditions les plus nobles.

Mais je me trompais, et c'est une autre belle illusion qui s'en va. Des illusions, on en perd à tout âge, j'en ai perdu encore une ce soir. Il y a un concours à base de partisannerie. Le chef de l'opposition, au lieu de placer la discussion sur le terrain des principes, au lieu de présenter des arguments loyaux et sincères, s'est ingénié à parler contre l'œuvre de rénovation<sup>15</sup> des Sulpiciens et à cacher l'opposition que son parti fait à notre loi. Cette œuvre est plus grande que la grande œuvre faite par Honoré Mercier lorsqu'il remit les biens des Jésuites, soit \$400,000, pour rétablir leur situation.

Avant de répondre au chef de l'opposition, je veux dire que de même qu'il y a eu un parti national pour donner justice aux Jésuites, il existe un parti national pour donner justice aux Sulpiciens...

(Applaudissements)

Je m'excuse, dit-il, de devoir suivre le chef de l'opposition sur le terrain où il s'est placé. J'aurais aimé que la discussion soit portée sur un autre terrain, mais, dit-il, je suivrai l'adversaire. Mes allusions seront toutes inspirées par un grand amour

de la vérité, car il est de mon devoir de rétablir les faits. Si je suis obligé de faire des digressions, je veux que l'on sache que ce sera pour détruire les sophismes qui ont été émis.

Au lieu de collaboration de la part de l'opposition, le premier mot a été pour critiquer la venue tardive du bill. Pourquoi les résolutions ont-elles été présentées si tard? Mais chacun savait depuis quelque temps les intentions du gouvernement, et le chef de l'opposition a parlé pendant trois quarts d'heure, en faisant parade d'être fort renseigné. Mais il lui fallait critiquer. Les Sulpiciens avaient raison de s'attendre à la coopération de l'opposition avec le gouvernement sur cette loi. On critique le retard des résolutions: si nous avions présenté le bill trois semaines plus tôt, le chef de l'opposition aurait parlé pendant des jours et des jours. Par quoi aurait commencé la critique du chef de l'opposition?

D'ailleurs, le bill a été annoncé depuis deux mois. Le chef de l'opposition n'aime pas que le gouvernement vienne en aide aux communautés religieuses, évidemment. Que voulez-vous, il est bâti comme cela! Pour lui, aider aux Sulpiciens, c'est aider aux banques de Montréal, et aider à la Banque Canadienne Nationale, c'est aider à la Metropolitan, c'est l'étatisation de l'électricité. On a perdu le sens et la notion des choses. C'est ainsi qu'il réduit une législation de pareille envergure à des questions de cents et de piastres. Il parle de banques, de compagnies d'assurance, pour faire croire au peuple de la province que les Sulpiciens sont complices des banques et des gros intérêts financiers.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je proteste contre cette insinuation. Ce n'est pas vrai. Le premier ministre n'a pas le droit de me prêter pareils motifs que je n'ai pas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le fait de relier les Sulpiciens à la Banque de Montréal, aux compagnies d'assurance et à d'autres institutions financières que le chef de l'opposition appelle les grands trusts est de nature à faire croire que les Sulpiciens se servent de leur soutane pour protéger les grands trusts et que le gouvernement protège ces derniers.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je proteste de nouveau, dit-il. Je n'ai jamais rien insinué quoi que ce soit contre les Sulpiciens. C'est peut-être inutile, mais je proteste et je protesterai contre toute insinuation aussi fausse et aussi mensongère chaque fois que ce sera nécessaire!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition va protester et nous allons agir.

Le chef de l'opposition dit que, pendant qu'il était au pouvoir: "Nous avons pensé à cela et on nous en a parlé." Mais s'il était si fin, pourquoi son gouvernement, qui a été pendant des années au pouvoir, n'a-t-il rien fait? L'opposition a été au pouvoir pendant 40 ans: résultat: 0.

Quand il s'agit d'aider l'éducation, nos amis de l'opposition pensent. Mais c'est nous qui agissons, et alors ils critiquent. Nous sommes au pouvoir depuis moins d'un an et nous réglons le problème.

Voici dans quelles circonstances nous avons été amenés à présenter cette loi. Peu après l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement, M. Neveu, supérieur de Saint-Sulpice, est venu rencontrer Sir Thomas Chapais, le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) et moi-même. Il nous a représenté que les Sulpiciens ont des biens suffisants pour payer toutes leurs dettes, mais, dans la condition actuelle des affaires, ils ne pourraient vendre leurs biens à des conditions normales et seraient acculés à la banqueroute. La crise les empêcherait donc de réaliser assez d'actifs pour faire face à leur problème. Et cette banqueroute n'affecterait pas seulement de grandes institutions financières, elle affecterait un bon nombre de petits créanciers, et la province au surplus laisserait périr et mourir une œuvre à laquelle elle doit beaucoup, ce qui serait un stigmate ineffaçable à son blason.

C'est après discussion avec les plus hautes autorités religieuses que j'ai présenté le bill, dit-il. Son Excellence Mgr Gauthier, archevêque-coadjuteur, nous a demandé aussi d'aider les Sulpiciens. Que le chef de l'opposition, s'il a des doutes sur ce point, soit tranquille. Ce nouveau défenseur de la foi, ce néophyte qui presse le clergé sur son cœur, qui n'a jamais taxé les communautés religieuses, nous accuse d'accaparer les biens religieux. Le chef de l'opposition, confit dans des années de tendre piété, de profonde dévotion, de vie spirituelle incomparable, le saint d'un jour, dit que nous n'avons pas le droit de nous emparer des biens des religieux. Le bill n'accapare aucun bien des religieux. Il est présenté à la demande des plus hautes autorités religieuses. Si la conscience nouvelle, faite de religiosité spontanée, du chef de l'opposition est effarouchée, qu'il se tranquillise.

Le chef de l'opposition a dit que les Sulpiciens ont perdu de l'argent parce qu'ils ont peut-être été mal avisés. Qui les a avisés? Il y avait parmi leurs principaux aviseurs, Me Charles Laurendeau<sup>16</sup>, un grand ami de l'opposition.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non. C'est plutôt le sénateur Sir Rodolphe Forget qui les a ruinés et c'était un bleu. Et M. J.-Édouard Labelle, est-ce un libéral?

**M. Bastien (Berthier):** C'est un bleu qui les a ruinés!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voit-on la collaboration de l'opposition? Spectacle admirable et fraternel! Le chef de l'opposition et l'aspirant chef de l'opposition, s'unissant pour donner deux voix au député de Berthier. Ils font de leur mieux pour protester. Je dis que M. Charles Laurendeau a été le principal adviseur des Sulpiciens. Il a fait de son mieux et il a été animé de bonnes intentions pour bien aviser les Sulpiciens.

Le chef de l'opposition dit que la Banque de Montréal et la Banque Canadienne Nationale sont les principaux créanciers...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup)** fait une remarque.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (D'une voix moqueuse) Le troisième chef lui-même proteste (désignant M. Casgrain). Le député de Rivière-du-Loup tente de déplacer MM. Bouchard et Bastien, comme chef de l'opposition.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pour calmer les appréhensions du chef du gouvernement, je lui dirai que je suis tout à fait dépourvu d'ambitions à ce sujet, mais je regrette que le premier ministre discute d'une façon aussi peu sérieuse de cette question. Ce n'est pas une manière digne de discuter pareil sujet.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député dit qu'il n'a pas d'ambition, comme je le comprends.

(Rires)

Il vient me dire de parler de choses sérieuses. Je réponds au chef de l'opposition; la demande du député comporte donc un blâme pour le chef de l'opposition à qui il reproche de ne pas dire de choses sérieuses.

(Rires)

Je remarque qu'il n'a pas fallu un grand vent pour étendre aux autres membres de l'opposition la tempête que son chef vient de soulever.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non. Nous n'avons pas de "brain storm" de ce côté-ci.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je pense bien! Il ne peut y avoir de "brain storm", car il manque le facteur principal.

Nous disons quoi dans la loi? Que la province garantira jusqu'à concurrence de \$5,000.

**M. Dumaine (Bagot):** \$5,000?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons incorporé dans les résolutions toutes les conditions. La province va garantir et même payer s'il le faut jusqu'à \$5,000,000. Avec \$5,000,000, nous payons toutes les dettes des Sulpiciens et probablement plus. Ce montant réglera la situation.

En dépit de l'ouvrage extraordinaire que nous avons à faire et des responsabilités que nous avons sur les épaules, nous avons trouvé le moyen de convoquer les Sulpiciens, les créanciers et les autorités religieuses, que l'opposition appelle "gros intérêts" et nous avons fait des pourparlers.

Si les résolutions n'ont pas été soumises plus tôt, c'est que les pourparlers n'étaient pas terminés. Les négociations ont été longues. Dès que nous avons obtenu ces conseils indispensables et que tout fut terminé, nous avons présenté les résolutions, nous les avons fait précéder d'avis dans les journaux et nous avons donné des entrevues dans les journaux. Nous avons annoncé cette loi afin de préparer l'opinion. Nous avons reçu les représentants de la Metropolitan, de la Banque Canadienne Nationale, et les petits porteurs d'obligations, les petits déposants...

**M. Bastien (Berthier):** Combien les Sulpiciens doivent-ils à la Metropolitan?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À la Metropolitan, dont M. Alexandre Taschereau est directeur, un somme de \$2,100,000. Les intérêts se chiffrent à \$260,000. À la demande du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) et de moi-même, la compagnie nous a offert de régler une dette globale de \$2,360,000 pour \$1,850,000<sup>17</sup>, mais nous avons refusé et nous avons dit que la compagnie devrait encore diminuer.

Nous avons dit: "Otez encore \$50,000". C'est comme cela que nous parlons aux grandes compagnies. Nous allons dire aux autres compagnies intéressées qu'elles devront faire leur part. Je dirai plus, la Banque de Montréal est décidée à faire sa part, et Dieu sait si on m'aime à cette banque, car dès notre arrivée au pouvoir, nous avons retiré tous les dépôts de la province pour les donner à la Banque Royale et à la Banque Provinciale.

Mais, en toute justice pour elle, je dirai que la Banque de Montréal a coopéré d'une façon qui est à son honneur et elle a offert de prêter de l'argent à 2 % d'intérêt et de diminuer sa dette. Nous avons fait des pourparlers avec MM. Leman et Roy, avec les porteurs de débetures qui ont le moyen de faire des sacrifices pour leur dette. Quant aux petits déposants et aux petits détenteurs d'obligations, cependant, nous allons les payer à 100 %. C'est comme cela que nous parlons. C'est l'attitude que nous avons prise: aux puissants nous demandons des sacrifices, aux faibles nous donnons 100 sous dans la piastre.

Le chef de l'opposition dit qu'on s'empare de leurs biens. Mais tout est facultatif dans le bill. Rien n'est imposé, rien n'est demandé. Les messieurs de Saint-Sulpice sont libres d'accepter. Nous allons les traiter avec justice. C'est la province qui, dans un acte de générosité, offre aux Sulpiciens une main secourable pour les aider à continuer leur œuvre. C'est un geste que nous faisons, un geste digne de la générosité d'autrefois.

Le chef de l'opposition avait un moyen pour aider les messieurs de Saint-Sulpice tout en sauvant l'Université de Montréal. Comment peut-il prétendre que les Sulpiciens pouvaient supporter la dette de l'Université de Montréal quand ils ne sont pas capables de supporter celles auxquelles ils ont à faire face actuellement?

L'abbé Nepveu, le supérieur, est venu me voir dans le temps à mon bureau de chef de l'opposition. Il nous a parlé de ce projet. Je lui ai alors expliqué le projet que j'avais fait pour eux. Et il n'a pu s'empêcher de dire: "Quelle différence, comme il est beau votre projet et il est bien mieux que celui du gouvernement actuel."

Le gouvernement du temps voulait leur imposer un fardeau comme celui de l'Université de Montréal, qui a un déficit de \$250,000 par année. Nous nous avons dit: "Vous avez travaillé assez fort, assez héroïquement pour qu'on vienne à votre aide. Vous avez mérité de vivre tranquillement dans votre séminaire sans assumer de nouvelles charges."

(Applaudissements)

Nous n'avons pas lésiné. Ma proposition libère la communauté comme les déposants, et cela permettra aux Sulpiciens de survivre pour le plus grand bien de la race. On nous dira aussi: pourquoi prenez-vous les biens? Leurs biens, on les prend d'une façon et on ne les prend pas.

**M. Bastien (Berthier):** Les prenez-vous ou ne les prenez-vous pas? Vos résolutions disent que vous les prenez.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle mentalité que celle de l'opposition! Pour le député de Berthier c'est une question matérielle. Tout ce qui l'intéresse, c'est de savoir si on va prendre les biens.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Parlez donc sérieusement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous ne prenons pas les biens dans le commerce. Nous disons: nous allons payer le fonds d'amortissement, les intérêts et la dette, mais vous allez nous donner les biens hors commerce. Nous prenons ces biens pour les sauvegarder parce qu'ils n'ont pas de valeur liquide comparable à leur valeur réelle. Si ces biens étaient vendus, on n'en retirerait qu'un prix dérisoire.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Combien les Sulpiciens doivent-ils d'argent aux petits déposants et combien aux grandes compagnies?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'on remarque par la question la tendance de l'opposition à oublier et à faire oublier l'objet véritable de ce bill. J'ai dit ce qu'ils doivent à la Métropolitain. Les Sulpiciens doivent en tout \$6,500,000 tant aux déposants qu'aux banques. Là-dessus, il y a \$1,100,000 de valeur liquide, débenture, argent, parts, actions, \$2,100,000 à la Métropolitain; plus de \$275,000 et de \$400,000 à la Banque de Montréal; de \$600,000 à \$700,000 à la Banque de Montréal; de \$200,000 à \$300,000 à la Banque Provinciale, et un montant de \$400,000 aux petits déposants, plus \$1,000,000 à la petite épargne.

Nous liquidons en permettant aux messieurs de Saint-Sulpice de sauvegarder leurs biens. Nous voulons sauvegarder les biens, autrement ils seraient vendus à sacrifice. Ces biens aliénés sont le Collège de Montréal, le Séminaire, le Collège de philosophie, l'église Notre-Dame-de-Lourdes de Montréal et l'église d'Oka, et toutes les maisons d'enseignement, les églises et tous leurs immeubles du culte. S'il y avait déconfiture financière et si nous n'avions pas garanti le prêt, ces biens-là passeraient.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Pas les églises!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Même les églises. Le chef de l'opposition a aussi essayé de nous causer des difficultés en parlant de la paroisse de Saint-Étienne, je vais en parler. Elle n'est pas dans la même position.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est absolument ce que j'ai dit.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors nous ne parlerons pas de Saint-Étienne. L'acte que nous posons ne peut avoir ni poser de précédent: d'un côté nous garantissons, de l'autre nous recevons. Les mêmes circonstances ne peuvent se produire que rarement. Ce n'est du moins pas un précédent dangereux. Nous sommes prêts à faire la même chose pour toutes les institutions.

Ce n'est pas une garantie comme en donnait jadis l'ancien gouvernement; Ce n'est pas la même chose que de garantir \$15,000,000 à la Banque Nationale<sup>18</sup>, comme l'a fait le gouvernement Taschereau pour sauver des parents et des amis sans rien recevoir, en retour. Mais on sait qui était intéressé dans la banque; le frère de l'ancien premier ministre M. Taschereau. En ce faisant, nous faisons beaucoup plus que l'aide accordée par la Banque Nationale.

Nous recevons quelque chose en retour, et d'ailleurs les Sulpiciens ne sont pas à comparer à la Banque Canadienne Nationale. Si c'est un précédent, c'est un beau précédent, répète-t-il, qui ne comporte pas de danger.

Nous allons nommer des fiduciaires indépendants du gouvernement qui vont s'occuper de l'administration des Sulpiciens. Nous voulons sauver les Sulpiciens des emprunts qui les ruinent, lesquels ont été permis ou suggérés par l'ancien régime. Ainsi, nous allons débarrasser les Sulpiciens d'un paiement mensuel d'environ \$600 à \$900 par mois.

Nous allons prendre des biens commerciaux. Nous disons que tous ces biens qui deviendront la propriété du gouvernement sont sujets à la taxe comme des biens ordinaires, tandis que nous aurions pu dire: "Ne les taxez pas, ils appartiennent à la province." Les municipalités et les administrations scolaires ne seront donc pas lésées par cette transaction.

**M. Bastien (Berthier):** Savez-vous qui a permis aux Sulpiciens d'obtenir de la Metropolitan l'argent dont ils avaient besoin? C'est celui que vous voulez atteindre en ce moment.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, qui était l'ami des trusts, des grandes compagnies? Qui a contracté les emprunts qui ont ruiné les Sulpiciens? Je regrette l'attitude de l'opposition qui me force à la suivre sur son propre terrain. Si l'opposition a des suggestions à faire

conformément aux intérêts de la province, nous allons les entendre. Mais qu'on ne fasse donc pas de démagogie avec cette question comme veut le faire l'opposition. Qu'on ne fasse d'anticléricalisme caché sous les plis du drapeau de la religion qu'on porte mal parce qu'on ne s'en est jamais servi. Je demande à l'opposition de changer de tactique et de ne pas bloquer cette mesure.

(Applaudissements à droite)

**M. Bastien (Berthier):** Le chef du gouvernement n'a pas le droit de nous accuser d'anticléricalisme et je demande qu'il retire ses paroles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai rien à retirer. Si l'opposition a des suggestions, qu'elle les fasse sans détour, avec franchise et carrément. Qu'elle change surtout sa tactique et qu'elle ne fasse plus appel aux préjugés au moyen de la démagogie sur une cause trop noble et trop belle.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Je voudrais bien savoir qui fait de la démagogie et soulève des préjugés ici. Le premier ministre vient de nous taxer d'anticléricaux. Comment le premier ministre veut-il que nous discussions quand il nous traite d'anticléricaux? Je suis aussi cléricale que n'importe qui et je proteste contre cette affirmation.

**M. Bastien (Berthier):** Je regrette que le premier ministre ait commencé son discours en disant que l'opposition est de mauvaise foi. Il a même dit "mesquinerie".

**M. Larochelle (Lévis):** C'est donc vrai!

**M. Bastien (Berthier):** Nous ne faisons pas de mesquinerie. L'histoire et le développement de Montréal sont intimement liés à l'œuvre des messieurs de Saint-Sulpice. L'œuvre des Sulpiciens est éminemment grande et bien connue au point de vue enseignement et colonisation. Les messieurs de Saint-Sulpice ont commencé par instruire les enfants du peuple, des premiers colons. Ils ont fondé le premier séminaire. Leur œuvre est admirable. Et c'est là vraiment une cause trop noble pour faire avec cela de la politique. Cette cause, nous avons eu l'occasion de l'étudier avant.

Le premier ministre a tort de se montrer aussi sévère pour nous. Nous sommes tous de bons Canadiens français et de bons catholiques de ce côté-ci de la Chambre, nous qui avons ce soir parlé sur ces résolutions, et nous l'avons fait sans préjugés. Nous

sommes des patriotes et nous voulons l'avancement des communautés comme celle de Saint-Sulpice pour le progrès intellectuel de la race.

Je rappelle, dit-il, les mots de Mgr Gauthier à Mgr Maurault à l'occasion de sa nomination comme prélat domestique, et par lesquels l'archevêque de Montréal félicite le nouveau recteur de l'Université de Montréal. Cela prouve, dit-il, que ce n'était pas une imposition extraordinaire que fit l'ancien gouvernement aux Sulpiciens en leur confiant les destinées de l'Université de Montréal. Cette université était d'ailleurs du ressort des Sulpiciens dans le temps que cette université s'appelait l'Université Laval.

Le premier ministre nous a demandé des suggestions. Pourquoi ne pas lier l'aide aux Sulpiciens avec l'aide de l'Université de Montréal? Saint-Sulpice était prêt à régler les deux problèmes avec \$8,500,000 à 3 %. On devrait faire d'une pierre deux coups.

Il (M. Bastien) continue son discours.

**M. Larochelle (Lévis):** Je vous rappelle à l'ordre, dit-il, vous êtes sorti du tout au tout de la question.

**M. Bastien (Berthier)** continue à parler de l'Université.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'insiste, dit-il, pour que vous vous en teniez au bill.

**M. Larochelle (Lévis):** Très bien.

**M. Bastien (Berthier)** parle encore pendant quelques minutes.

**M. Larochelle (Lévis)** l'interrompt de nouveau.

**M. le président** rappelle le député de Lévis à l'ordre.

**M. Bastien (Berthier):** Je voulais, dit-il, répondre poliment au premier ministre que ce ne serait que du "fair play" que de le laisser parler et de le laisser dire comment il voudrait résoudre les deux problèmes ensemble.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Point d'ordre. Qu'on en revienne à la résolution.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les Sulpiciens préfèrent de beaucoup l'aide que nous leur proposons.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)**  
(Pendant un moment, ses paroles sont coupées par les interruptions de M. Bastien).

**M. Bastien (Berthier):** Je veux dire en terminant au premier ministre que si les Sulpiciens ont pu emprunter \$2,100,000<sup>19</sup> dont ils avaient besoin de l'assurance Metropolitan, c'est grâce à l'ancien premier ministre, l'honorable Alexandre Taschereau qui était directeur de la compagnie.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**  
À la veille d'une des grandes dates de notre histoire, je veux dire le tricentenaire de Montréal en 1942, il se trouve que la famille religieuse à qui notre métropole doit sa fondation et sa survivance est menacée dans ses biens et son activité multiple et bienfaisante.

Et c'est pour lui venir en aide que j'ai l'honneur d'appuyer le bill que nous avons actuellement devant nous et qui est destiné à sauver de la ruine une communauté pleine de mérites, mais paralysée momentanément et exposée, malgré un surplus dans ses propriétés, à une ruine complète, si nous ne lui apportons pas un secours immédiat.

M. le président, veuillez me permettre de rappeler aux membres de cette Chambre les longs et immenses services rendus par Saint-Sulpice à notre pays tout entier, dans ses débuts, et à Montréal, en particulier, tout le long de son histoire.

Le nom de Saint-Sulpice, M. le président, est gravé et brille en lettres d'or sur les origines mêmes de notre grande métropole. Les deux noms de M. Olier et de M. de Maisonneuve sont inséparablement liés. Le fondateur même de Saint-Sulpice, M. Olier, inaugure avec M. de la Dauversière, la société qui rendra possible à Paul Chomedey de Maisonneuve et à ses compagnons l'expédition à la fois militaire et religieuse de la fondation de Ville-Marie.

Et depuis 1657, année de leur arrivée au pays, les fils de M. Olier ont entretenu à Montréal un foyer de vie spirituelle qui est toujours ardent et vivant. Ils ont été les seuls prêtres de la ville de Montréal à desservir la population catholique de Montréal pendant tout le régime français et une partie du régime anglais.

Ils ont pris un soin particulier des indiens et dépensé de grosses sommes à leur service, à la montagne d'abord en 1676, puis au Sault-au-Récollet, et à Oka depuis 1721; ils ont fondé, organisé et entretenu beaucoup d'autres missions jusqu'en Acadie, vers 1696, et au Témiscamingue en 1837. Ils ont de plus donné les terrains et construit à leurs frais



plus de huit églises dans la ville de Montréal, et d'autres en dehors, à Lachine, par exemple, à Sainte-Anne-de-Bellevue, au Sault-au-Récollet, à la Pointe-aux-Trembles et à Longue-Pointe. Ils ont surtout veillé au bien-être religieux, spirituel et moral de "la paroisse", comme on disait encore au temps de ma jeunesse. De nos jours, enfin, l'église Notre-Dame demeure un signe de ralliement pour toute la population catholique de notre métropole.

Mais les Sulpiciens ne se sont pas encore contentés de bâtir et de desservir de nombreuses églises, ils se sont faits aussi professeurs et bâtisseurs d'écoles. Ils ont donné les terrains et élevé eux-mêmes des écoles dans beaucoup d'endroits, et il y aurait un livre à écrire sur ce qu'ils ont fait pour l'éducation dans ce pays. Qu'il me suffise de vous rappeler, M. le président, qu'ils ont organisé et fait vivre l'enseignement primaire des garçons et des filles, depuis les origines de la ville de Montréal, jusqu'à la fondation de la commission scolaire en 1845; et même après, ils ont continué à maintenir plusieurs écoles et académies.

Et voici, maintenant, d'après l'année de leur fondation, les maisons d'éducation qui leur doivent la vie et qui continuent de fonctionner au service de la population, non seulement de l'île de Montréal, mais encore de la province et du Canada tout entier: le Collège de Montréal en 1767, le Grand Séminaire en 1840, le Séminaire de philosophie en 1876, le Collège canadien à Rome en 1888, l'Oeuvre des bons livres en 1844, cabinet de lecture devenu la Bibliothèque Saint-Sulpice en 1915, le Collège Grasset enfin, en 1927. Si l'on ajoute les subventions annuelles à l'Université Laval, le terrain donné à notre université, en 1893, et des souscriptions à l'Université de Montréal pour au-delà de \$300,000, on aura une idée encore incomplète des services rendus par Saint-Sulpice à l'éducation dans cette province.

L'influence de Saint-Sulpice dans ce domaine, en effet, s'étend encore plus loin. On pourrait presque dire que depuis la fondation de la colonie, toutes les institutions les plus vénérables de ce pays dans l'ordre de la bienfaisance et de l'éducation, des communautés influentes et même des évêchés ont reçu un jour ou l'autre, et à plusieurs reprises, l'aide discrète mais généreuse des fondateurs de Montréal. L'histoire de Jeanne Mance, de Marguerite Bourgeoys et de Mme d'Youville, aussi bien que celle de leurs œuvres aux rameaux gigantesques, se confond pour ainsi dire avec l'histoire des fils de M. Olier. Ceux-ci de plus souscrivent annuellement, depuis plus d'un siècle,

des sommes importantes aux œuvres de charité, aux hôpitaux, aux orphelinats, aux instituts d'aveugles, aux colonies de vacances et aux refuges. Ils ont aidé de leurs deniers des associations patriotiques, littéraires et même de mutualité. Pendant la Grande Guerre, enfin, et j'en passe, ils ont contribué à l'œuvre de la Croix-Rouge, qui se dévouait pour nos soldats, M. le président.

J'en arrive maintenant à parler des œuvres matérielles de Saint-Sulpice. Est-ce qu'on sait bien par exemple, dans tous les milieux, que la Seigneurie de l'Île de Montréal, a été rachetée par un des supérieurs de Saint-Sulpice, M. Bretonvilliers, à ses frais, en 1663, et qu'elle a coûté 7,000,000 de francs, ce qui était une somme énorme à cette époque.

Sait-on aussi que M. Dollier de Casson fit tracer et nomma les premières rues de Montréal, et qu'il fit construire autour de l'île de Montréal, des moulins de pierres, moulins à eau et moulins à vent, pour moudre le grain des censitaires?

Sait-on également que ce même M. Dollier de Casson, avec les services du premier ingénieur civil de la colonie, M. Gédéon de Catal, commença même la construction du canal de Lachine, et que ses successeurs assumèrent, au XVIII<sup>e</sup> siècle, une forte partie des dépenses encourues pour les murailles qui encerclaient la ville?

Peut-on ignorer encore qu'en 1846, à une époque de crise et pour venir en aide aux chômeurs, les Sulpiciens firent creuser, dans les jardins du Grand Séminaire, un lac artificiel qui existe encore, et firent aussi construire le mur actuel qui l'entoure et qui borde la rue Sherbrooke Ouest?

Est-ce que l'on peut oublier que ce sont encore les Sulpiciens qui aidèrent la Compagnie du Grand Tronc, à sa fondation, ainsi que le Chemin de fer de l'Industrie de Joliette, de même que la Compagnie de navigation d'Ottawa?

Est-ce qu'il est possible d'être indifférent au fait que, en 1859, les Sulpiciens aidèrent la corporation de la ville de Montréal à se tirer d'embaras, de la banqueroute, en lui prêtant une forte somme pour le temps?

Enfin qu'il me suffise de dire en résumé que, d'après un simple relevé des années de 1873 à 1930, on a la preuve que les Sulpiciens ont dépensé, ici, au service de toutes nos œuvres, plus de \$5,500,000. Et avant 1873, c'était la même chose.

Ils furent pour ainsi dire les bailleurs de fonds attitrés de toutes les entreprises civiles et patriotiques, et les sauveurs, dans les moments critiques, des plus vénérables de nos institutions religieuses, éducationnelles et charitables.

Eh bien! M. le président, c'est à cause de tout cela, c'est à cause de tous ces dons répandus sans compter que Saint-Sulpice, aujourd'hui, traverse une période difficile, la plus critique de son histoire au Canada. Les Sulpiciens ont soutenu plusieurs de nos institutions dans les moments critiques et il n'est que juste que nous leur venions en aide alors que ce sont eux qui sont dans le besoin.

M. le président, je me permettrai cependant d'ajouter que c'est parce qu'ils ont été trop confiants et scrupuleusement honnêtes, en hommes de Dieu qu'ils sont, et le dirai-je, parce qu'ils ont été mal conseillés qu'ils ont fait des pertes immenses et contracté des charges impossibles à satisfaire aujourd'hui, tout en jouissant encore d'un surplus notable en propriétés de toutes sortes.

Et sans l'intervention du gouvernement, ils sont menacés de tout perdre et d'être complètement dépouillés par leurs créanciers. C'est là une pensée, je le sais, à laquelle, personne ne voudra s'arrêter surtout à la veille du tricentenaire de Montréal. Il ne faudrait pas qu'à ce moment, ceux qui ont veillé sur la naissance et le développement de Ville-Marie fussent absents du triomphe.

M. le président, la reconnaissance, au contraire, doit nous pousser à sauver du désastre et de la ruine la plus méritante peut-être de toutes nos admirables communautés.

Je considère, pour ma part, comme une grande joie de ma vie d'avoir à l'appuyer, car je sais qu'il s'agit d'une œuvre éminemment patriotique, et ce que l'on a fait ici, pour une banque en détresse, et ce que l'on a fait ailleurs, pour de nombreuses compagnies de chemins de fer, je suis sûr que l'on voudra le faire aujourd'hui en faveur des pionniers et des artisans de notre grandeur nationale, d'autant plus facilement qu'on ne crée pas de précédent, puisque le gouvernement reçoit passablement plus que ce qu'il a garanti.

C'est donc avec la plus grande confiance que j'appuie ce bill et demande à mes honorables collègues d'y accorder leur meilleure considération.

(Applaudissements)

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que lesdites résolutions soient maintenant lues une deuxième fois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien) que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre regrette de ne pouvoir supporter ce projet de résolutions dans sa présente forme et teneur, mais elle se déclare prête à appuyer toute loi pour venir en aide aux ecclésiastiques du Séminaire de Saint-Sulpice ayant pour objet, à leur choix,

Soit:

Premièrement: d'autoriser ladite corporation à émettre des obligations portant un intérêt annuel de quatre pour cent, remboursable en capital la quarante et unième année de leur émission pour payer ses créanciers garantis par privilège spécial, et une seconde classe d'obligations portant un intérêt annuel de deux pour cent, capital remboursable dans le même délai pour payer ses créanciers non garantis, les créanciers de l'une ou de l'autre classe étant obligés d'accepter lesdites obligations en règlement de leurs créances respectives, pourvu que la suffisance de la garantie pour classer les créances dans la première catégorie soit établie par la loi devant être adoptée aux fins du présent paragraphe.

Soit:

Deuxièmement: l'octroi d'un subside annuel n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars et, en plus, la garantie par le gouvernement d'un emprunt de huit millions cinq cent mille dollars portant un intérêt annuel de trois pour cent à une corporation qui deviendrait propriétaire des biens de la corporation de Saint-Sulpice et de l'Université de Montréal, cette nouvelle corporation recevant cet octroi et cette garantie en considération des services qu'elle rendra à la province en se chargeant de l'enseignement universitaire de la majeure partie de la population.

### L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cet amendement contrevient aux dispositions des articles 157 et 670<sup>20</sup> du Règlement. Cet amendement est clairement hors d'ordre parce que les suggestions qu'il contient sont de nature à engager les crédits de la province, et un député n'a pas le droit de proposer une mesure qui implique une dépense de fonds publics. On ne peut engager les crédits de la province que par des résolutions présentées par un ministre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La résolution spécifie que l'opposition est disposée à appuyer toute loi. Les articles cités par le premier ministre ne s'appliquent pas à ma motion. Je demande à l'Orateur de se prononcer.

**M. l'Orateur:** La motion est hors d'ordre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'en appelle de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Terrebonne), Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Caron, Castonguay, Coonan, Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Lesage, Lorrain, Marier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Taché, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 43.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Connors, Delagrave, Dumaine, Lawn, Messier, 8.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Caron, Castonguay, Coonan, Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Lesage, Lorrain, Marier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Taché, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 43.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Connors, Delagrave, Dumaine, Lawn, Messier, 8.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Terrebonne), Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Caron, Castonguay, Coonan, Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie,

Fisher, Fleury, Gagnon, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Lesage, Lorrain, Marier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Taché, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 43.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Connors, Delagrave, Dumaine, Lawn, Messier, 8.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

demande la permission de présenter le bill 58 relatif au règlement équitable des questions concernant les meilleurs intérêts de la province et des sulpiciens.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Terrebonne), Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Caron, Castonguay, Coonan, Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Lesage, Lorrain, Marier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Taché, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 43.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Connors, Delagrave, Dumaine, Lawn, Messier, 8.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Terrebonne), Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Caron, Castonguay, Coonan, Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Goudreau, Jolicoeur, Labbé, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche,

Lesage, Lorrain, Marier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Taché, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 43.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Connors, Delagrave, Dumaine, Lawn, Messier, 8.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière**

**M. Robinson (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Robinson (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Order Sons of Italy in Canada**

**M. Monette (Napierville-Laprairie)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 constituant en corporation The Order Sons of Italy in Quebec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Monette (Napierville-Laprairie)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Canadian Home Assurance Company**

**M. Robinson (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 concernant la Canadian Home Assurance Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Robinson (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal**

**M. Boyer (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 79 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Boyer (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **La Prévoyance**

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à lundi, 11 heures.

Adopté.

La séance est levée à minuit<sup>21</sup>.

## NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).
2. Thomas Alexander Crerar est ministre de l'Agriculture du Canada du 12 octobre 1917 au 11 juin 1919. À l'écoute des agriculteurs, il défendait leurs intérêts au cabinet. Absent de la politique de 1925 à 1929, Crerar a repris du service comme ministre libéral sous Mackenzie King en 1929. Il est ministre des Chemins de fer et des Canaux de décembre 1929 à août 1930, mais il est défait à l'élection de 1930 qui fait perdre le pouvoir aux libéraux de King, en 1930. En 1935, Crerar est devenu député de Churchill et il revient au cabinet comme ministre des Mines, de l'Immigration et de la Colonisation, et de l'Intérieur, et comme surintendant général des Affaires indiennes (octobre 1935 à novembre 1936). Il devient ministre des Mines et des Ressources de décembre 1936 à avril 1945. En tant que ministre responsable des ressources naturelles, il a été un décideur important dans le cabinet de King au cours de la Deuxième Guerre Mondiale. Réélu député de Churchill en 1940, il siègera aux Communes jusqu'en avril 1945. King l'a nommé sénateur, poste qu'il a occupé jusqu'à sa démission en mai 1966. Crerar est décédé en 1975. Fait notable, Crerar est le seul ministre à avoir quitté le cabinet en 1919, lorsque le budget n'a pas répondu aux attentes des agriculteurs. Il est le seul ministre à avoir démissionné comme chef de parti (1922) pour des questions liées aux agriculteurs. En 1974, Crerar est devenu le premier politicien à être nommé Compagnon de l'Ordre du Canada. Appartenance politique: Libéral (Unioniste) (1917-21), Progressiste (1921-25), Libéral (1925-66).
3. "de mines prouvées", selon *Le Journal* du 15 mai 1937, à la page 3.
4. Dans la chronique du *Journal* du 15 mai 1937, à la page 12, ces propos sont rapportés en français: "Le président Roosevelt a dit que les parcs nationaux étaient les terrains de jeux d'une nation."
5. Le député de Berthier (M. Bastien) reprend de nouveau cette expression qu'avait utilisée le premier ministre à la séance du 3 mai 1937. Il y avait également fait allusion aux séances du 10 mai et du 11 mai, ainsi qu'à la séance du 13 mai 1937.
6. M. Ayers d'Argenteuil, selon *Le Devoir* du 15 mai 1937, à la page 3.
7. Dans *La Patrie* du 15 mai 1937, à la page 20, on écrit plutôt: "le gouvernement fédéral (...) a trouvé le moyen de dépenser un montant de \$165,000."
8. \$12,000, selon *The Chronicle Telegraph* du 15 mai 1937, à la page 3.
9. \$675,000, selon *Le Soleil* du 15 mai 1937, à la page 13.
10. 50 %, selon *L'Illustration nouvelle* du 15 mai 1937, à la page 5.
11. "une ou deux provinces", selon *Le Soleil* du 15 mai 1937, à la page 13.
12. \$16,000,000, selon *Le Canada* du 15 mai 1937, à la page 10.
13. *L'Action catholique* du 15 mai 1937, à la page 5, rapporte qu'il est alors 6 heures et que les autres crédits sont adoptés en quelques secondes.
14. Voir note 1.
15. "restauration", selon *Le Devoir* du 15 mai 1937, à la page 2.
16. Dans *l'Avenir du Nord*, du 21 mai 1937, Charles Laurendeau adressera la lettre suivante: "Montréal, 15 mai 1937:  
"Cher M. Bouchard.  
"Je vois par le compte rendu d'un journal du matin, sur le débat relatif au bill des Sulpiciens, que le premier ministre a déclaré que si les Sulpiciens sont ruinés c'est qu'ils ont été mal avisés par moi. Or, je ne suis pas et je n'ai jamais été l'avocat des Sulpiciens. Je n'ai jamais été consulté par eux, pas même sur des questions d'affaires.  
"(signé) Charles Laurendeau."
17. "la compagnie offre de régler sa dette de \$2,100,000, plus \$200,000 d'intérêt, pour \$1,800,000", selon *Le Devoir* du 15 mai 1937, à la page 2.
18. Allusion au crédit de \$15,000,000 accordé, en 1924, par les libéraux alors au pouvoir, à la Banque

Nationale à ce moment en difficulté, évitant ainsi des pertes à ses actionnaires et à ses déposants, dont un certain nombre sont des parlementaires, des parents et amis du premier ministre L.-A. Taschereau.

19. \$2,500,000, selon *Le Soleil* du 15 mai 1937, à la page 10.

20. "Bien que *Le Journal* du 15 mai 1937, à la page 7, mentionne les articles 648 et 649, il s'agit bel et bien des articles 157 et 670 auxquels fait référence M. Duplessis.

21. 11 h 30, selon *La Patrie* du 15 mai 1937, à la page 21.

## Première séance du lundi 17 mai 1937

## Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 11 heures<sup>1</sup>.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi 22 George V,  
chapitre 41**

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 65 abrogeant la loi 22 George V, chapitre 41 et ses amendements.

Il s'agit de faire disparaître les lots de cimetière dans le domaine de la colonisation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Enseignement agricole**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 66 relatif à l'enseignement agricole.

Le bill a pour but de permettre au Conseil de l'instruction publique de nommer un comité qui formera le programme de l'instruction agricole dans la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
des produits laitiers**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 67 modifiant la loi des produits laitiers.

Il s'agit d'apporter des changements à la loi, pour protéger les cultivateurs-fourisseurs.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quels changements nécessaires?  
(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Les changements nécessaires!  
(Rires)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Conventions  
de paiement en or**

**M. Robinson (Brome)** demande, appuyé par le représentant de Westmount (M. Bulloch), la permission de présenter le bill 166 relatif aux conventions de paiement en or.

Ce bill a pour but de faire disparaître la clause de paiement en or.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des cités et villes,  
évaluation municipale**

**M. Pelletier (Lotbinière)** demande, appuyé par le représentant de Gaspé-Nord (M. Pelletier), la permission de présenter le bill 167 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'évaluation des propriétés nouvelles ou améliorées.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi 23 George V,  
chapitre 2**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 69 modifiant la loi 23 George V, chapitre 2.

Le bill a pour but de donner au gouvernement des pouvoirs d'expropriation pour les travaux de chômage.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi du Barreau**

**M. Boyer (Châteauguay)** demande, appuyé par le représentant de Lévis (M. Larochelle), la permission de présenter le bill 168 modifiant la loi du Barreau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Droits de la colonisation**

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 68 sauvegardant les droits de la colonisation.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Explications.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):** Le bill a pour but de séparer le domaine de la colonisation du domaine forestier et, surtout, de protéger les lots de colons concédés et qui sont encore sous la clause qui donne, aux détenteurs de droits de coupe, un délai de 16 mois pour continuer la coupe sur ces lots.

Il y a actuellement dans la province 15,000 ou 20,000 lots sous billets de location, qui sont exposés à être dépouillés par leurs anciens propriétaires, les marchands ou compagnies de bois. Ces terrains appartiennent aux colons. La présente loi fera cesser cette anomalie; elle contribuera à l'établissement de colons libres sur des terres libres.

Sans doute, le ministère des Terres et Forêts pouvait, de temps à autre, passer au ministère de la Colonisation, des étendues de terres domaniales, pour la culture. Mais il gardait sur ces lots un contrôle qui faisait de ces prétendus transferts, une moquerie<sup>2</sup>.

Car le ministère pouvait continuer à accorder des droits de coupe sur des terrains ainsi transportés au ministère de la Colonisation. C'est ce qui s'est pratiqué pour le canton Auclair, ainsi que l'a révélé le député de Témiscouata (M. Dubé). Pendant cinq ans environ, bien que les terres y eussent été transportées au ministère de la Colonisation, le ministère des Terres et Forêts a accordé des droits de coupe considérables. Autrement dit, on pouvait faire raser entièrement le lot du colon, après le lui avoir concédé.

De plus, lorsque le lot concédé était enclavé dans une limite forestière, il restait grevé pendant encore 16 mois du droit de coupe au profit du concessionnaire forestier.

On sait que le droit de coupe résiduel de 16 mois vient d'être aboli par une loi spéciale. Par la nouvelle loi, les terres de la colonisation qui seront désignées par le lieutenant-gouverneur en conseil seront exclues de tout permis d'exploitation forestière dès le moment de leur transfert sous le contrôle du ministre de la Colonisation.

De plus, le ministre des Terres et Forêts ne pourra reprendre des terres domaniales publiques, transférées au ministère de la Colonisation, que sur le consentement de ce dernier après rapport au lieutenant-gouverneur en conseil.

Il en sera de même lorsqu'il s'agira de rétrocéder au ministère des Terres et Forêts les terres déjà transférées au ministère de la Colonisation.

De plus, les terres de colonisation seront exclues de tout permis d'exploitation forestière dès le moment de leur transfert au ministère de la Colonisation.

Non seulement la loi démarque plus nettement les domaines de la colonisation et forestier, mais elle donne au ministre de la Colonisation tous les pouvoirs que possédait le ministre des Terres et Forêts sur les nouvelles terres ainsi concédées à son département.

J'ai fait abroger aussi, dit-il, la loi qui permettait au gouvernement d'acheter des lots mis en vente pour taxes dues, par les municipalités et les conseils de comté, à condition que le prix ne dépasse pas \$5 l'acre. Le droit de rachat de deux ans, laissé à tout contribuable dont une municipalité a fait vendre les biens, était réduit en la circonstance à quatre mois.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 68 sauvegardant les droits de la colonisation.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose: 1. Que le transfert des terres de colonisation au ministre de la Colonisation sera effectué par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du ministre des Terres et Forêts; que lorsqu'il s'agira pour le ministre de la Colonisation de remettre les lots qui avaient été placés sous sa propre juridiction à la disposition et sous le contrôle du ministre des Terres et Forêts, le transport ne pourra être fait que par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, sur



rapport du ministre de la Colonisation; que les terres de colonisation qui seront désignées par le lieutenant-gouverneur en conseil seront exclues de tout permis d'exploitation forestière dès le moment de leur transfert sous le contrôle du ministre de la Colonisation, et que les terres sous billet de location seront administrées et définitivement concédées par le ministre de la Colonisation et, au cas de révocation, ces terres ne seront sujettes à aucun permis d'exploitation forestière, à moins qu'elles n'aient été transférées par le lieutenant-gouverneur en conseil du contrôle du ministre de la Colonisation à celui du ministre des Terres et Forêts.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra déterminer les conditions suivant lesquelles les terres de colonisation seront concédées, tant pour fins agricoles que pour toute autre fin jugée dans l'intérêt de la colonisation.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 68 sauvegardant les droits de la colonisation.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill 68 sauvegardant les droits de la colonisation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité<sup>3</sup>:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au cours de cette session, nous avons passé une loi et nous avons dit que les obstacles qui empêchent le développement de la colonisation dans la province doivent disparaître.

Autrefois, sous l'ancien régime, lorsque des lots étaient concédés, le marchand de bois pouvait couper pendant 16 mois sur les lots des colons. Et

ces gens qui avaient toutes les misères à vivre se voyaient en plus dépouillés par les marchands ou les grosses compagnies. C'était un obstacle considérable au développement de la colonisation.

À la veille de l'élection de 1935, l'ancien régime a passé une loi qui, non seulement ne valait rien, mais conservait cette clause en vertu de laquelle le marchand de bois pouvait molester le colon pendant 16 mois et lui enlever le bois dont il avait besoin.

Nous avons fait disparaître cette loi et nous sommes allés plus loin. Dans une première loi, nous avons dit que, quand des lots sont donnés dans le passé sous billet de location, les compagnies n'ont plus de droits. Ici, nous disons que, dès qu'un lot est transféré à la colonisation, il est complètement libre du marchand de bois.

Comme le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) vient de le dire, il y a actuellement 15,000 à 20,000 lots dans ce cas-là. Pour ne pas créer de commotion ni d'injustice envers les marchands de bois, nous avons inséré dans notre loi une clause disant que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra décider des cas particuliers où des marchands pourraient couper du bois sur les terres en question.

Nous respectons les marchands honnêtes, mais les droits du colon passent avant tous les autres. On remarquera que le gouvernement remplit toutes ses promesses et qu'il donne à la colonisation un essor de plus en plus fécond et efficace.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre vient de dire qu'il avait fait dans sa loi une restriction en faveur des marchands honnêtes. Est-ce nécessaire? Dans mon comté, je n'ai pas eu connaissance que des marchands aient coupé du bois sur des lots concédés, et les marchands de bois ne molestaient pas les colons lorsqu'ils avaient été établis sur leurs lots.

Je me déclare prêt, dit-il, à voter pour toute loi améliorant davantage le sort des colons. Je n'ai rien à redire sur le principe en question, le Parti libéral désire autant que le gouvernement protéger les intérêts des colons.

Toutefois, j'ajoute que je ne suis pas prêt à admettre que l'ancienne administration n'a rien fait pour aider les colons dans leur travail d'exploitation et pour les protéger de l'emprise des exploitants des coupes forestières.

Le premier ministre a fait allusion à l'accomplissement de ses promesses électorales. Nous dira-t-il s'il a fait abroger la prétendue

onéreuse et honteuse hypothèque de \$483,000,000<sup>4</sup>? Pourquoi le premier ministre oublie cette autre promesse qu'il avait faite tant de fois de faire disparaître cette hypothèque, qui était censée grever nos ressources naturelles maintenant entre les mains des compagnies? Pourquoi on n'a pas ajouté une clause dans ce bill pour rayer cette hypothèque?

**M. Boyer (Châteauguay):** À l'ordre! Le député de Berthier discute de choses qui n'ont rien à voir avec le projet de loi à l'étude.

**M. Bastien (Berthier):** Le président-adjoint parle.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Châteauguay a raison. Le député de Berthier est hors d'ordre. Seulement, s'il veut retirer ses paroles à l'égard du député de Châteauguay, il pourra parler. Je n'ai aucune objection à suivre le député de Berthier sur ses propres motifs.

**M. Bastien (Berthier):** Bien, je retire mes paroles pour pouvoir parler. Le premier ministre a fait bien des promesses, mais il ne les a pas toutes remplies. D'ailleurs, on connaît cela. Les vieux politiciens font tous cela.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député n'a pas le droit de parler ainsi. Il sait le travail que nous avons fait. On remarquera le procédé. Cependant, je lui passe ses paroles parce que je sais que, quand nous présentons des lois, l'opposition n'ayant rien à dire, croit qu'il est dans son rôle de critiquer et de toujours critiquer sur tout et sur rien. Et comme elle n'a pas d'emprise sur nous, elle critique sur rien.

(Applaudissements à droite)

Pourtant, nous présentons aujourd'hui la loi la plus courageuse. Nous mettons de côté des droits prescrits par des Statuts, mais qui étaient injustes, et nous foulons aux pieds le principe voulant que le marchand de bois ait des droits supérieurs au colon. Le député de Berthier (M. Bastien) parle des \$483,000,000.

Il n'a pas l'air de savoir ce que nous avons accompli. Nous avons promis que, sous l'autorité de notre administration, aucun ministre ne sera autorisé à être directeur de compagnies. Nous avons tenu cette promesse.

Nous avons promis d'accorder le prêt agricole aux fermiers du Québec. La somme de \$10,000,000 a été votée à cet effet pendant la session

spéciale, et la somme de \$5,000,000, pendant cette session.

Nous avons promis d'abolir une foule de commissions inutiles et coûteuses. Nous en avons abolies un bon nombre et nous en avons réorganisées d'autres. Une autre promesse tenue.

Nous avons promis d'amender la loi sur la Commission des accidents du travail. Nous l'avons amendée afin que le travailleur reçoive l'indemnité à laquelle il a droit, et nous avons donné à l'ouvrier le droit de choisir son médecin. Une autre promesse tenue. La loi des accidents du travail est plus humaine.

Nous avons enfin donné à la province une administration saine et honnête et promis des compétences dans les divers départements de l'administration. Vous les trouverez, sans égard à leur allégeance politique, dans chaque département. Une autre promesse tenue. Nous avons choisi des sous-ministres de haute valeur: MM. Avila Bédard, J.-E. Laforce, M. Jean Bruchési...

**M. Bastien (Berthier):** Amen!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour une fois, je suis d'accord avec le député de Berthier. Il vient de prononcer le mot le plus éloquent de sa carrière, celui que ses électeurs prononceront bientôt sur son cercueil politique.

(Applaudissements)

Oui, nous avons délivré la colonisation de plusieurs entraves qui l'empêchaient d'avancer. Par nos lois, nous pouvons maintenant exproprier des seigneuries, nous avons enlevé aux marchands de bois des droits qui reviennent aux colons. Nous avons adopté des lois qui freinent le droit des compagnies à l'exploitation des ressources naturelles du Québec sans avoir d'incorporation dans cette province.

Lorsque tout ce travail sera accompli, le député de Berthier, qui a réprimandé le premier ministre pour ça, réalisera que l'hypothèque allouée par l'ancien régime sur toutes les terres et forêts qui sont exploitées ou qui seront exploitées, s'élevant à \$487,000,000, n'aura pas plus de valeur que le projet de loi par le biais duquel elle a été allouée. Une autre promesse tenue.

Nous avons promis de passer une loi par le biais de laquelle les travailleurs de la forêt pourront obtenir des salaires raisonnables. Ceci a été réalisé par le biais du projet de loi de l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay). Nous avons permis aux ouvriers de s'organiser et ce n'est pas terminé.

S'il fallait faire la nomenclature de toutes nos œuvres et de toutes les lois que nous avons passées dans l'intérêt de la population en général au cours de cette session-ci, même d'une manière succincte et rapide, deux heures<sup>5</sup> ne suffiraient pas. Je suis satisfait et j'attends le verdict de la population sur ce que nous avons accompli en si peu de temps.

Revenant à l'hypothèque de \$483,000,000, cela fatigue bien le député de Berthier (M. Bastien); c'est qu'il a des amis intéressés là-dedans, comme le Royal Trust, dont son ancien chef est directeur, et d'autres grosses compagnies. Nous avons passé des lois pour y voir, et nous aurons une conférence de tous les intéressés dans l'industrie forestière pour mettre définitivement les choses au point et établir la politique sur des bases solides. Le député a parlé d'hypothèque. C'est un instinct spontané de franchise. Nous continuerons à délivrer les terres de la couronne. D'ici peu, nous aurons fait disparaître l'hypothèque de \$483,000,000 sur nos ressources naturelles.

**M. Bastien (Berthier):** J'ai parlé de "prétendue" hypothèque. C'est pour mettre en contradiction vos paroles et vos actes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La prétention, ça ne me surprend pas d'en entendre parler par le député de Berthier. Il dit que l'hypothèque de \$483,000,000 n'existe que dans mon cerveau. Je lui dirai qu'une hypothèque dans mon cerveau comporte beaucoup plus de garantie qu'une hypothèque dans le pauvre cerveau du député de Berthier.

**M. Larivière (Témiscamingue):** Comme représentant d'un comté de colonisation, il me fait plaisir de féliciter le gouvernement pour l'œuvre qu'il a accomplie dans ce domaine. Cette loi est particulièrement intéressante; elle améliorera considérablement la situation des colons du comté de Témiscamingue. Dans le passé, le colon comptait sur son bois pour vivre, mais une fois rendu sur sa terre, il ne pouvait plus y compter à cause du droit du marchand et de la grande compagnie qui continuait bien des fois à en couper pendant 16 mois. Il ne restait souvent plus rien au colon.

Cette loi, comme les autres qui ont été passées par le gouvernement pour améliorer le sort du colon, a eu un tel effet que j'ai reçu des requêtes de remerciement de la part de plusieurs colons de mon comté à l'adresse du ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) et du député de Témiscamingue (M. Larivière). Et je tiens de mon côté à féliciter le

ministre de la Colonisation. À ma connaissance, nous avons le ministre le plus capable depuis nombre d'années.

**M. Bastien (Berthier):** Le député de Témiscamingue sait-il que le premier ministre actuel disait, quand il était dans l'opposition, que c'était une erreur de prendre un député de ville pour en faire un ministre de la Colonisation? Il a déjà déclaré qu'un ministre de la Colonisation ne devait pas vivre à Montréal!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. On n'a pas le droit de dénaturer mes paroles. Oui, j'ai dit que c'était une erreur coûteuse pour la colonisation d'avoir un ministre de la Colonisation comme le collègue du député de Berthier, M. Vautrin. Cela s'appliquait à M. Vautrin, non pas à l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger) qui est le meilleur ministre de la Colonisation que nous ayons jamais eu.

**M. Larivière (Témiscamingue):** Cette question du député de Berthier n'attaque en rien d'ailleurs la compétence du ministre de la Colonisation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je remercie le député de Témiscamingue (M. Larivière) des paroles aimables qu'il a eues à notre égard et qui nous a fait prendre connaissance de requêtes de remerciements. Comme nous sommes sur ce chapitre, pour calmer les appréhensions du chef de l'opposition, je vais lire à la Chambre un télégramme que j'ai reçu du supérieur des Sulpiciens en fin de semaine:

"Profonde et religieuse reconnaissance pour le geste que le gouvernement vient de faire à l'égard des Sulpiciens".

(signé) Pierre Nepveu, supérieur

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** En rapport avec la question, j'ai aussi une lettre de M. Charles Laurendeau, avocat de Montréal, et dans laquelle ce monsieur me déclare qu'ayant pris connaissance du débat de vendredi soir dans les journaux, il désire faire la mise au point suivante:

"Cher monsieur Bouchard,

"Je vois par le comte rendu du *Canada*, sur le débat relatif au bill des Sulpiciens, que le premier ministre a déclaré que si les Sulpiciens avaient été ruinés, c'est à la suite des conseils que je leurs avais donnés. Or, je ne suis pas et n'ai jamais été l'avocat

des Sulpiciens; je tiens à déclarer que je n'ai jamais été consulté par eux ni au point de vue légal ni au point de vue financier.

"(Signé) Charles Laurendeau"

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Bien, la Chambre remarquera que j'ai cité un télégramme de remerciements de la part du supérieur des Sulpiciens et que, pour répondre, le chef de l'opposition a cité une lettre de M. Laurendeau. J'aime mieux le télégramme du supérieur que de M. Laurendeau!

(Applaudissements)

**M. Pelletier (Lothbinière):** J'ai plusieurs milliers d'acres de terre arable, dans mon comté; nous pourrions établir des colons sur la seigneurie Ross et la seigneurie Joly. Dans cette dernière, il y a même 90,000 acres où nous pourrions établir quatre<sup>6</sup> belles paroisses de colonisation. Les terres dont je parle sont en maturité et possèdent tout leur bois. J'attire l'attention du gouvernement sur ce fait et j'espère que, continuant la belle lignée de bonnes lois qu'il a passées, il échangera quelques-unes de ces terres en faveur de la colonisation.

Quant à ce qui concerne le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger), je tiens à le féliciter et dire qu'il a une immense supériorité sur son prédécesseur parce qu'il n'a jamais fait payer de "breeches"<sup>7</sup> par le gouvernement.

**M. Paradis (Matapédia):** M. le président...

**M. Bastien (Berthier):** Le soleil de la Matapédia.

(Rires)

**M. Paradis (Matapédia):** Je tiens à féliciter le gouvernement pour la présente loi qu'il vient de passer. Dans mon comté, plusieurs marchands ont abusé des colons: il est arrivé en plusieurs circonstances que ce droit de coupe qu'avaient les marchands sur des lots de colonisation, se vendaient. Plusieurs marchands n'en avaient pas besoin et trafiquaient entre eux de ces droits de coupe au détriment du colon: ils les ont dépouillés de leurs terres à bois. Je remercie le gouvernement d'avoir apporté un remède à ce mal. Les colons sont maintenant protégés.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**

Je félicite le député de Matapédia (M. Paradis) de l'intérêt qu'il porte aux colons. Ses suggestions, dit-il,

seront étudiées attentivement. Et je puis donner aux députés l'assurance qu'ils trouveront en moi un serviteur. Je me rendrai à leurs réclamations si elles sont faites dans l'intérêt général. Les colons auront pleine et entière satisfaction.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je voudrais savoir si le ministre de la Colonisation peut me donner les détails, que je demandais un jour à la Chambre, au sujet de la dépense des \$10,000,000, votés pour la colonisation.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques):**  
Cette question ne se rattache pas au présent bill.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
À l'ordre, à l'ordre.

**M. le président:** Ceci ne relève pas de la loi.

Les articles 1 à 15 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 87 modifiant la charte de The Sherbrooke Railway and Power Company;
- bill 104 modifiant la charte de Les Frères des écoles chrétiennes;
- bill 105 constituant en corporation les Frères des écoles chrétiennes de Québec;
- bill 117 autorisant la cité de Saint-Hyacinthe à emprunter pour rencontrer les obligations de la Chambre de commerce de Saint-Hyacinthe;
- bill 126 autorisant la vente d'un droit de réversion dans un fonds d'annuités créé conformément aux termes du testament de feu James Ross.

**Dépôt de documents:**

**Achat par le gouvernement  
du lot 3 du rang 6,  
du canton de Bellechasse**

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 13 mai 1937, pour la production de copie de toute correspondance, lettres, télégrammes, contrat ou autres documents concernant l'achat par le gouvernement du lot 3 du rang 6, du canton de Bellechasse, dans le comté de Bellechasse. (Document de la session no 26)

**Questions et réponses:****Alfred-O. Ramier**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. M. Alfred-O. Ramier, de Port-Daniel-Ouest, est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Quelle position occupe-t-il?
3. Quel est son salaire?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)<sup>8</sup>:**  
1. Oui.

2. Inspecteur des ponts et chaussées.
3. \$3 par jour de travail.

**J.-Zotique Leclerc**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. M. J.-Zotique Leclerc, de Saint-Pamphile, est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Dans l'affirmative:
  - a. Pour quel ministère?
  - b. Quelles sont ses fonctions?
  - c. Quel salaire reçoit-il?

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)<sup>9</sup>:**  
1. Oui.

2. a. Ministère de la Colonisation (service du chômage).
- b. Contrôleur pour secours directs.
- c. \$90 par mois.

**Loi 22 George V,  
chapitre 41**

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65

abrogeant la loi 22 George V, chapitre 41 et ses amendements soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous n'avons pas encore obtenu ce bill, et on veut nous le faire approuver.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est bien simple, sous l'ancien gouvernement, on avait droit d'acheter les lots dits "lots de cimetière" pour y installer des colons.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Une minute, c'est une farce de procéder ainsi.

**M. l'Orateur:** À l'ordre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je soulève une question d'ordre, car s'il faut rester dans l'ordre, je m'opposerai à ce qu'on vote les trois lectures dans la même séance.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au point de vue des règlements de la Chambre, le chef de l'opposition a raison, mais vendredi dernier, il m'a demandé de ne pas siéger samedi. Je lui ai répondu que j'étais prêt à accepter sa proposition à la condition qu'il consente à suspendre les règlements de première, deuxième et troisième lecture pour faire passer nos bills à la séance subséquente, et il m'a donné sa parole. S'il ne respecte pas sa parole, à l'avenir, je saurai à quoi m'en tenir.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai dit que j'acceptais de faire passer comme "motion" les avis de motion qui figurent sur le *Feuilleton*, mais je n'ai pas dit que je laisserais les bills subir trois lectures à la même séance. Nous sommes prêts à collaborer pour accélérer le travail de la Chambre, mais nous ne voulons pas être traités ici comme des pantins. Qu'on nous donne des explications raisonnables lorsque nous en demandons. Nous avons le droit de connaître la portée des bills avant de les étudier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Chambre a été témoin de cette entente. J'ai dit que nous ajournerions samedi dernier à la condition que les règlements fussent suspendus aux séances subséquentes pour faire hâter la procédure. Cette loi est une loi par laquelle on fait disparaître ce qui permettait au gouvernement d'acheter des lots vendus par les municipalités pour non-paiement de taxes, et qu'on appelait "lots de cimetière". Avec

l'ancienne loi, on établissait les colons sur des lots vendus pour non-paiement de taxes. On donnait, en somme, à des colons des lots sur lesquels des cultivateurs n'avaient jamais pu gagner leur vie, à ce point que la municipalité avait dû s'en emparer. Nous faisons disparaître cette loi.

De consentement unanime, le bill est adopté en deuxième lecture. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Auger (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Pouvoirs du lieutenant-gouverneur**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61 diminuant les pouvoirs accordés au lieutenant-gouverneur en conseil par les régimes antérieurs au 25 août 1936 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité. Adopté.

#### **En comité<sup>10</sup>:**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Explications.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Pour leurs emprunts, les municipalités ne devront à l'avenir s'adresser qu'au ministre des Affaires municipales. Il s'agit simplement d'accorder au ministre des Affaires municipales des droits et privilèges jusqu'ici restreints au lieutenant-gouverneur en conseil, c'est-à-dire au gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans l'ancien temps...

**M. Bastien (Berthier):** Était-ce avant le déluge?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans l'ancien temps, le gouvernement concentrait tout, centralisait tous les pouvoirs entre ses mains, tandis que nous augmentons les pouvoirs de la Chambre. Il fallait la permission du gouvernement pour les moindres détails, car le gouvernement avait adopté cette politique pour tout centraliser dans un but de patronage politique.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le bill sera sûrement voté sur division, car il ne signifie rien du tout. L'on transmet simplement des pouvoirs détenus par l'exécutif au ministre des Affaires municipales. On prétend aider à l'autonomie des municipalités! Mais il est clair que l'autonomie des municipalités ne s'en trouve pas accrue le moins du monde, quoi qu'on veuille faire croire. On veut faire croire à la province que, par ce bill, on diminue les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil, au profit des municipalités. Au lieu de rendre complète autonomie aux villes et municipalités, celles-ci devront passer par un seul homme au lieu des membres du cabinet. Et c'est contraire aux faits. Je n'ai pas d'hésitation à accepter ce bill sur division.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je voulais montrer que le chef de l'opposition est contre ce bill. Le chef de l'opposition m'a accusé souvent d'être dictateur, de tout mener. Or par ce bill, j'enlève ces pouvoirs au gouvernement pour les laisser à l'autonomie des ministres. Le gouvernement veut rompre avec la centralisation de l'ancien régime. Il y a ainsi moins de risques d'intervention et d'ingérence politique. Ainsi, pour changer un châssis dans une école, il fallait l'approbation du gouvernement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je suis certainement contre la perte de temps qui consiste à voter des bills qui ne veulent rien dire.

**M. Bastien (Berthier):** Je déplore, dit-il, l'habitude du premier ministre de faire des farces. Le titre: "Loi diminuant les pouvoirs accordés au lieutenant-gouverneur en conseil par les régimes antérieurs au 25 août 1936" est parfaitement ridicule, quand il s'agit de si peu de chose. Le premier ministre dit qu'il n'aime pas le patronage. Mais toute

sa législation converge vers le patronage, et il renie même ses promesses pour mieux s'assurer du patronage. Il est souverainement regrettable que 15 ministres aient approuvé un bill semblable. Les 15 ministres auraient dû se trouver un peu plus sérieux.

Les articles 1 à 26 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Municipalités scolaires de Val-d'Or**

**M. Lesage (Abitibi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 créant les municipalités scolaires catholique et protestante de la ville de Val-d'Or soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Lesage (Abitibi)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>11</sup>:**

**M. Drouin (Québec-Est):** Quelle est la population de Val-d'Or?

**M. Lesage (Abitibi):** Environ 6,500.

**M. Drouin (Québec-Est):** Et quel est le nombre des électeurs municipaux?

**M. Lesage (Abitibi):** C'est difficile à dire. La ville n'existe que depuis deux ans et la population augmente constamment. Il y avait beaucoup d'électeurs au provincial en 1935.

(Rires)

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Lesage (Abitibi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demandes de documents:**

##### **Billets de location dans les cantons de Lambton, Adstock, Aylmer et Forsyth**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mercredi 14 avril dernier, sur la motion du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain) demandant copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne relativement à l'annulation de billets de location dans les cantons de Lambton, Adstock, Aylmer et Forsyth, dans le comté de Frontenac depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1933<sup>12</sup>.

**Des députés:** Adopté!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le député n'a rien à dire?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous ne sommes pas ici pour satisfaire le chef de l'opposition. Le député de Missisquoi (M. Pouliot) a déjà parlé; le député de Berthier (M. Bastien) lui a répondu. Le débat a assez duré l'autre jour.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il y a des gens intéressés à connaître cette situation. Des gens distingués et certains membres du clergé. Je m'étonne, dit-il, qu'on veuille adopter la motion en l'absence du député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain).

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il a fait son discours. Pourquoi retarder la production des documents? Je suis anxieux de produire les documents demandés par l'opposition.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Sur division.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'opposition s'y oppose, nous ne les produirons pas.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas le temps de faire des farces.

Adopté sur division.

### **Société d'Entreprise du Canada**

**M. Carignan (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant du Témiscamingue (M. Larivière), que les droits additionnels payés pour le bill 139 constituant en corporation la Société d'Entreprise du Canada soient remis, vu que ce bill a été présenté après les délais pour des raisons de forces majeures indépendantes de la volonté des promoteurs.

Adopté.

### **Société Saint-Jean-Baptiste de Québec**

**M. Boiteau (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Pouliot), que les honoraires payés pour le bill 110 refondant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres dans l'intérêt public, notamment l'éducation.

Adopté.

### **Public Service Mutual Assurance Company**

**M. Boyer (Châteauguay)** propose, appuyé par le député de Beauharnois (M. Sauvé), que les honoraires payés pour le bill 137 constituant en corporation Public Service Mutual Assurance Company soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

### **Charte de Bromptonville**

**M. Goudreau (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 modifiant la charte de la ville de Bromptonville.

Adopté.

### **En comité<sup>13</sup>:**

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. La loi 3 Édouard VII, chapitre 72, est modifiée en y ajoutant, après l'article 23, le suivant:

"23a. Nonobstant les dispositions du chapitre 116 des Statuts refondus de 1925, tel que modifié par la loi 20 George V, chapitre 52, section 1, il est loisible au conseil d'acquérir, d'entretenir ou de construire un immeuble devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales, ou devant être loué ou cédé en jouissance, en totalité ou en partie, pour le maintien d'un établissement industriel ou commercial et l'acquisition des biens meubles nécessaires, aux conditions que ledit conseil jugera à propos de fixer.

"Il sera loisible au conseil d'emprunter aux fins susdites une somme n'excédant pas quinze mille dollars par règlement approuvé par les électeurs propriétaires d'immeubles imposables et par le lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux prescriptions de la loi concernant l'approbation des règlements d'emprunt."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je suggère au gouvernement de remplacer le mot "lieutenant-gouverneur en conseil" par "ministre des Affaires municipales", s'il veut que l'on prenne au sérieux la loi que l'on vient justement de passer, il y a quelques minutes à peine, pour diminuer les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est pour se conformer au désir du peuple. Le peuple de Bromptonville veut le lieutenant-gouverneur en conseil.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Qui vous a dit cela?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est le peuple qui le veut.  
(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Enfin, je soulevais l'objection pour vous démontrer la chinoiserie de vos lois. Vous venez de passer un bill pour diminuer les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil et vous lui redonnez ses pouvoirs dans celle-ci.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous respectons l'autonomie municipale! Cette fois, le conseil de la ville de Bromptonville, qui nous connaît et qui a confiance en nous, a demandé cela parce qu'il a confiance au lieutenant-gouverneur en conseil. Et il l'a fait au nom de l'autonomie municipale. En passant le bill, nous nous rendons au



désir des citoyens de la ville. Au nom de l'autonomie, nous ne pouvons refuser.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Cela ne cadre pas avec le discours que vous venez de faire sur les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil. C'est absolument en contradiction!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le chef de l'opposition veut prendre la responsabilité du changement, nous allons l'opérer.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, j'en prends la responsabilité, cela sauvera le chef du gouvernement du ridicule.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vois par ces remarques que la ville avait raison de demander que ce soit le lieutenant-gouverneur en conseil.

L'article 1 est adopté.

L'article 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Goudreau (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Bureau des commissaires d'écoles catholiques de Québec**

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

**M. Bélanger (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 129 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Adopté.

#### **En comité<sup>14</sup>:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je remarque, M. le président, qu'on nous demande d'emprunter au-delà de \$1,000,000 sans faire de référendum, et il y a eu des protestations des citoyens à ce sujet.

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** La Commission scolaire, comme toutes les autres, traverse une crise grave.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si cela est vrai, pourquoi la Commission ne soumettrait pas ces emprunts au vote des propriétaires? Les citoyens de Québec sont assez intelligents pour le comprendre et ils approuveront l'emprunt au cours du référendum s'ils le jugent à propos.

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** Ce n'est pas l'habitude de procéder par référendum.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est temps que ce soit l'habitude, car ce sont les propriétaires qui paient pour la Commission scolaire et non pas la Commission.

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** Le problème scolaire est aigu à Québec. Le nombre d'enfants augmente à chaque année. Il faut construire des écoles nouvelles, car, dans certaines paroisses, les écoles sont trop petites et ne peuvent loger tous les enfants d'âge scolaire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous allez finalement décourager les petits propriétaires et la construction à Québec, en imposant des charges nouvelles sur les épaules des propriétaires, sans les consulter par référendum.

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** Il y a une partie de ces emprunts qui ont pour but de combler le déficit de la Commission, et une autre partie pour la construction de l'école Léonard.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bill ne devrait pas passer tel que présenté. À propos, quelle est la dette de la Commission scolaire de Québec?

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** \$6,000,000, je crois.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Bien plus que ça.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel est le taux de la taxe scolaire?

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** Le taux de la taxe est de \$1.05.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est haut, ça. À Trois-Rivières, on ne paie que \$0.75. Allez soumettre des emprunts au peuple.

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** Il nous faudrait emprunter tout de suite, car il nous faut rencontrer un déficit de \$400,000 à \$500,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comment se fait-il que, dans votre bill, vous dites que ce déficit est de \$205,000? Et comment la Commission fait-elle pour contracter des obligations en marge de la loi?

Je dois avertir tous les intéressés que le jour viendra où lorsque des commissaires d'écoles, des échevins contracteront ainsi des obligations en marge de la loi, ils seront tenus responsables de ces obligations personnellement par une loi.

À l'heure actuelle, on contracte des obligations en marge de la loi et on vient ici faire approuver le tout. Le jour où toutes ces dépenses seront contrôlées par des *referenda*, l'opinion publique sera constamment en éveil et ce sera beaucoup mieux.

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** C'est une situation qui est connue de tout le monde. Tous les intéressés ont eu et auront encore l'occasion de protester contre cette demande d'emprunt devant les divers comités. On a très peu protesté au comité des bills publics. Personne ne s'y est objecté.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si la situation est connue de tout le monde, les propriétaires n'hésiteront pas à accepter de référendum.

**M. Boyer (Châteauguay):** Il y a eu des protestations des propriétaires au comité des bills privés. Ils se sont fortement opposés à cette mesure.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Bref, si cette dépense est si nécessaire, les électeurs de Québec comprendront et le peuple ne dira pas non au référendum.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** On devrait soumettre ces emprunts au peuple par référendum.

**M. Boyer (Châteauguay)** donne une nouvelle explication. On l'a laissé, dit-il, parce qu'on était d'avis qu'il était opportun d'accorder l'emprunt sans référendum pour les sommes nécessaires, afin de couvrir le déficit.

**M. Boiteau (Bellechasse):** La ville, avant de contracter de nouvelles obligations pour près de \$1,000,000, serait plus sage de payer convenablement ses instituteurs et son personnel enseignant dont les salaires sont insuffisants; 90 instituteurs n'ont pas eu d'augmentation de salaire depuis 1933-1934 parce que l'on a suspendu la loi des augmentations statutaires dans leur cas.

Les articles 1 à 5, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Bélanger (Montréal-Dorion)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Île Saint-Bernard, Châteauguay**

**M. Monette (Napierville-Laprairie)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 91 modifiant la charte de la ville Châteauguay, concernant l'île Saint-Bernard.

Adopté.

**M. Barrette (Terrebonne)** propose que le comité se lève sans faire rapport<sup>15</sup>.

#### **Charte de Val-d'Or**

**M. Lesage (Abitibi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 141 constituant en corporation la ville de Val-d'Or.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Lesage (Abitibi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 125 concernant la succession de dame Céline Laurin, alias Laurint;

- bill 160 détachant certain territoire de la municipalité de Saint-Éphrem-de-Tring, dans le district électoral de Beauce, pour l'annexer à la municipalité de Saint-Méthode d'Adstock, dans le district électoral de Frontenac.

La séance est levée à 1 heure.

#### **Deuxième séance du 17 mai 1937**

#### **Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Demandes de renseignements:**

##### **Montants votés pour la colonisation**

**M. Drouin (Québec-Est):** Avant de passer à l'ordre du jour, je voudrais savoir quand l'honorable

ministre de la Colonisation (l'honorable M. Auger) nous dira où on en est rendu avec les renseignements qu'il a déjà demandés, dit-il, au sujet des \$10,000,000 votés par l'ancien gouvernement pour la colonisation?

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je ne vois pas pourquoi on réitère cette question. Il y a un moyen bien facile de le savoir, c'est d'inscrire une question au *Feuilleton* de l'Assemblée législative et nous y répondrons. Le ministère de la Colonisation était tout désorganisé et il faut faire une vérification complète pour donner une réponse satisfaisante. Contrairement à l'ancien gouvernement, nous voulons donner des réponses exactes et, pour cela, il nous faut le temps voulu. Le travail n'est pas encore terminé. En attendant une réponse officielle, nous avons dit du reste que \$11,000,000 des \$10,000,000 sont déjà engagés<sup>16</sup> en vertu de l'ancien plan. Et, au cours de la présente session, il a fallu faire voter à la Colonisation encore \$8,500,000<sup>17</sup> pour l'établir sur des bases raisonnables.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le ministre, dit-il, s'est engagé à me fournir les renseignements demandés.

#### **Employés du gouvernement**

**M. Bastien (Berthier):** J'ai inscrit une question au *Feuilleton*, transformée en motion le 9 avril, à la demande du gouvernement, concernant les employés aux bureaux du gouvernement à Montréal, et j'attends ma réponse.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai déjà donné des explications au député de Berthier. Ce que je peux lui dire, c'est que l'ancien premier ministre, M. Taschereau avait beaucoup de parents employés un peu partout dans le service administratif du gouvernement. Le nouveau premier ministre n'en a aucun.

#### **Consolidation des taxes**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des taxes soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette loi a pour but d'aider les petits propriétaires et les corporations municipales et

scolaires en permettant aux premiers de consolider leurs arrérages de taxes accumulés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1931 et, à ces dernières, d'emprunter le montant des taxes consolidées.

La mesure était le résultat d'une entrevue que nous avons eue la semaine dernière avec les représentants de l'Association des propriétaires de la province de Québec, et qui va sans aucun doute aider à préserver les petites propriétés, tout en conservant le crédit des municipalités et des circonscriptions scolaires.

Toute corporation peut se prévaloir des dispositions de cette loi en adoptant une simple résolution à cet effet. Tout contribuable ayant des arrérages de taxes peut les consolider en donnant avis à la corporation et en acquittant les arrérages exigibles antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1931 et les taxes de l'année courante.

Les taxes consolidées sont remboursables par versements annuels égaux équivalant à 20 % des taxes imposées par le dernier rôle d'évaluation en vigueur avant la consolidation, mais dans une période ne devant pas excéder 25 ans.

La corporation est autorisée à emprunter, pour un terme de 25 ans, un montant équivalant au total des taxes consolidées.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Cette loi nous a été demandée par les propriétaires, il y a deux ans.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi ne l'avez-vous pas passée?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous le savez pourquoi. Il est survenu des élections et c'est vous qui la passez.  
(Rires)

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>18</sup>:**

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. Le privilège dont l'immeuble est grevé en raison des arrérages de taxes est éteint par leur consolidation, à compter du jour où elle a lieu.

"Toutefois, chaque versement dû sur ces arrérages en vertu de l'article 5 constitue, à compter de la date de son exigibilité, nonobstant toute vente antérieure ayant l'effet du décret, une créance privilégiée sur l'immeuble au même titre que les taxes."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Par cette loi, on diminue les privilèges en faveur des municipalités. On fait ainsi passer les hypothèques des créanciers privilégiés avant les privilèges que la ville pourrait avoir sur les propriétés grevées d'arrérages de taxes. L'article présente un danger considérable. Je ne vois aucun avantage de faire disparaître le privilège en faveur des municipalités.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons proposer un amendement qui aura pour effet de faire disparaître ce danger. Nous allons amender la loi de manière que le montant de la consolidation des taxes reste privilégié en faveur des municipalités.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande des explications.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les municipalités pourront en vertu de ladite loi emprunter, pour un temps n'excédant pas 30 ans, le montant consolidé des taxes.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce délai est trop long.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le but de cette loi est de protéger avant tout les petits propriétaires, sans gêner les finances des municipalités. Les petits propriétaires constituent le meilleur rempart contre les idées bolcheviques.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous dites dans votre loi que les taxes devront être payées par les contribuables dans les cinq années de la consolidation. Cependant vous permettez aux municipalités d'emprunter pour 30 ans. Vous surchargez ainsi les générations futures.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis d'avis, dit-il, qu'il n'est que juste que les générations futures supportent l'héritage qui leur

échoira. Nous voulons la diffusion de la petite propriété et le maintien des propriétés familiales.

**M. Hamel (Québec-Centre)** demande une explication.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je propose la suspension de la séance pour permettre aux députés d'assister à une sanction de bills par l'administrateur de la province. Le député pourra, dit-il, discuter après la sanction des bills.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau au cours de la présente séance

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

#### **Messages de l'administrateur de la province<sup>19</sup>:**

Un message est reçu de Son Honneur l'administrateur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier de la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur l'administrateur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

#### **Sanction royale**

Alors, Son Honneur l'administrateur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 29 favorisant, par une exemption de taxes, l'amélioration des propriétés;
- bill 30 pour sauvegarder et protéger les meilleurs intérêts de la colonisation;
- bill 31 abrogeant la loi 24 George V, chapitre 85, relative aux aqueducs municipaux;
- bill 33 déterminant le statut municipal de la corporation du Monastère de Notre-Dame de Mistassini;
- bill 35 reconnaissant l'indépendance des institutions religieuses;
- bill 36 relatif au contrat intervenu entre l'ancien gouvernement et la communauté des sœurs de Charité de la Providence (24 George V, chapitre 4);
- bill 37 sauvegardant l'autonomie municipale;

- bill 39 modifiant la loi des bourses pour des cours additionnels;

- bill 41 pourvoyant à la protection des chemins de colonisation;

- bill 43 aidant la jeunesse à profiter des carrières nouvelles offertes par le développement de l'industrie minière;

- bill 45 modifiant la loi du secrétariat relativement aux lettres patentes et autres documents;

- bill 46 modifiant la loi des pensions de vieillesse relativement à l'endossement des chèques de pension;

- bill 51 relatif à la loi 25-26 George V, chapitre 27;

- bill 76 ratifiant un règlement et des résolutions concernant l'évaluation et la taxation des biens de la Three Rivers Grain & Elevator Company, Limited;

- bill 82 modifiant la charte de la cité de Granby;

- bill 85 concernant les syndics de la paroisse de La-Sainte-Famille-de-Granby;

- bill 87 modifiant la charte de The Sherbrooke Railway and Power Company;

- bill 89 modifiant la charte de la ville de La Tuque et ratifiant le règlement no 229 de ladite ville, ainsi que le contrat en découlant intervenu entre ladite ville et la Brown Corporation;

- bill 90 ratifiant et validant le titre de Louis-Philippe Lafond, relatif à la propriété d'un emplacement sis et situé en la cité de Drummondville, comté de Drummond;

- bill 97 concernant la succession de feu Alfred Dalbec;

- bill 101 relatif aux syndics de la paroisse de Sainte-Philomène-de-Rosemont;

- bill 102 modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières;

- bill 103 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer du Québec Occidental;

- bill 104 modifiant la charte de Les Frères des écoles chrétiennes;

- bill 105 constituant en corporation Les Frères des écoles chrétiennes de Québec;

- bill 106 modifiant la charte de L'Assurance mutuelle des fabriques de Québec;

- bill 113 concernant la dation en paiement par la Chambre de commerce du district de Montréal, à Crédit Foncier Franco-Canadien;

- bill 117 autorisant la cité de Saint-Hyacinthe à emprunter pour rencontrer les obligations de la Chambre de commerce de Saint-Hyacinthe;

- bill 118 concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun;

- bill 119 ratifiant une résolution et un contrat passé entre les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company, Limited;

- bill 120 ratifiant un règlement et un contrat passé entre la corporation municipale de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, et la Donnacona Paper Company, Limited;

- bill 121 modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

- bill 125 concernant la succession de dame Céline Laurin alias Laurint;

- bill 126 autorisant la vente d'un droit de réversion dans un fonds d'annuités créé conformément aux termes du testament de feu James Ross;

- bill 130 interprétant les clauses 4 et 5 du testament de feu Joseph Rivard;

- bill 131 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Témiscamingue et Abitibi;

- bill 132 modifiant la charte de la Fédération des scouts catholiques de la province de Québec;

- bill 133 modifiant les limites de la municipalité scolaire de la cité de Longueuil;

- bill 134 ratifiant une entente intervenue entre les commissaires d'écoles des municipalités de ville de Montréal-Est dans le comté de Laval et de Saint-Yves-de-Laval, ratifiant certaines résolutions de ces municipalités et conférant certains pouvoirs aux commissaires d'écoles de la municipalité de ville de Montréal-Est, dans le comté de Laval;

- bill 151 abrogeant la loi 25-26 George V, chapitre 59;

- bill 152 modifiant le Code du notariat;

- bill 154 modifiant le Code de procédure civile concernant la pétition de droit et le cautionnement en appel;

- bill 155 concernant l'exercice du droit de vote en matière municipale et scolaire;

- bill 156 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction de la Cour supérieure à Hull;

- bill 158 modifiant la loi des dentistes de Québec;

- bill 160 détachant certain territoire de la municipalité de Saint-Ephrem-de-Tring, dans le district électoral de Beauce, pour l'annexer à la municipalité de Saint-Méthode d'Adstock, dans le district électoral de Frontenac;

- bill 163 détachant certain territoire de la municipalité de Saint-Édouard-de-Frampton, pour l'annexer à la municipalité de Saint-Joseph-de-Beauce.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur l'administrateur de la province sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances<sup>20</sup>.

### **Consolidation des taxes**

Conformément à l'ordre du jour adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 59 protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des taxes.

#### **En comité<sup>21</sup>:**

Le comité poursuit l'étude de l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. Le privilège dont l'immeuble est grevé en raison des arrérages de taxes est éteint par leur consolidation, à compter du jour où elle a lieu.

"Toutefois, chaque versement dû sur ces arrérages en vertu de l'article 5 constitue, à compter de la date de son exigibilité, nonobstant toute vente antérieure ayant l'effet du décret, une créance privilégiée sur l'immeuble au même titre que les taxes."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai eu le temps de mieux fouiller la loi pendant la suspension de la séance, et cela montre bien comme il est important de lire les lois attentivement avant de les adopter. Je dois dire que cette loi est conforme aux principes que j'ai émis en plusieurs occasions et je l'approuve.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** La Chambre a constaté que cette loi est dans l'intérêt des propriétaires. Nous avons reçu à ce sujet une délégation de 250 membres des ligues de propriétaires qui nous ont demandé de les protéger et c'est ce que nous faisons. En vertu de la loi, telle qu'amendée, il n'y aura aucune subrogation à compter du 20 avril 1937. Je propose donc l'amendement suivant:

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"6. Chaque versement dû sur ces arrérages en vertu de l'article 5 constitue, à compter de la date de son exigibilité, nonobstant toute vente antérieure ayant l'effet du décret, une créance privilégiée sur l'immeuble au même titre que les taxes.

"Le montant total de la consolidation de taxes autorisé par la présente loi porte privilège sur l'immeuble au même titre que les taxes municipales elles-mêmes."

L'amendement est adopté.

L'article 6, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 7 à 22 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Congrès du parler français et salaire des instituteurs ruraux**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 64 relatif au congrès du parler français de 1937, au salaire des instituteurs ruraux et à la question éducationnelle en général.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose:

1. Que le gouvernement de la province soit autorisé à dépenser une somme de vingt mille dollars, dont quinze mille dollars pourront être employés à subventionner l'organisation du congrès du parler français de 1937, et cinq mille dollars pour acquitter les dépenses occasionnées au gouvernement en raison de ce congrès.

Adopté.

2. Qu'un fonds annuel de quatre-vingt-cinq mille dollars soit créé et que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à approprier ce fonds pour des fins de construction ou de réparation d'écoles ou de maisons d'enseignement, et que les subventions provenant de ce fonds soient accordées aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera sur la recommandation du surintendant de l'instruction publique.

Adopté.

3. Qu'une somme de quatre cent mille dollars devant servir à aider les corporations scolaires rurales à améliorer les salaires de leurs instituteurs et de leurs institutrices soit mise à la disposition du gouvernement et que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du surintendant de l'instruction publique, détermine les conditions auxquelles sera soumis l'octroi de ces subventions.

M. le président, en 1912, avait lieu à Québec le premier congrès du parler français. Vingt-cinq ans après cet événement mémorable, la cité de Québec sera témoin d'un nouveau congrès. Qu'il me soit permis de dire que la nation canadienne se développera dans la mesure où les deux grandes races qui la composent assureront, dans l'harmonie, l'épanouissement de leurs qualités. Or, le bon parler français est une qualité essentielle à l'avenir de notre nationalité. Le gouvernement n'a pas voulu rester en arrière lorsqu'il s'agit du parler français. Voilà pourquoi le gouvernement veut faire sa part pour le succès du congrès et il propose à la Chambre de l'autoriser à donner \$15,000 au congrès et de dépenser lui-même \$5,000 pour sa participation.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce montant est-il dans le budget?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Non. Dans le budget, il y a un montant de \$400,000.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ça va encore augmenter le déficit du trésorier provincial (l'honorable M. Fisher).

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** J'aurais voulu dire à la Chambre tout le bien que je pense du congrès du parler français. Mais je ne peux m'exprimer qu'en rappelant ce que disait notre éminent collègue Sir Thomas Chapais, le leader du gouvernement au Conseil législatif, le 25 janvier 1915, dans l'un de ses volumes sur les discours et conférences:

"Si on parle, on écrit et on enseigne le français au Canada, disait Sir Thomas Chapais, c'est parce sont venus dans ce pays de grands Français, Samuel de Champlain, Maisonneuve, Laval, Joliette, etc., et de grandes Françaises, Marie de l'Incarnation, Marguerite Bourgeoise, Jeanne Mance... C'est pour conserver dans sa pureté la langue de nos aïeux, de nos héros, de nos martyrs, que se tient un congrès du parler français au succès duquel le gouvernement est heureux de participer."

(Applaudissements)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Ce montant est-il seulement pour une année?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Oui.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je suis surpris que le gouvernement propose de faire un emprunt de \$400,000 remboursable en 30 ans pour couvrir le montant demandé dans la résolution, lorsqu'il ne s'agit des salaires des institutrices que pour une année.

C'est nous qui devons payer cette augmentation et non la génération à venir. Ce sont, à mon avis, des dépenses courantes.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Si le député de Québec-Centre est favorable à l'augmentation du salaire des institutrices, comme je le crois, il doit admettre que le gouvernement doit prendre tous les moyens de leur assurer cette augmentation.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La loi ne dit pas que cet octroi de \$400,000 sera annuel. Le gouvernement ne peut laisser les corporations scolaires payer les augmentations dans les années à venir. On devrait dire qu'il s'agit d'une somme payable annuellement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien, ajoutons le mot annuellement.

**M. Hamel (Québec-Centre)** fait une observation en se tournant vers un collègue.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Se tournant dans la direction du député de Québec-Centre) Pauvre vous!

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je suis, dit-il, en faveur de cette mesure, sauf que je regrette l'insertion dans les résolutions du montant de \$400,000.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Si le fonds consolidé du revenu est suffisant pour couvrir cette dépense de \$400,000, très bien; s'il ne l'est pas, il faudra bien prendre les moyens. On n'empruntera que si c'est nécessaire.

**M. Hamel (Québec-Centre):** De cette façon, ce n'est pas nous qui paierons l'augmentation, mais les générations futures. Je crois, répète-t-il, que c'est un mauvais principe que de faire payer des dépenses courantes par les générations futures. Il n'en est pas de même du montant prévu pour le Congrès de la langue française, car ici, il ne s'agit pas d'une dépense courante.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Je ne crois pas que la jeunesse ait objection à l'encontre de cette mesure. D'ailleurs, le premier ministre a déclaré que certaines grandes corporations seront taxées de façon à créer un revenu suffisant pour couvrir cette dépense.

**M. Robinson (Brome):** Je ne puis comprendre que l'on s'oppose à cette mesure.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oh! Nous ne nous opposons pas. Vous comprenez mal le français.

**M. Bastien (Berthier):** Personne ne s'est objecté. Apprenez votre français.

**M. Robinson (Brome):** Pour ma part, je suis heureux de féliciter le gouvernement d'avoir présenté cette mesure, et si j'ai mal compris l'opposition, je m'excuse car je ne pense pas qu'aucun député puisse s'opposer à l'augmentation des salaires des instituteurs.

(Applaudissements)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Nous ne nous sommes pas opposés à l'augmentation des salaires des institutrices, mais nous sommes opposés à ce que le gouvernement emprunte à 30 ans pour payer une dépense qui doit être payée par la génération actuelle.

Il répète en anglais ce qu'il a dit.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On ne devrait pas emprunter pour payer les dépenses courantes.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose:  
4. Que le maximum du traitement du surintendant de l'instruction publique, au lieu d'être de six mille dollars soit de sept mille dollars, tel que prévu par la section 4 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

**M. Bastien (Berthier):** Il est plus chanceux que les députés dont on a réduit le traitement.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose:  
5. Que les sommes prévues aux résolutions 1, 2 et 3



qui précèdent seront payées à même le fonds consolidé du revenu de la province et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra cependant décréter le paiement entier ou partiel de ces sommes au moyen d'emprunts n'excédant pas trente ans et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par année.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pourquoi un droit d'emprunt? Ceci était une autre insistance de la politique du gouvernement qui, avec des projets de loi comme celui-ci, est en train de creuser le déficit dont on a déjà admis qu'il s'élève à plus de \$31,000,000. Je veux savoir, dit-il, quand et où le gouvernement va obtenir de l'argent pour couvrir cette nouvelle dépense. Le gouvernement nous a dit qu'il voulait faire payer l'augmentation du salaire des instituteurs par une taxe sur les compagnies qui exploitent nos ressources naturelles. C'est la déclaration que nous a faite l'honorable premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que l'opposition s'entende! Les deux branches de l'opposition ne se comprennent pas. Le député de Québec-Centre (M. Hamel) a crié au scandale l'autre jour parce nous avons dit qu'on taxait les compagnies d'électricité qui fournissent la lumière artificielle, pour leur faire défrayer le coût de la diffusion de la lumière intellectuelle de cette province. Voici maintenant que l'honorable chef de l'opposition trouve que l'idée de taxer les compagnies qui exploitent nos ressources naturelles est bonne. Que les deux oppositions s'entendent.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On s'entend là-dessus.

**M. Bastien (Berthier):** Que le premier ministre soit sérieux!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends que les électeurs de Berthier pratiquent l'humilité à un point tel que seuls ceux qui entendent leur député puissent comprendre. Nous avons dit que les compagnies qui distribuent la lumière artificielle devraient être taxées afin de nous permettre de favoriser le développement des lumières intellectuelles, répète-t-il, et quand nous voulons emprunter, vous protestez.

Personne ne va nier la légitimité de l'augmentation du salaire des professeurs ruraux. Quant aux fonds nécessaires, ils viendront de ceux qui peuvent contribuer. Qui voulez-vous donc que

nous taxions à part les compagnies? Nous sommes arrivés ici au pouvoir alors que tous les coffres étaient vides parce que les amis de l'ancien régime s'étaient repus et gavés, et il ne restait au fond des coffres que la trace des ongles de ceux-là qui allaient y chercher de l'argent. On avait tout pris! Nous n'avons que deux moyens pour nous procurer de l'argent: taxer ou emprunter. Car jamais nous ne traînerons les comptes.

Il ne faut pas oublier que les revenus de la province viennent des taxes perçues à ceux qui ont de l'argent. Aujourd'hui, nous sommes obligés d'emprunter pour payer nos dettes. Autrefois, l'ancien régime avait un système de pitons; nous, aujourd'hui, nous avons un régime de paiement et de réalisation.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je ne me suis jamais objecté à la taxation des grandes compagnies d'électricité qui exploitent nos ressources naturelles pour permettre au gouvernement d'augmenter le salaire des instituteurs. Mais j'ai dit que si on les taxe, ces revenus devront tomber dans le fonds du revenu consolidé et non servir à créer un fonds spécial. C'est ce à quoi je m'objecte. Qu'on ne s'arrange pas de façon que les grandes compagnies puissent dire: "C'est nous qui majorons les revenus des institutrices."

**M. Boyer (Châteauguay):** L'honorable député de Québec-Centre (M. Hamel) a été plus loin que cela. Il a ni plus ni moins prétendu l'autre jour que si nous taxions les grandes compagnies électriques pour augmenter le salaire des instituteurs et des institutrices, c'était de nature à les influencer et à acheter leurs opinions.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Ce n'est pas cela. Je ne permets pas à l'honorable député de Châteauguay de déformer ma pensée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'honorable député de Québec-Centre a jugé à propos de réfléchir, très bien, et je ne lui reprocherai jamais cela. Mais il a bel et bien prononcé les paroles que vient de lui rappeler l'honorable député de Châteauguay.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je soulève un point d'ordre. J'ai dit que cette taxe devrait tomber dans le fonds consolidé du revenu et non servir à créer un fonds spécial. Et le député de Québec-Est, dont la parole vaut celle de bien d'autres, peut corroborer mes remarques.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition, particulièrement ses membres dissidents, sont difficiles à satisfaire. Il y a quelques jours, le député de Québec-Centre s'est opposé à ce qu'on taxe les compagnies! Si le député de Québec-Centre juge à propos de changer ses paroles parce qu'il en a honte, nous allons marcher quand même.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le premier ministre doit accepter ma déclaration et il n'a pas le droit de changer mes paroles.

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est exactement ce que j'ai répété. L'honorable député de Québec-Centre a même déclaré que le gouvernement faisait comme aux États-Unis, où les influences de toutes sortes ont essayé d'acheter les universitaires et les éducateurs en général; et tout le monde ici l'a entendu dire que taxer les grandes compagnies, pour augmenter les salaires des instituteurs et institutrices, c'était vouloir essayer de les acheter.

**M. Hamel (Québec-Centre):** J'ai dit que si l'on plaçait les revenus de cette taxe dans un fonds spécial, au lieu de les verser au fonds consolidé, c'était un moyen détourné de vouloir influencer les professeurs. Je n'ai pas d'objection, dit-il, bien au contraire, à ce qu'on taxe les compagnies. Mais qu'on ne crée pas de fonds spécial.

**M. Boyer (Châteauguay):** Nous sommes à préparer un vrai trust du dévouement dans cette province au point de vue éducationnel. Le gouvernement de l'Union nationale marche de l'avant en disant aux grandes compagnies qui exploitent nos ressources naturelles: "Vous allez payer des taxes et nous aider à maintenir nos écoles et aider nos petites institutrices qui y consacrent leur vie et qui gagnent parfois \$200 par année, ce qui est une honte."

J'ai été satisfait de voir que le premier ministre a rencontré les gens de ces compagnies pour leur dire: "Vous exploitez nos ressources naturelles, mais vous allez contribuer à la cause de l'éducation." Voilà un moyen de lutter contre les trusts! C'est un moyen meilleur que celui du député de Québec-Centre. Je suis heureux que l'honorable premier ministre ait le courage de faire payer les grands trusts, en dépit de l'attitude des prétendus ennemis des trusts à la Sweezy, qui se battent pour une utopie.

(Applaudissements à droite)

**M. Drouin (Québec-Est):** Le député de Québec-Centre ne s'est pas objecté à cette taxe que

l'on impose aux compagnies, mais il s'est objecté à la création, pour les instituteurs, d'un fonds spécial avec cette taxe, en s'inspirant du rapport de Washington qui dit que l'on a eu recours à ce moyen pour faire de la propagande en faveur des trusts. Le député de Québec-Centre a donc dit qu'il était démontré qu'aux États-Unis, l'on s'était servi de l'éducation pour former une propagande favorable aux trusts. Et le député de Québec-Centre ne veut pas que nos instituteurs et institutrices puissent dire que si on augmente leur salaire, cela est une faveur des trusts.

Ce que veut le député de Québec-Centre (M. Hamel) et ce que nous voulons, c'est que les compagnies soient taxées et que le fruit de ces taxes soit versé au fonds consolidé. Nous ne voulons pas que l'argent soit versé dans un fonds spécial.

Le député de Châteauguay a parlé de nous avec beaucoup de dédain, comme si nous étions des champions d'une utopie, mais je répéterai ce que j'ai déjà eu l'occasion de dire: "Pas un député de l'Union nationale, avant les élections du mois de novembre 1935 ou du 17 août 1936, nous accusait d'être des utopistes."

Le député de Châteauguay disait-il la même chose quand il nous suivait? Il était avec nous dans ce temps-là; il avait alors besoin de ces utopies; il avait besoins de nous, nous qui, en patriotes, avons fait tous les sacrifices possibles pour faire une lutte d'idées.

**M. Boyer (Châteauguay):** Ceci prouve ce que j'ai avancé. Le député de Québec-Est dit qu'avant les élections du 25 novembre 1935 et les élections du 17 août 1936, nous étions heureux de le suivre et d'avoir avec nous ceux qui se prétendent les champions de la lutte contre les trusts. Et j'entends le député de Québec-Est dire qu'il était le seul patriote dans cette province à avoir combattu pour les idées que l'on sait. On va régler une fois pour toutes le fait de nous dire que nous étions heureux d'avoir ces messieurs avant le 17 août dernier.

Ignore-t-il qu'avant lui tous les chefs de l'opposition ont lutté? Ils ont crié pendant 20 ans contre les turpitudes du régime libéral. Et je dirai au député de Québec-Est que, de 1920 à 1935, avant qu'il ne quitte les rangs du régime Taschereau, il y avait des gens dans cette province qui luttèrent contre les trusts de l'électricité, mais ils n'avaient pas l'assentiment populaire parce que l'ancien régime avait les mains partout. Cela se passait avant que certaines personnes abandonnent le Parti libéral et avant que le député de Québec-Centre ne se fasse le champion de l'électricité.

Oui, bien avant que le député de Québec-Est ne soit connu, on se battait ici pour la défense des idées nobles que nous poursuivons. Les membres de l'opposition déguisée ne sont pas d'accord. Peu importe ce que fait le gouvernement, les dissidents sont mécontents. La Chambre est fatiguée d'entendre des exposés visant à montrer que seuls les dissidents protégeaient les intérêts des gens.

Et parmi ceux qui luttaient ainsi, il y avait, depuis 10 ans, les chefs de l'opposition et plus particulièrement, le premier ministre actuel...

(Applaudissements à droite)

Nous aussi, nous avons crié partout sur tous les tons et sur tous les toits qu'il existait un régime corrompu avec l'assentiment des bleus et des rouges, afin de contrôler nos ressources naturelles.

Avant le 17 août dernier, le député de Montmagny (M. Grégoire) disait, à Trois-Rivières, que M. Duplessis était le plus grand patriote pour bouter les trusts dehors. Aujourd'hui, il se contredit. À l'entendre parler, le député de Québec-Est est le seul patriote ici. Mais le député de Québec-Est a quitté son parti alors qu'il était déjà tombé. Le député de Québec-Est a dit lui-même pendant la campagne électorale qu'il n'y avait qu'un homme pour nous débarrasser du régime Taschereau et bouter dehors l'ancien gouvernement; et quand il parlait ainsi, il parlait de M. Duplessis. Il (M. Boyer) se lance dans un éloge dithyrambique du premier ministre.

On a parlé des partis. Bien avant que le député de Québec-Est ait le courage de laisser l'ancien régime; il le combattait, dit-il. Mais nous, croyez-vous que nous n'en avons pas faits des sacrifices, nous, les conservateurs qui avons laissé notre parti pour nous joindre à l'Union nationale? J'ai appartenu moi-même au Parti conservateur, et je n'ai pas hésité à abandonner des idées qui m'étaient chères pour débarrasser la province de ce régime de voleurs et de députés qui s'emparaient des chèques qui devaient aller à leurs électeurs. Je n'ai pas oublié mes idées, poursuit-il. Le gouvernement de l'Union nationale est bien existant et je défie les oppositionnistes de les rencontrer.

En vérité, laissez-nous tranquilles une fois pour toutes avec votre monopole du patriotisme. Vous n'êtes pas pesants dans la balance de l'opinion publique.

(Applaudissements)

**M. Bélanger (Montréal-Dorion):** J'ai écouté avec beaucoup d'attention les remarques de l'opposition et celles du député de Châteauguay. Je tiens à prendre la parole quand il s'agit d'un débat

sur la cause de l'éducation, car je m'y intéresse particulièrement.

Il faut faire confiance au gouvernement! Je sais que l'on peut se laisser entraîner à des discussions à cause des idées politiques différentes, mais je ne comprends pas que des membres de cette Chambre le fassent quand il s'agit de la question de l'enseignement. Je tiens à dire qu'une question aussi importante que celle de l'éducation doit passer avant toute question de parti; cette question est trop importante pour descendre dans la politique. Lorsqu'il s'agit d'une cause aussi sérieuse que celle de l'éducation, et l'enseignement, toute la Chambre devrait être unanime.

Je suis au courant de cette question. J'ai été professeur pendant 15 ans au service de la Commission des écoles catholiques de Montréal, et je connais la situation et les problèmes des professeurs, et les formidables responsabilités qui leur incombent. Tout ce que nous avons, nous le devons à l'institutrice. Je veux donc revendiquer ici et demander à cette Chambre de travailler pour les instituteurs. Je dis ces choses comme ancien professeur. Faites foi au gouvernement, je vous le demande, messieurs les dissidents.

On se plaît à dire que les institutrices et les institutrices ne sont pas payés, et pourtant, on nous a dit que nous étions à la tête de la Confédération. À la tête, peut-être oui quand il s'agit de l'expansion des trusts, mais pas en matière d'éducation; oui, pour le dévouement, les sacrifices de nos professeurs, mais non pas pour les salaires et les conditions de vie qui sont faites à nos instituteurs et nos institutrices. Je suis surpris, je le répète, que des hommes qui ont combattu, ou prétendu combattre contre les trusts se prononcent aujourd'hui, avec parcimonie, contre une loi qui va aider nos instituteurs. Que le gouvernement actuel pose l'acte qu'il pose aujourd'hui pour créer une taxe et une caisse éducationnelle, j'en suis. Je voterai avec le gouvernement!

(Applaudissements)

Dans le passé, on a été trop parcimonieux lorsqu'il s'est agi des salaires de nos instituteurs et de nos institutrices. Pendant la dernière campagne, l'Union nationale a revendiqué un traitement plus juste pour nos professeurs. Le gouvernement pose un acte remédiateur; il veut rendre justice à notre personnel enseignant. Je ne dis pas que, lorsque nous aurons les ressources nécessaires pour cette caisse, je ne serai pas en faveur d'amender la loi. J'en suis même si, au besoin, il fallait imposer des taxes. Si plus tard le gouvernement, après les enquêtes appropriées, peut encore améliorer la situation, alors on pourra fort bien amender la loi.

Les circonstances actuelles ne le permettent pas, mais rien n'est immuable dans les lois et il est souverainement injuste, quand un gouvernement prend une attitude énergique et utile, de chercher la petite bête noire dans des lois. Moi pour un, je sais que le gouvernement est sincère lorsqu'il présente cette mesure que nous discutons, et je lui donne mon appui à 100 %, non à titre d'aide au parti politique, mais comme Canadien français. Je serai content et heureux de me joindre à lui et de penser que j'ai fait quelque chose pour la classe des petits et des faibles.

(Applaudissements)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je répète que, comme toute cette Chambre, nous sommes en faveur d'un meilleur salaire pour les instituteurs et institutrices. Tout le monde est pour les résolutions et l'aide aux institutrices. Personne ne votera contre la loi. Seulement, au cours du débat, on a rappelé une discussion antérieure où on avait mal rendu mes paroles. Tout ce que nous discutons, c'est le mode d'emprunt et les moyens qu'on suggère de taxer les compagnies d'utilités publiques pour majorer ces salaires. J'ai dit et je dis qu'il est bon de taxer les compagnies, à condition que le produit soit versé au fonds général des revenus. Mais je dis qu'il faudrait se garder de constituer avec cette taxe un fonds spécial, car il aurait des effets nocifs. Car on sait, comme je l'ai dit, en me basant sur le document 92, alinéa 71a, de l'enquête de Washington...

(Rires)

... que les trusts de l'électricité, par des manœuvres habiles, avaient agi de façon à corrompre plus ou moins l'enseignement dans le continent nord, sur la question des utilités publiques.

En terminant, je répondrai aux injures qui m'ont été lancées. Je dis, pour répondre au député de Châteauguay (M. Boyer), que le député de Québec-Est (M. Drouin) restera dans l'histoire de la province comme l'une des plus belles figures politiques canadiennes-françaises.

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a actuellement devant la Chambre des résolutions qui demandent quoi? D'abord un fonds de \$20,000<sup>22</sup> pour le congrès du parler français à Québec; ensuite un fonds de \$85,000 par année pour des fins de réparation ou de construction d'écoles et maisons d'enseignement; et finalement \$400,000 annuellement pour aider les corporations scolaires rurales à améliorer le salaire de leurs instituteurs et institutrices.

J'étais loin de m'attendre, M. le président, qu'on critiquât le gouvernement qui donne à sa loi une telle portée sociale et qu'on vint parler au sujet de cette loi des questions de l'électricité, quand il est question de l'amélioration des salaires des instituteurs. Car il se trouve des gens pour voir de l'électricité là-dedans, des gens qui ont des idées fixes. On ne laisse pas circuler ceux qui ont des idées fixes. Mais si ces gens-là eussent vécu au temps du déluge, ils eussent protesté contre une tentative faite à ce moment-là, à supposer qu'il y en aurait eu une, d'utiliser les eaux du déluge pour construire un barrage, installer des turbines et créer de la force motrice et pour étatiser le déluge.

(Rires)

Ces gens devraient surveiller leur tendance à avoir des idées fixes, à cause des résultats désagréables qu'elles entraînent pour eux. S'il est permis d'avoir des idées, il n'est pas permis à ce moment d'avoir des idées fixes.

La présente loi devrait rencontrer l'approbation de tous les membres de cette Chambre puisqu'elle vise à l'amélioration du sort d'une classe, une des plus nobles de notre société canadienne-française, celle des instituteurs et institutrices. Mais est-il un spectacle plus révoltant que celui de quelques hommes qui s'opposent au relèvement d'une classe sociale? Ces protestations mal fondées causeront un mauvais exemple, non seulement dans notre province, mais dans tout le pays. Je ne comprends donc pas que des membres de cette Chambre continuent à dire que, en passant la présente loi, nous concourrions à faire corrompre les instituteurs et institutrices de cette province. C'est indigne.

Qu'est-ce que l'Union nationale? L'Union nationale a combattu pour un programme. Chose étrange, ce n'est plus aujourd'hui, 17 mai 1937, le programme du 17 août 1936. Jamais, ni de près ni de loin, je n'ai accepté les idées de ceux-là qui aujourd'hui veulent tout révolutionner. J'ai moi-même empêché la publication d'un programme trop exagéré que certains députés se disant de l'Union nationale voulaient publier à ce moment-là dans le district de Québec.

**M. Hamel (Québec-Centre)** proteste.

**M. Drouin (Québec-Est)** proteste.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai des témoins. Nous avons fait à ce moment-là l'union de toutes les couleurs. L'Union nationale a

été constituée d'indépendants, de libéraux et de conservateurs. Nous avons fusionné tous les partis, faisant souvent le sacrifice de certaines de nos idées afin de renverser le régime.

Nous avons adopté un drapeau aux couleurs non pas de parti, au point de vue de l'intérêt public. Je comprends que les députés qui s'opposent à cette loi ne soient plus derrière notre drapeau. Et ce drapeau tricolore était blanc, le blanc représentant l'honnêteté, la loyauté, l'idéal sans tache de l'ordre nouveau; le rouge, le rouge d'un autre parti qui fut grand, témoigne de la combativité et de la force...

**M. Bastien (Berthier):** Rouge, c'est la plus belle couleur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui! La plus belle couleur, surtout pour ceux qui sont susceptibles de rougir devant les actes qu'ils posent.

(Manifestations dans les galeries. Plusieurs spectatrices applaudissent)

Le rouge symbolisait l'ardeur des convictions, les élans généreux et patriotiques. Et le bleu représente un vieux parti politique et représente aussi l'azur du patriotisme étoilé, l'azur ensoleillé par l'amour de la patrie, l'idéal toujours plus haut, la poursuite des plus nobles buts.

(Applaudissements)

Mais pourquoi certains de l'Union nationale aiment-ils aussi ce drapeau bleu, blanc, rouge? C'est parce que, pour eux, le blanc est base de fiel; le bleu est base de désillusion et de déception, et le rouge est base de jalousie et de partisanerie politique.

(Brouhaha à la gauche dissidente)

Mais ce n'est pas là le but que nous visons, nous. Pourtant, dans le travail que nous faisons actuellement, nous avons espéré avoir l'appui de tous les gens bien pensants, même de ceux qui détestent le premier ministre pour les raisons que l'on sait. Car c'était la cause de l'éducation qui était en jeu. Je regrette que la grande cause de l'éducation en jeu n'ait pas réussi à tous nous réunir dans un commun accord de patriotisme et de désintéressement, pour offrir à toutes les autres provinces le spectacle d'une Législature unie. Il s'agit de rendre justice à ceux-là qui, à coups de sacrifices - comme les cultivateurs lorsqu'ils sèment et qu'ils récoltent d'abondantes moissons - à ceux-là lorsqu'ils sèment dans l'âme de notre jeunesse, terres fécondes, les plus beaux principes et jettent en leur intelligence et leur cœur les germes de foi, de l'instruction et de l'éducation.

(Applaudissements)

En acceptant d'être le chef de l'Union nationale, je n'ai rien sacrifié de mes idées. Je regrette que la grande cause de l'enseignement n'ait pas réussi à grouper tous les groupes dans cette Chambre. Heureusement que l'Union nationale est unie et a compris la grandeur de la cause de l'éducation. Et j'espère que ceux-là qui désirent tout à cor et à cris, à temps et contretemps, sauront se repentir devant l'ennemi qui nous guette.

(Applaudissements)

**M. Drouin (Québec-Est):** C'est bien là les habituelles sorties du premier ministre quand tout le monde est d'accord, excepté sur une simple modalité. On ne discute pas sur le principe de la loi! Et il nous reproche d'avoir orienté la discussion sur la question de l'électricité. Mais c'est le premier ministre lui-même qui a provoqué le débat en parlant tout à l'heure de cela avec le député de Québec-Centre (M. Hamel).

Puisque nous en sommes rendus là et qu'il vient de se dire des choses importantes, je crois devoir rappeler que le programme dont parle le premier ministre date de la convention du 7 novembre 1935. C'est le programme de l'Action libérale nationale en entier qu'on accepta. Quelques jours avant l'élection d'août 1936, c'était encore ce même programme qui était le nôtre, et le programme qui a été publié dans *L'Action catholique* n'était nul autre que celui-là. Je suis surpris que le premier ministre ait donné des ordres pour en empêcher la publication. C'est la première fois que je l'entends parler de cela.

**M. Bastien (Berthier):** Il commençait à tricher à ce moment-là.

**M. Drouin (Québec-Est):** Et si le programme n'a pas été publié, c'est donc, comme nous l'apprend le premier ministre lui-même, qu'il ne l'a pas voulu. C'est moi-même à Québec qui, me basant sur la convention du 7 novembre 1935, ai demandé de le publier dans *L'Action catholique*. Mais c'est pourtant le même programme, celui de l'Action libérale nationale, qui avait été accepté à la convention de l'Union nationale de Sherbrooke en 1936. Combien étrange, M. le président!

Le premier ministre a aussi parlé de drapeau. Et, à l'entendre parler, pour ceux qui ne partagent pas ses idées, au lieu de l'honnêteté dans le blanc, c'est du fiel au cœur qu'il y voit, lui; tout ce qu'ils touchent est entaché de fiel, précise-t-il. Et au lieu de l'azur, dans le bleu, c'est de la déception et de la désillusion; au lieu de la combativité, dans le rouge, c'est de la jalousie.

Mais, M. le président, qu'on respecte donc nos idées! Comme députés, tous tant que nous sommes, nous sommes ici obligés de respecter les opinions des autres sans continuellement les injurier. Nous respectons celles du premier ministre même si elles sont discutables.

Ce n'est pas par fiel que nous combattons le premier ministre. Le premier ministre devra cesser d'employer ces expressions. Nous combattons pour un programme aux principes desquels nous avons continué de croire sans rien y changer. Et notre drapeau ne contient ni fiel, ni déception, ni jalousie, ni désillusion, mais sur le filigrane de notre drapeau tricolore sont inscrits les mots loyauté, fidèles aux principes de l'Union nationale.

**M. Boyer (Châteauguay)** rit.

**M. Barrette (Terrebonne):** Me permettez-vous une question?

**M. Drouin (Québec-Est):** Vous parlerez tout à l'heure, une minute l'ami.

En terminant, je veux relever le défi du député de Châteauguay (M. Boyer). Je souhaite que le peuple de cette province comprenne et soit bientôt appelé à se porter juge dans la présente cause. D'ici peu de temps, nous verrons lequel des programmes et qui d'entre nous le peuple approuvera, et de quel côté sont les idées et les opinions saines.

**M. Boyer (Châteauguay):** La Beauce?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends le député de Québec-Est. Et je réalise sa situation; et s'il m'arrive de m'impatienter, je lui demande humblement pardon et d'être charitable à mon endroit.

(Avec ironie) Il m'a souvent aidé à comprendre des points de droit. Je lui fais amende honorable de ne pas pouvoir comme lui comprendre les textes de lois sans deux explications au moins. Car, lui, il a besoin de deux expressions d'opinion. Il a besoin de comprendre l'avis du peuple; il est allé dans la Beauce et on connaît son succès là-bas; le peuple s'est prononcé. En faut-il encore plus? Si le député de Québec-Est n'a pas compris le résultat dans la Beauce, eh bien! Qu'il tente un nouvel exploit, si ça peut l'aider à comprendre.

Il parle d'aller ailleurs. S'il lui faut que je répète deux fois la même chose pour qu'il comprenne, eh bien! que ce soit deux fois pour que ce soit clair.

**M. Barrette (Terrebonne):** J'entendais tout à l'heure le député de Québec-Est (M. Drouin) parler du filigrane du drapeau de l'Union nationale portant les mots loyauté, etc... Mais a-t-il toujours parlé loyauté? Je me demande quel succès électoral aurait eu le député de Québec-Est si, aux dernières élections du 17 août, il avait dit à la province que l'opposition déguisée serait en caucus continuuel avec les membres de l'opposition libérale que nous combattons, et s'il avait aussi révélé ses conférences à table avec le député de Berthier au Café du Parlement.

Ce mot loyauté, nous l'avons enlevé du drapeau. Nous l'avons gardé en Chambre, la loyauté dans son vrai sens du mot.

Et vous allez trouver dans cette Chambre des députés nationaux vraiment unis. Unis contre certains députés qui se targuent de franchise, du sens des responsabilités et qui votent ou avec l'opposition libérale ou qui s'absentent lorsque nous demandons un vote. Nous n'avons pas peur de nos opinions, de la franchise et des responsabilités. Nous comprenons maintenant pourquoi les députés font maintenant de l'obstruction à tout ici. C'est l'irritation et le dépit qui les mènent. Et pourtant, l'autre jour, quand il fut question de voter sur une loi importante, celle des Sulpiciens, ils n'étaient pas là. Ils n'ont pas voté. Et aujourd'hui, il est question d'améliorer le sort des instituteurs et ils s'opposent encore à cette mesure en y mêlant l'électricité. Eh bien! J'affirme que le peuple de cette province s'est déjà prononcé dans le présent cas. La Beauce a parlé.

L'été s'en vient, le temps des vacances arrive, et nous sommes prêts à vous rencontrer. MM. les dissidents où vous voudrez, quand vous voudrez, dans n'importe quelle réunion populaire... du moins en ce qui me concerne.

**M. Drouin (Québec-Est):** Très bien, parfait.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** La Chambre est appelée cet après-midi à se prononcer sur des résolutions d'une grande portée sociale, et l'on semble avoir choisi l'occasion pour émettre des opinions de toutes sortes. Il est étonnant de voir qu'un débat aussi grave comme celui-ci ait originé sur une question qui regarde le salaire des institutrices. Nos amis ont un don spécial pour détourner la question et l'amener à la politaillerie. On a été jusqu'à dire que le trust de l'électricité corrompt l'enseignement dans notre province et dans toute l'Amérique du Nord, si j'ai bien saisi les paroles du député de Québec-Centre (M. Hamel).

Les paroles ont dépassé la pensée de celui qui les a prononcées; autrement, il insulte, ou je me trompe fort, tout le corps enseignant de la province comme du pays; il s'attaque aux petits instituteurs qui se dévouent pour la modeste somme de \$100 par année. Comment peut-on supposer cela un instant, quand on connaît le zèle des milliers et des milliers de nos religieux et de nos prêtres, le dévouement de nos religieux en retour de salaires ridicules. Il me semble qu'on devrait, pour le moins, faire des réserves et avoir honte en émettant des opinions de cette sorte.

Est-ce pour cela que, lorsque le parti national a secouru l'œuvre et la communauté des Sulpiciens, nos honorables amis dissidents, qui viennent aujourd'hui nous donner de faux motifs d'agir, se sont absentés? Oui, quand le gouvernement actuel a écrit une des plus belles pages de son histoire en aidant la congrégation des Sulpiciens, vendredi soir, les députés de Québec-Centre (M. Hamel) et de Québec-Est (M. Drouin) n'étaient pas là. Ils n'ont pas voté le \$5,000,000 pour les Sulpiciens. Et faut-il rapprocher de cette absence remarquée en Chambre l'accusation formidable que vient de prononcer le député de Québec-Centre contre l'enseignement qu'il dit corrompu par le trust? Le député de Québec-Centre n'a certes pas compris les conséquences de ses paroles et j'espère qu'il se rétractera.

Tout à l'heure, on a parlé du programme de l'Union nationale<sup>23</sup> publié dans les journaux. Le député de Québec-Est nous a accusés de ne l'avoir pas suivi. Eh bien! J'ai dit que le programme de l'Union nationale, publié le 16 août, ne contenait rien au sujet de l'achat de la Beauharnois et de la création de cette Hydro dans la province, comme je l'ai prouvé l'autre jour sans me faire démentir.

**M. Drouin (Québec-Est):** Quand le ministre dit qu'il n'y a rien dans le programme de l'Union nationale au sujet de l'Hydro et qu'il s'est fait fort de le démontrer l'autre jour sans se faire contredire, se rappelle-t-il que je lui ai cité des textes à ce moment?

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Les textes que vous avez lus ne se rapportaient pas au sujet. Je répète que le programme de l'Action libérale nationale ne contenait rien qui nous obligeait à faire l'achat de la Beauharnois et à la création d'une Hydro. Cependant, le programme publié le 16 août comportait la promesse de lutter contre les dictatures économiques créées par le trust de l'électricité. Mais tous les esprits savent que les trois lois que nous avons passées sur l'électricité, au cours

de cette session, donnent à la province tous les instruments nécessaires au gouvernement pour assurer à la population la concurrence contre le trust de l'électricité. Ces lois sont les meilleures passées dans cette Chambre, en la matière, et nos adversaires ne donnent même pas justice au gouvernement en lui laissant la chance d'expérimenter ces lois. Tout n'est donc qu'à base de haine; on nous combat à travers nos lois; que ces lois soient bonnes ou non, il faut combattre les hommes du gouvernement.

Il y a d'autres moyens à employer pour combattre les trusts et je n'en connais pas de plus efficaces que les taxes. C'est ce que le gouvernement fait. Quand l'autre jour, et cet après-midi encore, j'entendais le député de Québec-Centre blâmer le gouvernement de taxer les grosses compagnies d'utilités publiques, les trusts, pour venir en aide à la pauvre institutrice de campagne, je me suis fort étonné.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Point d'ordre. On n'a pas le droit de déformer ma pensée. Je ne suis pas contre la taxe des trusts, mais je me suis opposé et je m'oppose encore à ce qu'on forme un fonds spécial avec ces taxes dans le but de majorer le salaire de l'instituteur et l'institutrice.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** J'ai entendu le député dire qu'il était contre ces taxes. Il n'a peut-être pas dit cela directement, mais il l'a dit indirectement. Et cette Chambre est témoin de ses paroles. Il a dit: "Vous allez essayer de corrompre l'enseignement en imposant cette taxe qui vient des trusts." Il prétendait qu'on allait corrompre le peuple en leur faisant croire que les compagnies avaient droit à leur reconnaissance. Mais, au contraire, cette taxe contre les compagnies d'électricité est, à mon avis, l'une des taxes les mieux inspirées et nous n'avons pas honte de la supporter. Nous créons derechef avec elle un instrument merveilleux contre l'emprise même du trust.

Il est injuste de venir traiter les membres du gouvernement de traîtres, comme le fait le député de Québec-Centre. Il voit des trusts partout. Mais suppose-t-il que nous aurions la félonie d'enchaîner l'une des classes les plus méritantes de notre population aux trusts? Suppose-t-il que nous en voudrions aux puissances d'argent, nos communautés religieuses qui existent depuis 100 ans? Non, tout cela vient de l'irritation. Nos honorables amis de Montmagny, de Québec-Centre et de Québec-Est devraient cesser de faire croire qu'ils ont le monopole, à eux seuls, de la vertu et de la compréhension des problèmes.

Lors de l'assemblée de la Baie-du-Febvre, je me rappelle fort bien les paroles du député de Montmagny (M. Grégoire), par exemple, quand il nous disait qu'il n'y avait pas d'homme mieux qualifié pour faire la lutte que le député de Trois-Rivières. "Je n'aimais pas le député de Trois-Rivières autrefois, mais après avoir vu le merveilleux lutteur qu'il était, disait-il, je suis profondément convaincu que lui seul est capable de renverser le régime et de nous conduire à la victoire."

Au risque de déplaire moi-même, je le trouvais trop ardent et j'osai lui rappeler qu'il ne fallait pas rattacher la réputation du député de Trois-Rivières au seul fait qu'il a conduit la lutte aux *Comptes publics*, mais que sa bataille s'échelonnait sur une période de sept ou huit ans de luttes ardentes dans l'opposition, alors qu'il était pratiquement seul devant une meute rugissante d'une écrasante majorité libérale.

Et le député de Québec-Centre (M. Hamel), venu en Gaspésie avec moi pendant la campagne, proclamait le chef du gouvernement comme l'un des plus grands patriotes de la province. Il le répétait à la veille des élections, mais le soir du 26 août, il allait cependant lui-même insinuer que le premier ministre cédait à l'influence des trusts parce que lui et le député de Montmagny n'avaient pas de portefeuille dans son cabinet.

Lors de l'assemblée tenue au Palais Montcalm, le soir de l'assermentation, le député de Québec-Centre parlait même du fameux \$150,000 de contribution du trust d'électricité à la caisse électorale. À plusieurs reprises, dans la suite, il a déclaré que le premier ministre était l'esclave des trusts, mais sans le prouver. Pourquoi ces insinuations? Tout simplement parce que nous sommes dans la première rangée, tandis que lui et ses amis sont sur la deuxième.

(Applaudissements à droite)

Ce fut le cas, il n'y a pas si longtemps, au cours de la campagne de Beauce. J'entendis moi-même là-bas le secrétaire du maire de Québec, M. Dussault, dire du chef du gouvernement que c'était un traître, un lâcheur, et qu'il faudrait porter au pouvoir le député de Québec-Centre et ses amis. Il criait: "À bas les traîtres, les lâcheurs, les esclaves du trust." C'est injuste.

Mais tous les grands patriotes sont récompensés de la même façon. Il semble ici, au pays, que ce soit le cas de tous ceux qui sont parvenus à la tête du parti qu'ils menaient à la victoire, de se faire appeler des traîtres. Ces gens qui ont fait quelque chose pour leur pays, on les a

toujours traités de lâches. Ce fut le cas des Cartier, des Macdonald et de Laurier lui-même. On dirait que c'est la rançon du travail et du dévouement inlassable qui anime ces chefs. Si vous faites votre devoir, vous passez pour un traître. Mais s'il faut que tous les grands hommes soient appelés traîtres, le premier ministre actuel n'aura pas à rougir de l'insulte qu'on lui porte. Il est au-dessus de tout cela. Malgré les accusations, rien n'a été prouvé et les accusations sont tombées d'elles-mêmes.

Quand, plus tard, notre chef le premier ministre sera parti pour l'au-delà, dans un monde meilleur, et qu'il verra les lumières éternelles, il aura mérité, de la patrie et de tous ses fidèles et loyaux lieutenants, de passer à l'histoire comme le plus grand premier ministre de la province de Québec. Car les hommes passent, mais leurs œuvres demeurent. Il aura et gardera l'admiration de ses compatriotes et de sa province.

(Applaudissements)

**M. Hamel (Québec-Centre):** On a parlé de toutes espèces de choses: de loyauté, de la Beauce, des responsabilités, de drapeau, de trahison, de haine et de l'enseignement corrompu par les trusts. On a déformé même mes paroles.

Je ne jette pas d'injures sur les religieux et les religieuses de la province qui se vouent à l'enseignement. J'ai dit et je répète que le trust de l'électricité a déjà corrompu l'enseignement sur ce continent.

**M. Boyer (Châteauguay)** rit.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Cette corruption s'est étendue même à certaines maisons d'enseignement et j'ai, là-dessus, l'aveu d'un père religieux. Qu'on aille lui demander son avis. Ce n'était pas injurier notre corps enseignant.

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est un compliment, je suppose.

(Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Et quant à ce que j'ai avancé au sujet des agissements des trusts à l'endroit des maisons d'éducation américaines, je peux vous donner la preuve de cela. C'est assez prouvé ces choses, dans les volumes de l'enquête de Washington. Lisez ces livres.

**Des députés:** Non!

(Rires)



**Un député ministériel:** Il est fatigant avec ses volumes.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Il n'y a pas de danger que vous les lisiez.

Quant au programme de l'Action libérale nationale<sup>24</sup>, l'écrit signé par M. Paul Gouin ne devait pas empêcher l'accomplissement de certaines réformes qui lui avaient été promises. C'est sur ces engagements que certaines gens étaient patriotes. Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) nous reproche d'avoir fait des éloges du premier ministre au cours de la campagne électorale d'août 1936. C'est qu'alors nous avions confiance dans les écrits qu'il avait signés en prenant l'engagement solennel de combattre les trusts de l'électricité. Mais tout cela a été renié, déchiré.

**M. Boyer (Châteauguay):** Derrière vous?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Pas derrière moi, derrière mes idées. On ne marche plus aujourd'hui derrière un homme, on marche derrière des idées. Lorsque le peuple est trahi, il sait se souvenir.

**Des députés de l'opposition:** Très bien, très bien.

**M. Béïque (Chambly):** Je ne veux dire qu'un mot à la suite de ce débat...

**M. Bastien (Berthier):** 6 heures, 6 heures.

**M. Béïque (Chambly):** Nous avons combattu sous la direction d'un chef distingué et nous avons remporté la victoire. Aujourd'hui, qu'on veut taxer les trusts, je m'étonne que les soi-disant champions de la lutte contre les trusts soient les premiers à s'y opposer. Ils sont tous en faveur de taxer les trusts, mais pas pour l'institutrice.

Si l'argent des taxes ne va pas à l'institutrice, il faudra qu'il aille ailleurs, aux ouvriers et aux autres classes de la société. Alors, on s'opposera de nouveau contre la taxe des trusts parce que ces autres classes seront supposées être corrompues par cet argent. Voilà le manque de sincérité de ces dissidents. Ils ne parlent qu'à base de déception.

**M. Boyer (Châteauguay):** Et de fiel!

**M. Béïque (Chambly):** Il y en a parmi eux qui ont voulu tout simplement sauver leur situation

politique compromise. Le député de Québec-Est (M. Drouin) se vante d'avoir laissé le gouvernement libéral. Il a bataillé avec le Parti libéral pendant 10 ans pour le quitter au moment où il a senti venir la défaite de l'ancienne administration, au moment où le régime était traqué de toutes parts.

**M. Drouin (Québec-Est):** Pardon. Le député...

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Parle plus fort, Oscar, on ne comprend pas.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le député de Chambly doit savoir, lui qui a déjà siégé longtemps dans l'opposition, que c'est dès 1932 que j'ai lâché le Parti libéral. Le parti était fort à ce moment-là et le député de Chambly venait souvent se plaindre à moi.

**M. Boyer (Châteauguay):** Vous êtes un petit lâche, petit lâche, petit lâche.

**M. Béïque (Chambly):** Mais non, mais non. L'honorable député de Québec-Est était avec le régime jusqu'en 1933 ou 1934. Ce dont je suis certain, c'est que cela vous a pris du temps à partir. (Rires)

**M. Drouin (Québec-Est):** Mais vous avez été content de m'avoir.

**M. Béïque (Chambly):** Et qu'est-ce qu'on fait après avoir lâché son parti comme le député de Québec-Est? On va se jeter dans les bras de ceux qu'ils combattaient hier afin de suivre des ennemis libéraux. Cela est connu. On fraie ensemble et on se demande des conseils.

Il est curieux de voir les membres de l'opposition déguisée s'unir maintenant avec l'opposition libérale. Les dissidents manquent de sincérité. Ceux qu'on a condamnés, la veille, on ne va pas se jeter dans leurs bras le lendemain! Mais je trouve plus curieux encore que les deux oppositions soient contre la présente loi. Vous n'avez pas été sincère. Vous n'appliquez pas bien vos idées, puisque vous faites cela.

(Applaudissements à droite)

Ils ne veulent pas que le gouvernement impose une taxe aux grosses compagnies. Mais où prendra-t-il l'argent s'il ne va pas le chercher dans la poche des puissants, chez ceux qui sont le plus en mesure d'aider les petits? Contradiction, contradiction et mauvaise volonté. Voilà comment peut se qualifier la présente conduite des membres

des deux oppositions qui sont à la veille de n'en former qu'une.

(Rires et applaudissements)

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose:  
6. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** demande la permission de présenter le bill 64 relatif au congrès du parler français de 1937, au salaire des instituteurs ruraux et à la question éducationnelle en général.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 17 mai 1937

#### Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 44 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour supérieure siégeant dans le district de Rimouski;

- bill 50 favorisant le progrès de la colonisation et le maintien des cultivateurs sur la terre;

- bill 53 relatif à l'expédition du bois à l'étranger.

#### Explications sur des faits publiés:

##### Article de *La Nation*

**M. Pouliot (Missisquoi):** Je proteste, dit-il, contre un article publié par un hebdomadaire de cette ville, et qui comporte certaines attaques contre le premier ministre. Cet article de la *Nation* est inique et je désire protester avec toute l'énergie dont je suis capable contre une telle attaque à l'adresse du premier citoyen de cette province. Tout le monde le sait, le premier ministre est un homme sincère et un croyant, et ce journal, qui semble être l'organe de certains députés de cette Chambre, n'a pas le droit de traiter ainsi le premier ministre de notre province.

##### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je demanderais à mes amis de traiter cet article avec tout le mépris qu'il mérite. Il y a longtemps que je suis dans la vie publique, et je suis habitué à ces procédés. Les injures personnelles me laissent froid, mais c'est différent quand on lance des injures à une belle œuvre. Je ne parlerai pas davantage sur le sujet, car je ne veux pas servir de mégaphone à ces individus. Je me soucie peu de ces attaques en sachant que j'ai obtenu la confiance de la population, et que j'ai toujours été entouré de l'amitié du Frère André, celui qui m'était cher, qui est disparu et à qui on a fait allusion dans cet article.

(Applaudissements)

#### Tramways de Montréal

##### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 60 relatif au règlement de la question des tramways de Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra instituer un comité d'enquête composé de pas moins de trois membres et de pas plus de cinq, dont un président et un vice-président; qu'il sera attribué à chacun de ces membres la rémunération qui sera fixée par l'arrêté ministériel qui les nommera ou par tout arrêté ministériel ultérieur; qu'en cas de décès, de démission ou d'incapacité d'agir, le lieutenant-gouverneur pourra pourvoir à leur remplacement et que deux membres du comité formeront le quorum.

Adopté.

2. Que le comité sera autorisé, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, à employer tous les experts nécessaires et toutes personnes utiles ou nécessaires pour l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions et à fixer leur rémunération.

Adopté.

3. Que toutes sommes nécessitées pour l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront prises à même le fonds consolidé du revenu; mais que ces sommes ne constitueront que des avances et seront remboursées au gouvernement de la province en la manière et en la forme décrétées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 60 relatif au règlement de la question des tramways de Montréal.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 60 relatif au règlement de la question des tramways de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>25</sup>:

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'aimerais savoir si cette loi a été demandée par le conseil municipal de Montréal, car il s'agit d'une question qui intéresse avant tout les autorités municipales de Montréal et la compagnie du tramway. Quelle est l'idée du gouvernement d'intervenir dans une affaire qui intéresse Montréal sans attendre que Montréal ait demandé cette intervention du gouvernement?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'on remarque l'attitude de l'opposition. Il s'agit d'une mesure remédiate et, dès les premiers mots, l'opposition se lève pour faire des objections. Elle a supporté, il est vrai, un régime qui a fait bien du mal à toute la province et à la ville de Montréal surtout. Lors de l'étude du bill de Montréal et lors des déclarations que nous avons faites à Montréal, au cours de notre grande assemblée de la campagne électorale, nous avons pris des engagements envers la population. Nous avons déclaré en maintes circonstances que c'était l'intention du gouvernement d'intervenir pour régler la question du tramway par un organisme indépendant. Nous tenons aujourd'hui nos promesses.

Il faut remonter aux années 1915 ou 1917 pour avoir les origines de cette histoire. Sans consulter les autorités municipales de la ville de Montréal, le gouvernement Gouin a nommé une commission exclusivement gouvernementale pour s'occuper des tramways. Sur la commission qui ne comprenait que des créatures du gouvernement, il y avait des libéraux et des conservateurs. Mais aujourd'hui, le gouvernement de l'Union nationale n'a rien de commun avec les faux libéraux ou les faux conservateurs qui s'unissaient et se servaient des noms des deux partis pour mieux passer leurs "schemes".

À la suite de la formation de cette commission, il y eut une enquête et finalement un contrat. Un contrat a été passé sans que la ville de Montréal n'eût été consultée, et on a garanti des dividendes de 6 % à 7 % et des profits de 5 % à 6 % sur les actions aux porteurs. Il n'y avait cependant aucune garantie pour les salaires des ouvriers de tramways ou pour assurer des avantages aux ouvriers

qui utilisaient les tramways. Lorsque la population de Montréal réalisa cette tentative odieuse de la mettre en tutelle au bénéfice de la compagnie de tramway, il y eut des protestations de part et d'autre. Un homme d'État dont l'honnêteté et l'intégrité sont restées proverbiales, M. Andrew MacMaster, un libéral sincère, était présent à cette grande assemblée.

Comme les autres, il dénonça ce contrat et la Commission de tramway. Mais, dans la suite, le gouvernement Gouin n'a rien fait pour changer la situation; le gouvernement Taschereau n'a rien fait également. Les messieurs d'aujourd'hui, qui supportèrent l'un des deux gouvernements sinon les deux, ne firent rien. Les régimes de ces deux gouvernements restèrent au pouvoir pendant 24 ans après, mais on en était toujours au même point.

On avait assuré la protection des porteurs de débetures et des actionnaires, mais on avait fait preuve de négligence envers les employés, les usagers du tramway et la ville de Montréal. Nous sommes au pouvoir depuis moins d'un an et nous avons décidé de remédier à cet état de choses. Qu'on voie la différence. Aux 24 années d'apathie, d'oppression du peuple, de favoritisme au bénéfice des puissants, de négligence des droits populaires sous l'ancien régime, nous répondons par une action immédiate quelques mois après notre arrivée au pouvoir.

Nous allons procéder rapidement. Il ne nous appartenait pas d'usurper des fonctions judiciaires et de délimiter les responsabilités. Cela appartenait à un organisme compétent. Nous constituons aujourd'hui un genre de tribunal dans les limites de la juridiction gouvernementale: un comité d'études chargé d'étudier la question sous tous ses aspects. Nous lui donnons les pouvoirs les plus étendus.

Ce tribunal aura d'abord pour mission d'évaluer l'actif physique de la compagnie, d'enquêter sur la structure financière de la compagnie, de faire le relevé des salaires payés au directeur, à ses officiers et des gages payés aux employés; d'étudier l'opportunité de changer le système actuel de transport, de proposer des remèdes, d'étudier le contrat et de faire rapport dans les huit jours de la première session. En moins de 12 mois, nous accomplissons ce que l'ancien régime n'a pas voulu faire en 24 ans.

C'est un acte courageux que l'ancien gouvernement n'a pas fait parce qu'il était l'instrument des trusts. Il ne s'agit pas de saboter. Dès le début, le chef de l'opposition a voulu faire des objections pour montrer que l'opposition actuelle entend bien demeurer aussi amie avec la compagnie que ne l'était l'ancien gouvernement.

Nous ne craignons aucun trust. Le gouvernement de l'Union nationale se fiche du trust du tramway, car un seul trust l'intéresse, le trust du peuple et un seul monopole, le monopole de l'intérêt public. Ce que nous disons, nous le faisons. J'aime mieux l'exactitude d'un homme qui parle franchement et honnête que celle d'un homme qui cache ce qu'il pense. En plus de former un comité d'études, récemment encore, nous avons dit à la compagnie: "Vous allez payer \$1,000,000 à la ville de Montréal."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Comment! Il n'est pas encore payé, ce \$1,000,000? Il devait être payé la semaine dernière<sup>26</sup>, il me semble? Mais la présente loi nous fait voir qu'il n'en est rien. En effet, la compagnie, par le biais du projet de loi, obtient un délai considérable pour payer cette somme. Mais ce n'est pas \$1,000,000 que la ville de Montréal prétend avoir droit, mais bien \$1,500,000.

**Un député:** On n'avait pas de valise<sup>27</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce qui intéresse le chef de l'opposition, c'est l'argent. Ce qui nous intéresse, c'est de donner à la ville de Montréal ce qui lui appartient. Les officiers de la compagnie sont venus nous voir, et nous leur avons dit qu'ils devraient payer ce montant. À la suite de rencontres et de ses démarches, dit-il, ils ont montré une coopération dont je les félicite et ils ont consenti à payer dans le cours de l'exercice fiscal de Montréal. Entre le 1<sup>er</sup> mai et le 30 avril suivant, la compagnie devra payer \$1,000,000.

Que le chef de l'opposition en fasse autant, que les patriotes qui critiquent à tort et à travers nous montrent la millionième partie de ce qu'ils ont accompli dans le même sens.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Est-ce que ce paiement est définitif et est-ce que la compagnie ne demandera pas à la ville ensuite de lui remettre ce montant de \$1,000,000?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, ce montant est définitif et la compagnie se réserve un crédit sur ce \$1,000,000 qui restera dans les coffres de la ville de Montréal. Le paiement est fait sans préjudice aux droits de la cité de Montréal et de la compagnie. Nous ne sommes pas de ceux qui disent, au sujet des débetures de la ville de Québec, qu'il ne faut pas mettre dans ces débetures une clause pour dire qu'elles seront rachetables et qui, du

même souffle, veulent autoriser la ville à acheter ces débetures de force sans en avertir les porteurs.

Nous sommes honnêtes, nous, et nous aimons mieux celui qui remplit ses promesses que celui qui pose à l'honnêteté et à l'intégrité, mais qui dit: "N'allez pas mettre une clause pour déclarer que les débetures seront rachetables, mais rachetez-les de force ensuite." Si c'est de l'honnêteté ça, nous aimons mieux ne pas agir de même.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** commente la loi et relève les paroles du premier ministre au sujet du contrat.

Le bris du présent contrat a-t-il été demandé par le conseil de ville?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au comité, les échevins nous l'ont demandé.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, mais pas le conseil. Ça ne vaut rien.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La ville de Montréal m'a félicité et les chefs libéraux de la métropole se sont levés en disant: "Si nous avions eu un premier ministre aussi dévoué et qui eu autant de courage dans le passé, le problème serait depuis longtemps réglé."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** D'habitude, les conseils municipaux ne parlent pas par l'entremise d'individus, mais par des résolutions. J'aimerais voir la résolution du conseil de Montréal. Le premier ministre blâme l'ancien gouvernement d'avoir agi *motus proprio* et il fait la même chose. Je blâme le gouvernement actuel de nommer une nouvelle commission quand il prétend qu'il n'en nomme pas, sous prétexte de ne pas agir comme l'ancien gouvernement.

Ce bill ne règle en rien la question du tramway. La loi qu'on nous présente décrète simplement que le gouvernement pourra nommer une de ces fameuses commissions qui fera une enquête et que l'on devrait abolir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Êtes-vous pour ou contre?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Souriant) On verra ça.

(Rires)

Je n'ai pas coutume de cacher mes opinions, le premier ministre le sait. Je veux montrer la

manière de procéder du gouvernement. Le premier ministre prétend toujours respecter l'autonomie. Il devait tout rénover et redonner à toutes les municipalités leur autonomie.

Il aurait dû obtenir une résolution du conseil de ville! Quel conseil municipal lui a demandé de faire une pareille enquête?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement actuel n'attend l'autorisation de personne pour faire son devoir. Je n'attends d'autre désir que celui du peuple. Le gouvernement agit sans délai comme il s'était engagé à le faire.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est un gouvernement de dictature que nous avons.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ayez le courage de voter!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, au moins que le premier ministre nous laisse le droit de voter. Il nous a enlevé la liberté de parole, mais pas encore celle de voter, ou plutôt il nous l'a enlevée une fois. Il a réussi à nous empêcher de voter et de discuter un bill.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Il est défendu de référer à un débat antérieur.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il ne s'agit pas d'un débat antérieur, mais de l'absence d'un débat.

(Rires)

Il est dit, dans la loi que la compagnie déposera, sans préjudice à personne, la somme de \$1,000,000. Pourtant le \$1,000,000 devait être payé à Montréal il y a deux semaines. Voilà que ça retarde.

Maintenant, la compagnie a jusqu'en 1938. Je comprends que \$1,000,000 ce n'est pas beaucoup pour le gouvernement, et c'est pour ça que nous serons bientôt tous ruinés si on ne trouve pas un moyen de se débarrasser du gouvernement assez rapidement.

(Rires)

Et le \$1,000,000 n'est pas un cadeau du gouvernement s'il est dû par la compagnie sans préjudice aux droits de la ville et sans préjudice aux droits de la compagnie, on sait ce que ça veut dire?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui va le retirer?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si la ville le retire et qu'elle est obligée de la rembourser, ça ne le paiera pas beaucoup. Lorsque le premier ministre était dans l'opposition, il condamnait la commission nommée par l'ancienne administration. Vous prétendiez, de plus, que vous ne deviez plus nommer de commissions et vous avez passé votre temps à en créer sous différents noms, depuis que la session est en cours. On a des offices de ci, des organismes de ça, des régies de ceci, des comités de cela, et tout ça, ce sont des commissions. Comme les autres gouvernements, le gouvernement actuel se voit forcé de former des commissions. Le gouvernement n'a pas trouvé un autre moyen d'administrer. De par cette loi, le gouvernement crée une nouvelle commission...

**Un député:** Une commission sur les valises.  
(Rires)

**M. Robinson (Brome):** Je demande au chef de l'opposition la permission de poser une question.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** refuse.

**M. Robinson (Brome)** parle.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je félicite, dit-il, le député de Brome (M. Robinson) de pouvoir parler en français.

Le premier ministre a dit souvent que la Chambre ne devrait pas prendre la place d'un juge, mais il forme un comité qui aura en somme le pouvoir de décision d'un juge. Tout ce que fait le gouvernement, il crée un comité d'études. Mais ce n'est pas la commission qui va régler, c'est le gouvernement.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le bill ne me déplaît pas. Au contraire, il paraît assez bien dans son ensemble. Si on est sincère, la ville de Montréal peut certainement en tirer profit, car on sait quel mouillage a pratiqué la compagnie, que j'évalue à \$455,000,000.

Les journaux ont parlé d'une commission d'enquête...

**M. Barrette (Terrebonne):** Dans la *Nation*?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Non.

**M. Barrette (Terrebonne):** Dans quel journal avez-vous vu ça?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Dans *Le Devoir*, je crois.

**M. Barrette (Terrebonne):** À quelle date?

**M. Drouin (Québec-Est):** Pourquoi pas demander aussi dans quelle page?

**M. Barrette (Terrebonne):** Et dans quelle colonne, quelle ligne?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Ce qui m'intrigue seulement, c'est que le \$1,000,000 dont on nous a parlé est dû à Montréal et n'est pas encore payé, et je vois qu'il ne le sera pas totalement avant 1938 et la compagnie pourra le réclamer. Ce n'est pas si clair que cela. Lorsque le premier ministre en a parlé, j'avais compris qu'elle avait reçu une sommation pour la payer la semaine suivante et qu'elle s'était exécutée.

**M. Boyer (Châteauguay):** Si le député me permet une question, est-ce que le bill n'est pas de nature à aider un tout petit peu Montréal?

**M. Hamel (Québec-Centre):** Beaucoup. Je viens de le dire, je voterai pour avec plaisir, mais il était si clair que Montréal aurait du avoir ce \$1,000,000 l'autre semaine. C'est une porte ouverte aux procès; le bill comporte des dangers et une menace pour des échevins.

Maintenant, le premier ministre attaque toujours notre droiture, notre caractère. Mon Dieu! Quand finira-t-on? Je n'ai pas la perfection du premier ministre, c'est admis une fois pour toutes. Qu'on cesse donc de s'attaquer à notre personne. Alors que l'on parle donc de choses dans l'intérêt de la province. Je veux simplement savoir pourquoi ce \$1,000,000 n'a pas été payé.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On a mauvaise grâce à se plaindre des attaques, surtout pour le député de Québec-Centre, lui qui loin de la Chambre, traitait le premier ministre de Judas, de traître, de vendu, etc.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le premier ministre n'a pas le droit de dire cela. J'en appelle au témoignage des journalistes qui m'ont suivi dans la Beauce; je n'ai jamais parlé ainsi, j'ai fait une lutte d'idées et je n'ai injurié personne. D'ailleurs, le premier ministre devrait être le dernier à m'accuser de choses semblables. J'ai fait des luttes dignes et

loyales avec lui et il sait de quelle façon je traitais nos adversaires d'alors.

**M. Boyer (Châteauguay):** Vous avez dit pire que cela. Vous avez injurié profondément le premier ministre. Vous avez dit qu'il était pire que Taschereau.  
(Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je ne me rappelle pas de l'avoir dit, mais c'est bien possible. Je n'ai rien à retirer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Évidemment, il vaut mieux recevoir ces injures par la charité chrétienne et le pardon des offenses. Mais la vérité oblige tout de même à reconnaître que le député de Québec-Centre, privé et publiquement, a dit et laissé les autres dire, avec beaucoup de satisfaction - il a laissé circuler des pancartes dans le même sens - que j'étais un Judas, un traître, un lâche, un bon à rien, un homme livré aux trusts. Mais le député de Québec-Centre manque de sincérité dans ses critiques. Je sais qu'il ne dit pas toujours ce qu'il pense, puisqu'en ce cas, il aurait approuvé beaucoup de mesures qu'il a au contraire critiquées, et il nous critiquerait moins souvent.

Je lui ai pardonné et je lui pardonne volontiers. Mais il s'arrangera avec sa conscience. Il est quelqu'un qui voit tout, pèse tout et châtie et punit non seulement ceux qui volent les biens matériels appartenant à autrui, mais aussi ceux qui essaient de voler la réputation, qui essaient de salir le nom que je possède et qui est mon seul bien auquel je tiens plus qu'à tout au monde. Je ne veux pas faire parade de mes sentiments, je ne veux pas faire parade de la foi qui m'anime, mais je puis porter mon nom bien haut.

J'ai dit et je le répète, si, comme vient de déclarer le député de Québec-Centre, la loi est bonne, pourquoi critiquer toujours et chercher constamment la petite bête noire en tout?

Les problèmes que nous avons à résoudre sont tellement graves et considérables que ceux-là qui nous attaquent devraient mieux garder leur souffle pour collaborer à l'œuvre nationale. Que les députés qui aiment leur patrie essaient de coopérer dans le sentiment du bien public, au lieu d'essayer de se déchirer entre eux.

Nous avons conscience d'avoir fait notre devoir et d'avoir donné à notre province des lois comme jamais un gouvernement n'en a données depuis la Confédération, sans vantardise.

(Applaudissements)

Nous avons confiance d'avoir orienté l'administration et la Législation vers la sauvegarde du capital humain; ces lois sont des lois sociales, de redressement, de protection de nos ressources naturelles. J'en ai le témoignage de ceux qui ont accepté et apprécié sans haine, sans préjugés et sans animosité, de nous appuyer dans notre œuvre et les sentiments qui nous guident. C'est la satisfaction du devoir accompli, car ils reconnaissent que jamais il ne s'est fait autant de législation féconde.

Et combien largement elle compense cette satisfaction pour les insultes, les injures et les animosités dont on m'abreuve. C'est payer bien bon marché avec le sacrifice de nos faibles talents, de notre clientèle et de notre santé, cette satisfaction d'avoir allumé sur la colline parlementaire une petite flamme qui durera, qui éclairera un progrès durable et une prospérité féconde, et qui pourra contribuer à éclairer et guider les pas de notre génération.

Et, sans haine, sans animosité, je donnerais conseil à ceux-là qui veulent réussir à me détruire par tous les moyens, de ne pas perdre de temps à critiquer des lois que nous passons uniquement pour le désir, de voir le mal partout, de m'injurier de loin et de près en catimini dans ce que j'ai de plus cher. Mais, au contraire, qu'ils critiquent en fonction de l'intérêt public. Si l'on veut me détruire, qu'ils fassent donc autre chose que de montrer de la haine et de poser des actes qui sont contre la charité chrétienne.

Lors de la discussion du bill de Montréal, nous avons dit que nous formerions un comité pour étudier la question du tramway, d'ici à la session prochaine, comité qui aurait tous les pouvoirs. Nos lois, nous les avons passées à la grande satisfaction de l'administration, même à Montréal. Les autorités de Montréal ont manifesté leur consentement de façon claire. Nous avons dit qu'il n'appartenait pas à la Législature d'imposer un contrat sans savoir ce qu'elle faisait.

Aux représentants de la compagnie de tramway, nous avons dit, j'ai dit personnellement à M<sup>e</sup> Arthur Vallée: "Vous direz à vos gens de payer \$1,000,000 à la ville de Montréal et vous direz au tramway que je veux une réponse avant jeudi." C'est un moyen simpliste de trouver \$1,000,000, cela peut paraître tel à des gens qui font découler tous nos problèmes dans l'achat de la Beauharnois. Il y a encore des députés qui s'imaginent que tout se paie et se fait à l'électricité. Nous n'en sommes pas!

Le tramway a envoyé ses délégués, dès le lundi et, dès le mercredi suivant, la Commission des tramways a annoncé officiellement que la compagnie

consentait à payer le \$1,000,000. Et nous le disons dans le bill: nous disons que la compagnie devra payer. Un million de dollars ne se trouve pas à la portée de la main.

Je comprends que la compagnie des tramways serait des plus heureuses si nous acceptions la suggestion du chef de l'opposition. Le chef de l'opposition demandait tout à l'heure si la compagnie ne suffisait pas à gaver ses amis et les amis de son régime et, du point de vue de parti, ce n'est pas si malhabile. Ce dernier veut que nous attendions une résolution du conseil de ville de Montréal; il veut temporiser, attendre ainsi jusqu'à la fin de la session, faire remettre ce paiement. La compagnie gagnerait un an. Après quoi, il ira trouver la compagnie et leur dira: "Eh bien! Je vous ai économisé \$1,000,000." Voyez ce que j'ai fait. Que pouvez-vous faire pour nous?

Le chef de l'opposition serait alors bien vu d'aller demander à la compagnie d'aider la caisse de son parti. Mais, nous, ce qui nous intéresse, c'est d'aider la population. Si le député de Québec-Centre (M. Hamel) n'avait pas tant d'animosité, il ne critiquerait pas tout.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le premier ministre a parlé des punitions, des châtimens éternels qui nous attendent. Qu'il laisse le grand Maître juge de cela et qu'il ne se compare pas toujours à Lui comme il le fait. Je n'ai pas peur de mes actes. Celui des deux qui n'est pas bien intentionné n'aura pas long à attendre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je ne demande pas une confession au député.  
(Rires)

**M. Hamel (Québec-Centre):** Vous aimez cela vous, confesser les autres, vous, le grand dispensateur des châtimens et des absolutions. Vous aimez ça, dit-il, accorder ou retirer votre pardon. Seulement, je ne vois pas pourquoi parler d'animosité, d'ambitions, d'injures et de lâchetés. Je trouve drôle qu'on réserve à la compagnie le droit d'aller chercher le \$1,000,000 qu'on lui fait verser.

(Silence)

**M. Hamel (Québec-Centre):** À part ça, le bill en lui-même me paraît assez bien dans son ensemble. Je ne vois pas pourquoi, en réponse aux quelques objections que nous avons faites, on a parlé de péché de contrition, d'injure, de foi, etc.

On dit que j'ai de l'animosité. Je n'en ai pas. J'en appelle aux députés avec qui je cause ouvertement après la séance. Mon Dieu, y a-t-il un député que j'ai attaqué personnellement en cette Chambre? Je ne me rappelle pas. Personne ici ne peut dire que j'ai fait une attaque personnelle.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le député de Québec-Centre (M. Hamel), le député de Québec-Est (M. Drouin), celui de Montmagny (M. Grégoire) et enfin celui de Kamouraska (M. Chaloult) n'attaquent que le premier ministre. C'est au premier ministre qu'on en veut, ce n'est pas aux députés. C'est un honneur, M. le président.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je n'attaque même pas le premier ministre. Oh! Je sais que le chef du gouvernement n'aime pas que je lui parle des engagements qu'il m'a signés. C'est peut-être là ce qu'il appelle une injure. Mais là, je n'y peux rien, les faits sont là. Enfin! Je voterai avec plaisir pour cette loi. Le premier ministre aimerait mieux que je vote contre; il cherche à provoquer des sentiments hostiles et à nous faire voter contre cette loi, mais il n'en sera rien; nous sommes en faveur, au contraire. C'est peut-être pour cela qu'il n'est pas en belle humeur ce soir. Tout ce que je demande, c'est qu'on mette la compagnie à la raison et qu'on l'empêche de surcapitaliser.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le lieutenant-gouverneur en conseil a encore le nez dans ce bill-là. C'est extraordinaire. On devrait débarrasser toutes les lois de ce lieutenant-gouverneur en conseil. Cela contredit la loi que vous passiez ce matin. Tout ce que vous dites est ainsi un tissu de contradictions.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Que le chef de l'opposition fasse donc un amendement et qu'il vote.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le chef de l'opposition est un homme pratique. On vote pour donner une attitude. Nous ne voterons pas contre ce bill. À quoi cela servirait-il? Tous votent avec vous. On ne serait que six ou huit à voter contre la loi. Tous les députés de cette Chambre sont sous la botte du premier ministre. Plus ça change, plus c'est la même chose. On ne laisse guère aux députés de la droite leur liberté individuelle, après avoir tant prêché pour ce principe. Et hop! Comme anciennement, on consulte le premier ministre et on prend le vote et, à part cinq ou six députés qui ont gardé leur liberté, c'est toujours pour, pour, pour.



**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Et vous autres, dans l'ancien temps, c'était pas pour, c'était pourri.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Sa politique est absolument contraire à celle qu'il a préconisée dans la campagne électorale. Tout à l'heure, le premier ministre a dit que je connaissais MM. Julian Smith et Watt du tramway. Je ne connais pas ces gens-là. Le premier ministre, lui, les connaît mieux que moi. Et il fait des bravades en arrière d'eux comme vous en avez fait à M. Lacroix.

Je vais voter aussi pour le bill. Je ne parle pas contre le bill, je parle contre les défauts du bill. La critique qu'il en a faite, poursuit-il, ce n'est pas pour faire plaisir au tramway. Le premier ministre qui n'aime pas les trusts et qui l'a prouvé aux dernières élections les poursuit partout; ce bill est peut-être un fouet d'angora qu'il va agiter devant les compagnies et dire: "Si vous ne payez pas les fonds électoraux, vlan, vlan." Et il pense que les trusts, pris de peur, vont dire: "Combien est-ce que c'est?" Je ne sais pas quel montant il pourrait ainsi obtenir. Vous le savez mieux que moi. M. Lacroix a déjà dit que c'est \$150,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition parle de M. Lacroix. Je ferai remarquer qu'il a commencé à ramollir, M. Lacroix. Il devait venir au comité des comptes publics. On ne l'a pas vu. Le chef de l'opposition veut-il lui faire un message pour moi, ou sera-ce un membre de l'opposition déguisée?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne les connais pas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il pourra lui dire que je suis prêt à ajourner la session pour entendre M. Lacroix, pour savoir qu'est-ce que M. Lacroix et qu'est-ce que c'est que l'opposition.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne suis pas ici pour faire vos messages. Lavez donc votre linge sale avec M. Lacroix et laissez-nous tranquilles.

(Rires)

M. Lacroix avait de bonnes nouvelles à donner à la province si vous l'aviez invité, mais vous l'invitez après que le comité est fini. Oui, maintenant qu'il n'y a plus de comité, c'est le temps de parler. Si ça avait fait l'affaire du premier ministre, il y a

longtemps que M. Lacroix serait venu en bas. On connaît ça des premiers ministres. En tout cas, les grosses compagnies et M. Lacroix n'ont plus peur du premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ce n'est pas fini. Nous pouvons le rouvrir quand nous voudrons, surtout si M. Lacroix se présente.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

M. Lacroix dort tranquille, vous savez pourquoi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il ne devrait pas. Le gouvernement n'est plus le même.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Et pourtant le petit \$5?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

\$5?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Bien, oui, \$5 que vous avez enlevé sur les droits de chaque corde de bois exportée à l'étranger.

(Rires)

Je ne pense pas que les grandes compagnies aient peur, non plus. Ah! Si le premier ministre n'était pas entouré, comme il l'est, de gens qui sont prêts à le tromper sur la situation, il verrait que le peuple est inquiet et que l'opinion publique est bien changée dans la province depuis quelques mois.

Il faut payer le tramway.

**M. Boyer (Châteauguay):**

Il paie.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Oui, il paie, hein, mais pas vite. Vous en savez plus que moi. Je dis que la fameuse commission d'enquête que le gouvernement forme ne servira à rien. On a blâmé l'ancien gouvernement d'avoir eu trop de commissions, et aujourd'hui, c'est la même chose. Commission de ci, commission de ça. Et pourtant, personne ne les demande.

**M. Boyer (Châteauguay):**

Tout ce qu'il va payer ne rentrerait pas dans vos valises.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Le premier ministre est à monter un bateau à la province. Aux prochaines élections, les gens vont le prendre pour un kaiser, un dictateur, un cosaque.

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Valise?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai fait mieux que cela pour vous. Je vous ai donné deux valises pendant une session. Vous aviez perdu l'autre et vous n'avez pas brailé, alors. Nous allons laisser faire l'expérience de la commission pour voir ce que cela donnera, quitte à attendre le bill qui réglera définitivement la question. On verra alors.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):**  
L'opposition fait de l'obstruction. Il est évident que l'honorable chef de l'opposition veut empêcher la population de Montréal de bénéficier du redressement d'un grief dont elle souffre. Il sait très bien que Montréal désire que le tramway paie à la ville. Pourquoi dit-il le contraire?

Dans la majorité des cas, la Commission était contrôlée par l'ancien gouvernement. C'est pourquoi, nous les travailleurs, nous avons raison de nous plaindre de la manière dont nous avons été exploités avec ce contrat. Le chef de l'opposition prétend que la population de Montréal n'a pas réclamé la loi que nous étudions présentement.

Je vais lui lancer un défi et lui offrir de venir tenir une assemblée à Montréal après la session pour voir quel est le sentiment de la population au sujet de ce bill. Nous n'avons pas à attendre une demande officielle quand nous savons qu'il s'agit de griefs qui doivent être redressés. Les gens de Montréal seraient entièrement protégés, lorsque le gouvernement donnera suite au rapport de la commission qui est sur le point d'être nommée.

Non, mais on sait la tactique de l'opposition: elle veut épuiser les forces physiques du premier ministre en faisant de l'obstination. Mais, Dieu merci, la Providence a donné amplement de forces au premier ministre.

**M. Bastien (Berthier):** Jamais le conseil de ville de Montréal, composé de 35 échevins responsables au peuple, n'a demandé cette intervention du gouvernement.

**M. Boyer (Châteauguay):** Oui, il l'a demandée.

**M. Bastien (Berthier):** Montrez-moi la clause du bill de Montréal où cela fut inscrit?

**M. Boyer (Châteauguay):** (Élevant la voix)  
Lors de l'étude du bill de Montréal, les officiers de la ville de Montréal ont accepté de retirer certaines

clauses du bill se rapportant à cette question sur la promesse du premier ministre qu'une loi serait présentée à ce sujet.

**M. Bastien (Berthier):** Les journaux avaient raison de vous citer comme un fauteur de discorde à la Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Ces paroles ne sont pas parlementaires et j'insiste pour que le député de Berthier les retire.

**M. Bastien (Berthier):** Je retire les mots "fauteur de discorde", mais je dis que les journaux, même *Le Devoir*, ont parlé de ces quatre ou cinq députés qui n'ont pas l'attitude qu'ils devraient tenir ici. Que l'orateur, qui a pris ma place, me cite un article du bill de Montréal où la ville demandait cette législation.

**M. Boyer (Châteauguay):** Dans l'étude d'une clause où la ville demandait de faire payer \$15,000 par le service des autobus pour l'enlèvement de la neige, le premier ministre est intervenu en disant aux intéressés de laisser la clause en suspens parce que le gouvernement allait passer une loi au sujet du tramway.

**M. Bastien (Berthier):** Jamais il ne s'est trouvé dans le bill de Montréal un article demandant un comité d'enquête semblable à celui qui sera formé en vertu de la présente loi. Le premier ministre dit qu'il a fait des promesses, mais il avait promis à Montréal de supprimer la taxe de vente et il ne l'a pas fait.

Aujourd'hui, il nous promet une commission pour enterrer la commission de son ami le notaire Savoie. Pourtant, quand il était chef de l'opposition, il ne nous a jamais demandé d'intervenir dans ce domaine. Nous allons voter pour la loi, mais nous soumettons, encore une fois, que jamais la ville de Montréal n'a réclamé la formation d'un comité semblable.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Si vous êtes pour la loi, taisez-vous donc.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre a parlé de charité chrétienne, mais il se permet d'insulter Sir Lomer Gouin après avoir fait un pacte avec son fils.

**Des députés protestent.**

**M. Bastien (Berthier):** Si le premier ministre respectait la Chambre et s'il voulait la charité chrétienne, il présenterait une législation plus saine et il n'insulterait pas la mémoire d'un ancien premier ministre. Qu'il commence donc par donner lui-même l'exemple de la charité chrétienne.

**M. Béïque (Chambly):** Que le député de Berthier ne vienne pas parler de politesse ici. C'est lui qui commence le désordre et qui est le plus impoli.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre a dit qu'il n'y avait pas de contrat entre la ville et la Compagnie de tramway. Qu'il lise l'article 84 de la loi 8, George V.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jamais la ville de Montréal n'a accepté ce contrat, mais il lui a été imposé par le gouvernement à l'époque.

Les articles 1 à 14 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Usine de Chandler

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 62 relatif à la réouverture de l'usine de Chandler.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: Que, nonobstant toute loi à ce contraire, le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à

concéder, aux conditions qu'il déterminera, à la Gaspesia Sulphite Company, Ltd., qui a acquis l'usine de Chandler et qui s'est engagée à la rouvrir et à la maintenir en opération:

a. les cinq cent vingt-quatre milles de concessions forestières situées dans la Gaspésie et vendues en 1934 à la Maritime Operating Corporation, après distraction des lots affectés aux fins de colonisation;

b. une étendue additionnelle n'excédant pas six cents milles de concessions forestières, dans un territoire qu'il jugera convenable.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Combien ces concessions forestières ont été vendues et combien représentaient en valeur les limites dont parle le bill?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lors de la dernière session, j'ai préparé avec les officiers du département des Terres et Forêts, une loi pour faciliter la réouverture de l'usine. Cette loi a été présentée par le ministre du temps. Cette usine avait coûté des millions et, après avoir opéré, elle dut fermer ses portes pour des raisons que je n'ai pas à apprécier. L'usine fermée, ces gens tombèrent dans la plus grande misère.

Il décrit la misère des citoyens de Chandler puis raconte ses négociations. Il rappelle par le détail les engagements non tenus par l'ancienne compagnie.

Il y a quelques années, l'ancien gouvernement a vendu l'usine et les limites à bois à deux compagnies, qui n'ont jamais rouvert l'usine et n'ont même pas payé leurs taxes à Chandler. Notre loi de l'an dernier nous donnait le droit de revendre l'usine et les concessions forestières à une compagnie. Nous avons reçu plusieurs offres.

Après la première loi, l'automne dernier, j'ai reçu la visite d'un M. Stadler et de M. Pittfield qui étaient disposés à rouvrir l'usine de Chandler. Ils se disaient prêts à verser \$3,000,000 dans l'entreprise. Je me suis aperçu que tous deux n'étaient pas sérieux et que leur but était de faire des profits, sans avantage pour les ouvriers. J'ai dit à M. Stadler qu'il était intéressé avant tout à faire les travaux de construction et de réparation, puis, ayant fait son profit sur ces travaux, qu'il laisserait l'affaire là. J'ai dit à M. Pittfield que son intérêt était de vendre les obligations de la nouvelle compagnie, et qu'une fois le profit réalisé sur la vente, il ne s'occuperait plus de la faire. Je leur ai dit à tous deux de ne plus revenir avec ce projet, car ce n'était pas le but de la loi, et de prendre leur chapeau et de s'en aller. Nous avons

aussi reçu la visite d'un M. Simard, mais le projet soumis ne comportait pas les garanties de sérieux suffisantes. Il n'était pas sincère.

Puis, M. Coulombe de Québec est venu. Au début, j'avouerais que j'ai douté et je lui ai dit qu'il n'offrait pas de garanties suffisantes. Mais M. Pouliot, qui, depuis le début, travaillait avec une ténacité et un acharnement admirables, a continué ses efforts. J'ai vu par la suite que M. Coulombe était sérieux et je lui ai dit de trouver quelqu'un de solide pour l'appuyer et que le gouvernement parlerait d'affaires. M. Coulombe est alors revenu me voir avec M. R. A. McGinnis, président<sup>28</sup> de l'Anglo-Canadian Pulp and Paper. Nous avons eu la certitude qu'il s'agissait d'un projet sérieux.

Nous avons alors dit aux intéressés que nous leur concéderions les limites concédées à l'ancienne compagnie, la Maritime Operating Company, et que, si nécessaire, nous serions prêts à concéder en plus 600 milles situés dans la Gaspésie pour assurer le fonctionnement de l'usine.

Mais j'ai spécifié que la compagnie n'aurait pas le droit d'utiliser le bois pour autre chose que pour le moulin de Chandler. Nous avons aussi déclaré aux promoteurs que si le bois de la Gaspésie ne faisait pas l'affaire, la compagnie aurait d'autres limites ailleurs.

Mais ce n'est pas tout. Nous avons dit à la nouvelle compagnie: "Vous allez payer toutes les taxes dues à la municipalité de Chandler et à la province par la compagnie ancienne, soit \$10,000. De plus, vous allez assurer l'intérêt et l'amortissement de la dette municipale de Chandler, et vous allez payer vos taxes scolaires, soit \$12,800 par année, dont \$7,800 sur la dette."

Après 10 ans, il y aura un rajustement de la taxation, mais la compagnie ne devra jamais payer un montant moindre que celui nécessaire pour couvrir le capital, le coût de l'intérêt et du fonds d'amortissements sur la dette municipale de Chandler.

Nous avons aussi exigé que la compagnie qui a la garantie de l'Anglo Pulp soit incorporée sous l'empire des lois de la province de Québec, qu'elle ait des directeurs canadiens, dont plusieurs Canadiens français, que sa main-d'œuvre devrait être canadienne et en grande majorité québécoise, qu'elle devrait payer des salaires raisonnables et donner des conditions de travail raisonnables. Des Gaspésiens seront employés de préférence.

Nous avons aussi exigé que la compagnie opère continuellement le moulin, qu'elle achète tout le matériel dont elle aura besoin dans la province

chaque fois que ce sera possible et emploie autant que possible des experts de la province qui devront être des Canadiens. M. McInnis m'a demandé: "Est-ce tout." J'ai dit: "Non".

"De plus, la compagnie est obligée de payer \$24,000 que l'ancienne compagnie, la Maritime, doit au gouvernement en plus de \$25,000 de frais, les frais de la poursuite que nous avons intentée, etc., sur vente par autorité de justice, plus une autre somme de \$22,000."

Et j'ai dit: "Vous allez aussi vous conformer à toutes les lois de la province. Enfin, nous avons exigé la parfaite exécution des conditions et une garantie écrite de la compagnie Anglo-Canadian Pulp and Paper pour l'opération permanente du moulin de Chandler.

M. McInnis m'a demandé quelques jours et il a accepté. Je puis dire que les travaux commenceront au plus tard en octobre. Ce dernier va commencer à opérer probablement en juillet alors que deux "digesters" seront en opération au mois de juillet tout probablement.

La compagnie s'est formée et compte trois directeurs canadiens-français. Sur le conseil de direction figurent MM. Jean Mercier, J. Coulombe, Paul Gauthier, M. McGinnis, représentant des intérêts Rothermore en Angleterre, et autres.

La compagnie doit aussi payer les taxes spéciales de la municipalité. Toutes les dettes de l'ancienne compagnie sont assumées, répète-t-il. Le gouvernement a reçu \$54,000 et la ville de Chandler, \$10,000.

Nous sommes à la dernière phase de ce que j'appellerai une épopée, dans la renaissance de notre activité économique.

En plus des taxes ordinaires, la compagnie paiera toutes les taxes spéciales que la compagnie pourra imposer.

Si le gouvernement n'avait fait que cela en six mois, je dirais qu'il a fait mieux que l'ancien gouvernement en quatre ans.

Je suis, dit-il, d'avis que la Chambre devrait être unanime à féliciter l'honorable député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) de son dévouement pour ses électeurs. Il est le principal artisan de cette victoire: c'est presque lui seul qui a obtenu le règlement de ce problème.

(Applaudissements à droite)

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** M. le président, permettez-moi, à cet instant où va se matérialiser l'une de mes ambitions les plus chères, et se réaliser la principale de mes promesses électorales,

d'apporter au gouvernement non pas des félicitations académiques, mais plutôt des remerciements émus. Et c'est pour me faire l'écho des sentiments qui animent tous les Gaspésiens que j'adresse au gouvernement, à tous ceux qui ont collaboré de près ou de loin à cette œuvre, l'expression de notre reconnaissance.

Je profite de la circonstance, M. le président, pour rappeler brièvement à toute la province, à nos partisans comme à nos adversaires, et même à ceux qui ont peut-être à un certain moment douté de la sincérité du chef et regretté l'appui que la députation lui a maintes fois exprimé au cours de cette session, que nous n'avons agi, non pas tant à cause d'une solidarité étroite, que pour tout simplement notre devoir. En ces derniers jours de la session, regardant le chemin parcouru, tous seront heureux de déclarer que cette session a été intensément féconde en lois sociales et économiques.

Seuls des adversaires étroits et aveugles pourraient se refuser à l'admettre. Ici et là, dans la chaleur de l'argumentation, il a pu, je l'avoue, se glisser, de part et d'autre, des incidents plus ou moins irréguliers qui ont pu scandaliser les jeunes députés. Cependant, il faut admettre qu'après toute victoire politique comme militaire, il est impossible de déposer immédiatement les armes et bivouaquer amicalement avec de farouches adversaires. Mais, au contraire, tout conquérant prudent doit établir sa domination jusque dans les derniers retranchements de l'ennemi. Je suis certain toutefois que peu à peu les esprits se calmeront, l'ardeur des vainqueurs s'apaisera avec la soumission loyale des vaincus.

Le premier ministre a rempli tous les engagements qu'il avait pris dans son comté. Je rappellerai brièvement, M. le président, que dans mon comté de Gaspé-Sud, on se plaignait depuis cinq ou six ans que les questions d'ordre général n'étaient prises en considération que si elles étaient appuyées par des profiteurs habiles; de là vient le degré d'abaissement économique dans lequel nous nous sommes peu à peu enlisés. Aussi, le peuple las de cet état de choses a-t-il accueilli avec un soupir de soulagement les candidats de l'Union nationale qui revendiquaient l'honneur de combattre les abus d'un favoritisme politique, et qui s'engageaient à démasquer les profiteurs malhonnêtes pour établir ensuite un ordre économique nouveau.

Partout dans la province, nous avons reçu un accueil admirable, et l'énergie et le dévouement de chacun ont porté au pouvoir un gouvernement nouveau aux aspirations saines et aux horizons larges. Doué d'une capacité de travail étonnante qui

n'a été surpassée que par un dévouement extrême, le chef du gouvernement actuel est libre et n'entend pas s'aplatir devant les monopoles quels qu'ils soient. D'un autre côté cependant, il se doit de conserver à notre province sa structure économique et ne doit pas se faire l'ennemi acharné de l'industrie et du capital sain. À une époque troublante où le socialisme s'unit au communisme pour se rendre maître de la terre, il est réconfortant de constater combien la province de Québec veut faire disparaître les abus du capitalisme, freiner les ambitions désordonnées de la masse pour donner aux uns et aux autres des avantages conformes à leurs besoins respectifs.

Le cas de Chandler en est un exemple typique et cette loi que nous passons aujourd'hui, si elle est favorable à la compagnie, sauvegarde cependant tous les droits du village de Chandler et donne à la Gaspésie tout entière une assurance de bien-être et de prospérité. En effet, la compagnie en retour des avantages qu'elle reçoit, a non seulement payé tous les arrérages de taxes, mais elle a encore garanti le paiement de la dette qui se chiffre à plus de \$125,000 et accepte d'avance les conditions de travail que le gouvernement lui a dictées.

Mes électeurs sont heureux de proclamer par ma voix que les engagements de l'honorable premier ministre envers la Gaspésie ont été tenus. Personnellement, M. le président, j'ai d'autres remerciements à adresser au premier ministre, c'est de nous avoir, à nous de la jeune députation, enseigné au moyen d'exemples typiques un code d'honneur politique. Quelles que soient les conséquences de l'enquête des comptes publics, elle aura cependant le grand mérite de démontrer la fierté des Canadiens et de sauvegarder dans la province et chez la députation le sens de l'honneur qui, j'aime à le croire, est encore vivant dans le cœur de tous les députés de la droite ou de la gauche, mais que la vie moderne, avec ses commissions multiples et ses pourcentages dans tous les domaines, essaie de faire disparaître de notre conscience nationale.

Plus heureux que nos adversaires d'hier, nous sommes avertis à temps et aurons longtemps sous les yeux des exemples tristes qui nous protégeront contre nous-mêmes et dont tous les membres de cette Chambre comme tous ceux qui viendront après nous devront bénéficier.

Je ne pourrais terminer, M. le président, sans m'adresser à ceux de mes collègues qui ne partagent pas toutes nos opinions. À plusieurs, je dirai tout d'abord que je reconnais leurs états de service, et personnellement, je leur suis reconnaissant pour l'aide qu'ils ont apportée au député actuel de Gaspé-

Sud. Cependant, tout en admirant leur dévouement, leur obstination et leur désintéressement, et sans douter un seul instant de leur sincérité, j'ai mal compris ou plutôt, je n'ai pas compris du tout pourquoi ils ont si souvent critiqué. Serait-ce parce que notre politique s'orientait vers des points stratégiques qui n'étaient pas les leurs? Dans l'industrie de la pulpe, le point stratégique a été Chandler et l'attaque déclenchée dans la Gaspésie, en faveur de l'industrie forestière, n'est-elle pas un coup de génie et n'aura-t-elle pas sa répercussion à l'autre bout de la province?

D'ailleurs, toute victoire ne se gagne pas de la même façon, et c'est aux experts, aux stratèges militaires de décider où et de quelle façon doit se déclencher l'attaque. Si tous les vaillants et les braves n'écoutent que leur courage, ils accompliront probablement de beaux faits d'armes et des exploits de héros, mais seront-ils certains de la victoire? La stratégie doit être laissée aux chefs, autrement c'est l'insuccès.

Les experts politiques, c'est-à-dire le cabinet comme l'état major militaire, doivent se consulter et prendre des décisions. Au préalable, les députés se doivent d'exposer leurs points de vue et de revendiquer leurs droits, mais c'est au Conseil des ministres à décider quel est le point stratégique. Cela fait ensemble à l'attaque, le but est atteint.

En terminant, je tiens à rappeler au gouvernement que le problème forestier est passablement réglé chez nous; il est d'autres domaines qui exigeront du représentant de Gaspé-Sud des démarches multiples pour lesquelles je sollicite d'avance la bienveillance des ministres intéressés, quelles que soient les difficultés.

**M. Bastien (Berthier):** C'est une promesse que le député de Gaspé-Sud (M. Pouliot) réalise, mais le premier ministre l'aide à la réaliser. Je voterai cependant contre la loi parce que c'est un principe faux pour le gouvernement que d'intervenir dans le domaine privé.

Qu'est-ce que cela va coûter à la province cette concession de 1,124 milles carrés dans la forêt? Donner à une compagnie 1,124 milles carrés de concessions forestières pour ouvrir un moulin, c'est trop cher. C'est sacrifier toute une partie des biens de la province! Si on commence à faire cela, on n'en finira plus. Ce sera la ruine.

L'honorable député de Gaspé-Sud peut avoir fait un discours laudatif: jeter des fleurs au premier ministre. Il a reçu un bien gros cadeau du gouvernement. J'aime bien mes électeurs, mais je

n'en demande pas autant, car c'est une petite fortune qu'on lui donne. Si le premier ministre me faisait une concession pareille dans le nord de mon comté, je lui jetterais aussi des fleurs et avec quelle élégance.

Le député a aussi parlé de l'enquête des *Comptes publics* comme une chose qui démontrait la fierté des Canadiens. Que pense-t-il du député de Chambly qui a fait une déclaration qui m'a estomaqué?

**M. Béique (Chambly):** À l'ordre.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** À l'ordre.

**M. Bastien (Berthier):** Admettez que jamais on n'a fait ici d'attaques semblables contre un député.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** C'était de faire un point d'ordre à ce moment. Il est trop tard.

**M. Bastien (Berthier)** insiste.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières), M. Béique (Chambly) et M. Pouliot (Gaspé-Sud)** sont tous levés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député est hors d'ordre. S'il persiste à parler de cette affaire, M. le président, faites rapport à l'Orateur.

**M. Bastien (Berthier):** Si le député de Chambly répète ce qu'il a dit, je le poursuivrai devant les tribunaux.

**Des députés:** À l'ordre!

**Des députés** chahutent.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quelle est la valeur des 1,000 milles carrés concédés?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a rien de donné. L'ancien gouvernement donnait. Nous, nous vendons des limites aux conditions normales, ordinaires.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Mais qu'est-ce que ce territoire représente en valeur? Les messieurs qui consentent à ouvrir Chandler sont-ils des esclaves du premier ministre? Qu'est-ce qu'ils vont recevoir en avantages en retour?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il ne s'agit pas de donner des limites, mais de les vendre selon les conditions normales, sauf les droits de coupe. Nous donnons à la compagnie 50 % de droits de coupe et les rentes foncières pendant cinq ans, à condition qu'elle paie des salaires raisonnables, ce qui ne représente pas 50 % de ce qui est actuellement donné en secours directs. Cela est compensé par le fait que nous payions auparavant 100 % des secours directs.

La compagnie va payer la taxe municipale, la taxe scolaire. La compagnie devra payer toutes les taxes! Bien plus, elle paiera le fonds d'amortissement et l'intérêt sur la dette de la fabrique.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'hésiterai pas à voter contre le bill justement parce que tout ce que le premier ministre vient de dire n'est pas dans le bill. Le bill dit simplement: "Aux conditions que fixera le lieutenant-gouverneur en conseil."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Votez contre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** En tout cas, je veux dire pourquoi je voterai contre. Ceux qui vont voter pour ce bill ne savent pas pourquoi ils vont voter. C'est pour cela que je vais voter contre. Je ne vote pas en aveugle. Si votre majorité veut voter en aveugle, c'est son affaire.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Apprenez à parler.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'irai à votre école. C'est une loi bien étrange, tous ces pouvoirs donnés à la compagnie. Je vais certainement voter contre.  
(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Allez donc dire cela en Gaspésie.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je parle de mon siège de député et c'est le devoir d'un député, je pense, de dénoncer des lois qu'il croit mauvaises. Je n'ai pas peur de prendre mes responsabilités. Je parle de mon siège. Ce bill est un blanc-seing par lequel le gouvernement va attribuer 1,000 milles de concessions forestières pour l'ouverture d'un seul moulin. Je ne veux pas, dit-il, donner un mandat en blanc au gouvernement. Ce qu'il faudrait, ce serait préparer un contrat, l'inclure comme cédule dans le bill. Je n'hésite certainement pas à voter contre.

La résolution est adoptée.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la résolution soit maintenant lue une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Terrebonne), Béique, Bélanger, Bellemare, Bilodeau, Boyer, Bulloch, Castonguay, Coonan, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Langlais, Larivière, Larouche, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Monette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, 46.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Connors, Delagrave, Dumaine, 5.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution est, en conséquence, lue une deuxième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la résolution soit adoptée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Terrebonne), Béique, Bélanger, Bellemare, Bilodeau, Boyer, Bulloch, Castonguay, Coonan, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Langlais, Larivière, Larouche, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Monette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, 46.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Connors, Delagrave, Dumaine, 5.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution est, en conséquence, adoptée.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 62 relatif à la réouverture de l'usine de Chandler soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Même division.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande le vote quand même.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Terrebonne), Béique, Bélanger, Bellemare, Bilodeau, Boyer, Bulloch, Castonguay, Coonan, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Langlais, Larivière, Larouche, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Monette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Robinson, Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, 46.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Connors, Delagrave, Dumaine, 5.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>29</sup>:**

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Tout bois provenant des concessions visées à l'article 1 doit servir exclusivement à l'alimentation de l'usine de Chandler à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il le jugera dans l'intérêt de la province, n'autorise l'emploi ailleurs de certains de ces bois."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Et pourtant, nous avons entendu le premier ministre dire tout à l'heure que le bois doit servir exclusivement à

l'usine. Et ici, le gouvernement peut décider qu'on pourra employer certains bois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il faut être jeune et naïf comme le chef de l'opposition qui a été ministre des Terres. Tout bois n'est pas utilisable pour de la sulfite. Nous disons: pas une ligne de bois ne pourra servir à d'autres fins. Mais à part du bois cellulosique d'une concession, il y a d'autres bois. Du bois qui tombe en ruine peut servir à la population de Gaspé, des bois durs peuvent servir à la construction de granges de bâtiments pour colons, de meubles, etc.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On ne fait pas des lois avec des paroles. Vous dites le contraire de ce qui est spécifié ici.

**M. Drouin (Québec-Est):** J'attire l'attention du premier ministre sur le fait qu'il faut défendre le travail du dimanche dans les nouvelles usines. On travaille encore le dimanche à certains endroits! Je demande au premier ministre d'obliger la nouvelle compagnie de Chandler à observer la loi du dimanche.

Voilà un problème difficile à résoudre. (Lisant ici un rapport du travail du dimanche dans les usines) Cela, dit-il, dépend principalement du fait qu'on n'arrête pas à midi le samedi, mais qu'on permet les opérations jusque tard dans la nuit du samedi. Alors, il est trop tard pour préparer le moulin à recommencer l'exploitation le lundi, il faut tout un travail qui dure la nuit du samedi au dimanche. Je crois que l'on devrait fermer le moulin le samedi midi, pour donner le temps aux employés de faire les réparations nécessaires avant minuit et afin d'éviter le travail du dimanche.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas là le sujet du bill, mais il est le premier à avoir réclamé en Chambre l'observance du dimanche. Les compagnies peuvent laisser travailler les ouvriers toute la journée du samedi si ces derniers le veulent et respecter quand même la loi du dimanche.

Je ferai tout en mon pouvoir, dit-il, pour empêcher qu'on travaille le dimanche. J'ai poursuivi de nombreuses compagnies papetières, mais je me suis heurté à de singuliers obstacles.

L'ancien régime avait permis la construction de moulins à papier construits de telle sorte qu'un arrêt le dimanche aurait signifié un arrêt définitif. Les compagnies venaient prouver avec des experts



que la machinerie ne souffrait aucun arrêt. Si nous arrêtons, disaient-ils, il vaut mieux fermer nos portes tout de suite. Nous avons nommé des inspecteurs pour y mettre fin.

Mais il n'y a pas une loi que nous allons respecter davantage que la loi de l'observance du dimanche. Les industriels ont tort de ne pas fermer le dimanche, car les coutumes religieuses de notre population sont un rempart contre le communisme. Mais je n'admets pas que l'on puisse fermer le samedi midi, alors qu'il y a tant de chômage et qu'il faut soutenir la concurrence d'autres provinces. Ce serait désastreux. Les industriels devraient s'ouvrir les yeux sinon aux vérités élémentaires, du moins aux vérités matérielles.

Si le travail du dimanche n'a pas été empêché, c'est qu'il y avait des amis du chef de l'opposition qui étaient avocats et qui vivaient avec les actions. L'ancien gouvernement n'avait nommé que deux inspecteurs pour faire respecter la loi. Ils devaient être partout, mais pouvaient-ils l'être? Et on leur avait fait faire une enquête au Cap-de-la-Madeleine, avec le résultat que l'usine ayant été fermée un dimanche sur 42, les inspecteurs ont fait rapport qu'au Cap-de-la-Madeleine l'industrie était fermée, mais que les Père Oblats vendaient des chapelets. Voilà qui donne une idée de l'ancien régime. Nous ne pouvons tout refaire ce qui a été défectueux pendant 40 ans.

Il faut donner le temps aux compagnies de s'adapter à l'observance rigoureuse de la loi du dimanche que nous exigeons. Nous avons pris des poursuites et nous allons mettre fin au travail du dimanche.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je regrette que le premier ministre veuille rejeter, sur l'ancien gouvernement, tous les péchés d'Israël. Il vient de dire une chose absurde en disant que, sous l'ancien gouvernement, les usines sont bâties de façon à ne pouvoir pas s'arrêter le dimanche. Mais j'ai reçu de nombreuses requêtes disant qu'à Trois-Rivières on travaille autant et plus que jamais le dimanche.

Où est celui qui poursuivait et qui devait faire cesser cela? Ces requêtes sont nombreuses, elles me sont envoyées de la part de gens qui veulent que j'en parle absolument au gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce que je sais, c'est que, depuis que nous sommes au pouvoir, nous avons poursuivi plusieurs compagnies, la Wayagamack deux fois de suite. Mais pourquoi n'avoir pas poursuivi sous l'ancien régime? On ne

l'a jamais fait. Il parle de son ancien adversaire politique qui était avocat de la Wayagamack et il explique pourquoi cette compagnie n'a jamais été poursuivie sous l'ancien gouvernement.

La machinerie présente des pulperies dans la province de Québec est ainsi faite que l'on prétend être obligé de tenir l'outillage en opération constante, dimanche et semaine, sous peine de pertes extrêmement lourdes. Chez nous, à Trois-Rivières, l'International Paper a dépensé \$300,000 pour changer ses machines afin qu'elles s'arrêtent le dimanche au moins, et elle dépensera jusqu'à \$600,000 pour refaire son outillage à cet effet et mettre le moulin en état d'arrêter le dimanche. Toutes les fabriques de pâte et de papier devront modifier leur outillage de même façon afin de respecter l'observance du dimanche.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** parle de nouveau des requêtes qu'il a reçues de Trois-Rivières.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Des amis du chef de l'opposition seraient intéressés à entreprendre des poursuites, étant avocats.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si c'est le cas, c'est donc aussi celui du premier ministre. Vous l'avouez par le fait même, dit-il.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le travail dominical a considérablement cessé dans Trois-Rivières et, si l'on veut s'en assurer, il n'y a qu'à aller demander aux autorités religieuses. Le travail arrêta après les poursuites que j'ai fait tenter depuis que je suis procureur général. J'ai, poursuit-il, le témoignage de mon évêque et des membres du clergé qui sont amplement satisfaits de l'amélioration qui existe. J'aime mieux le témoignage de l'évêque de chez nous que celui du chef de l'opposition et de ceux qui lui écrivent. Mais je ne peux pas faire de miracles et je n'ai pas le pouvoir de tout redresser le dégât, soit les maux de 30 ans et le gâchis qui s'est fait dans les moulins et dans toute l'administration sous l'ancien régime.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'aimerais, dit-il, avoir les approbations des religieux au sujet de cette question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le clergé m'a fait part, dit-il, de sa satisfaction relativement aux efforts que j'ai faits depuis que je suis

premier ministre et procureur général pour enrayer ce mal. Je réfère M. Bouchard, dit-il, aux éloges que mon évêque m'a faits à la radio lors de mon banquet à Trois-Rivières, éloges qui m'ont vivement ému parce que venant de mon ancien professeur, éloges comme le chef de l'opposition n'en a jamais mérités.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai moi aussi, dit-il, eu des éloges de mon évêque, mais je ne les étale pas. Vous aimez étaler votre religion!

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je soulève un point d'ordre, dit-il, et je demande au chef de l'opposition de ne pas s'adresser au premier ministre à la deuxième personne.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le député de Matane a raison. Je m'incline et j'admets, dit-il, avoir violé le Règlement, mais je trouve étrange qu'il ne s'aperçoive pas des désordres de ses amis qui provoquent des commentaires du *Droit*, de l'*Action catholique* et du *Devoir*. Les journaux ne protesteraient pas comme ils l'ont fait si c'était le seul règlement violé en Chambre!

**M. Boyer (Châteauguay):** Chaque fois qu'il y a du désordre, c'est chez vous.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le travail du dimanche continue comme autrefois et je considère, dit-il, que raccourcir la semaine de travail ne serait pas un mal. Le moyen de faire disparaître cet abus serait de limiter les heures de travail sur semaine afin de donner aux manufacturiers le temps de faire exécuter les réparations sans empiéter sur le dimanche. Et passez une loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi du dimanche relève d'Ottawa. Si elle relevait du provincial, nous la ferions plus sévère. Si c'était possible, une amende de \$5,000 pour la première offense et, pour la deuxième, ce serait l'emprisonnement. Mais Ottawa ne passera pas cette loi. M. Brunelle, député de Champlain au fédéral, a présenté une loi en ce sens aux Communes, mais on la laissa en plan. Cette question se réglera définitivement le jour où tous les hommes publics cesseront de faire de cette question une question politique.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Diminuer les heures de travail sur semaine relève du provincial.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'admets, dit-il, mais j'estime que c'est s'exposer à voir notre industrie périliter au bénéfice de celle des autres provinces, tant qu'on n'aura pas une législation uniforme partout. Le procureur général ne cessera jamais de travailler avec autant d'ardeur pour obtenir la disparition du travail du dimanche, mais il faut d'abord éviter des changements si radicaux qui auraient des effets désastreux. Les moulins ont été construits en vue du travail du dimanche et la grande part de responsabilité est imputable au gouvernement fédéral. Si le travail du samedi finissait à midi, des industries québécoises iraient s'installer en Ontario.

Les articles 1 à 9, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barré, Barrette (Terrebonne), Béique, Bélanger, Bellemare, Bilodeau, Boyer, Bulloch, Coonan, Drouin, Dubé (Témiscouata), Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Langlais, Larivière, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Monette, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, 41.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Connors, Delagrave, Dumaine, 5.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 45.

## NOTES

1. *Le Soleil* du 18 mai 1937, à la page 3, mentionne que la députation n'est pas nombreuse à l'ouverture de cette première séance du matin à la Chambre. Dans *La Patrie* du même jour, à la page 2, le journaliste dénombre 28 députés. De plus, seul *Le Journal* du même jour, à la page 3, mentionne que le vice-président M. Trudel (Saint-Maurice) serait au fauteuil présidentiel, alors que *L'Action catholique*, à la page 1, *Le Droit*, à la page 3 et *Le Nouvelliste*, à la page 5, mentionnent que M. Sauvé assume la présidence.
2. *Le Devoir* du 18 mai 1937, aux pages 1 et 2, n'indique pas clairement si ces propos ont été dits par le député de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger) ou encore s'il s'agit d'un résumé du bill effectué par le journaliste Alexis Gagnon.
3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).
4. \$487,000,000, selon *The Montreal Daily Star*, du 18 mai 1937, à la page 2.
5. "le reste de la session ne suffirait pas", selon *Le Journal* du 18 mai 1937, à la page 3.
6. "trois", selon *Le Journal* du 18 mai 1937, à la page 3.
7. Ministre de la Colonisation (1934-1935) dans le gouvernement Taschereau, Irénée Vautrin était soupçonné par Maurice Duplessis de s'être livré à des dépenses somptuaires à même les fonds publics dans l'exercice de ses fonctions. Interrogé lors de l'enquête des Comptes publics, Vautrin, pour démontrer sa bonne foi, déclara s'être fait tailler des pantalons ("breeches") pour visiter certains centres de colonisation, qu'il redonna ensuite à son département. Ce geste fut tourné en dérision par Duplessis et ses partisans, qui en firent un symbole prouvant la moralité douteuse et les excès de certains membres du gouvernement Taschereau. L'affaire des "culottes à Vautrin" eut un grand retentissement et devint un thème fort, durant la campagne électorale menant à la défaite du Parti libéral aux élections d'août 1936. À ce sujet, voir Conrad BLACK, *Duplessis. L'ascension*, tome 1, Montréal, Éditions de l'Homme, 1977, p. 210.
8. C'est le premier ministre qui répond, selon *Le Canada* du 18 mai 1937, à la page 6.
9. C'est le premier ministre qui répond, selon *Le Canada* du 18 mai 1937, à la page 6.
10. Voir note 3.
11. Voir note 3.
12. Le débat devait être repris par le député de Missisquoi (M. Pouliot), selon *Le Canada* du 18 mai 1937, à la page 6.
13. Voir note 3.
14. Voir note 3.
15. Selon l'article 288 du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, 1915, à la page 84, lorsqu'une "motion proposant que le comité se lève sans faire rapport" est présentée, cette motion met fin aux délibérations du comité et écarte l'affaire dont il a été saisi. Selon le paragraphe 1 du même article, "l'affaire écartée disparaît du *Feuilleton*, mais elle peut y être rétablie", ce qui n'est pas le cas présent, puisqu'il n'y a aucun ordre ultérieur afin que le comité siège, de nouveau, à une prochaine séance ou à toute autre séance ultérieure. Lorsque le comité se lève sans faire rapport, cela signifie que "le bill est tué".
16. "Sur les \$11,000,000 votés, plus de \$11,000,000 ont été engagés", selon *L'Action catholique* du 18 mai 1937, à la page 5.
17. \$8,200,000, selon *La Patrie* du 18 mai 1937, à la page 4.
18. Le comité se réunit sous la présidence de M. Boiteau (Bellechasse).
19. C'est Sir Mathias Tellier, juge en chef de la Cour d'appel, administrateur de la province, ex-député de Joliette et ancien chef de l'opposition qui sanctionne les bills en l'absence du lieutenant-gouverneur, M. Patenaude.
20. Il est alors 4 h 30, selon *Le Journal* du 18 mai 1937, à la page 4. *Le Soleil* du même jour, à la page 3, précise que la séance a été ajournée pendant une demi-heure.
21. Voir note 18.
22. \$15,000, selon *L'Action catholique* du 18 mai 1937, à la page 6.

23. "programme de l'A.L.N.", selon *Le Journal* du 18 mai 1937, à la page 7.

24. Fondé en 1934 par des libéraux mécontents, sous la direction de Paul Gouin, ce troisième parti de l'arène politique québécoise obtient rapidement le soutien des nationalistes canadiens français radicaux, comme Philippe Hamel et Ernest Grégoire. Le programme du parti, qui prône une réforme sociale, économique et politique, remporte la faveur du public. Ayant presque réussi à renverser le gouvernement libéral sortant de L.-A. Taschereau lors des élections provinciales de 1935, l'Action libérale nationale (A.L.N.) unit ses forces à celles des conservateurs, dirigés par Duplessis, pour créer l'Union nationale. Dans les mois qui suivent, Duplessis s'assure, par ses manoeuvres, la direction de la coalition.

Après l'éclatante victoire de l'Union nationale aux élections de 1936, la plupart des principaux nationalistes de la défunte A.L.N. se dissocient de Duplessis, qu'ils accusent de ne pas appliquer le programme du parti. Paul Gouin, qui ne s'est pas présenté aux élections de 1936, tente en vain de ressusciter l'A.L.N. pour les élections de 1939.

25. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

26. "il y a trois semaines", selon *Le Journal* du 18 mai 1937, à la page 7.

27. Lors des débats à l'Assemblée législative, plusieurs députés associent ironiquement le député de Saint-Hyacinthe (M. Télesphore-Damien Bouchard) à une histoire de valise. En fait, selon les dires de M. Maurice Duplessis, il y avait à Saint-Hyacinthe une imprimerie dans laquelle était intéressée la fille de M. Bouchard. Le député de Saint-Hyacinthe l'a ensuite achetée et mise au nom de celle-ci. Puis, il a fait acheter des valises par cette imprimerie et lui, alors qu'il était président de la Chambre, a acheté les valises de cette imprimerie au nom de sa fille avec un profit de 30 % aux dépens de la province. M. Duplessis raconte cette histoire en détail à la séance du 5 avril 1938.

28. "gérant-général", selon *Le Journal* du 18 mai 1937, à la page 7.

29. Voir note 25.

## Première séance du mardi 18 mai 1937

## Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 11 heures<sup>1</sup>.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Loi électorale

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 71 modifiant la loi électorale de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Dans la loi électorale que nous avons approuvée l'automne dernier, nous enlevions le droit de vote aux substituts de la Couronne. Or, il arrive, dans les districts ruraux, par exemple, que ces substituts ne sont que temporaires et nous avons considéré qu'il était injuste de les défranchiser.

Par ce bill, nous amendons la loi pour permettre de voter, et nous disons également que les aliénés détenus dans les hôpitaux ou ailleurs ne pourront voter.

Nous disons également que celui qui achète un autre électeur ne pourra voter. D'après l'ancienne loi, celui qui s'était vendu dans une élection ne pouvait voter, mais on sait que souvent celui qui achète est plus coupable que celui qui se vend, et nous disons aujourd'hui que celui qui achète sera défranchisé également.

**M. Drouin (Québec-Est):** Qui décidera cela?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au poll, quand il y a des doutes, on assermente l'électeur, et on lui demande: vous ne vous êtes jamais vendu dans une élection...

**M. Drouin (Québec-Est):** Alors, on lui demandera: "Avez-vous acheté?"

(Rires et applaudissements)

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission  
des liqueurs de Québec

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 72 garantissant l'indépendance de la Commission des liqueurs de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité<sup>2</sup>:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Conformément à la promesse que nous faisons au cours des élections, nous avons aboli la Commission des liqueurs dès notre arrivée au pouvoir. Autrefois, il y avait à la Commission des liqueurs un certain favoritisme, pour ne pas dire népotisme.

Sous le régime libéral, la Commission des liqueurs était corrompue à un tel point qu'elle a aidé et a favorisé l'infraction de certaines lois au lieu d'aider les autorités à les appliquer.

Il y a eu des opinions erronées au sujet du statut de la commission. À la suite de la démission des commissaires et de leur remplacement par un

gérant, on a parfois prétendu, dans les procès intentés en vertu de la loi des liqueurs, que la Commission n'était plus une corporation et n'avait plus les privilèges attachés à ce titre. Voilà pourquoi on précise ici que la Commission reste une corporation.

Autrefois, il y avait cinq membres de la Commission. Tous ces salaires coûtaient cher à la province. C'est d'ailleurs un fait reconnu que la Commission des liqueurs, sous le régime précédant le nôtre, était un foyer de corruption. L'ancienne Commission des liqueurs de Québec était simplement un organisme politique de la pire sorte. Elle consacrait son temps à enrichir les amis du gouvernement et n'était pas au-dessus de la contrebande.

Mais, on prenait la boisson saisie par la police pour la mettre secrètement en vente. Et il y a une rumeur à l'effet qu'avant chaque élection des agents du gouvernement se rendaient à Paris, à Edimbourg, pour rencontrer les distillateurs et leur promettre des contrats pour quatre ou cinq années à l'avance s'ils souscrivaient à la caisse électorale.

**M. Bastien (Berthier):** Avez-vous des preuves, ou si vous parlez d'après des ouï-dire?

**M. Larochelle (Lévis):** Voulez-vous commencer par vous asseoir vous!  
(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tout le monde sait cela.

À part de cela, la Commission favorisait la contrebande, à la faveur de lois faites sous prétexte de l'empêcher.

Sur la requête d'un simple commissaire, un magistrat pouvait faire exécuter des descentes par un homme qui n'avait aucun mandat des tribunaux de le faire.

**M. Bastien (Berthier):** Vous avez oublié les mots: corrupteurs et corrompus.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y en avait à la Commission des liqueurs comme ailleurs. Cette Commission était devenue un véritable tribunal d'inquisition comme en Espagne. Voilà pourquoi le présent bill en consacre l'indépendance en donnant au gérant le pouvoir de nommer les employés.

Nous avons passé une autre loi pour empêcher que des hommes de la Commission fassent ou favorisent la contrebande. Désormais, la politique

ne devra plus avoir d'influence sur les activités de la Commission. Aujourd'hui, la Commission est sur des bases solides. La Commission était faite pour empêcher la contrebande. Les dirigeants de la commission complotaient avec des amis bien connus de l'ancien régime libéral afin de faciliter l'exportation d'alcool fabriqué ici, vers les États-Unis et d'autres pays, sans payer de taxes et de frais de douane.

Grâce à cette loi, la Commission a pu protéger ses amis et persécuter ses opposants. Les dirigeants de l'ancienne Commission se sont tournés vers les hôteliers et leur ont dit qu'ils assureraient leur sécurité, quant aux licences, s'ils achetaient des marques particulières d'alcool. Lorsque le nouveau gouvernement est arrivé au pouvoir, ce dernier a commencé en abolissant tous les commissaires en leur donnant un salaire de \$1 par année, ce qui assure à l'ancien président, M. Cordeau, un revenu de \$0.66 par année.

(Rires)

**M. Barrette (Terrebonne):** Je félicite le gouvernement d'avoir aboli la Commission des liqueurs et d'avoir présenté le bill actuellement à l'étude en citant des cas de prétendues illégalités qu'il attribue à la Commission aujourd'hui abolie.

L'ancienne loi des liqueurs était tellement néfaste qu'elle avait de l'influence même devant les tribunaux. Les agents de la Commission des liqueurs ont même passé des télégraphes dans mon comté aux dernières élections provinciales. Les dirigeants de la Commission ont non seulement conspiré avec les organisateurs du Parti libéral afin de protéger les amis du parti contre toute poursuite en justice, mais ils sont allés jusqu'à conspirer avec les magistrats pour régler en privé des cas contre les libéraux, tandis qu'ils poursuivaient les conservateurs en audiences publiques. Je demande au gouvernement d'avertir les agents de la Commission de ne plus intervenir dans les campagnes politiques.

Les avocats qui n'étaient pas du régime ne pouvaient défendre autrefois les prévenus accusés d'infractions à la loi des liqueurs. La police de la Commission, grâce à l'intervention du premier ministre, commence à être respectée dans la province de Québec. Autrefois, les députés et les dirigeants de la Commission des liqueurs pactisaient avec les contrebandiers.

Chez nous, à Terrebonne, nous avons émis des licences à tous les hôteliers et nous leur avons dit que nous n'avions pas besoin d'eux pour faire de la politique.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre et ses associés ont fait pendant plusieurs mois des accusations et des insinuations contre les membres de l'ancienne Commission des liqueurs; toutefois, ils n'ont pas encore ordonné l'ouverture d'une enquête. Pourquoi les commissaires n'ont pas comparu devant le comité des comptes publics pour entendre les accusations portées contre eux et pour leur donner la chance de s'expliquer?

**M. Boyer (Châteauguay):** Le comité des comptes publics a été tellement occupé par la révélation des autres scandales du régime libéral qu'il n'a pas eu le temps de s'occuper de la Commission des liqueurs.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre, selon son habitude, a lancé sans preuves de nombreuses accusations contre la Commission des liqueurs. Au cours de la session d'urgence, l'automne dernier, il avait chanté sous tous les toits que la Commission des liqueurs était disparue. Aujourd'hui, il revient sur ses idées. Il amende cette loi et fonde un organisme qu'il n'appelle plus "commission" mais qui s'appellera ou sera connue sous le nom de "corporation." Il a promis d'abolir tellement de commissions qu'il devait faire quelque chose pour tenir une telle promesse.

Il a parlé de ces corrupteurs et de ces pilliers de la Commission; il devait amener plusieurs personnes autrefois de la Commission devant le comité des comptes publics. Il n'en a pas traduit un seul devant ce tribunal de tortionnaires. Pourquoi n'a-t-il pas fait demander ces gens-là au comité des comptes publics? Il n'en a pas eu le courage. Est-ce parce que ses accusations étaient seulement des insinuations, qu'il n'était pas capable de vérifier?

Il se vante d'avoir fait disparaître les cinq commissaires. Il les a tout simplement remplacés par les siens. Et les salaires de ces derniers sont plus élevés que ceux des anciens commissaires.

Comment se fait-il que M. Désaulniers soit alors encore là? Puis, il semble que les bons hommes soient rares dans son parti, puisqu'il a pris le notaire Savoie qui était déjà à la Commission du tramway, pour le placer aussi à la Commission des liqueurs. Il y a à cette Commission, de plus, un grand ami du premier ministre, M. Moineau; l'avocat Simard y occupe quelque fonction; M. Zéphirin Hébert y fut un temps.

Cette Commission devait marcher comme par enchantement à l'entendre avec des gens qui ne seraient presque pas payés. Puis on a continué les

nominations. On a nommé un M. Percy Trevelyan. Personne ne connaît ce dénommé Trevelyan...

**M. Labelle (Montréal-Saint-Henri)** proteste.

**M. Bastien (Berthier):** ... du moins comme un expert dans le commerce des liqueurs. Le premier ministre dit aussi avoir gardé une pension de \$0.66 à M. Cordeau. Que fait-il de la pension complète d'une autre commission? Le premier ministre a donné sa pleine pension au président de la Commission des services publics et l'a refusée à M. Cordeau qui gagnait moins que M. Adrien Beaudry! Comment expliquera-t-il cela, lui, au public, un fils de juge, un avocat et un procureur général?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Soixante-six sous, c'est encore trop cher pour M. Cordeau.

**M. Bastien (Berthier):** Vous avez tenu deux enquêtes des comptes publics et vous n'avez même pas eu le courage d'assigner M. Cordeau pour lui permettre de se justifier de toutes les attaques que vous avez faites à sa réputation. Mais ce qu'il a dit de l'ancienne Commission des liqueurs, le public de Montréal le dit de la vôtre. Si le premier ministre était sérieux, il ferait faire une enquête impartiale sur les gens qu'il a accusés. Qu'il donne donc la chance aux anciens commissaires de se défendre des accusations qu'il a portées contre eux. Ils ont besoin de toute leur réputation.

**M. Boyer (Châteauguay):** Quand le député parle de l'enquête des comptes publics, sait-il que nous avons enquêté dans le cas de M. Charles Lanctôt, et quand on enquêtait, pouvait-on enquêter dans le cas des officiers de la Commission des liqueurs? Le comité des comptes publics enquêtera sur la Commission des liqueurs à la prochaine session et aux suivantes. Ils ne perdent rien, leur tour va venir. Que le député de Berthier (M. Bastien) attende, cela viendra.

Je conseillerais au député de Berthier d'aller trouver M. Lanctôt pour lui demander de lui prêter un fusil pour aller à la chasse et se reposer, étant donné que la session va prendre fin.

**M. Béique (Chambly):** La Commission à la tête de laquelle il y a des hommes nouveaux a eu un surplus. Je félicite le gouvernement de la nomination du notaire Savoie comme gérant de la Commission des liqueurs à Montréal, que l'on appelle maintenant la "corporation".

Le député de Berthier se plaint du fait que nous ayons changé le mot "commission" en celui de "corporation". C'est que l'expression Commission des liqueurs s'était pourrie dans l'esprit des gens. On ne pouvait plus l'employer. Dans notre district, nous avons toujours connu la Commission des liqueurs sous le nom de "Commission des voleurs." Ce nom était synonyme de corruption. Voilà pourquoi il faut changer le nom. Il fallait quelque chose de plus propre. Le chef de l'opposition est venu avec la police de la Commission parler à Saint-Lambert pendant la campagne électorale. Il a provoqué la population. Après un discours à l'emporte-pièce, Saint-Lambert m'a donné une majorité de 500 voix.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On vous l'a prêtée cette majorité. Vous allez voir qu'on va s'empresse de la reprendre à la prochaine occasion.

(Rires)

**M. Béïque (Chambly):** Que le chef de l'opposition parle pour son propre comté. On en a pour 50 ans, ici.

(Rires)

Une nouvelle administration aux liqueurs, ce sera tant mieux pour la province et pour le peuple.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne veux pas suivre le député de Berthier sur son terrain.

**M. Bastien (Berthier):** Je vous ai suivi, moi, je vous ai répondu.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député suit toujours, même le chef de l'opposition qu'il aspire remplacer.

**M. Bastien (Berthier):** Le chef de l'opposition est un bon homme, je suis fier de mon chef.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et combien le député de Berthier a raison! Car c'est le meilleur des 14 membres de l'opposition, et il est incontestablement meilleur que le député de Berthier.

(Rires)

**M. Bastien (Berthier):** Et à vous par-dessus le marché.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition a pris ce qu'il y avait de mieux dans ce qui restait.

Le député de Berthier a parlé au notaire Savoie, gérant de la Commission des liqueurs. Je me flatte de compter M. Savoie comme un ami de cœur que j'ai appris à estimer, et son amitié m'honore. M. Savoie est un homme remarquable par ses qualités d'intelligence, de caractère et de cœur. Il est aussi et avant tout un honnête homme, et ses qualités d'intégrité parfaite et de cœur en ont fait pour moi un ami dont je m'honore hautement.

C'est un fils de cultivateur et un garçon de talent, perspicace et autodidacte. Parti pauvre de chez lui, il a eu le courage de travailler comme conducteur sur le tramway de Montréal pour gagner honorablement ses cours. J'ai eu l'avantage de le connaître au collège et à l'Université, et il a été pour moi un ami qui jamais n'a fait défaut dans les heures les plus sombres que l'opposition du temps a traversées. C'est un "self-made man". Quand nous sommes arrivés au pouvoir, il était le "friend in need is a friend indeed".

Je me vante de l'avoir placé aux tramways. Si, au lendemain de la campagne électorale, j'ai avec plaisir nommé M. Savoie à un poste important, ce n'est pas tant à cause de l'amitié qui nous unissait qu'à cause des qualités remarquables de M. Savoie, de son jugement, de sa perspicacité et de son absolue intégrité. Il avait une expérience extraordinaire, ayant été conducteur de petits chars. Et c'est une des nominations dont je me glorifie le plus, comme l'une des plus utiles au bien de la province.

À la Commission des tramways où il a été vice-président et qu'il va quitter le 1<sup>er</sup> juin prochain, il a eu un mot à dire dans l'administration des compagnies de tramways de Montréal. Il a réalisé en peu de temps des choses remarquables. Lorsqu'il s'est agi de remplacer le surintendant de la compagnie, grâce au notaire Savoie, ce fut un Canadien français qui fut placé. C'est ainsi qu'il a fait nommer pour la première fois dans l'histoire de la Compagnie, un Canadien français au poste de surintendant, passant ainsi d'un salaire de \$2,400 à un salaire de \$8,000. Et il l'a réussi, grâce à son talent, son tact, son doigté et la fermeté qu'il a su montrer en temps opportun.

La même chose, lorsqu'il s'est agi de faire nommer comme ingénieurs en chef de la compagnie MM. Duperron et Archambault, des Canadiens français. Ils furent nommés à ces postes grâce à M. Savoie. Et c'était aussi la première fois que la chose se produisait, que ces postes importants étaient occupés par des Canadiens français. De même, il a établi dès son arrivée le caractère bilingue des billets, détail qui prouve que son attention était constamment en éveil et qu'il savait agir sûrement et efficacement.



*Le Devoir* de Montréal est un journal honnête. Il combat pour ses causes, mais il n'aurait pas si bien réussi que le notaire Savoie. M. Savoie avait montré des qualités de bon administrateur, de loyauté et d'intégrité. Je n'ai pas trouvé de meilleur serviteur pour la province et pour le poste de la Régie des liqueurs.

Le gouvernement actuel a pris la Régie des liqueurs avec un débit de \$600,000 et a transformé ce débit en un crédit de \$700,000. Grâce à la réorganisation qui a été faite, le chiffre d'affaires a augmenté en quatre mois de \$1,382,000. Les dépenses d'administration ont été diminuées de \$150,000 par année, sans compter les dépenses de voyage des commissaires. Une économie stricte est mise en pratique, mais tous les moyens seront utilisés pour gonfler les rentrées de fonds, mais en même temps, on encourage la sobriété dans la province.

On a supprimé aussi la coutume qu'avaient prise certains amis du régime d'aller se ravitailler à la Commission, sans payer comptant, mais en "montant" des comptes.

Des mesures ont été prises pour que la boisson coûte meilleur marché. Il n'y aura plus de clubs ravitaillés sans payer leurs comptes. Ainsi, on a aboli certains privilèges que recevaient des clubs et des privilégiés de s'approvisionner de liqueurs aux frais de la province. Nous allons diminuer le personnel pour le rendre plus efficace. Nous allons garder les employés honnêtes nommés par l'ancien régime. Avec les économies réalisées, nous proposons d'augmenter les salaires des petits employés, des commis de magasin, qui n'ont actuellement que \$18 par semaine. L'augmentation ne pourra être considérable pour le moment, mais elle sera assez sensible. Nous voulons donner aux petits employés des salaires raisonnables, au lieu de payer des gros salaires à ces commissaires pour ne rien faire. Sous l'ancien régime, tout était pour les commissaires et rien pour les commis!

Une autre chose. Au temps de l'ancien régime, les amis des puissants étaient allés en Europe et ils avaient accordé, moyennant compensation substantielle, diverses marques pour le monopole du commerce. Ces quelques distilleries avaient seules le privilège de vendre leur boisson au gouvernement. Aujourd'hui, tout le monde pourra en vendre; nous allons briser le trust des alcools. Nous aurons donc un choix plus complet de liqueurs et nous allons mettre sur le marché les meilleures marques de boisson de tous les pays. Nous allons encourager la vente des boissons faibles: on favorisera surtout la vente des vins légers et nous étudions en ce moment

s'il est possible de vendre du cidre de pommes fabriqué dans la province de Québec.

Un groupe de distillateurs a formé un trust pour vendre de l'alcool au gouvernement actuel à \$1.80, alors que le prix ailleurs était de \$1.50. On comptait tromper le gouvernement. Mais j'ai exigé un rabais à \$1.40 le gallon, obtenant ainsi une économie de plus de \$50,000, rien que de ce fait. Désormais, l'achat de vins à l'étranger servira non pas pour avantager la caisse électorale, mais pour avantager le peuple de la province. Tout cela pour montrer la multiplicité de nos problèmes et répondre à ceux-là qui ne pensent qu'à une seule question. Nous allons baisser les prix.

Sous la direction du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau), le gouvernement est en pourparlers avec les pays étrangers de l'Europe pour favoriser l'écoulement des produits de la province de Québec, par l'entremise de la Commission des liqueurs. Nous allons favoriser l'échange de produits québécois, et notamment le poisson de nos pêcheries de la Gaspésie. La Commission des liqueurs servira ainsi de pont pour activer les échanges possibles pour les spiritueux et les vins. Voilà quelques-unes de nos nombreuses et multiples activités que nous avons faites en moins d'un an de travail, dans ce domaine.

**M. Bélanger (Montréal-Dorion):** Je suis heureux d'apprendre cette loi. Et je saisis l'occasion pour féliciter le premier ministre d'avoir confié des postes importants à M. le notaire Savoie, et M. Moineau à la gérance de la Commission des liqueurs de Montréal. (Faisant l'éloge de ces deux administrateurs) Tous les employés, dit-il, sont unanimes à reconnaître leur compétence et leur intégrité. Je souhaite, dit-il, que le gouvernement ait un beau surplus avec la vente des liqueurs pour être ensuite en mesure d'augmenter les salaires des petits employés.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le titre de cette loi, suivant une habitude prise par le gouvernement, aurait dû se lire: "Loi pour corriger les erreurs du gouvernement".

Le premier ministre, dit-il, s'est rendu compte que faire des lois c'est facile, mais il doit s'apercevoir que bien les faire, c'est tout à fait différent. Des difficultés surviennent quand il s'agit de poursuivre au nom de la Commission des liqueurs, car en abolissant les commissaires, le premier ministre a aboli la Commission.

**M. Tardif (Frontenac):** Le chef de l'opposition est hors d'ordre.

**M. le président** donne tort au député de Frontenac.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Aujourd'hui, il vient de faire renaître la Commission des liqueurs. Il a nommé à la tête de cet organisme, M. Savoie, qui doit être un honnête homme. Je ne le connais pas, mais l'avenir prouvera s'il est un si bon administrateur. De toute façon, il y aura encore et beaucoup de patronage qui fera encore des ravages dans la Commission. Les lois, ça se fait, ça se défait, ça se refait et ça se surfait. Les actes de M. Savoie et son indépendance, en l'occurrence, on sait ce que ça signifie. Le premier ministre est le lieutenant-gouverneur en conseil, dictateur et tout. Oh, je sais bien que M. Savoie ne fait rien sans l'avis du premier ministre. À toutes fins pratiques, M. Savoie est le premier ministre et le premier ministre est M. Savoie. Au conseil des ministres, c'est le premier ministre qui signe, et si un ministre n'est pas content, il n'a rien qu'à prendre son chapeau. C'est d'ailleurs l'esprit de la Constitution.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** J'invoque le Règlement, dit-il. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de faire pareilles insinuations à la légère. Au conseil des ministres, c'est la majorité qui décide. Nous avons le droit de parler et nous parlons. Jusqu'à présent, les décisions ont été unanimes.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je félicite, dit-il, le ministre de revendiquer ses droits, mais ce qu'il dit prouve les avancés du premier ministre. Car rien ne se fait sans les initiales du premier ministre sur les arrêtés ministériels. Je n'ai rien insinué. J'ai dit que, selon la Constitution, si un ministre différerait d'opinion avec le premier ministre et s'il persistait à le contredire, il n'avait qu'à s'en aller. Le cas de l'honorable député de Québec-Est (M. Drouin) est là. Vous suivez tous le premier ministre.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Point d'ordre. C'est inexact. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de dire cela.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je vous demande, dit-il, votre opinion sur le droit constitutionnel.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** La minorité, au conseil des ministres, est assez

généreuse pour se plier devant la majorité, mais les ministres ont leur mot à dire.

On sait pourquoi le député de Saint-Hyacinthe fait ces affirmations; c'est pour attaquer le premier ministre. Mais tenez-vous le pour dit: vos attaques sont vivement ressenties par mes collègues, dit-il, et ne servent qu'à unir davantage les députés de l'Union nationale autour du premier ministre. Vos attaques ont eu un effet contraire à vos prévisions! Les ministres ne croient pas toujours nécessaire de relever toutes les attaques contre leur chef, mais ils ne les ressentent pas moins, répète-t-il.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Évidemment le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) a des illusions et de la reconnaissance. Attendons quelque temps pour voir si l'Union nationale est si unie; nous verrons si les députés se tiendront liés autour du premier ministre. Attendons. Il va arriver des événements qui vont le surprendre...

Le fait est et reste que si un ministre n'est pas content, il démissionne. À preuve: le cas du député de Québec-Est (M. Drouin).

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Cela confirme qu'il y a eu discussion.

**Des députés** discutent pour que le chef de l'opposition retire ses paroles sur la responsabilité ministérielle.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas d'objection à retirer ce que vous dites que j'ai dit.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** proteste encore.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** continue son argumentation.

Depuis quelque temps, j'ai reçu un grand nombre de plaintes d'hôteliers qui ont perdu leur licence pour vendre de la boisson. "On m'enlève ma licence parce que je suis libéral", disent-ils. On ruine ainsi le propriétaire d'une licence. Je dis que c'est une injustice grave qui doit cesser. Nous n'agissons pas ainsi, nous autres.

Des licences ont été enlevées à des gens qui en avaient besoin pour vivre. On jette ainsi des gens sur le pavé sans les rémunérer. À Saint-Hyacinthe, sur neuf hôteliers, il y en avait six de conservateurs, dont l'un était mon pire adversaire. Si on veut avoir des bleus à la tête des hôtels, qu'on leur fasse au moins acheter leur licence.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y a eu plusieurs demandes d'abolir des licences d'hôtel et, dans tous les cas, on a eu raison de demander cela. Il y avait des abus.

Nous faisons des enquêtes avant d'enlever une licence. Chez nous, à Trois-Rivières, nous avons annulé ainsi trois de ces permis, et les trois personnes avaient déjà été condamnées avant. Le premier appartenait à un homme qui avait été arrêté et condamné à un an de prison.

C'était donc une bonne raison. L'autre appartenait à un épicier qui était rendu à vendre de la bière au verre. Les licences n'ont pas été enlevées à ceux qui ont observé les règlements.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Et combien en reste-t-il chez vous d'hôteliers qui ont été ainsi arrêtés et qui continuent d'avoir leur licence?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y a une différence entre une arrestation et une offense. Mais si le chef de l'opposition veut qu'on abolisse les licences de tous ceux qui ont été arrêtés, nous le ferons.

Cependant, il se peut qu'il y ait eu des erreurs en dehors de ma connaissance. Je ne demande pas mieux qu'à les réparer.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** cite des cas particuliers et demande qu'on rende les licences à deux citoyens de sa ville. Il y en a une chez nous, dit-il. Je vous donnerai le nom de la personne en question. Et j'espère que vous y verrez.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je vous promets, dit-il, que ces deux cas seront étudiés attentivement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Faites une étude spéciale pour le cas de trois hôteliers de Saint-Hyacinthe qui ont perdu leur licence sans raisons valables. Ces hôteliers avaient de spacieuses cours pour remiser chevaux et voitures de cultivateurs qui venaient en ville, le dimanche, pour assister à la messe, ou la semaine, pour faire des emplettes. Maintenant, ces gens ne savent plus où remiser leur voiture.

**M. Barrette (Terrebonne)** cite le cas d'hôteliers de Terrebonne qui ont perdu leurs licences pendant 48 jours à cause de l'ancien député de ce comté. À Saint-Hyacinthe, dit-il, l'on boit tellement en temps électoral que même les chevaux sont saouls.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ceci prouve bien l'absurdité de toutes vos accusations.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Travaux de la Chambre:****Dépôt de document****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)**

tente de produire et de lire une lettre censée être liée à l'accusation portée contre le député de Kamouraska (M. Chaloult) au sujet de pratiques professionnelles contraires à l'éthique.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je proteste, dit-il; cela n'a rien à voir avec le cas présenté devant la Chambre.

**M. Hamel (Québec-Centre):** La réputation des membres de cette Chambre, dit-il, devrait être protégée contre de telles imputations. Il est toujours possible pour les ennemis d'un homme public d'arriver à savoir ce que le premier ministre veut lire.

**Des députés de l'opposition:** 1 heure.

**M. l'Orateur:** 1 heure.

**Des députés parlent.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre. À l'ordre.

La séance est levée à 1 heure.

**Deuxième séance du 18 mai 1937****Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 3 h 20.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi 22 George V,  
chapitre 53**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), la permission de présenter le bill 70 modifiant la loi 22 George V, chapitre 53.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>3</sup>:**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Cette loi a pour but de restreindre au vérificateur et au chef de police l'application de la loi relative à la destitution de certains officiers municipaux dans les cités et villes ayant plus de 50,000 âmes de population.

Jusqu'à l'heure actuelle, en vertu d'une loi passée il y a quelques années, les trésoriers des grandes villes, les chefs des services municipaux et autres employés ne pouvaient être destitués sans une enquête devant un juge de la Cour supérieure. Or, en vertu de la nouvelle loi, seuls les vérificateurs ou contrôleurs des finances et chefs de police bénéficieront de cette protection. Quelle protection laisse-t-on aux contrôleurs des finances?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi 22 de George V, chapitre 53 avait été passée à la demande du gouvernement Taschereau pour protéger certains officiers du conseil de ville de Montréal. La loi disait que les directeurs des finances, trésoriers, auditeurs, vérificateurs et chefs des services dans une ville de 50,000 âmes ne pouvaient être destitués sans une enquête devant un juge de la Cour supérieure, et par un vote de la majorité des membres du conseil de ville. Il n'est pas

question du tout des contrôleurs qui ont été nommés en vertu de lois différentes.

À la demande des autorités municipales de la métropole, nous disons aujourd'hui avec notre nouvelle loi que seuls les vérificateurs et chefs de police bénéficieront de cette loi. Nous ne voulons pas de la création d'une bureaucratie au sein des administrations municipales. Tous les autres officiers pourront être destitués par le conseil. Nous ne voulons pas que certains employés se donnent plus d'importance que le conseil.

Nous retranchons de la loi ancienne cette partie du texte qui paralysait l'autonomie des conseils municipaux.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le contrôleur des finances est un officier municipal important. J'aimerais savoir quels sont les contrôleurs dont on a à se plaindre et que l'on veut destituer? S'agit-il des difficultés qu'il y a eu au sujet du contrôleur à Trois-Rivières?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non. Ce bill n'affecte que les villes ayant 50,000 âmes de population, et Trois-Rivières n'a pas 50,000 âmes. Il ne peut donc être question de la ville que j'ai l'honneur de représenter. En conséquence, le bill s'applique à Montréal et Québec.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pourquoi ne pas l'indiquer dans la loi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi ne s'applique que dans les seules villes de plus de 50,000 de population.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il y a Québec et Verdun.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Montréal-Verdun (M. Lafleur) prétend qu'à 60,000, il y a de l'enthousiasme.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi 25-26 George V, chapitre 9**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), la permission de présenter le bill 74 modifiant la loi 25-26 George V, chapitre 9.

Les municipalités avaient le droit, en vertu de cette loi, d'emprunter pour des travaux de chômage lorsqu'il n'y avait pas entente avec les pouvoirs publics.

Cette loi expirait le 30 mars dernier, et en vertu du présent bill, nous l'étendons au 1<sup>er</sup> juin 1938.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Questions et réponses:**

#### **Eugène Létourneau**

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** 1. À quelle date M. Eugène Létourneau, de Montmagny, a-t-il été destitué comme grand constable de ce district?

2. Qui a recommandé sa destitution?

3. À quelle date, par qui et de quelle manière a-t-il été averti que ses services n'étaient plus requis?

4. Pour quelle raison a-t-il été destitué?

5. Si le gouvernement a destitué M. Létourneau pour cause, y a-t-il eu enquête?

6. Dans l'affirmative:

a. Quand, où et par qui cette enquête a-t-elle été tenue?

b. M. Létourneau en a-t-il été averti?

c. A-t-il eu l'avantage d'y comparaître et de faire entendre des témoins?

7. Pendant combien de temps M. Létourneau a-t-il été grand constable pour le district de Montmagny?

8. Pendant cette période, y a-t-il eu des plaintes contre lui?

9. Dans l'affirmative:

a. Quelle était la nature de ces plaintes?

b. Y a-t-il eu enquête et si oui, monsieur Létourneau a-t-il eu l'avantage de comparaître et de se défendre?

c. S'il y en a eu une, par qui, quand et où a-t-elle été faite?

d. Quel a été le rapport ou le résultat de cette enquête?

10. M. Létourneau a-t-il été remplacé?

11. Dans l'affirmative: Par qui?

12. S'il n'a pas été remplacé, quand le sera-t-il et par qui?

### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

M. Eugène Létourneau a été destitué le 5 février 1937 du poste de grand connétable du district de Montmagny pour ingérence politique et dans l'intérêt public, sur la recommandation de M. René Paré et du député actuel de Montmagny.

### **Corporation du pont du lac Saint-Louis**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 73 relatif à la Corporation du pont du lac Saint-Louis.

Adopté.

### **Loi des produits laitiers**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 67 modifiant la loi des produits laitiers soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Barré (Rouville):** J'ai, dit-il, quelques remarques à faire avant la deuxième lecture. Je suis en faveur du principe de la loi, tout en regrettant qu'une mesure de cette importance nous soit soumise aux dernières heures de la session. Je comprends que nous avons tous, après trois mois de travail loin de nos foyers, la soif de retourner chez nous et je ne veux pas retarder la fin de la session. Je suis obligé de dire cependant que je regrette la présentation de cette loi à cette heure tardive. Nous aurions voulu avoir plus de temps pour étudier cette législation. Le principe de la loi est bon, mais je crains, dit-il, que son application offre certains dangers. Les meilleures lois peuvent être inopérantes si elles ne sont pas sagement appliquées.

C'est l'une des plus importantes lois proposées depuis le début de la session. Ce bill que nous étudions en ce moment comporte trois catégories de personnages: le lieutenant-gouverneur en conseil, un bon sujet, comme dirait le député d'Yamaska (l'honorable M. Élie); la Commission d'industrie

laitière qui n'est pas nommée dans le bill, et enfin, un organisme formé de laitiers et de producteurs de lait. Pour le lieutenant-gouverneur, il n'a rien à dire, dit-il.

Cette loi ne va pas suffisamment loin. Elle ne devrait, pour les fins de son application, être mise entre les mains de la Commission de l'industrie laitière. Serait-on favorable à ce que le commerce du lait tombe aux mains d'une organisation étrangère aux producteurs de lait et qui n'appartient pas entièrement à la province de Québec?

Je considère que l'on donne trop de pouvoirs à la Commission de l'industrie laitière. Je soumetts que ce bill favorisera la main mise d'un centre de réception qui aura un contrôle absolu et qui pourra exclure certains distributeurs à sa guise. Je ne veux pas que tous les fonctionnaires changent quand le gouvernement change. Le jour où on décidera, par exemple, de se débarrasser de Barré, on le fera sans tarder, et on aura tous les pouvoirs pour agir ainsi. On donne, par ce bill, des pouvoirs quasi discrétionnaires au sujet desquels les producteurs de lait n'auront aucun contrôle.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Très bien.

**M. Barré (Rouville):** Je me demande si cette Commission, telle que constituée, sera indemne de tout favoritisme politique. Le principal, c'est la création d'une centrale de réception du lait où les détaillants iront s'approvisionner. Je ne crois pas prudent qu'on lui donne l'application de la présente loi. Si l'on veut me faire plaisir à 50 %, il y a encore une solution: améliorons la loi, retardons la loi à l'an prochain ou, à tout le moins, si on l'adopte, disons qu'elle entrera en vigueur seulement sur proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Si j'ai demandé à passer cette loi, c'est que nous nous proposons de parfaire l'organisation des cultivateurs dans la province de Québec et cette loi la permettra. Notre intention n'est que de favoriser le groupement des cultivateurs afin de leur donner, par cette loi, des avantages qu'ils réclament depuis longtemps. Et lorsque ces groupes coopératifs seront organisés, nous serons en mesure de les protéger davantage. Si les cultivateurs s'organisent, ils pourront ensuite avoir leur organisation propre pour la distribution laitière dans les postes établis.

Je remercie le député de Rouville de ses remarques. Mais puisque l'honorable député de Rouville nous signale des dangers, je n'ai aucune

objection à la remise de cette législation à plus tard. Je n'ai pas d'objection à l'amender pour qu'elle n'entre en vigueur que par proclamation. Nous étudierons les objections de l'honorable député et si la loi offre des dangers, nous la modifierons.

**M. Tardif (Frontenac):** Il y a un article qui m'intéresse particulièrement parce que la loi réglemente le camionnage du lait et de la crème, mais je n'ai pas d'objection à l'amendement de l'honorable député de Rouville.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>4</sup>:**

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 8 de la loi des produits laitiers (Statuts refondus, 1925, chapitre 63 tel que remplacé par la loi 23 George V, chapitre 24) est modifié en retranchant l'avant dernier alinéa."

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est la deuxième fois depuis que je suis Orateur de la Chambre que je déroge à la coutume qui veut qu'un Orateur ne prenne pas part à la discussion. J'ai deux raisons qui m'en font qu'une. La première fois, j'ai donné les raisons qui me forçaient d'agir ainsi, et aujourd'hui ces raisons sont de même nature: les cultivateurs de mon comté, le comté de Deux-Montagnes, sont essentiellement producteurs de lait et sont par conséquent intéressés dans la législation à l'étude. Les cultivateurs de mon comté expédient une grande quantité de produits laitiers à Montréal ou ils le portent aux fabricants locaux.

À chaque session, on aura remarqué d'ailleurs que le député de Deux-Montagnes participe toujours au débat sur cette question de l'industrie laitière, au point peut-être qu'on s'en sera fatigué.

Dès 1930, j'ai demandé au gouvernement du temps d'organiser la protection des producteurs de lait au moyen d'un organisme muni des pouvoirs nécessaires. Dans le temps, nous avons obtenu la création d'un organisme de ce genre qui donne justice aux producteurs de lait. En 1933<sup>5</sup>, après la

création de la Commission de l'industrie laitière, nous revenions demander au gouvernement une législation pour corriger certaines dispositions de la loi que nous n'avions pas prévues auparavant; j'ai obtenu des amendements à la loi.

Et aujourd'hui, le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) présente une nouvelle législation sur le même sujet. Ce projet est d'une extrême importance. Il comporte des conséquences très considérables pour les producteurs de lait, pour les consommateurs et pour les distributeurs. Je vois d'abord de nouveau et d'important dans cette loi un réajustement de la garantie que les laiteries et distributeurs de lait doivent donner. Dans le passé, le montant fixé au préalable me paraissait assez faible. Aujourd'hui, on le rétablit de façon plus juste. Je suis entièrement satisfait de cette clause. Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) doit donc être félicité, et la clause qui comporte cette garantie devrait être acceptée d'emblée à mon avis.

Dans un autre article, je vois une innovation d'une extrême importance: il s'agit en effet de la création de postes de réception dans les villes. C'est un avantage très considérable. Nous avions demandé cela et aussi que les cultivateurs, en arrivant en ville, soient protégés par le contrôle de la pesée du lait et de l'examen du gras. Nous aurons un contrôle efficace qui était impossible dans le passé. On n'a jamais pu obtenir un contrôle pratique, dans le passé, pour donner justice aux producteurs de lait, tant pour la pesée que pour la qualité.

Le bill n'est peut-être pas complet en ce qui concerne ce contrôle. Et sur ce même chapitre, j'ai entendu le député de Rouville (M. Barré) proposer d'amender l'article 10. Je dois dire que je partage l'opinion de l'honorable député de Rouville pour que la loi ne soit mise en vigueur que par proclamation. D'un autre côté, les pouvoirs dans ce bill sont cependant intéressants. Au député de Rouville qui a suggéré la remise à plus tard de l'application de cette loi, je réponds que, par exemple, à l'article 3, je remarque avec plaisir que la Commission aura des pouvoirs d'enquête plus grands. C'est un article excellent qui devrait être appliqué immédiatement; ces dispositions de la loi représentent des avantages immédiats pour les producteurs de lait.

À l'article 4, on donne au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de limiter la concurrence; cela aussi, c'est excellent. En somme, comme disait aussi le député de Rouville, le principe même du bill est excellent. Je dirai qu'il est grand temps de le mettre en application. Je suggère donc que ces dernières dispositions de la loi soient mises

en vigueur dès la sanction. Les producteurs et les consommateurs ne pourront que se trouver mieux de l'application de cette loi.

Pour l'application de l'article 10 et les autres, il serait juste de laisser le lieutenant-gouverneur en conseil décider de la date où la loi pourra être mise en vigueur. Si mes fonctions me le permettaient, je ferais au ministre de l'Agriculture mes plus sincères félicitations pour l'initiative qu'il prend de présenter ce bill.

**M. Boyer (Châteauguay):** Le comté de Châteauguay est celui où la production du lait est la plus intensive dans la province. Les cultivateurs sont favorables au projet et la meilleure preuve qu'il est bon, c'est qu'une bonne partie des distributeurs de lait, les grands, les moyens et les petits, semblaient être contre le principe de ce projet de loi. Ceci est très significatif. Mais les principaux corps intéressés dans son adoption sont les producteurs, les consommateurs et les distributeurs.

La Commission peut être modelée sur d'autres bases. Je suis convaincu que la Commission de l'industrie laitière, opérant sous l'égide du présent ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault), pourra exercer un contrôle efficace sur la vente du lait dans notre province. C'est là une des meilleures et des plus importantes lois que nous ayons passées en cette Législature.

**M. Monette (Napierville-Laprairie):** Les pouvoirs que cette loi, que l'on nous présente en ce moment, va donner à la Commission sont des pouvoirs excessivement dangereux. Et pour que des commissaires aient en main de pareils pouvoirs, il faudrait qu'ils soient excessivement indépendants.

Je dois dire ici que je n'ai absolument pas confiance dans la Commission telle que formée. Je ne veux pas, dit-il, que la Commission ait les pouvoirs qu'on semble vouloir lui donner. Ce sont là des pouvoirs discrétionnaires que l'on ne doit pas donner à des personnes qui ne le méritent pas. Mal utilisés, ils seraient néfastes aux cultivateurs eux-mêmes. Telle qu'elle est rédigée, la loi ne réussira qu'à centraliser entre quelques mains le contrôle de la distribution et la vente du lait. Et ce contrôle sera exercé à Montréal.

Et les cultivateurs en souffriront naturellement puisque ce seront des puissants qui exerceront le contrôle. Je suggère donc au ministre de l'Agriculture de ne pas passer sa loi avant que je lui soumette certains détails intéressants sur le travail de certaines personnes intéressées à tout centraliser.

Je ne peux pas le faire ici, mais je lui soumettrai ces détails personnellement. Il pourra par la suite juger. Je demanderais donc au ministre de voir ceux qui ont des griefs au sujet de la commission.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Je suis bien heureux d'entendre le député de Napierville-Laprairie prononcer ces remarques sur le ton qu'il vient de prendre et je suis heureux de voir que la loi est si bien accueillie. Et je le remercie de la suggestion qu'il m'a faite. Le but de cette loi est la protection du cultivateur contre les gros intérêts. Nous croyons qu'en organisant une telle Commission, les cultivateurs seront protégés.

Quant à la Commission de l'industrie laitière, je ne suis pas prêt à la juger immédiatement. Il est de la plus élémentaire justice de permettre à ceux sur qui planent des doutes de se faire entendre; comme toute personne qui est accusée, les membres de cet organisme doivent avoir le privilège de se défendre et d'expliquer leur cas. Si la Commission n'a pas posé d'actes vraiment condamnables, je ne suis pas prêt, dit-il, à croire qu'il faille la condamner. Si, d'un autre côté, on a de bonnes raisons de croire que la Commission doit être améliorée, changée, modifiée, on verra. Et s'il faut augmenter le nombre de membres, la loi permettra de le faire. Mais les cultivateurs ne peuvent vraiment réussir que si on peut les aider.

On ne peut pas d'un seul coup tuer le trust du lait dans la province de Québec. Il faut procéder par degrés. C'est ce que nous faisons. Il s'agit de mettre les cultivateurs sur un pied tel qu'ils pourront se défendre comme les cultivateurs des autres provinces et des autres pays qui sont organisés.

Il pourra se commettre des abus dans cette Commission, mais nous ferons tout en notre possible pour les empêcher. Je serai donc satisfait de recevoir les suggestions que le député de Napierville-Laprairie voudra bien me communiquer. Je profite de l'occasion pour dire que la présente loi constitue un jalon dans l'organisation de nos cultivateurs. Cette organisation se fera en autant que nous donnerons aux cultivateurs les moyens de produire des produits de bonne qualité. Évidemment, les cultivateurs seront obligés de faire quelques sacrifices pour améliorer leurs produits, le lait, dans le cas présent. Mais ces sacrifices ne seront pas perdus, puisque nous les protégerons contre les trusts, avec notre Commission.

**M. Béïque (Chambly):** Je remercie, dit-il, le ministre de sa loi.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud)** discute avec le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault).

**M. Bélanger (Montréal-Dorion):** La Commission de l'industrie laitière, telle qu'elle sera constituée après l'adoption de la présente loi, rencontre mon approbation et celle de mes électeurs. Je voterai pour son adoption.

Je suis pour la loi, dit-il, si le ministre peut garantir que les trois catégories intéressées (cultivateurs, distributeurs et consommateurs) seront consultées. La commission telle que constituée ne me donne pas satisfaction, ajoute-t-il.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Par la loi, nous voulons diminuer l'écart qui existe entre les prix payés aux producteurs et ceux payés par le consommateur. Nous voulons adopter, pour l'industrie laitière, les méthodes modernes qui existent dans les autres pays. Mais que l'on ne s'effraie pas de la rigueur de certaines clauses. Elles ne s'appliqueront qu'aux cas extrêmes.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le prix du lait doit-il être diminué par une ordonnance de la Commission comme d'habitude au printemps, après avoir été augmenté à l'automne, aussi par une ordonnance?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Cela se fait ordinairement en mai ou en juin. Je suis, dit-il, sous l'impression même qu'une ordonnance est actuellement préparée à ce sujet.

**M. Bellemare (Vaudreuil):** Si les autres comtés étaient organisés comme Vaudreuil, Montréal pourrait se passer de la pasteurisation du lait.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** La question des prix du lait réside surtout dans un meilleur rajustement dans la différence entre le prix payé par le consommateur et le prix payé par le vendeur, autrement dit le coût de distribution.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 13 de ladite loi, tel que remplacé par la loi 24 George V, chapitre 27, section 7, est modifié:

"a. en ajoutant après le mot "producteurs-fournisseurs", dans les deuxième et troisième lignes



du paragraphe 2°, les mots "et d'ajuster le montant de la garantie aux fluctuations du montant des opérations de toute fabrique ou à la solvabilité de son propriétaire."

"b. en ajoutant après le paragraphe 9° le suivant:

"10° D'établir, faire établir ou autoriser l'établissement de postes de réception de lait ou de crème, ou de lait et de crème, à tout endroit qu'elle jugera nécessaire et délimiter les zones qui seront desservies par ces postes.

"Ces postes de réception auront pour objet de fournir aux marchands de lait, ou aux propriétaires de fabrique ou d'usines de pasteurisation, le lait ou la crème dont ils auront besoin pour le commerce de ces produits à l'état nature. Nul marchand de lait ou propriétaire de fabrique ou d'usine de pasteurisation établie ou exerçant son commerce dans une zone desservie par un poste de réception ne pourra s'approvisionner en dehors de ce poste, à moins d'une autorisation spéciale de la Commission."

**M. Barré (Rouville):** Je m'oppose, dit-il, aux derniers mots "ou à la solvabilité de son propriétaire", parce que c'est une discrétion trop large, qui jouera en définitive contre les petits au profit des gros distributeurs. Je veux, poursuit-il, que tout le monde soit sur le même pied, quant aux obligations de ce genre, toutes proportions gardées.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Il y a eu des pertes considérables. Je ne mésestime point cependant la valeur de l'objection soulevée.

**L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes)** appuie le député de Rouville (M. Barré).

**M. Boyer (Châteauguay):** Je veux, dit-il, le maintien de la clause.

**M. Tardif (Frontenac):** Je veux, dit-il, le maintien de la clause.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** On discute comme si la Commission allait aux extrêmes de la loi, alors qu'en pratique, elle fera évidemment la part des choses.

**M. Barré (Rouville):** Je suis contre la mise en vigueur de la clause de la création des centrales de distribution et je demanderais à l'honorable ministre de l'Agriculture de ne la mettre en vigueur que par proclamation.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** J'accepte la suggestion de l'honorable député, mais je dois lui dire que nous voyons dans cette clause un moyen de protection pour les producteurs de lait.

Nous allons donc ajouter à cette clause un amendement qui exigera une proclamation pour sa mise en vigueur.

Le comité étudie l'article 2, ainsi amendé, qui se lit comme suit:

"2. L'article 13 de ladite loi, tel que remplacé par la loi 24 George V, chapitre 27, section 7, est modifié:

"a. en ajoutant après le mot "producteurs-fournisseurs", dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 2°, les mots "et d'ajuster le montant de la garantie aux fluctuations du montant des opérations de toute fabrique."

"b. en ajoutant après le paragraphe 9° le suivant:

"10° D'établir, faire établir ou autoriser l'établissement de postes de réception de lait ou de crème, ou de lait et de crème, à tout endroit qu'elle jugera nécessaire et délimiter les zones qui seront desservies par ces postes.

"Ces postes de réception auront pour objet de fournir aux marchands de lait, ou aux propriétaires de fabrique ou d'usines de pasteurisation, le lait ou la crème dont ils auront besoin pour le commerce de ces produits à l'état nature.

"Nul marchand de lait ou propriétaire de fabrique ou d'usine de pasteurisation établie ou exerçant son commerce dans une zone desservie par un poste de réception ne pourra s'approvisionner en dehors de ce poste, à moins d'une autorisation spéciale de la Commission. Les pouvoirs prévus au présent paragraphe 10° sont subordonnés à l'approbation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil."

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 3 à 5 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Questions et réponses:**

**L.-B. Pelletier,**  
oncle du député de Lotbinière

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. M. L.-B. Pelletier, oncle de M. Maurice Pelletier, député de Lotbinière, a-t-il été à l'emploi du gouvernement sur les travaux de chômage à Lévis?

2. Quelle position occupait-il?
3. Quel était son salaire par jour?
4. Est-il encore à l'emploi du gouvernement?
5. Quelle somme totale lui a-t-elle été payée:
  - a. Pour salaire?
  - b. Pour autres considérations?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):**  
Le gouvernement l'ignore.  
(Rires)

**J.-R. René**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. M. J.-R. René, de Trois-Rivières, est-il à l'emploi du gouvernement de la province?

2. Dans l'affirmative:
  - a. Quelle position occupe-t-il?
  - b. Quel est son salaire?
3. Dans la négative:
  - a. À quel titre occupe-t-il certains bureaux du Palais de justice de Trois-Rivières?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
M. J.-R. René est à l'emploi de la province à raison de \$125.00 par mois, à titre de commis en charge au bureau du gouvernement provincial à Trois-Rivières.

**Déclaration**  
**de l'échevin Atchez Pitt**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. La déclaration de l'échevin Atchez Pitt, de Trois-Rivières, telle que publiée dans *Le Nouvelliste* du 13 avril 1937 à l'effet que le premier ministre de la province lui aurait déclaré que M. l'échevin Robert Ryan n'était plus pro-maire depuis le 17 août 1936 et que le premier ministre lui aurait aussi suggéré de faire intervenir la police si M. Ryan refusait de se rendre à ce fait, est-elle conforme à la vérité?

2. Dans l'affirmative:
  - a. Quelle raison le gouvernement apporte-il pour expliquer cette intervention dans les affaires de la municipalité de Trois-Rivières?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le gouvernement ignore si l'échevin Pitt a fait ces déclarations; le gouvernement respecte l'autonomie municipale.

(Rires)

**Destitution de Jean Meloche**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** 1. À quelle date M. Jean Meloche, employé de la Commission des liqueurs sur la rue Sherbrooke à Montréal, a-t-il été destitué?

2. Y a-t-il eu une enquête dans son cas?
3. Dans l'affirmative:
  - a. Par qui a-t-elle été tenue?
  - b. Quel en a été le rapport?
4. Dans la négative:
  - a. Pour quelle raison le gouvernement l'a-t-il destitué?
  - b. Par qui a-t-il été remplacé?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Il n'y a pas d'employé de ce nom qui a été destitué au magasin de la Commission des liqueurs sur la rue Sherbrooke, à Montréal.

**Loi 23 George V,**  
**chapitre 2**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 69 modifiant la loi 23 George V, chapitre 2.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'Administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité<sup>6</sup>:**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose: Que le gouvernement de cette province peut acquérir de gré à gré ou par expropriation jusqu'à concurrence d'une somme de trois cent mille dollars les immeubles requis pour l'exécution de travaux en vertu de la loi 23 George V, chapitre 2, ainsi que tous droits quelconques affectant ces immeubles."

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quels travaux de chômage?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Si le gouvernement décide de faire des travaux de chômage, ils seront faits dans l'intérêt de la province et pour le bien-être des chômeurs.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** La loi a pour but de corriger certains doutes quant aux droits d'expropriation au cas où le gouvernement ferait des travaux pour remédier au chômage<sup>7</sup>.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pourquoi ne pas changer le nom de la loi<sup>8</sup>?

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Parce que cela limiterait nos pouvoirs d'expropriation<sup>9</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement fera peut-être des travaux publics pour remédier au chômage. Or, nous pourrions en être empêchés par ces achats de propriétés et nous demandons simplement le pouvoir d'exproprier jusqu'à concurrence d'une somme de \$300,000<sup>10</sup>.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Est-ce pour construire l'entrepôt frigorifique à Montréal cela?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pour emmagasiner l'opposition. La loi n'a rien à voir avec les entrepôts frigorifiques. Le gouvernement a besoin de construire ou d'acheter certains immeubles pour loger les bureaux des coroners, une cour du coroner, une morgue et la police provinciale. Au cas où nous déciderions d'en construire, nous voulons y être autorisés. Nous limiterons les sommes que le lieutenant-gouverneur en conseil peut dépenser. Et sans cette loi, on craint que certains propriétaires ne formulent des exigences exagérées.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quitte à revenir.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous soumettrons cela de nouveau aux députés en temps et lieu.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je me demande, dit-il, si cette loi peut bien être rattachée à la loi 23 George V, chapitre 2.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je propose, dit-il, de changer le titre du bill et de l'intituler "Loi relative au chômage".

Il revient sur cette décision; la loi est bien telle que rédigée.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** fait enregistrer sa dissidence.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois sur division, une deuxième fois sur division, et adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 69 modifiant la loi 23 George V, chapitre 2.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 modifiant la loi 23 George V, chapitre 2, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Loi 25-26 George V, chapitre 9

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, du consentement unanime, que le bill 74 modifiant la loi 25-26 George V, chapitre 9, soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'objet de bill est de prolonger jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1938 le pouvoir des corporations municipales de contracter certains emprunts pour des fins de chômage et aussi de prolonger le terme des emprunts spéciaux que peuvent contracter les corporations sous le contrôle de la Commission métropolitaine de Montréal.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Conventions de paiement en or**

**M. Robinson (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 relatif aux conventions de paiement en or soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Robinson (Brome):** (En anglais) Je n'ai pas besoin de donner d'explications à la Chambre, mais j'ai quelques amendements à suggérer. Le bill fait disparaître l'obligation de payer en espèce or et permet à tout débiteur, y compris le gouvernement de la province, de se libérer de sa dette au moyen d'un paiement en monnaie ayant cours légal à l'endroit du paiement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est la loi dont nous avons suggéré l'adoption à Ottawa. Des provinces l'ont déjà adoptée. J'avais averti, dit-il, lors de la conférence interprovinciale, les autorités fédérales que la province prendrait cette attitude. Il est entendu que la présente loi ne s'applique qu'à toute mesure législative qui est de la compétence de la Législature de la province de Québec. J'y inclus un amendement à cet effet.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**M. Robinson (Brome)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Robinson (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des cités et villes, évaluation municipale**

**M. Pelletier (Lotbinière)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'évaluation des propriétés nouvelles ou améliorées soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Pelletier (Lotbinière):** Je n'ai pas besoin de faire un long discours pour expliquer cette mesure. Son but est de permettre aux villes d'exempter de taxes pour cinq ans les propriétaires qui feront des améliorations à leurs propriétés leur donnant une plus-value. Il s'agit de permettre aux municipalités de ne pas augmenter l'évaluation des immeubles améliorés. Les municipalités de ville, auxquelles la loi s'applique, pourront accorder cette exception si elles le veulent, et ce sera un excellent moyen d'activer l'industrie de la construction et de l'amélioration des maisons et de remédier au chômage, au grand avantage de tous les corps de métier. Quand le bâtiment marche, tout marche dit-on. L'idée de cette loi m'est venue de Trois-Rivières. Un amendement dans ce sens a été ajouté à la charte de la ville de Trois-Rivières et tout le comité l'a approuvé. J'ai confiance que la Chambre fera de même.

J'amende ma loi, dit-il, de façon à ce que ces dispositions s'appliquent non seulement aux municipalités régies par la loi des cités et villes, mais aussi aux municipalités régies par des chartes spéciales, comme Montréal et Québec.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Pelletier (Lotbinière)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Pelletier (Lotbinière)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Bromptonville**

**M. Goudreau (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Larochelle), que les amendes payées pour le bill 142 modifiant la charte de la ville de Bromptonville soient remises, vu que ce bill a pour objet de favoriser une construction municipale.

Adopté.

#### **La Prévoyance**

**M. Thibeault (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Labelle), que les droits additionnels payés pour

le bill 140 modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance soient remis, vu que ce bill a été présenté en retard à raison de causes indépendantes de la volonté des promoteurs.

Adopté.

#### **Order Sons of Italy in Canada**

**M. Monette (Napierville-Laprairie)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. Boyer), que les droits additionnels payés pour le bill 123 constituant en corporation The Order Sons of Italy in Canada soient remis, vu que ce bill a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique et de charité.

Adopté.

#### **Île Saint-Bernard, Châteauguay**

**M. Monette (Napierville-Laprairie)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. Boyer), que les honoraires payés pour le bill 91 modifiant la charte de la ville Châteauguay, concernant l'île Saint-Bernard, soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

#### **Demandes de documents:**

##### **Pétition de droit de Georges Lachapelle**

**M. Hamel (Québec-Centre)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous documents, lettres, télégrammes, correspondance quelconque concernant la pétition de droit de M. Georges Lachapelle, cultivateur d'Aylwin, comté de Wright et district de Hull, vs Sa Majesté le Roi.

M. Lachapelle, explique-t-il, a obtenu des lots qui ont été patentés vers 1858, et à cette époque, les terrains étaient propriétés du titulaire jusqu'au milieu de la rivière. Depuis, M. Lachapelle prétend être propriétaire de terrains concédés par le gouvernement à la Gatineau Power et que le nouveau gouvernement, tout comme l'ancien, lui a refusé le droit de poursuivre. Je suis, dit-il, informé que les titres de M. Lachapelle sont clairs.

**M. Auger (Gatineau):** M. Georges Lachapelle est un électeur de mon comté et je suis surpris de voir qu'il n'est pas venu me trouver pour régler ce cas. Je n'en ai jamais entendu parler.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Évidemment, le député de Québec-Centre (M. Hamel) a été trompé encore une fois.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Voulez-vous faire allusion à la première fois que j'ai été trompé par vous, malgré certaines signatures?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je fais allusion aux nombreuses fois que vous avez été trompé, dit-il, particulièrement au résultat de l'élection de Beauce.

**M. Hamel (Québec-Centre)** répond.

**M. Drouin (Québec-Est):** Restons de bonne humeur.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'action de M. Lachapelle ne peut concerner le gouvernement, qui n'est pas en cause. Les concessions qui ont été données à la compagnie par l'ancienne administration ont été précisément assujetties au droit riverain.

L'ancien gouvernement a déjà refusé à M. Lachapelle le droit de prendre une pétition de droit et nous allons faire la même chose. Le gouvernement n'a pas accordé la pétition de droit parce qu'il n'existe aucun lien de droit entre le gouvernement et M. Lachapelle, la rivière en question ayant été concédée sans préjudice aux droits des propriétaires riverains. S'il existe quelque réclamation, M. Lachapelle ne peut poursuivre que la Gatineau Power et non pas le gouvernement. Il n'y a pas l'ombre d'une action contre la province, il n'y a qu'une réclamation contre la Gatineau et la province ne prendra pas le risque d'encourir des frais inutiles. Nous produirons cependant tous les documents demandés.

La motion est adoptée.

#### **Loi du Barreau**

**M. Boyer (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 modifiant la loi du Barreau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Boyer (Châteauguay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>11</sup>:**

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 27 de la loi du Barreau (Statuts refondus, 1925, chapitre 210) est modifié en y ajoutant après le sous-paragraphe *e.* du paragraphe 1, les sous-paragraphe et les alinéas suivants:

"*f.* De faire les enquêtes qu'il juge nécessaires sur toute question relative à la conduite professionnelle des membres du Barreau et à l'exercice illégal de la profession d'avocat;

"*g.* De déléguer à des comités spécialement nommés à cette fin le pouvoir de faire telles enquêtes.

"Toute enquête ainsi instituée doit se limiter aux questions soumises par le syndic dans un rapport écrit, approuvé par le conseil de la section intéressée.

"Si un membre du Barreau est assigné en vertu de présent article et rend témoignage, ce témoignage ne peut servir sur aucune plainte subséquente portée contre lui."

**M. Tardif (Frontenac):** Je voudrais savoir si ces amendements dans l'article 1 ont été faits pour viser le député de Kamouraska (M. Chaloult)?

(Rires)

**M. Drouin (Québec-Est):** Mon Dieu! Je ne vois pas que la question du député de Frontenac soit dans l'ordre. Nous sommes tous de bonne humeur cet après-midi. Pourquoi faire allusion à un débat antérieur?

Je comprends que ces amendements ont été suggérés par le Conseil du Barreau et qu'ils sont de la nature même de ceux que présentait l'an dernier le député de Rivière-du-Loup (M. Casgrain).

**M. Boyer (Châteauguay):** Il s'agit de donner des pouvoirs supplémentaires de régie interne. Ces réformes sont depuis longtemps réclamées non seulement par les avocats eux-mêmes, mais aussi par les associations ouvrières, autres corporations publiques et par tous les gens bien pensants.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. L'article 73 de ladite loi est modifié en y ajoutant après le paragraphe 3° le suivant:

"4° Toute personne non munie de diplôme comme susdit, ainsi que toute association, société, compagnie ou corporation

"*a.* qui sollicite ou recherche, directement ou indirectement, de la victime d'un délit ou d'un quasi-délit ou de ses représentants, l'autorisation de recouvrer ou de régler pour leur compte la ou les réclamations en dommages résultant de ce délit ou de ce quasi-délit; ou

"*b.* qui, pour le compte d'autrui, sollicite ou requiert des lettres patentes en vertu des lois des compagnies fédérales ou provinciales, ou prépare la requête pour l'obtention de ces lettres patentes; ou

"*c.* qui, pour le compte d'autrui, fait des procédures pour l'enregistrement prescrit par la loi des personnes ou des sociétés faisant un commerce ou exerçant une industrie.

"Nonobstant les termes du présent paragraphe, les notaires en exercice peuvent accomplir les actes énumérés aux sous-paragraphe *b.* et *c.* qui précèdent."

**M. Bélanger (Montréal-Dorion):** Soumettez-nous donc les noms d'associations ouvrières qui ont demandé cela?

**Une voix de la droite:** Le Board of Trade!

**M. Barré (Rouville):** Le bill va trop loin et comporte des dangers. On ajoute trop de pouvoirs à ce qui est déjà l'apanage exclusif des avocats. Dans le cas d'un accident, sera hors la loi celui qui aura pris l'initiative de régler les choses à l'amiable.

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est uniquement pour empêcher, justement dans le cas d'accidents qui se produisent dans les grandes villes, ces chasseurs de contrats qui profitent du fait qu'un accidenté est cloué sur un lit d'hôpital pour aller lui conseiller de réclamer une indemnité d'une compagnie d'assurance, se réservant ensuite le droit de retirer, si la compagnie paie l'indemnité, 25 %, 30 %, et jusqu'à 40 % du revenu.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bill est un bill important. Nous constatons que les notaires, les docteurs, les dentistes mêmes sont plus sévères pour les empiétements dans leur profession que les membres du Barreau ne le sont jusqu'ici. Nous avons des dispositions pour des enquêtes, car il y a des enquêtes qui s'imposent au sein de la profession.

Il y a des plaintes considérables qui ont été portées devant le syndic ou le Conseil du Barreau, contre des gens, par exemple, qui surchargeaient leurs clients au point qu'ils ont été obligés de rembourser...

**M. Drouin (Québec-Est):** Je soulève un point d'ordre. On n'a pas le droit de parler de cela.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'accuse personne. Je dois dire que c'est le petit nombre.

**M. Drouin (Québec-Est):** C'est à l'article 1 qu'il est question des enquêtes, et il est déjà adopté. Nous en sommes à l'article 2.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai le droit de discuter toute la loi; nous sommes encore en comité plénier. Je ne comprends pas, quand je parle des avocats dont la vie est claire de tout soupçon, je ne comprends pas que le député de Québec-Est (M. Drouin) ait besoin de se lever pour protester.

Je dis qu'il faut empêcher les abus. Il y a des avocats qui exploitent leurs clients, qui surchargeaient leurs honoraires au point qu'ils ont été obligés de remettre des montants considérables.

**M. Labelle (Montréal-Saint-Henri):** C'est vrai!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a des gens qui prétendent qu'il n'y a pas de plaintes contre eux quand il y en a effectivement, mais qui peuvent s'arranger pour jouer sur les mots en écrivant au secrétaire, et en sachant fort bien que c'est le syndic qui les a reçues. Le secrétaire dit qu'il n'y avait pas de plainte alors qu'il y en avait non seulement une, mais plusieurs. La loi est pour permettre au Barreau d'atteindre ceux-là, et de procéder contre ceux-là qui, régulièrement, exagèrent leurs frais d'avocat.

**Des députés parlent.**  
(Applaudissements et rires)

**Des députés protestent.**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le but de la loi, c'est de respecter et de faire respecter, comme dans les autres professions libérales, le code d'honneur du Barreau. Les avocats doivent agir honnêtement tant pour eux-mêmes que pour la noble profession dont ils font partie.

**M. Boyer (Châteauguay):** Puis-je poser une question au premier ministre? Est-ce que le premier ministre est au courant que des avocats, qui chargeaient trop, ont déjà été obligés de rembourser certains montants sur des plaintes écrites et qu'après remboursement à leurs clients, ils ont fait retirer ces plaintes écrites de sorte qu'elles n'apparaissent plus dans les dossiers du Conseil du Barreau?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est beau des confrères parler ainsi en Chambre. Vous donnez là un joli spectacle, oui.

Des avocats qui se déchirent entre eux. Les avocats ne pourraient-ils pas se protéger contre cela aussi?

**M. Chalout (Kamouraska):** Je me souviens, dit-il, que j'ai produit des lettres provenant à la fois du secrétaire et de l'administrateur du Conseil de l'ordre des avocats, m'exonérant entièrement des accusations faites et contredisant les accusations que l'ancien gouvernement avait portées contre moi.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Y a-t-il donc des voleurs dans votre profession?

**M. Boyer (Châteauguay):** Pas comme chez les ouvriers et les communistes?

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Pourquoi tous ces amendements?

**M. Boyer (Châteauguay):** Les voleurs sont chez les communistes, les communistes.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Je veux parler, dit-il. Y a-t-il des règlements parlementaires en cette Chambre?

**Des députés chahutent et parlent.**

**M. Boyer (Châteauguay):** Nous ne sommes pas communistes, nous<sup>12</sup>.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous ne voulons qu'empêcher la continuation des abus. C'est une chose monstrueuse. Il n'y a rien de plus odieux, M. le président, dans des temps de misère comme ceux que nous traversons, de constater comment des avocats ont surchargé dans cette province et combien ils ont dépouillé leurs clients qui étaient souvent de pauvres gens. Cela doit cesser. Je suis en faveur de cette loi.

**M. Drouin (Québec-Est)** intervient.

**Des députés** chuchotent.

**M. Drouin (Québec-Est):** Si le débat s'engage encore sur cette question, j'en rends responsable le premier ministre.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je suis très heureux de concourir dans les vues du premier ministre en ce qui regarde ce projet de loi qui est devant nous et je le félicite pour tout ce qu'il vient de dire dans cette Chambre.

Il a raison de demander ici un code d'honneur de la profession. Ce projet de loi, on l'a soumis au Barreau l'an dernier, et je l'ai appuyé alors que j'étais membre du Conseil du Barreau. Je l'approuve encore.

Je crois qu'il faut étendre les pouvoirs du Conseil du Barreau sur tous ses membres. Il faut que les avocats soient soucieux de leur honneur et je le répète, je suis heureux de concourir dans les remarques faites par le premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Très bien!

**M. Chaloult (Kamouraska):** Mais, M. le président, s'il y a des avocats qui sont disposés à charger un peu trop leurs honoraires, au dire de certaines personnes, il y a aussi des avocats qui commettent des indiscretions et des indécences professionnelles les plus graves envers leurs collègues. Il est donc urgent de se protéger aussi contre ces gens-là...

**Des députés ministériels** protestent.

**M. Chaloult (Kamouraska):** ... qui, malheureusement, occupent et dans la politique et dans le Barreau des situations et des titres considérables. Il importe que les avocats puissent intervenir lorsque certains des leurs profitent de leur situation pour livrer au public...

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je soulève un point d'ordre. Il est évident que le député de Kamouraska veut insinuer quelque chose contre mon honneur et ma réputation et contre des membres de cette Chambre.

Qu'il ait donc le courage de les nommer, de porter des accusations et de mettre son siège en jeu s'il me vise.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je ne vise personne; pas plus que le premier ministre n'a, j'en suis sûr, visé quelqu'un tout à l'heure. Le premier ministre a parlé d'une manière générale comme je parle d'une manière générale.

Il s'agit des avocats en général, et le premier ministre lui-même aura l'occasion de constater les avantages de la loi. Le premier ministre a dit qu'il fallait protéger les clients contre les avocats ambitieux; je dis qu'il faut protéger les avocats contre eux-mêmes, et c'est là toute l'opportunité de la présente loi.

En protégeant le public, on protège les avocats. Il importe que le public et les clients sachent qu'il y a un Conseil du Barreau qui est sévère et des syndicats qui veillent sur eux et qui sont chargés de surveiller les activités professionnelles de ses membres et qui a le pouvoir d'exercer des sanctions s'il y a lieu.

On ne peut mieux protéger les avocats contre lesquels on porte des plaintes à faux. Ce sont des choses qui existent, M. le président. Je félicite chaleureusement le premier ministre de ses paroles, et je suis heureux d'approuver une mesure que j'ai préconisée moi-même il y a un an, et qui était restée à l'état de projet par suite de la dissolution des Chambres.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Évidemment, le député de Kamouraska n'a pas tout à fait saisi ce que j'ai dit. Il veut le secret quand il y a des plaintes, tandis que nous, nous voulons que les plaintes soient rendues publiques. Je veux que le public connaisse tout et je dis qu'il est du devoir de ceux-là qui reçoivent des plaintes de mettre le public au courant de ces plaintes afin que le public soit protégé contre certains avocats.

Nous n'avons pas confiance en ceux qui veulent des cachettes. Le Conseil du Barreau et les syndicats doivent faire connaître les abus qui leur sont soumis; ils ne sont pas faits pour cacher quelque chose. Les règlements du Barreau devront s'appliquer impitoyablement sur les avocats qui surchargent. Et je crois que les règlements du Barreau devraient être amendés de façon que ceux qui ont été obligés de rembourser après avoir injustement réclamé voient leur nom inscrit sur un tableau pour la protection du public, et ce, même s'il n'est pas puni par le Barreau et qu'il n'a qu'à restituer.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Encore une fois, je concours entièrement dans les remarques que vient d'ajouter le premier ministre. Des cas comme



ceux-là peuvent se présenter dans Trois-Rivières, même si nous n'en avons jamais vus lorsque j'ai fait partie du Conseil du Barreau de Québec. Il importe que le syndic impose des sanctions quand il y a des plaintes sérieuses, et non des plaintes qui existent seulement dans l'imagination de certaines personnes.

Je ne sais pas si le premier ministre a déjà fait partie du Barreau de Trois-Rivières?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Oui.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Alors, ce doit être à Trois-Rivières qu'il a entendu parler de cas semblables. Il est bon que les syndicats aient l'autorité nécessaire pour protéger les membres de l'association contre le chantage et contre les plaintes de ceux qui n'existent que dans l'imagination de ceux qui en parlent.

Car avant tout, il est très important de sauvegarder les réputations. C'est Shakespeare qui a dit que "la réputation c'est ce qu'il y a de plus précieux". C'est pourquoi le syndic doit délivrer des certificats lorsque certains avocats ont été accusés à faux. Je félicite encore une fois le premier ministre, je concours dans ses vues et je suis heureux de seconder cette mesure.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je ne veux pas être en reste d'amabilité avec le député de Kamouraska. Pour vous montrer, M. le président, combien j'apprécie ses louangeuses appréciations et ses félicitations sincères, cordiales et généreuses, je vais lui souhaiter, pour le succès de sa carrière, une mémoire plus juste et plus fidèle.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je peux certifier au premier ministre que ma mémoire est très fidèle!

**M. Béïque (Chambly):** On parle souvent de la protection des avocats, mais on ne parle pas souvent de la protection des clients. Je suis heureux que le premier ministre ait présenté cette loi. Quand il arrive des incidents comme ceux que nous déplorons souvent, c'est toujours le client qui, en somme, est frappé le premier.

Cette loi est de nature à donner plus de confiance aux avocats, et je félicite encore une fois le premier ministre de prendre des dispositions pour faire cesser cette exploitation de certains membres du Barreau qui ont trop abusé de leurs clients.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** C'est joli de voir les avocats se chamailler.

**M. Boyer (Châteauguay):** On n'est pas des communistes, répète-t-il.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Vous êtes pire que des communistes. Les ouvriers que je représente ont plus de tenue que cela.

**M. Drouin (Québec-Est):** Quel spectacle, M. le président!

**Des députés:** À l'ordre... À l'ordre!

**M. Drouin (Québec-Est):** Quel spectacle!

**Des députés protestent.**

**M. Drouin (Québec-Est):** Ah! Criez, je vais attendre que vous ayez fini. Criez, c'est la suite d'un autre débat.

**Des députés:** À l'ordre... À l'ordre!

**M. Drouin (Québec-Est):** Quel spectacle!

**M. le président:** À l'ordre! À l'ordre!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça fait cinq spectacles!

**M. Drouin (Québec-Est):** Quel spectacle dans la Législature de Québec que nous offre cet après-midi le premier ministre, lui qui a charge de la réputation des membres de cette Chambre. On se sert de l'esprit, en n'osant pas porter des accusations directes, pour déprécier certaines personnes. Tout ceci est la suite d'un récent débat qui n'est pas à l'honneur du bâtonnier de Trois-Rivières et du ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon). Ce débat est vraiment répugnant.

**Des députés crient.**

**M. Larochelle (Lévis):** Je soulève un point d'ordre. Est-ce un plaidoyer d'avocat ou un discours à la Législature?

**M. Drouin (Québec-Est):** C'est le plaidoyer que j'allais faire dans Lévis aux dernières élections pour aider le député actuel de Lévis. Et, j'ajouterai simplement un mot pour dire que le premier ministre, qui est responsable de l'ordre, tolère un débat qui n'est pas à l'honneur des membres de la Législature. C'est répugnant.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ajouterai simplement un mot... "Quel spectacle!"

(Rires)

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Boyer (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 6 heures.

**Troisième séance du 18 mai 1937****Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Corporation du pont  
du lac Saint-Louis**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** demande, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), la permission de présenter le bill 73 relatif à la Corporation du pont du lac Saint-Louis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu au cours de la présente séance.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 73 relatif à la Corporation du pont du lac Saint-Louis.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'Administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose:

Attendu que l'ancien gouvernement paraît avoir contracté, pour la construction du pont du lac Saint-Louis vis-à-vis la réserve de Caughnawaga, des obligations s'élevant à environ trois millions deux cent trente mille dollars;

Attendu que, sans admettre le bien fondé des réclamations faites relativement à la construction de ce pont, il est nécessaire actuellement que le gouvernement obtienne des droits supplémentaires à ceux que les lois adoptées dans le passé lui confèrent à ce sujet.

Qu'il soit en conséquence résolu:

Que le gouvernement de la province soit autorisé à garantir, aux conditions que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil et jusqu'à concurrence de la somme de trois millions deux cent trente mille dollars, tout emprunt que pourra contracter la Corporation du pont du lac Saint-Louis, pourvu que l'échéance de tel emprunt n'excède pas vingt-cinq ans et que le taux d'intérêt ne dépasse pas quatre pour cent par année.

La résolution est adoptée.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 73 relatif à la Corporation du pont du lac Saint-Louis.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour adopté précédemment, que le bill 73 relatif à la Corporation du pont du lac Saint-Louis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>13</sup>:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Sous l'ancien régime, il a été question du pont de Caughnawaga pendant de nombreuses années.

Pendant plus de 15 ans<sup>14</sup>, à chaque année, l'ancien député de Châteauguay, l'honorable Honoré Mercier fils qui était ministre des Terres et Forêts et président de la Commission des Eaux courantes, avait promis à ses électeurs de construire un pont.

À la deuxième ou troisième élection, il lui fallut créer une commission qui devait étudier la construction de ce pont. Et après plusieurs élections, il a fait remplacer un statut opérant par un autre statut inopérant.

La commission qui avait été formée recommanda la construction. Cette commission n'avait pas d'argent à sa disposition, et aux élections de 1931, le ministre des Terres et Forêts fit croire que le pont serait bâti: il lui a fait voter \$40,000 pour des soi-disant travaux de forage, à même les argents des services hydrauliques<sup>15</sup>, afin de donner l'illusion que le pont serait bâti.

Après l'élection, on passa un autre Statut. La situation devint telle que les électeurs de Châteauguay désignèrent ce futur pont sous le nom de "Pont des Statuts", car il y avait bien des lois dans les archives, mais le pont ne se construisait jamais.

On a fini par réaliser les promesses qui avaient été faites. Au bout de 15 ans, il lui a fallu réaliser quelque chose, et son gouvernement a autorisé la commission à emprunter une somme de \$3,000,000 garantie par la province pour les frais de construction de ce pont. Les travaux ont été entrepris après que des contrats eurent été accordés sans demande de soumissions à la compagnie de M. Janin.

Les travaux ont coûté \$400,000 de plus que le coût honnête qui aurait été fixé par un contracteur consciencieux avec des profits raisonnables. Le Dominion Bridge obtint un sous-contrat. La construction du pont a coûté plus de \$3,000,000, et il aurait coûté \$2,200,000 si l'on s'était contenté de profits raisonnables. La Corporation du pont Saint-Louis a alors fait une émission de débetures garanties par le gouvernement; ces débetures n'ont jamais été vendues, mais elles ont été déposées à la Banque Royale du Canada. La corporation devait payer du 5 % et du 6 % sur ces débetures.

Les débetures sont restées à la Banque Royale; des comptes n'ont jamais été payés. Il y a encore un reliquat de la Dominion Bridge et même une réclamation de la compagnie de M. Janin. Puis la Corporation a fait un emprunt et la province a garanti l'argent à 7 %. De plus, l'on a établi des taux de péage exorbitants.

Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bourque) s'est, depuis le 26 août, rendu compte que les intérêts chargés à la province pour ces fins

représentaient une somme considérable. Récemment, M. Morris Wilson, gérant<sup>16</sup> de la Banque Royale à Montréal, est venu rencontrer le ministre des Travaux publics et moi.

Le ministre des Travaux publics, un homme clairvoyant et avisé, lui a dit: "Nous allons vous payer 2¼ %; c'est à prendre ou à laisser." Après avoir hésité un peu, M. Wilson a consenti, et nous avons sauvé 1 % sur \$3,000,000, soit \$30,000 en quelques minutes seulement. Voilà ce qu'on peut faire avec un gouvernement qui se tient debout et qui ne laisse pas exploiter la province.

Aujourd'hui, nous avons constaté que les débetures devaient être payées. Comme la corporation n'avait pas d'argent, il aurait fallu que nous déboursions \$3,000,000. Par cette loi, nous prolongeons le paiement des débetures. La résolution garantit à des taux d'intérêt plus bas les dettes de l'ancien régime dont nous n'admettons pas cependant le bien-fondé. Nous réservons nos recours pour remboursement des montants payés injustement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai écouté attentivement le discours du premier ministre. C'est son discours coutumier: il vient encore de se vanter. Il a dit que l'ancien gouvernement payait des taux excessifs. Ce n'est pas exact. Il n'a pas dit que, dans le temps, le marché de l'argent était élevé et que les taux d'intérêt étaient bien plus hauts qu'aujourd'hui. Si les taux sont moins élevés aujourd'hui, c'est que le marché s'est amélioré. Il a parlé encore de ses économies qu'il fait ici et là. A entendre parler le premier ministre, on économise partout, mais c'est étrange qu'avec tant d'économies, on nous a fait voter un budget comportant un déficit de \$31,000,000<sup>17</sup> et qui sera beaucoup plus élevé: il s'élèvera à \$50,000,000 avant la fin de l'année fiscale. Le payeur de taxes va voir qu'il a eu tort de changer de gouvernement.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Nous avons à payer les dettes de l'ancien régime.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On prétend administrer mieux que quiconque. Votre belle administration élève cependant la dette de la province dans des proportions formidables. L'on se fait voter des subsides dans une proportion de plusieurs millions pour administrer les divers départements. Le premier ministre n'a pas dit cependant qu'à l'heure actuelle on peut emprunter à de bien meilleures conditions que dans le temps où le

pont a été construit. À chaque occasion, le premier ministre dit: Nous sommes plus intelligents que vous autres... nous avons une meilleure administration...

**Des députés:** Ça c'est vrai!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Depuis le budget, on a fait plusieurs emprunts et le déficit prévu va augmenter d'autant. C'est ce bon gouvernement qui augmente les dépenses que nous sommes appelés à approuver. C'est un système pour jeter de la poudre aux yeux. Nous avons été appelés à voter de nombreuses lois qui entraîneront des dépenses d'argent, et le déficit pour cette année se chiffrera à \$50,000,000 au lieu de \$30,000,000.

Pour ne citer qu'un autre cas, que l'on prenne les travaux de Charlesbourg, près d'ici, où l'on a déjà dépensé \$350,000<sup>18</sup>. Lorsqu'ils seront terminés, ils auront coûté 200 % plus cher que l'on prévoyait, ce qui démontre que le nouveau gouvernement procède comme l'ancien.

Je n'ai pas d'objection à voter le bill: c'est un bill nécessaire.

(Applaudissements à droite)

Mais je m'objecte à ce que le gouvernement tente de faire croire qu'il va administrer mieux que les administrations précédentes. Que l'on vote sans faire de discrédit sur l'ancienne administration.

**M. Bastien (Berthier):** À la même époque, la ville de Montréal a dû payer 6 %. Au cours de l'hiver de 1932, la Commission scolaire catholique de Montréal a également payé du 6 %<sup>19</sup>. C'est donc dire que la Corporation du pont Saint-Louis n'a pas contracté d'emprunts à des conditions si désastreuses que le prétend le premier ministre. Et si le premier ministre paie moins cher d'intérêt pour l'emprunt en question, c'est que les taux d'intérêt sont plus bas. La baisse des taux d'intérêt est due à l'amélioration du marché.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** On dirait que les membres de l'opposition sont jaloux du premier ministre et du travail qu'il fait. L'économie réalisée par le gouvernement est réelle partout.

(Faisant l'éloge du premier ministre) À Ottawa, dit-il, c'est lui qui a fait disparaître la clause or au cours de la conférence interprovinciale. Le premier ministre est responsable de la sauvegarde d'un milliard dans le pays. Voilà une œuvre vraiment nationale réalisée par notre premier ministre et dont le Canada tout entier a bénéficié. Voilà ce qu'il fait pendant que vous critiquez.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'attire l'attention, dit-il, sur ce que j'appelle l'attitude de l'opposition. L'opposition s'est éloignée du sujet.

Le chef de l'opposition s'est levé, dit-il, et il a admis que la loi était bonne. Il a senti le besoin de critiquer; le député de Berthier (M. Bastien) s'est ensuite levé pour tâcher de faire mieux.

Le chef de l'opposition vient de dire que nous avons un déficit de \$31,000,000, mais il oublie les économies que nous avons faites. Nous avons pratiqué non seulement des économies verbales, mais des économies réelles. Nous avons réduit le salaire du premier ministre de \$2,000 par année, ainsi que celui des ministres de \$1,000, et celui des députés de 10 %. Aux bureaux d'enregistrement de Montréal, nous avons réduit le coût de l'administration de \$44,000 par année, soit l'intérêt et l'amortissement d'un capital de \$600,000. Nous avons économisé \$40,000<sup>20</sup> par année sur le coût des assurances et \$150,000 à la Commission des liqueurs par an. Nous avons ainsi conscience d'avoir sauvé à la province \$1,000,000 par année. Sur le seul emprunt de \$51,000,000<sup>21</sup> en payant toutes nos dettes, nous avons sauvé \$400,000<sup>22</sup> par année.

Mais l'opposition, elle ne comprend qu'une sorte d'économie et c'est l'économie de la vérité. Elle en est tellement chiche qu'elle ne la voit pas luire. Elle la ménage et, si elle s'en servait, leur conscience à eux, en face, se réveillerait à la lueur des abus qu'ils ont sanctionnés depuis 30 ans. L'opposition a critiqué sans parler cependant de ce qu'elle a dit sur le coût exorbitant de la construction du pont et de la dépense de \$40,000 faite par le ministre des Terres et Forêts d'alors. Eh bien! Là-dessus, l'opposition ne dit rien. Elle ne dit rien encore sur les prix exorbitants des travaux du pont Saint-Louis.

Le pont de Caughnawaga a coûté \$800,000 de trop cher. Il a été bâti à coups de Statuts. Nous l'avons dit: nous avons démontré les gaspillages, mais on n'a pas répondu. On a préféré parler de la loi et tâché d'y trouver des défauts. Je félicite l'opposition de son mutisme parce qu'elle sait trop qu'elle est dans une position indéfendable. Qu'on pratique l'économie de la vérité; c'est leur affaire; mais qu'on pratique aussi l'économie du temps de la Chambre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si le premier ministre veut pratiquer l'économie du temps de la Chambre, il aurait pu se dispenser de ce discours.

(Rires)

Ce n'est pas la première fois que le premier ministre fait ce discours. Je répondrai, dit-il, de la même façon qu'antérieurement en demandant de mentionner les dépenses que le gouvernement fait de plus. Vous avez mentionné des économies de toutes sortes; mais pourquoi, si vous avez sauvé tant d'argent pour cela, votre trésorier (l'honorable M. Fisher) admet-il un déficit aussi colossal que \$31,000,000? Je dis, répète-t-il, que le déficit pour la prochaine année sera d'au moins \$50,000,000. Le gouvernement ne pourra pas marcher longtemps à ce train-là.

J'admets que vous avez fait des économies par-ci, par-là. Destitution d'un homme à qui on payait \$1,500 par année pour le remplacer par deux autres qui seront payés \$1,000 par année chacun, etc.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition prétend, lui, qu'il ne veut pas faire perdre de temps à la Chambre. Je comprends sa situation. C'est difficile pour un pêcheur impénitent.

(Rires)

Pauvre chef de l'opposition! Il nous demande: Qu'est-ce que vous avez fait des économies que vous avez réalisées? Je vais le dire en deux mots: il oublie que nous avons payé des pensions de vieillesse que l'ancien régime refusait...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est une loi libérale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** ... nous avons payé des pensions aux mères nécessiteuses, aux aveugles; nous avons augmenté les crédits de l'agriculture car nous avons compris la noblesse et la grandeur de l'agriculture. L'ancien régime n'a jamais rien fait pour la colonisation, pas même au moment où il aurait dû encourager cette branche de la sociologie qui aurait préservé les villes de l'encombrement que l'on connaît.

(Applaudissements)

Alors que d'autres pays l'augmentaient en comprenant l'œuvre grandiose de la colonisation, l'ancien régime diminuait, lui, son budget de colonisation de \$513,000 par année, pendant quatre ans. Nous, nous l'avons augmenté de \$8,200,000.

Nous avons plus fait pour la colonisation qu'aucun gouvernement passé. Nous avons posé des actes à base d'efficacité et de patriotisme, et c'est là la différence entre un gouvernement qui se tient debout et un régime qui a croulé sous le mépris populaire, après avoir essayé un interrègne de quelques mois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'obstruction est faite par le gouvernement, ce soir. Le gouvernement n'a plus rien devant lui.

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas juste pour l'opposition de dire que le gouvernement n'a rien devant lui.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je réalise évidemment que les imprimeurs du gouvernement doivent être en retard ce soir. Nous n'avons aucun bill devant nous et les membres du gouvernement font de grands discours. Le gouvernement fait de l'obstruction. Je vais l'aider. Le premier ministre avait dit, en coupant ici et là quelques salaires, en faisant des économies comme il dit, que ces économies allaient payer pour les lois sociales.

Le premier ministre vient encore de nous dire ce qu'il a fait. Seulement, il a mentionné des choses que nous n'avons pas trouvées dans le budget. Il n'y a pas un sou dans le budget pour les pensions aux mères nécessiteuses; pas un sou pour les aveugles. Ce n'est pas cela qui peut être la cause du déficit. C'est l'augmentation des budgets des départements. Nous finirons par croire que ces octrois ont été décernés seulement dans l'esprit du premier ministre. Je répète qu'en 1938, le déficit va se monter à \$50,000,000 et l'administration est à la veille de nous coûter \$1,000,000 par semaine. On verra si j'ai raison. C'est un gaspillage éhonté. Vous conduisez la province à la ruine. Le peuple prendra les mesures nécessaires pour faire cesser ce gaspillage.

Les articles 1 à 4, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Communications entre les principaux centres commerciaux et la Côte-Nord, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de

Huntingdon (l'honorable M. Fisher), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 52 facilitant les communications entre les principaux centres commerciaux de la province et la Côte-Nord, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, réglementant les octrois à certaines compagnies de transport et remédiant au chômage.

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay):** Je n'ai pas, dit-il, d'objection auxdits octrois. Mais je voudrais, poursuit-il, que le gouvernement s'occupe plutôt de construire des chemins pour automobiles dans mon comté. J'aime mieux voir les gens servis en automobile plutôt qu'en bateau.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi a pour principal objet d'assurer aux pêcheurs, aux cultivateurs et aux colons des débouchés pour leurs produits et de fournir à toute la province l'avantage de tirer profit du développement et de l'exploitation de nos ressources naturelles.

Les compagnies qui vont recevoir des octrois auront l'obligation de construire de nouveaux bateaux pour assurer le confort et la sécurité des voyageurs, donner des moyens de transport capables de répondre à tous les besoins légitimes, pour activer le travail dans les chantiers maritimes de la province et pour établir un service permanent entre Montréal, Québec et le point mentionné.

Les compagnies intéressées sont la Compagnie de navigation du Bas-Saint-Laurent, qui recevra une subvention annuelle de \$50,000 pour maintenir un service bi-hebdomadaire entre Rimouski et la région de la Pointe-aux-Outardes, et entre Baie-Comeau et Baie-Trinité, et entre Sept-Îles sur la Côte-Nord, à la condition que la compagnie construise un nouveau bateau qui coûtera au moins \$200,000.

La Clarke Steamship Company recevra \$40,000 pour maintenir un service hebdomadaire entre Montréal, Québec et Gaspé et ajoutera à ce service un appel de navire pour les Îles-de-la-Madeleine à tous les 15 jours, à la condition que la compagnie bâtit un nouveau bateau qui coûtera au moins \$250,000.

La Clarke Steamship Company recevra \$25,000 et effectuera, ainsi qu'un service hebdomadaire entre Québec et Natashquan, un voyage tous les 15 jours de Natashquan à Blanc Sablon. Aussi, la Compagnie de la Traverse de Rivière-du-Loup, recevra \$12,000 par année pour maintenir un double service quotidien, sauf le dimanche, entre la ville et Saint-Siméon et Tadoussac, à condition que la

compagnie construise un nouveau bateau qui coûtera au moins \$200,000.

Trois bateaux devront être construits, dont deux au chantier de Lauzon, et le troisième au chantier de Sorel. La construction de ces bateaux aura pour effet de contribuer à diminuer sensiblement le chômage dans la province et dans la région de Québec en particulier. Chacun des trois bateaux devra coûter \$200,000. La construction de ces nouveaux bateaux doit être entreprise incessamment afin qu'ils soient mis en service au plus tard à l'ouverture de la navigation au printemps de 1938.

Les compagnies devant s'occuper de la construction desdits bateaux devront maintenir des conditions de travail équitables et payer des salaires raisonnables à la satisfaction du ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon). L'équipage employé sur ces bateaux devra être formé de marins domiciliés dans la province de Québec.

**M. Hamel (Québec-Centre):** J'ai certains doutes, dit-il, quant à la chance d'accorder ces subventions, car les fonds électoraux ont un certain lien avec les générosités du gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis fatigué, dit-il, d'entendre les rumeurs de certains membres de la Chambre qui ternissent ma réputation, tant à la Chambre qu'à l'extérieur de celle-ci

**M. Drouin (Québec-Est):** Le premier ministre pourrait commencer à libérer ses anciens collègues de l'Union nationale de ses interruptions et insinuations continuelles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Québec-Est ne devrait pas oublier qu'il a été évincé du cabinet en raison de son incapacité de collaborer avec ses collègues.

**M. Drouin (Québec-Est):** C'est assez drôle d'entendre le premier ministre Duplessis dire qu'il m'a retiré du cabinet, lorsque tout le monde sait que j'ai remis ma démission parce que j'étais convaincu que le gouvernement n'avait pas l'intention de remplir ses promesses.

**M. Chaloult (Kamouraska)** se lève pour défendre le député de Québec-Est.

**M. Boyer (Châteauguay):** Je rappelle, dit-il, que le député de Kamouraska a été cité à comparaître

devant le syndic du Barreau, en raison de certaines affaires avec l'un de ses clients.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je nie, dit-il, vivement cette allégation.

**M. Boyer (Châteauguay)** continue à invectiver le député de Kamouraska.

**M. le président** le rappelle à l'ordre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** Le fait est que les subventions seront financées par un emprunt à long terme sur près de 30 ans, au lieu de provenir du Trésor de la province.

**M. Bastien (Berthier):** Je suis, dit-il, du même avis que le député de Saint-Hyacinthe.

La motion est adoptée.

#### **Demandes de documents:**

##### **Échange de documents entre le gouvernement, la Commission d'électricité, la City Gas & Electric Corporation et la ville d'Amos**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Hamel), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, documents, contrats, plans ou tous écrits quelconques échangés entre le gouvernement, la Commission d'électricité, la City Gas & Electric Corporation et la ville d'Amos, concernant les obstacles qui se dressent pour empêcher la municipalisation de devenir effective dans cette ville.

Si j'ai introduit cette motion, je l'ai faite dans le but de pouvoir me donner l'occasion de faire certaines déclarations que je désirais faire et que l'on m'a empêché de faire au cours d'un débat en cette Chambre. Cette motion n'a pas pour effet de blâmer le gouvernement.

Dans le temps, pour régler une question qui agite l'opinion dans la ville d'Amos, j'avais pensé faire cette motion. Elle reste d'actualité. Jusqu'en mars 1936, l'an dernier, la ville recevait son électricité de la City Gas. Celle-ci recevait son courant de la La Sarre Electric.

Au cours du mois de mars 1936, la ville d'Amos décida la municipalisation et elle a passé un règlement en conséquence. Après l'adoption du

règlement à cet effet, elle s'est adressée à la City Gas pour lui faire des propositions d'expropriation, car dans le contrat passé entre la City Gas et la ville d'Amos, il y avait une clause en vertu de laquelle une fois le contrat fini, la ville serait obligée, si elle voulait municipaliser, d'acheter tout le système de distribution de la compagnie à sa valeur réelle.

Cette franchise expirait justement en mars. La ville s'est adressée à la compagnie mais celle-ci a dit non: "Si vous voulez acheter, nous ne sommes pas prêts à vous vendre à moins que vous vouliez acheter aussi le système d'aqueduc." Par un autre contrat, postérieur à celui de l'électricité, la City Gas s'engageait aussi à fournir l'eau à Amos. Amos achète en effet son eau de la même compagnie et le contrat pour ce dernier service public n'est pas expiré. Ce contrat n'expire qu'en 1941.

La ville s'est alors adressée à la Commission d'électricité et n'a pas obtenu satisfaction. La Commission a déclaré qu'elle n'avait pas juridiction à moins que la compagnie se soumette à la décision de la Commission. La compagnie a refusé. Donc, aucun organisme n'existe pour forcer la compagnie à remplir son contrat. Une municipalité demeure impuissante à municipaliser à cause des exigences d'une compagnie.

La compagnie n'a aucune raison apparente de se servir de son contrat d'aqueduc pour empêcher la municipalisation. C'est une question légale. Si j'ai fait cette motion, c'est que, dans le temps, il y eut un grand débat au sujet d'une exemption de taxe de la même compagnie, la City Gas, qui dessert Trois-Rivières. Je ne veux pas, dit-il, blâmer le gouvernement. J'aurais voulu que le gouvernement, en accordant une commutation de taxe à la City Gas & Electric à Trois-Rivières, exige le règlement de la question d'Amos.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le cas que vient de citer le député de Québec-Est est celui de plusieurs villes qui veulent municipaliser l'électricité. À Amos, il y avait un contrat qui empêchait la municipalisation. Amos serait obligé d'entrer dans des procédures interminables si elle voulait municipaliser. La nouvelle loi de municipalisation, contre laquelle nous nous sommes prononcés, ne protège en rien les villes dans des cas comme ceux-là. La nouvelle loi ne donne pas plus de privilèges que l'ancienne qui oblige à acheter tout l'actif.

On accorde des privilèges à des compagnies pendant un certain nombre d'années, et ensuite, quand nous voulons les reprendre et mettre un terme

aux abus, cela devient très difficile, et nous n'avons même pas l'appui des gouvernements. On ne peut plus les réclamer sans rencontrer des difficultés insurmontables de la nature de celles qui sont le lot d'Amos.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Le député de Québec-Centre vient de déclarer que la ville d'Amos est dans la situation de la plupart des villes de la province. Peut-être. Mais en disant que la municipalité d'Amos n'était pas capable de municipaliser le système électrique de la City Gas & Electric, il convient de l'opportunité de notre loi qui permettra l'expropriation du système d'électricité.

Là où le député de Québec-Centre fait erreur, c'est quand il dit que la ville devra acheter tout l'actif si elle veut municipaliser, quand la loi dit que la municipalité pourra exproprier tout l'actif ou partie de l'actif.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Non. Pas en partie. Lisez la loi! La loi dit que l'on doit exproprier tout l'actif de la compagnie. Nous avons voulu faire inclure une clause pour qu'il soit possible d'exproprier partie de l'entreprise, et on nous a refusé ce privilège.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je confirme les remarques du député de Québec-Centre. On nous a refusé un amendement par lequel nous voulions qu'il fût loisible à une municipalité d'exproprier en partie. Le député de Québec-Centre a raison.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'étais occupé dans l'antichambre à préparer des lois qui seront présentées demain, quand j'ai entendu des bribes de conversation se rapportant à ce débat. M. l'Orateur, je ne comprends pas les paroles de l'honorable député de Québec-Centre. Je me suis aperçu que l'on s'est servi de cette motion pour revenir sur des lois adoptées, et prétendre qu'il n'y a pas moyen de rien obtenir sous le gouvernement actuel.

C'est vrai: il n'y a pas moyen de rien obtenir pour ceux qui veulent tout avoir quand nous savons que ce n'est pas dans l'intérêt public. Mais je dis qu'au contraire il y a moyen de tout obtenir quand il s'agit du véritable intérêt public.

(Applaudissements)

Nous avons passé, au cours de cette session, des législations dont l'orientation varie diagonalement des directives données par l'ancien régime. Nous avons posé des actes que seuls ne voient pas ceux qui

ne veulent pas voir, et que ne peuvent comprendre ceux qui ne veulent pas comprendre.

Sous le gouvernement de l'Union nationale, il y a moyen d'obtenir beaucoup, pourvu que ce soit dans l'intérêt public. Nous avons orienté nos efforts vers la sauvegarde du capital humain, le développement de l'agriculture, l'expansion de la colonisation, et vers une législation plus sincère, plus efficace, et mieux concertée. Au cours de la présente session - et je demanderais ici aux hommes de bonne foi de laisser les préjugés ainsi que les considérations personnelles de côté - que ces hommes nous soient sympathiques ou antipathiques - d'étudier nos lois, et je leur dirai: "Nous n'avons pas peur du jugement que rendront sur ces lois les hommes de bonne foi."

Jamais législation aussi méthodique et aussi efficace n'a été présentée en si peu de temps par un gouvernement. Ceux qui ne sont pas aveuglés par des préjugés indéracinables, et qui veulent y apporter quelque impartialité, ne pourront faire autrement qu'admettre que le gouvernement actuel a accompli une œuvre législative, sociale et économique considérable, telle qu'on n'en a jamais vu d'égale dans l'histoire de la province en une seule session. Nous avons inséré dans nos lois le statut 1 George VI<sup>23</sup>, qui coïncide avec l'avènement de notre nouveau souverain...<sup>24</sup>

**M. Drouin (Québec-Est):** George VII, George VII.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** George VII?

(Rires)

Mais non, George VI. Tant il est à dire qu'à suivre le député de Québec-Est (M. Drouin), on se trompe toujours.

(Rires)

Je disais donc que le statut 1 George VI, le premier qui sort de la Législature sous le règne de notre nouveau souverain, va être formé de lois comme on n'en a encore jamais vues. En cinq ans, aucun gouvernement n'a passé une législation aussi efficace que celle que nous avons expédiée au cours de la présente session. Le gouvernement a accompli une œuvre considérable.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Sur une motion pour production de documents, le premier ministre n'a pas le droit de parler d'autres lois. S'il veut présenter une motion pour exposer les lois votées ici, très bien, mais il n'a pas le droit de parler ici des bienfaits du gouvernement. Le premier ministre s'écarte de la motion et je soulève un point d'ordre.



**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Un ministre de la couronne a toujours le droit de répondre à des attaques. Le député de Québec-Centre a référé à des lois discutées au cours d'un débat antérieur, et le député de Québec-Est est allé plus loin. Il a critiqué toutes nos lois de l'électricité, et il a prétendu que le gouvernement n'a rien fait pour permettre aux municipalités d'exproprier les usines d'électricité.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je m'objecte aux remarques du ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon).

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Parlant sur le point d'ordre, je demande au député de Québec-Centre de s'asseoir. Le député de Québec-Est a prétendu qu'il n'y a rien à attendre du régime actuel. Quand un député porte des attaques non basées sur des faits, un ministre de la Couronne a bien le droit de répondre.

Je suis surpris que certains députés aient peur qu'on leur réponde. On se montre brave en dehors de la Chambre, on lance des injures et des insultes, et quand nous sommes ici, nous n'aurions pas le droit de rétablir la vérité, mais nous devrions nous taire. J'ai parlé en réponse aux attaques dirigées contre le gouvernement.

En dehors, loin de la Chambre, les divers genres d'injures paraissent permis, mais ici, on est d'une modération, d'un respect, en face des adversaires.

**M. Hamel (Québec-Centre):** J'ai affirmé que le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) ne disait pas la vérité en prétendant que la ville d'Amos avait le droit d'exproprier partie de l'entreprise de la compagnie. Tout ce que j'ai dit, c'est que la loi de la municipalisation ne permettait pas à la ville d'Amos de municipaliser ses services d'électricité.

**M. l'Orateur:** Je rejette le point d'ordre. Le député a le droit de discuter sur le point d'ordre, mais il n'a pas le droit de revenir sur le bill de l'électricité.

**M. Boyer (Châteauguay):** Il ne comprend pas ça, lui.

**M. l'Orateur:** Le député de Québec-Est a discuté une motion, mais ceux qui l'ont suivi se sont éloignés de la question en discussion. Or, il est permis maintenant à un ministre de répondre à ceux qui se sont éloignés de la question.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il ne faut pas oublier qu'à part de se souvenir de l'œuvre accomplie, il faut toujours avoir à l'esprit la vérité suivante: nous ne sommes pas appelés à reconstruire, mais nous sommes appelés à démolir le mal de 30 ans, et à construire ce que l'ancien régime a toujours refusé d'édifier. Tout est à refaire. À notre arrivée au pouvoir, c'était le désarroi dans l'agriculture, la colonisation; les rapports des commissions étaient enfouis dans la poussière. En moins d'une année, nous avons rétabli les finances de la province, nous avons adopté une législation établie sur des bases solides. Nous avons relevé l'agriculture, libéré les terres des colons, exproprié des seigneuries, donné de meilleurs salaires aux bûcherons, amélioré la loi des contrats collectifs, disposé de trois bills sur l'électricité que l'on appréciera bientôt, accordé l'indépendance des communautés religieuses, consacré la primauté de la langue française dans nos lois, et obligé les compagnies étrangères à s'incorporer dans la province de Québec.

Des gens qui se prétendent de bonne foi, qui se disent inspirés par la charité chrétienne, viennent dire ensuite que nous n'avons rien fait; que notre œuvre se résume à rien. De plus, nous avons établi une commission pour régler la question des tramways de Montréal; nous avons passé une loi pour sauver les Sulpiciens; nous avons fait donner \$1,000,000 par une compagnie à la ville de Montréal. Je m'arrête en laissant de côté les nombreuses lois sociales adoptées au début de la session et bien d'autres. Et, malgré tout cela, au soir de la législation la plus fructueuse que j'aie connue depuis 25 ans, on vient nous faire des reproches amers, et sortir de la procédure ordinaire pour nous faire des reproches. Ces critiques n'empêcheront pas le gouvernement de continuer son œuvre.

Le gouvernement a la satisfaction du devoir accompli, et je dirai à ceux qui nous critiquent que s'ils ne respectent pas les principes de la charité chrétienne, qu'ils respectent au moins les éléments de la vérité.

(Applaudissements à droite)

La motion est adoptée.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 47 assurant des salaires raisonnables aux ouvriers travaillant dans les exploitations forestières;
- bill 54 modifiant la loi de la garde des enfants trouvés;
- bill 56 modifiant la loi des accidents du travail, 1931;
- bill 83 rétablissant le titre de propriété d'Adélarde Bélanger à un certain emplacement situé à Montréal;
- bill 95 modifiant la charte de la ville LaSalle;
- bill 122 concernant la Canadian Home Assurance Company;
- bill 124 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière;
- bill 128 concernant la succession de feu James McCready;
- bill 136 relatif aux syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi;
- bill 140 modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance.

#### Office de géographie

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je propose, appuyé par le député de Québec-Est (M. Drouin), que cette Chambre est d'avis...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'avertis charitablement le député de Kamouraska (M. Chaloult) que s'il lit sa motion, les règlements lui défendent de parler.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je remercie le premier ministre de m'avoir signalé cette procédure, car je ne siège pas en Chambre depuis 10 ans. Je siège depuis quelques mois seulement. Je ne connaissais pas ce règlement.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le député de Kamouraska (M. Chaloult) est chanceux, car le premier ministre le met sur ses gardes, cette fois!

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin) que cette Chambre est d'avis qu'il y aurait lieu d'étudier un projet ayant pour but la création d'un Office de géographie, doué de pleins pouvoirs, et de qui relèverait, pour toute la province, le choix ou l'approbation des appellations géographiques.

Que cet Office s'applique particulièrement à utiliser les souvenirs historiques des différentes régions de la province.

Qu'il soit autorisé à corriger les erreurs déjà commises et à en prévenir de nouvelles en refrancisant le plus possible, en vue de favoriser le tourisme.

Je sais qu'il y a une commission de géographie et une société de géographie. Depuis quelques années, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Leduc) a fait une campagne de refrancisation, et le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) est dans d'excellentes dispositions à ce sujet. L'Office serait donc autorisé à corriger les erreurs déjà commises et en prévenir de nouvelles en refrancisant le plus possible.

Les associations de géographie actuelles n'ont pas toute l'activité qu'elles pourraient peut-être déployer. L'Office dont je propose l'établissement s'occuperait d'utiliser les souvenirs historiques pour l'appellation des différentes régions de la province. Les deux compagnies de chemin de fer du pays donnent plus volontiers de noms anglais à leurs nouvelles gares. Il y a là un désavantage au point de vue touristique.

J'insiste, dit-il, sur la création d'un bureau spécial de géographie pour étudier la question et pour renommer les ponts, les rivières, les lacs, les villes, les montagnes et les autoroutes en utilisant les noms importants de l'histoire du Canada français. Je félicite le gouvernement pour tout ce qu'il a fait jusqu'ici dans ce sens.

Pendant la campagne électorale, nous avons critiqué le fait de donner à nos ponts et à nos routes le nom de certains ministres quand nous avons de si beaux noms historiques à mettre en évidence. Je parle non pas du point de vue national, mais du point de vue économique. Je ne reproche pas au gouvernement de ne pas l'avoir fait, mais je lui rappelle cette promesse cependant. Si nous voulons conserver le tourisme, il nous faut garder notre visage et notre caractère français, puisque c'est ce qui fait l'attrait de notre province. Les noms français permettent aussi aux Canadiens français de conserver les riches traditions de leur race.

Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) vient de donner le nom de Suzor Côté à un lac. C'est une excellente suggestion qui vaut mieux que celle de changer le nom de Pointe-au-Pic en Baie Murray. Suzor Côté est un grand peintre dont le nom survivra tandis que les

noms de certains ministres seront déjà oubliés dans une décade ou même avant.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet):** Je vois que l'honorable député de Kamouraska emploie le mot office dans sa motion; il ne fera pas plaisir à l'honorable chef de l'opposition.

La proposition du député de Kamouraska fera l'objet d'une étude. Je crois avec tout le monde que nous devons conserver les noms français et le gouvernement a beaucoup fait déjà pour garder à la province son caractère français. Il faut faire d'avantage et le gouvernement a déjà fait beaucoup dans ce sens.

Lors du congrès des hôteliers à Montréal, nous avons exposé des meubles, et plusieurs hôtels, même de grands hôtels comme le Mont-Royal, en ont commandés. Ainsi, l'industrie du meuble a été fortement encouragée.

(Applaudissements)

Nous avons séparé l'École du meuble technique pour lui donner plus d'expansion. Nous avons organisé un concours d'enseigne et nous avons reçu 700 dessins. Les sujets primés sont à la disposition des hôtels de la province. Une brochure est en préparation, avec cartes, qui indiquera très bien le caractère français de la province et sera une excellente publicité pour la province. Nous sommes à préparer un système de signalisation de routes qui nous distinguera des autres provinces. Bref, nous voulons garder à notre province son caractère.

La révision de l'ensemble de l'Office du tourisme du Québec est à l'étude. J'espère présenter d'ici la fin de la session une loi réorganisant l'Office du tourisme. Des lois sont à l'étude pour uniformiser les Syndicats d'initiative. Enfin, nous aiderons le Congrès de la langue française, comme je l'ai dit hier. Le gouvernement va de l'avant en cela comme en toute autre chose.

(Applaudissements)

**M. Robinson (Brome):** Je n'ai, dit-il, aucune objection. Si les Canadiens français gardent leur identité, leur caractère, les Américains seront toujours heureux de venir visiter ce coin de France au Canada et les Anglo-Canadiens en seront enchantés. Les Canadiens français ont de belles traditions et une histoire glorieuse, et je suis fier de vivre avec eux dans la province, déclare-t-il.

Je félicite le proposeur de la motion et le ministre du Commerce de s'efforcer de conserver le caractère français du Québec. J'insiste à mon tour, dit-il, sur l'importance du "quite different" au point de vue touristique. Le fait pour la province de

Québec de garder son caractère et son identité fera toujours sa beauté. Je crois qu'il y aura très peu d'anglophones de la province assez étroits d'esprit pour s'opposer aux noms liés aux débuts de l'histoire de la province.

(Applaudissements)

**M. Barrette (Terrebonne):** Je félicite le député de Kamouraska de sa motion moi aussi, mais je ne voudrais pas que nos adversaires disent que le député de Kamouraska a pris l'initiative de ce mouvement. Au contraire, c'est le gouvernement qui y a pensé le premier! La preuve, c'est que le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) nous a laissé entendre que nous aurions un parc de la Montagne Tremblante. Je suis heureux de lui dire que l'Association des hôteliers de Terrebonne, le paradis du tourisme, est prête à verser une somme de \$50,000 si la province veut en faire autant pour l'aménagement du parc national de la Montagne Tremblante. Je remercie aussi l'honorable ministre des Mines et Pêcheries pour ses aimables paroles de ces jours derniers.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je suis heureux, dit-il, d'apprendre cette nouvelle.

La motion du député de Kamouraska est bien inspirée. Je suis de tout cœur avec la campagne de refrancisation inspirée. Cependant, il ne saurait s'agir de remplacer tous les noms anglais de villages par des noms français. Plusieurs, au point de vue historique, méritent d'être conservés, car il y en a qui nous rappellent de grands amis de la race anglaise comme Dorchester, le comté où j'ai vu le jour, qui nous rappelle le grand gouverneur que fut Sir Guy Carleton, plus tard nommé Dorchester, dont le nom est honoré par la jolie place de Carleton-sur-mer, dans Bonaventure. Dans l'Islet, il y a le chemin Elgin, qui porte également de nom d'un grand gouverneur anglais, dont le Canada français garde un bon souvenir. Plusieurs autres ne devraient pas être oubliés.

**M. Chaloult (Kamouraska):** J'approuve aussi, dit-il, que certains noms anglais historiques doivent être conservés. Je n'avais pas l'intention d'effacer les noms anglais, car je crois que ces noms anglais ont une certaine importance.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je remercie le député de Terrebonne de son offre généreuse. Le gouvernement va certainement établir un parc national dans la région de Terrebonne; à la prochaine

session, une loi spéciale sera probablement présentée dans ce but. Le projet devrait être étudié, mais la session est trop avancée pour élaborer un plan maintenant.

D'ici là, devant la générosité des hommes d'affaires de Terrebonne, sans vouloir parler au nom du gouvernement, je suis certain que le premier ministre pensera comme moi que si Terrebonne donne \$100,000 pour le Parc de la Montagne Tremblante, le gouvernement sera peut-être disposé à souscrire \$100,000 pour ce parc.

(Applaudissements)

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je remercie tous les orateurs qui ont participé au débat. Je constate avec joie que le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Bilodeau) est dans les meilleures dispositions au sujet de la refrancisation à laquelle nous avons travaillé ensemble. Et je me réjouis des paroles que vient de prononcer le député de Brome (M. Robinson). Il a fait preuve de sentiments que je partage totalement. Je le félicite chaleureusement pour sa largeur de vue et sa générosité. Si nous paraissions comme des nationalistes outrés, c'est qu'on nous prête des sentiments que nous n'avions pas et qu'on avait intérêt à nous prêter.

Nous n'avons pas d'hostilité envers qui que ce soit, et nous savons que les Anglais, les Irlandais, les Écossais et les juifs sont chez eux dans le Québec. Ce que nous voulons, c'est le respect non seulement de la minorité mais aussi de la majorité. Les Canadiens français ont aussi droit à leur place.

Je félicite le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) d'avoir rappelé que les noms de citoyens anglais qui ont respecté les droits des Canadiens français doivent être gardés dans la province. Si nous critiquons parfois d'une manière qui semblerait trop généreuse à certains moments, c'est que nous sommes sincères.

Je réclame seulement le droit d'aimer un peu mon peuple et ma province, conclut-il.

La motion est adoptée.

#### **Demandes de documents:**

##### **Grève du vêtement à Montréal**

**M. Drouin (Québec-Est)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Hamel), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous

documents, lettres, télégrammes, correspondance quelconque concernant la grève dite du "vêtement" à Montréal, la menace d'arrestation de MM. Trépanier et Shane, et l'attitude du gouvernement sur ces sujets.

Adopté.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je propose l'ajournement. J'ai à recevoir, dit-il, une importante délégation d'Irlandais de la ville de Québec qui sont venus consulter le gouvernement sur un problème d'ordre scolaire et dont il est question dans le bill de la commission scolaire de Québec que le Conseil législatif étudie actuellement en comité.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 30.

#### **NOTES**

1. 11 h 30, selon *La Patrie* du 19 mai 1937, à la page 3.
2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).
3. Voir note 2.
4. Voir note 2.
5. 1934, selon *L'Action catholique* du 19 mai 1937, à la page 5.
6. Voir note 2.
7. Dans *Le Journal*, on situe ces échanges dans le débat sur la loi 25-26 George V, chapitre 9. Toutefois, en comparant la similitude des discours avec les chroniques publiées dans les autres journaux, on peut croire très fortement que les propos en question ont été tenus lors de l'étude de la loi 23 George V, chapitre 2.
8. Voir note 7.
9. Voir note 7.
10. Voir note 7.

11. Voir note 2.

12. *Le Canada* du 19 mai 1937, à la page 8, indique que le député de Châteauguay (M. Boyer) fixe le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) qui devient très rouge.

13. Voir note 2.

14. "vingtaine d'années", selon *Le Journal* du 19 mai 1937, à la page 7.

15. Commission des eaux courantes, selon *La Patrie* du 19 mai, à la page 4.

16. Président, selon *Le Journal* du 19 mai 1937, à la page 7.

17. \$30,000,000, selon *Le Soleil* du 19 mai 1937, à la page 3.

18. \$360,000, selon *L'Événement* du 19 mai 1937, à la page 4.

19. 7 %, selon *Le Journal* du 19 mai 1937, à la page 7.

20. \$50,000, selon *L'Action catholique* du 19 mai 1937, à la page 6.

21. \$31,000,000, selon *Le Journal* du 19 mai 1937, à la page 7.

22. \$1,000,000, selon *Le Journal* du 19 mai 1937, à la page 7.

23. George V, selon *Le Canada* du 19 mai 1937, à la page 9, ce qui constitue une erreur, puisque George V (1865-1936), roi du Royaume-Uni, régna de 1910 à sa mort, le 20 janvier 1936.

24. "Et le nouveau livre des lois, daté George VII." selon *Le Devoir*, du 19 mai 1937, à la page 7, ce qui constitue également une autre erreur, puisque George VI (1895-1952), roi du Royaume-Uni, régna de 1936 à 1952. Il fut couronné roi le 12 mai 1937.

George VI eut lieu à Westminster, le 12 mai 1937. Il choisit ce nom (George VI), partiellement pour respecter le désir de la reine Victoria qu'aucun roi ultérieur n'utilisât le nom de son mari, et partiellement pour restaurer la confiance publique dans la monarchie en utilisant le même nom que son père. Atteint d'un cancer du poumon, il mourut d'une embolie. Sa fille, la reine Élisabeth II, lui succéda comme reine du Royaume-Uni, en 1952. Il n'y eut donc jamais de roi George VII.

George VI, né le 14 décembre 1895, décédé le 6 février 1952, était le fils du roi George V. Au décès de ce dernier, le 20 janvier 1936, lui succéda son frère, Édouard VIII. Cependant, celui-ci renonça volontairement au trône, le 11 décembre 1936 pour se marier avec Mme Simpson, une américaine déjà mariée, dont il était amoureux. Le couronnement de



## Première séance du mercredi 19 mai 1937

## Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé

La séance est ouverte à 11 heures<sup>1</sup>.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Communications entre les principaux centres commerciaux et la Côte-Nord, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** demande, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Tremblay), la permission de présenter le bill 52 facilitant les communications entre les principaux centres commerciaux de la province et la Côte-Nord, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, réglementant les octrois à certaines compagnies de transport et remédiant au chômage.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu au cours de la présente séance.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 79 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est amendé en remplaçant, à la ligne 6, "1925" par "1935".

Aussi, le bill 92 concernant les directeurs du fonds destiné aux veuves et orphelins des ministres du Synode de l'Église presbytérienne du Canada en rapport avec l'Église d'Écosse, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est amendé en ajoutant à la suite du mot "loi" à la ligne 1 les mots "de l'ancienne province".

Aussi, le bill 96 modifiant la charte de la cité de Lachine avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 4 est amendé:

*a.* en remplaçant à la ligne 23 du paragraphe S, les mots "l'année commencée le 1<sup>er</sup> mai 1936," par les mots "chacune des années commencées le 1<sup>er</sup> mai 1936 et le 1<sup>er</sup> mai 1937";

*b.* en remplaçant à la ligne 13 du paragraphe S, le mot "mille" par le mot "cinq cents".

2. L'article 7 est biffé.

Aussi, le bill 99 modifiant la Charte de Québec Saguenay and Chibougamau Railway Company avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 2 est amendé en remplaçant aux lignes 1 et 2 de la page 2 les mots "d'une année" par les mots "cinq années".

Aussi, le bill 139 constituant en corporation la Société d'Entreprise du Canada, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 12 est amendé:

*a.* en retranchant dans le paragraphe "m", page 9, après le mot "rendus" les mots "sauf par les administrateurs".

**Charte  
de Lachine**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 96 modifiant la charte de la cité de Lachine. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Fonds des veuves et orphelins  
des ministres de l'Église presbytérienne**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 92 concernant les directeurs du fonds destiné aux veuves et orphelins des ministres du Synode de l'Église presbytérienne du Canada en rapport avec l'Église d'Écosse. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

### **Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 79 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

### **Société d'Entreprise du Canada**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 139 constituant en corporation la Société d'Entreprise du Canada. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

### **Quebec Saguenay and Chibougamau Railway Company**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 99 modifiant la charte de Quebec Saguenay and Chibougamau Railway Company. Ledit amendement est lu une première fois.

Il est ordonné que la seconde lecture dudit amendement soit remise à la prochaine séance.

### **Communications entre les principaux centres commerciaux et la Côte-Nord, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine**

L'honorable M. Gagnon (Matane) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 52 facilitant les communications entre les principaux centres commerciaux de la province et la Côte-Nord, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, réglementant les octrois à certaines compagnies de transport et remédiant au chômage.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'administrateur de la province<sup>2</sup> à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité<sup>3</sup>:**

#### **L'honorable M. Gagnon (Matane) propose:**

1. Que le gouvernement de la province soit autorisé à payer, pendant une période de dix années à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1937:

*a.* à la Compagnie de navigation du Bas-Saint-Laurent, un subside annuel de cinquante mille dollars pour maintenir en opération, pendant la période annuelle de navigation, un service bi-hebdomadaire de transport de voyageurs et de marchandises entre Rimouski et la région de la Pointe-aux-Outardes, entre Rimouski et la région qui s'étend de la Baie de Comeau à la Baie de Trinité et entre Matane, Baie-Comeau et les Sept-Îles, à condition que cette compagnie construise un nouveau bateau au coût d'au moins deux cent mille dollars dans les chantiers maritimes de la province;

*b.* à la Clarke Steamship, un subside annuel de quarante mille dollars pour maintenir en opération, pendant la période annuelle de navigation, un service hebdomadaire de transport de voyageurs et de marchandises entre Montréal, Québec et Gaspé et Paspébiac, ainsi que les points intermédiaires de la côte de la Gaspésie, et pour prolonger ce service jusqu'aux Îles-de-la-Madeleine tous les quinze jours, à condition que cette compagnie construise un bateau du coût d'au moins deux cent cinquante mille dollars dans les chantiers maritimes de la province;

*c.* à la Clarke Steamship, un subside annuel de vingt-cinq mille dollars pour maintenir en opération, pendant la saison annuelle de navigation, un service hebdomadaire de transport de voyageurs et de marchandises entre Québec et Natashquan et pour étendre ce service de Natashquan à Blanc Sablon tous les quinze jours;

*d.* à la Compagnie de Traverse de Rivière-du-Loup-Tadoussac, limitée, un subside annuel de douze mille dollars pour maintenir en opération, pendant la saison du tourisme, un service de transport de voyageurs deux fois par jour, le dimanche excepté, entre Rivière-du-Loup et Saint-Siméon et Tadoussac, à condition que cette compagnie construise un bateau au coût d'au moins deux cent mille dollars dans les chantiers maritimes de la province;

*e.* Les subsides mentionnés aux présentes résolutions comprennent les items votés dans le budget soumis à la Chambre à la présente session;



f. Le contrat que le ministre des Mines et des Pêcheries est autorisé à passer, pour mettre à exécution les présentes résolutions et la loi basée sur icelles, remplace tous autres contrats, lesquels sont en conséquence annulés;

g. Le paiement de ces octrois est subordonné à l'accomplissement de toutes les conditions imposées dans les présentes résolutions et dans la loi basée sur ces résolutions;

2. Que les subsides prévus par la résolution 1 seront payés, sur la recommandation du ministre des Mines et des Pêcheries, à même le fonds consolidé du revenu.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra cependant décréter le paiement entier ou partiel de ces subsides au moyen d'emprunts pour un terme n'excédant pas trente ans et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par an.

La construction des nouveaux bateaux mentionnés, dit-il, doit être recommandée afin qu'ils soient en opération pas plus tard qu'à l'ouverture de la navigation au printemps 1928.

Le travail doit être rémunéré selon des salaires raisonnables pour la construction de bateaux, et les places de chargement des bateaux doivent être désignées par le lieutenant-gouverneur en conseil. À l'exception des traversiers entre Rivière-du-Loup et Tadoussac, les bateaux doivent être dotés d'installations d'entreposage frigorifique pour le transport des poissons et ils feront l'objet d'un contrôle des tarifs.

Quant aux bûcherons, colons et pêcheurs sérieux, le gouvernement peut stipuler la gratuité du transport. Les missionnaires auront droit de voyager gratuitement sur ces bateaux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

La présente loi a pour but d'assurer un service de bateau régulier. La Côte-Nord est desservie surtout par les bateaux, mais ces bateaux n'assurent pas un service régulier aux Îles-de-la-Madeleine et plusieurs autres centres éloignés des côtes nord et sud. Nous avons fait des démarches auprès des compagnies intéressées.

Nous avons réussi à convaincre les directeurs de ces compagnies de la nécessité de construire trois bateaux. Les compagnies qui devront construire ces bateaux, vu les octrois que nous leur versons sont: la Compagnie de transport du Bas-Saint-Laurent; la Clarke Steamship Lines et la Compagnie de la traverse de Rivière-du-Loup. Elles construiront deux navires de \$200,000 chacun et un autre de \$250,000.

Deux des navires seront construits à Lauzon, et l'autre à Sorel, vu que certaines difficultés techniques ne permettaient pas la construction des navires au même endroit.

Pour obtenir la construction de nouveaux navires, le gouvernement doit assurer une stabilité aux compagnies. Nous avons dit à ces compagnies que le gouvernement leur donnait jusqu'ici \$105,000 en octrois chaque année et que les choses devaient changer.

En attendant, nous avons suspendu le paiement de ces octrois, et aujourd'hui, nous votons des subsides à certaines conditions acceptées par les députés du Bas-du-Fleuve et qui profiteront à la classe des travailleurs tout comme aux citoyens du Bas-du-Fleuve.

**M. Drouin (Québec-Est):** Les subsides mentionnés dans cette résolution sont les seuls qui seront accordés à ces compagnies?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ce sont les seuls, et je suis prêt à ajouter un paragraphe à cette fin dans les résolutions.

**M. Dubé (Rimouski):** Je félicite, dit-il, le gouvernement de cette initiative et je sou mets certaines suggestions se rapportant à la navigation commerciale sur la Côte-Nord. Mon comté, dit-il, s'intéresse particulièrement à voir les taux de navigation stabilisés et standardisés, attendu qu'il y a eu beaucoup d'abus dans ce domaine.

**M. Leclerc (Charlevoix-Saguenay):** Je soulève, dit-il, quelques objections que je crois utiles à la bonne compréhension du problème du transport dans le Bas-du-Fleuve. Je n'ai pas d'objection à la présente loi, dit-il, mais je demande au gouvernement, non seulement l'amélioration des communications par eau, mais aussi des routes carrossables pour mon comté. On développe la circulation maritime et on laisse les gens de Charlevoix sans communication terrestre.

De plus, je veux attirer l'attention du gouvernement sur un point: la compagnie Clarke bâ t ira de nouveaux navires et elle vendra ses vieux. Je ne voudrais pas que le gouvernement paie pour ces nouveaux bateaux. Il me semble que la compagnie fera encore des profits dans cette transaction. Je ne suis pas contre l'amélioration du système de navigation et à la mise en service de nouveaux bateaux, mais à condition que l'on ne mette pas les vieux navires au rancart.

Il s'agit d'améliorer les choses et de fournir des facilités plus grandes aux résidents de la côte. Si on ne fait que changer un navire pour un autre, on pourra difficilement, à mon sens, accélérer les communications et c'est ce qui importe le plus à l'heure actuelle.

L'on dépense beaucoup d'argent pour aider à la navigation fluviale, et l'on serre les cordons de la bourse lorsqu'il s'agit de construire des chemins et d'ouvrir ainsi des débouchés par voie terrestre. Je veux avoir la promesse que le gouvernement fera des chemins dans mon comté et que des prix spéciaux soient chargés aux colons, aux pêcheurs de même que pour les produits de la ferme et des pêcheries. Je n'ai pas d'objection à ce que l'on donne des octrois à la compagnie, mais je me réserve le droit de surveiller attentivement les intérêts de ceux qui m'ont chargé de les représenter.

Avant de reprendre mon siège, je soumets que les navires côtiers qui font escale dans les ports du Bas-du-Fleuve, c'est-à-dire dans toute l'étendue du comté de Charlevoix-Saguenay, devraient s'approvisionner dans le comté même. Je suggère à la compagnie, dit-il, de faire arrêter ses vaisseaux à La Malbaie, aux Escoumins et autres centres principaux.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** expose le changement de méthode dans la distribution des octrois à ces compagnies maritimes.

La Clarke Steamship Company a un service dans le Bas-Saint-Laurent depuis 1921. Mais elle n'a jamais desservi les Îles-de-la-Madeleine. Grâce au gouvernement, cette compagnie construira un nouveau navire pour assurer ce nouveau service. L'honorable député de Charlevoix-Saguenay dit que la Clarke Steamship fera des profits en vendant ses vieux navires. Mais on nous assure que de nouveaux navires s'imposent pour cette compagnie et d'autres. Après notre arrivée au pouvoir, nous avons fait enquête sur les services de navigation dans le bas Saint-Laurent.

Les évêques de la région nous ont demandé eux-mêmes de continuer nos subsides à la Clarke Steamship et à la Compagnie de transport du Bas-Saint-Laurent, car ces compagnies donnent d'excellents services, qui peuvent être maintenus sans subsides du fédéral et du provincial. Le but de cette loi est d'assurer la réglementation et la permanence du service entre Québec et la Côte-Nord, Québec et la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, Rimouski et Matane et la Côte-Nord ainsi qu'un service de traversier entre Rivière-du-Loup et le comté de Charlevoix.

Le montant accordé aux compagnies a diminué de \$30,000. Nous ne cachons rien. Les subsides aux compagnies étaient autrefois cachés dans le budget. Que les vieux bateaux restent en service, nous le voulons bien, mais à la condition qu'ils ne soient pas un danger pour les passagers. Qu'on remarque que nous ne protégeons pas des amis politiques.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ils vont le devenir.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je ne le sais pas.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous n'avons pas d'objection.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Les navires arrêteront aux Escoumins et n'importe où, mais à la condition qu'il y ait des quais. Je conseille au député de Charlevoix-Saguenay (M. Leclerc) d'en parler au député aux Communes, M. Pierre-F. Casgrain.

J'ai ici des lettres de Son Excellence Mgr F.-X. Ross, évêque de Gaspé, et Son Excellence Mgr Leventoux, vicaire apostolique du Golfe Saint-Laurent, qui tous deux approuvent l'octroi de subsides aux compagnies en question. Je crois que la Chambre sera heureuse d'approuver cette loi.

Il (l'honorable M. Gagnon) lit la lettre de Mgr Leventoux et celle de Mgr Ross. J'en ai une autre, personnelle, de Mgr Courchesne, dit-il.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Dans ce cas, pourquoi le mentionner?

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Je félicite le gouvernement pour la loi qu'il présente. Les Îles-de-la-Madeleine ont une population de 10,000 âmes, qui doit présentement s'approvisionner à Halifax parce que nous n'avons pas de service de navigation reliant les Îles-de-la-Madeleine à la province de Québec. En permettant à la compagnie des MM. Clarke de créer un service aux Îles-de-la-Madeleine, le gouvernement va assurer à la province de Québec le commerce des Îles-de-la-Madeleine, et la population lui sera reconnaissante de son geste.

Cette mesure aura une grande importance dans mon comté car, jusqu'ici, cette région n'avait pas été gâtée sur la question des services de communication maritime. Désormais, il sera possible de développer l'organisation commerciale des pêcheries sur une base régulière et plus lucrative.

**M. Jolicoeur (Bonaventure):** Je suis heureux que le gouvernement assure la permanence et la réglementation des services de navigation du Bas-Saint-Laurent, mais j'espère que le comté de Bonaventure va en profiter. Je demande au ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), qui aura droit par la loi de réglementer les services de navigation, de faire profiter le comté de Bonaventure de l'amélioration de cette excellente mesure.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** L'honorable député peut-être certain que le comté de Bonaventure ne sera pas oublié. Je lui promets tout mon concours, dit-il.

**M. Jolicoeur (Bonaventure):** Dans ces conditions, très bien.

**M. Bastien (Berthier):** Aujourd'hui, c'est le ministre des Mines et Pêcheries qui est chargé de manier l'encensoir devant le premier ministre; il cite des lettres d'évêques.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'appartient à aucun député de cette Chambre, et encore moins au député de Berthier, de tenter de ridiculiser les évêques.

**M. Bastien (Berthier):** Jamais de la vie!

**Des députés:** Ha, ha, ha!

**M. Bastien (Berthier):** Seulement, je me rappelle que, lorsque le premier ministre était dans l'opposition, avec sa voix de stentor, il critiquait les Clarke, disant qu'ils n'auraient rien, etc.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dénoncé la compagnie. Au cours d'une entrevue, lorsque nous avons discuté la question, j'ai dit au président de la compagnie la même chose qu'au temps où j'étais chef de l'opposition. Ce que j'ai dit quand j'étais dans l'opposition, c'est que le gouvernement ne prenait pas les garanties nécessaires pour assurer du service à la population.

On ne s'occupait pas d'avoir des taux et des salaires raisonnables, on allait même jusqu'à tromper la Chambre en inscrivant un faux item aux Îles-de-la-Madeleine: il y avait un montant dans l'ancien budget pour le service des Îles-de-la-Madeleine, et les bateaux n'y allaient jamais. Nous, nous améliorons les communications et le sort des pêcheurs.

Nous avons exigé des garanties: pour des salaires raisonnables garantis pour une main-d'œuvre québécoise; garanties pour des taux de transport raisonnables; garanties pour un service régulier et pour la sécurité des usagers et pour prolonger ce service.

**M. Bastien (Berthier):** Suivant son habitude, le premier ministre m'empêche de parler.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** (Effaré) Bonté divine! Qu'est-ce que ça serait alors si on l'avait laissé parler comme il le prétend?

**M. Bastien (Berthier):** Cette loi justifie l'ancien gouvernement d'avoir assuré l'établissement des ces services de navigation que les évêques de la région trouvaient excellents.

Le premier ministre avoue qu'il a pesté contre la Clarke Steamship. Il n'a pas lu la lettre des évêques du Bas-Saint-Laurent et du Golfe parce que c'est un bonnet qui lui va. NN. SS. Leventoux et Ross parlent de "jalouses critiques".

Le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon), lui, a employé son "golden smile" pour nous parler des transports. Mais ces renseignements vont coûter \$42,000 de plus que sous l'ancien régime.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député est perdu dans les calculs depuis qu'il n'a plus qu'une voix de majorité.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre ne nous parle pas souvent de son élection de 1923. S'il voulait nous donner le temps d'étudier ces lois importantes qu'il présente aux derniers jours de la session...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'il veut en remettre l'étude à demain...

**M. Bastien (Berthier):** Je n'ai pas d'objection; je prendrai mes vacances en septembre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député prendra ses vacances à la prochaine élection.

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**M. Bastien (Berthier):** L'on accorde \$40,000 de plus à la Clarke Steamship que l'ancien

gouvernement. Autrefois, l'on donnait \$25,000. Et le gouvernement actuel donne \$65,000.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Auparavant, sous l'ancien gouvernement, les subsides aux compagnies de transport maritime étaient cachés dans le budget. Des subsides étaient donnés par divers départements. On les cachait un peu partout dans les crédits du département du procureur général et même de la Voirie. Le total des octrois était, en tout, de \$105,000. Aujourd'hui, le total est de \$127,000<sup>4</sup>, avec trois bateaux de plus, que nous faisons construire dans des chantiers qui n'avaient plus de travail, et avec un meilleur service aux Îles-de-la-Madeleine et à Rivière-du-Loup. Le chantier maritime de Lauzon, qui était inactif, pourra fournir du travail.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Les octrois étaient de \$115,000 autrefois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Québec-Centre dit que les octrois étaient de \$115,000. Nous, nous n'exagérons pas. Si c'est \$105,000, ça fait \$22,000 de plus. Il a été impossible d'inclure ces octrois dans le budget parce que les contrats n'avaient pas encore été modifiés. C'est maintenant que nous avons incorporé une loi où tout est mis clairement. Nous avons clarifié la situation dans le budget en donnant tous les détails. Nous avons clarifié la situation en secondant les efforts des évêques pour rendre justice à cette région. L'opposition devrait collaborer.

**M. Bastien (Berthier):** Nous sommes prêts à collaborer parce que nous sommes heureux de vous voir faire machine arrière. Vous avez fait de jalouses critiques, comme disent les évêques, répète-t-il.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lorsque eut lieu un changement de gouvernement, les MM. Clarke étaient fatigués de souscrire à la caisse de l'ancien régime et ils ont parti une campagne à base de déception.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Il y avait trois contrats dans le budget de 1936-1937, et il n'y en a plus que deux dans le budget de 1937-1938. Rien ne dit que les contrats n'ont pas été annulés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est qu'il y a des amendements à la loi signifiant que ces subsides remplacent d'autres subsides qui

étaient donnés autrefois et que de nouveaux contrats remplacent les anciens contrats.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Ces subsides, le gouvernement se réserve le droit de les payer à même des emprunts à 30 ans. Je proteste, dit-il, contre des emprunts contractés pour les dépenses courantes. Ainsi, les citoyens de 1967 devront payer les frais de voyage de la génération de 1937.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On devrait retrancher cela.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Avec ces montants, le déficit sera nécessairement augmenté de \$42,000.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je ferai remarquer que nous n'avons rien mis dans le budget, comme subside aux compagnies de navigation, afin d'obtenir des conditions meilleures dans les prix de transport.

**M. Drouin (Québec-Est):** Aujourd'hui, c'est un pouvoir d'emprunt que l'on donne avec ces résolutions. Autrefois, on prenait ces montants à même le revenu consolidé.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Dans le budget que nous avons adopté, le gouvernement n'a inclus que deux des trois subsides accordés par contrats. Je ferai remarquer à l'honorable ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) qu'il est moins ardent pour la sainteté des contrats dans ce domaine que dans certains autres. Je ne dis pas cela pour critiquer, mais c'est une constatation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela ne me surprend pas de l'honorable député de Québec-Centre qu'il fasse des critiques en parlant de sainteté. Nous, de l'Union nationale, nous ne visons pas à la sainteté, car la sainteté, c'est pour ceux-là seuls qui expient leurs défauts et qui partent pour un autre monde où ils attendent l'aurole. L'Union nationale vise à la sainteté sans l'atteindre.

**M. Hamel (Québec-Centre):** À l'ordre, à l'ordre!

**M. Drouin (Québec-Est):** À l'ordre, à l'ordre!

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je soulève un point d'ordre...

**Des députés** chahutent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Québec-Centre pense, lui, qu'il est saint. Je conseillerais au député de Québec-Centre de ne pas viser à la sainteté, car, M. le président, tout ce que nous faisons n'est pas saint, d'après lui.

(Rires)

**Des députés** chahutent.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Point d'ordre.

Le premier ministre n'a pas le droit d'essayer de jeter le ridicule sur un membre de cette Chambre et de dire que j'essaie de poser en saint. Je ne prétends pas être un saint et tout le monde a ses défauts.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député dit qu'il n'est pas un saint; je note son aveu. Mais, si le député n'est pas saint, qu'il soit au moins charitable.

Il n'y a pas de faute plus grave que celle de ceux qui, en catimini et en petit comité secret, lancent des accusations qui ne sont pas conformes aux faits, prennent des attitudes qui ne sont pas justifiables, donnent à croire que nous ne sommes pas sincères ni honnêtes et que nous ne respectons pas nos engagements. Nous lui demandons, à lui et à ses amis, d'être charitables.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le premier ministre nous recommande d'être charitables; qu'il commence donc par l'être lui-même et qu'il donne l'exemple! Nous suivrons son exemple!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'ai été charitable, M. le président, au point de nommer le député de Québec-Est ministre des Terres et Forêts dans mon cabinet et de le garder pendant quatre mois.

**M. Drouin (Québec-Est):** (En riant) Quelle charité! Les choses ont été depuis longtemps établies: s'il ne m'a pas gardé plus longtemps, c'est parce que c'est moi qui suis parti. Il n'y a que le premier ministre qui dit que je n'ai pas démissionné de moi-même...

**Des députés** protestent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Nous allons rétablir les faits immédiatement. Le ministre des Mines et Pêcheries, qui est ici, va dire à

la Chambre que c'est moi qui ai sommé le député de Québec-Est de partir.

**M. Boyer (Châteauguay):** Et c'est ça qui est arrivé.

**M. Drouin (Québec-Est):** Tout le monde sait que j'ai écrit ma lettre; ç'a pourtant été clairement établi, les documents sont là. Pendant huit jours, les journaux se sont demandé si mes conditions seraient acceptées. On se demandait si le premier ministre accepterait les questions qui mettaient en difficulté le ministre des Terres et Forêts et ses collègues. Sinon, je m'en allais. Le premier ministre veut essayer de faire croire aujourd'hui qu'il m'a chassé du cabinet. (Riant) Quelle erreur historique!

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je parle sur le point d'ordre.

**Des députés:** Il n'y a pas de point d'ordre.

**M. le président:** Il n'y a pas de point d'ordre, on ne fait qu'une rectification.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je fais alors une rectification, moi aussi.

**M. Béique (Chambly):** Avez-vous déjà été accusé?

**M. Chaloult (Kamouraska):** Depuis quelque temps, en cette Chambre, on s'acharne à fausser les paroles, à dénaturer les faits, à inventer, afin de faire planer des soupçons sur la réputation des membres de cette Chambre. Il y a quelques chose de plus grave que les calomnies, ce sont les accusations fausses et que l'on sait fausses.

**M. Boyer (Châteauguay):** (Qui est à ce moment assis près de M. Chaloult) Il y a assez longtemps que l'honorable député de Kamouraska (M. Chaloult) insinue. Que le député de Kamouraska (M. Chaloult) commence donc par dire s'il est prêt à jurer devant le greffier qu'il ne s'est pas présenté devant le syndic du Barreau pour rembourser \$150 et donner \$75 de plus pour faire retirer son dossier comportant...

**M. Chaloult (Kamouraska):** C'est faux!

**M. Hamel (Québec-Centre):** À l'ordre, à l'ordre, à l'ordre!

**M. Drouin (Québec-Est):** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Chaloult (Kamouraska):** À l'ordre, à l'ordre, à l'ordre!

**M. Boyer (Châteauguay):** (Criant) Il y a eu des plaintes...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je soulève un point d'ordre, dit-il.

**M. Boyer (Châteauguay)** crie au député de Kamouraska.

(Manifestation dans les galeries)  
Vous êtes un lâche et un menteur! Lâche! Menteur!

**M. le président** intervient.

**Des députés**<sup>5</sup> interviennent.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si on veut prendre des tactiques pour laisser dire aux membres du gouvernement ce qu'ils veulent dire, et ensuite soulever des points d'ordre quand le mal est fait et empêcher les autres de répondre, le gouvernement en portera toute la responsabilité.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je soulève une question de privilège. On vient répéter ici contre moi des accusations qui ont été portées 10 fois et que j'ai niées autant de fois. J'ai nié et je nie formellement toutes ces accusations. J'ai obtenu des certificats du Barreau, des certificats du syndic disant que les accusations étaient fausses. Et je pourrai d'ailleurs produire tous les affidavits que l'on désirera. Au reste, la province ne croit plus ces accusations.

**M. Boyer (Châteauguay):** Je vous accuse d'avoir été obligé de rembourser \$150 à la suite d'une plainte formellement faite.

**Des députés** font du tapage.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je soulève un point d'ordre, dit-il.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je soulève un point d'ordre.

**M. le président:** À l'ordre!

**M. Boyer (Châteauguay)** parle.

**M. Drouin (Québec-Est):** N'a-t-on jamais vu une affaire semblable!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
La question est sérieuse. Il y a eu en cette Chambre une question posée au député de Kamouraska, à savoir s'il était vrai qu'une plainte avait été portée contre lui et, qu'à la suite de cette plainte pour avoir surchargé un client, il a remboursé non seulement la somme de \$150, mais y a ajouté un crédit de \$75, admettant ainsi hors de tout doute qu'il avait surchargé son client.

**M. Drouin (Québec-Est):** Point d'ordre. Que le premier ministre s'assoie. Le premier ministre profite de la situation pour lancer des attaques personnelles. Je veux, M. le président, que vous décidiez une fois pour toutes si le caractère personnel d'un député peut avoir des rapports avec un bill et si un député quelconque de cette Chambre a le droit d'attaquer le caractère professionnel d'un collègue.

Je revendique ici les droits de tous les citoyens. Je dis qu'on n'a pas le droit d'entrer dans la vie privée et le caractère professionnel d'un homme. Je demande que cela finisse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je soulève un point d'ordre. Il y a eu ici, en cette Chambre, des déclarations faites au sujet de la conduite du député de Kamouraska, dont plusieurs venaient de celui qui parle en ce moment. J'en ai faites et je les maintiens toutes. Le député de Kamouraska<sup>6</sup> dit qu'il a obtenu des lettres et des certificats, mais, dans ces lettres et certificats, il jouait sur les mots. Il a dit alors qu'il n'avait pas été cité devant le Conseil du Barreau, alors qu'il a été cité trois fois devant le syndic. L'honorable député de Kamouraska doit peser ses paroles. Je demanderai à cette Chambre la permission de produire des documents attestant que le député de Kamouraska a surchargé ses clients de façon répréhensible et que la troisième fois, sur la demande du syndic, il a été forcé de rembourser \$150 en argent, et il a accordé un crédit de \$75 parce qu'il avait chargé des frais trop élevés.

**M. Boyer (Châteauguay):** Ce sont les vrais faits! (À M. Chaloult) Avez-vous remboursé les \$150, oui ou non?

**M. Chaloult (Kamouraska):** Lorsqu'on m'a accusé d'avoir été cité devant le Conseil du Barreau, j'ai nié et j'ai produit la preuve venant du secrétaire

du Conseil du Barreau lui-même. On est revenu à la charge et on a dit qu'il y avait eu trois plaintes portées devant le syndic. J'ai nié et j'ai apporté les preuves...

**M. Boyer (Châteauguay):** Avez-vous remboursé les \$150?

**M. Chaloult (Kamouraska):** J'ai nié. Voilà qu'on continue la même campagne, malgré les démentis que j'ai apportés.

**M. Boyer (Châteauguay):** Avez-vous remboursé les \$150?

**M. Chaloult (Kamouraska):** (Se levant et enlevant son lorgnon) Depuis le début de la session, le chef du gouvernement et d'autres députés ont cherché à fouiller ma vie privée et ma vie professionnelle. À plusieurs reprises, ils m'ont accusé d'avoir été condamné par le Barreau. J'ai nié et j'ai obtenu une déclaration officielle appuyant ma dénégation. On s'est repris en disant que des plaintes avaient été portées devant le syndic. Le syndic a encore appuyé ma dénégation. On revient aujourd'hui avec de nouvelles accusations que je nie aussi formellement que les autres.

Puisque l'on veut m'attaquer sauvagement, je dis à mes accusateurs que je ne suis jamais intervenu dans la vie professionnelle ni dans la vie privée de qui que ce soit. Mais je puis, en cas de légitime défense, et j'ai le droit de revendiquer mon honneur quand on m'attaque aussi sauvagement qu'on le fait. Je dirai à cette Chambre que je n'ai jamais volé ou cherché à voler la réputation de qui que ce soit ni cherché à troubler la vie domestique de qui que ce soit ni donné des chèques sans fonds. Je n'ai jamais cherché à voler la femme de mes clients.

**M. Boyer (Châteauguay):** Avez-vous remboursé \$150?

**M. Chaloult (Kamouraska):** Je n'ai jamais joué du triangle conjugal dont on a parlé au sujet de quelqu'un dans un comité de cette Chambre. J'ajouterai que je n'ai jamais donné de chèques sans provision. J'ai toujours fait honneur à mes affaires. J'ai toujours payé mes comptes.

**M. Boyer (Châteauguay):** Avez-vous remboursé les \$150?

**M. Chaloult (Kamouraska):** M. le président, j'avertis charitablement la Chambre que si l'on

continue de m'attaquer sur ce terrain avec de pareilles tactiques, je donnerai des précisions. Je suis dans le cas de légitime défense et j'ai le droit de revendiquer mon honneur quand on m'attaque. Je suis disposé à laisser produire tous les documents qu'on voudra sur ma vie privée, pourvu que je puisse en faire autant.

**M. Boyer (Châteauguay):** Avez-vous remboursé les \$150? Menteur public.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Nous sommes ici dans ce que l'on a appelé le "salon de la race." Nous sommes ici non pour déchirer les réputations avec des attaques personnelles, mais pour faire de la législation. Le premier ministre aime à parler de charité; que l'on ait donc un peu de charité! La réputation d'un homme est sacrée. Autour du premier ministre, il y a des gens honnêtes, mais aussi des gens contre qui des plaintes ont pu être portées. On n'a pas le droit de toucher à la vie privée de personne.

Le premier ministre devrait se rappeler qu'il n'y a personne capable de dire: "Moi, je suis une âme immaculée?" À quoi bon s'évertuer à salir et détruire pour toujours les réputations? Car la réputation est tout ce qu'il y a de mieux pour un homme, dans sa vie publique et privée. Faisons donc notre œuvre de législateurs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne s'agit pas de vie privée, mais de la vie professionnelle. Je n'ai d'ailleurs aucune objection à comparer ma vie privée et professionnelle. Mais voici des gens qui se sont livrés à une campagne d'insinuations et de calomnies, dans les foyers, partout, par tous les moyens et de toutes les manières. Et voici un de ceux qui posent à la vertu, qui a été devant le syndic sur trois plaintes, et, sur la dernière, il a dû rembourser \$150, plus une réduction de \$75 sur un autre compte.

J'ai dit que le député de Kamouraska a été cité devant le syndic et il a dit non. J'ai dit qu'il avait été obligé de rembourser \$225 qu'il avait chargé de trop à un client et il a encore répondu non. Or, j'en ai la preuve ici. Je demande la permission de produire devant la Chambre les documents qui établiront les faits, afin de démontrer qui dit la vérité et qui ne la dit pas. On a fait une campagne d'insinuations infâmes contre le premier ministre. Je veux montrer quels sont les auteurs de ces diffamations.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je soulève un point d'ordre portant qu'on ne peut accuser un

député sans une motion formelle. Et le Règlement interdit toute attaque contre la vie privée d'un député.

**M. le président:** Je maintiens le point d'ordre, dit-il, et je rappelle le député de Châteauguay (M. Boyer) à l'ordre.

**M. Boyer (Châteauguay)** échange avec le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) des aménités assez aigres.

**Des députés:** À l'ordre!

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Il y a plus de dignité dans les universités ouvrières que dans l'Assemblée législative avec vous.

**M. Chaloult (Kamouraska):** L'on persiste à vouloir porter des accusations.

**M. Boyer (Châteauguay):** Nous ne sommes pas des communistes, nous.

**Des députés:** À l'ordre, à l'ordre!

**M. Chaloult (Kamouraska):** On a attaqué ma réputation et j'ai le droit de me défendre. Qu'on produise n'importe quoi. Que les accusateurs produisent donc aussi les accusations qui ont pu être portées devant leur Conseil du Barreau. Si l'on produit des documents, j'en produirai moi-même. Je connais des gens très proches des accusateurs contre qui l'on a porté jusqu'à neuf plaintes et qui subirent trois<sup>7</sup> condamnations. Il n'y a jamais eu de plaintes portées contre moi, ni au Conseil du Barreau, ni devant le syndic.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Un député n'a pas le droit de nier des faits qui ont été établis devant la Chambre. Le député de Kamouraska a été trois fois accusé devant le syndic du Barreau et, la troisième fois, il a été obligé de rembourser.

**M. Chaloult (Kamouraska):** C'est faux ce que l'on vient de dire contre moi. C'est une nouvelle calomnie, c'est un mensonge, et que le premier ministre...

**M. le président:** À l'ordre! Je demande au député de Châteauguay (M. Boyer) de s'en tenir à l'ordre. Je demande aussi à la Chambre de s'en tenir à la discussion de la loi.

**M. Boyer (Châteauguay):** (Se querellant avec le député de Montréal-Sainte-Marie, M. Rochefort) Communiste, dit-il.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Il n'y a pas de scène comme celles auxquelles nous assistons en cette Chambre chez les communistes.

**M. le président:** Je ne tolérerai pas d'autre discussion.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous produirons les documents sur la table de la Chambre.

**M. Drouin (Québec-Est):** Vous n'avez pas le droit de produire ces documents.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)<sup>8</sup>:** Je me lève, dit-il, pour protester contre le fait qu'on veut encore une fois couvrir par des emprunts des dépenses qui devraient être regardées comme des dépenses courantes et qui, pour cette raison, devraient être prises à même les revenus ordinaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** parle.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** parle.

(Il s'ensuit alors une discussion pour savoir si ces octrois auraient dû être inscrits dans le budget).

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées à l'unanimité.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 52 facilitant les communications entre les principaux centres commerciaux de la province et la Côte-Nord, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, réglementant les octrois à certaines compagnies de transport et remédiant au chômage.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour adopté précédemment, que le bill 52 facilitant les communications entre les



principaux centres commerciaux de la province et la Côte-Nord, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, réglementant les octrois à certaines compagnies de transport et remédiant au chômage soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé ses amendements aux bills suivants:

- bill C modifiant l'article 716 du Code municipal;

- bill D modifiant l'article 391 de la loi de l'instruction publique.

#### **Travaux de la Chambre:**

##### **Production de documents**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai déclaré tout à l'heure que je produirais des documents.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** s'objecte.

**M. Drouin (Québec-Est)** s'objecte.

**M. l'Orateur:** Je ne sais pas, dit-il, ce que la lettre contient. On ne peut rendre de décision.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le caractère professionnel du député de Kamouraska (M. Chalout), le fait de savoir s'il y a eu des plaintes de portées contre lui, cela n'a aucune affaire avec la politique

générale de la province; cela n'a aucune relation avec un bill que nous discutons, avec aucun bill comme question de fait, ni aucune matière en discussion devant la Chambre.

Il s'agit là d'une question excessivement grave. En un mot, si on donne à un membre de cette Chambre la permission de produire cette lettre ou ces lettres, cela veut dire qu'il serait permis de discuter du caractère professionnel de n'importe qui en cette Chambre et qu'il serait de plus permis de critiquer les députés dans le domaine du privé et des affaires personnelles.

Je suis convaincu que si l'on procède de cette façon, il se fera un grand mouvement d'opinion pour revendiquer l'honneur de cette Législature. Le premier ministre aura peut-être à regretter d'avoir créé un tel précédent.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Québec-Est veut savoir à quoi l'on fait allusion dans ce débat. Pour le savoir, il faut non seulement produire les lettres, mais les lire.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je prétends que la réputation d'un député est une chose sacrée et que personne n'a le droit d'accuser un député de cette Chambre. M. l'Orateur, en permettant cette lecture vous créez un précédent qui pourra coûter cher à plusieurs députés de cette Assemblée.

**M. l'Orateur:** Il y a un point d'ordre soulevé et le chef du gouvernement était à expliquer son point d'ordre lorsqu'il a été interrompu. Je ne crée pas de précédent. Et je demande à tous les députés de venir en aide à l'Orateur pour l'aider à résoudre ce point d'ordre qui est déjà assez compliqué comme il est là.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Très bien, je vais lire cette lettre maintenant.

**M. Chalout (Kamouraska):** Encore une fois, je dis au premier ministre que si on lit cette lettre-là, j'en lirai moi aussi. J'en lirai d'autres. J'avertis charitablement le premier ministre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Très bien.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le député de Kamouraska parle de lettres à lire, lui et ses collègues. S'il savait comme je me fiche d'eux. Le député de Québec-Est dit qu'il veut savoir à quoi l'on fait allusion; nous devons donc le savoir. Je vais lire les documents.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je n'ai pas dit vouloir savoir de quoi il s'agit; j'ai soulevé un point d'ordre pour dire que des accusations de cette sorte n'ont aucune relation avec la politique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le député de Québec-Est (M. Drouin) a bel et bien déclaré qu'il veut savoir de quoi il s'agit. Je vais lire...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous n'en avez pas le droit.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Va-t-on prétendre que nous n'avons pas le droit de produire un document?

Et je suis surpris, M. l'Orateur, qu'on veuille nous empêcher de produire ces lettres, puisque tout est si clair et qu'on prétend être hors de tout soupçon. Qu'on me laisse lire ces lettres si l'on n'a rien à se reprocher. Nous, nous voulons faire la lumière.

**M. Hamel (Québec-Centre):** On ne peut appeler document une lettre signée par n'importe qui. Ce n'est pas d'intérêt général.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je vais...

**M. Drouin (Québec-Est):** Point d'ordre...

**Des députés** chahutent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je m'oppose, dit-il, à ce que le député de Québec-Est parle deux fois sur le même point d'ordre.

Qu'on me laisse lire, on verra. J'ai deux documents qui se lisent comme suit:

"Québec, le 3 mai 1937

"L'honorable. M. Duplessis, c.r.  
"Premier Ministre de la province,  
"Hôtel du Gouvernement,  
"Québec,

"Monsieur le premier ministre,

"J'ai reçu, le 30 avril, une lettre de l'honorable Onésime Gagnon, en sa qualité de syndic du Barreau de Québec, me demandant de lui dire comment s'était réglée la plainte que j'avais personnellement portée.

"J'ai l'honneur de vous transmettre sous pli une copie de la réponse que je transmets, ce jour, à l'honorable M. Onésime Gagnon.

"Je vous prie de me croire,

"Votre tout dévoué,  
"Paul-E. Thériage"

"Québec, le 3 mai 1937,

"L'honorable Onésime Gagnon, C.P., C.E.,  
"Bâtonnier du Barreau de Québec,  
"Hôtel du Gouvernement,  
"Québec,

"Monsieur le ministre,

"En réponse à votre lettre du 30 avril, je dois vous dire que donnant suite à la plainte que j'ai portée contre un avocat<sup>9</sup>. ... Il a effectué un règlement avec moi pour un montant de \$225 dont \$150 en argent et un montant de \$75 qu'il a appliqué à mon crédit, en règlement final d'une autre cause, et le tout a été payé directement à mon procureur, Me Jacques Lapointe.

"Tels sont les faits qui se sont passés subséquemment à la plainte que j'ai portée contre Monsieur René Chaloult.

"Veuillez me croire,

"Votre tout dévoué,"  
"(signé) P. Thériage"

M. l'Orateur, je dépose ces deux documents sur la table de la Chambre et demande aux journaux d'en faire mention.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je soulève un point d'ordre. Il faut une motion pour produire des documents. Et le premier ministre n'a pas le droit de produire ces lettres, car elles attaquent un député.

**M. Drouin (Québec-Est):** La carrière professionnelle du député de Kamouraska n'a rien à faire avec la Législation. Si l'on donne le droit de produire cette lettre, c'est dire que l'on a le droit d'attaquer la vie professionnelle de n'importe quel député. Je revendique l'honneur de la Législature.

**M. Hamel (Québec-Centre):** La réputation d'un député est sacrée et personne n'a le droit de l'attaquer ici.

**M. Chalout (Kamouraska)** (En l'absence duquel le premier ministre avait lu la lettre, revient alors à son siège) Je n'ai pas d'objection à ce que l'on produise des documents concernant ma vie privée, car je n'ai rien à me reprocher au sujet des accusations portées. Mais j'en ai des lettres moi aussi. Je revendique le même droit pour la production d'autres documents de même nature que j'ai en ma possession. Je me réserve le droit de suivre le premier ministre sur son propre terrain. Le premier ministre pourrait bien le regretter.

Certains avocats de la droite ont eu jadis les mêmes destins fâcheux et l'on devrait, dans l'intérêt de tout le monde, respecter les archives professionnelles.

En fait, certain nombre d'avocats estiment moult condamnable d'exposer au public curieux leurs petites histoires professionnelles. Mais les autres députés, qui ne sont pas avocats, trouvent au contraire qu'il n'y a pas de raison d'étendre le manteau de Noé sur une classe plus que sur une autre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je veux parler de nouveau, dit-il. Si le député de Kamouraska savait comme je ne m'occupe pas des injures et des calomnies et de ceux qui font campagne avec lui. Si tout est clair dans cette affaire, pourquoi craint-on la production de ces lettres? La lettre a trait à un débat antérieur.

**M. Drouin (Québec-Est):** Elle n'a aucune relation avec la politique générale ou particulière de la province. Les choses se gâtent de nouveau, tout le monde parle ensemble ou veut parler.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il est 1 heure; 1 heure, M. l'Orateur.

**Des députés** chahutent.

**Des députés:** 1 heure, 1 heure.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La séance doit être ajournée, d'après les règlements. Il est 1 heure.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je constate une fois de plus que les deux oppositions sont anxieuses lorsqu'il s'agit de produire des documents. Il ne s'agit ici que de rétablir des déclarations qui ont été faites dans les journaux, déclarations qui ne sont pas conformes aux faits.

**M. Chalout (Kamouraska):** Si on permet au premier ministre de lire ces lettres, je demande

l'autorisation d'en lire, moi aussi. J'en ai beaucoup, de ces lettres.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** 1 heure.

**M. l'Orateur:** Le premier ministre et le chef de l'opposition me font remarquer qu'il est 1 heure et, pour me conformer aux règlements, j'ajourne la séance.

**Des députés** chahutent.

**Un député<sup>10</sup>:** Je vais démissionner et le gouvernement va se faire battre dans mon comté. Au diable la politique puisque c'est comme ça!

La séance est levée à 1 heure.

## Deuxième séance du 19 mai 1937

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Loi de la chasse

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 200 modifiant la loi de la chasse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Loi de la Législature

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 202 modifiant la loi de la Législature.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que le bill soit lu une deuxième fois immédiatement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour adopté précédemment, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>11</sup>:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi a pour but de permettre à un médecin, qui est conseiller législatif ou député, d'exercer sa profession dans les hôpitaux subventionnés par le gouvernement et de pouvoir être rétribué pour des soins professionnels qu'il peut être appelé à donner à des indigents ou à des colons sans que cela soit une cause d'incapacité à siéger ou à voter au Conseil législatif ou à l'Assemblée législative.

En vertu de cette loi, nous voulons procurer à ceux qui subissent les inconvénients des secours directs, et particulièrement aux colons pauvres et les nécessiteux dans certaines régions de la province, le droit d'être traités par un médecin de leur choix.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je comprends que la loi rendait incapables à siéger au Parlement les médecins qui soignaient cette catégorie de gens?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit simplement de laisser aux gens qui bénéficient des secours directs le libre choix de leur médecin, et c'est tout.

**M. Bastien (Berthier):** Dois-je comprendre qu'autrefois ces gens n'avaient pas le droit de choisir leur médecin?

(Cette question reste sans réponse).

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Explications sur des faits publiés:

##### Paroles rapportées du député de Montréal-Sainte-Marie

##### M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):

M. l'Orateur, je veux prendre la parole, dit-il, sur une question de privilège. En parcourant les comptes rendus des journaux d'aujourd'hui, je remarque qu'à la suite d'une allusion banale que je faisais sur les querelles des avocats et sur la loi modifiant la loi du Barreau, je dis banale, car j'ai demandé s'il était possible qu'il y eût des voleurs dans la profession... Je veux protester et...

**M. l'Orateur:** Je ferai remarquer à l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) qu'il est hors d'ordre. J'ai déjà à plusieurs reprises décidé qu'on ne peut discuter sur un débat antérieur. Si ses paroles n'ont pas été rapportées correctement par les journaux ou si les journaux ont mal rapporté des paroles qui le visent, il a le droit de faire une mise au point et de citer les vraies paroles qu'il a prononcées; il a le droit de rétablir les faits, de corriger une déclaration ou une opinion qu'on lui prête. Mais il ne peut revenir sur le bien ou le mal fondé des paroles dites sur son compte lors d'un débat antérieur.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** À la lecture de ces comptes rendus, j'ai pris connaissance de remarques faites ici à la Chambre et qui laisseraient croire injustement que je pourrais être reconnu comme un communiste dans la province. Les paroles ont été rapportées dans les journaux.

**M. l'Orateur:** Si on a mal rapporté les paroles de l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort), il a le droit de rectifier, mais je ne puis lui permettre de revenir sur un débat antérieur.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Même si vous constatez, M. l'Orateur, que la députation a pu être attaquée? Comme on ne peut se défendre...

**M. l'Orateur:** À l'ordre, à l'ordre!

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 142 modifiant la charte de la ville de Bromptonville;
- bill 165 créant les municipalités scolaires catholique et protestante de la ville de Val-d'Or.

**Questions et réponses:****Salaires payés mensuellement  
au département de l'Agriculture**

**M. Dumaine (Bagot):** 1. Quel était le montant total des salaires payés mensuellement au département de l'Agriculture (service Intérieur), avant le 26 août 1936?

2. Quel montant le gouvernement paie-t-il mensuellement maintenant?

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** 1. \$36,342.30.

2. \$39,195.26.

**Loi relative  
aux tribunaux**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 63 relatif aux tribunaux.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'administrateur de la province<sup>12</sup> à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité<sup>13</sup>:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Que le traitement annuel de chacun des magistrats de district remplissant ordinairement les devoirs de cette charge ne pourra excéder la somme de six mille dollars; et que le traitement ainsi fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil sera payé à

même le fonds consolidé du revenu de la province, et que chacun de ces magistrats de district sera tenu de remplir les devoirs attachés à sa charge ainsi que tous autres devoirs que lui imposera ou pourra lui imposer toute loi en vigueur en cette province.

2. Que le traitement des juges des cours du bien-être social, établi par la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais ne devra pas excéder six mille dollars par année, payable à même le fonds consolidé du revenu.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer les commis et employés nécessaires au bon fonctionnement de chacune des Cours du bien-être social qui seront établies en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera durant bonne conduite par une commission sous le grand sceau, parmi les juges des tribunaux de la province autres que la Cour du banc du roi, la Cour supérieure et la Cour du circuit du district de Montréal:

a. un juge en chef avec résidence à Montréal ou à Québec, selon que le déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil; et

b. un juge en chef adjoint avec résidence à Québec, si celle du juge en chef est fixée à Montréal, et avec résidence dans cette dernière cité, si celle du juge en chef est à Québec, et que le traitement du juge en chef et du juge en chef adjoint sera fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil et ne devra pas excéder, pour le premier neuf mille dollars par année, et pour le second, huit mille dollars. Ces traitements seront payés à même le fonds consolidé du revenu.

5. Tout greffier ou toute autre personne ayant en sa possession des dossiers, registres, documents et archives d'une cour abolie, seront tenus de les transmettre au greffe de la cour indiquée dans la proclamation, dans les quinze jours de la date de la suppression de telle cour, et que les frais et déboursés occasionnés par cette transmission seront à la charge de la province et seront payés à même le fonds consolidé du revenu.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je me vois obligé, dès le début, de m'objecter à la prise en considération à cette heure tardive des résolutions relatives à ce bill.

Il s'agit de l'un des bills les plus importants qui aient été présentés en Chambre depuis plusieurs années, au point de vue social et judiciaire. Ce projet de loi vient trop tard. Nous n'avons pas eu le temps

d'étudier ce bill, qui renferme de nombreuses références à d'autres lois.

Or, le bill est si considérable qu'il est humainement impossible en si peu de temps de bien connaître cette mesure d'une façon pratique pour exprimer ensuite une opinion conforme aux intérêts de la province. D'après ce bill, on a l'intention de chambarder tout le système judiciaire, tous nos tribunaux provinciaux, et c'est un précédent dangereux. Et l'on veut introduire la politique dans l'administration de la justice au point de vue civil et au point de vue criminel, surtout dans les causes qui n'excèdent pas un certain montant en jeu. Si le maintien des juges en office est lié aux aléas politiques, la saine administration de la justice sera atteinte, la pire chose qui pourrait arriver à la province de Québec.

Ce bill constitue un précédent dangereux, car il s'agit de l'économie de la justice criminelle. Et il aura pour effet de détruire cette indépendance dont jouissaient les juges jusqu'ici, en sachant que leur maintien en office ne dépendait pas du bon vouloir d'un autre. Si nous détruisons l'indépendance et l'immovibilité de notre magistrature, il y a danger que l'on en vienne maintenant à exposer la province à un chaos dans lequel vont être englouties les libertés des juges et des citoyens. Je ne suis pas un partisan de l'élection des juges par le scrutin populaire, comme cela se fait aux États-Unis. Je crois que nous avons ici, actuellement, dans la province de Québec, le meilleur système d'administration judiciaire, parce que les juges sont assurés de la permanence de leur position. Ce système, en assurant la permanence des magistrats, assure en même temps leur indépendance. Nos magistrats font honneur à la province; ils ont bien compris leurs devoirs. Je suis tout autant opposé au contrôle du gouvernement.

S'il faut en arriver, comme on veut le faire par ce bill, à convaincre les juges que leur maintien en office dépend de la bonne volonté du gouvernement et, parlant du suffrage populaire, nous ne pouvons espérer voir se continuer la bonne administration de la justice telle qu'elle a été jusqu'ici, et nous ne pourrions plus espérer qu'ils resteront au-dessus des contingences de parti ou autres.

Celui qui accepte d'être juge abandonne la carrière par laquelle il assurait sa subsistance, et il importe qu'il soit protégé, sans quoi les compétences feront défaut. Si un juge s'attend toujours à être destitué dans cinq ans ou 10 ans, nous allons priver notre magistrature du concours de bonnes volontés nécessaires à la meilleure administration de la

justice. L'adoption de ce projet de loi priverait la province de ses meilleures balises légales, parce que cette dernière ne se soumettra jamais à la dictature du gouvernement. Et on comprendra leur position! Au lieu de juges de premier ordre, nous aurons des juges qui peuvent abandonner leur profession trop facilement.

De plus, cette loi constitue un précédent dangereux, et je proteste contre cette décision du gouvernement de ne nous soumettre qu'à la dernière minute le bill le plus important de la présente session. Je dis que cette manière de procéder est contre les intérêts des citoyens de la province et même contre les intérêts des députés, car chaque député doit avoir le temps d'étudier suffisamment le bill pour porter un jugement éclairé. Je dis que c'est un précédent dangereux, car pour la bonne administration de la province, nous avons besoin que les députés, sans exception, soient éclairés sur la portée des lois qu'ils sont appelés à voter et qu'ils connaissent la réaction de l'opinion publique autour de telle ou telle législation.

Dans le cas qui nous occupe, nous ne connaissons pas la réaction du Barreau, la réaction de l'opinion publique et la réaction du corps de la magistrature, et on nous demande de voter une loi dont personne, pas même le premier ministre, ne peut dire si réellement elle est dans le meilleur intérêt de la province. Il serait utile, dans un bill semblable, de connaître, par exemple, leur opinion avant de faire tous ces changements. Lorsque nous serons appelés à étudier les détails du bill, les députés, sans aucune exception, comprendront que tout ce que je dis en ce moment est la pure vérité. Personne en cette Chambre ne peut être suffisamment informé pour voter une loi de cette nature après si peu de temps.

Je dois donc, en conséquence, m'opposer à la lecture de ces résolutions et demander au gouvernement de retirer ce bill jusqu'à la prochaine session. Nous aurons alors l'occasion de l'étudier entre les deux sessions. Pendant l'intersession, nous pourrions étudier le bill, connaître le sentiment de la magistrature, consulter les avocats et apporter au besoin les amendements qui s'imposent. Je demanderais que le bill ne soit pas présenté ici avant d'avoir été soumis au Conseil général du Barreau.

On nous le présente aux dernières heures de la session, et je n'ai pas l'intention d'essayer d'en faire l'étude, car je suis convaincu que les meilleurs légistes et les meilleurs juristes, avec la meilleure bibliothèque à leur disposition, ne pourraient comprendre convenablement ce projet avant cinq ou six jours d'étude, car c'est justement le temps qu'il

faut avoir à sa disposition pour examiner toutes les références qui se rattachent à cette mesure. Je n'ai pas, assure-t-il, l'intention d'étudier le projet de loi immédiatement parce que des réformes de cette importance ne sont pas décidées à la légère.

Pour toutes ces raisons, je dois me déclarer opposé à ce bill et je demande au gouvernement d'en suspendre l'étude. Avant de nous prononcer, je veux savoir sur quoi nous serons appelés à voter.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le chef de l'opposition tient une attitude un peu étonnante. Il a répété qu'il n'a pas lu le bill, qu'il n'a pas eu le temps de le faire et qu'il ne le comprend pas. S'il ne comprend pas, le moins qu'il pourrait faire serait de se taire au lieu de condamner le bill comme mauvais. Combien caractéristique de l'opposition est cette manière de discuter.

(Rires)

Il a même dit que personne, pas même le premier ministre, ne connaît ce bill. Libre à lui d'avoir son opinion sur ce qu'il comprend du bill, mais je peux dire que je connais le bill de la première virgule à la dernière; que je l'ai étudié et c'est moi qui l'ai fait dans l'orientation de chacune de ses clauses. C'est un bill qui a été mûri longuement et, pour toutes ces raisons, c'est là la meilleure loi, comme toutes nos bonnes lois de la Législature.

Le chef de l'opposition dit qu'il faut respecter et assurer la stabilité de nos tribunaux et de la magistrature. Lui, le chef de l'opposition, ose parler de la stabilité. Je suis heureux d'entendre l'énoncé de ces principes, nouveaux pour la majorité des députés oppositionnistes. Nous sommes respectueux de la magistrature de la province. Certes, il a pu arriver qu'il y ait eu des magistrats qui n'étaient pas dignes, mais notre magistrature a droit à notre respect. Notre magistrature est un rempart de l'ordre contre l'anarchie et le bolchevisme et, avec les amendements proposés, nous aurons peut-être le meilleur système judiciaire de toute l'Amérique du Nord. Et c'est pourquoi nous passons cette loi. Qu'y a-t-il de mal à améliorer notre système judiciaire, tout en en conservant les fondements?

Mais je remarque avec étonnement que l'opposition est devenue subitement respectueuse de la magistrature. Ce respect subit envers les tribunaux de la part du chef de l'opposition et de ses collègues est assez amusant. L'opposition va jusqu'à dire que les juges sont compétents, intelligents et savants. Quel changement!

Quel changement, quand on sait que ces même gens sont les collègues de ceux qui passaient

la loi Dillon<sup>14</sup> pour laisser entendre que les juges de la Cour supérieure et de la Cour d'appel n'étaient pas assez intelligents pour juger les contestations d'élection. Ils décrétaient que ces juges ne comprenaient rien; loi par laquelle eux, accusés, se substituaient aux juges. On assommait les tribunaux, on assommait les témoins, loi que nous avons avec plaisir abrogée dès la première session. La loi Dillon fut une atteinte à la magistrature! Les juges, d'après cette loi, ne comprenaient rien.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Cela n'a jamais été dit par l'ancien premier ministre. Nous n'avons pas dit que les juges n'étaient pas intelligents.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ça a été dit et ça a été fait. J'étais là. Le procureur général et premier ministre du temps, appuyé par ses collègues, le chef de l'opposition actuel et la majorité de ses députés, a fait passer la loi Dillon. Il a dit qu'il fallait empêcher les juges d'entendre les causes de contestation parce que la loi n'était pas assez claire et que les juges ne pourraient la comprendre exactement ou correctement. D'après la loi, ainsi expliquée, on comprenait que M. Taschereau était plus fin que tous les tribunaux. Il laissait donc croire que les juges n'étaient pas compétents pour interpréter la loi.

**M. Bastien (Berthier):** Jamais ces paroles n'ont été prononcées. Je nie cela!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'affirme que ces paroles ont été prononcées par le procureur général du temps. Elles furent prononcées en réponse à une question que j'ai faite au premier ministre du temps; je le dis, et ma parole vaut celle du député de Berthier (M. Bastien).

**Des voix:** Ha, ha, ha!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

On doit faire respecter les juges et les lois. J'ai demandé au procureur général pourquoi faire passer une loi comme la loi Dillon pour mettre de côté les jugements de la Cour supérieure et de la Cour d'appel. Et M. Taschereau m'a répondu que c'est parce que la loi n'était pas assez claire, que les juges ne s'entendraient pas pour la comprendre et qu'ils l'interpréteraient mal, et parce que la Chambre voulait l'interpréter et allait administrer la loi électorale.

Je reviens au projet à l'étude. La loi est simple. Nous voulons respecter la magistrature, nous. Il est du devoir du gouvernement d'assurer la sécurité de nos tribunaux. Rien dans notre loi n'attaque la réputation, le caractère, la stabilité des juges actuels et je demande aux députés qui ont lu la loi et la comprennent si on peut l'interpréter autrement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il y a un article qui met les recorders à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil; vous lui donnez le droit de supprimer les recorders. J'ai lu la loi. En tout cas, ça assure si peu de stabilité que vous abolissez les Cours de recorder.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'était pour faire dire au chef de l'opposition qu'il a lu la loi. Il vient de dire qu'il ne l'a pas lue. Il se contredit.

(Rires)

Il dit tantôt qu'il n'avait pas le temps de la lire et affirmait n'y rien entendre. Quand donc dit-il la vérité?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Qu'est-ce qui va assurer l'indépendance des recorders dans la loi?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'indépendance des recorders n'existe pas, c'est la faute de l'ancien régime.

La loi, en résumé, dit que nous avons, dans la province de Québec, des pouvoirs limités en vertu de la Constitution quant aux tribunaux supérieurs. Nous avons juridiction sur les Cours supérieures, mais les juges sont nommés par le fédéral; mais nous avons cependant des tribunaux à juridiction entièrement provinciale, et nous avons le pouvoir de nommer les juges et de créer des cours inférieures. Ce sont des tribunaux comme les Cours de sessions de la paix, les Cours de recorder, les Cours de magistrat. Seulement, la loi existante est telle qu'elle entraîne de graves difficultés, et il y a un procès actuellement sur la compétence et la juridiction des magistrats. Nous voulons mettre de l'ordre et de la constitutionnalité dans notre loi.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Répondez donc à ma question. Qui va assurer l'indépendance des recorders?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je note l'aveu du chef de l'opposition. Il parle de

l'indépendance des recorders comme si les recorders n'avaient pas d'indépendance auparavant.

Au cours de ces derniers temps, il y eut des conflits de juridiction avec le fédéral en matière de l'administration de la justice. C'est donc le devoir du gouvernement d'assurer la stabilité des tribunaux en faisant une loi qui permette cette stabilité. En vertu de la nouvelle loi, le tribunal des Sessions de la paix demeure. Comme pour la Cour supérieure et la Cour d'appel, nous créons des districts pour la Cour des magistrats.

Pas un juge actuellement en fonction n'est dérangé par notre loi. Et je ne vois pas de quoi on se plaint. La Cour des magistrats demeure également en supprimant de son titre les mots "de district". Il n'y a que les cours de magistrats de la police qui ne soient pas constitutionnelles. Elles doivent disparaître. Mais ceux qui en sont les juges conservent leurs fonctions. Par conséquent, la magistrature n'est pas touchée. Nous changeons les cours pour les adapter à la Constitution.

Nous faisons plus. Un tribunal réclamé depuis longtemps va être établi: nous créons un tribunal du bien-être social, pour protéger notre jeunesse et pour prévenir les troubles matrimoniaux. Il y en aura à Montréal, à Québec et dans tous les centres principaux de la province de 25,000 âmes ou plus. Ils permettront d'orienter vers le bien les jeunes délinquants de notre jeunesse et d'arranger les difficultés domestiques. Est-ce qu'il y a du mal à cela?

La loi décrète de plus qu'il y aura un juge en chef à Montréal et un juge en chef adjoint à Québec qui auront juridiction sur tous les autres juges des tribunaux provinciaux.

**M. Drouin (Québec-Est):** Est-ce que les juges en chef de la Cour des magistrats actuels garderont leurs fonctions?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le magistrat en chef et les juges en chef des tribunaux garderont leurs fonctions; seulement, il y aura une autorité supérieure qui sera le juge en chef des tribunaux de la province avec un assistant juge en chef.

Il y a, dans chaque district judiciaire de la Cour supérieure, un juge en chef qu'on appelle aussi le juge doyen. Mon père en fut un à Trois-Rivières. Ils ne seront pas dérangés, mais il y aura au-dessus d'eux le juge en chef des tribunaux provinciaux. Dans les tribunaux, il arrive que des juges soient occupés et le gouvernement veut faciliter



l'expédition des causes. Comme le juge en chef de la Cour supérieure, nous disons que le juge en chef de la Cour de magistrat et d'autres juges partageront alors l'ouvrage pour accélérer l'administration de la justice, comme cela se pratique à la Cour supérieure.

Nous voulons, en un mot, établir l'administration de la justice sur une base constitutionnelle solide. Nous voulons sauvegarder la stabilité et l'impartialité du tribunal. Toutes les décisions relèvent du juge en chef ou de son assistant.

Quant à la Cour du bien-être social, c'est du nouveau. L'un des grands défauts de notre système pénal actuel, que je n'ai pas à apprécier, consiste dans le fait que les jeunes détenus ne sont pas séparés des vieux. Dans les institutions pénales, ces jeunes gens non responsables, souvent victimes des circonstances, coudoient des bandits notoires et endurcis parce qu'il n'y a pas de ségrégation. Nous voulons faire cesser cela. Nous allons obtenir la ségrégation!

La Cour sera appelée à rendre des services inappréciables. Elle peut sauver les jeunes gens victimes de circonstances et nous devons les sauver. Ce sera aussi un tribunal à base de conciliation matrimoniale. Il arrive souvent que la conciliation a de bons résultats. C'est beaucoup faire pour réaliser le programme prêché par l'opposition du temps et réclamé depuis des années. Cette cour est destinée à servir les jeunes gens, victimes des circonstances. Nous voulons sauver l'avenir.

En un mot, notre loi donne de la force aux tribunaux, renforce leur juridiction et abolit des Cours qui ne sont pas constitutionnelles.

(Applaudissements à droite)

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Voici: le moins qu'on puisse dire c'est que ce bill compliqué est l'une des mesures les plus importantes et les plus difficiles qui aient été soumises à la Chambre depuis quelques années. C'est un exemple typique de notre démocratie. J'appuie la suggestion de l'honorable chef de l'opposition de remettre l'étude de cette loi à la prochaine session.

Nous avons devant nous un véritable code composé de 159 articles. Il a été distribué quelques minutes avant l'ouverture de la séance en Chambre. Il nous faudrait beaucoup de temps pour l'étudier et il est impossible de savoir en quelques minutes, sans consulter les lois antérieures et sans réfléchir, ce que signifient au juste les 159 articles du bill présenté par le procureur général (l'honorable M. Duplessis). Cette loi, je le répète, est peut-être l'une des plus

importantes qui aient encore été passées depuis des années et des années.

Pour ma part, la seule objection que j'ai eu le temps de formuler, c'est que je n'ai pas eu assez de temps pour l'étudier et j'aimerais bien pouvoir l'étudier convenablement. Je ne suis pas en mesure de dire si je suis pour ou contre, sans pouvoir l'étudier à fonds. Je n'en sais rien. Avec le peu de temps mis à notre disposition, il est impossible de l'étudier sérieusement et nous pouvons difficilement nous prononcer sans avoir consulté les lois auxquelles ce bill réfère. Il est malheureux qu'à la dernière heure de la session, on nous présente une loi sur laquelle il nous sera si difficile de nous prononcer, car nous ne pouvons être certains de la comprendre. Je ne veux pas, pour ma part, prendre la responsabilité de me prononcer sur cette loi sans bien savoir au juste ce qu'elle contient! Les conséquences de ce projet de loi sont trop graves pour agir à la légère! Dans ces conditions, j'approuve la suggestion du chef de l'opposition d'en remettre l'étude à la prochaine session.

Pour ces raisons, qu'il me soit permis de suggérer au premier ministre de faire étudier ce bill, dans l'intervalle, par tous les Conseils du Barreau, par le juge en chef de la province et par les magistrats intéressés. Ils nous feront rapport durant l'été, et nous serons plus en mesure de nous rendre compte ce que décrète la loi et de nous prononcer. Il n'y a aucun mal à faire cela, car il n'y a pas tellement d'urgence. De l'avis de tous ceux qui ont parlé et comme le premier ministre l'a dit, nous avons de bons juges qui ont été un crédit pour leur profession; personne ne les critique. Nous devrions aussi prendre connaissance de l'opinion publique. En nous donnant la chance d'étudier plus sérieusement et en consultant des autorités, nous pourrions donner un vote plus intelligent.

Quant à ce qui concerne la juridiction de certains tribunaux, le premier ministre, avocat renseigné, n'ignore sûrement pas que le Conseil privé a fait connaître sa décision il y a 20 ans. Rien ne presse donc. Il n'y a aucune hâte pour adopter cette législation! Les cours fonctionnent telles qu'elles sont depuis longtemps et sans scandale. Les juges peuvent demeurer en fonction sous l'ancienne loi sans que les justiciables n'en souffrent. Il n'y aurait pas d'injustice. Notre système judiciaire actuel fonctionne depuis des années, et je crois qu'il pourra nous servir assez bien durant les sept ou huit mois qui vont suivre. Nous avons une bonne législation. Nous avons des juges qualifiés, compétents, entraînés et instruits. Ils peuvent encore administrer

la justice dans la province. Nous sommes appelés à voter sur une loi qui implique des changements à l'usage, à la coutume, à la procédure, aux Statuts, et qui a de sérieuses conséquences possibles.

Il y a un grand principe: il faut éviter à tout prix l'intrusion de la politique dans la magistrature. Ce serait le plus grand désastre. Je ne puis dire si ce principe est respecté. Je ne dis pas que la loi aura ce résultat car, encore une fois, nous n'avons pu l'étudier comme il convient. Je pose seulement un principe. Je note que le bill parle d'abolition de certains tribunaux et de faire disparaître certains juges. Ça c'est de la politique. Nous devons à tout prix maintenir l'indépendance des juges et faire en sorte qu'ils ne soient jamais tentés de rendre une décision par considération politique. Autrement, nous traverserions la phase la plus triste de l'administration de la justice en notre province. L'indépendance de la magistrature doit être maintenue à tout prix.

Passons maintenant au cas des Cours de recorder. Le gouvernement peut avoir des raisons de transformer leur statut. Je les ignore, ces raisons. Je note en effet que ce bill permet au gouvernement d'abolir certains tribunaux et même les juges qui en sont les titulaires. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra aussi abolir les Cours de recorder. Il y a peut-être des avantages, c'est peut-être de l'ingérence politique: on ne le saura qu'après étude. Les Cours de recorder nous ont donné satisfaction dans le passé. Pourquoi les abolir? Je suis avocat depuis plus de 30 ans; pour ma part, j'ai beaucoup plaidé et jamais je n'ai eu à me plaindre de la Cour du recorder. Encore une fois, le procureur général (l'honorable M. Duplessis) a peut-être de bonnes raisons, mais je n'ai pu lire suffisamment la loi.

Le premier ministre me semble du même avis que moi sur les Cours de jeunes délinquants. Mais par la création d'un tribunal du bien-être de la famille, il semble abolir la Cour des jeunes délinquants de Montréal et, si la Cour disparaît, le juge est démis de ses fonctions par le fait même. Et le président de cette Cour est un homme honorable. C'est pour ces raisons qu'il conviendrait de nous donner plus de temps pour étudier, réfléchir et nous prononcer.

Je remarque que les titulaires des Cours dans les différends des Cours de bien-être seront juges dans les différends matrimoniaux. Une "Cour des relations domestiques", j'en suis certain. J'en ai réclamé une il y a plusieurs années. Toutefois, je dois dire qu'à ma connaissance, les juges qui ont eu à décider de causes pour refus de pourvoir se sont

toujours efforcés de réconcilier les époux. Et bien des avocats font de même quand ils reçoivent la visite de clients pour des causes semblables. Les Cours du bien-être social sont utiles, mais leur donner uniquement le droit de concilier les plaideurs sans pouvoirs plus étendus, les rend inefficaces. Le bill, tel qu'il est, ne leur donne pas les pouvoirs nécessaires pour régler les causes domestiques. Et si l'un des deux refuse de se réconcilier, qu'allez-vous faire? Lorsque la conciliation aura échoué, les parties devront aller devant un tribunal supérieur et dispendieux.

Les Cours juvéniles sont abolies pour être remplacées par les Cours du bien-être social, qui n'ont qu'une juridiction limitée. Encore une fois, si la Cour des jeunes délinquants est abolie, le juge l'est aussi. Et ce serait un grand mal, une grave erreur, que d'introduire la politique dans la magistrature. J'ajoute qu'il ne faut pas que l'incertitude du lendemain pèse sur les juges et les magistrats dans les Cours de justice.

De nouveau, je demande au premier ministre de retarder cette loi à la prochaine session, pour les raisons que j'ai mentionnées et parce qu'il n'y a pas tellement urgence. Qu'on nous donne la chance d'étudier convenablement le bill et de le comprendre. Peut-être que nous serons alors obligés de féliciter le premier ministre de ses idées. Et si nous différons d'avis avec lui et s'il s'aperçoit qu'il s'est trompé, je veux croire qu'il sera le premier à en convenir, à nous remercier de ce conseil et à amender cette loi avant de la présenter de nouveau. Un projet de loi de cette importance ne devrait pas venir à ce que j'appellerai la onzième heure de la session. À ce stage de la session, répète-t-il, on devrait remettre l'étude de cette loi extrêmement importante à la prochaine session.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je connais la loi, dit-il, puisque c'est mon œuvre, déclare-t-il. C'est là une bonne loi, la meilleure avec toutes les bonnes lois de cette session, loi mûrie, qui assurera, quoi qu'en prétende l'opposition, la stabilité de la magistrature.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je ne répondrai pas en anglais à l'honorable député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), car je sais qu'il est parfait bilingue. Je suis surpris d'entendre un avocat aussi distingué et d'un talent aussi remarquable déclarer que la loi est trop compliquée pour qu'il puisse se prononcer pour ou contre immédiatement.

**M. Bertrand (Saint-Sauveur):** Je vais voter contre, dit-il.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Nous avons eu des lois sociales encore plus importantes et plus compliquées, et je ne me souviens pas que l'on ait demandé d'en retarder l'étude pour les comprendre mieux. Cette législation est moins complexe que nos lois de l'électricité, par exemple, et l'opposition n'a jamais, jamais demandé de retarder l'étude de ces lois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous avons protesté.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Quand on connaît le talent et l'expérience de l'honorable député de Montréal-Saint-Louis, on peut douter un peu, s'il le permet, du sérieux de son raisonnement. On s'étonne de l'entendre se demander s'il pourra se prononcer sur ce bill. Prenons l'article premier par exemple:

"1. L'article 215 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1925, chapitre 145) est remplacé par le suivant:

"215. La Cour des sessions de la paix est un tribunal d'archives composé de juges de sessions et dont la juridiction s'étend sur toute la province.

"Le Lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer la résidence de chacun de ces juges et, une fois fixée, cette résidence pourra être changée de temps à autre, mais seulement sur la recommandation du juge en chef"<sup>15</sup>.

Il me semble que cela est bien clair. Eh bien! Toute la loi l'est aussi et j'ai confiance qu'en la lisant en comité, tous les députés comprendront très bien le bill.

M. le président, quand j'ai commencé à pratiquer ma profession d'avocat à Québec, il y a une vingtaine d'années, il y avait plusieurs tribunaux dans la province, la Cour supérieure qui avait juridiction dans les causes civiles pour un montant de \$100 et plus, la Cour de révision composée de trois juges pour décider des appels des jugements de la Cour supérieure. Il y avait aussi la Cour de circuit. Il y avait alors une Cour de révision. Par la suite, vers 1916<sup>16</sup>, le gouvernement Gouin a aboli la Cour de révision et il a changé la juridiction des juges de la Cour d'appel<sup>17</sup> dans les matières criminelles. En 1922, le gouvernement Taschereau, qui avait sûrement ses raisons, a aboli la Cour de circuit à Québec et l'a maintenue à Montréal, puis il a transformé<sup>18</sup> la juridiction de la Cour des magistrats de district.

Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) nous demande de faire étudier la loi par les Conseils du Barreau avant de la présenter à la Chambre. Toutes ces législations importantes, les gouvernements antérieurs n'ont pas demandé de les soumettre, ni la première fois ni la deuxième fois, au Conseil du Barreau et à la magistrature. Mais je me demande ce que dirait le chef de l'opposition si nous faisons cela de notre propre initiative. Si l'honorable premier ministre avait proposé de soumettre sa loi au Conseil du Barreau, j'entends le chef de l'opposition protester contre l'intervention des avocats dans la législation. L'argument de l'honorable député de Montréal-Saint-Louis n'est donc pas sérieux. Il n'appartient qu'aux députés de savoir si on doit passer telle ou telle loi.

L'ancienne loi a été trouvée imparfaite et inconstitutionnelle. En certaines matières, la Cour de magistrat voit sa juridiction contestée. Il y a donc lieu de l'améliorer. Toute loi, surtout en pareille matière, doit d'abord subir l'épreuve du temps. Ce n'est que par là qu'elle peut être équitablement jugée. Nous ne blâmons pas les anciens gouvernements pour les changements antérieurs. S'ils ont modifié notre système judiciaire, c'est parce qu'ils estimaient que les lois avaient besoin d'être changées, mais nous avons le droit d'en faire, nous aussi. Et je félicite l'honorable procureur général (l'honorable M. Duplessis) d'avoir eu le courage de proposer les réformes qui s'imposent.

Quant à certains tribunaux, j'ai entendu des gens des deux partis, à Ottawa, exprimer absolument la même opinion que le premier ministre. Avec la loi d'aujourd'hui, nous ne faisons pas de changements si radicaux et il n'y a pas lieu de la retarder. Elle a été annoncée dès la session d'urgence de l'automne passé et les officiers en loi du département du procureur général (l'honorable M. Duplessis) y travaillent depuis. La loi a été étudiée et longuement mûrie. Nous créons de nouveaux tribunaux<sup>19</sup> et nous augmentons les pouvoirs d'autres tribunaux déjà existants ou nous diminuons les pouvoirs de certains tribunaux. La loi a été suffisamment mûrie et elle est très claire. La Chambre devrait sans doute la passer immédiatement dans l'intérêt de la justice. La présente loi ne constitue pas un chambardement dans l'ordre judiciaire.

(Applaudissements à droite)

**M. Bastien (Berthier):** C'est avec une certaine appréhension, dit-il, que je parle d'un pareil sujet après le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch). Le peuple est anxieux d'avoir justice, et de vraie

justice. Pourquoi le premier ministre amène cette loi à la dernière minute? Ce bill est présenté à la dernière minute et je crois que ce n'est pas rendre justice aux deux grandes classes de notre société qui demandent avant tout la justice.

Est-ce une loi bien mûrie, sur laquelle on a tant réfléchi? Hier, on rendait hommage à l'assistant du procureur général parce qu'il avait travaillé jusqu'à 7 heures du matin à la préparation de la loi. Dans ces conditions, ne peut-on affirmer sans crainte que la loi a été rédigée à la hâte, dans la fièvre, sous la poussée du premier ministre? Je suis d'avis, dit-il, que la Chambre prenne connaissance de la loi et qu'elle soit soumise ensuite au Conseil du Barreau. Il y a des articles qui contiennent une vingtaine de références à des Statuts et je voudrais que le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) les explique en quelques mots, lui qui prétend qu'il s'agit d'une loi simple.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si le député de Berthier (M. Bastien) le désire, je vais lui expliquer ces articles de la loi en deux minutes.

**M. Bastien (Berthier):** Je n'ai pas confiance. Je veux, dit-il, que la population sache ce qu'il y a dans la loi. Le peuple n'a plus la mentalité du temps de jadis. Il faut tenir compte de ses exigences. La crise a changé la mentalité du peuple.

Il (M. Bastien) se lance dans une dissertation sur les effets de la crise sur nos cultivateurs et sur l'ouvrier devenus plus exigeants.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Que vient faire la mentalité du peuple dans ce débat?

**M. Bastien (Berthier):** C'est une loi pour le peuple, et le peuple trouve que le gouvernement a tort de n'avoir pas mûri son projet plus tôt. Si ce projet de loi est accepté, ceux qui l'ont proposé causeront de profonds ressentiments dans toute la province.

Ce n'est d'ailleurs un secret pour personne. Aujourd'hui, on est rendu à un point où les gens ont peur de comparaître en toute sécurité devant les tribunaux, parce qu'ils craignent les substituts<sup>20</sup> de la couronne qui ont reçu des instructions, qui abusent...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Une minute! Je n'ai pas objection à entendre discuter sérieusement, mais il y a assez longtemps que nous entendons des balivernes. Voilà un homme qui veut

défendre les juges et qui injurie la magistrature. Quelle incohérence. On est rendu à prétendre que les juges sont des lâches, des peureux. Que le député de Berthier n'injurie pas ainsi la magistrature.

**M. Bastien (Berthier):** Je n'ai pas injurié la magistrature, mais j'ai dit que les juges étaient des êtres humains comme les autres. Le gouvernement veut abolir deux tribunaux: les Cours de recorder et les Cours juvéniles, et je prétends que c'est une large entaille dans le rouage de l'administration de la justice. On provoque le peuple! D'ailleurs, on n'aura fait que continuer ce qui se fait ici depuis le début de la session. Le premier ministre devrait suivre l'exemple des autres premiers ministres et de remettre à la prochaine session l'étude de cette loi que nous n'avons pas eu le temps d'étudier.

Les gens qui présentent cette loi et qui s'étaient donné comme mission de tout rénover subiront les responsabilités de leurs actes - qu'ils posent à la dernière minute - si l'on ne veut pas, comme il a été suggéré, différer la votation de cette loi à une prochaine session, pour permettre de l'étudier.

**M. Drouin (Québec-Est):** Il doit y avoir un Statut au sujet du salaire du magistrat en chef? D'après votre loi, quel sera le salaire du juge en chef actuel de la Cour de magistrat, l'honorable Ferdinand Roy?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le magistrat en chef Ferdinand Roy avait un traitement de \$6,000 et on lui donnait \$1,000 de plus comme assistant membre de la Commission des services publics puis, mon Dieu, comme assistant juge de la Cour des sessions de la paix. Assistant n'importe quoi, peu nous importe, nous lui avons enlevé \$1,000.

(Rires)

**M. Drouin (Québec-Est):** Il y a présentement à la tête de la Cour de magistrat en chef un homme intègre et dont la compétence est reconnue dans tout le pays. Cet homme (est) M. le juge Ferdinand Roy. Si je comprends bien, il y a une clause qui stipule que le magistrat en chef sera remplacé par le juge en chef.

Je prends l'expression dont s'est servi le premier ministre: le juge en chef et le juge adjoint de la Cour de magistrat contrôleront seulement deux cours, la Cour de magistrat et les Cours de bien-être social.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Non, Non. Ce n'est pas exact. Ils contrôleront la Cour des sessions de la paix, la Cour du recorder et les juges de paix.

**M. Drouin (Québec-Est):** Alors, il arrivera ceci. Il y aura des juges en chef et un juge adjoint pour ces tribunaux. Ceci revient à dire que l'honorable Ferdinand Roy, le magistrat en chef, disparaîtra automatiquement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Pas du tout.

Dans la province, nous avons déjà sept juges en chef. C'est beaucoup trop. Il y a un juge en chef pour toute la province, Sir Mathias Tellier, qui a autorité sur tous les tribunaux, quels qu'ils soient. Il y a ensuite le juge en chef de la Cour supérieure; il y a le magistrat en chef; le juge en chef des sessions de la paix; le magistrat en chef à Montréal et le juge en chef à Québec. Aucun de ces juges ne perdra sa position. Tout le monde reste en place.

La loi a seulement pour but de donner une autorité suprême à un seul juge en chef pour les tribunaux à juridiction provinciale, comme il y a un juge en chef de la province qui a autorité sur toutes les Cours de juridiction fédérale. Nous nous conformons à la Constitution et nous établissons un nouveau district judiciaire.

Il n'y a pas de mal à ça. Notre but, c'est qu'il y ait des juges résidents partout où le besoin se fait sentir, car les centres ruraux, ainsi que Québec et Montréal, ont besoin de juges résidents. Nous voulons que le juge en chef ait le pouvoir de déterminer que tel juge devra aller à tel endroit, afin de permettre aux justiciables de ne pas toujours être jugés par les mêmes juges et que l'indépendance de la justice trouve une garantie maximum.

Cette loi va garantir l'impartialité de la justice et elle ne dérangera en rien ceux qui occupent le banc. Ainsi, nous ferons disparaître certaines anomalies qui pourraient exister dans ce domaine. Il arrive souvent que des avocats et des juges se détestent. Et comme ces hommes sont souvent obligés de faire commerce ensemble, cela crée des inconvénients. Nous nommerons alors des juges résidents.

**M. Drouin (Québec-Est):** La loi dérangera bien des choses. Le résultat c'est que, jusqu'ici, le magistrat en chef actuel de la Cour de magistrat avait toute la juridiction sur les autres juges et il ne l'a plus. Il est soumis au juge en chef actuel.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Pourquoi pas?

**M. Drouin (Québec-Est):** Pour une raison très simple. On sait que je n'ai pas toujours partagé les opinions du magistrat en chef à Québec, il y a longtemps de cela, mais tous les avocats du district de Québec, et même de la province, sont unanimes à reconnaître qu'il n'y a jamais eu un aussi bon juge que le magistrat en chef, l'honorable Ferdinand Roy. Or, il n'est pas juste qu'il soit destitué.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je ne doute pas qu'il soit un bon magistrat. Nous aussi, nous avons confiance en l'intégrité et l'honnêteté du magistrat en chef, mais le député de Québec-Est dit qu'il est le meilleur juge qui soit passé à la Cour de magistrat. Mais il n'y a pas que lui qui soit un bon magistrat. Il y a aussi le juge Marchand!

**M. Drouin (Québec-Est):** Loin de moi l'idée de dire que le juge Marchand n'était pas un bon juge, mais il est aujourd'hui juge de la Cour supérieure, et nous parlons des juges de la Cour de magistrat. Je ne voudrais pas que la juridiction du magistrat en chef Ferdinand Roy soit diminuée par cette réorganisation.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Combien est-ce que ce changement va coûter à la province?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Pas un sou de plus qu'il le faut pour la bonne administration de la justice.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Je ne voudrais pas que le député de Québec-Est passe pour défendre ici un homme que personne n'a attaqué aujourd'hui: le magistrat en chef Ferdinand Roy. Il a été mon professeur, il est juge, et il n'est pas un homme plus que moi qui n'apprécie pas son intégrité parfaite, sa haute science, ses talents, sa valeur et sa grande compétence.

Il est l'un des plus grands juristes de notre pays. Personne n'osera prétendre ici que nous voulons nous attaquer à la haute personnalité de ce magistrat. D'après la loi que nous présentons, il n'est pas question de le destituer ni de l'amoinrir.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non. Vous lui enlevez tout de même des pouvoirs. C'est une *diminutio capitis*.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne diminue pas la tête, on l'augmente. Le chef de l'opposition défend des gens que personne n'attaque. Il nous demande si la présente loi est de nature à changer quelque chose dans les tribunaux...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, elle fait du dommage aux tribunaux en ceci que vous y laissez infiltrer l'ingérence politique. C'est connu. Vous êtes les premiers à toucher aux institutions judiciaires dans notre province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pardon! Le chef de l'opposition peut-il nous dire ce qu'il pense de la loi de M. Taschereau abolissant la Cour du circuit à Québec; de la loi abolissant les juges de la Cour d'appel, et de la loi de Sir Lomer Gouin abolissant la Cour de révision? S'il y a un gouvernement qui a saboté les institutions judiciaires, c'est bien le gouvernement Taschereau.

Nous, nous n'abolissons aucune cour. L'unique but de la loi est de rendre hors de tout doute la juridiction des cours provinciales. Pourquoi attendre huit mois comme le demande le chef de l'opposition pour appliquer une excellente réforme?

En passant, c'est mieux que sous l'ancien régime, alors que l'on assommait les juges sur le banc pour les remplacer. Le gouvernement a saboté la justice avec la loi Dillon. Qu'on se donne la peine d'examiner la loi, et on comprendra les avantages qu'elle comporte. Personne n'osera croire ici que le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) ne comprend pas la loi, il est trop intelligent pour ça, bien que je ne sois pas prêt à dire la même chose du chef de l'opposition.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'ancien gouvernement n'a pas aboli la Cour de circuit à Montréal.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition veut-il nier ça? Peut-il nier qu'une loi a été présentée antérieurement pour abolir ce tribunal?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas ce que je dis. Je dis que la Cour de circuit n'a pas été abolie. Elle existe encore. L'ancien gouvernement n'a jamais présenté de loi pour destituer les juges, et quand nous avons fait des modifications à des lois, les juges sont restés sur le banc.

On a parlé de la loi Dillon<sup>21</sup>, mais le gouvernement actuel s'en est servi, de la loi Dillon,

et il s'en sert encore. Qu'on le demande au député d'Yamaska (l'honorable M. Élie): il ne s'est pas gêné pour y avoir recours.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas exact. Jamais le député d'Yamaska ne s'est servi de la loi Dillon. La contestation actuelle a été enregistrée en vertu de la loi passée après la loi Dillon. Il s'est servi de la loi qui est dans les Statuts.

En 1900, mon père était candidat dans Saint-Maurice, et M. Nantel l'était dans Terrebonne. Aux élections, ils furent volés tous les deux et ils contestèrent en conséquence. Le juge Robidoux rendit un jugement que je n'ai pas à apprécier.

Le premier ministre du temps, l'honorable M. Parent, a passé une loi qui disait que les procédures devaient être prises dans les quatre mois. Déjà on se substituait ainsi aux juges.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je dis et je répète que le gouvernement se sert encore de la loi Dillon, la "loi maudite", comme vous dites, pour vos cas de contestation.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit et je répète que tous ceux qui ont contesté en 1931 et dont la demande de contestation a été rejetée par la loi Dillon pourront ouvrir leur cas s'ils le désirent.

**Un député:** Ça fait bien longtemps, ça.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le gouvernement actuel continue néanmoins de se servir de cette loi.

**M. Boyer (Châteauguay):** L'approuvez-vous, vous, la loi Dillon?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** En tout cas, je vois dans le bill que nous étudions une augmentation de \$17,000 par année en salaires: \$9,000 de salaire pour le juge en chef, et \$8,000 pour frais supplémentaires.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Bien, on peut voter \$17,000 et épargner \$50,000.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, on connaît ça, le système d'épargne inventé par le gouvernement. Ce n'est pas avec des augmentations de salaires et de fonctions que le premier ministre va diminuer le coût de l'administration de la justice.

Quant aux recorders qu'il veut abolir, ce sont les municipalités qui les paient. C'est là encore, je suppose, le respect de l'autonomie municipale. Pour les Cours des commissaires, c'est la même chose.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Si je ne fais erreur, les Cours de recorder et leur personnel sont payés par les villes et les municipalités.

**M. Drouin (Québec-Est):** J'avertis d'avance le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) que s'il veut entraîner la discussion sur les recorders, nous allons en parler immédiatement, nous aussi.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** On sait que je n'ai rien à reprocher au recorder de la ville de Québec. Je veux parler ici des Cours de recorder en général. Ces Cours de recorder subsistent grâce à des taxes imposées aux citoyens des villes. Leur rouage est compliqué et dispendieux. Dans des villes comme Québec et Montréal, par exemple, où il y a déjà des tribunaux des sessions de la paix, pourquoi compliquer les rouages de l'administration municipale en imposant le coût d'une Cour du recorder aux contribuables? Ces Cours pourraient être remplacées par la Cour de magistrat au profit des villes et de la province.

Le chef de l'opposition nous accuse d'augmenter les frais de l'administration de la justice. Non, pas si nous abolissons les Cours de recorder. Nous ne disons pas que nous les abolirons; nous ne voulons qu'avoir le plaisir de pouvoir les abolir. Il peut survenir des cas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je disais, tout à l'heure, que l'ancien gouvernement avait fait passer une loi pour abolir la Cour de circuit. Il cite un statut de 1933 à cet effet.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Elle n'a pas été abolie. Cette Cour existe encore.

**M. Drouin (Québec-Est):** À propos de recorder, je veux discuter un point de vue soulevé dans cette Chambre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À l'ordre. Ce n'est pas le moment de discuter de cela. Je n'ai pas d'objection à entendre le député de Québec-Est, mais nous allons discuter tout à l'heure en comité plénier, tout le bill article par article. Il me semble inutile de faire deux débats sur la même chose.

**M. Drouin (Québec-Est):** J'ai pris la peine de me lever tout à l'heure pour avertir le ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) que, s'il parlait des recorders, j'aurais aussi quelque chose à dire à ce sujet. Nous avons été généreux en permettant beaucoup d'écarts de la part du gouvernement, mais si le premier ministre insiste, j'attendrai encore.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Plusieurs députés ont parlé de l'honorable Ferdinand Roy. Je tiens à me joindre aux députés de Trois-Rivières et de Matane pour rendre hommage à ce distingué juriste.

Des députés l'interrompent.

**M. le président:** À l'ordre.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Tous ont parlé sur cet article. J'en ai, il me semble, le droit. Je n'ai qu'un mot à dire d'ailleurs.

Des députés l'interrompent.

**M. Chaloult (Kamouraska):** Il me semble que j'ai le droit de parler ici. Je veux faire l'éloge du magistrat en chef Ferdinand Roy qui est l'un des plus grands juristes de notre pays. À ne considérer que sa compétence et sa dignité, c'est à la Cour suprême du Canada qu'il devrait être.

Je m'oppose à ce que l'on diminue son traitement et ses pouvoirs.

**M. Boiteau (Bellechasse)** applaudit et couvre la voix du député de Kamouraska.

**L'honorable M. Élie (Yamaska)** applaudit et couvre la voix du député de Kamouraska.  
(Applaudissements)

**M. Chaloult (Kamouraska):** (Élevant la voix) Ce n'est pas à \$12,000, mais à \$15,000 qu'on devrait porter son traitement. Il devrait être à la Cour suprême d'Ottawa.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptées sur division.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 relatif aux tribunaux soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vote, vote!

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Terrebonne), Beaudry, Bégin, Bellemare, Bilodeau, Boiteau, Boyer, Bulloch, Carignan, Choquette, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Goudreau, Labbé, Labelle, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lorrain, Monette, Paradis, Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Roy, Sherman, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 49.

**Contre:** MM. Bastien, Bercovitch, Bouchard, Chaloult, Connors, Delagrave, Drouin, Dumaine, Grégoire, Hamel, Lawn, Messier, Turcotte, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>22</sup>:**

Les articles 1 à 37 sont adoptés.

(Les articles passent avec une rapidité surprenante).

**M. Drouin (Québec-Est):** Une minute!

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le programme de l'Union nationale prévoyait la réforme des tribunaux.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je suis heureux que cette question soit soulevée.

Le programme prévoyait une réforme des tribunaux, mais non l'abolition de la Cour du recorder, qui est utile, et non la mise en tutelle des magistrats.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les magistrats existants ne sont pas dérangés et ne perdent ni leur position ni un sou.

**M. Drouin (Québec-Est):** Si j'ai voté contre le bill, dit-il, ce n'est pas que je le condamne en entier. Je reconnais qu'il y a des choses excellentes, notamment les Cours de bien-être social. Il y a de bonnes clauses dans ce bill et je le dirai.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Le bill est volumineux; il arrive à la dernière minute. J'ai, dit-il, voté contre la deuxième lecture parce que le bill est présenté à la onzième heure et je ne voulais pas approuver ce que je ne connaissais pas.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas besoin d'expliquer mon vote. C'est un bon vote.

**M. Grégoire (Montmagny)** fait un plaidoyer en faveur du maintien de la Cour du recorder à Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je promets, dit-il, de considérer ces raisons.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Voilà ce que vous appelez le respect de l'autonomie municipale.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Il n'est pas question d'abolir les Cours de recorder pour le moment, mais simplement d'avoir l'autorisation de le faire si nous le jugeons à propos.

**Un député:** On a laissé subsister dans la loi des clauses cocasses, au sujet de la Cour de circuit, savoir qu'il est dit que dans les clauses en bas de \$25 le juge peut "juger suivant l'équité" et la bonne conscience", ce qui laisse entendre que, pour les causes de plus de \$25, le juge peut se passer de l'équité et de la bonne conscience.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je promets, dit-il, au député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) que le juge de la Cour des jeunes délinquants qui est abolie, sera traité avec justice.

Par la présente loi, nous rétablissons la Cour de circuit.

**M. Drouin (Québec-Est):** Est-ce bien pratique?



**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Évidemment. Je sais qu'une cause est pendante depuis 12 ans parce que la Cour de circuit a été inopérante.

Il (l'honorable M. Duplessis) raconte l'odyssée de la cause de Majorique Marchand, commencée il y a 12 ans, devant la Cour de circuit. Il arriva, explique-t-il, que le juge mourut, puis que l'avocat de la municipalité devint juge à son tour, puis que la cour fut abolie, et ainsi la cause évolua pendant 12 années pour la plus grande gloire de la justice. Elle n'est pas encore terminée.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je veux avertir le gouvernement des conséquences qu'aura l'abolition de la Cour du recorder que l'on peut appeler la "Cour des pauvres." C'est en effet là que se règlent toutes sortes de petites questions à la bonne franquette sans frais élevés; et souvent les gens n'ont pas besoin d'avoir recours aux avocats. C'est le recorder qui règle tout. De plus, cette Cour est un organisme économique pour les villes qui s'y adressent pour réclamer, sans poursuites exagérées, le paiement de leurs taxes, toutes leurs redevances ou licences diverses.

Je n'ai pas lu les clauses du bill. On nous l'a remis trop tard. Mais je veux savoir si la Cour du recorder sera remplacée par la Cour de magistrat. À quelle cour donnera-t-on juridiction sur les matières qui relèvent de la Cour du recorder?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La juridiction sur ces matières sera donnée à la Cour de magistrat, sauf à Montréal.

**M. Drouin (Québec-Est):** Ce ne sera pas la même chose. Ce sera provoquer l'encombrement à la Cour de magistrat que de lui imposer ainsi l'obligation de faire respecter tous les règlements municipaux, et ce sera en même temps occasionner des frais beaucoup plus considérables aux gens.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Toutes les causes qui peuvent venir devant la Cour du recorder sont de celles qui peuvent être du ressort de la Cour de magistrat.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je demande, dit-il, le maintien de la Cour du recorder à Québec parce qu'elle rend des services.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (En riant) Je ne peux rien refuser, dit-il, au député de Québec-Est (M. Drouin). Je le répète, le but de cette

loi n'est aucunement de renvoyer les recorders pour les remplacer par d'autres. J'ai actuellement le pouvoir de congédier tous les recorders par un simple arrêté ministériel et je ne l'ai pas fait. La loi ne décrète pas l'abolition de la Cour du recorder partout, on se réserve simplement le pouvoir de le faire lorsqu'on le jugera à propos, par ordre en conseil. On se réserve le droit de pouvoir en autoriser la fondation dans certains endroits lorsqu'on le jugera à propos. C'est la preuve que nous ne présentons pas une loi pour abolir cette Cour.

**M. Grégoire (Montmagny):** Je suis rassuré, dit-il, par la discussion qui vient de se faire. Pour ma part, dit-il, je regretterais de voir disparaître la Cour du recorder de Québec. On devrait garder la Cour du recorder à Québec parce qu'elle rend des services. Elle est non seulement utile mais essentielle à la ville de Québec. Les revenus de cette Cour sont partagés entre la cité et le gouvernement provincial. Je suggère ensuite, dit-il, que le salaire du recorder soit payé moitié par la ville et moitié par le gouvernement. Actuellement, c'est le gouvernement qui nomme les recorders et ce sont les villes qui les paient. Je crains, dit-il, si la Cour est démenagée au palais de justice, que la ville ne perde ces revenus.

Les articles 38 à 58 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 19 mai 1937

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 8 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Anniversaire du député de Matapédia, M. Paradis

Au moment où la Chambre reprend ses délibérations, un page se dirige vers M. Ferdinand

Paradis, député de Matapédia, pour lui présenter une gerbe de fleurs au nom du premier ministre à l'occasion de son anniversaire de naissance. Le député de Matapédia fait distribuer ensuite quelques roses aux membres du cabinet, et la Chambre se remet à la tâche.

### Loi des assurances

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** demande, appuyé par le représentant de Matane (l'honorable M. Gagnon), la permission de présenter le bill 57 modifiant la loi des assurances de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Code civil, article 638

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande, appuyé par le représentant de Huntingdon (l'honorable M. Fisher), la permission de présenter le bill 203 abrogeant l'article 638 du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 60 relatif au règlement de la question des tramways de Montréal, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 13 est amendé:

*a.* en ajoutant à la ligne 20 à la suite du mot "dollars" les mots: "applicable aux redevances stipulées dans le contrat mentionné au paragraphe 4";

*b.* en ajoutant à la ligne 17 à la suite du mot "Montréal" les mots "ses administrateurs et officiers";

*c.* en remplaçant à la ligne 17 le mot "pourra" par le mot "pourront".

Aussi, le bill 78 modifiant la charte de la cité de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est amendé:

*a.* en remplaçant aux lignes 2 et 3 les mots "six cent soixante et un mille" par "onze cent soixante et un mille";

*b.* en ajoutant l'alinéa suivant à la suite de l'alinéa *b* comme alinéa *c*: "Quatre cent mille dollars pour consolider une partie du déficit pour l'exercice

financier courant (1937-1938);" les alinéas *c*, *d*, *e*, *f*, *g*, *h*, *i*, *j*, deviennent respectivement *d*, *e*, *f*, *g*, *h*, *i*, *j*, *k*.

2. L'article 24 est amendé dans la version française seulement, en remplaçant à la ligne 4 du paragraphe 74 les mots "en conformité de" par le mot "suivant".

3. L'article 28 est amendé:

*a.* en insérant immédiatement après le numéro "19" à la ligne 1, le numéro "21";

*b.* en remplaçant à la ligne 6 les mots "électorales provinciales" par les mots "pour ladite élection".

4. L'article 30 est amendé en ajoutant dès le commencement les mots "À partir du premier juillet 1937".

5. Le paragraphe 183 de l'article 35 est remplacé par le suivant: "La cité a le droit de percevoir de toutes corporations, compagnies, sociétés mutuelles ou autres et de tous individus faisant le commerce d'assurance contre le feu, ou leurs agents, faisant affaire dans la cité, les deux tiers des montants qu'elle aura dépensés pour l'administration du Commissariat des incendies, d'après le mode et aux époques qui peuvent être déterminées par un règlement qu'elle est autorisée à adopter, ou modifier, de temps à autre; par ce règlement, la cité peut établir la proportion payable par chacune desdites compagnies, corporations ou sociétés d'assurance contre le feu ou leurs agents et dans le cas de non-paiement, l'action à cet effet doit être intentée devant la Cour du recorder et décidée suivant la loi qui régit ce tribunal. Le présent article ne s'applique pas à l'Assurance mutuelle des fabriques de Québec.

Le présent article s'applique à l'exercice financier 1936-1937 et aux exercices subséquents".

6. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 35 comme article 35*a*: L'article 184 de la loi 19 George V, chapitre 95, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant: "Néanmoins la cité de Québec pourra nommer M. Eugène Leclerc, ci-devant commissaire des incendies, "Consultant de la prévention des incendies" à compter du premier décembre 1936, avec un traitement annuel ne dépassant pas \$2,000.00, payable de la manière prévue par les articles 182 et 183".

7. L'article 37 est amendé à la suite de l'alinéa "m" du paragraphe "185", par l'alinéa suivant: "Le comité administratif pourra autoriser toutes dépenses n'excédant pas mille dollars; cependant les salaires et les gages pourront être payés dans le cours ordinaire de l'administration."

8. L'article suivant est ajouté immédiatement à la suite de l'article 39 comme article 39a:

39a. L'article 200 de la loi 19 George V, chapitre 95, tel que modifié par l'article 13 de la loi 25-26 George V, chapitre 111, est de nouveau modifié comme suit:

"200. Chaque année, entre le premier septembre et le quinze janvier suivant, les cotiseurs doivent dresser, pour chacun des quartiers de la cité, un livre d'évaluation pour tous les immeubles y situés."

Ce livre doit contenir:

a. Les noms et les numéros des rues où ces immeubles sont situés, ainsi que leurs numéros de cadastre;

b. Les noms, prénoms et occupations des propriétaires de ces immeubles et leur résidence actuelle, autant qu'il est possible de s'en assurer. Dans le cas de succession, où les héritiers ne sont pas connus d'après les registres du bureau d'enregistrement ou ne donnent pas leurs noms et qualité aux cotiseurs, le nom de l'auteur sera suffisant;

c. Le montant de la valeur réelle desdits immeubles.

Ce livre d'évaluation deviendra en vigueur suivant les dispositions des articles 215 et suivants de la charte de la cité et il servira de base pour l'imposition des taxes foncières (municipales et scolaires) pour l'année fiscale commençant le premier mai suivant.

Une copie de ce livre d'évaluation certifiée par le bureau des cotiseurs sera transmise au trésorier, le plus tard le deux mars de chaque année, pour que celui-ci prépare l'imposition des taxes ou contributions foncières de l'exercice financier suivant, lequel livre devra comprendre les taxes foncières imposées par la loi, les règlements et résolutions y compris la taxe scolaire.

9. L'article suivant est ajouté immédiatement à la suite de l'article 39a comme article 39b:

39b. L'article 201 de la loi 19 George V, chapitre 95, tel que modifié par l'article 13 de la loi 25-26 George V, chapitre 111, est de nouveau modifié comme suit:

"201. Entre le premier février et le premier septembre de chaque année, les cotiseurs devront faire un livre d'évaluation foncière supplémentaire pour tout immeuble ou partie d'immeuble où il serait survenu des changements depuis la confection du livre d'évaluation précédent, auquel ce livre supplémentaire sera incorporé pour en faire partie.

"Les changements susdits comprennent aussi les mutations de propriétés, les transports par héritage et autres.

"Les cotiseurs, en sus des livres d'évaluation foncière ci-dessus, dresseront, entre le premier février et le premier septembre de chaque année, un livre d'évaluation et d'imposition des taxes personnelles, des taxes d'affaires et de toutes les autres taxes de la cité, en vertu de toute loi et de tout règlement; il y sera inscrit les noms et la profession des personnes qui y sont sujettes. Ce livre sera dressé par quartier."

10. L'article 65 est amendé:

a. en remplaçant à la ligne 6 du paragraphe 195 le mot "mille" par les mots "cinq cents";

b. en retranchant aux lignes 6, 7, 8 et 9 du paragraphe 197 les mots "Toutes autres salles ou locaux dans lesquels des exhibitions d'un autre genre sont données, seront aussi sujets à une taxe spéciale annuelle mais n'excédant pas vingt-cinq cents";

c. le paragraphe 198 est retranché.

11. L'article 71 est amendé:

a. en remplaçant aux lignes 4 et 5 du paragraphe 445 les mots "à chacun des bureaux" par les mots "au bureau";

b. en remplaçant à la ligne 5 du paragraphe 445 les mots "de la cité" par les mots "de Québec".

12. L'article 78 est biffé.

Aussi, le bill 110 refondant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le préambule est amendé en remplaçant à la ligne 12 le mot "généraux" par le mot "régionaux".

2. L'article 4 est remplacé par ce qui suit:

"4. La société constituée par la présente loi, est diocésaine et a pour objectif d'établir dans les paroisses du diocèse de Québec, des conseils locaux d'une seule et même société Saint-Jean-Baptiste, conseils unis aux conseils régionaux et au conseil diocésain par des liens réels et homogènes".

3. L'article 8 est remplacé par ce qui suit:

"8.a. La société a pour but d'unir et de protéger les Canadiens d'origine et de langue française ou réputés tels, pratiquant la religion catholique, de défendre leurs intérêts nationaux, de conserver les croyances, la langue et les traditions des ancêtres, de fonder ou d'encourager les œuvres patriotiques, de charité, d'éducation ou de simple récréation, de développer les œuvres paroissiales et l'esprit paroissial.

"b. Elle entend augmenter l'influence des Canadiens français, en unissant dans une même société diocésaine ceux d'entre eux qui veulent travailler au bien-être de leurs compatriotes.

"c. Elle se propose pour atteindre ses fins:

"1. L'étude de l'Histoire du Canada, des droits acquis et de la situation actuelle des Canadiens français.

"2. L'organisation de toutes les entreprises susceptibles de contribuer au relèvement national de ces derniers, en particulier, la tenue de congrès; la propagande par la parole et par la plume, l'organisation de cours et de conférence, la publication d'ouvrages, de bulletins, de périodiques; la fondation de prix, l'octroi de diplômes ou de certificats; l'établissement de système d'assurances et de fonds de pension au bénéfice de ses membres; l'organisation coopérative, l'établissement d'un sou scolaire".

4. L'article 9 est amendé en ajoutant à la fin de l'alinéa 6 après le mot "s'unir" les mots "que ces sociétés, associations ou corporations soient ou non du diocèse de Québec".

5. L'article 10 est amendé en retranchant aux lignes 3 et 4 de l'alinéa 3 les mots "le nombre", le choix, la nomination, la démission et le remplacement de leurs membres".

6. L'article 15 est amendé:

a. en remplaçant à la ligne 1 le mot "généraux" par le mot "régionaux";

b. en remplaçant à la ligne 7 le mot "généraux" par le mot "régionaux".

7. L'article 17 est amendé en remplaçant à la ligne 2 le mot "général" par le mot "régional".

8. L'article 23 est amendé:

a. en remplaçant à la ligne 3 du paragraphe 2 le mot "général" par le mot "régional";

b. en remplaçant à la ligne 1 du paragraphe 5 le mot "généraux" par le mot "régionaux";

9. L'article 25 est amendé en remplaçant aux lignes 3, 4 et 5 les mots "indiquant la nature et la durée de semblable pouvoir confère l'autorité requise sujet à ratification par le conseil diocésain" par les mots "indiquera la nature et la durée de cette délégation".

10. L'article 27 est amendé:

a. en remplaçant aux lignes 2 et 3 les mots "le bureau de direction" par les mots "l'exécutif";

b. en remplaçant à la ligne 3 le mot "généraux" par le mot "régionaux".

11. L'article 28 est amendé en remplaçant à la ligne 1 le mot "général" par le mot "régional".

12. L'article 29 est amendé en remplaçant à la ligne 4 le mot "général" par le mot "régional".

13. Le titre 4 est amendé en remplaçant le mot "généraux" par le mot "régionaux".

14. L'article 30 est amendé:

a. en remplaçant à la ligne 1 le mot "général" par le mot "régional";

b. en remplaçant à la ligne 5 le mot "général" par le mot "régional".

15. L'article 31 est amendé en remplaçant à la ligne 1 le mot "généraux" par le mot "régionaux".

16. L'article 32 est amendé en remplaçant à la ligne 1 le mot "généraux" par le mot "régionaux".

17. L'article 33 est amendé en remplaçant à la ligne 1 le mot "généraux" par le mot "régionaux".

18. L'article 34 est amendé en remplaçant à la ligne 3 le mot "général" par le mot "régional".

19. L'article 35 est amendé en retranchant aux lignes 2 et 3 les mots "courante de la société et de toutes autres affaires".

20. L'article 36 est amendé en remplaçant à la ligne 1 le mot "général" par le mot "régional".

21. L'article 37 est amendé en remplaçant à la ligne 3 le mot "général" par le mot "régional".

22. L'article 38 est amendé en remplaçant à la ligne 1 le mot "général" par le mot "régional".

23. L'article 39 est amendé en remplaçant à la ligne 1 le mot "général" par le mot "régional".

24. L'article 40 est amendé en remplaçant à la ligne 2 le mot "général" par le mot "régional".

25. L'article 44 est amendé en remplaçant à la ligne 7 le mot "général" par le mot "régional".

26. L'article 46 est amendé en remplaçant à la ligne 7 le mot "général" par le mot "régional".

27. L'article 48 est amendé en remplaçant à la ligne 2 le mot "général" par le mot "régional".

28. L'article 49 est amendé en remplaçant à la ligne 2 le mot "général" par le mot "régional".

29. L'article 53 est amendé en remplaçant à la ligne 2 du paragraphe 5 le mot "général" par "régional".

30. Le titre 6 est amendé en ajoutant les mots "et fonds de pension".

31. L'article 56 est remplacé par ce qui suit:

"56. Il est permis à la société d'assurer à ses membres, et aux membres des sociétés affiliés en vertu de l'article 9, le droit à des bénéfices appropriés prévus par les règlements, au moyen de cotisations et en observant les formalités fixées par le Conseil diocésain.

"La société aura le droit, sous la surveillance d'un actuaire nommé par elle, de faire elle-même ses assurances, et de créer un fonds de pension pour le bénéfice des personnes ci-haut nommées.

"Toutes les dispositions de la loi des assurances de Québec, Statuts refondus 1925, chapitre 243, concernant la société de secours mutuel et les sociétés de fonds de pension, s'appliquent à la société en autant qu'elles ne sont pas incompatibles avec la présente loi".

32. L'article 57 est remplacé par ce qui suit:

"57. Le Conseil diocésain devra nommer une commission de trois membres, chargée d'administrer sous son contrôle et surveillance, toute somme

destinée au fonds de pension et d'assurance et de tenir à cette fin une comptabilité complètement séparée".

Aussi, le bill 150 refondant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 2 est amendé en retranchant le paragraphe 6.

2. L'article 12 est amendé en remplaçant à la ligne 12 le mot "cinquante" par le mot "trente".

3. L'article 13 est amendé en remplaçant à la ligne 4 le mot "cinquante" par le mot "trente".

4. L'article 17 est amendé en retranchant le dernier alinéa.

5. L'article 19 est amendé en insérant à la suite du mot "libre" de la ligne 1 de l'alinéa "b" les mots "des yeux artificiels, des lunettes d'approche".

6. L'article 21 est amendé en retranchant à la ligne 1 les mots "ni aucune autre personne".

7. L'article 22 est amendé en retranchant à la ligne 1 les mots "ni aucune autre personne".

8. L'article 23 est amendé en retranchant à la ligne 1 les mots "ni aucune autre personne".

9. L'article 24 est amendé en remplaçant à la ligne 1 les mots "ni aucune autre personne" par les mots "ni aucune personne autorisée à vendre, fournir ou remplacer des verres ophtalmiques au détail dans cette province".

10. L'article 21 est biffé.

11. Les mots "Assemblées générales" sont placés à la suite de l'article 38 comme titre.

#### **Tramways de Montréal**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 60 relatif au règlement de la question des tramways de Montréal. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### **Société Saint-Jean-Baptiste de Québec**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 110 refondant la charte de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Association des optométristes et opticiens**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 150 refondant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Charte de Québec**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 78 modifiant la charte de la cité de Québec. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Il est ordonné que la seconde lecture desdits amendements soit remise à la prochaine séance.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 12 relatif à certaines corporations subventionnées par la province, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par ce qui suit:

"1. Relativement à toute corporation séculière administrant un hôpital et ayant reçu ou recevant, sous une forme quelconque une subvention ou une action du gouvernement de la province, le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter la conduite, par une ou des personnes qu'il désigne, de la manière et avec les formalités et pouvoirs qu'il décrète, de toute enquête sur la façon dont les deniers publics versés à telle corporation ont été, sont ou seront dépensés".

2. L'article 2 est biffé.

3. L'article 3 devient l'article 2.

Aussi, le bill 38 relatif à l'interprétation des lois de la province, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 2 comme article 3:

L'article 2615 du Code civil est abrogé".

2. Les articles 4, 5, 6 et 7 deviennent respectivement 5, 6, 7 et 8.

Aussi, le bill 80 modifiant la charte de la cité de Verdun, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 4 est biffé.

2. L'article 5 est amendé en ajoutant à la ligne 6, après le mot "établie" les mots "et payée".

3. L'article 7 est biffé.

4. L'article 9 est amendé en remplaçant aux lignes 6, 7, 8 et 9 les mots "lorsqu'il aura été adopté par le conseil, ce règlement devra être approuvé par la commission métropolitaine et ne pourra être abrogé ou modifié que par les mêmes procédures" par les mots "Lorsqu'il aura été adopté par le conseil, ce règlement n'entrera en vigueur qu'après avoir été approuvé par la Commission Métropolitaine et soumis à l'approbation du surintendant provincial des assurances: il ne pourra être abrogé ou modifié que par les mêmes procédures".

5. L'article 10 est amendé en remplaçant aux lignes 4 et 5 les mots "une pension annuelle de \$1,200.00 payable \$100.00 par mois" par les mots "une pension annuelle n'excédant pas \$1,500.00 payable par versements mensuels".

6. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 11 comme article 12:

"12. L'article 428 du chapitre 102 des Statuts refondus, 1925, intitulé: "Loi des cités et villes, est amendé pour la cité de Verdun, en ajoutant après l'article 428, l'article 428a:

"428a. Le conseil peut faire un règlement, pour décréter que les enfants âgés de moins de 15 ans, non accompagnés d'une personne responsable, devront réintégrer leur domicile à une certaine heure le soir, pour que cette heure ne soit pas plus tôt que 9 heures, et pour pourvoir à une pénalité n'excédant pas un dollar après la deuxième offense, et à défaut de paiement à la détention d'une heure au poste de police, dans le cas d'infractions aux règlements qui seront édictés à ce sujet par la cité. Ladite pénalité sera imposée à la personne ayant charge légale de l'enfant".

7. L'article 12 devient l'article 13.

Aussi, le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 7 est amendé en remplaçant à la ligne 6 du paragraphe 49 "premier mars" par "premier décembre".

2. L'article suivant est inséré immédiatement après l'article 28 comme article 28a:

"28a. L'article 182 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

"182. Si, dans les quatre jours qui suivent celui où l'officier-rapporteur a fait l'addition définitive des suffrages dans le but de déclarer le candidat élu, il est, sur requête appuyée de l'affidavit parfaitement détaillé d'un témoin digne de foi, démontré à un juge de la Cour supérieure siégeant dans et pour le district de Montréal, qu'un décompte pourrait changer le résultat de l'élection, tel qu'énoncé par l'officier-rapporteur; et si le requérant dépose dans ledit délai, entre les mains du protonotaire de la cour supérieure, la somme de mille dollars, s'il s'agit d'un décompte pour la charge de maire, et la somme de deux cents dollars s'il s'agit de la charge d'échevin, comme garantie des frais à encourir par le candidat sur le nouveau dépouillement du scrutin, qui paraît, par l'addition des suffrages, avoir été élu, tel juge, avant l'expiration dudit délai, fixe l'un des quatre jours suivant la réception de tels requêtes et affidavit, pour recompter les suffrages et en faire l'addition finale.

"La requête mentionnée au paragraphe précédant, avec un avis de présentation d'au moins douze heures, doit être signifiée au candidat élu et être ensuite entendue par le tribunal en séance régulière. Les douze heures mentionnées au présent article doivent commencer à courir avant cinq heures de la journée précédente. Si la requête est rejetée, le requérant doit supporter les dépens".

3. Le paragraphe "296" de l'article 32 est remplacé par ce qui suit:

"296. Les copies et extraits certifiés par le greffier de la cité et revêtus du sceau de la cité, des livres, registres, rôles, règlements, résolutions, font preuve *prima facie*, devant toute cour de justice de la province, de leur contenu et font également preuve que les formalités requises par la loi pour leur adoption et leur mise en vigueur ont été remplies, sauf le droit de toute personne d'en contester la vérité ou la régularité suivant la loi".

4. L'article 33 est amendé:

a. en ajoutant à la ligne 3 du paragraphe 104a, après le mot "service" le mot "provincial";

b. en retranchant aux lignes 3 et 4 du paragraphe 104a les mots "de provincial";

c. en remplaçant à la ligne 7 du paragraphe 104a, les mots "vingt-cinq" par le mot "quinze".

5. L'article 42 est amendé:  
 a. en retranchant l'alinéa "a";  
 b. les alinéas *b, c, d, e, f, g, h* deviennent respectivement *a, b, c, d, e, f, g, h*;  
 c. en ajoutant à la ligne 3 de l'alinéa "h", après le mot "qui" le mot "fait".

6. L'article 48 est amendé:  
 a. en remplaçant l'alinéa "2" du paragraphe "373" par le suivant:

"2. Au mois de décembre de chaque année le chef estimateur est nommé par le conseil sur rapport du comité exécutif et les estimateurs sont nommés par le conseil, mais sur la recommandation du chef estimateur et du comité exécutif";

b. l'alinéa suivant est ajouté immédiatement à la suite de l'alinéa "3" comme alinéa "3a":

"3a. Le chef estimateur sur rapport du comité exécutif, et les estimateurs sur rapport du chef estimateur et du comité exécutif, peuvent être démis ou remplacés en tout temps par le conseil lorsqu'ils sont devenus incapables de remplir leurs fonctions ou qu'il est de l'intérêt public qu'ils soient démis ou remplacés".

7. L'article 49 est amendé en remplaçant aux lignes 6, 7, 8 et 9 du paragraphe "375", les mots "Il doit être certifié sous serment prêté devant le maire ou le greffier de la cité, et signé par la majorité du bureau des estimateurs dans ledit délai" par les mots "Il doit être signé par le chef estimateur dans ledit délai";

b. en remplaçant à la ligne 4 de l'alinéa "3" les mots "dépréciation résultant de l'état d'entretien" par les mots "situation actuelle";

c. en ajoutant à la fin de l'alinéa 3 les mots "mais seulement un des facteurs dans l'appréciation".

8. L'article 50 est amendé:

a. en remplaçant à la ligne 25 de la page 27 le mot "troisième" par le mot "présent";

b. en remplaçant à l'avant-dernière ligne de la page 28 le numéro "17" par le numéro "16".

9. L'article 55 est amendé en remplaçant aux lignes 2, 3, et 4 les mots "dans la forme mentionnée à l'article 495 de la loi des cités et villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 102)" du paragraphe "381" par les mots "en la forme prescrite par le bureau de révision".

10. L'article 56 est amendé:

a. en ajoutant à la fin de l'alinéa "5" à la suite du mot "Canada", les mots "ou commissaires d'école";

b. en retranchant à la ligne 3 de l'alinéa "20" les mots "selon le cas";

c. en retranchant aux lignes 10, 11, 12, 13, 14 et 15 les mots "Nonobstant toute disposition à ce contraire, à compter de (insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent bill no 100), le bureau

de révision devra refaire toute l'évaluation municipale sur la base décrétée dans la présente loi, pour le ou avant le premier décembre 1938".

11. L'article 68 est amendé en retranchant les neuf premières lignes et le mot "également" de la ligne 10.

12. L'article suivant est inséré immédiatement à la suite de l'article 71 comme article 71a:

"71a. L'article 12 de la loi 25-26 George V, chapitre 112, est modifié en remplaçant le septième alinéa, par le suivant:

"Il est par la présente section imposé et il sera prélevé et perçu chaque année en sus de toute autre taxe, à compter du 1<sup>er</sup> mai 1935, sur tout individu ayant sa résidence ordinaire, son domicile ou sa place d'affaires dans la cité de Montréal ou dans une des municipalités sous le contrôle de la Commission métropolitaine de Montréal, (et sur tout individu qui, sans y avoir son domicile ou sa résidence ordinaire, y occupe un emploi, une situation ou une fonction rémunérés) une taxe n'excédant pas 20 % du montant de la taxe payable par tel individu en vertu des Statuts révisés du Canada 1927, chapitre 97 et ses amendements pour l'année précédente, se terminant le 31 décembre. (L'individu n'ayant ni résidence ordinaire ni domicile dans ledit territoire ne sera assujéti au paiement de la taxe que pour la partie de son revenu gagné à Montréal ou dans une des municipalités sous le contrôle de la commission métropolitaine de Montréal".

b. les cinq dernières lignes de l'alinéa "e" sont retranchées, sauf les mots "été commise".

13. L'article 75 est biffé.

14. L'article 76 est amendé:

a. en ajoutant à la suite du mot "emprunter" à la ligne 2, les mots "sans référendum";

b. en ajoutant à la suite du mot "et" à la ligne 5, les mots "qui doivent recevoir".

15. L'article suivant est inséré immédiatement à la suite de l'article 78 comme article "78a":

"78a. La cité est autorisée à emprunter pour l'enfouissement des fils de systèmes électriques de la cité en général comprenant les alarmes d'incendie, l'éclairage, les signaux et téléphones de la police et les signaux de circulation, une somme ne devant pas excéder \$283,000.00. Cet emprunt, qui sera effectué sous l'autorité de la présente section, n'affectera pas le pouvoir général d'emprunt de la cité et ne sera pas soumis à l'approbation des électeurs propriétaires".

16. L'article 80 est biffé.

17. L'article 91 est amendé en remplaçant à la ligne 5 le mot "Verdun" par le mot "Montréal".

18. L'article 92 est biffé.

19. L'article 99 est remplacé par ce qui suit:

"99. Le conseil est autorisé sur rapport du comité exécutif, à acquérir, à l'amiable ou par voie d'expropriation, les terrains requis pour l'établissement d'une route de grande circulation entre le viaduc sous les voies du C.N.R., et le pont Lachapelle et à charger la moitié du coût de ces améliorations aux propriétaires d'immeubles que le conseil croira devoir bénéficier d'icelles et à imputer l'autre moitié de ce coût, en vingt versements annuels, sur la taxe spéciale prévue par la section 23 de la loi 6 George V, chapitre 44, telle que remplacée par la section 40 de la loi 22 George V, chapitre 105".

20. L'article 100 est biffé.

21. L'article 106 est biffé.

Aussi, le bill 108 constituant en corporation la ville de Baie-Comeau, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 10 est amendé:

*a.* en remplaçant à la ligne 3 "1941" par "1940";

*b.* en remplaçant à la ligne 9 de l'alinéa *a.* "1941" par "1940";

*c.* en remplaçant à la ligne 5 de l'alinéa *b.* "1941" par "1940";

*d.* en remplaçant à la ligne 2 de l'alinéa *e.* "1941" par "1940";

*e.* en remplaçant à la ligne 7 de l'alinéa *e.* "1943" par "1942".

2. L'article 22 est amendé en remplaçant à la ligne 1 du paragraphe 48 "1941" par "1940";

3. L'article 15 est amendé en remplaçant à la ligne 3 "1941" par "1940";

4. L'article 16 est amendé en remplaçant à la ligne 3 "1941" par "1940";

5. L'article 17 est amendé en remplaçant à la ligne 3 "1941" par "1940";

6. L'article 18 est amendé en remplaçant à la ligne 3 "1941" par "1940";

7. L'article 27 est amendé en remplaçant à la ligne 5 du paragraphe 112 "1941" par "1940";

8. L'article 31 est amendé en remplaçant à la ligne 3 "1941" par "1940";

9. L'article 32 est amendé en remplaçant à la ligne 3 "1941" par "1940";

10. L'article 34 est amendé en insérant à la suite du mot "remplacer" à la ligne 1 du paragraphe 173, les mots "le maire, s'il y a lieu et";

11. L'article 35 est amendé en remplaçant à la ligne 3 "1943" par "1942";

12. L'article 36 est amendé en remplaçant à la ligne 3 "1941" par "1940";

13. L'article 42 est amendé en remplaçant à la ligne 1 "1943" par "1942";

14. L'article 43 est biffé.

Aussi, le bill 123 constituant en corporation The Orders Sons of Italy in Quebec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le titre est amendé en remplaçant à la ligne 2 le mot "Quebec" par le mot "Canada".

2. Le préambule est amendé en remplaçant à la ligne 4 les mots "Order Sons of Italy in Quebec" par les mots "Order Sons of Italy in Canada".

3. L'article 1 est amendé en remplaçant à l'avant-dernière ligne les mots "Order Sons of Italy in Quebec" par les mots "Order Sons of Italy in Canada".

Aussi, le bill 164 concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Les alinéas *a*, *b*, *c* et *d* de l'article 2 sont remplacés par les suivants:

*a.* à mille dollars chacun pour les pylônes (tours) dont la base couvre une superficie de cent pieds carrés ou plus;

*b.* à huit cents dollars chacun pour les pylônes (tours) dont la base couvre une superficie excédant vingt-cinq pieds carrés, mais n'atteignant pas cent pieds carrés;

*c.* à deux cent cinquante dollars chacun pour les pylônes (tours) dont la base couvre une superficie de vingt-cinq pieds carrés ou moins;

*d.* à soixante-quinze dollars chacun pour les poteaux faits avec d'autres matériaux que le bois;

*e.* à vingt-cinq dollars chacun pour les poteaux de bois.

2. L'article 4 est remplacé par ce qui suit:

"4. La présente loi s'applique uniquement aux corporations régies par le Code municipal.

Aussi, le bill 112 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est amendé:

*a.* en y insérant le paragraphe suivant comme alinéa "a": "*a.* cent trente-cinq mille dollars pour établir, acquérir et construire une nouvelle école dans la paroisse de Saint-Patrice, pour les filles catholiques de langue anglaise, en remplacement de l'école Léonard";

*b.* en remplaçant à la ligne 2 de l'alinéa "b" les mots "Neuf cent quatre-vingt-dix-mille dollars" par les mots "Huit cent cinquante-cinq mille dollars";



c. en retranchant aux lignes 1 et 2 de l'alinéa "c" les mots "pour consolider une dette contractée";

d. les alinéas a, b et c deviennent respectivement les alinéas a, b, c et d;

e. en remplaçant aux lignes 5, 6, 7 et 8 du dernier paragraphe de l'alinéa "d" les mots "trois cent mille dollars pour les fins du paragraphe a ci-dessus, et cinquante mille dollars pour les fins du paragraphe b, de la présente section" par les mots "cinquante mille dollars pour les fins du paragraphe a. ci-dessus, deux cent cinquante mille dollars pour les fins du paragraphe b. ci-dessus, et cinquante mille dollars pour les fins du paragraphe c. de la présente section".

2. L'article 2 est biffé.

3. L'article 3 devient l'article 2.

#### **Interprétation des lois**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 38 relatif à l'interprétation des lois de la province. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Charte de Verdun**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 80 modifiant la charte de la cité de Verdun. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Charte de Baie-Comeau**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 108 constituant en corporation la ville de Baie-Comeau. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Order Sons of Italy in Canada**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 123 constituant en corporation The Order Sons of Italy in Canada. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Lignes de transmission d'énergie électrique**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 164 concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Corporations subventionnées**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 12 relatif à certaines corporations subventionnées par la province. Lesdits amendements sont lus une première fois.

#### **Charte de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal. Lesdits amendements sont lus une première fois.

#### **Bureau de commissaires d'écoles catholiques de Québec**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 112 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec. Lesdits amendements sont lus une première fois.

**Quebec Saguenay  
and Chibougamau Railway Company**

La Chambre prend en considération la deuxième lecture de l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 99 modifiant la charte de Quebec Saguenay and Chibougamau Railway Company.

**M. Duguay (Lac-Saint-Jean):** Je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Thibeault), que cette Chambre n'accepte pas l'amendement du Conseil législatif, parce qu'il est désirable que la compagnie commence ses opérations le plus tôt possible.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En vertu de cet amendement, le Conseil législatif accordait un délai de quatre ans de plus que la Chambre basse à la compagnie pour commencer la construction de son chemin de fer.

**M. Drouin (Québec-Est):** Quel est le délai qui était fixé dans le premier bill pour le début des travaux en question?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Une année, et le Conseil législatif l'a prolongé de quatre ans, ce qui portait le tout à cinq ans.

Adopté. L'amendement du Conseil législatif est rejeté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre n'a pas accepté leur amendement.

**Loi relative  
aux tribunaux**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 63 relatif aux tribunaux.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 141 constituant en corporation la ville de Val-d'Or.

**Loi  
des assurances**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 modifiant la loi des assurances de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit des assurances réciproques. Ces assurances sont des assurances pour "assurer les autres assurances", et voici comment l'on procède. Une compagnie prend un risque et, quand elle craint que le risque ne soit trop grand, elle s'assure dans une autre compagnie. Ces compagnies n'étaient pas taxées, elles ne faisaient aucun rapport ni dépôt, et nous voulons les placer sur le même pied que les autres.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

## Conseil législatif

Le 19 mai 1937

Il est ordonné que le greffier rapporte le bill no 88, intitulé: "Loi refondant la charte de la cité de Sherbrooke", et l'informe que cette Chambre n'insiste pas sur ses amendements 2, 3, 4, 5, 6 et 7, mais qu'elle attire l'attention de l'Assemblée législative sur le fait que, d'après les explications fournies au Conseil législatif, l'amendement 2 est le même que celui qui avait été accepté par le Comité des bills privés de l'Assemblée législative et qui aurait été omis dans le rapport de ce comité à la Chambre.

**M. Marier (Drummond)** propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. Duguay), que cette Chambre accepte l'amendement du Conseil législatif.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

Code civil,  
article 638

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 abrogeant l'article 638 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité<sup>23</sup>:

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit de l'envoi en possession pour la couronne des successions vacantes. Dans ces cas, c'est la couronne qui hérite et la loi dit qu'il faut faire un inventaire. Comment peut-elle faire un inventaire quand on ne sait pas de quels biens on va hériter? Cet amendement a d'ailleurs été suggéré par M. Léopold Désilets que l'ancien gouvernement nomma assistant-procureur général à la place de M. Lancôt, nomination que le gouvernement n'a pas approuvée après le 26 août. L'opposition devrait avoir confiance.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai bien confiance en M. Désilets, mais je dis qu'il est, il me semble, tout naturel que la couronne doive procéder à un inventaire des biens dont elle hérite avant d'en devenir propriétaire. Il est tout juste que le gouvernement ait une pièce dans les records pour le certifier. La couronne peut, comme le fait un particulier, accepter ou refuser cet héritage. Je ne sais pas ce qui peut bien empêcher la couronne de faire un inventaire avant d'entrer en possession des biens.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** À entendre parler le chef de l'opposition, je remercie la Providence de m'avoir fourni l'occasion d'avoir un peu de formation légale. Comme cela est utile et empêche de parler pour rien.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Celui qui fait le Code civil devait être bien inférieur au premier ministre. Ce devait être un imbécile.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il était bien supérieur au chef de l'opposition, il était supérieur au premier ministre, mais le Code civil date de 1867. C'est le code Napoléon. Il faut l'amender pour parer aux situations présentes. Je ne conçois pas que le chef d'un grand parti mette en doute l'honnêteté de la couronne.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je trouve étrange que le premier ministre vienne accuser tout le monde et chercher à nous faire passer pour des imbéciles quand nous avons des idées qui sont appuyées par l'opinion de législateurs aussi éminents.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le code Napoléon a été amendé en 1915. Ce n'est pas de ma faute si le chef de l'opposition a prouvé que sa science légale était aussi limitée. Il n'a pas besoin de se choquer.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre ne m'a tout de même pas démontré la nécessité de la loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Adopté... Adopté!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est aussi bien!

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal**

**M. Boyer (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Larivière), que les honoraires payés pour le bill 79 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de remettre une certaine pension à des pensionnaires pauvres et que cette demande n'a pas été accordée.

Adopté.

#### **Exploitation des gisements de fer titané**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 201 favorisant l'exploitation des gisements de fer titané.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** 1. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions pourra être citée sous le nom de "Loi de la prime sur les minerais de fer titané".

2. Que dans ladite loi:

a. "minerai de fer titané" signifiera tout minerai de fer contenant au moins trois pour cent d'oxyde de titane;

b. "unité" signifiera un pour cent de la teneur en fer que renferme le minerai exploité;

c. "tonne" comprendra deux mille deux cent quarante livres, mesure avoir-du-poids.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra payer annuellement à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de cinq années à compter du premier janvier 1938, à chaque

propriétaire d'un gisement de fer titané en exploitation dans la province de Québec une prime de un centin par unité de fer métallique contenue dans chaque tonne de minerai de fer extraite et expédiée de son gisement, aux conditions suivantes:

a. Le minerai de fer titané devra être transformé en acier ou en fonte malléable ou en fer métallique dans une usine située dans la province;

b. Le total des primes payées à chaque propriétaire de mine ne devra pas excéder vingt-cinq mille dollars annuellement.

4. Que la détermination de la teneur en fer métallique des minerais de fer titané sujets à la prime s'effectuera sur des échantillons de minerai séchés à la température de 212 degrés Fahrenheit.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra faire tout règlement concernant les demandes de primes et les renseignements à fournir.

6. Que le ministre des Mines et des Pêcheries sera chargé de l'application de ladite loi et il sera autorisé à prendre les moyens qu'il jugera à propos afin de contrôler et de vérifier les réclamations de la prime.

7. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Un octroi semblable a déjà existé. En vertu de ces résolutions, le gouvernement se propose de rétablir une ancienne loi pour faciliter la mise en valeur de gisements de fer titané. C'est une loi passée à cette Législature, en 1925, et qui fut abandonnée en 1935, après avoir été 10 ans dans les Statuts sans servir, probablement à cause de la négligence de l'ancien régime.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Mais cette loi avait été passée parce que les gens croyaient avoir trouvé de l'or dans ces gisements, et quand ils s'aperçurent qu'il n'y avait que du fer titané, ils en abandonnèrent l'exploitation.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Il ne s'agit pas ici d'or, mais de fer. L'ancien régime ne s'est pas occupé de ces gisements de fer titané. Nous voulons en pousser l'exploitation. Cette initiative du gouvernement donnera du travail aux chômeurs et permettra à des jeunes gens qui se consacrent aux sciences de trouver de nouvelles carrières.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas juste pour le chef d'un parti qui fut grand autrefois de laisser penser que la population prend du fer pour de l'or.

(Rires)

**M. Larouche (Chicoutimi):** Nous avons d'importants gisements de fer titané dans la région de Chicoutimi. Par cette loi, le gouvernement va donner une prime par tonne de fer extraite et nous allons en réussir l'exploitation en donnant du travail aux chômeurs: grâce à cette prime, plusieurs centaines d'hommes qui sont actuellement sous le secours direct pourront trouver du travail. Personne ne s'était servi de l'ancienne loi parce que l'ancien régime ne s'occupait pas du développement industriel de notre région.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** demande la permission de présenter le bill 201 favorisant l'exploitation des gisements de fer titané.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.  
Adopté.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Enseignement agricole**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 66 relatif à l'enseignement agricole.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose:

1. Que le Conseil de l'instruction publique pourra

former et maintenir sous son contrôle un ou deux comités composés de personnes compétentes en pédagogie et en science agricole et chargés de préparer un programme d'enseignement agricole dans la province.

2. Que les membres de ce comité ou de chacun de ces comités seront au nombre d'au moins cinq et d'au plus neuf et que leurs services seront gratuits, mais qu'ils pourront être remboursés de leurs dépenses.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à mettre à la disposition du Conseil de l'instruction publique les sommes requises pour l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, lesquelles seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

4. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**M. Tardif (Frontenac)** demande des explications.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Il s'agit, dit-il, d'autoriser le Conseil de l'instruction publique à former un ou deux comités formés de personnes compétentes en pédagogie et en science agricole pour dresser un programme d'enseignement agricole dans la province.

C'est pour mettre de l'unité dans les programmes d'enseignement agricole.

**M. Tardif (Frontenac):** Je félicite, dit-il, le gouvernement.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 66 relatif à l'enseignement agricole.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 66 relatif à l'enseignement agricole soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des écoles techniques**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** demande, du consentement unanime de la Chambre, la permission de présenter le bill 204 relatif aux écoles techniques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>24</sup>:**

**M. Grégoire (Montmagny):** Je crois comprendre que le but de cette loi est de reprendre les \$20,000 qui avaient été concédés à la ville de Québec pour son École technique. Québec payait autrefois \$30,000 pour les écoles techniques. Nous avons demandé qu'on nous décharge de cette obligation et l'on a consenti à baisser à \$10,000 notre contribution. Si je ne me trompe, l'objet du bill est de rétablir l'ancienne contribution de \$30,000. Je serais heureux d'avoir des explications à ce sujet, car demain, la surprise sera grande dans la ville de Québec. Il me semble que le gouvernement devrait continuer de payer ses octrois sans mettre cette nouvelle charge sur le dos des contribuables de la cité. Les contribuables trouvent déjà le fardeau lourd.

Je veux savoir, dit-il, pourquoi le pouvoir législatif était sollicité à prendre cette économie de \$20,000 par année de la ville de Québec, et en conclusion, je déplore l'adoption d'une telle démarche.

(Silence)

Les articles 1 et 2 sont adoptés<sup>25</sup>.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté sur division.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Voies et moyens**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose:

1. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1937, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu une somme n'excédant pas \$4,285,044.80.

Adopté.

2. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1938, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$28,834,485.06.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

#### **Loi des subsides**

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** demande la permission de présenter le bill 40 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1937 et le 30 juin 1938, et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Fisher (Huntingdon)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill suivant:

- bill 48 instituant la Régie provinciale de l'électricité, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 21 est amendé en retranchant le deuxième alinéa qui commence par les mots "Sous réserve" et qui se termine par les mots "deux ans".

2. L'article 33 est amendé:

a. en remplaçant à la ligne 2 les mots "société ou personne" par le mot "municipale";

b. en insérant à la suite du mot "convention" à la ligne 1 du deuxième alinéa, les mots "visés au premier alinéa".

#### **Régie provinciale de l'électricité**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 48 instituant la Régie provinciale de l'électricité.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Quel sont ces amendements?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le texte original décrétait que tous les contrats existants en matière d'électricité sont réduits à cinq ans, quel que soit le terme mentionné. Or, des industriels qui avaient des contrats avantageux avec certaines compagnies hydroélectriques ont demandé que cette clause soit amendée de façon à ne pas enlever les avantages déjà consentis. Alors, un amendement a été adopté disant que tous les contrats passés entre les compagnies et les corporations municipales sont réduits à une durée de cinq ans et que tous les autres contrats peuvent être annulés ou amendés à la demande des consommateurs seulement.

Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Loi de la chasse**

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 200 modifiant la loi de la chasse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>26</sup>:**

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** La loi a pour but de protéger plus efficacement le gibier dans la province. Nous divisons la province en quatre grandes sections pour les fins de la chasse: les Cantons-de-l'Est, la Gaspésie, le Saguenay et Montréal.

Je rappelle, dit-il, le travail du comité de la chasse et de la pêche et j'en remercie les membres. Aucun des amendements contenus dans la loi n'a reçu l'approbation du comité.

Les règlements de la chasse sont rendus plus sévères. Il ne reste dans la province que 30 % du gibier qu'il y avait au début du siècle<sup>27</sup>. Il faut donc protéger la faune québécoise et il est temps de prendre des mesures sérieuses.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Je suggère au ministre des Mines et Pêcheries (l'honorable M. Gagnon) de mettre un amendement dans sa loi pour empêcher les compagnies de pulpe situées au bord du Saint-Laurent, dans les environs de Portneuf, de jeter leurs déchets dans le fleuve et les rivières. Cela chasse la morue et d'autres poissons.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** En effet, cette question m'a été signalée, dit-il. Il me fait plaisir de dire au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) que le gouvernement a déjà prévu le cas. Après étude, j'ai constaté que la loi fédérale prohibe cette pratique et, poursuit-il, je

m'unirai au ministre de l'Agriculture pour que le procureur général (l'honorable M. Duplessis) fasse appliquer la loi.

**M. Tardif (Frontenac):** Je demande, dit-il, aux ministres de la Colonisation (l'honorable M. Auger) et de l'Agriculture (l'honorable M. Dussault) de rétablir la prime sur les ours abattus, étant donné que les troupeaux de mouton subissent de gros dommages par le temps qui court.

Les articles 1 à 12 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Gagnon (Matane)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Montréal**

Du consentement unanime, la Chambre procède à la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

**M. Carignan (Jacques-Cartier)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. Boyer) d'accepter les amendements du Conseil législatif, mais en en retranchant les paragraphes nos 12 et 13.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements tels qu'amendés.

#### **Bureau des commissaires d'écoles catholiques de Québec**

Du consentement unanime, la Chambre prend en considération la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 112 modifiant les lois concernant le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le Conseil législatif a permis à la Commission

scolaire de Québec de faire un emprunt de \$950,000 sans référendum. On sait que le comité s'est déjà prononcé contre cette clause. L'Assemblée législative avait décidé que les emprunts de la Commission devraient être approuvés par référendum.

Le comité des bills privés a également refusé à la Commission scolaire la permission de construire une école de \$135,000 sans en demander au préalable la permission au peuple par référendum. Le Conseil législatif nous renvoie cette clause avec un amendement stipulant que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra permettre cette construction. Le Conseil s'en tient donc à la loi générale, qui dit que l'approbation du gouvernement, du ministre des Affaires municipales et du surintendant de l'Instruction publique suffit.

Le gouvernement ne voulait pas accorder ce privilège à la commission scolaire. Le gouvernement respecte l'autonomie de la ville de Québec et le prouve: ce sont les contribuables de Québec qui doivent se prononcer et non pas le lieutenant-gouverneur en conseil. Si les députés de Québec sont prêts à accepter cet amendement, très bien. Mais s'ils ne l'acceptent pas, je leur demande de proposer un amendement.

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** Je suis satisfait des amendements du Conseil. Et, en qualité de parrain du bill, je demande aux députés de cette Chambre de les considérer attentivement.

**M. Grégoire (Montmagny):** Sur une foule de questions, les députés de Québec n'ont pas été entendus. Je remercie le premier ministre de me faire l'honneur de me demander mon opinion. Il y a actuellement à Québec 4,000 enfants qui n'ont pas de place dans les écoles. La construction de nouvelles écoles s'impose et le président de la commission scolaire ne peut faire de référendum. Je suis donc en faveur de l'amendement fait au bill par le Conseil législatif.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Corporations subventionnées**

Du consentement unanime, la Chambre prend en considération la deuxième lecture des amendements



que le Conseil législatif a apportés au bill 12 relatif à certaines corporations subventionnées par la province.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je m'oppose à l'amendement fait au Conseil législatif à une loi que nous avons combattue en Chambre. C'est un amendement qui ne devrait pas exister. Cet amendement décrète que le gouvernement peut instituer une enquête, sans plainte, dans les hôpitaux, sous prétexte qu'il les a subventionnés.

Les hôpitaux sont des institutions indépendantes et je suis opposé aux enquêtes de cette nature dans des institutions religieuses et laïques de la province. Si on veut absolument des enquêtes, que le gouvernement se conforme donc à la loi générale des enquêtes. La loi générale devrait s'appliquer à toutes les institutions sans distinction! Je suis opposé à l'ingérence du gouvernement dans l'administration des hôpitaux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis en faveur des amendements du Conseil législatif. Je n'ai pas d'hésitation à dire que c'est moi qui ai suggéré cet amendement apporté par le Conseil législatif. Après que nous eûmes passé la loi en Chambre basse, plusieurs personnes sont venues nous trouver pour nous parler de la nature de cette loi.

Si, à un moment donné, on nous démontre que nos lois peuvent être améliorées, bien qu'elles aient été mûries, nous leur donnons raison. Cet amendement permet au gouvernement de surveiller la dépense des deniers publics que les hôpitaux laïques reçoivent en vertu de la loi de l'assistance publique. Nos pouvoirs d'enquête sont limités. Nous n'intervenons pas au sujet des dons faits aux hôpitaux. Nous ne voulons que nous rendre compte de la façon dont les deniers publics sont dépensés.

Il s'agit de la souffrance et de la misère humaine. Il y a des hôpitaux subventionnés bien administrés; il y en a d'autres qui sont mal administrés. En général, les hôpitaux sont bien administrés, mais il y en a où il se fait de la spéculation.

Dans certains cas, on a payé aux administrateurs des salaires scandaleux. On a spéculé sur la souffrance. Non seulement c'est le droit du gouvernement d'intervenir, mais c'est aussi son devoir.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** enregistre sa dissidence.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je propose l'ajournement à demain matin.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le gouvernement aura-t-il d'autres bills à présenter?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, deux ou trois, je crois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quand pourrons-nous finir?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y aura une séance qui ne devrait pas durer beaucoup plus que deux heures. Il se peut que nous fassions tout dans la séance du matin. Au train où vont les choses, si le Conseil législatif peut terminer son travail, il y aura prorogation demain après-midi et assez à bonne heure pour permettre aux députés de l'opposition de prendre leur train de 6 heures. Cela me fait de la peine de les voir partir, mais il y en a plusieurs qui sont mieux en dehors de la Chambre que dans la Chambre.

(Rires)

Adopté.

La séance est levée à 10 h 20.

### NOTES

1. 11 h 30, selon *Le Soleil* du 20 mai 1937, à la page 3.

2. C'est Sir Mathias Tellier, juge en chef de la Cour d'appel, ex-député de Joliette et ancien chef de l'opposition, qui remplace le lieutenant-gouverneur, M. Patenaude, à titre d'Administrateur de la province.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

4. \$125,000, selon *Le Soleil* du 20 mai 1937, à la page 5.

5. Il s'agit de députés de l'opposition dissidente, selon *Le Soleil* du 20 mai 1937, à la page 7.

6. M. Duplessis s'en prend à M. Chaloult, parce que ce dernier fait maintenant partie des députés dissidents de l'Union nationale. Le 26 août 1936, des manifestations furent provoquées par un groupe de députés de l'Union nationale en désaccord avec la composition du cabinet ministériel. En effet, l'union entre le Parti conservateur de Duplessis et l'Action libérale nationale de Paul Gouin, en 1935, prévoyait une lutte énergique contre le trust de l'électricité. Durant les campagnes électorales de 1935-1936, de nombreux candidats de l'Union nationale, dont MM. Hamel (Québec-Centre), Grégoire (Montmagny), Chaloult (Kamouraska) et Ernest Ouellet, promettaient de s'attaquer à ces trusts. Quand vint le temps de former le nouveau cabinet unioniste, Duplessis, malgré des négociations difficiles, ne put s'entendre avec le groupe de Hamel, qui fut ainsi écarté du cabinet. L'assermentation des nouveaux ministres fut boudée par les dissidents, et, le soir même, une manifestation improvisée au Palais Montcalm vit MM. Hamel, Grégoire, Chaloult et Ouellet dénoncer le pouvoir des trusts sur le gouvernement Duplessis. Tard dans la nuit, la foule marchera vers le Château Frontenac pour trouver M. Duplessis, mais elle se disperse peu de temps après. Depuis, les opposants de Duplessis ne manquent pas de donner beaucoup d'importance à cet événement qui, selon eux, témoigne de la désunion dans les rangs du nouveau gouvernement. Pour plus de détails, voir Robert RUMILLY, *Histoire de la province de Québec*, tome XXXVI, Montréal et Paris, Fides, 1966, p. 11-15.

7. "deux condamnations", selon *Le Journal* du 20 mai 1937, à la page 7.

8. À cet instant, selon *Le Soleil* du 20 mai 1937, à la page 7, la Chambre revient à l'étude de la loi.

9. *Le Journal* du 20 mai 1937, à la page 7, précise que le premier ministre ne mentionne pas le nom de l'avocat. Dans *Le Canada* du même jour, à la page 8, on y mentionne le nom de M. René Chaloult.

10. Il s'agit d'un député de l'Union nationale, selon *La Province* du 29 mai 1937, à la page 8.

11. Le comité se réunit sous la présidence de M. Pouliot (Missisquoi).

12. Voir note 3.

13. Voir note 11.

14. Il s'agit de la loi modifiant la Loi des élections contestées de Québec (22 George V, chapitre 20), présentée par Joseph Henry Dillon, député de Montréal-Sainte-Marie et ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau. La "loi Dillon" a été votée au lendemain des élections provinciales du 24 août 1931. Camillien Houde, le chef du Parti conservateur, entreprenait alors des procédures judiciaires pour contester la validité de l'élection dans 63 comtés du Québec pour cause d'"irrégularités" commises par les candidats libéraux. Il devait déposer pour ce faire un cautionnement de \$63,000. Le gouvernement Taschereau répliqua lorsque Joseph Henry Dillon, ministre sans portefeuille, fit adopter une loi rendant plus difficile, voire impossible, la contestation massive d'élections. Cette loi, appelée communément "loi Dillon", obligeait le pétitionnaire à prélever sur ses propres deniers le cautionnement de \$1,000. De plus, cette mesure s'appliquait rétroactivement aux contestations déjà en cours. Sanctionnée le 17 décembre 1931, cette loi fut l'une des premières à être abrogées par le gouvernement Duplessis le 14 octobre 1936. Bien qu'il fût contre ces contestations électorales soutenues par son chef d'alors, Camillien Houde, M. Duplessis condamna cette loi "arbitraire et tyrannique", car il incombait aux tribunaux et non à la Chambre de déclarer les élections injustifiables.

15. *Le Journal* du 20 mai 1937, à la page 7, indique seulement que le ministre lit l'article.

16. En 1918, selon *Le Journal* du 20 mai 1937, à la page 7.

17. Cour du banc du roi, selon *L'Événement* du 20 mai 1937, à la page 4.

18. "Crée", selon *Le Journal* du 20 mai 1937, à la page 7.

19. "On ne crée pas de nouveaux tribunaux", selon *La Patrie* du 20 mai 1937, à la page 8.

20. "procureurs de la couronne", selon *Le Journal* du 20 mai 1937, à la page 7.

21. Voir note 14.

22. Voir note 3.

23. Voir note 3.

24. Voir note 3.

25. Dans *L'Action catholique* du 20 mai 1937, à la page 8, on mentionne que le comité fait rapport après quelques secondes de lourd silence.

26. Voir note 3.

27. "La faune québécoise a diminué de 30 % depuis un siècle", selon *Le Journal* du 20 mai 1937, à la page 7.



Séance du jeudi 20 mai 1937

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à midi.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi  
du prêt agricole**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 206 modifiant la loi du prêt agricole de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.  
Adopté.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte de Québec**

La Chambre prend en considération la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 78 modifiant la charte de la cité de Québec. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 17 autorisant toutes les corporations municipales à municipaliser l'électricité;

- bill 49 établissant et assurant la concurrence de l'État relativement aux ressources hydroélectriques.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 157 détachant certains lots du district électoral de Rimouski et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-du-Squatec, dans le district électoral de Témiscouata, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est amendé:

a. en remplaçant à la ligne 8 "cinquante" par "cinquante et un";

b. en remplaçant à la ligne 16 "quarante-neuf et cinquante" par "cinquante et cinquante et un".

**Lots du district de Rimouski  
rattachés au district de Témiscouata**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 157 détachant certains lots du district électoral de Rimouski et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-du-Squatec, dans le district électoral de Témiscouata. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

**Municipalités scolaires  
de Val-d'Or**

**M. Boyer (Châteauguay)** demande, appuyé par le représentant de Lévis (M. Laroche), la permission de présenter le bill 208 relatif aux municipalités scolaires catholique et protestante de la ville de Val-d'Or.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Vu que l'on prend une partie du canton Bourlamaque pour l'annexer à Val-d'Or, certaines personnes nous ont demandé que la Commission scolaire catholique et la Commission scolaire protestante soient sous le contrôle de la Commission municipale pendant une année.

**M. Lesage (Abitibi):** Je me demande si cet amendement est bien nécessaire?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Ce sont des citoyens de l'endroit qui l'ont suggéré.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Boyer (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**M. Boyer (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 52 facilitant les communications entre les principaux centres commerciaux de la province et la Côte-Nord, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, réglementant les octrois à certaines compagnies de transport et remédiant au chômage, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est amendé en retranchant aux lignes 5 et 6 les mots "et Paspébiac".

#### **Communications entre les principaux centres commerciaux et la Côte-Nord, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 52 facilitant les communications entre les principaux centres commerciaux de la province et la Côte-Nord, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, réglementant les octrois à certaines compagnies de transport et remédiant au chômage. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### **Suspension des travaux**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que cette Chambre suspende ses travaux jusqu'à 3 heures.

Adopté.

La séance est suspendue à 1 heure.

#### **Reprise de la séance à 3 heures**

#### **Charte de Coaticook**

**M. Beaudry (Stanstead)** demande, appuyé par le représentant de Témiscamingue (M. Larivière), la permission de présenter le bill 169 relatif à la ville de Coaticook.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Beaudry (Stanstead)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je dois m'opposer à la deuxième lecture de ce bill, car on sait ce qui se produit dans ces cas. Ce sera créer un précédent et permettre la répétition d'abus que l'ancien gouvernement a fait disparaître en passant une loi générale. L'on a vu fréquemment les villes bâtir des usines ou garantir des sommes pour la construction d'usines qui n'existeront jamais. Nous avons l'expérience du passé pour nous en montrer les dangers.

La loi autorise la ville de Coaticook à louer ou vendre pour \$55,000 une manufacture, qu'elle pourra construire, à une compagnie qui s'engagera à exploiter une industrie. À la moindre crise, alors que cette compagnie aura des paiements à faire, la compagnie ira trouver le conseil en lui disant que si on exige d'elle son paiement régulier elle se verra obligée de fermer ses portes. La compagnie fera pression parmi la population et les membres du conseil de ville, et avec un tel mouvement, la compagnie pourra obtenir tout ce qu'elle voudra.

Des cas semblables se sont déjà présentés à Saint-Hyacinthe et ailleurs, et je dis qu'il faut mettre les conseils municipaux à l'abri de ces tentatives d'extorsion. Le même cas s'est présenté à Trois-Rivières où le conseil de ville a été victime d'une telle situation par la Page Wire Fence Co. Le premier ministre le sait.

Il faut protéger les conseils municipaux. Il s'agit d'une exonération d'impôt déguisée, approuvée par un gouvernement qui a apparemment toujours contesté de telles mesures.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Beaudry (Stanstead)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>1</sup>:****L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Cette loi intéresse une petite ville progressive des Cantons-de-l'Est, une ville qui possède un système d'électricité municipalisé. Il est question d'y établir une manufacture qui va employer des gens de Coaticook, et qui va servir de débouché à l'usine d'électricité.

En accordant ce que demande la ville de Coaticook, il en résultera une diminution de chômage. Et on permettra au système électrique de développer une plus grande production d'électricité et de faire des profits plus grands en lui ouvrant un nouveau débouché pour l'électricité qu'il développe.

Le conseil veut se faire autoriser par cette loi à construire ou à acheter un édifice dont le coût n'excèdera pas \$50,000, et il pourra louer ou vendre cette bâtisse à des industriels. Nous lui donnons le droit d'aider une industrie qui va s'y établir! La loi consacre aussi le principe que les propriétaires doivent se prononcer sur les pouvoirs d'emprunt accordés à une ville car, le tout devra être soumis par règlement aux électeurs propriétaires de Coaticook qui seront maîtres de faire ce qu'ils entendent faire chez eux.

Trois avantages en résulteront: diminution du chômage; développement du système électrique municipal; augmentation de l'actif de la ville. Et avantage pour les contribuables de décider eux-mêmes du projet: les contribuables seront consultés dans un référendum. L'adoption d'un tel projet de loi permettrait l'embauche de certaines d'hommes vivant présentement de l'aide sociale.

Le chef de l'opposition a parlé d'un cas à Trois-Rivières. Il s'agit de la Page Wire & Fence. Cette compagnie a été organisée: des amis politiques de l'ancien régime et du chef de l'opposition y organisèrent un vol qui a entraîné une perte de \$300,000. Cela a été fait à une période où le conseil de Trois-Rivières avait pour maire l'ancien ministre de la Voirie, M. Tessier. La ville de Trois-Rivières lui a garanti une somme de \$250,000.

Seulement, on a mis une clause dans le contrat pour dire que toutes les conditions de l'entente devenaient nulles si l'entreprise était transportée à des tiers. Or, les promoteurs de l'entreprise ont transporté le tout à la Sun Trust; il n'y a jamais eu un clou de planté, jamais un brin d'herbe de déplacé, et pas besoin d'ajouter qu'aucun édifice n'a été construit. Rien n'a été fait, sauf que la ville a payé \$250,000. Le bill actuel contient toutes les garanties que l'on puisse désirer.

L'honorable chef de l'opposition a parlé de Saint-Hyacinthe. Nous allons lui en parler. Lui, le maire de Saint-Hyacinthe, le farouche adversaire des exemptions de taxe a, au début de la session, laissé venir ici un bill dans lequel on demandait de sanctionner un octroi payé illégalement à une compagnie qui devait aller s'établir dans Saint-Hyacinthe.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est tout le contraire. Quand ceci a été fait, le maire était l'un de vos organisateurs, et c'est lui qui présidait la séance et qui a sanctionné cet acte, et le chef de l'opposition est intervenu ensuite pour changer cette situation. Ce n'est plus la même chose: c'est le maire actuel qui s'est opposé au paiement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous demandons aujourd'hui à la Législature, avant d'emprunter.

Le chef de l'opposition est venu nous demander de ratifier cette illégalité après coup, mais il a eu peur. Le chef de l'opposition a fait présenter son bill par un autre; il n'a pas eu le courage de présenter le bill lui-même. Et c'était sa compagnie amie, la Southern Canada qui était intéressée. Lorsque ce bill a passé au comité, nous avons découvert que c'était sa compagnie à lui la Quebec Southern qui était intéressée.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Souriant)... Ça, c'est aussi vrai que tout ce que vous venez de dire! Je dis que tout ceci est un tissu de déclarations contraires aux faits. Cet acte a été passé lorsque les amis du premier ministre actuel menaient au conseil de ville. À Saint-Hyacinthe, on avait dans le temps procédé illégalement comme la Chambre le fait, aujourd'hui, sans résolution. On avait engagé la ville à payer \$15,000 à Southern Canada qui n'est pas mon amie. Et subrepticement, il a été payé une somme de \$8,000 sans aucune autorisation. Tous les conseillers qui avaient participé à cela furent ensuite battus. J'ai alors combattu...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pas combattu le bill?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non, car le bill ne me compromettait aucunement dans ces octrois illégaux. J'ai combattu dans le temps pour faire réparer cette erreur et mettre nos affaires en ordre à ce sujet. C'est tout ce que j'ai fait autour de cette question.

Le premier ministre a parlé de la Page Wire & Fence, et il met ça sur le dos de l'ancien gouvernement, mais c'est le conseil municipal de Trois-Rivières qui a été responsable de cette opération scandaleuse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Qui était maire alors?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne le sais pas et peu m'importe.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
C'était l'ancien ministre de la Voirie sous le gouvernement de M. Gouin.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je comprends que le premier ministre règle toutes les questions selon la couleur des intéressés. C'est à la suite de ces abus que l'ancien gouvernement a vu qu'il fallait mieux protéger les conseils municipaux contre ces tentatives, et il a passé une loi. Si le premier ministre voulait être conséquent avec lui-même, il passerait une loi générale pour permettre à toutes les villes ce que nous allons accorder à Coaticook, au lieu de proposer un bill spécial. Il n'aura pas le courage de le faire parce qu'il sait qu'il s'exposerait à faire perdre des sommes considérables aux municipalités.

Il le fait pour Coaticook parce le député de Stanstead (M. Beaudry) est un ami du gouvernement. Il aura beaucoup de demandes de ce genre. Je dis qu'avec ce bill, le gouvernement crée un précédent dangereux, et que l'an prochain, toutes les municipalités, ou du moins un grand nombre, viendront devant l'Assemblée législative pour des demandes identiques, avec le résultat que la province devra sacrifier une partie de son domaine au profit des corporations privées ou des particuliers.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
La logique du chef de l'opposition est singulière. Il prétend que le bill est mauvais, et du même souffle il dit qu'il faudrait que le gouvernement passe une loi générale. Pourquoi donc généraliser si c'est si mauvais? (Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas demandé cela. Je ne veux pas que l'on accorde de tels pouvoirs à des municipalités.

Le premier ministre n'a pas le droit de dénaturer mes paroles pour me faire dire le contraire de ce que j'ai dit. J'ai dit tout simplement qu'il n'a pas eu le courage de présenter une loi générale.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le chef de l'opposition n'a pas le droit de dire que je fais des déclarations contraires à ce qu'il dit. Cela provient du fait qu'on dit la vérité de ce côté-ci de la Chambre.

C'est lui-même qui est venu demander cette année à la Législature de sanctionner le cadeau qu'avait fait à la Southern Canada le conseil municipal de Saint-Hyacinthe. Le chef de l'opposition a admis que la Southern Canada a reçu \$15,000; il l'a fait payer par les contribuables. Il a dit qu'il a été donné par un conseil où il ne siégeait pas parce qu'il avait été battu. Il a été élu après et c'est lui qui a demandé de ratifier ce \$15,000. Le chef de l'opposition est tellement l'ami de la Southern Canada qu'il a demandé lui-même au gouvernement d'accroître les taux de cette compagnie.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas ça. Si le premier ministre n'était pas lié aux trusts comme il l'est, il ne parlerait pas ainsi. J'ai demandé de forcer la Southern Canada à donner aux villes de même population les mêmes taux que ceux qui sont en vigueur à Saint-Hyacinthe. Ce que dit le premier ministre, c'est faux, absolument faux, archifaux.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je le remercie de ses paroles.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On ne peut pas en avoir d'autres à votre adresse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je ne demanderai pas au chef de l'opposition d'être poli. Il ne faut pas demander l'impossible. Je répète qu'il a demandé que l'on augmente les taux.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je demande au président de faire rétracter le premier ministre. Il n'y a donc pas de règlement en cette Chambre lorsqu'il s'agit du premier ministre!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le chef de l'opposition n'a pas à s'énervier si l'on découvre son jeu. Le chef de l'opposition a dit ce que je lui ai fait dire, dit-il.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas dit, répète-t-il, ce que me fait dire le premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Mais c'est le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) qui a déclaré en Chambre, j'ai le texte de son discours: "C'est effrayant, la Southern Canada



charge des taux absolument bas." Le gouvernement devrait voir à augmenter les taux de la compagnie; elle est en train de ruiner l'usine de la municipalité.

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est vrai. C'est ce que vous avez dit au comité.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je demande au premier ministre de se rétracter. Je n'ai jamais dit cela. Le chef de l'opposition doit au moins avoir le privilège des autres députés de cette Chambre.

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est absolument vrai.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai le texte de son discours. Les journaux l'ont publié.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** M. le président, je demande votre décision.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'ami de la Southern Canada...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si le premier ministre n'était pas lui-même l'ami des trusts, il n'aurait pas passé la loi de la municipalisation. Je sais qu'il a derrière lui le pouvoir majoritaire absolu et je regrette qu'il en profite pour outrepasser les règlements. Nous ne pouvons plus dire un mot contre la politique du gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. le président, soyez charitable pour le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard). Il fait de son mieux. C'est l'ami des prétendus adversaires de la Southern Canada qui viennent par la suite demander à la Législature de sanctionner des cadeaux.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai tout simplement demandé des taux uniformes. Et je demande qu'on retire ces paroles. J'ai droit de faire respecter mes privilèges ici. Je ne veux pas que l'on fasse des farces avec cela.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'il veut faire une confession loyale, nous allons lui donner l'absolution.

(Rires à gauche)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre peut-il nous dire pourquoi il retarde la session et pourquoi nous siégeons en ce moment?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je n'ai pas encore entendu pareille déclaration en Chambre. Je demande aux libéraux sincères de la province de faire une différence entre le chef de l'opposition et le Parti libéral. Le député de Saint-Hyacinthe est ici depuis 12 ans<sup>2</sup> et il en est rendu au point de se demander ce que nous faisons ici.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On en est rendu à étudier et à proposer l'adoption de bills sans qu'ils soient même distribués. D'ailleurs, le gouvernement fait de l'obstruction aujourd'hui. Il attend quelque chose qui ne vient pas. Et si j'ai demandé cela tout à l'heure c'est que j'ai appris, par la rumeur, que la Chambre sera ajournée à huit jours.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est ce que le chef de l'opposition veut savoir?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, ça va nous permettre de faire des farces et ça va faire plaisir à ceux qui pensent que la province peut s'administrer avec des farces. Incidemment, je signale au premier ministre qu'il y a des gens qui se sont tués en s'envoyant des bons mots à travers la cervelle. C'est ce qu'il est en train de faire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je laisse de côté les allusions du chef de l'opposition. Le chef de l'opposition ne mourra jamais de bons mots à travers la cervelle; mais peut-être de mauvais mots!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous êtes poli, vous, je suppose. Mauvais mots?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous en avez le monopole!

Le chef de l'opposition demande pourquoi nous ajournons. Si le chef de l'opposition veut connaître les intentions du gouvernement, je vais les lui dire. Nous avons commencé à préparer une législation importante avant la session. Des lois très importantes ont été soumises.

Parmi la législation que nous avons soumise à la Chambre haute, se trouve celle que nous avons étudiée hier: le bill des tribunaux. C'est un bill important. Le Conseil législatif a commencé l'étude de la loi ce matin et demande d'avoir quelques jours pour étudier cette loi avec soin, pour d'adopter une position dont il sera certain qu'elle est en conformité avec la Constitution et le mandat que son

gouvernement a reçu. Et c'est tout à fait légitime. Nous avons consenti à leur donner ce délai.

Nous n'avons pas d'objection à ce que l'on étudie nos lois. Plus on les étudie, plus on trouve que nos lois sont bonnes. Nous voulons donner aux conseillers législatifs le temps de considérer les dispositions de la loi avec attention et nous allons ajourner à mercredi prochain. Nous ne sommes pas de ceux qui croient leurs lois suffisamment mûries. C'est d'ailleurs conforme au mandat que nous avons reçu.

Mais là n'est pas la principale raison de l'ajournement. La raison est la suivante: c'est parce que nous voulons soumettre aux Chambres une nouvelle loi sociale: la loi du salaire minimum des ouvriers et des ouvrières de cette province. Nous serons chargés de l'appliquer à toutes les classes d'ouvriers. Il s'agit d'une législation de la plus haute importance: nous leur donnerons le droit de se constituer des tribunaux locaux d'arbitrage composés de représentants des ouvriers et des patrons. Si ces représentants ne peuvent s'entendre, un tribunal d'arbitrage provincial solutionnera les difficultés. C'est une loi progressive. Nous avons étudié ce projet longuement.

De plus, pour faire de cette loi, la meilleure de tout le dominion, nous avons besoin de renseignements importants, et il nous manquait des renseignements nécessaires. Nous avons pris tous les renseignements qui s'y rapportent. Ces renseignements détenus de toutes les parties du pays et de l'étranger même ne devaient pas nous parvenir avant trois, quatre ou cinq semaines. Nous avions annoncé cette loi; nous l'avions cependant retardée à la prochaine session parce que nous croyions ne pas avoir ces renseignements avant quelques semaines. Or, grâce à l'énergie, au dévouement, à l'efficacité, au talent et à la rapidité que le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay) a mis à réunir les renseignements indispensables, nous sommes prêts à présenter cette loi.

Ce sera la meilleure loi dans tout le Canada et la meilleure de nos Statuts. Elle aura pour effet de donner justice et de protéger la classe ouvrière qui a été tant pressurée et tant négligée par l'ancien régime. Nous avons consulté les membres du gouvernement et plusieurs députés. Tous ont consenti de bon gré à ajourner à mercredi prochain. Voilà la raison pour laquelle nous allons proposer l'ajournement.

Nous n'avons aucune objection à ajourner la session de quatre ou cinq jours. C'est payer bien bon marché pour protéger les ouvriers et pour leur donner une loi importante. Il est étonnant de voir l'opposition critiquer le gouvernement pour une

chose aussi importante. Nous proposerons l'ajournement à mercredi, afin d'adopter la loi des salaires raisonnables, pour rendre justice à l'ouvrier et compléter l'armature des lois ouvrières. Or, l'opposition critique. Je n'ai pas d'hésitation à ajouter que nous serions prêts à ajourner 15 jours s'il fallait, pour adopter une loi pareille.

Et le gouvernement est fier, il est heureux. Nous allons donc rédiger la loi et elle sera déposée sur la table, devant la Chambre, mercredi matin, à 11 heures, lorsque la Chambre se réunira.

Cette loi a été longuement étudiée et mûrie et ce sera, je ne crains pas de l'affirmer, une des lois les plus parfaites dans tout le dominion du Canada. Pour assurer une juste protection de l'ouvrier, nous aurons donc eu deux lois ouvrières à cette session: loi des contrats collectifs et loi du salaire raisonnable, lois qui donneront aux ouvriers ce que le Parti libéral a refusé pendant 40 ans. La classe ouvrière a été exploitée sous l'œil paternel de l'ancien régime.

Cette loi établira un tribunal général d'arbitrage pour toute la province, et des tribunaux locaux. Les arbitres des tribunaux d'arbitrage seront soumis aux conditions locales. Ils siègeront dans toutes les petites villes de la province, comme dans tous les centres plus importants. Est-ce que cela ne vaut pas la peine? Le gouvernement est heureux de faire cela pour les ouvriers

(Applaudissements)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre a fait un beau discours à l'emporte-pièce.

(Applaudissements à droite)

Mais il est venu des Cantons-de-l'Est une autre rumeur qui n'est pas tout à fait conforme aux déclarations du premier ministre. Elle ne rend pas le même son. Car il paraît qu'un député des Cantons-de-l'Est aurait résigné<sup>3</sup>. Il réclamait cette loi ouvrière et aurait démissionné justement parce que la loi des salaires minima n'était pas présentée à cette session.

**Des députés protestent.**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Mais oui, je suis bien renseigné. Sa démission doit prendre effet demain le 21. Ce député, l'un des vôtres, aurait démissionné à cause de la loi des contrats collectifs. Il n'était pas satisfait parce que le gouvernement ne l'avait pas adoptée à cette session.

**M. Boyer (Châteauguay):** Une autre rumeur circule à l'effet que vous abandonneriez la politique après la session.

**M. Barrette (Terrebonne):** Serait-ce le député de Montréal-Mercier (M. Thibeault)?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne sais pas de quel député le chef de l'opposition veut parler.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, oui, il a protesté contre votre bill de falsification. Vous allez tenter de passer l'autre bill en faveur des ouvriers, pour essayer de prévenir cette démission.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a pas un député de l'Union nationale qui a résigné.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il est tout de même curieux que j'aie eu la nouvelle.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que ça ne serait pas, par hasard, le député de Berthier (M. Bastien)?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non, je dis qu'une rumeur veut qu'un député des Cantons-de-l'Est ait démissionné. Ce bill est peut-être un bill de pacification.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. Quoi que puisse penser le chef de l'opposition, il n'y a pas un député du côté de l'Union nationale qui se vend ou que le gouvernement veut acheter. Le gouvernement n'est pas comme l'ancien régime, il n'achète pas de députés. Cela se faisait sous l'ancien régime, mais pas maintenant. On n'a pas le droit de faire de telles allusions. Les députés de l'Union nationale combattent dans l'intérêt public.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas dit cela. Je ne blâme pas le député de Stanstead (M. Beaudry); au contraire, je l'en félicite et il mérite des éloges pour son attitude énergique. Cela montrera au premier ministre qu'il n'est pas toujours bon de faire des farces en Chambre et que tout le monde n'aime pas ce genre-là. Je félicite ce député d'avoir eu le courage de poser un acte semblable. À tout événement, je suis heureux d'apprendre du premier ministre qu'il va nous présenter une loi extraordinaire, une super loi, je dirais une super meilleure loi. Nous allons apprendre la loi et j'espère que le premier ministre traitera les députés de cette Chambre aussi bien qu'il traite les conseillers

législatifs par nécessité. Car il est malheureux que le premier ministre ne donne pas aux députés le temps approprié pour étudier les lois. On se hâte trop. La loi que veut présenter le premier ministre sera encore une loi de précipitation.

Il aurait tout d'abord l'avantage de connaître la réaction du public et d'apporter ainsi en temps utile les correctifs nécessaires. Il suffit en effet d'une petite référence pour couper des têtes, administrativement parlant.

Je suis heureux de voir que le premier ministre s'est courbé la tête devant le Conseil législatif qui a voulu prendre le temps nécessaire pour étudier les bills. Le Conseil législatif a des droits, mais nous, les députés, nous n'avons pas ces droits.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition admettra que les libéraux du Conseil législatif sont bien supérieurs et beaucoup plus intelligents que les libéraux qui sont à la Chambre.

(Rires)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je suis heureux de voir que, par cet acte, le premier ministre trouve encore qu'il y a des libéraux qui sont bons. Évidemment, il s'agit des conseillers législatifs libéraux qui sont sympathiques au premier ministre et qui appuient les lois du gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de faire allusion à un débat qui a eu lieu à la Chambre haute. La Chambre basse est jalouse de ses prérogatives.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il n'est pas question de cela. Je ne fais pas allusion à un débat de l'autre Chambre. Un député des Cantons-de-l'Est de l'Union nationale a menacé de démissionner, s'il n'a pas démissionné.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable chef de l'opposition veut-il mettre son siège en jeu sur la foi de cette démission?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non, ça ferait trop plaisir au premier ministre. Le premier ministre est habitué à jouer sur les mots, et je ne mettrai pas mon siège en jeu, surtout avec vos trucs cousus de fil blanc. Mais je dis que j'ai de bonnes informations qui me viennent des Cantons-de-l'Est, sur cette démission.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je reçois une note de l'Orateur de la Chambre disant qu'aucun membre de cette Chambre n'a donné sa démission.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'avais pourtant reçu des nouvelles des Cantons-de-l'Est. La démission peut avoir été retirée. Dans tous les cas, je ne fais pas de paris. Je ne veux pas mettre mon siège en jeu. Je suis un pauvre homme, moi, et ça ferait de la peine au premier ministre de me voir partir. Nous n'aurions plus de beaux petits débats.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis prêt à subir cette peine pour les électeurs de Saint-Hyacinthe.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Soyez tranquille! Je connais les trucs du gouvernement et quand vous reviendrez chez nous, à Saint-Hyacinthe, on prendra garde à vous. On fera notre possible pour surveiller vos \$20. Quand vous reviendrez chez nous, vous aurez besoin d'avoir plus de \$20 que vous en aviez.

**M. Boyer (Châteauguay):** Vingt piastres, tiens, c'est le profit sur une valise!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous allons attendre le bill. Mais je demanderai au premier ministre qu'on nous le montre au moins cinq minutes avant la séance de mercredi prochain, pour pouvoir étudier la nouvelle loi qu'il veut soumettre sur les salaires minima.

Il faudrait plus de délai pour pouvoir étudier le bill. On va trop vite dans la préparation et dans la passation des lois. Il faut ensuite les corriger. Deux lois sont déjà disparues. Elles ont été tuées par le Conseil législatif. Le premier ministre va trop vite.

Je dis donc que la loi à venir va corriger la meilleure loi du monde depuis la Confédération. En tout cas, le bill de conciliation qu'annonce le premier ministre devrait arranger les petites affaires de l'Union nationale!

Je suis heureux que le premier ministre nous donne des petites vacances, nous reviendrons le voir. J'espère qu'après cette loi, la démission ne se fera plus.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Sur un ton moqueur) Les rumeurs de démission viennent toutes de la gauche où il est question de départs et de rentrée depuis quelques jours. Le

député de Saint-Hyacinthe parle de démission parce que ses amis ont fait des démarches pour qu'il démissionne en faveur de M. Godbout. On dit par exemple que M. Godbout aurait déclaré: "Je démissionnerai à la rigueur pour le député de Berthier (M. Bastien), mais non pas pour le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard)."

Le persiflage continue.

(Rires)

Le député de Berthier (M. Bastien) veut la place de M. Bouchard!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Riant) Il a raison. C'est une bonne place que celle de chef de l'opposition. Le premier ministre connaît ça.

**M. Boyer (Châteauguay):** Et vous allez la garder longtemps.

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Mais le salaire, comment divisera-t-on?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas d'objection à ce qu'on discute en dehors du bill, mais...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Dites plutôt que nous n'avons pas d'objection à ce que nous discussions en dehors du bill. C'est ça que vous voulez dire.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il faut revenir au bill. Le chef de l'opposition va perdre sa place. Il sera remplacé par M. Godbout qui veut faire démissionner un député de l'opposition. Je comprends que l'on veut faire démissionner le député de Bagot (M. Dumaine) en faveur de M. Godbout.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Alors on sera deux en Chambre, parce que moi je vais rester, vous savez.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demanderais au député de Bagot (M. Dumaine) s'il a l'intention de démissionner avant que le juge annule son élection.

**M. Dumaine (Bagot):** Je vais attendre.

**M. le président:** Article no 1.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non, non. Laissez-le parler.

**M. Dumaine (Bagot):** Je ne partirai pas si vite que cela. Je démissionnerai si le juge annule mon élection - ce qui n'est pas certain - mais il y a un "si".

Je resterai dans la politique parce que je suis encore jeune, dit-il. Si je démissionne, dit-il, ce sera au temps qui me plaira. Je ne quitterai la politique que lorsque j'en serai fatigué.

**Un député ministériel:** À quel âge?

**M. Bastien (Berthier):** Je me lève sur une question de privilège. Jamais, ni de près ni de loin, ni directement ni indirectement, comme dirait le premier ministre, je n'ai pensé à ambitionner le poste du député de Saint-Hyacinthe, et encore moins celui de l'honorable M. Godbout. Je reconnais que je n'en ai pas les capacités, je n'ai pas les qualifications voulues et je n'ai pas l'audace de certains que je vois en face de moi.

(Applaudissements à droite)

M. Godbout est bien supérieur à M. Duplessis.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Très bien! Très bien!

(Applaudissements et rires)

**M. Bastien (Berthier):** Si le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) était remplacé, le public serait peiné, car il est reconnu que le chef de l'opposition est de beaucoup supérieur au premier ministre.

Je veux parler, dit-il, sur le sujet de l'ajournement, au nom des électeurs que je représente.

(Rires)

**M. le président:** À l'ordre.

On discute encore pendant quelques minutes.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Lesdits amendements sont lus deux fois, et adoptés sur division.

**M. Beaudry (Stanstead)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 166 relatif aux conventions de paiement et or;

- bill 167 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'évaluation des propriétés nouvelles ou améliorées;

- bill 168 modifiant la loi du Barreau.

Il est ordonné que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 40 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1937 et le 30 juin 1938, et pour d'autres fins du service public, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 129, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est amendé:

a. en remplaçant l'alinéa 2 ("jj") qui commence par les mots "La Commission" et qui se termine par le mot "montant":

"jj. La commission des écoles catholiques de Montréal est autorisée à emprunter, pour les fins susdites, en sus des emprunts déjà autorisés, une somme additionnelle n'excédant pas la somme de \$3,100,000, dont \$500,000 pour combler le déficit du budget de l'année 1936-1937; \$600,000 pour équilibrer le salaire des instituteurs pour la même année; \$500,000 en vue des acquisitions, constructions, agrandissements, améliorations et modifications, travaux de confection de cours de récréation des élèves, et paiement des hypothèques et obligations ci-dessus énumérées; et \$1,500,000 pour boucler le budget de revenu de l'année scolaire 1937-1938, et par suite, à émettre des bons ou obligations pour ce montant".

b. en retranchant l'alinéa "kk".

2. L'article 4 est amendé en insérant à la suite du mot "contrats" à la ligne 2 les mots "de construction et achats de terrains et propriétés".

Aussi, le bill 161 modifiant la loi 24 George V, chapitre 101, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est amendé en remplaçant tous les mots de la ligne 10 immédiatement à la suite du mot "l'arpent"; et aussi tous les mots aux lignes 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19, par ce qui suit: "Cette évaluation comprend les granges, écuries et tous les autres bâtiments; mais ne comprend pas la maison servant d'habitation, qui devra être évaluée à part, en tenant compte seulement de sa valeur en regard de l'exploitation agricole attenante".

#### **Loi 24 George V, chapitre 101**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 161 modifiant la loi 24 George V, chapitre 101. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 129 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal. Lesdits amendements sont lus une première fois.

#### **Réouverture des usines de Chicoutimi**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 205 favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose: 1. Que nonobstant toute loi à ce contraire, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra:

a. céder de gré à gré, aux conditions qu'il déterminera, des concessions forestières qui peuvent être utiles à la réouverture ou à la construction d'usines dans la Cité de Chicoutimi et qui peuvent être nécessaires pour en assurer le maintien en opération;

b. échanger des terrains détenus par lettres patentes ou par licences de coupe de bois pour des terres publiques dont il pourra déterminer le mode et les conditions de détention;

c. autoriser le ministre des Terres et Forêts à procéder à l'expropriation de tels terrains lorsqu'il juge que leur détention est de nature à nuire à la réouverture de ces usines ou à leur maintien en opération et qu'il est impossible d'en obtenir la cession ou l'échange volontaire;

d. modifier, relativement aux concessions forestières cédées aux propriétaires de ces usines en vertu de la présente loi et à celles qu'ils peuvent déjà posséder, les règlements concernant l'octroi des licences de coupe de bois, la coupe du bois, les transferts de limites, les rentes foncières, la taxe pour la protection des forêts et ceux concernant généralement la détention de terrains provenant du domaine public et l'exploitation des bois sur ces terrains;

e. faire des compromis relativement à toute taxe, droit ou autre créance dus à la couronne;

f. entreprendre la construction ou la réfection de chemins ou de ponts lorsque la chose est jugée nécessaire à la mise en marche de ces usines et à leur bon fonctionnement;

g. faire pour les fins susdites les dépenses nécessaires.

2. Que l'expropriation prévue au paragraphe c. de la résolution précédente aura lieu conformément à la loi 1 George VI, chapitre 38.

3. Que les dépenses nécessitées par l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu; et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra décréter le paiement entier ou partiel de ces dépenses au moyen d'emprunts n'excédant pas trente ans et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par année.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quel est la nature de ce bill? Nous n'avons rien devant nous qui nous l'explique.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voici: nous n'avons pas eu le temps de faire imprimer ce bill pour la fin de la session. Pour sauver

du temps, j'espère que les explications que je donnerai seront suffisantes pour que les membres de cette Chambre votent la loi sans opposition.

La ville de Chicoutimi est un des centres de la province les plus touchés par le chômage. Il faut faire quelque chose pour aider les chômeurs de Chicoutimi. La détresse du chômage pèse sur tout le monde dans cette ville.

Il (l'honorable M. Duplessis) explique jusqu'à quel point cette ville a été atteinte par le chômage à la suite de la fermeture des usines de pulpe qui procuraient du travail à la plus grande partie de la population. Actuellement, on estime que 72 % de la population de Chicoutimi a été privée de travail. Cela arrive dans une des plus belles et des plus riches régions de la province. Autrefois, un grand nombre d'usines faisaient vivre la population. Quand elles ont fermé, des milliers de familles furent jetées sur le pavé et dans la désolation. Et, en passant, le chômage est malheureux parce qu'il provoque le découragement dans les familles.

Dans ce coin de terre, on sent qu'il y flotte une atmosphère lourde de détresse qu'il faut dissiper. Le chômage, en plus de coûter cher, paralyse et est de nature à décourager nos jeunes. Il faut faire disparaître le chômage à tout prix, non seulement pour le présent mais aussi pour l'avenir. Voilà pourquoi nous avons fait des démarches pour obtenir la réouverture des usines de Chicoutimi.

Cette population est très intelligente, car elle a envoyé à l'Assemblée législative un des députés les plus brillants. Le gouvernement actuel, avec le concours précieux du député de Chicoutimi (M. Larouche) a décidé d'ouvrir les portes de l'usine à papier à Chicoutimi. La population se reprend donc à espérer.

Récemment, j'ai rencontré un financier important qui sera à la tête d'un nouveau syndicat qui s'occupera de l'opération du moulin. Nous avons également rencontré le président de la Consolidated Paper et le président de Price Brothers, l'honorable Gordon Scot et M. Jack Price. Après des considérations sur le présent, le passé et l'avenir, il y avait de nombreux obstacles à renverser. La Consolidated et la Price Brothers détenaient 2,400,000 actions communes de la compagnie de Chicoutimi. Je leur ai demandé, dit-il, de les abandonner sans condition. Ils ont consenti. Grâce à nos démarches, la Price Brothers versera au département des Terres et Forêts \$1,400,000<sup>5</sup> d'actions communes qu'elle détenait. Nous avons donc enlevé 1,400,000 obstacles à l'ouverture du moulin.

À l'heure actuelle, deux ou trois syndicats sont intéressés à la réouverture des moulins de Chicoutimi. Ils nous ont fait des propositions. En vertu de l'un de ces projets, la compagnie nouvelle dépenserait \$4,800,000 immédiatement pour l'ouverture de l'usine.

L'homme qui est à la tête de ce syndicat peut verser tout de suite ces \$4,000,000. Il peut même verser \$25,000,000 sans que cela le fatigue. Ce ne sont pas des paroles en l'air. Avec ces argents, on rouvrira le moulin et il fonctionnera.

Le deuxième syndicat nous demande la permission de rentrer en possession des limites appartenant à la compagnie Price. Il faut que le moulin fonctionne, et cela pourra se faire par l'échange de concessions forestières et avec de la bonne volonté de la part du syndicat, à qui sera adjugée l'entreprise, et du gouvernement. Le gouvernement va voir à ce que la compagnie ait les moyens de procéder en lui assurant des limites. Il faudra aussi des chemins.

Le troisième syndicat demande au gouvernement d'abandonner sa créance de \$900,000 que l'ancienne administration de l'usine devait à la province en droits de coupe. Nous sommes disposés à y renoncer parce qu'il s'agit d'une dette non recouvrable.

L'une des compagnies intéressées, la compagnie Price, a proposé d'échanger les limites qu'elle possède en franc-alleu pour d'autres qui seront sa propriété pleine. Le projet pour autoriser le gouvernement à exproprier les limites à bois nécessaires, faire les échanges nécessaires et établir les droits de coupe ne rencontre pas nos vues. J'ai dit un non catégorique à ceux qui me l'ont proposé, mais le gouvernement est prêt à accorder un bail plus ou moins long, en gardant toutefois la propriété et le contrôle du fonds à des droits de coupe. Le gouvernement gardera le contrôle absolu des ressources naturelles de la province!

Nous avons étudié ensuite le projet d'abandon de la créance du gouvernement. Enfin quelle que soit la décision que le gouvernement prenne, notre loi donnera au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de faire face aux exigences que nécessitera l'ouverture de l'usine de Chicoutimi.

Il sera impossible de convoquer une session spéciale pour un seul projet de loi. La loi en discussion donne au lieutenant-gouverneur en conseil des pouvoirs assez étendus pour lui permettre de parer à toute éventualité. La loi concernant les usines ou moulins de Chicoutimi ne pourra être adoptée qu'à la séance de prorogation parce que le bill ne sera imprimé qu'au cours de l'après-midi.

À la prochaine session, dans les premiers 10 jours tout au plus, le gouvernement sera obligé de déposer copie de tous les arrêtés ministériels qui auront été passés concernant la réouverture du moulin.

Poursuivant sa politique, le gouvernement de l'Union nationale donne du travail au peuple. Nous avons ouvert l'usine de Chandler; nous ouvrons celle de Chicoutimi et, en terminant, je dois dire qu'avant longtemps, on pourra peut-être rouvrir les moulins du Cap-de-la-Madeleine.

**M. Drouin (Québec-Est):** Que deviendront les parts communes qui ont été abandonnées au ministère des Terres et Forêts? Voulez-vous les annuler?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas nécessaire. Avec mon fouet d'angora, je les ai fait donner au ministère des Terres et Forêts.

**M. Drouin (Québec-Est):** Qu'est-ce que le département a l'intention de faire avec ces parts?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'intention du département, c'est d'annuler les parts. Il y a \$2,600,000 d'actions communes. Le syndicat qui se chargera d'ouvrir le moulin n'aura rien à payer là-dessus, car nous avons dit aux propriétaires: "Vous allez annuler toutes les parts".

De sorte que la nouvelle compagnie va pouvoir opérer sans emprunts. C'est un acte courageux, et ceci démontre que le gouvernement de l'Union nationale ne s'en laisse pas imposer par les grandes compagnies quand il s'agit de travailler à la prospérité du peuple.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Si je comprends bien, la compagnie en faillite devait \$900,000 au gouvernement et c'était une créance privilégiée. Avec cela, le gouvernement pouvait exiger de tout prendre l'entreprise et de dire: "C'est à moi." Il aurait préféré prendre les parts, dit-il. Ces fouets d'angora, ça ne fait jamais de mal.

Mais le gouvernement décide apparemment de procéder autrement. Au lieu de prendre les limites à bois de la compagnie, il va en donner de nouvelles. Elles seront louées, je ne sais pour combien de temps, peut-être pour 50 ans, ce qui revient à peu près au même.

Et vous leur remettez leur dette et ils restent avec l'usine et tout. Ce n'est pas malin. Le gouvernement pourrait mieux se protéger.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Le projet de loi sera lu bientôt. J'espère que le député de Québec-Centre aura le courage de parler quand nous l'étudierons. Il y a \$2,600,000 de parts communes.

À l'heure actuelle, malgré ce capital de parts, si le gouvernement avait poussé l'industrie à la faillite, personne n'aurait retiré un sou, des gens auraient perdu de l'argent, les citoyens de Chicoutimi n'auraient pas été plus avancés, et la mauvaise publicité occasionnée par cette banqueroute aurait nui à l'industrie et à la ville. Les ventes forcées ne sont pas de nature à encourager des compagnies à reprendre l'exploitation d'entreprises en faillite.

Malgré cela, il y a des actions et, pour les reprendre, il aurait fallu faire des arrangements, si nous avions écouté les compagnies. On nous a demandé des compensations pour ces actions.

Nous avons dit: Non." Nous avons ajouté: "Vous allez donner vos parts et y renoncer sans condition."

Si vous êtes contre notre projet, votez contre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Qu'est-ce que ça vaut ces fameuses actions de \$2,600,000? Rien du tout. En voilà un fouet d'angora.

(Rires)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je ne me sers pas de mon fouet d'angora pour rien. Ces actions au montant de \$2,600,000 empêchaient la réouverture du moulin. Nous avons fait disparaître cet empêchement: nous les avons fait restituer au gouvernement.

Cela valait certainement quelque chose, puisque, avec ces actions, les compagnies pouvaient imposer des conditions de vente à quiconque aurait voulu rouvrir le moulin.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Mais le gouvernement a une créance privilégiée de \$900,000. C'est drôle que le premier ministre prétende que les parts valent quelque chose et que cette créance ne vaut rien.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. La créance n'est pas privilégiée.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On sait que le prix de la pâte à papier est augmenté considérablement. Il est rendu à \$22.50. C'est surtout cela qui a permis les transactions à Chandler et à Chicoutimi.



**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je remercie le chef de l'opposition de dire que la prospérité augmente depuis que nous sommes au pouvoir.

**M. Bastien (Berthier):** Oui, les usines vont marcher, mais le déficit du gouvernement va marcher aussi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Ainsi donc, le syndicat pourra ouvrir l'usine et faire vivre la population de Chicoutimi. Et, tout cela, sans qu'il en coûte un sou à la province. Et ceci me permet de signaler de nouveau la différence entre l'ancien régime Taschereau et le nouveau gouvernement.

L'ancien régime fermait les moulins. C'était fermé à Chicoutimi depuis six ans environ; depuis cinq ou six ans à Chandler, et depuis six ans aussi au Cap-de-la-Madeleine. La différence, c'est donc que l'ancien régime fermait les moulins et que, nous, nous les ouvrons.

(Applaudissements)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pendant que vous y êtes, dites donc que c'est le gouvernement libéral qui a provoqué le krach mondial. Allez-y! Allez-y!

**M. Larouche (Chicoutimi):** Je félicite le gouvernement du beau geste qu'il vient de faire pour la population de Chicoutimi. Depuis 1927, une forte proportion de la population vit sous les secours directs. Cette initiative assurera du pain à nos ouvriers qui ont été forcés d'accepter les secours directs depuis quelques années parce qu'ils n'avaient pas de travail. L'ancien gouvernement avait favorisé la fermeture de ce moulin par son imprévoyance. La petite propriété n'existe pratiquement plus à cause de la crise.

Le trust s'était emparé du moulin et le syndicat qui en avait la direction s'est trouvé paralysé. Je rappelle ici, dit-il, les démarches que j'ai eu l'occasion de faire depuis quelques mois auprès du premier ministre au sujet de ce projet, et je le remercie de m'avoir cordialement accueilli et d'avoir donné suite à ce projet. Avec la réouverture de l'usine, dit-il, la population de Chicoutimi va connaître de nouveau les jours de prospérité, et nous en remercions le gouvernement et le premier ministre.

**M. Bastien (Berthier):** L'ancien gouvernement n'est pas responsable de la situation qui existait dans ce milieu. La crise a été cause de la fermeture du

moulin parce que les États-Unis où nous trouvons notre meilleur marché pour le papier en ont absorbé beaucoup moins au cours des années de dépression.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Si le gouvernement avait poussé l'industrie à la vente forcée et à la faillite, personne n'aurait retiré un sou, des gens auraient perdu de l'argent, les citoyens de Chicoutimi n'auraient pas été plus avancés, et la mauvaise publicité occasionnée par cette banqueroute aurait nui à l'industrie et à la ville. Les actions au montant de \$2,600,000 constituent un obstacle à la réorganisation du moulin; alors, il valait mieux les faire disparaître.

**M. Bastien (Berthier):** Si le bois est trop loin des usines de Chicoutimi, cela compromettra le succès de l'entreprise. Le gouvernement va peut-être trop vite, et c'était déjà une entreprise périlleuse que celle de Chandler.

Il (M. Bastien) parle ensuite sur les prix du bois et autres sujets connexes.

**M. Duguay (Lac-Saint-Jean):** Je félicite le gouvernement avec chaleur, dit-il, et je reproche au député de Berthier ses paroles sombres. Je désire parler des manufactures dans mon comté et au nord de la province. J'espère, dit-il, que la lumière pourra se répandre partout, y compris dans le cerveau du représentant de Québec-Centre.

**M. Hamel (Québec-Centre):** Je pourrai, dit-il, éclairer le député de Lac-Saint-Jean à mesure que les événements se dérouleront, et je me réjouirai, dit-il, si le moulin est ouvert et si le projet est réellement de nature à aider la population. Mais c'est un projet qui coûte cher. Qu'on ne vienne pas nous embobiner avec des fouets d'angora comme ceux-là, car ce n'est rien de bien malin comme finance. Le gouvernement fait croire qu'il accomplit une grande œuvre en achetant \$2,600,000 de débentures qui ne valent rien, en échange de \$900,000 de droits dus à la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Embobiner, est-ce que ça fait partie de votre programme?

**M. Larouche (Chicoutimi)** ajoute quelques mots.

**L'honorable M. Dussault (Portneuf):** Le député de Berthier (M. Bastien) a dit que nous accumulons les déficits. Oublie-t-il que son

gouvernement, l'ancien régime Taschereau, a accumulé un déficit de \$95,000,000 en cinq ans? Nous, au moins, nous voulons réparer les torts causés par l'ancienne administration. Et on verra la valeur de notre législation en peu de temps.

Les résolutions sont adoptées.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je suis sympathique à la réouverture des usines de Chicoutimi. Mais, le gouvernement s'engage dans un trop grande mesure autour de ce projet. Le bill donne trop de pouvoirs au lieutenant-gouverneur en conseil, et pour cette raison, dit-il, je me verrai obligé de ne pas approuver le bill.

Je suis opposé aux blancs-seings donnés ainsi au gouvernement. Que l'on suspende le bill jusqu'à la semaine prochaine et que l'on dise en quoi exactement la province sera engagée, et je l'appuierai. Que le gouvernement spécifie les sommes nécessaires à cette entreprise.

**M. Larouche (Chicoutimi):** La loi est non seulement dans l'intérêt de Chicoutimi, mais de toute la province.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** réclame le vote.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Adopté sur division.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Terrebonne), Beaudry, Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Carignan, Chaloult, Choquette, Coonan, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Grégoire, Hamel, Jolicoeur, Labbé, Labelle,

Lafleur, Larivière, Larochelle, Larouche, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Rousseau, Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 53.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Connors, Delagrave, Dumaine, 5.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que les résolutions soient maintenant adoptées.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Terrebonne), Beaudry, Béique, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Carignan, Chaloult, Choquette, Coonan, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagnon, Grégoire, Hamel, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Larivière, Larochelle, Larouche, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Rousseau, Roy, Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon, 53.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Connors, Delagrave, Dumaine, 5.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande la permission de présenter le bill 205 favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons suspendre la séance pour quelques minutes, car il y a une sanction de bills à la Chambre haute par Sir Mathias Tellier, l'honorable Administrateur de la province, et à notre retour, nous ajournerons à 11 heures mercredi matin.

#### Messages de l'administrateur de la province:

Un message est reçu de Son Honneur l'administrateur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier de la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur l'administrateur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

#### Sanction royale<sup>6</sup>

Alors, Son Honneur l'administrateur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 12 relatif à certaines corporations subventionnées par la province;
- bill 17 autorisant toutes les corporations municipales à municipaliser l'électricité;
- bill 38 relatif à l'interprétation des lois de la province;
- bill 44 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la Cour supérieure siégeant dans le district de Rimouski;
- bill 47 assurant des salaires raisonnables aux ouvriers travaillant dans les exploitations forestières;
- bill 48 instituant la Régie provinciale de l'électricité;
- bill 49 établissant et assurant la concurrence de l'État relativement aux ressources hydroélectriques;
- bill 50 favorisant le progrès de la colonisation et le maintien des cultivateurs sur la terre;
- bill 52 facilitant les communications entre les principaux centres commerciaux de la province et

la Côte-Nord, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, réglementant les octrois à certaines compagnies de transport et remédiant au chômage;

- bill 53 relatif à l'expédition du bois à l'étranger;
- bill 54 modifiant la loi de la garde des enfants trouvés;
- bill 56 modifiant la loi des accidents du travail, 1931;
- bill 60 relatif au règlement de la question des tramways de Montréal;
- bill 78 modifiant la charte de la cité de Québec;
- bill 79 modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal;
- bill 80 modifiant la charte de la cité de Verdun;
- bill 83 rétablissant le titre de propriété de Adélard Bélanger à un certain emplacement situé à Montréal;
- bill 88 refondant la charte de la cité de Sherbrooke;
- bill 92 concernant les directeurs du fonds destiné aux veuves et orphelins des ministres du Synode de l'église presbytérienne du Canada en rapport avec l'église d'Écosse;
- bill 95 modifiant la charte de la ville LaSalle;
- bill 96 modifiant la charte de la cité de Lachine;
- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal;
- bill 108 constituant en corporation la ville de Baie-Comeau;
- bill 110 refondant la charte de la société Saint-Jean-Baptiste de Québec;
- bill 112 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;
- bill 122 concernant la Canadian Home Assurance Company;
- bill 123 constituant en corporation the Orders Sons of Italy in Canada;
- bill 124 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière;
- bill 128 concernant la succession de feu James McCready;
- bill 136 relatif aux syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi;
- bill 139 constituant en corporation la Société d'Entreprise du Canada;
- bill 140 modifiant la loi constituant en corporation La Prévoyance;

- bill 141 constituant en corporation la ville de Val-d'Or;
- bill 142 modifiant la charte de la ville de Bromptonville;
- bill 150 refondant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec;
- bill 157 détachant certains lots du district électoral de Rimouski et les annexant à la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-du-Squatec, dans le district électoral de Témiscouata;
- bill 161 modifiant la loi 24 George V, chapitre 101;
- bill 164 concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique;
- bill 167 modifiant la loi des cités et villes relativement à l'évaluation des propriétés nouvelles ou améliorées;
- bill 168 modifiant la loi du Barreau;
- bill C modifiant l'article 716 du Code municipal;
- bill D modifiant l'article 391 de la loi de l'instruction publique.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur l'administrateur de la province sanctionne ces bills."

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse à Son Honneur l'administrateur de la province, et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- bill 40 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1937 et le 30 juin 1938, et pour d'autres fins du service public.

À ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur l'administrateur de la province remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill".

Les députés reviennent à leur salle de séances.

### Ajournement

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que, lorsque

cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mercredi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 15.

### NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

2. 15 ans, selon *Le Journal* du 21 mai 1937, à la page 7.

3. Il s'agit du député d'Arthabaska (M. Gagné).

4. Lors des débats à l'Assemblée législative, plusieurs députés associent ironiquement le député de Saint-Hyacinthe (M. Télesphore-Damien Bouchard) à une histoire de valise. En fait, selon les dires de M. Maurice Duplessis, il y avait à Saint-Hyacinthe une imprimerie dans laquelle était intéressée la fille de M. Bouchard. Le député de Saint-Hyacinthe l'a ensuite achetée et mise au nom de celle-ci. Puis, il a fait acheter des valises par cette imprimerie et lui, alors qu'il était président de la Chambre, a acheté les valises de cette imprimerie au nom de sa fille avec un profit de 30 % aux dépens de la province. M. Duplessis raconte cette histoire en détail à la séance du 5 avril 1938.

5. \$2,400,000, selon *Le Soleil* du 20 mai 1937, à la page 21.

6. Il est alors 4 h 45, selon *Le Journal* du 21 mai 1937, à la page 7.

Séance du mercredi 26 mai 1937

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 11 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Explications sur des faits publiés:**

**Propos prêtés  
au député d'Athabaska**

**M. Gagné (Athabaska):** Je me lève, dit-il, sur une question de privilège.

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, je veux faire une mise au point et corriger des affirmations. Au cours de la fin de semaine, des journaux et même la radio ont lancé des rumeurs non fondées à mon sujet. Il y a particulièrement une chose qui m'a fait de la peine; c'est lorsqu'on a dit que j'étais en mauvais termes avec le premier ministre et que j'avais donné ma démission. Loin de là. Nous sommes liés depuis longtemps.

Il me fait plaisir d'annoncer à cette Chambre que j'ai une profonde estime pour le premier ministre, dont j'ai l'honneur de posséder l'amitié depuis de nombreuses années, et j'espère que nous continuerons à nous estimer. J'ai vu le premier ministre à l'œuvre; je l'ai étudié et je ne puis m'empêcher de vanter ici sa manière d'agir et son habileté. J'ai pu jauger et estimer sa force de caractère, le travail considérable qu'il accomplit et l'importance des mesures qu'il présente pour le bien général, et j'ai admiré son dévouement pour la province.

(Applaudissements)

Je ne puis faire autrement que de continuer à l'aider de toutes mes forces. Il peut compter sur moi et sur mon appui en n'importe quel temps. Je félicite le premier ministre de ce qu'il a accompli jusqu'ici et je tiens à le féliciter de s'occuper avant tout et uniquement des affaires de la province.

On a également dit en certains milieux et dans les journaux que je n'étais pas venu à la Chambre de toute la semaine dernière parce que j'étais en brouille avec le premier ministre. Cela n'est pas exact. Pour corriger l'impression que mes électeurs pourraient avoir, je leur dois de rétablir les

faits: savoir que j'ai été malade deux jours, et que les deux autres jours je suis venu au parlement, ici même à mon siège.

Je tiens à faire cette déclaration: Que cette Chambre soit donc assurée que je continuerai à donner mon appui au gouvernement de l'Union nationale. Enfin, pour rétablir aussi les faits sur une autre rumeur, je dois déclarer que je n'ai pas donné ma démission et que je n'ai pas l'intention de la donner.

(Applaudissements)

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Le canard du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) est mort.  
(Rires)

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Ça lui vaut bien un ministère.

**Loi du tourisme**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), la permission de présenter le bill 207 relatif au tourisme.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des  
salaires raisonnables**

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** demande, appuyé par le représentant de Portneuf (l'honorable M. Dussault), la permission de présenter le bill 209 des salaires raisonnables.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que la Chambre, à sa présente séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 209 des salaires raisonnables.

Adopté.

**Loi du tourisme**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un

projet de résolutions relatives au bill 207 relatif au tourisme.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'administrateur de la province<sup>1</sup> à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose:

1. Que les officiers et employés nécessaires à l'administration des matières relevant de l'Office du tourisme établi par l'article 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions pourront être nommés suivant les dispositions de la loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10A).

Adopté.

2. Que le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce pourra, sur la recommandation du directeur de l'Office du tourisme et aux conditions qu'il déterminera généralement ou pour tout cas particulier, aider au moyen de subventions les écoles de tourisme.

Adopté.

3. Que les dépenses, occasionnées au gouvernement de la province par l'application des sections II et IV de la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront payées à même le fonds consolidé du revenu, mais ne devront pas excéder cinq mille dollars par année, en outre des salaires des officiers et employés visés à la résolution 2, ces salaires ne devant pas dépasser un montant global annuel de sept mille dollars.

Adopté.

4. Que le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce pourra aider, au moyen de subventions, tout syndicat d'initiative aux conditions mentionnées à l'article 10 de la loi 23 George V, chapitre 36, tel que remplacé par la section 15 de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 207 relatif au tourisme.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose, du consentement unanime de la Chambre, que le bill 207 relatif au tourisme soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des salaires raisonnables**

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 209 des salaires raisonnables.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur l'administrateur de la province à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette)** propose: 1. Qu'un tribunal d'arbitrage en matière de salaires et conditions raisonnables de travail soit créé, sous l'empire de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sous le nom de "L'Office des salaires raisonnables"; qu'il soit composé d'au plus cinq membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil qui fixera leurs traitements et désignera parmi eux le président et le vice-président, et que l'Office subsistera en dépit de toute vacance parmi ses membres.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à nommer un secrétaire, des inspecteurs, des vérificateurs, des commis et tous autres employés nécessaires au bon fonctionnement dudit Office, à déterminer leurs fonctions et fixer leur rémunération.

3. Que ledit Office pourra prélever des employeurs professionnels visés par une ordonnance, rendue par ledit Office en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi qui accompagne les présentes résolutions, une somme n'excédant pas un pour cent des salaires payés à leurs employés; que le produit de ce prélèvement sera versé à l'Office qui en fera remise immédiatement au trésorier de la province en remboursement, jusqu'à concurrence des sommes payées par celui-ci en vertu de la résolution 4.

4. Que les traitements des membres et des employés de l'Office et toutes les dépenses que le lieutenant-gouverneur en conseil décrètera utiles à l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payés à même le fonds consolidé du revenu, et que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre du travail, pourra autoriser le trésorier de la province à verser ou à avancer à l'Office les sommes nécessaires à ces fins.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra cependant décréter le paiement entier ou partiel de ces traitements et dépenses au moyen d'emprunts, pour un terme n'excédant pas trente ans, et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par année.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je me vois obligé, fait-il remarquer, d'enregistrer ma dissidence parce qu'il s'agit de dépenses courantes que l'on veut faire payer par des emprunts.

**M. Drouin (Québec-Est):** Le ministre prévoit-il qu'il devra faire des emprunts?

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Je ne le crois pas, dit-il.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 209 des salaires raisonnables.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose, du consentement unanime de la Chambre, que le bill 209 des salaires raisonnables soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>2</sup>:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. La présente loi s'applique:

"a. à tous les salariés qui ne se sont pas prévalus ou qui ne désirent pas ou ne peuvent pas se prévaloir de la loi relative aux salaires des ouvriers (1 George VI, chapitre (insérer ici le numéro du chapitre du bill numéro 55));

"b. dans tous les cas où il est démontré à l'Office, à sa satisfaction, qu'une association de salariés ne peut s'entendre avec une association d'employeurs ou avec un ou plusieurs employeurs contractant à titre personnel, pour adopter une convention collective de travail en vertu de ladite loi relative aux salaires des ouvriers.

"Toutefois, la présente loi ne s'applique pas à l'agriculteur, au colon, au garçon de ferme et au domestique travaillant dans une maison privée."

**M. Pouliot (Missisquoi):** À la section a de l'article 2, les employés de chemin de fer ne sont pas liés par des conventions collectives et ils tombent sous le coup de la loi. Ne serait-il pas à propos de préciser, dans la loi, que les employés de chemin de fer seront protégés par les conventions que nous adoptons?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** On a voulu, par la loi, mettre tout le monde sur le même pied. C'est un mauvais principe à poser que de faire des exceptions. D'ailleurs, les employés de chemin de fer ont des salaires raisonnables.

**M. Pouliot (Missisquoi):** Je ne veux pas, dit-il, que les employés dans les chemins de fer se prévalent de cela. Que l'on fasse exception pour certains employés de chemin de fer.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La présente loi ne s'applique qu'à ceux qui ne sont pas déjà protégés par les contrats collectifs ou par les unions. Les employés de chemin de fer ont leur union.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 8 sont adoptés..

Le comité étudie l'article 9 qui se lit comme suit:

"9. L'Office peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il détermine, organiser des comités de conciliation et nommer leurs greffiers.

"Il peut, de plus, par ordonnance, à la suite d'un rapport d'un comité de conciliation ou de sa propre initiative ou lorsqu'un comité de conciliation n'a pas fait de rapport dans un délai que l'Office croit raisonnable, et même dans les cas où un comité de conciliation n'a pas été nommé:

"a. déterminer, pour des périodes de temps qu'il fixe, des territoires qu'il désigne et quant à toutes catégories de salariés qu'il indique, des salaires et heures de travail raisonnables;

"b. faire toutes enquêtes autorisées par le lieutenant-gouverneur en conseil et lui soumettre ses conclusions et suggestions relativement au travail des mineurs âgés de moins de dix-huit ans.

**M. Drouin (Québec-Est):** Je veux savoir si le lieutenant-gouverneur en conseil peut créer un comité de conciliation, même si les parties intéressées n'en demandent pas.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Oui. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra établir des comités de conciliation, même s'ils ne sont pas demandés par les personnes intéressées.

**M. Drouin (Québec-Est):** Alors, cela sera l'arbitrage obligatoire.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonneuve):** Il y a certaines régions de la province où les organismes de protection ouvrière font totalement défaut ou sont trop faibles, et où on abuse des travailleurs. L'Office, en face de ces abus et de ces travailleurs sans défense, a droit d'enquêter et de venir prohiber l'exploitation éhontée des masses travailleuses.

Une clause doit être soulignée, étant donné qu'elle vise à résoudre un sinistre problème qui s'est glissé dans les applications de la loi sur le salaire minimum des femmes. La clause se lit ainsi: "Toute vente ou cession, après le 23 mai 1937, de tout intérêt, action ou obligation à un employé dans une industrie ou un commerce exercé par son employeur

est interdite et sans effet, à moins d'être autorisée par le comité selon de telles conditions que ce dernier peut déterminer."

Le paiement d'une partie des salaires des employées en actions ou en obligations est devenu un moyen utilisé par certains employeurs pour se soustraire aux demandes de la Commission du salaire minimum des femmes. Les employeurs sont passibles d'une amende s'ils acceptent de réduire les salaires établis.

Habituellement, les dispositions pour l'application de la loi démontrent le résultat d'une expérience obtenue dans des domaines antérieurs. Il faut porter une attention particulière aux employés de moins de 18 ans. Il est à noter que, pour la première fois, les employés et les employées de bureau sont considérés, étant donné qu'il n'y a jamais eu d'efforts réels fournis dans le but de les inclure sous les anciennes conventions collectives.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il y avait auparavant, dans la province, la Commission du salaire minimum des femmes, qui fonctionnait comme elle le pouvait: elle agissait en autant que ses pouvoirs limités le lui permettaient. Nous avons décidé d'améliorer la situation des travailleurs. Le gouvernement a décidé de créer un organisme d'arbitrage pour tous les salariés afin de faire cesser un grand nombre d'abus et pour décider des salaires dans tous les cas.

Alors, nous avons formé un Office qui aura deux grands pouvoirs. Premièrement, l'Office, de sa propre initiative, ou sur demande qui lui en est faite, peut intervenir pour fixer le salaire des ouvriers et leurs heures de travail, mais toujours en tenant compte des conditions de chaque localité et aussi des conditions qui existent dans les autres provinces, afin de ne pas placer la production industrielle ou commerciale de notre province dans un état d'infériorité. Il faut tenir compte des circonstances de lieu et de temps!

Deuxièmement, des bureaux de conciliation seront formés dans chaque localité. Le tribunal d'arbitrage pourra édicter une ordonnance, même si le comité de conciliation n'a pas fonctionné. Ce sera l'autorité suprême.

Dans la province d'Ontario, on vient d'établir cette année des salaires raisonnables: on a créé un organisme appelé "Wages Board" pour s'occuper de problèmes similaires, et nous sommes impatients de collaborer. Cependant, en Ontario, on a donné presque tous les pouvoirs au lieutenant-gouverneur en conseil.



Ici, dans notre province, on institue deux mécanismes: un organisme supérieur qui décide en tenant compte de toutes les conditions générales de la province et des intérêts généraux, et des comités d'arbitrage qui enquêtent dans les cas particuliers, se rendent compte *de visu*, par les intéressés eux-mêmes des conditions locales. Ces bureaux de conciliation feront des enquêtes et enverront leurs rapports à l'Office qui les transmettra finalement au gouvernement. L'Office, lui, tient compte des conditions générales et des intérêts généraux de la province et rend une ordonnance appropriée. Nous jugerons enfin.

C'est la première loi aussi bonne depuis la Confédération. C'est donc la première fois dans son histoire que la province est dotée d'un organisme aussi malléable, flexible et pratique, qui va permettre de remédier à une foule d'injustices. Le gouvernement prend les moyens les plus souples pour résoudre le problème de l'augmentation des salaires.

Nous voulons que les ouvriers aient au moins les mêmes salaires que ceux des autres provinces. Ainsi on constate que dans un bon nombre de cas, les mêmes maisons d'affaires paient pour le même genre de travail, dans les mêmes conditions, des salaires inférieurs aux ouvriers de Québec, comparés aux salaires payés en Ontario. Un tel organisme relèvera donc les salaires qui sont plus bas ici que dans la province d'Ontario.

L'organisme pourra aussi établir des heures de travail raisonnables. L'ancien gouvernement n'a jamais pensé à créer un organisme général pour venir en aide aux petits, aux malheureux qui sont placés dans l'impossibilité de réclamer justice, car l'ancien régime était toujours à quatre pattes devant les trusts. Nous avons voulu faire une loi qui établisse la justice et pour le salarié et pour le patron, qui soit la sauvegarde des salariés qui ne peuvent s'organiser.

En formant des bureaux de conciliation, nous formons des bureaux d'enquêtes supplémentaires. Ce sera l'Office central qui aura le contrôle sur tout. Conséquemment, l'arbitrage obligatoire n'existera pas. Le gouvernement, suivant sa promesse, préserve donc le capital humain.

**M. Drouin (Québec-Est):** Les comités de conciliation sont sûrement une bonne chose. Il y a une bonne chose qui m'étonne, c'est la liberté de former des comités, même si les deux parties intéressées n'en demandent pas.

Il cite l'article 9: "L'Office peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et

aux conditions qu'il détermine, organiser des comités de conciliation et nommer leurs greffiers.

"Il peut, de plus, par ordonnance, à la suite d'un rapport d'un comité de conciliation ou de sa propre initiative ou lorsqu'un comité de conciliation n'a pas fait de rapport dans un délai que l'Office croit raisonnable, et même dans les cas où un comité de conciliation n'a pas été nommé:

"a. déterminer, pour des périodes de temps qu'il fixe, des territoires qu'il désigne et quant à toutes catégories de salariés qu'il indique, des salaires et heures de travail raisonnables;

"b. faire toutes enquêtes autorisées par le lieutenant-gouverneur en conseil et lui soumettre ses conclusions et suggestions relativement au travail des mineurs âgés de moins de dix-huit ans."

Il n'en demeure pas moins vrai que l'Office peut former des bureaux de conciliation, sans qu'on ne le demande. Alors, cela revient à former un arbitrage forcé. Je n'en veux pas cependant.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Il ne peut pas y avoir d'arbitrage obligatoire; ce sont là deux termes qui se contredisent. Nous voulons procéder avec diligence. Nous demandons le consentement des deux partis. Si l'un des deux fait défaut, rien ne peut se faire. Nous avons toutefois mis dans la loi une clause décrétant que l'Office pourra décréter les heures de travail et fixer le taux des salaires pour prévoir le cas où, pour des raisons d'ordre matériel ou autre, un comité de conciliation ne pourrait pas se former. Cela arriverait, par exemple, dans des endroits trop éloignés où il faudrait se prononcer tout de suite pour régler les salaires des travailleurs.

Nous voulons la célérité dans l'application de la loi et on peut être assuré que l'Office sera composé d'hommes compétents qui auront à leur disposition des comités de conciliation capables de se rendre étudier sur place les conditions de travail. Il ne s'agit aucunement d'arbitrage obligatoire, mais c'est tout simplement un bureau qui a le devoir et le pouvoir d'obliger à payer des salaires raisonnables.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai écouté avec intérêt le petit boniment du chef du gouvernement. Le premier ministre n'a pas manqué, encore une fois, de salir et de diminuer l'ancien gouvernement selon son habitude. Il me fait penser aux oiseaux de marais malades qui ne peuvent prendre leur envolée sans salir l'endroit où ils étaient tombés. Il est étrange de l'entendre dire que l'ancien gouvernement Taschereau n'a pas eu le courage de passer des lois sociales pour aider les ouvriers.

Eh bien! Je dis que la loi actuelle n'est que la continuation et le développement de la loi du salaire minimum des femmes passées sous notre administration. Et je rappellerai au premier ministre que l'ancien gouvernement combattait les trusts avec beaucoup plus d'efficacité que le gouvernement actuel. L'ancien gouvernement avait passé cette loi contre le désir des trusts.

Il a également combattu les trusts avec la loi de compensation des accidents du travail, qui a été passée à la demande des groupements ouvriers, en dépit des objections des trusts. C'est encore l'ancien gouvernement qui a donné à la province la loi des contrats collectifs. Cette loi des contrats collectifs a toujours été combattue par les trusts et les monopoles.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
... surtout par le député de Saint-Hyacinthe!

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est encore une fausseté! Quand le premier ministre fait cette déclaration, il dit une chose contraire à la vérité. Je ne me suis jamais opposé à cela. L'ancien gouvernement libéral a été le premier dans tout l'univers, à l'exception de la Russie, je crois, à donner la loi des contrats collectifs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Comment, le chef de l'opposition qui cite la Russie?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui! Ils ont le contrat collectif en Russie et, avec votre système, vous nous menez vers le communisme en nous enlevant la liberté de parole à la Chambre. Si vous voulez, je vais dire que vous vous conduisez comme les dictateurs de là-bas qui étouffent la liberté de parole.

En terminant, je dois déclarer que je ne m'objecte pas à cette loi parce qu'elle n'est que le développement de la loi du salaire des femmes qui avait été insérée dans nos Statuts par l'ancien gouvernement. Bref, vous ne faites que marcher sur les traces de l'ancien gouvernement.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je prends la dernière partie du discours du chef de l'opposition. Comment peut-il y avoir tant de contradiction dans un discours? Il a dit que nous marchions sur les traces de l'ancien régime. Et avant, il a fait la revue des œuvres de son gouvernement, et il a dit ensuite que nous ressemblions à des "oiseaux de marais partis dans la boue".

(Rires et applaudissements dans les galeries)

Donc, on est parti sur la boue de l'ancien gouvernement libéral pour s'élever à des hauteurs que le chef de l'opposition ne peut atteindre. Le chef de l'opposition aime mieux les oiseaux qui volent quand, nous, nous aimons mieux ceux qui planent!

Il a parlé de la Russie. Quelle injure que de comparer la province de Québec à la Russie. En Russie, c'est l'athéisme qui fait plaisir au chef de l'opposition, et ici, c'est le catholicisme qui fait la gloire et la grandeur de la province de Québec. En deux minutes, il a résumé les œuvres de son parti pendant 40 ans. Nous, nous accomplissons avec cette loi en neuf mois ce que l'ancien régime n'a pas voulu faire en 40 ans.

Le député de Saint-Hyacinthe a parlé des contrats collectifs; au comité des bills privés, je l'ai entendu s'opposer à ces contrats. Le chef de l'opposition, qui a toujours combattu les contrats collectifs...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est faux encore. Je nie avoir été contre les contrats collectifs. Vous dénaturez mes paroles. On ne peut trouver dans les records aucun vote ou aucun acte du député de Saint-Hyacinthe démontrant qu'il a combattu les contrats collectifs.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
C'est lui-même qui a provoqué des troubles à Saint-Hyacinthe en voulant que les ouvriers ne soient pas mieux payés?

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est absolument faux. Vous dites encore une autre fausseté. Il y a eu trois grèves à Saint-Hyacinthe et elles ont été réglées, à la demande des patrons et des ouvriers eux-mêmes, par votre humble serviteur à la satisfaction des deux parties en cause. C'est ça, la vérité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
(Continuant à taquiner le chef de l'opposition) Il est notoire à Saint-Hyacinthe que vous êtes opposé aux bons salaires, déclare-t-il. Tout le monde sait les salaires que le chef de l'opposition paie à ses employés. Ce n'est pas très brillant. Le chef de l'opposition ne devrait pas venir vanter les exploits de l'ancien régime.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est pour ça que je suis toujours réélu maire. Le premier contrat collectif a été signé par moi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Le député de Saint-Hyacinthe a payé des salaires de \$0.10 et \$0.12 de l'heure.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est absolument faux. Le premier ministre continue à administrer la province avec des mensonges.

Je le défie de prouver que j'ai jamais employé un homme à \$0.10 ou \$0.15 de l'heure. J'ai poursuivi ceux qui l'ont dit et ils ont été condamnés.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande au chef de l'opposition de retirer ses paroles. Il a dit: "C'est faux" et ce n'est pas parlementaire.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est à vous de retirer ce que vous avez dit d'abord.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le chef de l'opposition ne veut pas respecter son comté, qu'il respecte au moins la charge qu'il a assumée de représenter le Parti libéral en cette Chambre. Qu'il retire ses paroles.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Commencez par respecter la charge de premier ministre. M. le président, je demande que le premier ministre retire les affirmations mensongères et calomnieuses à l'endroit du député de Saint-Hyacinthe. Je n'ai pas d'objection à me conformer aux règlements, à condition que je ne sois pas un ilote en cette Chambre. Que le premier ministre s'y conforme lui aussi!

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition doit retirer les mots "faux" et "mensonges".

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** Le chef de l'opposition est assez vieux parlementaire pour savoir que le terme "faux" n'est pas admis dans aucun Parlement britannique. Je lui demande donc de retirer ces paroles.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas d'objection à retirer mes paroles, pourvu que le premier ministre observe lui-même les règlements et qu'il retire ce qu'il a dit de blessant à mon égard.

**M. le président:** Pour le bon maintien de la Chambre, l'honorable premier ministre doit accepter la parole du député de Saint-Hyacinthe qui nie avoir jamais payé des employés \$0.10 de l'heure.

D'autre part, le chef de l'opposition s'est servi d'expressions non parlementaires, et il doit retirer les mots "mensonges et calomnie" que le premier ministre juge offensants.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Alors, M. le président, je me conforme à votre décision. Je retire mes paroles.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre, lui?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je retire ce que j'ai dit de blessant à l'égard du chef de l'opposition. Sous l'ancien régime, on avait une législation sociale arriérée, des salaires de famine et des ministres directeurs de compagnie. L'ancien régime fit son possible pour que la loi des contrats collectifs devienne inopérante, alors que le gouvernement actuel a amélioré les conditions dans toutes les sphères de l'activité humaine et sociale. Sous l'ancien régime, c'était le développement du mal; aujourd'hui, c'est le développement du bien.

Il y a, dans la présente loi, une clause importante que je veux signaler à l'attention de la Chambre. Autrefois, le salaire était fixé. Il arrive fréquemment que des employeurs jettent de vieux employés dehors parce que ces derniers, ayant pris de l'âge, gagnent trop cher. On les remplace alors par des gens sans expérience, mais que l'on paie moins cher ou on les réengage à des salaires moindres. Nous voulons que cet abus cesse. Un article empêche donc les employeurs de congédier des employés parce qu'ils gagnent un salaire assez élevé.

Nous disons que tout employeur qui congédie un employé sans raison, pour le réengager à un salaire moindre, est coupable. Désormais, les employés qui seront ainsi jetés dehors pourront se plaindre à l'Office, et nous demanderons enquête dans leur cas: l'employé pourra poursuivre le patron et prouver simplement qu'il retirait tel salaire. Le patron, lui, devra prouver qu'il a congédié son employé pour telle raison. S'il n'y a rien contre eux, les patrons seront châtiés et les ouvriers rétablis.

(Applaudissements)

Un des grands avantages de la loi est renfermé dans l'article 34. Cet article empêche les employeurs de vendre à leurs employés des actions de leur compagnie, à moins d'avoir le consentement de l'Office des salaires raisonnables. Les patrons contournaient la difficulté des contrats collectifs en payant leurs hommes avec des actions.

Je félicite, dit-il, le ministre du Travail (l'honorable M. Tremblay), le meilleur que la province n'ait jamais eu.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** C'est pour ça que vous ne le laissez pas expliquer ses lois?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est lui-même qui me l'a demandé. Il est trop humble et la justice m'oblige à dire ses mérites.

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre ne pratique pas la même humilité.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La loi des conventions collectives décrète que les employés doivent être payés en argent.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne s'agit pas de cela.

L'article 9 est adopté.

Les articles 10 à 38 sont adoptés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours<sup>3</sup>.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 57 modifiant la loi des assurances de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 42 modifiant la loi des mines de Québec;
- bill 58 relatif au règlement équitable des questions concernant les meilleurs intérêts de la province et des sulpiciens;
- bill 62 relatif à la réouverture de l'usine de Chandler;
- bill 64 relatif au congrès du parler français de 1937, au salaire des instituteurs ruraux et à la question éducationnelle en général;

- bill 65 abrogeant la loi 22 George V, chapitre 41 et ses amendements;
- bill 66 relatif à l'enseignement agricole;
- bill 67 modifiant la loi des produits laitiers;
- bill 69 modifiant la loi 23 George V, chapitre 2;
- bill 71 modifiant la loi électorale de Québec;
- bill 72 garantissant l'indépendance de la Commission des liqueurs de Québec;
- bill 73 relatif à la Corporation du pont du lac Saint-Louis;
- bill 74 modifiant la loi 25-26 George V, chapitre 9;
- bill 200 modifiant la loi de la chasse;
- bill 201 favorisant l'exploitation des gisements de fer titané;
- bill 203 abrogeant l'article 638 du Code civil;
- bill 204 relatif aux écoles techniques.

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 61 modifiant les pouvoirs accordés au lieutenant-gouverneur en conseil par les régimes antérieurs au 25 août 1936, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 10 comme article 10a.

10a. La section 14 de la loi des dettes et emprunts municipaux (Statuts refondus, 1925, chapitre 111) telle que modifiée par la loi 18 George V, chapitre 39, section 3, est de nouveau modifiée:

a. en y ajoutant après les mots "lieutenant-gouverneur en conseil" dans l'avant dernière ligne du premier alinéa les mots "ou le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, selon le cas";

b. en y ajoutant après les mots "au lieutenant-gouverneur en conseil", dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, les mots "ou le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, selon le cas".

2. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 14 comme article 14a.

14a. L'article 246 de la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1925, chapitre 133), tel que modifié par la loi 18 George V, chapitre 35, section 1, est de nouveau modifié:

a. en y ajoutant après les mots "lieutenant-gouverneur en conseil", dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa, les mots "ou le

ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, selon le cas".

3. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 24 comme article 25:

"25. L'article 3 de la loi 22 George V, chapitre 2 est remplacé par le suivant:

"3. Le ministre du Travail et le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce peuvent autoriser le trésorier de la province à avancer et à payer à même le fonds consolidé du revenu de la province, sur les certificats du ministre du Travail, les montants que la province de Québec pourra être appelée à verser en vertu de la convention mentionnée à l'article 2 de la présente loi".

4. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 25 comme article 26:

"26. L'article 3 de la loi 23 George V, chapitre 2 est remplacé par le suivant:

"3. Le "lieutenant-gouverneur en conseil" peut autoriser le ministre du Travail à conclure avec le gouvernement du dominion toutes conventions ayant pour objet de remédier au chômage. Le ministre du Travail et le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce peuvent également conclure avec les municipalités de la province de telles conventions".

5. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 26 comme article 27:

"27. L'article 6 de ladite loi est modifié en remplaçant les mots "lieutenant-gouverneur en conseil peut", dans les quatrième et cinquième lignes du paragraphe 2, par les mots "ministre du Travail et le ministre des Affaires municipales de l'Industrie et du Commerce peuvent".

Aussi, le bill 68 sauvegardant les droits de la colonisation, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 3 est amendé en ajoutant à la ligne 7 après le mot "ministre" les mots "de la colonisation".

2. L'article 5 est biffé.

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 27 relatif à la Commission des écoles catholiques de Montréal, avec les amendements suivants qu'il prie d'agréer:

1. Les articles 1, 2, 3 et 4 sont remplacés par les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7., 8 et 9 suivants:

"1. La Commission des écoles catholiques de Montréal continue à former une corporation avec la juridiction, pour fins scolaires catholiques, qui lui est actuellement attribuée par les diverses lois qui la régissent, sujet aux modifications explicites de la présente loi. Cette commission est formée de neuf membres nommés comme suit:

"a. trois par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont un doit être de langue anglaise;

"b. trois par l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal;

"c. trois par le comité exécutif de la cité de Montréal, dont un doit être de langue anglaise;

"Le quorum de la Commission est de cinq membres.

"2. Toutes les qualifications requises pour être membre de la Commission des écoles catholiques de Montréal sont les suivantes:

1° Être catholique romain;

2° Être domicilié dans la cité de Montréal et contribuable de cette cité;

3° Posséder les autres qualifications jugées utiles par l'autorité qui fait la nomination.

"3. Un conseil pédagogique est institué, formé d'au plus vingt membres, tous catholiques romains, nommés par la Commission des écoles catholiques de Montréal, sur la recommandation préalable de l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal. Le quorum de ce conseil est celui que détermine la Commission.

"Ce conseil pédagogique a les pouvoirs qui lui sont attribués par la Commission.

"Il exerce ses attributions sous la surveillance de la Commission des écoles catholiques de Montréal et de l'archevêque de l'archidiocèse de Montréal.

"4. La Commission des écoles catholiques de Montréal choisit parmi ses membres une personne pour agir comme président général, dont le traitement annuel fixé par la Commission ne doit pas excéder trois mille dollars.

"Le président général a pour fonction de présider les réunions de la Commission et, en outre de son vote comme membre de cette Commission, il a un droit de vote prépondérant en cas d'égalité de voix.

"La Commission nomme durant bon plaisir un secrétaire général qui est en même temps trésorier et dont le traitement ne doit pas excéder sept mille cinq cents dollars par année.

"Le secrétaire général est d'office secrétaire du conseil pédagogique et il a tous les devoirs et attributions qui sont conférés par la loi de l'instruction publique aux secrétaires-trésoriers des commissions scolaires, sujet aux dispositions de la présente loi.

5. Les membres de la Commission des écoles catholiques de Montréal et du conseil pédagogique sont nommés pour trois ans.

"Les premières nominations devront être faites par les autorités compétentes avant le 1<sup>er</sup> juillet 1937 et, par la suite, toute nomination comme membre de la Commission ou du conseil pédagogique doit être faite dans les quinze jours de la vacance.

"6. Le maire non plus que les membres du comité exécutif et les échevins de la cité de Montréal ne peuvent être nommés membres de la Commission ni du Conseil pédagogique.

"7. Les membres actuels de la Commission des écoles catholiques de Montréal, y compris le président général, demeureront en fonction jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1937 alors qu'ils seront remplacés par les personnes qui seront nommées conformément à la présente loi.

"Les commissions administratives et pédagogiques continuent à exercer leurs juridictions et pouvoirs respectifs jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1937, et les membres qui en font partie demeureront en fonction jusqu'à cette date.

"8. Dans toutes lois, arrêtés ministériels, règlements, résolutions ou ordonnances, conventions, engagements ou actes publics se rapportant aux écoles catholiques de Montréal, dans lesquels sont employés les mots "bureau central" pour désigner le bureau central des écoles catholiques de Montréal", ces mots signifient "La Commission des écoles catholiques de Montréal"; et également les mots "commission de district" ou "la Commission pédagogique de la Commission des écoles catholiques de Montréal" désignent "le Conseil pédagogique de la Commission des écoles catholiques de Montréal".

"9. La loi 18 George V, chapitre 50; les articles 6, 7, 8, 9 et 10 de la loi 7 George V, chapitre 28; les sections 6 et 7 de la loi 19 George V, chapitre 46; les sections 2, 4 et 5 de la loi 20 George V, chapitre 58, et la section 3 de la loi 22 George V, chapitre 60, sont abrogés.

"Toutes les dispositions des lois générales ou spéciales incompatibles avec les dispositions de la présente loi sont abrogées et toutes les autres dispositions des lois générales ou spéciales qui ne contreviennent pas, directement ou indirectement, avec celles de la présente loi demeurent en vigueur."

#### **Droits de la colonisation**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 68 sauvegardant les droits de la colonisation. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Pouvoirs du lieutenant-gouverneur**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 61 diminuant les pouvoirs accordés au lieutenant-gouverneur en conseil par les régimes antérieurs au 25 août 1936. Lesdits amendements sont lus une première fois.

#### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 27 relatif à la Commission des écoles catholiques de Montréal. Lesdits amendements sont lus une première fois.

#### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

La Chambre prend en considération la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 129 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Comité des privileges et élections**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose que le président du comité des privilèges et élections reçoive instruction de convoquer sans délai ledit comité et que ce comité soit autorisé à assigner des témoins et à faire produire tous documents, lettres ou autres papiers, pour s'enquérir de tous faits relatifs à la démission de M. Gagné, député de la division électorale d'Arthabaska et des raisons pour lesquelles le siège de ladite division n'a pas été déclaré vacant conformément aux dispositions des Statuts refondus de 1925.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je soulève immédiatement un point d'ordre. Il y a sur l'ordre du jour une motion qui a été communiquée aux journaux en fin de semaine. Cette motion est évidemment hors d'ordre pour plusieurs raisons. Tout d'abord, en vertu des règlements de cette Chambre, le comité des privilèges et élections ne peut être constitué que pour enquêter et entendre des témoins sur des questions électorales. Or, il ne s'agit pas dans le présent cas d'une affaire d'élections, mais de la prétendue démission d'un député.

Deuxièmement, on n'a pas le droit de n'avoir pas confiance en la parole d'un député. Or, ce député, le député d'Arthabaska (M. Gagné), a nié avoir démissionné. C'est clair. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de mettre en doute dans une motion la parole d'un membre de cette Chambre. Même s'il met en doute la parole d'un collègue, il n'a pas le droit de mettre en doute celle de l'Orateur, et l'Orateur de cette Chambre a déclaré n'avoir pas reçu cette démission.

J'invoque le Règlement qui veut qu'on accepte la parole d'un député, et je dis que c'est indigne de douter de la parole de l'Orateur qui s'acquitte de ses fonctions d'une façon digne et impartiale. L'article 156 du Règlement dit que "toute démission doit être soumise à l'Orateur." Au nom du gouvernement et de la province, je proteste contre l'insinuation perfide que comporte cette motion à l'égard du président de cette Chambre. Je crois me faire l'interprète de la province en rendant hommage à l'Orateur et au député d'Arthabaska (M. Gagné).

Pourquoi présenter de telles motions à la dernière minute? Le chef de l'opposition n'a pas le droit de présenter des motions à propos de tout et de rien. J'ai bien entendu dire, par exemple, que l'on avait fait de belles offres au député de Verchères (M. Messier) pour qu'il cède son siège à M. Godbout; ce sont des motions basées sur des oui-dire. J'ai bien entendu dire qu'il a refusé, demandant d'être nommé sénateur, mais je n'en parlerai pas.

(Rires)

Nous pourrions bien faire une motion pour demander ce qu'il y a de vrai dans les rumeurs...

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je soulève, dit-il, un point d'ordre. Toutes ces questions sont étrangères à la motion en discussion et ce n'est pas conforme à la vérité.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je pourrais parler des offres faites au député de Bagot (M. Dumaine) pour lui faire céder son siège à M. Godbout, mais je n'en parlerai pas, dit-il.

**M. Dumaine (Bagot):** Jamais aucune proposition dans ce sens ne m'a été soumise. Si jamais je cède mon siège à mon chef, poursuit-il, je le ferai sans promesse.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

J'accepte la parole du député de Bagot (M. Dumaine), et le chef de l'opposition devrait faire comme moi et accepter la parole du député d'Arthabaska (M. Gagné) et accepter la parole de l'Orateur.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le député d'Arthabaska peut avoir donné sa démission et il peut l'avoir retirée. Je dis de plus que ma motion se rapporte à une question purement électorale. Je vais vous lire des Statuts disant que le cas du député d'Arthabaska relève du comité des privilèges et élections. Il lit. Mes informations sont à l'effet que le député d'Arthabaska a démissionné le 21 mai en présence de deux témoins.

**M. l'Orateur:** Le chef de l'opposition n'a pas le droit de discuter en dehors du point d'ordre soulevé par le premier ministre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Si cette démission a été remise, l'Orateur aurait dû déclarer le siège d'Arthabaska vacant.

**M. l'Orateur:** L'Orateur est le seul qui doit recevoir les démissions des députés, et jamais je ne l'ai reçue du député d'Arthabaska; jamais je n'en ai eue en ma possession et, à ma connaissance, il ne l'a jamais donnée.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, c'est cela que je veux établir. Je veux dire qu'il a démissionné et qu'il se peut que sa démission ait été interceptée.

**Des députés protestent.**

**L'honorable M. Gagnon (Matane):** C'est une aggravation d'injure. Le chef de l'opposition lance des insinuations contre l'Orateur en insinuant que cette lettre aurait été interceptée, si lettre il y a eue. Il doit respecter la décision de l'Orateur.

**M. l'Orateur:** Que le chef de l'opposition s'en tienne à la décision rendue. Si une démission a été donnée et qu'elle ne m'a pas été communiquée, cela n'intéresse aucunement la Chambre, car la démission n'est légale qu'en autant qu'elle parvienne

à l'Orateur. Si la lettre de démission a été interceptée, le seul à s'en plaindre serait le député d'Arthabaska (M. Gagné). Je répète que la démission ne m'a pas été remise.

La motion du député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) est irrégulière. Je maintiens, dit-il, le point d'ordre.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'en appelle de la décision de M. l'Orateur.

**M. l'Orateur:** Appelez les membres.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Auger (Gatineau), Auger (Montréal-Saint-Jacques), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Beaudry, Béïque, Bélanger, Bellemare, Bertrand (Saint-Sauveur), Bilodeau, Boiteau, Boyer, Castonguay, Coonan, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duplessis, Dussault, Élie, Fisher, Fleury, Gagné, Gagnon, Jolicoeur, Labbé, Labelle, Lafleur, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Roy, Sauvé (Beauharnois), Taché, Tardif, Tellier, Thibeault, Tremblay, Trudel, Vachon., 50.

**Contre:** MM. Bastien, Bouchard, Bouthillier, Casgrain, Delagrave, Drouin, Dumaine, Grégoire, Hamel, Messier, 10.

(Le vote du député de Québec-Est (M. Drouin), du député de Québec-Centre (M. Hamel) et du député de Montmagny (M. Grégoire) est salué par des risées de la part des ministériels).

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est maintenue.

#### **Pouvoirs du lieutenant-gouverneur**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, du consentement unanime, que la Chambre prenne en considération la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 61 diminuant les pouvoirs accordés au lieutenant-gouverneur en conseil par les régimes antérieurs au

25 août 1936. Lesdits amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Suspension des travaux**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que cette Chambre suspende ses travaux jusqu'à 3 heures.

Adopté.

La séance est suspendue à 1 heure.

#### **Reprise de la séance à 4 h 45<sup>4</sup>**

#### **Questions de privilège:**

##### **Chômage dans la région de Montréal**

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** J'aurais voulu demander l'ajournement de l'Assemblée pour traiter la question du chômage à Montréal et des moyens propres à y remédier. Je comprends que je ne suis peut-être pas dans l'ordre pour discourir sur pareille question, en ce moment-ci, mais, avec le consentement unanime de la Chambre, je voudrais attirer son attention sur le problème du chômage à Montréal. Cette question n'a pas été traitée comme elle aurait dû l'être. La ville de Montréal se trouve ainsi placée dans une très mauvaise position.

Le gouvernement provincial, avec la coopération du gouvernement fédéral et des autorités municipales, devait exécuter des travaux publics. Comme l'a déclaré, pas plus tard qu'hier, l'échevin M. Alderman Jeannotte, membre du comité exécutif de Montréal, devant une nombreuse délégation de chômeurs réunie au Champ de Mars, il y aurait beaucoup de travaux urgents à faire, mais l'argent manque. M. Jeannotte a insisté pour dire qu'il fallait exécuter ces travaux qui remédieraient au problème du chômage par la même occasion.

Or, les fonds affectés aux travaux de chômage, l'automne dernier, sont pratiquement épuisés. Il y a cependant beaucoup à faire encore et les travaux resteront suspendus, faute d'argent. Le Jardin botanique menace de rester incomplet à cause



de cela, et les travaux à l'île Sainte-Hélène sont au ralenti, et la même chose à l'Université de Montréal. Les rues sont dans un état déplorable dans la cité. Et la ville elle-même n'a pas l'argent voulu pour entreprendre les travaux nécessaires dans ses rues.

Cependant, les députés sont assiégés de demandes chaque jour et, dans certains endroits où l'on travaille à moitié du temps, comme à l'île Sainte-Hélène, les ouvriers ne reçoivent que \$8 à \$9 par semaine parce que le travail est au ralenti. C'est une somme manifestement insuffisante pour faire vivre convenablement une famille. Les chômeurs sont anxieux de travailler, mais ne peuvent obtenir de l'emploi.

Le gouvernement de la province a donné l'argent nécessaire pour le crédit agricole dans les campagnes; il a trouvé de l'argent pour donner aux communautés religieuses, pour donner des octrois aux compagnies de navigation dans le Bas-Saint-Laurent, pour la colonisation, pour la construction des chemins mais, à notre sens, il n'a rien donné à la ville de Montréal.

Quelles mesures le gouvernement compte-t-il prendre pour remédier au chômage à Montréal, quels travaux entend-il entreprendre?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

Je n'ai pas d'objection, malgré que pareille discussion soit en ce moment hors d'ordre sur toute la ligne, à ce que le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) expose les besoins de Montréal, pourvu qu'il reste dans les limites de la question du chômage. Mais s'il veut parler de la politique générale du gouvernement dans les autres domaines, s'il veut discuter le programme du gouvernement sur lequel il a été élu avec l'appui du premier ministre qu'il a sollicité, je crois que pareil sujet devrait être discuté ailleurs, et nous le discuterons. Car sur ce point, nous sommes toujours prêts à le rencontrer, mais en respectant les règlements de la Chambre. En attendant, je demanderais au député de rester dans les limites du débat, dans les limites qu'il s'est tracées lui-même au début en demandant la permission à la Chambre.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Je regrette de m'être écarté un peu du sujet. Je n'ai pas d'objection à discuter la chose ailleurs et nous la discuterons. Nous réglerons ces choses en temps et lieu! (Émoi)

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça s'est déjà réglé à la mairie et ça peut se régler encore ailleurs. (Rires)

**M. Boyer (Châteauguay):** C'est ça, assoyez-vous.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Je vais m'en tenir aux limites de la discussion. Je ne crains pas de dire que nous n'avons pas eu dans Montréal ce qu'on pourrait appeler: avoir justice.

**M. Boyer (Châteauguay):** À l'ordre! Qui n'a pas donné justice?

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** J'ai dit tout à l'heure que j'allais m'occuper seulement de la question de Montréal. Si le député de Châteauguay veut s'occuper de Châteauguay, je ne passerai pas par Châteauguay et je vais m'occuper des affaires de Montréal, mais que le député de Châteauguay reste dans Châteauguay.

**M. Boyer (Châteauguay):** Tant mieux.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** D'ailleurs, quand le temps sera venu, je n'aurai pas peur d'aller dans Châteauguay et ailleurs pour dire ce qui en est et ce que je pense.

**M. Boyer (Châteauguay):** Moi non plus. Quand vous voudrez venir m'y rencontrer, j'y serai. Nous aurons l'occasion de nous revoir bientôt!

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** N'importe où où vous voudrez!

**M. Boyer (Châteauguay):** Nous sommes prêts à vous rencontrer n'importe où et n'importe quand, à Châteauguay comme ailleurs, je suppose?

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Et, si vous voulez, pourquoi pas tout de suite!

**M. Boyer (Châteauguay):** Bien sûr! Tout de suite!

**Un journaliste de la Tribune:** Pour qui tu gages?

(Pâle et les sourcils froncés, M. Rochefort quitte sa place et se dirige vers M. Boyer. De son côté, M. Boyer enlève diligemment ses lunettes et se lève pour faire face à l'adversaire. Mais, M. Théophile Larochelle, député de Lévis, s'interpose et glisse son fauteuil entre les deux députés. M. Larochelle met alors fin à l'incident en tapant

amicalement sur l'épaule de M. Rochefort et le convainc de retourner à son siège.

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Je regrette infiniment, M. l'Orateur...

**Des voix:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. l'Orateur:** J'ordonne, dit-il, la cessation immédiate du débat. Je n'avais pas d'objection à laisser parler le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort), bien que sa question de privilège fût hors d'ordre. Mais comme les choses viennent de prendre une étrange tournure et donnent lieu à des scènes désagréables, je déclare le débat hors d'ordre et je demande à l'honorable député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort) de reprendre son siège.

**M. Rochefort (Montréal-Sainte-Marie):** Je veux, dit-il, continuer mes remarques.

**M. l'Orateur:** Je vous ordonne, dit-il, de cesser et je maintiens ma décision.

**L'honorable M. Tremblay (Maisonnette):** Je suis prêt à répondre quelques mots aux assertions faites par le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Rochefort).

**M. l'Orateur:** L'incident est clos.

#### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

**L'honorable M. Dussault (Portneuf)** propose, du consentement unanime, que la Chambre prenne en considération la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 27 relatif à la Commission des écoles catholiques de Montréal.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lorsque ce bill, après avoir passé par la Chambre, est allé au Conseil législatif, on lui a fait certaines représentations. C'est le gouvernement qui a proposé ces amendements. Il a alors communiqué avec les autorités épiscopales de Montréal, car la politique du gouvernement en matière éducationnelle est d'obtenir l'opinion et l'assentiment des autorités religieuses: j'ai demandé l'opinion de l'archevêque-coadjuteur de Montréal sur cette question. Son Excellence Mgr Deschamps m'a répondu que Son

Excellence Mgr Gauthier était absent, mais qu'il téléphonerait. Au lieu de téléphoner, Son Excellence est venue ici à Québec.

Mgr Gauthier m'a demandé où il pourrait me rencontrer. J'ai répondu à l'archevêque-coadjuteur de Montréal que le premier ministre de la province rencontrerait Son Excellence à l'endroit qu'il plairait à celle-ci de choisir et à l'heure qui lui conviendrait. Car, contrairement à l'habitude de l'ancien gouvernement, qui forçait les archevêques à venir au Parlement, le gouvernement actuel tient à marquer les hommages qu'il doit à l'autorité religieuse. Je suis allé, en compagnie du député de L'Islet (l'honorable M. Bilodeau), rencontrer son Excellence au palais cardinalice et, après avoir discuté du projet de réforme, nous avons incorporé les décisions des autorités religieuses dans le bill.

Nous avons demandé au Conseil législatif d'apporter les amendements nécessaires, ce qui a été fait, et ce sont ces amendements qui se trouvent maintenant devant l'Assemblée législative pour adoption.

Son Excellence estimait qu'il y avait un trop grand nombre de commissaires d'écoles. C'est aussi ce que le gouvernement avait pensé, car il en avait réduit le nombre à 12. L'archevêque nous a suggéré alors de nommer neuf commissaires, dont trois nommés par le gouvernement parmi lesquels un citoyen de langue anglaise; trois nommés par les autorités municipales, parmi lesquels un de langue anglaise, et trois autres nommés par l'archevêché. Son Excellence ne voulait pas d'échevins comme commissaires d'écoles. Le gouvernement avait dit dans son bill que le maire et le président du comité exécutif feraient partie de la Commission.

Comme le conseil municipal ne s'entendait pas sur ce point, et pour faire droit aux représentations de Son Excellence, nous avons dit que le comité exécutif nommerait trois membres. Quant à la nomination des trois membres par l'archevêché, nous avons trouvé qu'il serait inconvenant d'imposer quelque condition que ce soit à l'archevêché, car nous reconnaissons qu'en matière éducationnelle, l'autorité religieuse doit être souveraine. Le président de la Commission sera élu par les commissaires élus, ce qui est logique et ce qui est conséquent avec la pratique générale suivie.

L'archevêque nous a demandé de nommer un conseil pédagogique au lieu d'une commission pédagogique. Le comité sera formé de 20 membres au plus, et ceux-ci seront nommés après recommandation préalable de l'archevêque car, là aussi, nous reconnaissons qu'en matière éducationnelle, l'autorité des parents et l'autorité

religieuse, surtout celle-ci, doivent être supérieures. Le secrétaire général sera nommé également par les commissaires.

Nous avons réduit le salaire du président, sur recommandation de l'archevêque, de \$12,000 à \$3,000, mais il y aura un secrétaire général au salaire de \$7,500. Les commissaires recevront un salaire de \$700 au lieu de \$1,000 et les extras. De plus, les membres du comité pédagogique sont placés sous la direction de l'archevêché de Montréal.

C'est la première fois depuis 40 ans qu'une administration provinciale reconnaît la primauté de l'autorité épiscopale et religieuse en matière éducationnelle.

(Applaudissements à droite)

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je suis heureux de constater que le premier ministre s'est décidé à aller à Canossa. Il dit qu'il a consulté les autorités religieuses de Montréal. Je crois qu'il eût été plus sage pour le premier ministre de les consulter avant de présenter, comme il l'a fait, cette loi inique que la Chambre a adoptée. Il n'aurait pas été ainsi nécessaire de faire des amendements par le Conseil législatif. Les modifications à la loi s'imposaient...

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre, dit-il. Dans son ensemble, la loi est la même chose que les amendements.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les arguments du premier ministre sont précisément ceux que j'ai soulevés à l'encontre de la loi.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Jamais dans sa vie politique le chef de l'opposition n'a invoqué l'autorité religieuse, et pour cause.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le premier ministre peut continuer à lancer ses insinuations perfides. Le chef de l'opposition s'est plaint précisément que l'on n'avait pas consulté l'autorité religieuse. Le premier ministre confesse que nous avons eu raison. Il l'a consultée par la suite. Il n'en reste pas moins vrai que le Conseil législatif nous retourne cette loi complètement améliorée. La loi est complètement nouvelle!

Lorsque cette loi est venue devant l'Assemblée législative, nous avions donc eu raison de nous plaindre. On se plaignait alors avec raison que le gouvernement se substituait à l'autorité de la Commission scolaire et à l'autorité religieuse.

Je constate que ce dont nous nous plaignions a été corrigé en grande partie par le Conseil.

Le président devient décoratif, avec un salaire de près de \$4,000 de moins que celui du secrétaire-trésorier.

L'influence des autorités municipales dans la commission scolaire était déplorable, et nous l'avons combattue. Le bill a été complètement corrigé sur ce point. Je conclus que l'opposition a eu raison de combattre le bill, car il nous est revenu sous une forme toute nouvelle.

**M. Bastien (Berthier):** Lorsque cette loi a été étudiée dans cette Chambre, le premier ministre a laissé entendre que l'opposition n'est pas formée par des bons catholiques. Je ne suis pas surpris, dit-il. Cela ne nous a pas empêchés de lui dire qu'il ne consultait pas le Conseil de l'instruction publique et les autorités religieuses.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre, dit-il.

**M. Bastien (Berthier)** taquine le premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** taquine le député de Berthier<sup>5</sup>.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre vient de nous dire qu'après avoir fait passer son bill, il a communiqué avec Mgr Gauthier. Il passe son bill qui ne donnait pas satisfaction à la population de Montréal et à Mgr Gauthier et, quand le bill est passé, il dit qu'il a consulté Mgr Gauthier. Cependant, on persiste à dire à Montréal que c'est Mgr Gauthier qui a téléphoné au premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Même si on veut faire de la politique avec une question éducationnelle, on n'a pas le droit de se servir du nom de Mgr Gauthier, un nom aussi respectable, pour répéter des commérages - qui sont le fruit d'une imagination malsaine - surtout pour ne pas dire la vérité.

**M. Bastien (Berthier):** Les gens bien renseignés affirment que ce que j'ai déclaré est exact. Les règlements m'obligent à prendre la parole du premier ministre.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis prêt à m'en rapporter à la parole de Mgr

Gauthier, l'archevêque-coadjuteur de Montréal, pour savoir lequel des deux a téléphoné le premier.

**M. Bastien (Berthier):** (Souriant) Disons que je crois que tous les deux vous demandiez la ligne.

(Rires)

Le premier ministre s'est inspiré des conseils de l'opposition.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Si le gouvernement avait suivi les conseils de l'opposition, il n'aurait pas présenté une loi accordant une aide de \$5,000,000 aux Sulpiciens.

**M. Bastien (Berthier):** Nous connaissons Mgr Gauthier et nous savons qu'il a demandé au premier ministre ce que nous avions demandé nous-mêmes.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** sourit.

**M. Bastien (Berthier):** Le premier ministre peut rire. Il a fait machine arrière avec ce bill dans l'intérêt de la province; ce n'est pas la première fois.

L'on ne fait pas d'économie parce que le salaire du président était de \$10,000: on le fixe maintenant à \$3,000, mais l'on nomme un secrétaire-trésorier à \$7,500. En nommant un président à \$3,000 et un secrétaire-trésorier à \$7,500, on fait disparaître l'unité de commandement. Le secrétaire général prétendra avoir autant sinon plus de pouvoirs que le président, étant donné la différence de traitement; le président et le secrétaire se demanderont lequel a l'autorité sur un personnel de \$3,000. Le premier ministre devrait donner au secrétaire-trésorier le titre de directeur général des écoles. Je l'en supplie humblement, dit-il.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je suis quelque peu surpris de l'attitude de l'opposition. L'opposition prétend que c'est elle qui a inspiré l'archevêque-coadjuteur de Montréal. Nous avons toujours cru que les archevêques étaient inspirés par le Saint-Esprit. Quelle différence! Le gouvernement estimait qu'il y avait à la commission trop de commissaires, que le président général avait trop de pouvoirs, que le comité pédagogique était mal établi.

Nous avons dit que le conseil pédagogique devait être choisi d'une autre façon. L'opposition a dit non, mais l'archevêque a dit oui. Il nous a donné raison! C'est moi-même, dit-il, qui ai pris sur moi de soumettre la loi à Son Excellence Mgr Gauthier alors

qu'elle était devant le Conseil législatif et, ajoute-t-il, j'ai été heureux de constater que Son Excellence approuvait le bill dans ses grandes lignes. J'ai demandé à l'archevêque de Montréal, dit-il, les améliorations que nous avions soumises aux députés de cette Chambre et, précise-t-il, il les a incluses dans les amendements qu'il a lui-même rédigés et présentés au Conseil législatif. La loi rencontre les vues de l'épiscopat, les amendements confirment les principes contenus dans le bill!

Le gouvernement n'a pas d'objection à améliorer une chose bonne! Il n'y a pas de mal à perfectionner une bonne loi. Le gouvernement de l'Union nationale ne l'atteint pas toujours, mais il vise à la perfection. On sait quoi visait l'ancien gouvernement: l'ancien gouvernement visait au mal alors que le gouvernement de l'Union nationale vise au bien. Le député de Berthier est pour l'unité de commandement. Quelle plaisanterie. On a dit que le premier ministre était dictateur et on trouve maintenant qu'il est contre l'unité de commandement.

Par cette loi, nous voulons faire régner l'économie dans la Commission scolaire catholique de Montréal. Il y a eu des abus criants de commis dans le passé à la commission scolaire. Je crois sincèrement que M. Victor Doré, le président, n'en est pas responsable. Pas plus que l'honorable M. Grothé a été responsable des abus de la construction du pont Saint-Louis de Caughnawaga.

M. Doré est un honnête homme. Certains rapports ont été faits qui n'ont pas donné justice à M. Doré. Et l'honorable M. Grothé est un homme honorable en qui j'ai la plus entière confiance et dont le nom est sans tache. Je veux, dit-il, rendre justice à ces deux hommes parce que les journaux ont prêté au gouvernement à leur sujet des idées qu'il n'a jamais eues.

**M. Bastien (Berthier):** Point d'ordre. Nous sommes rendus au pont de Caughnawaga.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**  
Je note que le député de Berthier n'aime pas que je rende justice à un adversaire politique. La loi telle qu'amendée est bonne et j'en demande l'adoption.

(Applaudissements)

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Dépôt de documents:****L'Annuaire statistique,  
Québec 1936**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** dépose sur le bureau de la Chambre l'*Annuaire statistique*, Québec 1936. (Document de la session no 27)

**Travaux de voirie exécutés  
à Grande-Rivière-Ouest**

**L'honorable M. Bilodeau (L'Islet)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 15 mai 1937, pour la production de copie des rôles-de-paie pour travaux de voirie exécutés à Grande-Rivière-Ouest, comté de Gaspé, durant novembre 1936. (Document de la session no 28)

l'opposition, qui remplace le lieutenant-gouverneur, M. Patenaude, à titre d'Administrateur de la province.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Trudel (Saint-Maurice).

3. Il est alors 12 h 20, selon *Le Devoir* du 26 mai 1937, à la page 3.

4. 4 h 30, selon *Le Journal* du 27 mai 1937, à la page 2.

5. *Le Soleil* du 27 mai 1937, à la page 4, rapporte ainsi ce passage: "M. Bastien et M. Duplessis se taquent pendant quelques instants."

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 202 modifiant la loi de la Législature;
- bill 207 relatif au tourisme;
- bill 209 des salaires raisonnables.

**Ajournement**

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (l'honorable M. Auger), que le débat soit ajourné à demain à 11 h 30.

Adopté.

La séance est levée.

---

**NOTES**

1. C'est Sir Mathias Tellier, juge en chef de la Cour d'appel, ex-député de Joliette et ancien chef de



Séance du jeudi 27 mai 1937

**Présidence de l'honorable J.-M.-P. Sauvé**

La séance est ouverte à 11 h 30.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

Le 26 mai 1937

Il est ordonné que le greffier se rende à l'Assemblée législative et informe cette Chambre que le Conseil législatif n'insiste pas sur son amendement au bill 99 modifiant la charte de Quebec Saguenay and Chibougamau Railway Company, mais qu'il lui demande d'agréer l'amendement suivant:

1. L'article 2 est amendé aux lignes 1 et 2 de la page 2 en remplaçant les mots "d'une année" par les mots "de deux années".

**Quebec Saguenay  
and Chibougamau Railway Company**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 99 modifiant la charte de Quebec Saguenay and Chibougamau Railway Company. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 55 relatif aux salaires des ouvriers, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 46 est amendé dans la version française seulement en ajoutant à la fin de la ligne 4 après les mots "cinq dollars et", les mots "des frais pour la première offense, et d'une amende de".

2. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 53 comme article 53a.

"53a. L'article 53 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant: "Cette abrogation n'affecte pas les décrets, règlements et procédés adoptés sous l'empire des lois abrogées en vertu du présent article, lesquels continueront d'avoir leurs effets jusqu'à l'expiration du terme pour lequel ils ont été adoptés et elle n'affecte pas non plus l'existence des comités constitués en vertu desdites lois.

Aussi, le bill 70 modifiant la loi 22 George V, chapitre 53, avec les amendements suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. Le paragraphe suivant est ajouté à la suite de l'article 1 comme article 2:

"2. La loi de l'hygiène publique de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 186) tel que modifiée par la loi 18 George V, chapitre 68, est de nouveau amendée en retranchant le dernier paragraphe de l'article 28a".

2. L'article 2 devient l'article 3.

Aussi, le bill 166 relatif aux conventions de paiement en or, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par ce qui suit:

1. Toute obligation contractée avant ou après l'entrée en vigueur de la présente loi, échue ou à échoir, qui confère ou tend à conférer au créancier le droit de réclamer son paiement en or ou en une espèce ou étalon monétaire particulier, sera valablement acquittée sur paiement, unité monétaire pour unité monétaire, du montant nominal ou apparent à la face de l'obligation, en numéraire ou monnaie constituant une offre légale pour le paiement des dettes publiques et privées au temps du paiement et à l'endroit où tel paiement doit être fait".

**Salaires  
des ouvriers**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 55 relatif aux salaires des ouvriers. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Loi 22 George V, chapitre 53**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 70 modifiant la loi 22 George V, chapitre 53. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Conventions de paiement en or**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 166 relatif aux conventions de paiement en or. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

Le 27 mai 1937

Il est résolu qu'un message soit adressé à l'Assemblée législative pour l'informer que c'est par erreur que le titre du bill 166, relatif aux conventions de paiement en or, a été inscrit avec les bills 167 et 168 dans un message du Conseil législatif qui a été transmis à l'Assemblée législative le 20 mai courant.

#### **Demandes de documents:**

##### **Arrêtés ministériels**

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tous les

arrêtés ministériels, passés du premier septembre au premier décembre 1936.

Depuis plusieurs semaines, il y a au *Feuilleton* deux motions pour production de documents. Ces motions étaient rédigées ainsi: "Copie des tous les arrêtés ministériels passés du 1<sup>er</sup> septembre au 1<sup>er</sup> décembre" et "Copie de tous les arrêtés ministériels passé du 26 août 1936 au 1<sup>er</sup> septembre 1936. Aussi, copie de tous les arrêtés ministériels passés du 1<sup>er</sup> décembre 1936 au 18 mai 1937 inclusivement."

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ces deux motions pour production de documents sont irrégulières, parce qu'elles sont insuffisamment libellées.

L'opposition officielle et l'opposition déguisée se sont mises à deux pour poser des questions. Il y a une certaine entente entre les deux oppositions, vu que le chef de l'opposition officielle demande copie des arrêtés ministériels pour une certaine période, et que l'opposition déguisée, suivant mon expression, dit-il, demande copie des arrêtés ministériels pour une autre période, ce qui couvre tout le temps que le gouvernement actuel a été au pouvoir. Nous ne nous plaignons pas; nous sommes satisfaits de cette entente.

L'opposition a bien le droit d'avoir copie des arrêtés ministériels adoptés, par le gouvernement, mais non des arrêtés "passés", comme le dit la motion. Nous avons constaté que l'ancien régime a passé plusieurs arrêtés ministériels qui n'ont pas été adoptés ni sanctionnés et qui, par conséquent, ne peuvent pas être produits. Si les oppositions ne connaissent pas les règlements et posent des questions qui n'ont ni rime ni sens, ce n'est pas la faute du gouvernement.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ceux qui disent que le premier ministre n'aime pas l'entente se trompent donc? L'on ne devrait pas s'engager sur le terrain des chicanes grammaticales. Je crois que nous ne sommes pas ici pour cela. J'attache, dit-il, un sens restreint à l'expression "passés" et si nous discussions là-dessus, la discussion pourrait durer longtemps. Ce n'est pas à l'Assemblée législative qu'il appartient de départager les grammairiens.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** La motion ne dit même pas par quel gouvernement ces arrêtés auraient été passés.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il est entendu que les arrêtés ministériels non signés ne sont pas des



documents auxquels la Chambre a droit. Cependant, il est évident que l'opposition veut les arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur.

Il est essentiel que l'opposition ait les documents que nous demandons. La Chambre a droit à certains renseignements du gouvernement. Je pense qu'il y a d'étranges arrêtés ministériels et que c'est pour ça qu'on discute sur les mots. Dans le passé, l'opposition a souvent demandé la production de ces documents. Le gouvernement ne peut pas nous les refuser à moins qu'il décide que l'administration se fait par arrêtés ministériels, et des arrêtés secrets. Si le gouvernement voulait protester contre notre demande pour une simple formalité, une simple expression fautive de grammaire, pourquoi ne pas l'avoir fait quand la motion a été inscrite sur l'ordre du jour. La motion est inscrite depuis le 22 avril.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le chef de l'opposition...

**M. Casgrain (Rivière-du-Loup):** Le premier ministre n'a pas le droit de parler deux fois.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** En vertu de l'article 235, j'ai le droit de rétablir les faits. Nous ne sommes pas obligés de produire ces documents.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ça, c'est la vraie raison. Vous ne voulez pas produire les documents. Pourquoi ne pas le dire tout de suite?

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement produira les documents demandés par le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) et le député de Québec-Est (M. Drouin). Nous voulions donner à l'opposition la chance d'apprendre quelque chose.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Merci.

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** lit les formules qu'il employait autrefois dans l'opposition.

Les motions sont irrégulières et hors d'ordre parce que l'opposition ne dit pas de quels arrêtés ministériels il s'agit, répète-t-il, car d'après la question, cela peut comprendre les arrêtés ministériels du fédéral ou d'autres provinces. L'opposition, précise-t-il, ne dit pas par quel gouvernement ont été passés les arrêtés ministériels demandés. Ça peut être Ottawa, ou par le Nouveau-Brunswick.

**M. l'Orateur:** Je rendrai, dit-il, ma décision plus tard.

**M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je vais consulter le Larousse.

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

### Suspension des travaux

**L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose que cette Chambre suspende ses travaux jusqu'à 2 h 30.

Adopté.

La Chambre suspend ses travaux à 11 h 40.

### Reprise de la séance à 2 h 30

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 63 relatif aux tribunaux, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en ajoutant à la 4<sup>e</sup> ligne, à la suite du mot "district", les mots suivants: "dans la division territoriale qui leur est assignée".

2. L'article 7 est modifié en insérant à la suite du paragraphe 2, à la page 3 du bill, les deux paragraphes suivants comme paragraphes "3" et "4":

"3. Il ne pourra être établi de Cour de magistrat siégeant ailleurs qu'au chef-lieu d'un district ou comté qu'après l'établissement d'une Cour de magistrat siégeant à ce chef-lieu;

"4. Le nombre des magistrats de district n'excédera en aucun temps trente-cinq.

3. L'article 32 est modifié en ajoutant à la ligne 2, à la suite de "La section 111" les mots "de la première partie".

4. Les articles 39 et 40 sont retranchés.

5. L'article 43 est modifié en ajoutant ce qui suit comme deuxième paragraphe:

"2. Ces traitements ne peuvent être réduits tant que le titulaire exerce ses fonctions; il en est de même des juges des sessions et des magistrats de district en fonctions, lors de l'entrée en vigueur de la présente loi ou nommés subséquemment."

6. L'article 45 est modifié en ajoutant ce qui suit comme paragraphe 2:

"2. Les juges de sessions et les magistrats de district remplissant actuellement les devoirs de ces charges continuent d'être juges des sessions et magistrats de district et d'exercer leurs fonctions de la façon prévue à la présente loi.

7. L'article 50 est amendé:

a. le sous-paragraphe "c" est amendé en insérant à la ligne 3 après les mots "Cour du banc du roi" le mot "et";

b. le sous-paragraphe "c" est amendé en retranchant aux lignes 4 et 5, les mots "et du tribunal des juges de paix est générale et";

c. le sous-paragraphe "c" est amendé en insérant à la ligne 7 après le mot "magistrat" les mots "du tribunal des juges de paix".

8. L'article 80 est amendé en remplaçant les mots "modifié en retranchant les mots: "de district", dans la quatrième ligne" par les mots "1284. Sauf en ce qu'elles ont d'incompatible avec celles du présent chapitre, les dispositions des articles 1126 à 1149 inclusivement s'appliquent à la Cour de magistrat, au magistrat qui la tient et aux officiers de la cour".

9. L'article 102 est amendé:

a. en retranchant le mot "et" à la ligne 1 du paragraphe "2";

b. en insérant à la ligne 2 du paragraphe 2 après les mots "Cour supérieure" les mots "et de la Cour des sessions de la paix";

c. en retranchant aux lignes 4 et 5 du paragraphe 2 les mots "de la Cour des sessions de la paix".

#### **Loi relative aux tribunaux**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 63 relatif aux tribunaux. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 59 protégeant la petite

propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des taxes avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 20 est remplacé par le suivant:

20. Les arrérages de taxes visés à l'article 19 sont inclus dans l'emprunt que la corporation peut faire en vertu de l'article 9.

La corporation doit, dans les trente jours de la réalisation de son emprunt, rembourser au tiers subrogé les montants qu'il a payés à la corporation à l'acquit du contribuable.

#### **Consolidation des taxes**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 59 protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des taxes. Ledit amendement est lu deux fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 169 relatif à la ville de Coaticook;
- bill 205 favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi;
- bill 206 modifiant la loi du prêt agricole de Québec;
- bill 208 relatif aux municipalités scolaires catholique et protestante de la ville de Val-d'Or.

#### **L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):**

M. l'Orateur, je propose que la séance soit suspendue en attendant la cérémonie de la prorogation.

**M. l'Orateur:** La séance est suspendue.

**Des députés** chantent: "Quand on est si bien ensemble, pourquoi donc se séparer."

"Filez, filez, ô mon petit navire."

#### **M. Labelle (Montréal-Saint-Henri):** (Chantant)

"Quand donc finiront nos tourments, coin coin, coin."

(Pendant que l'administrateur de la province s'apprête à lire le discours de sanction, des députés restent en grand nombre à la Chambre basse et se livrent une bataille de papier. La bataille a commencé dans la Tribune de la presse. Serpents multicolores et confettis étaient lancés du haut de la galerie de presse, tandis que les députés échangeaient d'un bord à l'autre de la Chambre des *Feuilletons*, des procès-verbaux, des bills et même des rapports des ministères. Il se fait alors un vacarme digne d'écoliers en vacances).

**L'honorable M. Élie (Yamaska)** chasse à coup de bill un groupe de députés massés dans l'inaction près de la porte de l'Orateur.

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Béïque (Chambly)** fume une cigarette.

**M. l'Orateur:** Je rappellerai au député de Chambly qu'il ne doit pas fumer pendant que l'Orateur est à son fauteuil.

(Applaudissements)

**M. Béïque (Chambly):** M. l'Orateur, je regrette d'être rappelé à l'ordre. Mais si je ne garde pas ma cigarette, j'ai peur de mettre le feu dans cette Chambre. À tout événement, je devrais l'envoyer jeter par un page.

(Rires et applaudissements)

(Pendant l'arrivée de M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier de la verge noire).

**Les députés** applaudissent et frappent sur leur pupitre et laissent tomber le couvercle de leur pupitre.

**M. Labelle (Montréal-Saint-Henri),** pour faire plus de bruit, frappe sur son pupitre avec son soulier.

**Un député:** Le député de Montréal-Saint-Henri a un fun vert.

#### **Messages de l'administrateur de la province:**

Un message est reçu de Son Honneur l'administrateur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur l'administrateur de la province de Québec<sup>1</sup> désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

#### **Sanction royale**

Alors, Son Honneur l'administrateur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 27 relatif à la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 42 modifiant la loi des mines de Québec;
- bill 55 relatif aux salaires des ouvriers;
- bill 57 modifiant la loi des assurances de Québec;
- bill 58 relatif au règlement équitable des questions concernant les meilleurs intérêts de la province et des sulpiciens;
- bill 59 protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des taxes;
- bill 61 diminuant les pouvoirs accordés au lieutenant-gouverneur en conseil par les régimes antérieurs au 25 août 1936;
- bill 62 relatif à la réouverture de l'usine de Chandler;
- bill 63 relatif aux tribunaux;
- bill 64 relatif au congrès du parler français de 1937, au salaire des instituteurs ruraux et à la question éducationnelle en général;
- bill 65 abrogeant la loi 22 George V, chapitre 41 et ses amendements;
- bill 66 relatif à l'enseignement agricole;
- bill 67 modifiant la loi des produits laitiers;
- bill 68 sauvegardant les droits de la colonisation;
- bill 69 modifiant la loi 23 George V, chapitre 2;
- bill 70 modifiant la loi 22 George V, chapitre 53;
- bill 71 modifiant la loi électorale de Québec;
- bill 72 garantissant l'indépendance de la Commission des liqueurs de Québec;
- bill 73 relatif à la Corporation du pont du lac Saint-Louis;
- bill 74 modifiant la loi 25-26 George V, chapitre 9;
- bill 99 modifiant la charte de Québec Saguenay and Chibougamau Railway Company;

- bill 129 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 165 créant les municipalités scolaires catholique et protestante de la ville de Val-d'Or;
- bill 166 relatif aux conventions de paiement en or;
- bill 169 relatif à la ville de Coaticook;
- bill 200 modifiant la loi de la chasse;
- bill 201 favorisant l'exploitation des gisements de fer titané;
- bill 202 modifiant la loi de la Législature;
- bill 203 abrogeant l'article 638 du Code civil;
- bill 204 relatif aux écoles techniques;
- bill 205 favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi;
- bill 206 modifiant la loi du prêt agricole de Québec;
- bill 207 relatif au tourisme;
- bill 208 relatif aux municipalités scolaires catholiques et protestantes de la ville de Val-d'Or;
- bill 209 des salaires raisonnables.

**Le Greffier du Conseil législatif** prononce la sanction royale sur ces bills comme suit:

Au nom de Sa Majesté, Son Honneur l'administrateur de la province sanctionne ces bills.

#### **Son Honneur l'administrateur de la province:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Il m'a été très agréable, en l'absence de M. le lieutenant-gouverneur, de revêtir de la sanction royale les lois qui ont été soumises à mon approbation.

Ces lois, de même que celles que M. le lieutenant-gouverneur a sanctionnées avant son départ, sont évidemment des mieux inspirées.

Reconnaître l'indépendance de nos institutions religieuses, combattre la propagande communiste, protéger et secourir la jeunesse, assister les aveugles et venir en aide aux mères nécessiteuses; relever le traitement des instituteurs de nos campagnes, assurer de justes salaires aux classes laborieuses, particulièrement aux ouvriers de la forêt, et libérer la terre du colon; encourager l'épargne populaire, protéger la petite propriété, rétablir le crédit des municipalités et réviser les différents modes d'imposition en usage dans notre province; favoriser le progrès de l'agriculture, de la colonisation et des pêcheries, sauvegarder les intérêts du Québec dans l'exploitation de nos ressources

naturelles et secondar la mise en valeur de notre domaine minier ainsi que de nos réserves de chasse et de pêche; faciliter la municipalisation des services électriques, contrôler les entreprises de production, de vente et de distribution de l'électricité, autoriser l'État à établir des centrales de production et des réseaux de distribution de l'énergie électrique et surveiller l'expédition de nos bois hors de la province; réorganiser nos tribunaux provinciaux, simplifier, uniformiser les procédures de l'expropriation et refondre nos lois générales: tel est, en effet, l'objet des principales lois que vous avez votées au cours de la session. Le soin que vous avez mis à les étudier est sans doute une garantie qu'elles répondront à votre attente et serviront parfaitement les intérêts de notre province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Au nom de Sa Majesté, je vous remercie d'avoir mis à la disposition des différents ministères les crédits qu'ils vous ont demandé de leur voter, et particulièrement d'avoir augmenté le budget de l'agriculture et celui de la colonisation. Soyez assurés que toutes ces sommes seront dépensées de façon judicieuse et selon la destination que vous leur avez assignée.

Honorables messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Au moment de proroger la Législature, je tiens à formuler des vœux pour votre bonheur ainsi que pour celui de vos familles, et je prie la divine Providence de répandre ses plus abondantes bénédictions sur notre chère province.

#### **M. l'Orateur du Conseil législatif:**

Honorables messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur l'administrateur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée à 4 h 40.

**NOTE**

1. C'est Sir Mathias Tellier, juge en chef de la Cour d'appel, ex-député de Joliette et ancien chef de l'opposition, qui remplace le lieutenant-gouverneur, M. Patenaude, à titre d'Administrateur de la province.

